

HISTOIRE
DES
LAGIDES

PAR

A. BOUCHÉ-LECLERCQ

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME TROISIÈME

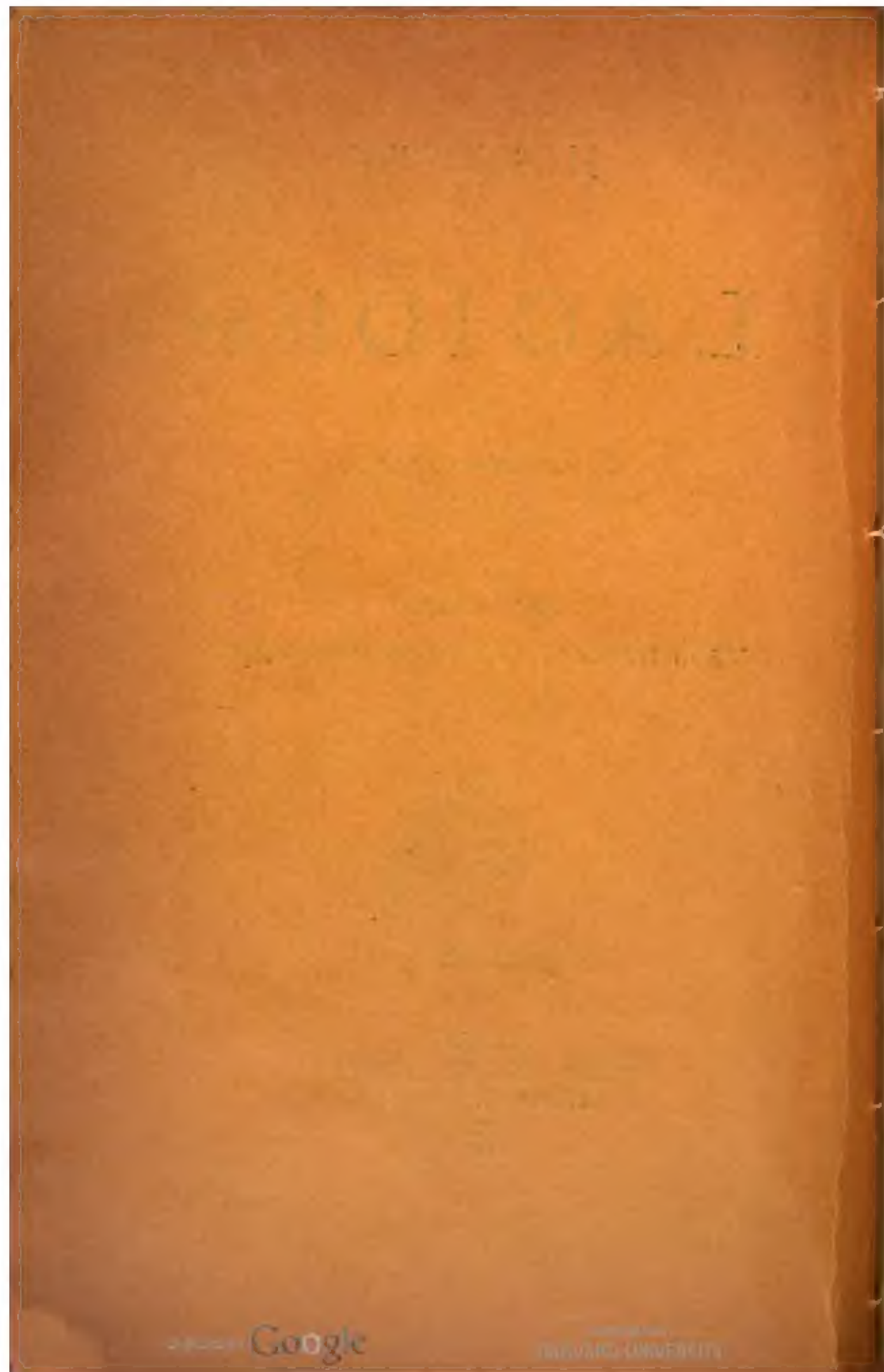
LES INSTITUTIONS DE L'ÉGYPTE PTOLÉMAÏQUE

PREMIÈRE PARTIE



PARIS
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR
28, RUE BONAPARTE, N°

1906



HISTOIRE
DES
LAGIDES

LE PUY-EN-VELAY. — IMP. FÉVILLER, ROUCHON ET GARNY.

24
14
14

⑥

HISTOIRE
DES
LAGIDES

PAR

A. BOUCHÉ-LECLERCQ

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME TROISIÈME

LES INSTITUTIONS DE L'ÉGYPTE PTOLÉMAÏQUE

PREMIÈRE PARTIE



PARIS
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR
28, RUE BONAPARTE, VI^e
—
1906

~~I 6961~~
E 709.03



Marylogosch funds
III

AVERTISSEMENT

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la publication du deuxième volume de cette Histoire. Il est inutile de dire pourquoi cet intervalle s'est prolongé, à travers les révisions, les retouches et les lenteurs d'une impression laborieuse. J'ai été bien des fois tenté de m'arrêter dans ma tâche — simplifiée en apparence, compliquée en réalité par l'obligation de me renfermer dans l'époque ptolémaïque — et d'abandonner comme prématuré un essai de synthèse où les points d'interrogation tiennent tant de place. Mais, s'il est et sera toujours trop tôt pour faire œuvre définitive, l'exemple donné il y aura bientôt quarante ans par Lombroso a montré combien de services peut rendre une synthèse provisoire. J'ai pensé que, même en supposant très large la part des incertitudes et des erreurs, il y avait quelque utilité à tracer des cadres où la matière dialysée pût s'ordonner et se clarifier en surnageant au-dessus de la marée montante des notes. Du reste, j'avais annoncé un troisième volume, et cette promesse, fût-elle imprudente, devait être tenue. Elle sera même dépassée, en ce sens que, les retouches ayant dilaté la rédaction au delà des bornes prévues en 1903, je me vois obligé de rejeter dans un quatrième volume (actuellement sous presse) les trois derniers chapitres des Institutions, les Addenda et l'Index général.

Juin 1906.

A. B.-L.

BIBLIOGRAPHIE

Il m'a paru utile de reproduire ici quelques indications bibliographiques empruntées à la liste mise en tête du premier volume, en y ajoutant des suppléments, surtout papyrologiques, que j'ai expressément réservés (ci-dessus, l. I, p. v) pour le troisième volume, et omettant à dessein les publications consacrées exclusivement à l'époque romaine ou aux fragments littéraires.

A. Papyrus et ostraka.

A. PERRON, *Papyri graeci Regii Musei Aegyptii Taurinensis editaeque illustratae* : treize documents d'époque ptolémaïque, cités comme *Pap. Tour.*, d'après le tirage à part de deux articles précités (ci-dessus, l. I, p. vi) en date de 1826 (l. pp. 1-180) et 1827 (l. pp. 1-80). — *Papyri graeco-egyptiæ di Zoidæ, dell' I. R. Museo di Vienna* Memor. d. R. Accad. di Torino, XXXIII), cités d'après le tirage à part en date de 1828 (pp. 1-43) : deux documents, également d'époque ptolémaïque, publiés auparavant par Petreli (n. 1826), reproduits avec corrections par C. Wessely, *Die griech. Papyri Kaiserl. Sammlung Wien*, dans les *Jahresber. des Kk. Franz-Joseph Gymnas.* in Wien (l. III, IV, pp. 1-28, 1885).

B. PERRON *Papyri graec. del Museo Britannico di Londra e della Biblioteca Vaticana*, tradotte ed illustrate Torino, 1841 (tirage à part des *Memor. d. R. Accad. di Torino*) : environ vingt pièces, concernant exclusivement les rectus du Sérapéum de Memphis.

C. LEEUWENS, *Papyri graeci Musei antiquarii publici Lugduni Batavi*, l. Ligd. Batav., 1843 : une vingtaine de documents, la plupart d'époque ptolémaïque, cités comme *Pap. Leid.*

W. BRUNET DE PRESLE, *Notices et Textes des papyrus grecs du Musée du Louvre et de la Bibliothèque impériale*, publication préparée par feu M. Letronne (*Notices et Extraits des Mss.*, t. XVIII, 2 [1865], pp. 1-506) : documents (71 pièces) presque tous d'époque ptolémaïque, cités *Pap. Par.*

L. WILCKEN, *Actenstücke aus der königlichen Bank zu Theben in den Museen von Berlin*, London, Paris (Abh. der Berlin Akad., 1880, Anhang, pp. 1-68), : textes (I-XII), et commentaires.

Les recueils énumérés jusqu'ici ne contiennent que des papyrus achetés au hasard par des voyageurs aux indigènes et souvent désignés par les noms des collectionneurs : papyrus Anastasi, Casati, Drovetti, Passalacqua Minutoli, Grey Salt, Sakkakiri, etc. C'est sur ces documents que s'est exercée pendant soixante ans l'érudition des précurseurs dont Lumbroso a enregistré les travaux dans la Préface de ses *Recherches*. Les fouilles méthodiques entreprises depuis sur divers points ont fourni une ample moisson de textes dont la publication se poursuit et est loin d'être achevée.

The Flinders Petrie Papyri, with transcriptions, commentary and index by Rev. John P. Mahaffy : recue les annexes aux dissertations (*On the Fl. Petr. Pap.*) faisant partie des *Cunningham Memoirs* (n^{os} viii, ix, xi) publiés par la Royal Irish Academy, Dublin, I 1891. II, 1893. III 1903. Le tome III, daté de juin 1903, contient en majeure partie des révisions de textes publiés dans les deux premiers et des morceaux inédits « arranged, deciphered, and explained by Prof Smyly ». L'ouvrage, consacré exclusivement à l'époque ptolémaïque (de Philadelphie à Épiphane) est cité *Pap. Petr.* Les papyrus proviennent des fouilles de Gourob au Fayoum, et on les désigne parfois en bloc sous le nom de « papyrus de Gourob ».

Aegyptische Urkunden aus den königlichen Museen zu Berlin. — Griechische Urkunden, Bd. I-IV, 1-3, Berlin, 1892-1903 : publication de textes autographes dirigée par Wilcken et cités *BGU*. L'époque ptolémaïque n'y est représentée que par les n^{os} 992-1012, publiés en 1903 par Schubart.

Greek Papyri in the British Museum, Catalogue with texts, edited by F. G. Kenyon, printed by order of the Trustees, London, I, 1893. II, 1898. Le premier volume intéresse l'époque

ptolémaïque par un petit nombre de documents, la plupart relatifs aux reclus du Sérapéum et déjà publiés par Forshall (1839) et B. Peyron. Dans le second, une dizaine de fragments du II^e siècle a. C. Recueil incommode à citer, à cause des variantes d'usage (*Catal. ou Pap. Brit. Mus., ou Pap. Lond.*), et surtout parce que l'éditeur a maintenu les numéros « officiels » du *Catalogue* en les dispersant dans son classement analytique.

The Revenue Laws of Ptolemy Philadelphus, edited from a greek papyrus in the Bodleian library, with a translation, commentary and Appendices by B. P. Grenfell, and an Introduction by the Rev. J. P. Mahaffy. Oxford, 1896. 233 pp. 4°. Ouvrage cité *Rev. Laws* ou *Rev. Pap.* et appelé communément « Papyrus des Revenus ». On a la certitude que ce document mémorable, acheté au Caire, provient du Fayoum.

An Alexandrian erotic fragment and other greek Papyri chiefly Ptolemaic, edited by Bernard P. Grenfell. Oxford, 1896. *Greek Papyri, Series II. New classical fragments and other greek and latin Papyri*, edited by Bernard P. Grenfell and Arthur S. Hunt. Oxford, 1897. Appartiennent à l'époque ptolémaïque les n^{os} 9-44 (sur 70) dans le tome I et les n^{os} 14-39 (sur 113) dans le tome II. Les deux séries sont citées *Pap. Grenf.*, I et II.

The Oxyrhynchus Papyri, edited by B. P. Grenfell, A. S. Hunt and J. G. Smyly. London, I, 1898. II, 1899. III, 1903. IV, 1904. Le recueil contient beaucoup de fragments littéraires et intéresse à peine, par trois documents multiples (II, n. 438 a-c, l'époque ptolémaïque).

A. Born, *Papyrus ptolémaïques du Musée d'Alexandrie*. Bull. de la Soc. archéol. d'Alexandrie, II, [1899], pp. 65-73.

J. NICOLE, *Les Papyrus de Genève*, fasc. I-II. Genève, 1896-1900. Publication autographiée, où, sur quatre-vingts numéros, deux seulement (20-21), datent de l'époque ptolémaïque.

Fayûm Towns and their Papyri, by B. P. Grenfell and A. S. Hunt, publication de l'*Egypt Exploration Fund*. London, 1900. Les prolégomènes contiennent l'histoire des découvertes papyrologiques au Fayoum, des fouilles de 1893-6, et l'inventaire des monnaies qui en sont sorties, par Grenfell, Hogarth et Milne. En appendice, cinquante ostraka de l'époque romaine. L'époque ptolémaïque y est peu représentée (nn. 11-18 b, sur 366 pièces).

The Amherst Papyri, an account of the Greek papyri in the collection of the Right Hon. Lord Amherst, by B. P. Grenfell and A. S. Hunt. London, I, 1900, II, 1901. Les documents de l'époque ptolémaïque n'occupent que les n^{os} 28-62 du tome II.

The Tebtunis Papyri, Part. I, edited by Bernard P. Grenfell, Arthur S. Hunt and J. Gilbert Smyly. London, 1902. 674 pp. 4^{vo}. La publication forme le vol. I des travaux d'archéologie grec-romaine de l'« University of California », qui, avec les fonds fournis par Mrs Phoebe A. Hearst, a fait les frais des fouilles exécutées à Umm el Baragât durant l'hiver de 1900-1901. Ce recueil n^{os} 5-124 en texte, 125-261 en annexe, entièrement consacré à l'époque ptolémaïque à partir de la fin du règne d'Évergète II, est d'importance capitale pour notre sujet, qu'il a renouvelé en bien des parties, surtout en ce qui concerne l'exploitation du domaine royal. Les textes sont traduits, pourvus de commentaires, et mis en œuvre dans les Appendices (pp. 338-603). Deux autres parties s'en paraîtront portant sur l'époque romaine.

Les Papyrus de Memphis, publiés par P. Jouguet et G. Leclercy (*BCH*, XXVI, 1902, pp. 116, 95-128; XXV, I, 1901, pp. 173-205) quarante et un documents de l'époque ptolémaïque, régnant sur Évergète I et de Philopator. À paraître prochainement. *Papyrus grecs*, provenant de Médinet-Néhor et de El-Jahou, époque ptolémaïque, publiés par la conférence de papyrologie de l'Université de Lille, sous la direction de P. Jouguet, acceptant pour référence la rubrique *Pap. Lille*.

S. DE BERT, *Papyrus de Pothaps au Musée du Louvre* *Archiv f. Pfl.*, II (1903), pp. 515-520.

Catalogue général des Antiquités égyptiennes du Musée du Caire, N^{os} 10001-10800, *Greek Papyri*, by B. P. Grenfell and A. S. Hunt. Oxford, 1903, en analyse, et quelques textes. *Ptolemaic papyri in the Gizeh Museum* ont été publiés en 1900-1902 dans l'*Archiv f. Pfl.*, I, pp. 57-66, II, 1, 73-81.

L. J. GOOSSEN, *Greek papyri from the Cairo Museum together with papyri of Roman Egypt from American collections* (Becoma Publ. of the University of Chicago, V (1901), Ser. I, n^{os} 1-100), sept seulement 3-9 intéressent l'époque ptolémaïque.

Th. BERNARD, *Papyrus grecs et d'antiques recueillis en Égypte et publiés par Th. Bernhart, avec le concours de W. Spiegelberg*

et S. de Ricci. Paris, 1905 (textes, traductions et commentaires). Sur 58 textes grecs, 40 appartiennent à l'époque ptolémaïque, ainsi que les 7 textes démotiques.

La publication des textes démotiques — papyrus et *ostraka* — n'a été jusqu'ici que fragmentaire et comme livrée au hasard, c'est-à-dire au gré des rares erudits capables de les transcrire et traduire. On en trouve un grand nombre, d'époques très diverses, traduits dans les ouvrages et articles de E. Revi lout (ci-après ou groupés, avec texte et traduction, dans sa *Nouvelle Chrestomathie démotique* (Paris, 1878 : xii-110 pp. 4° et sa *Chrestomathie démotique*, rédigée plus tôt, mais parue plus tard (Paris, 1880 : (LXVII-304 pp. 4°), qui forme les fasc. 13-16 (tome IV) des *Études égyptologiques*. Ces deux Recueils, qui contiennent ensemble plus de soixante documents autographiques provenant des collections de Paris, Berlin, Vienne, Turin, et tous (sauf trois du règne de Darius) d'époque ptolémaïque, ont largement ouvert la voie frayée par H. Brugsch. Le projet de *Corpus Papyrorum Aegypti*, par E. Revi lout et A. Eisenlohr, paraît abandonné. Ont paru quatre fascicules : I, 1-2. *Papyrus démotiques du Louvre* (Paris, 1885-1891 (quinze numéros, dont onze de l'époque ptolémaïque, traduits ou analysés ; II, 1. *Papyrus démotiques du British Museum* (Paris, 1888 sept numéros, d'époque ptolémaïque, ; III, 1. *Papyrus grecs du Louvre* (Paris, 1882 (ne contient que le plaidoyer de Hypéride contre Athénogène).

La publication méthodique des papyrus de Berlin et de Strasbourg — transcription et traduction — est due à W. Spiegelberg :

Demotische Papyrus aus den königlichen Museen zu Berlin, mit erläuterndem Texte, von W. Spiegelberg. Leipzig u. Berlin, 1902. Sur 34 n°, seize (6-21) appartiennent à l'époque ptolémaïque.

Die demotischen Papyrus der Strassburger Bibliothek, übers. von W. Spiegelberg. Strassburg, 1902 (ne traite que de pièces, dont quatorze d'époque ptolémaïque).

Les *ostraka* ou tessons de poterie sont presque tous des recas en langue grecque ou coïquène, certains sont par des banques, soit par des particuliers et les et signes. Nous n'avons pas à nous occuper des textes de l'époque romaine, comme ceux qui publie le Musée du Caire (*Ostraca*, n° 25001-25385, par G. Daresse). Le Caire, 1901, mais seulement des textes grecs. Quelques spé-

cimens de ces « tessères » ont été d'abord annexés à divers recueils de papyrus (Voy. l'histoire de la découverte, de la dissémination et des publications partielles des *ostraka*, depuis 1822 jusqu'à nos jours, dans Wilcken, *Ostraka*, I, pp. 20-37).

La publication complète de tous les *ostraka* de langue grecque apportés en Europe et connus en 1858 a été menée à bonne fin par Wilcken, qui a réuni jusqu'à 1638 n^{os} dont 34 ajoutés dans le tome I des *Ostraka* et catalogués p. 834, épars dans les collections de Berlin, de Leide, de Paris et de Londres. Les textes, classés par ordre topographique, forment le second volume des *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien, ein Beitrag zur antiken Wirtschaftsgeschichte*. Leipzig und Berlin, 1869. Cette « contribution à l'histoire économique » de l'Égypte pharaonique et romaine — matière du premier volume (840 pp. 8^e) — est une œuvre magistrale, et c'est à elle que je renvoie perpétuellement, dans les chapitres consacrés aux finances, lorsque je cite Wilcken sans autre indication que la toison et la page. Les textes 218 espèces¹, y sont inventoriées par ordre alphabétique, indifféremment d'époque ptolémaïque et romaine (pp. 131-401), classées ensuite par ordre analytique (pp. 403-410) et mises en œuvre, avec l'appui des papyrus, des monnaies et des mesures, dans les études qui occupent la moitié du volume (p. 422-820), et forment un tableau de l'administration financière de l'Égypte ptolémaïque et romaine aussi complet qu'il pouvait être avant la publication des papyrus de Tebtynis.

Les publications nouvelles de papyrus, *ostraka* (et inscriptions, de langue grecque sont enregistrées au fur et à mesure dans l'organe spécial fondé en 1901 par Wilcken, *Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete* Leipzig, 1901-1903, qui en est à son troisième volume et dans un recueil concurrent dirigé par C. Wessely, *Studien zur Paläographie und Papyrologie* (Leipzig, 1901-1903). Elles sont encore recensées dans diverses Revues sous forme de Bulletins ou Chroniques papyrologiques par des savants comme P. Viereck, N. Hohlwein, P. Jouguet, S. de Ricci, etc.

Enfin, des inventaires spéciaux permettent d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de toutes les publications papyrologiques de langue grecque et latine, depuis la publication initiale de V. Schow en 1788 et ci-après, p. 314, t, jusqu'en 1915. Les docu-

ments connus en 1901 ont été classés par ordre chronologique (époque ptolémaïque, romaine, byzantine et par ordre alphabétique (pétitions, contrats, testaments, etc.) dans un *General-Register der griechischen und lateinischen Papyrusurkunden aus Ägypten* que Wilcken a placé en tête de l'*Index* (I, pp. 1-29). L'éminent papyrologue s'apprête à nous donner, sous le titre *Urkunden der Ptolemäerzeit*, une réédition complète des papyrus publiés avant ceux de Flinders Petrie, avec un recensement et classification de tous les papyrus ptolémaïques aujourd'hui connus. Le premier volume (sous presse) contiendra les textes memphitiques, le second, les textes de la Haute-Égypte. Je ne puis que regretter, pour ma part, de n'avoir pas eu à ma disposition un guide aussi précieux, qui m'eût singulièrement facilité la recherche et le triage des documents.

Les publications de documents et de tous ouvrages utilisant les textes papyrologiques ou lessères, antérieures au 1^{er} janvier 1903, sont inventoriées, les sources par ordre topographique de leur ézotopé, les études par ordre de sujets traités (Grammaire, Histoire, Administration et Armée, Religion, Impôts, Droit, etc.), dans *La Papyrologie grecque. Bibliographie raisonnée*, de N. Hohlwein (Louvain, 1903 - 173 pp. 8°), tirage à part d'articles insérés dans le *Musée Belge* (tomes VI-IX, années 1902-1903).

Nous avons maintenant des boussoles pour naviguer sur cette mer.

B. Inscriptions.

Aux Recueils énumérés dans la Bibliographie du tome I (pp. vi-vii) je n'ajouterai que deux publications parues depuis, à savoir :

W. DITTMERBERGER, cité *OGIS.*, c'est-à-dire *Orientalis Graeci Inscriptiones selectae*. I, Leipzig, 1903. Ce ne sont pas des inscriptions nouvelles, mais des textes épigraphiques classés dans un ordre nouveau, l'ordre historique, et abondamment commentés. Le *Regnum Lagidarum* comprend 198 inscriptions (pp. 45-283), le *Regnum Seleucidarum*, 52 inscriptions (pp. 318-426), le *Regnum Attalidarum*, 75 inscriptions (pp. 426-544); les *Regna Asiatica minora*, 90 inscriptions (pp. 544-640). Le tome II (1903) est consacré à l'Orient sous la domination romaine.

Greek Inscriptions, by J. G. Milne. London, 1905. Recueil faisant partie du *Catalogue general du Musée du Caire*, n° 9201-9300, 20011-20193, 23301-23617.

Les inscriptions nouvelles ou rectifiées intéressant l'Égypte pharaonique sont recueillies et commentées dans l'*Archiv* -dessus mentionnée par Max L. Streck, *Inschriften aus pharaonischer Zeit*. Archiv f. PpI., I, pp. 200-210. II, pp. 537-541. III, pp. 126-139, au total actuel 97 numéros. À ajouter : O. Lehmann et L. Borchardt, *Griechische Handschriften pharaonischer Zeit auf Papyrus*. Archiv f. PpI. III, pp. 336-366. Un certain nombre de ces inscriptions sont reproduites dans l'*Appendix* du tome II du recueil précité de Dittenberger (pp. 724-743). Je rappelle à ce propos que les inscriptions citées Streck, n° 2, figurent dans la *Sammlung griechischer Ptolemäer Inschriften* 1.4 n° 109 formant appendice à la *Dynastie der Ptolemäer* publiée en 1897.

Du côté des textes de langue indigène, les collections se sont enrichies depuis la publication du *Thesaurus Inscriptionum Aegyptiacarum* de H. Brugsch l. cit. pp. 1883-1891.

K. SETHE, *Ägyptologische Urkunden der griech. Zeit*, Heft I-II. *Historisch-biographische Urkunden aus den Zeiten der makedonischen Könige und der letzten ersten Ptolemäer*. Leipzig, 1904, forment le I-II des *Urkunden des ägyptischen Altertums*, publiées sous la direction de G. Steindorff.

Dans le *Catalogue general du Musée du Caire* déjà cité figurent, *Die demotischen Inschriften*, von W. Spiegelberg, I, n° 30001-31661. Leipzig, 1904.

Sur les hiéroglyphiques ptolémaïques et romaines, par Ahmed Bey Kamal, I-II n° 22001-22208. Le Caire, 1904-1905. La publication contient 230 inscriptions dont 28 de l'époque romaine.

C. Ouvrages divers

Pour les ouvrages antérieurs à 1895, voir l'Appendice bibliographique ajouté par G. Lumbroso à la seconde édition de *L'Égypte des Grecs et des Romains* (Roma, 1895) sous le titre : *Progressi della Egittologia greco-romana dal 1868 al 1895* (pp. 243-293).

Les dissertations relatives à l'histoire proprement dite, parues

pendant ou depuis la publication de l'un des premiers volumes, seront plus à leur place dans les *Addenda*, où elles pourront être analysées ou discutées.

En ce qui concerne les institutions, j'avertis seulement que les renvois à Lamirosu, sans autre indication, visent son œuvre capitale, qui a fait époque et garde encore au jourd'hui sa valeur, les *Recherches sur l'économie politique de l'Égypte sous les Lagides* (Turin, 1870 : ouvrage couronné en juillet 1869 par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Un mémoire soumis au même concours a été imprimé plus tard : F. Rognon, *Mémoire sur l'économie politique, l'administration et la législation de l'Égypte au temps des Lagides* (Paris, 1875). Du même auteur, la thèse *Aegypti regnum quo antea suscepit et quod ratione tractaverint Ptolemæi* (Rædons, 1852).

Sur l'administration des finances à l'époque ptolémaïque, esquissée dans son ensemble, avec l'appoint des textes publiés depuis les *Ostraka* de Wiedemann, a paru le *Mémoire précis et soigneusement documenté de*.

H. MARIANO, *Les finances de l'Égypte sous les Lagides* (Paris, 1905, 252 pp. 8°).

Une partie très importante des institutions de l'Égypte gréco-romaine, l'organisation du clergé desservant les cultes indigènes et helléniques, ses rapports, financiers et autres, avec l'État, est le sujet traité et fouillé en tous sens dans un ouvrage en cours de publication :

W. OTTO, *Priester und Tempel im hellenistischen Ägypten*, ein Beitrag zur Kulturgeschichte des Hellenismus. Bd. I, Leipzig, 1903 (418 pp. 8°). Une partie de ce volume pp. 133-199 a paru en 1904, comme thèse de doctorat de l'Université de Breslau, sous le titre *Die Organisation der griechischen Priesterschaft im hellenistischen Ägypten*. Le second et dernier volume est sous presse. L'auteur avertit, qu'il comprend dans la période hellénistique les siècles de domination romaine jusqu'à l'invasion arabe.

Je n'ai pas jugé à propos de reproduire ici, encore moins d'allonger la liste des monographies signalées dans les notes du présent volume et du suivant. Il m'a même été impossible, ne fût-ce que *brevitatis causa*, d'épuiser ce tas d'articles sortis de la plume féconde et prime saillante de E. Revilleot, la plupart

insérés dans les onze volumes de la *Revue Égyptologique* (1880-1904, dont il est le directeur et principal rédacteur. Je mentionnerai seulement, pour interprétation de références abrégées, deux de ses ouvrages dans lesquels une assez large place est faite aux institutions de l'époque ptolémaïque : *Mélanges sur la métrologie, l'économie politique et l'histoire de l'ancienne Égypte*, Paris, 1895 (522 pp. autographiées. — *Precis du droit égyptien comparé aux autres droits de l'antiquité*, Paris, 1903 (1561 pp. en 2 vol., sans Table des matières ni Index quelconque), volumineux ouvrage appelé « *Precis* » sans doute parce que l'auteur a voulu y condenser et organiser la substance de quantité d'articles et de livres publiés par lui sur diverses questions de droit égyptien. C'est une discipline où il est juste de reconnaître qu'il a joué le rôle d'initiateur et garde encore le monopole des vues d'ensemble. À travers une foison de textes traduits pour la première fois de l'héroglyphique du démotique, du copte au besoin, du grec aussi, — trop souvent sans indication précise d'origine; — le savant polygraphe ouvre des chemins nouveaux ou les profanes, réduits aux langues classiques et habitués à une méthode plus sévère, ne peuvent le suivre qu'avec circonspection.

C'est dans le quatrième volume que nous aurons le plus souvent recours à son aide : on peut voir dans celui-ci que la plupart des noms des prêtres et prêtresses du culte dynastique sont extraits des documents publiés par lui dans ses *Chrestomathies* ou dans la *Revue Égyptologique*.

HISTOIRE DES LAGIDES

CHAPITRE XVIII

LA ROYAUTE ÉGYPTIENNE

Caractère religieux de l'autorité monarchique, fondée sur la filiation divine des rois. — En Égypte, la théorie du droit divin poussée à l'absolutisme par le syncrétisme religieux. — La génération divine des rois sur les monuments figurés. — Le roi dieu et prêtre unique des dieux, organe et dispensateur de la vie universelle. — Investiture et renouvellement de sa fonction par le sacre et les fêtes sac. — Subordination du sacerdoce à la royauté : ambition réprimée du sacerdoce thébain. — Assimilation des rois Lagides aux Pharaons. — La divinité d'Alexandre — Alexandre dans la légende égyptienne, fils ou réapparition de Nectanébo II. — Le droit divin conféré aux Lagides par filiation royale ou mythique — Les Lagides ralliés aux coutumes nationales, à partir de Philadelphie, par l'*ispôs γένος*, garantie de la filiation divine et de la pureté du sang royal. — Le culte monarchique, précurseur du culte dynastique.

L'Égypte est à nos yeux, par excellence, le pays de la tradition immobile, réglant jusque dans le détail les actes de la vie publique et imposant même à la vie privée des habitants, classés par elle en catégories à peu près héréditaires.

taires, les formes rigides de son mécanisme. A distance, ses institutions nous paraissent aussi immobiles que ses monuments. Il y a évidemment dans cette apparence une part d'illusion, qui tient à l'imperfection de nos connaissances¹; mais il est certain que, si l'immobilité est incompatible avec la vie, la conservation intégrale des coutumes a été l'idéal poursuivi et réalisé dans la mesure du possible par les pasteurs d'un troupeau façonné de temps immémorial à l'obéissance passive.

Un pareil phénomène ne peut se produire que sous l'influence, dominante au point d'annihiler ou d'absorber toutes les autres, d'un ordre d'idées qui tend naturellement et en tous pays à persévérer dans son propre être et à exclure toute innovation, je veux dire, de la religion. C'est la religion qui, dans les sociétés humaines, crée le principe d'autorité, qui la veut absolue comme celle des dieux auxquels elle l'emprunte et qui l'incorpore, par des procédés à elle, aux détenteurs de ce droit divin.

L'histoire ne signale pas d'exception à cette règle. Même les peuples chez qui l'on s'attendrait à en trouver, nos ancêtres intellectuels, les Grecs et les Romains, ont commencé par obéir à une autorité de droit divin, dont la forme était déterminée et la transmission garantie par la religion de la cité. Mais, chez eux, la religion était pour ainsi dire tombée ou restée dans le domaine public, elle n'était pas devenue la propriété d'un sacerdoce organisé, capable d'élaborer un corps de doctrines soustraites à la discussion et de les imposer, comme arcanes révélés, à la foi des autres.

1. V. Loret (*Bull. Instit. fr. du Caire*, III [1903], p. 17), renchérissant sur une observation plus discrète de G. Maspero (*Études de mythologie égypt.*, I [1880], pp. 118-119), proteste énergiquement contre cette illusion. « Les Égyptiens », dit-il, « ont été aussi changeants, sinon plus, que les autres peuples, et nous devons nous déshabituer de les considérer, par paresse d'esprit, comme ayant formé pendant cinq mille ans une sorte de bloc cristallisé ». L'auteur, voulant redresser l'opinion commune, exagère en sens inverse. Si on plus est de trop, à moins qu'on ne l'applique aux changements de dynastie, qui ont été des accidents de surface.

hommes intimidés par la vague terreur qui est la première forme du sentiment religieux. Elle était réduite à un certain nombre de pratiques cultuelles, conservées par habitude et dont le sens allait se perdant de jour en jour. Elle se bornait à recommander le respect pour ces débris, aussi vénérables qu'incohérents, du passé, en faisant appel non pas tant au sentiment religieux qu'au patriotisme et à la piété envers les ancêtres.

Un exemple, topique à mon sens, de la résistance qu'opposait le tempérament intellectuel de l'Hellène à l'ingérence sacerdotale nous est fourni par l'histoire des oracles, notamment par l'histoire du plus puissant de tous, l'oracle de Delphes. Il y avait là un sacerdoce à privilège héréditaire, disposant d'une source perpétuelle de révélation, laquelle passait pour avoir été ouverte par Apollon lui-même, unique confident et prophète de Zeus. Autour de l'oracle s'était groupée une « amphictyonie » intéressée à propager son influence et qui s'était engagée à défendre, au besoin par les armes, les propriétés du temple. La foi en la véracité de l'oracle fut à un certain moment universelle, et l'afflux de la clientèle étrangère flattait par surcroît le patriotisme hellénique. Et pourtant, de cet admirable instrument de domination, le sacerdoce delphique ne sut et ne put tirer que des hommages et de l'argent. Aucune doctrine, aucune théorie cosmogonique, théologique, morale, aucune vue originale sur le mystère de l'au-delà, ne sortit de cette bouche divine. Les individus consultaient Apollon sur d'infimes détails de la vie pratique, les cités lui demandaient parfois des avis, mais en se réservant le droit de suspecter la bonne foi des interprètes du dieu, au cas où la réponse leur paraîtrait contraire à leur intérêt. On avait vite fait, en pareil cas, de dire que la pythie « laconise » ou « philippise ». A Sparte même, dans cette espèce de congrégation militaire dont les statuts passaient pour avoir été inspirés par Apollon lui-même sous le nom de Lyeurque, le crédit de l'oracle fut ébranlé par des

scandales qui en laissant intacte l'autorité du dieu mirent à néant celle de ses prêtres ¹. Enfin, même à Delphes, ville créée par l'oracle et qu'on eût crue prédestinée au régime théocratique, le corps sacerdotal, avec ses prêtres et ses prophètes, ses pythies et ses « saints », était subordonné au pouvoir civil, représenté par des archontes électifs ².

En résumé, en Grèce comme à Rome, la religion n'a point fait corps avec les formes de gouvernement, les lois et les mœurs. Elle n'a produit ni livres sacrés, ni codes fondés sur des préceptes divins, ni formes sociales ou politiques déterminées, qui, une fois établies, ne pussent être modifiées ou délaissées sans impiété. Aussi l'histoire grecque, enrichie d'expériences multiples, nous montre-t-elle ces formes évoluant d'une façon rationnelle, à mesure que la raison d'être d'un état antérieur avait épuisé ses effets. Le droit divin de la monarchie était fondé sur un principe très simple, qui appartient à la logique élémentaire et qui subsiste, apparent ou latent, sous tous les régimes monarchiques proprement dits, anciens et modernes : la supériorité de nature du roi, supériorité héréditaire et incommunicable autrement que par l'hérédité ³. Les rois de l'âge héroïque sont tous des descendants des dieux. Le sang qui coule dans leurs veines est plus noble que celui de leurs sujets : ils sont *διογενεῖς*, nés pour être *κοιμήμεναι λαῶν* ⁴, et on leur reconnaît la supériorité du berger sur le troupeau. De ce troupeau, ils disposent à leur gré. Agamemnon promet de donner à Achille « sept

1. Voy. Herod., V, 90. VI, 56 (intrigues de Cléonyme — la pythie Pérée a corrompue par le Delphien Gobon) Cic., *Dein.*, I, 43. Corn. Nep., *Lysand.*, 1. Plut., *Lysand.*, 25.

2. Cf. A. Bouché-Leclercq, *Hist. de la Divination*, III (Paris, 1880), pp. 39-201. E. Bourguet, *De rebus Delphicis imperator, vetatus* (Montepesul., 1906).

3. Cf., dans mes *Leçons d'histoire grecque* (Paris, 1900), l'exposé intitulé « De la religion grecque considérée dans ses rapports avec les institutions politiques » (pp. 34-88). Les *διογενεῖς* sont *διογενεῖς*, *διογενεῖς*, épithètes qui ont été prises à la lettre avant de tomber dans la banalité des recettes de style. ³Ex. 38 *αὐτοὶ βασιλεῖς* (Caillan, *In Jov.*, 79).

4. Expression courante dans Homère.

villes bien peuplées' ¹. Le bon Ménélas voudrait, s'il revoyait Ulysse, l'installer, lui et son peuple, dans une ville d'Argolide qu'il aurait fait d'abord évacuer par les habitants ². On rencontre même, dans la bouche d'Ulysse, une idée qui, encadrée dans un compliment de circonstance adressé à Pénélope, reste encore raisonnable au fond, mais que nous retrouverons en Égypte poussée par une logique spéciale jusqu'à l'absurde et la rupture ouverte avec le sens commun : à savoir, que la fécondité de la nature elle-même dépend de la vertu — les Égyptiens diront, de la personne — du roi. « Lorsqu'un roi irréprochable, craignant les dieux, règne sur des hommes nombreux et vaillants et maintient bonne justice, la terre noire produit du froment et de l'orge, les arbres ploient sous leurs fruits, les brebis sont en gésine constante, la mer fournit des poissons à profusion, et les peuples sont heureux sous son sceptre ³ ».

Mais le droit divin attaché à la filiation héroïque ne pouvait survivre à l'extinction des familles pourvues de ce privilège de nature ou à la foi en l'authenticité de leur généalogie. En Grèce, — sauf à Sparte, — la royauté disparaît de bonne heure. Hésiode semble croire que la race de fer à laquelle il regrette d'appartenir n'a plus rien de commun avec les héros de l'âge précédent. Les rois qu'il connaît et qu'il stigmatise en passant comme des « dévoreurs de présents » (βασιλῆας ὀψοφάγους ⁴) ne sont plus que des membres d'une oligarchie en possession de la judicature et l'exerçant sous un titre attaché de longue date à la fonction. L'autorité monarchique ne peut plus être qu'usurpée par des « tyrans », en attendant que les successeurs d'Alexandre, à l'exemple du maître, posant le fait avant le droit, retournent à la source tradi-

1. Hom., *Iliad.*, IX, 149.

2. Hom., *Odyss.*, IV, 174.

3. Hom., *Odyss.*, XIX, 109-114. Les conseillers de Ramsès II s'adressant au roi, lui disent : « Soleil de la terre entière, qui fais prospérer l'un vers l'autre les habitants » (Reville, *Précis de droit égyptien*, p. 196).

4. Hésiod., *Opp. et dies*, 38-39.

tionnelle du droit divin en se fabriquant une généalogie héroïque

En Égypte, la théorie religieuse de l'autorité monarchique s'était développée sans arrêt, à travers toutes les vicissitudes et les changements de dynastie, invariablement fondée sur la filiation divine et la nature surhumaine du roi. Le pouvoir royal y avait été en progrès constant, s'accroissant de tout ce qu'ajoutait le syncrétisme religieux à la dignité du dieu supérieur dont le roi était le fils et le vicaire. La société humaine étant calquée sur la société divine, au temps où les dieux locaux conservaient leur autonomie, le roi n'était que le premier des barons qui constituaient une féodalité attachée au sol dans les divers nomes de l'Égypte ¹. La théologie et la politique, ces deux faces de la même conception sociale, évoluèrent dans le même sens. Le Pharaon, « le Double Palais » (*Proui doui*), supprima peu à peu les barons et les remplaça par des fonctionnaires : les théologiens, tout en conservant la nomenclature des dieux, effacèrent la personnalité de tous ces êtres divins déjà détachés de leurs symboles visibles, en les absorbant dans une substance divine, unique sous ses diverses formes et circulant dans toutes à la fois comme l'autorité royale dans tous ses représentants. L'anthéisme et absolutisme allaient de pair, s'engendrant et se démontrant réciproquement ². Ce progrès du pouvoir royal et de la théorie concomitante du droit divin était accompli depuis longtemps lorsqu'Alexandre et les Lagides prirent la place des Pharaons.

¹ Sur la féodalité divine, type ou copie de la féodalité humaine, voy. G. Maspero, *Hist. anc. des peuples de l'Orient*, I (Paris, 1893), pp. 98-106, 296-301.

² Il n'est question ici que de théories restées dans le domaine de la spéculation théologique, nullement de la foi populaire. Celle-ci en Égypte comme ailleurs, n'a jamais rien compris au panthéisme et n'accepte pas non plus le monothéisme sans un entourage d'êtres quasi divins. Sur la religion égyptienne, dont je n'ai pas à m'occuper autrement que pour constater la part que le fait à la divinité du Roi, voy. l'ample bibliographie dressée par J. Copart, *Bulletin critique des religions de l'Égypte* Rev. de l'hist. des Relig., LI (1903), pp. 192-229.

D'après cette théorie, l'Égypte avait été de tout temps gouvernée par des rois, dont les premiers étaient des dieux véritables et les autres des fils des dieux. « Les dieux avaient donc exercé le pouvoir direct jusqu'à ce que les hommes fussent policés entièrement, et les trois dynasties s'étaient distribué le travail de civilisation, chacune selon sa puissance. La première, qui se composait des divinités les plus vigoureuses, avait accompli le plus difficile en organisant solidement le monde; la seconde avait instruit les Égyptiens, et la troisième avait réglé dans ses mille détails la constitution religieuse du pays. Quand il ne resta plus rien à établir qui exigeât une force ou une intelligence surnaturelle, les dieux remontèrent au ciel et de simples mortels leur succédèrent sur le trône¹ ». De simples mortels, en apparence; en fait, des mortels engendrés par les dieux, et même, dans le langage de la théologie absolutiste, des hypostases ou « doubles » de dieux incarnés. Le roi « est dieu pour ses sujets; ils l'appellent le *dieu bon*, le *dieu grand*, et ils l'unissent à Râ par l'intermédiaire des souverains qui ont succédé aux dieux sur le trône des deux mondes. Son père était *fils de Râ* avant lui, et le père de son père, et le père de celui-là, et tous ses ancêtres, jusqu'au moment où, de fils de Râ en fils de Râ on atteignait Râ lui-même² ».

Les théories abstraites n'ont pas de prise sur l'intelligence populaire, et les rois avaient besoin que leur droit fût démontré d'une façon concrète. Il est probable que, dans la théologie ésotérique réservée aux écoles sacerdotales, la génération divine était conçue comme une infusion mystérieuse du fluide vital émané du dieu-soleil; mais la spécu-

1 Maspero, *op. cit.*, I, p. 225. Le dernier dieu-roi, ancêtre de tous les Pharaons, était Horus (*Hor-'Opos*), tous ses successeurs étaient des Horus, réincarnations du dieu faucon, dont le nom fait partie intégrante du « nom de Double » de tous les Pharaons et atteste leur nature divine.

2. Maspero, *op. cit.*, I, p. 258. Le titre de « Fils de Râ » (*sa Ra*) ne se rencontre dans le protocole pharaonique qu'à partir de la V^e dynastie. Il suppose acquise la prééminence du dieu sur toutes les autres divinités.

lation panthéistique pouvait trop aisément élargir cette théorie au point de dériver de la même source toutes les manifestations de la vie et d'aboutir par là, comme le panthéisme stoïcien, à supprimer toute différence originelle entre les hommes. Il fallait donc que la filiation divine fût définie autrement que par des métaphores.

Les Égyptiens, avec le polymorphisme et métamorphisme de leurs dieux, n'ont pas éprouvé plus de difficulté que l'anthropomorphisme hellénique à admettre la génération divine par accouplement sexuel. Un conte, dont le manuscrit paraît remonter à la XII^e dynastie et qui met en scène des rois de la IV^e dynastie, expose comment, au temps du roi Chéops, le dieu Râ s'unit à la femme d'un prêtre pour que les enfants issus de cette union « exerçassent la fonction bienfaisante de rois de cette terre entière ». L'auteur décrit l'accouchement, auquel assistent, sur l'ordre de Râ lui-même, les déesses Isis, Nephthys, Hqit et Mashkonit¹. Les monuments figurés qui retracent les diverses phases de la nativité des rois², ceux qui décoront le temple de Deir-el Bahari élevé par la reine Hâtsopsitou et le temple de Louqsor élevé par Aménouthès ou Aménophis III, remontent à la XVIII^e dynastie, c'est-à-dire à environ quinze siècles avant notre ère.

La mère d'Hâtsopsitou, Ahmâsî, était de race royale, mais son père Thoutmosis I^{er}, né d'Aménouthès I^{er} et d'une concubine, n'était pas de pure origine solaire : il avait dans les veines une part de sang mortel. Hâtsopsitou a tenu à faire savoir qu'elle était purgée de cette tache originelle par l'intervention du grand dieu de Thèbes, Amon-Râ, lequel s'était substitué à son père putatif et avait fécondé de sa semence divine le sein de la reine Ahmâsî. Le tableau représente pudic-

¹ Papyrus Westcar, publié et traduit par Erman (voy. Alexandre Moret, *Un caractère religieux de la royauté pharaonique* [Paris, 1902], p. 66).

² Ils sont calqués sur ceux qui représentent la nativité des dieux dans les *Mummiu* ou « lieux de naissance », généralement annexés aux grands temples, v. g., à Karnak, Philæ, Ombos, Edfou, Elnéh, Erment, Deuderah.

quement et le texte célèbre en termes d'une solennité transparente la réalité de cette théogamie. « Voici ce que dit Amon-
 « Râ, roi des dieux, maître de Karnak, celui qui préside à
 « Thèbes, quand il eut pris la forme de ce mâle, le roi de la
 « Haute et Basse Égypte, Thoutmès vivificateur. Il trouva la
 « reine alors qu'elle était couchée dans la splendeur de son
 « palais. Elle s'éveille au parfum du dieu et s'émerveille
 « lorsque Sa Majesté marcha vers elle aussitôt, la posséda,
 « posa son cœur sur elle et se fit voir à elle en sa forme de
 « dieu. Et tout de suite après sa venue, elle s'exalta à la vue
 « de ses beautés; l'amour du dieu courut dans ses membres,
 « et l'odeur du dieu ainsi que son haleine étaient pleins (des
 « parfums) de Pounit. Et voici ce que dit la royale épouse,
 « royale mère Ahmasi en présence de la majesté de ce dieu
 « auguste, Amon, maître de Karnak, maître de Thèbes :
 « Deux fois grandes sont tes âmes ! C'est noble chose de voir
 « tes devants quand tu te joins à ma majesté en toute grâce !
 « Ta rosée imprègne tous mes membres ! »

Ce n'est point là un furtif larcin d'amour comme celui dont les mythographes grecs se sont plu à égayer la légende d'Amphitryon. L'œuvre de chair accomplie, le dieu s'en déclare hautement l'auteur et charge les autres dieux de la conduire à bonne fin en surveillant la grossesse et l'accouchement. L'enfant une fois né est présenté à Amon, qui le serre dans ses bras et le reconnaît pour sa progéniture, née de son flanc, « image royale qui réalisera ses levers sur le trône de l'Horus des vivants, à jamais ! », en présence de la déesse Selkit, qui souhaite à ce rejeton solaire vie, santé, force pour des millions d'années¹.

La décoration du temple d'Aménonthès III à Louqsor repro-

1. Voy. Moret, *op. cit.*, pp. 48-59. Cf. Maspero, *Hist. anc.*, II, p. 236-237. Il est possible que, comme le dit Moret (p. 50, 1), la théogamie égyptienne soit la source de la légende grecque relative à Zeus, Alcène, Amphitryon, mais la version grecque, irrévérencieuse, a fait de la théogamie une mystification dont la femme est la première dupe. Cf. ci-après, p. 24.

duit les mêmes scènes et les mêmes textes, avec quelques variantes insignifiantes. Comme Hâtsopsitou, Aménothès III, fils de Thoutmosis IV, avait besoin d'affirmer qu'il était de pure race solaire et que sa mère Moutemouaou, fille d'Aménothès II et d'une sœur de ce roi, l'avait conçu dans les embrassements du dieu Amon. « Comme les bas-reliefs du Deir-el-Bahari la reine Ahmâsi, ceux de Louqsor nous montrent Moutemouaou aux bras de l'armant divin, puis saluée par lui du titre de mère, puis conduite vers son lit de douleur par les déesses qui assistent aux naissances, son fils Aménothès remis aux mains des deux Nils lui et son double, afin de recevoir la nourriture et l'éducation des enfants célestes ¹ ».

Il existait sur les murs aujourd'hui démolis du temple d'Hermionthis ² une troisième représentation de la théogamie qui donnait naissance aux fils de Râ. Cette fois le fils de Râ était, pour les incroyants, le fils de Jules César et de Cléopâtre Philopator, celui qui a gardé dans l'histoire le nom de Césarion. Il fallait donner satisfaction au patriotisme égyptien en certifiant que la sève qui circulait dans cette branche étrangère était le propre sang de Râ. La scène de l'accouchement est mise à côté de la naissance d'Horus dans les roseaux. Cléopâtre, qualifiée « divine mère de Râ », donne le jour au royal Horus, qui est reçu, à la façon accoutumée, par les déesses. Enfin, au temple de Denderah, c'est l'empereur Trajan qui est ainsi présenté, comme fils de Râ au cycle des dieux.

Ainsi, à travers tous les changements de dynastie, en dépit de la conquête qui avait substitué des souverains étran-

¹ Maspero, *op. cit.*, II (Paris, 1897), p. 295-6. Cf. *Comment Alexandre devint dieu en Égypte* (Annuaire de l'École des Hautes-Études, 1897, pp. 5-30).

² « Avant qu'un ingénieur économe les eût démolies pour bâtir une usine à sucre avec les blocs », les bas-reliefs qu'ils portaient ont été dessinés et reproduits dans Champollion, *Mon. de l'Égypte et de la Nubie*, I, pp. 293-4, pl. cxliv-cxviii, Rosellini, *Mon. del Culto*, pp. 293-301, pl. iii-iiii, Lepsius *Denkm.*, IV 60-61 Maspero, *Annuaire*, pp. 31-23).

gers aux Pharaons indigènes, se maintenait immuable, stéréotypée et mécaniquement répétée, la doctrine qui, légitimant le fait accompli, reconnaissait dans tout roi d'Égypte un fils de Râ¹. De cette façon, il était démontré que l'Égypte n'avait jamais été sous le joug d'un étranger, et l'orgueil national trouvait son compte à maintenir des fictions légales qui, en conservant la tradition des ancêtres, rendaient la résignation facile à leurs descendants.

En tant que dieu, le roi est seul qualifié pour entrer en relation avec les dieux. Il est le prêtre par excellence, et même le prêtre unique; car les prêtres proprement dits sont censés être ses délégués, et toute offrande qui passe par leurs mains est réputée être offerte par le roi. La formule *souton di hotpou* (le roi donne l'offrande) revient avec une régularité mécanique dans les rituels égyptiens, même quand il s'agit de services funèbres célébrés pour des défunts parfaitement inconnus du roi. C'est que le roi, dieu vivant et source de vie, est une providence partout agissante, dont l'action s'étend à la nature entière, si bien que non seulement les hommes, mais les dieux eux-mêmes attendent de lui, du fluide magique dont il est le réceptacle, l'aliment de leur existence en cette vie et en l'autre².

Quelque confiance qu'inspirent les travaux des savants qui déchiffrent et commentent les textes égyptiens³, un esprit de sens rassis hésite à les suivre dans ce domaine de la théologie transcendante, où l'on ne peut entrer qu'en lais-

1. Il y a une discussion, dans laquelle nous n'avons pas qualité pour exprimer un avis, sur la question de savoir si la théogamie était présumée à la naissance de tous les Pharaons, comme le veut Al Moret, ou si, comme l'enseignait Maspero, elle intervenait seulement pour authentifier les filiations douteuses et y infuser une nouvelle dose de sang pur.

2. Cf. Diod., I, 70-72. Diodore sait que le roi devait commencer sa journée par un sacrifice aux dieux, offert avec l'assistance des prêtres.

3. Voy. l'ouvrage précité ci-dessus, p. 8, 1) d'Alexandre Moret, et son complément, *Le rituel du culte divin journalier*, Paris, 1902, également publié dans la collection Guimet. À signaler quelques réserves de Ed Naville *Sphinx*, VIII, 2, p. 112), concernant un hiéroglyphe que Moret traduit par « fluide » et Naville par « Double » de l'individu, et le sens des filles *sed* (ci-après, p. 16, 1).

sant à la porta le sens commun, remplacé par une sorte d'ivresse mystique. Jamais, en aucun lieu ni aucun temps, le raisonnement qui bannit la raison n'a édifié, sur des principes plus étranges et des fictions légales plus enfantines, une plus formidable théorie du despotisme.

Le principe sur lequel se fonde cette construction logique est que la vie véritable, la vie divine, commence à la tombe et se perpétue indéfiniment dans l'au-delà par la vertu des offrandes. C'est de cette façon que vivent les dieux et les morts, ceux-ci divinisés et transformés en Osiris par la vertu des rites funéraires. Le culte des dieux comporte les mêmes rites que celui des morts, et l'on ne saurait dire lequel des deux a été calqué sur l'autre. La barque qui figure dans les cortèges funéraires était aussi le véhicule des dieux dans les « périples » ou processions qui se déroulaient autour des temples. Le rite caractéristique des libations n'était pas seulement pratiqué au tombeau du dieu Osiris, tombeau environné, au rapport de Diodore ¹, de 360 urnes que les prêtres remplissaient de lait chaque jour. Dans l'Asklépieion de Menphis, des vasques de pierre (*ἀσκληπιῶνα*) recevaient les libations quotidiennes versées par les choéphores du lieu en l'honneur d'Asklépios (Imhotep ou Sérapis) ². Dans le monde des vivants, tous candidats à la divinité, il n'y a qu'un dieu, et c'est le Pharaon. Lui seul, en vertu de sa filiation, est dieu avant d'avoir franchi le seuil d'outre-tombe : il est le successeur des dieux qui jadis avaient gouverné l'Égypte avant de céder la place à leur progéniture humaine et d'entrer dans le monde de l'au-delà ³. Ce dieu

¹ Diod., I, 28, et un « galactophore d'Amon » dans Revillout, *Précis*, p. 1209.

² *Gr. Pap. Brit. Mus.*, n° 41 kenyon. Sur les rites funéraires, voy. les éti les conservées au *Todtenbuch*, aux choachytes, et, comme résumé, H. Brugsch, *Aegyptologie*, pp. 180-195.

³ L'idée que les dieux peuvent mourir et renaître est suggérée tout spontanément par le rite les puissances de la Nature. Le Soleil meurt et renaît chaque jour. Dans la légende de Ra traversant le monde souterrain d'Osiris et en Osiris, « le dieu est en même temps un simple mort, lequel a besoin de protecteur » (Amélineau in *Rev. Hist. Relig.*, LI 1905, p. 303). D'autre part,

possède seul la faculté de renouveler la provision de vie qui anime les dieux et les morts, et il a le devoir de procéder tous les jours à ce pieux office, sans quoi les êtres dont il est le nourricier seraient atteints par une seconde mort qui, de proche en proche, entraînerait l'anéantissement du monde entier.

Pour suffire à cette tâche immense, il dispose de toutes les ressources de l'Égypte. Il est seul propriétaire du sol et maître absolu de ceux qui l'habitent. C'est dire que eux aussi sont nourris par le Pharaon et ne vivent que par lui. Mais la source d'énergie qu'il porte en lui s'épuiserait dans ce rayonnement universel si elle n'était pas constamment renouvelée. Elle se renouvelle par le même procédé qui sert à la communiquer, par la vertu des rites magiques — purifications, hommages et offrandes — pratiqués chaque matin sur la personne du roi par les dieux de la famille osirienne, Horus, Thot, Anubis, Isis, dans la chambre de l'adoration (*pa douât*). Ce culte rendu à sa propre divinité fait refluer vers lui le fluide vital qu'il va dépenser de nouveau au bénéfice des dieux et des morts, et ainsi s'établit, ainsi se perpétue dans l'un vers une circulation d'énergie vivifiante dont la personne du roi est l'organe propulseur. Ce roi-dieu, Horus vivant, devient par là une façon d'Être nécessaire, celui dont l'action vigilante relie le monde sur la pente du néant ¹.

cette croyance heurte directement la raison commune, surtout celle des Grecs, qui appelaient les dieux *ἀθάνατοι*. Elle a cependant pénétré, avec des atténuations, dans certains cultes mystiques, ceux d'Adonis, de Sabazios, de Dionysos Zagreus, et le christianisme lui a fait aussi sa part. Quant à l'idée que les rois ont succédé aux dieux, elle est d'emploi courant et se retrouve chez les races les plus diverses. Pour les Japonais aussi, le Japon est le monde entier. « Et même », dit E. Maitre *Bull. de l'École française d'Extr.-Orient*, III [1905], p. 580, « entre l'histoire de leurs dieux et l'histoire du peuple japonais, ils ne virent aucune solution de continuité. Un jour les dieux du ciel descendirent sur la terre, et les dieux terrestres eurent pour rejetons directs les empereurs ». Pour achever le parallèle (cf. ci-dessus, p. 5), nous avons tous lu récemment, dans des bulletins officiels, que les généraux japonais attribuent leurs victoires à la « vertu » de leur empereur.

1. L'Égypte n'a pas gardé le monopole de ces théories. Les mystiques

Ce rôle providentiel, le roi le remplit à partir de son avènement. Il tient l'aptitude à l'exercer de sa nature divine, mais cette aptitude reste à l'état virtuel tant qu'elle n'est pas mise en activité par les cérémonies du sacre. Autrement, tous les enfants de la lignée solaire auraient été autant de dieux vivants, pouvant prétendre à posséder concurremment les attributs de la royauté. Sans doute, théoriquement, « leur âme a une origine surnaturelle, comme leur corps : elle est un double détaché de l'Horus qui succéda à Osiris et qui régna le premier sur l'Égypte seule. Ce double divin s'insinue dans l'enfant royal à la naissance, de la façon dont le double ordinaire s'incarne au commun des mortels ». Mais « il s'ignore toujours et sommeille pour ainsi dire chez les princes que leur destinée n'appelle pas à régner. Il s'éveille lors de l'avènement et prend pleine connaissance de soi-même chez ceux qui montent sur le trône ».

Les théologiens avaient ainsi maintenu l'unité du pouvoir royal. Est seul dieu vivant et conscient de sa divinité qui a pris possession du trône¹. Son pouvoir est mis en branle par sa propre initiative et s'affirme par le premier usage qu'il en fait. La cérémonie du sacre ne diffère que

chrétiens arrivent à la même conclusion en partant de principes différents. C'est chez eux une idée banale que l'humanité déchu s'achète au jour le jour par la prière et le sacrifice, le droit ou plutôt la grâce de vivre, pour elle et pour le monde, celui-ci s'étant fait que pour l'homme. Habelas plaisante, sans doute, mais il n'invente pas, en parlant des « dévots religieux par les convents, monastères et abbayes, sans les prières divines, nocturnes, continues desquels serait le monde en danger évident de retourner en son antique chaos ». Suivant saint Vincent Ferrier, l'institution des deux ordres mendiants, au xiii^e siècle, avait retardé la fin du monde. Donoso Cortés disait que « s'il y avait une seule heure d'un seul jour où la terre n'envoyât aucune prière au ciel, ce jour et cette heure seraient le dernier jour et la dernière heure de l'Univers ».

1 Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 239.

2 La pratique de l'association au trône, suggérée par la prudence, posait une exception à cette règle. Elle dut être conciliée avec la théorie unitaire par un expédient analogue à la façon dont les augures romains ont légitimé la « désignation » anticipée des consuls. La divinité du fils associé doublait celle du père sans se substituer à elle et restait, au point de vue pratique, à l'état virtuel, comme le droit d'auspices des consuls désignés.

par une solennité plus grande de l'office quotidien du roi. Le candidat royal était purifié par les dieux au moyen d'ablutions rituelles, proclamé par eux fils de Râ devant les dieux et les hommes, couronné par eux, dans la « salle du bandeau royal, » de la mitre blanche comme roi du Sud (*souton*) et de la couronne rouge comme roi du Nord (*baït*) ; après quoi, il allait en grand cortège, en « royale montée vers le temple de son père », recevoir le fluide de vie dans les embrassements du grand dieu dont il était le fils et le successeur ¹. Le couronnement était suivi de fêtes et de largesses royales dont les dieux avaient naturellement la plus forte part. Le roi se faisait même un devoir de rendre visite dans leurs temples respectifs aux dieux qui l'avaient assisté, tournée qui avait une utilité pratique. Elle fournissait au monarque l'occasion de prendre possession effective de sa souveraineté, de satisfaire l'amour-propre des diverses corporations sacerdotales et de recueillir leurs hommages en renouvelant les pouvoirs délégués qu'elles tenaient de lui.

Renouveler les actes religieux pour en maintenir et accroître les effets semble avoir été la préoccupation constante de la liturgie égyptienne. Bien que le roi une fois intronisé le fût à perpétuité et pourvu de « millions d'années », il était bon que cet acte initial fût réitéré de temps à autre et donnât une nouvelle impulsion à la force qu'il avait créée. Cela paraissait surtout nécessaire quand le roi avait à consacrer un nouveau temple élevé par sa piété. Le roi pu.sait alors dans une fête du bandeau royal (*sed*), identique au cérémonial du sacre, un surcroît d'énergie qui se dépensait dans l'inauguration du service divin en un lieu auparavant profane. À ces fêtes assistaient, comme à la solennité du sacre, des délégués des principales corporations sacerdotales, « portant l'insigne caractéristique de leur nome ou de

1. Voy. le détail de ces cérémonies à l'époque thébaine dans Al. Morel, *op. cit.* (Ch. III. *Le couronnement du Pharaon par les dieux*, pp. 35-113, et Ch. VIII *Le Roi divinisé comme prêtre*, pp. 202-233,

leur dieu ¹ ». La roi était intéressé de cette façon à multiplier les occasions de faire reconnaître publiquement sa souveraineté par le clergé tout entier, et, comme les fêtes *sed* n'allaient pas sans profusion de libéralités royales, le clergé y trouvait aussi son compte.

On a pu remarquer, dans l'exposé qui précède, avec quel soin méticuleux la doctrine théologique s'attache à incorporer le sacerdoce à la royauté. Dans toutes les cérémonies où le roi joue un rôle actif, il n'a affaire qu'aux dieux : c'est lui qui officie, et les prêtres ne sont que des assistants, chargés de veiller à l'accomplissement régulier des rites. Et même en tout temps, nous l'avons déjà dit, les prêtres n'officiant que comme délégués du roi et répètent la formule : *souton di hotpou*, « le roi donne l'offrande ». Cependant, une théorie aussi absconse n'a pu être élaborée que par des générations de théologiens appartenant à un sacerdoce constitué, et l'on peut s'étonner qu'elle n'ait pas posé comme limite au despotisme du Pharaon l'autorité du prêtre. L'Égypte n'a pas connu le régime qu'on a vu réalisé depuis, le partage du spirituel et du temporel entre « ces deux moitiés de Dieu, le pape et l'empereur », qui, séparées par leurs ambitions rivales, aspirent toujours à se rejoindre et à reformer le despotisme complet ². Il en faut chercher la raison dans le particularisme obstiné des corporations sacerdotales. Groupées chacune autour d'un temple et disséminées sur la surface du territoire, elles ont toujours résisté à une fusion où

1. Al. Moret, *op. cit.*, p. 240. Ed. Naville (*Sphinx*, VIII 2, p. 112 et ci-dessus, tome I, p. 370. 3) adopte l'opinion de J. Krall, à savoir, que la période *sed* est une période fiscale, une induction. Mais le propre d'une période fiscale est d'être régulière et les fêtes *sed* reparaissent à intervalles très variables.

2. Ne pas oublier que ce partage fut, aux yeux des papes, un moindre mal. le « droit chrétien », c'est-à-dire la loi divine, ayant été forcé de composer avec le droit civil, le legs inamissible de l'antiquité. Les papes du xiii^e siècle (v. g. Innocent IV, Boniface VIII) ont déclaré formellement que, comme successeurs de J.-C., ils ont reçu la monarchie non seulement pontificale, mais royale, et l'empire non seulement céleste, mais terrestre. Les laïcs ont mieux révu à mettre les « deux guirres » dans le même fourreau.

chacune eût cru sacrifier sa personnalité, son autonomie et la prééminence de son dieu, lequel dieu était censé être le roi des dieux (*sountiron-Souhîr*) ou même le seul dieu (*nou-itr ona*)¹. Le panthéisme égyptien était une juxtaposition de cultes hénothéistes. Chaque corporation élaborait pour son propre compte et adapta à son culte la théorie que nous avons donnée comme générale et qui n'était générale que pour s'être répétée isolément partout. Le roi était partout le fils du dieu local ; il avait dans chaque temple une « chambre d'adoration », et tous les rites s'accomplissaient en son nom. Bref, tout se passait comme si le roi, prêtre unique, était uniquement prêtre du dieu local. Ainsi isolées, ces corporations sacerdotales étaient tombées naturellement sous la tutelle des rois, qui pouvaient seuls leur garantir la possession de leurs biens et de leurs privilèges. Courtisans et non rivaux du Pharaon, les prêtres ne se réunissaient que convoqués par lui et seulement pour lui apporter le témoignage de leur obéissance. Enfin, les Pharaons prirent souvent pour eux-mêmes ou donnèrent à leurs fils les titres de grands-prêtres des cultes les plus révéérés².

Il devait arriver cependant et il arriva en effet qu'un sacerdoce puissant, comme celui d'Amonrâ à Thèbes, aidé par

1 Voy. Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 121, 3. Cf. les définitions métaphysiques d'Amonrasemher : « l'ainé du début de l'être » autrement dit, l'Éternel, « le régent du plérome des dieux » (Reville, *Précis*, pp. 433, 438).

2. Rois et barons avaient de tout temps pris pour eux ou leurs enfants les sacerdoces lucratifs. « Ils complétaient leur pouvoir civil et militaire par la suzeraineté religieuse, et leur budget ordinaire par une portion au moins des revenus que les biens de mainmorte fournissaient annuellement » (Maspero, *op. cit.*, I, p. 304). Les prêtres étaient encore surveillés de plus près dans l'Iran, où cependant le sacerdoce des Mages, propriété de caste et hiérarchisé, était autrement puissant. Smerdis le Mage ayant usurpé le trône, il y eut, comme représailles, une « magophonie » dont les Perses célébraient l'anniversaire (Herod., III, 79. Ctésias, *fr.* 45) Artaxerxès avait fait empâler des mages qui l'avaient trompé (Herod., I, 126). Il est vrai que la dynastie des Sassanides, qui restaura l'empire perse, passait pour descendre d'un mage ; mais, même alors le pouvoir royal ne ra. dit contre la théocratie. On dit que le roi Sassanide Yazdegerd fit décapiter toute la race des mages, qui avaient essayé de le duper (Soerak, *H. Eccl.*, VII, 8).

certaines circonstances qui avaient affaibli le pouvoir royal, se sentit assez fort pour mettre son chef sur le trône. Les derniers Ramessides laissèrent à son tour le sceptre aux mains du « premier prophète d'Amon » Sa-Amen Herhor, le Smendès de Manéthon, qui fonda la XXI^e dynastie. Mais ce fut un changement de personne, non de système ¹. Le grand-prêtre qui avait coiffé le pschent n'entendit pas rester le prêtre particulier d'Amon, mais bien revêtir le sacerdoce universel du Pharaon qu'il était devenu. Néanmoins, la prééminence reconnue au dieu Amonrê, même lorsque la capitale eut été de nouveau transférée à Memphis; le fait que la royauté resta double, au point que le roi devait être sacré deux fois, comme roi de la Haute et de la Basse-Égypte, par deux actes distincts; tout cela montre que le sacerdoce thébain réussit à se maintenir au dessus du niveau commun. Nous avons même cru reconnaître la trace de son ingérence dans les révoltes répétées qui, depuis le temps de Philopator, rendirent assez précaire la domination des Lagides dans la Haute-Égypte, jusqu'au jour où Ptolémée Soter II ruina à tout jamais la prospérité de Thèbes ².

Maintenant se pose une question qui s'est laissé pressentir

1. Du reste, les prêtresses-épouses d'Amon étant toujours de race royale, l'usurpateur devait remplir les conditions requises pour prétendre au trône. Suivant Revillout (*Précis* pp. 113 sqq.) le grand-prêtre couronné substituait au vieux droit royal un « nouveau droit divin ». C'est Amon qui devient le propriétaire du sol et qui exerce par ses oracles la juridiction suprême. Soit! Mais le roi dispose du dieu, et « il est toujours considéré comme le vrai chef du sacerdoce » (*ibid.*, p. 140). La réforme avortée d'Amenhotep ou Aménophis IV (Khoun-aten), sous la XVIII^e dynastie, ne visait qu'à établir une sorte de monothéisme et à dévaliser plus complètement encore le Pharaon avec le dieu suprême Atoum. Cf. G. Foucart, in *Revue de l'Hist. des Relig.*, LII (1905), pp. 99-107.

2. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 315-316, 365-366; tome II, pp. 75, 78, & 412. Cf. Wremnitz, *Die Hohenpriester des Amon* (Dieu, Berlin, 1904). Les prêtres de Thèbes avaient mieux réussi à dominer les rois en Éthiopie, où ils avaient trouvé un refuge à l'avènement de la XXI^e dynastie. Diodore de Sicile rapporte que, à Néros, quand les prêtres voulaient se débarrasser d'un roi, ils lui dépêchaient au nom de leur dieu l'ordre de mourir. Aussi Ergaticus, « élevé à l'école des Grecs », entra un beau jour dans le sanctuaire avec ses soldats et massacra toute cette engeance (Diod., III, 8).

à chaque ligne de notre exposé. On se demande si les Lagides sont entrés, et jusqu'à quel point, dans le rôle sacerdotal des Pharaons; s'ils ont assumé les minutieuses obligations imposées par le « Rituel du culte divin journalier ». La réponse devient facile quand on sait que, ces offices absorbants, aucun Pharaon ne les a remplis autrement que par délégation ou par le procédé commode qui fait des représentations figurées l'équivalent de la réalité. Partout le roi figure à perpétuité sur les murs des temples dans l'attitude de l'hommage et du sacrifice; partout, nous l'avons dit, c'est le roi qui donne l'offrande, mais par la main du prêtre (*ou abou*) ou célébrant (*kher-hebou*) qui le représente. Tout cet amas de prérogatives royales en matière de culte n'est qu'une façade faite de fictions légales destinées à concilier la pratique avec la théorie. Derrière se dissimule la réalité concrète, le sacerdoce opérant, les prêtres costumés en rois et en dieux, qui accomplissent les rites prescrits ¹. C'est seulement lors du sacre et des renouvellements du sacre que le roi officie en personne.

Les premiers Lagides — autant qu'on en peut juger — n'ayant pas voulu se soumettre aux rites du couronnement ², n'ont eu qu'à laisser faire les prêtres. Ceux-ci, ajoutant une fiction légale à tant d'autres, les ont tenus pour dûment sacrés, couronnés rois de la Haute et de la Basse-Égypte et pourvus du fluide magique que Râ communique à l'Horus vivant. Même Philippe Arrhidée et Alexandre IV, qui n'ont jamais mis le pied en Égypte, sont affublés dans les inscriptions de tous les titres protocolaires qui définissent les prérogatives royales. Du reste, à partir de Ptolémée V Épiphane, cette légère anomalie disparut; les Ptolémées allèrent

1. Cf. Al. Moret, *op. cit.*, p. 72.

2. C'est la thèse de Drumann, approuvée par Droysen, Gutschmid, etc., contestée par Wücker, Strack et Dittenberger. Elle se fonde, il est vrai, sur un argument *a silentio*, mais on n'a jusqu'ici à lui opposer que des doutes. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 72, 1. 132, 3. 364. 366.

prendre l'investiture sacramentelle dans le temple de Memphis. Inscriptions et monuments figurés attestent que le zèle des Lagides pour la religion nationale, lent à s'éveiller, alla croissant à mesure qu'ils déposaient leur orgueil de conquérants et se rendaient mieux compte des services qu'ils pouvaient attendre de la bonne volonté des prêtres indigènes. Ptolémée Philadelphe se contenta de faire quelques visites aux temples où il voulait installer la divinité de sa sœur Philadelphe et de payer de quelques subventions la complaisance des sacerdoce locaux. Il montra cependant quelque dévotion pour Isis, la plus présentable à ses yeux des divinités égyptiennes. Les travaux qu'il ordonna à Philæ et la donation, octroyée ou confirmée, de la Dodécaschène à Isis lui valurent un panégyrique enthousiaste de la part des prêtres attentifs à encourager ce zèle naissant¹. Ptolémée III Évergète entreprit la construction du magnifique temple d'Edfou, il accomplit à cette occasion les rites traditionnels de la fondation, et ses successeurs laissèrent couler à flots l'argent du Trésor dans les caisses sacerdotales. Les inscriptions et les papyrus ont conservé le souvenir de tournées faites par les rois à l'occasion de leur avènement ou de leur mariage, ou de visites particulières, accompagnées d'actes de dévotion et de libéralités². La présence du roi donnait une solennité exceptionnelle aux cérémonies de la fondation ou de la dédicace des temples. Enfin, le contact entre le roi et le clergé était maintenu par la convocation de synodes annuels, où les prêtres délibéraient sous l'œil du roi et se donnaient l'illusion de légiférer spontanément pour l'Égypte entière. Le temple de Canope paraît avoir été construit par le premier Évergète, aux portes d'Alexandrie, pour servir de salle des séances à cette espèce de Parlement sacerdotal. Mais Ptolé-

1 Voy., dans K. Sethe, *Hierogl. Urkunden der gr.-röm. Zeit* (Leipzig 1904), le n° 23, pp. 109-116. Cf. ci-dessus, tome I, p. 241.

2. Voy. ci-dessus, tome I, pp. 233-274. II, pp. 85, 91, 3. Cf. la visite de Philonétor au Sérapéum de Memphis, connue par la pétition des Juifs.

mée Épiphane dispensa les prêtres de cette corvée annuelle, qui coûtait à leur bourse autant qu'à leur amour-propre ¹.

En ce qui concerne la théorie du droit divin et l'exercice du pontificat royal, il suffit de constater que bon nombre des monuments cités à l'appui de la théorie et représentant le roi dans ses rapports avec les dieux datent de l'époque ptolémaïque. On voit les rois Lagides et plus tard les empereurs romains revêtus de tous les insignes et attributs des Pharaons, accueillis, allaités, embrassés par les divinités de l'Égypte, accomplissant les rites en la forme accoutumée. L'immuable tradition les a complètement assimilés à leurs prédécesseurs indigènes, et ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher la moindre trace d'innovations.

Nous aurons plus de chances d'en rencontrer en étudiant non plus le culte monarchique égyptien, mais le culte dynastique créé par les Lagides pour accommoder les idées égyptiennes aux habitudes d'esprit des Grecs, et surtout pour éviter que le libre génie de la race hellénique n'ébranlât, par une incroyance étalée au grand jour, la foi monarchique des Égyptiens ².

Ce qui a été dit plus haut nous donne une explication facile et complète des précautions que prit Alexandre le

1. Ce qui est supprimé (*Mon. Rosett.*, lig. 17), c'est le retour annuel et obligatoire des synodes, non le système des synodes convoqués selon l'occurrence. Cf. Walter Otto, *Priester und Tempel im hellenistischen Ägypten*, I (Leipzig, 1905), p. 74. L'auteur démontre que, sous les Lagides, le roi est resté le chef suprême de la religion (pp. 54 sqq.), et que tous les prêtres sont nommés ou agréés par le gouvernement (p. 222).

2. Sur le culte monarchique gréco-romain en général, voy. E. Kornemann, *Zur Geschichte der antiken Herrscherkulte* (in *Beitr. z. alt. Gesch.*, I, 1901, pp. 31-146). L'auteur embrasse le sujet dans son ensemble et poursuit le cas du culte des empereurs romains jusqu'au Bas-Empire, mais il n'a soin d'avertir qu'il ne s'occupe que des cultes officiels, institués par les gouvernants eux-mêmes, et non pas de ceux qui ont dû leur existence à l'initiative privée. Sur le culte d'Alexandre et des Diadoques, voy. E. Beurlier, *De divinis honoribus quos acceperunt Alexander et successores ejus*. Paris, 1890. J. Kaerst, *Die Begründung des Alexander- und Ptolemäerkultes in Ägypten* (ib. Mus., LI, 1897, pp. 42-68, et le ch. II, § 2 (pp. 159-199 du ouvrage précité de W. Otto, publié à part en 1904 comme *Inaug. Diss.* Univ. Br. slav.

Grand lorsqu'il s'assit sur le trône des Pharaons, précautions que les conquérants achéménides avaient probablement dédaignées et que les Grecs scandalisés interprétaient comme un vestige d'orgueil¹. En Macédoine et en Grèce, Alexandre, descendant des Héraklides, remplissait la condition exigée pour être un roi légitime. En Égypte, il avait besoin d'être reconnu pour fils d'Amon. Il l'eût été sans aucun doute par les prêtres égyptiens, qui l'auraient spontanément affublé des banalités du protocole officiel; mais il voulut davantage. L'idée chimérique qui le poussait aux aventures était de former un empire au sein duquel les races orientales fusionneraient avec l'élément helléno-macédonien et entre elles, mélange d'où sortirait une société nouvelle, régie par les mêmes idées et gouvernée par la même autorité. Il ne lui convenait pas de se dédoubler, de rester homme pour les Macédoniens et Hellènes en devenant dieu pour les Égyptiens et bientôt ministre d'Ahouramazda pour les Perses. Il s'adressa donc hardiment à un oracle égyptien dont l'autorité était également reconnue par les Hellènes, l'oracle d'Ammon dans la grande Oase. Le dieu aux cornes de bélier que les Égyptiens appelaient Amon était Zeus Ammon pour les Grecs, et sa parole avait chance de trouver un crédit égal auprès des deux races actuellement dominées par le conquérant². Alexandre sortit de l'Oase fils

1. Voy. le travail précité de G. Maspero, *Comment Alexandre devint dieu en Égypte*. Cf. D. O. Hogarth, *The deification of Alexander the Great* (Engl. Histor. Review, 1887, pp. 317 sqq.). G. Radet, *La déification d'Alexandre* (Rev. des Ét. du Midi, 1893, pp. 129-169). Je ne puis partager l'enthousiasme de Radet qui dépasse de beaucoup celui de Droysen et voudrait nous imposer à nous-mêmes la croyance à la divinité d'Alexandre, sous prétexte que, « historiquement, Alexandre est un dieu authentique, parce qu'il a cru à sa divinité et qu'on a cru à sa divinité » (p. 167). À ce compte, nous voici ramenés par un détour à l'état à être des sujets des Pharaons et des Lagides. J'aime mieux me tenir à l'opinion de Plutarque. Quelque panégyriste convaincu d'Alexandre, Plutarque est persuadé que le conquérant était trop intelligent pour croire à sa propre divinité, mais qu'il s'en servait pour asservir les autres (τοῦ ἀλλοῦ κατακυλεύμενος καὶ τοῦ ἑαυτοῦ θεοποιήσας (Plut., *Alex.*, 26).

2. Pour l'histoire de l'oracle et la bibliographie y afférente, voy. *Deuxième*

de Zeus, reconnu et déclaré tel par le dieu. A partir de ce moment, Alexandre émit la prétention de recevoir les hommages divins en Grèce et de faire revivre à son bénéfice les vieilles légendes qui parlaient du commerce fécond des dieux avec des mortelles.

Mais cette veine mythique était épuisée en pays grec : la divinité d'Alexandre n'y reçut que des hommages dictés par la crainte et démentis par des railleries. Il ne paraît pas non plus que les Égyptiens aient tenu pour valable cette apothéose conférée à la hâte, en dehors des coutumes traditionnelles, à un étranger qui ne fit que traverser l'Égypte à la façon d'un météore et ne prit pas le temps d'y jouer son rôle de Pharaon. Il y manquait, en tout cas, une condition à laquelle le patriotisme égyptien tenait beaucoup, la souduie que la doctrine monarchique exigeait et s'ingéniait à établir entre une dynastie naissante et les générations royales antérieures. Ce lien, toutes les fois qu'il semblait rompu en apparence, était rétabli par les femmes, femme-mère ou femme-épouse. Le parvenu qui coiffait le pschent était censé être né de quelque concubine royale ; il épousait généralement une princesse de sang royal comme il s'en trouvait d'ordinaire dans le harem de son prédécesseur. Alexandre n'avait ni mère ni épouse répondant à ces exigences. Aussi, lorsque la domination étrangère se fut affermie, la légende se chargea de restituer la continuité de filiation qui avait manqué à la combinaison improvisée par Alexandre. Ne pouvant lui attribuer ni mère ni épouse de sang solaire, on lui donna pour père le dernier Pharaon indigène, Nectanébo II. En 356, au moment de la naissance d'Alexandre, Nectanébo II disputait son royaume à l'offensive victorieuse des Perses, et sa présence en Égypte était

de la Divination, II [1880] pp. 338-362. L'oracle était à l'époque plus grec qu'égyptien — peut-être même était-il discrédité en Égypte par la jeunesse des prêtres et tenu pour schématique. Les Lagides, en tout cas, n'ont pas eu recours à ses bons offices et l'ont laissé tomber en décadence.

bien constatée. Mais la légende ne s'embarrasse point d'objections tirées de l'espace et du temps. La difficulté signalée ici fut levée de diverses façons. Ou bien Nectanébo détrôné (six ans plus tard) s'était réfugié en Macédoine, ou bien il y avait été momentanément transporté par artifice magique, étant lui-même un magicien des plus réputés. En Macédoine, Nectanébo, au moyen d'incantations irrésistibles, obsède l'imagination d'Olympias et la dispose à attendre, à désirer, à subir les embrassements du dieu Amon, qui se glisse dans la couche royale en forme de serpent à tête de bélier et, après avoir consommé l'acte générateur, dit à la reine : « Réjouis-toi, femme, car tu as conçu de moi un mâle qui vengera les injures et qui sera un roi maître de l'univers ».

Dans ce conte, fabriqué probablement à Alexandrie, on discerne une veine de gaieté sceptique qui se donne libre carrière en dénombrant la série de mystifications combinées par le maître fourbe; d'abord pour séduire Olympias en jouant le rôle d'Amon, ensuite, pour endormir les soupçons de Philippe et l'amener à se contenter d'être le père nourricier d'un enfant divin. C'est la part de l'esprit grec dans ce produit composite. Mais le fond est bien égyptien, et, pour rendre la naissance d'Alexandre conforme à la théorie orthodoxe, il suffisait de lui donner pour père non pas Nectanébo sous la forme d'Amon, mais Amon sous la forme de Nectanébo. Il semble même que l'orgueil national des Égyptiens se soit satisfait d'une façon encore plus directe et que, sur la foi de prophéties messianiques, fabriquées en haine des Perses, Alexandre ait été accueilli en Égypte comme étant Nectanébo lui-même, revenu de l'exil au bout d'un quart de siècle et miraculeusement rajeuni¹. En tout cas, et quel que

1. Pseudo-Callisthène (pp. 4-12 Mûller-Dindorf).

2. Wiedemann (*Zwei Alexander-Roman*, dans l'*Oriental. Lit.-Zeitung*, 1900, pp. 386-388) a attiré tout récemment l'attention sur un vase du Musée de l'Ermitage à Pétersbourg, déjà décrit par le P. Kircher (*Oedipus*, III, p. 187), sur lequel se lit une dédicace hiéroglyphique faite par un Alexandre dont le

fût le procédé imaginé pour opérer la suture, Alexandre était bien un fils de Pharaon, de lignée solaire, rejeton légitime et continuateur de la XXX^e dynastie.

Mais tout ce travail de l'imagination populaire n'aboutissant qu'à légitimer la royauté d'Alexandre et peut-être de ses successeurs immédiats, de Philippe Arrhidée son frère et d'Alexandre IV son fils. À peine rétabli, le lien se rompait de nouveau par le transfert de la royauté égyptienne à Ptolémée, fils de Lagos. En fait, nous ignorons comment fut résolu le problème posé par l'avènement du Lagide. Il dut hériter naturellement des prédicats protocolaires accolés aux noms d'Alexandre, de Philippe Arrhidée et d'Alexandre IV ; il fut sans doute, comme eux, « choisi de Râ, chéri d'Amon », ou « la joie du cœur d'Amon »¹ ; mais il n'est pas sûr qu'il se soit prêté tout d'abord et de bonne grâce aux fictions légales dont les prêtres lui offraient le bénéfice. Les sources grecques nous le représentent comme un homme qui se

nom de Double est *Hor-tema* c'est-à-dire le nom de Double de Nectanébo II. L'identité du nom de Double emporte, d'après les idées égyptiennes, identité de la personne, et Wiedemann en conclut qu'Alexandre — ici évidemment Alexandre le Grand — a passé de son vivant, aux yeux des Égyptiens, pour un Nectanébo redressé. Un rapprochement ingénieux, que veut bien me communiquer M. Isidore Lévý et que l'on trouvera exposé avec les développements nécessaires dans son livre à paraître sur *Les versions helléniques de l'Exode*, donne à cette hypothèse un haut degré de certitude. Un papyrus grec, publié par Weisely (*Die neuen griech. Papyri*, in *Denkschr. d. Wien. Akad.*, XLII [1893] pp. 3 seq.), nous a conservé des fragments très mutilés de la traduction d'une sorte d'Apocalypse dans laquelle un prophète soi-disant contemporain d'Aménophis prédit l'expulsion des Perses et le retour du roi national. Cette prophétie a dû circuler et soutenir les espérances des patriotes au cours des dernières années de la domination persane. La foi qu'elle suscita, partagée ou non par les prêtres égyptiens, leur permit de saluer en la personne d'Alexandre le roi Nectanébo. L'âge du conquérant prêtait aux objections, mais tout scrupule fut levé par un oracle qui a été recueilli par le Ps.-Callisthène et qui prophétisait, lui aussi, le retour de Nectanébo non pas vieilli mais rajeuni (αὐ γράσαντο, ἀλλὰ νεώτερον). Il paraît donc avéré que Alexandre a trouvé toute faite la légende dont il s'appropriera le bénéfice, et rien n'explique mieux l'accueil qu'il reçut en Égypte. Cf. les interprétations divergentes de Rezanaisben, in *Nachr. d. Göt. Ges. d. W.*, 1944, pp. 303-302, et de Winkeln, in *Hermes*, XL [1905], pp. 541-560.

1. Voy. *The Chrono names of the Ptolemies*, translated by F. L. Griffith, ap. Mahaffy, *History of Egypt etc.*, pp. 253-6).

passait fort bien d'être dieu ¹ et devant qui on parlait librement de son père Lagos. Lorsque de satrape il devint roi, il entendit régner par droit de conquête, et non par transmission mystique d'un droit divin qui eût besoin de la garantie sacerdotale. Nous avons admis que ni lui, ni ses successeurs jusqu'à Ptolémée V Épiphane, ne jugèrent à propos de se soumettre aux formalités du sacre et de demander l'investiture aux prêtres de Memphis. Il y eut donc une période durant laquelle la théorie de la transmission du pouvoir royal eût se passer de confirmation pratique, vivre sur son propre fonds et se maintenir par la seule force de la tradition.

A la longue pourtant, l'immuable tradition triompha de dédains qui risquaient de sacrifier à l'orgueil de race l'intérêt véritable de la dynastie. Les Lagides furent rattachés à la lignée solaire par un expédient quelconque, analogue à celui qui avait déjà servi pour Alexandre ². Leur conversion à la foi monarchique fut même si complète qu'ils voulurent être dieux aussi pour leurs sujets de race gréco-macédonienne et se laissèrent confectionner par d'ingénieux courtisans des généalogies héroïques. Le procédé dut être le même de part et d'autre, l'intervention d'un générateur divin. Les généalogistes grecs ne se décidèrent probablement pas du premier coup à copier de si près le système égyptien. Il est resté quelques traces d'une opinion qui excluait le miracle en faisant de Ptolémée Lagide le frère d'Alexandre né des amours de Philippe avec une concubine ³. Ceci pouvait suffire aux Macédoniens et aux esprits dégagés des super-

1. On ne rencontre pas en Égypte le titre de *trésor* donné à Ptolémée de son vivant, et celui de *Larja* même y est très rare; c'est hors d'Égypte qu'il est *trésor* (cf. Dittenb., *OGIS*, no. 18, 19).

2. Ptolémée Sôlar porte le même prénom solaire (*Hepet-ka-ré*) que Nectanébo (Lepsius, *Königsbuch*, pl. L, n. 673 pl. LI, n. 687), lequel, d'après K. Sethe (*Unters. z. Gesch. Äg.*, II, 1, p. 24), l'aurait emprunté à Senwaset (Sésostris).

3. *Sanguis certe conjunctus erat, et quidam Philippus gentem esse credebant, certe pellice ejus ortum constabat* (Curt., IX, 8, 23. Cf. ci-dessus, tome I, p. 4, 1). Je replace ici les théories dans l'ordre logique, non chronologique; car il semble bien que ce bruit n'eut pas cours du temps de Ptolémée Sôlar, qui aimait mieux être fils de ses œuvres qu'un bâard de lignée royale.

titious serviles : mais la contamination des idées ne pouvait manquer de produire une version plus conforme aux exigences de la tradition égyptienne et du droit monarchique fondé, en Grèce même, d'après les légendes de l'âge héroïque, sur la filiation divine. Un certain Satyros, qui paraît avoir été contemporain de Philopator, flattant la dévotion bachique du souverain, lui fabriqua une généalogie qui le faisait descendre de Dionysos et d'Héraklès ; l'ancêtre de la dynastie macédonienne, Hyllos, étant fils d'Héraklès et de Déjanire fille de Dionysos. La famille des Lagides étant une branche de cette dynastie, détachée du trône principal à environ deux générations au-dessus d'Alexandre le Grand et procurant une épouse de sang royal, Arsinoé fille de Méléagre, à Lagos père du premier Ptolémée. Nous avons vu que cette généalogie était visée, comme authentique, dans la célèbre inscription d'Adulis, hommage posthume rendu à Ptolémée III Évergète ¹. Ce qu'il y a d'égyptien dans ce système, c'est que la filiation du côté maternel suffit à transmettre à Ptolémée Soter l'aptitude à la royauté. Mais c'est tout de même un expédient et un pis-aller. Enfin, l'adaptation aux idées égyptiennes fut complète et obtenue sans effort lorsque circula la légende de l'aigle nourrissant Ptolémée, fils de Zeus, ramé et exposé sur un bouclier par Lagos ² : comme Amon-Râ, Zeus avait communiqué directement à son rejeton sa nature divine.

Les Lagides n'attendirent pas longtemps pour se rallier aux principes de la religion monarchique et pour l'élargir dans le sens indiqué par Alexandre, en offrant leur divinité aux hommages de tous leurs sujets, hommages distincts dans la forme chez l'une et l'autre race, mais supposant la même foi. Philadelphie fit le premier pas, pour des raisons probablement étrangères à toute théorie préconçue ³, en

¹ Satyros, fr. 21, in *PHG.*, III, p. 125. Cf. ci-dessus, tome I, p. 261-262.

² Suidas, s. v. Αἴγας. Cf. ci-dessus, tome I, p. 41, 2.

³ Il se souciait si peu de la théorie qu'il fiança son fils aîné à Bérénice, fille

épousant sa sœur Arsinoé. De tout temps, le souci de préserver de tout mélange la pureté du sang royal avait engagé les Pharaons à prendre leurs épouses légitimes, celles qui étaient qualifiées pour leur donner des héritiers, parmi leurs sœurs. Le mariage entre frère et sœur était une institution d'origine divine, consacrée par l'exemple d'Isis et d'Osiris, de Set et de Nephthys; et la garantie obtenue par ce moyen était particulièrement efficace quand la sœur-épouse était elle-même issue d'une union semblable¹. L'inceste était une sorte de sacrement à l'usage des dieux et des rois. Les religions ont une logique qui se retourne parfois contre la morale vulgaire, tantôt en fondant sur l'idée de sacrifice les meurtres rituels et les prostitutions sacrées², tantôt, comme dans le cas présent, en considérant l'inceste comme un moyen d'éviter les souillures originelles et de produire des conceptions immaculées. Encore faut-il savoir gré au sacerdoce égyptien de n'avoir pas poussé le raisonnement jusqu'à exiger la perfection de l'inceste dont le mariage entre frère et sœur n'est que le premier degré. Cette perfection n'a été indiquée et recommandée, avec exemples des dieux à l'appui, que par la théologie iranienne. Le sang pur se régénère pour ainsi dire lui-même sans se mélanger, en remontant vers sa source, quand le père épousait sa fille. Ainsi avait fait Ahouramazda lui-même avec sa fille Spendârmât, et la régénération s'était continuée, avec un degré de perfection en moins, quand le fils issu de cette union, Gayômarî, avait

de Nagas, et donna sa fille Borénia — qui aurait pu épouser son frère — au roi de l'Asie, Antiochos II, mais la théorie servit de prétexte et se transmuta avec le courant. Sur les diverses raisons, politiques et autres, alléguées pour expliquer cet *ἐπὶ τῷ γάμῳ*, voy. ci-dessus, tome I, pp. 100-102.

1. Isis et Osiris s'étaient unis, d'après la légende, dès le ventre de leur mère (Plut., *Is. et Osir.*, 20-21). Pour les Grecs, le type du mariage divin était l'*ἐπὶ τῷ γάμῳ* de Zeus et Héra. Cf. H. Graillet, art. *Hieros Gamos*, dans le *Dictionnaire Antiquaire* de Daremberg-Saglio.

2. C'est à propos du sacrifice d'Iphigénie que Lucrèce s'écrit : *Tantum religio potuit suadere majorum* (I, 102). Même à l'époque classique, certains cultes grecs conservaient encore des rites homicides, et il y avait à Corinthe des *ἀποκρίσεις καὶ αἵματι* (Strab., VIII, p. 278).

épousé sa mère. Enfin, l'union entre frère et sœur, pratiquée par Mashya et Mashyôl, s'éloignait davantage encore de l'idéal posé par l'exemple d'Ahouramazda¹. Les Égyptiens se sont contentés généralement de cette perfection relative, qui a suffi pour scandaliser les Grecs et encore plus les Romains².

Le mariage de Ptolémée Philadelphe avec sa sœur Arsinoé fait époque dans l'histoire des Lagides et bientôt dans l'histoire des Séleucides, qui, encouragés par cet exemple, ont jugé opportun de s'adapter, eux aussi, aux habitudes orientales³. Il marque le moment précis où les Ptolémées, tout

1 Voy. J. Darmesteter, *Le Houdévandatha chez les Parsis* (Rev. Hist. Relig., XXIV [1891] pp. 266-275). Le *Zend-Avesta*, tome I (1892), pp. 126-127, etc., études que j'ai citées dans *l'Astronomie grecque* (p. 342) avec des textes grecs et romains qui témoignent de la réputation inspirée aux Occidentaux par ces pratiques. La légende d'Œdipe en est à elle seule une preuve suffisante. Les doctrines érotiques d'origine orientale ont multiplié les exemples d'incestes divins, et les mythologies grecs y ont ajouté nombre d'incestes héroïques ou humains, mais à terminaison généralement tragique. On sait que le mysticisme se plaît aux spéculations érotiques; mais on n'a pas assez remarqué que les théories cosmogoniques y conduisent, pour peu qu'elles veulent traduire en langage figuré l'idée de procréation, d'éclosion, de fécondation. Les Orphiques et les Gnostiques en ont largement abusé, et l'austère Hésiode lui-même n'a pu faire autrement que de donner pour épouse à Gaia son fils Ouranos. C'est par le symbolisme et la métaphore que les obscénités se glissent dans les théologies et y prennent la valeur de modèles à imiter la vertu humaine ayant consisté de tout temps à imiter les exemples divins. La théologie égyptienne, qui faisait de Né le « taureau de sa mère », était mieux pourvue encore que l'iranienne d'incestes de toute sorte. Si l'une permit à Artabanès Mnémon d'épouser deux de ses propres filles (Plut., *Artan.*, 27), l'autre avait longtemps auparavant reconnu le même droit à Ramsès II et à Psamtik (cf. Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 28, 8). Il paraît même qu'un roi de la XII^e dynastie, Pinctom, fils d'usurpateur, épousa d'abord sa propre fille Rannaka, puis la fille morte de cette union, Moutemhat, pour fixer plus solidement la légitimité dans sa famille (A. Wiedemann, *Aeg. Gesch.*, p. 536). Il faut mettre hors de cause les Assyro-Chaldéens. Le code d'Hammourabi ordonne l'expulsion du père ayant eu commerce avec sa fille (§ 154) et, en cas d'inceste du fils avec sa mère, condamne au bâton les deux coupables (§ 157).

2. On sait que les Grecs toléraient le mariage entre frère et sœur de même père (ἐποτρύπαι), mais non de même mère (ἐποτρύπαι).

3. La théorie du *moira*, quelques peuples portant indument le titre d'*ἑταῖροι*. Encore la théorie est-elle contestée. Tout récemment Ditt. Hübner (*OGIS.*, n. 219, I, p. 343) reprend la thèse de Boeckh, à savoir, que les Séleucides ont toujours employé *ἑταῖροι* au sens propre, et que Antiochos I et

en conservant une attitude défiante et hautaine à l'égard du clergé égyptien, ont accepté sa façon de concevoir le droit divin et consenti à faire figure de Pharaons. Nous avons vu comment depuis lors la règle fut maintenue par des fictions légales, toutes les reines, sœurs ou non suivant la nature, étant qualifiées « sœurs »¹. Peu de temps après, comme pour contrebalancer l'attraction exercée par les coutumes tant de fous séculaires de l'Égypte et placer le centre de gravité du système monarchique au point où pouvaient converger les habitudes d'esprit des deux races, Philadelphie créa à Alexandrie le culte monarchique de forme grecque, tel que l'avait conçu et ébauché Alexandre le Grand. La divinité d'Alexandre — par surcroît, héros orkiste d'Alexandrie — fut le point d'attache et comme le premier anneau d'une série qui devait se dérouler ensuite, par un enchaînement continu de prédicats divins, jusqu'à la fin de la dynastie.

Nous verrons tout à l'heure de quelle façon fut organisé et par quels sacerdoces desservi ce culte monarchique et bientôt dynastique de rite grec, institution parallèle au culte égyptien, mais distincte et à certains égards originale.

Antiochos II eut en réellement pour femmes leurs propres sœurs (cf. ci-dessus, tome I, pp. 311-2). En fait, les Séleucides ont assez rarement pratiqué le mariage royal. Le seul fait certifié est le mariage des enfants d'Antiochos III (Appien, *Syr.*, 4). Pour les autres cas, nous ne connaissons pas aussi bien la généalogie des Laodices que celle des Cléopâtres.

1. Le titre usuel est ἀδελφὴ καὶ γυνὴ. Il est donné même aux reines qui n'étaient point sœurs de leur époux, comme Bérénice II (cf. Strack, *no.* 46, 42, *Archiv. f. Pap.*, I, p. 205. Dittenb., *OGIS.*, *no.* 60-61, 65, et Bérénice III (*Pap. Lond.*, O). Le protocole revient aux dénominations naturelles pour Cléopâtre II et Cléopâtre III, alors qu'elles étaient reines toutes deux, l'une comme ἀδελφὴ, l'autre comme γυνὴ (cf. ci-après).

CHAPITRE XIX

LE CULTE DYNASTIQUE

Caractères généraux du culte dynastique : il s'adresse principalement aux souverains décédés et régulièrement aux couples royaux. — Le couple régnant divinisé par association aux ancêtres. — Le culte dynastique comme expression officielle du loyalisme et trait d'union entre indigènes et étrangers. — Énumération des couples royaux dans le protocole.

§ I. — LES SACERDOCES DYNASTIQUES D'ALEXANDRIE. — Les premiers essais par apotheose des défunts. le culte de la déesse Philadelphie. — Les dieux Adelphe associés à Alexandre. — Le culte dynastique complété et régularisé par Philopator. — Exceptions à la règle des couples : Ptolémée Eupator et Ptolémée Néos Philopator. — Cultes spéciaux pour les reines honorées de l'apotheose. — Listes des prêtres d'Alexandre et des couples royaux, des canéphores d'Arsinoé Philadelphie, des athéphores de Bérénice Évergète, des prêtresses d'Arsinoé Philopator. — Désordre introduit dans le protocole dynastique par les conflits des reines sous Évergète II et Ptolémée Soter II. — Institution de l'hieropole d'Isis Grande Mère des dieux. — Le souverain régnant mis en tête de la liste des cultes dynastiques. — Les noms des prêtres et prêtresses rayés du protocole officiel.

§ II. — LES CULTES ET SACERDOCES DYNASTIQUES DE PTOLÉMAÏS. — Caractère individuel de ces cultes : multiplication des sacerduces.

§ III. — LES CULTES DYNASTIQUES NON OFFICIELS. — Les cultes dynastiques dans les temples égyptiens. — Les dévotions privées en Égypte et dans les possessions coloniales.

Avant de recenser les traces laissées sur des documents de toute sorte par le culte dynastique, il faut en définir l'esprit, la théologie latente qu'il présuppose, et en noter les principaux caractères, ceux précisément qui le différencient du type égyptien.

D'abord, le nouveau culte s'adresse principalement aux souverains décédés, ceux qui s'étaient envolés au ciel pour rejoindre leur père le Soleil, comme disaient les Égyptiens, et que les Grecs appelaient plus modestement des « héros ». Le souverain régnant n'était qu'associé à ses ancêtres, comme desués à l'apothéose et d'y virtuellement dieu. Le culte égyptien, au contraire, s'adressait exclusivement au Pharaon vivant, représenté par ses statues dans les temples et associé aux dieux proprement dits¹. Le roi décédé était censé avoir transmis sa nature divine à une autre incarnation de Râ, et son individualité passée à l'état de defroque n'avait droit qu'aux hommages qu'il s'était assurés de son vivant, comme chacun pouvait le faire, par des fondations pieuses². L'idée que la royauté reste toujours identique à elle-même en passant d'une personne à l'autre, les Lagides l'ont exprimée en prenant tous le nom de Ptolémée, mais ils ne lui ont pas sacrifié la personnalité elle-même et sa survivance dans le culte public. Cette personnalité se trouvait définie et inséparablement unie au titre de dieu par un prédicat, différent pour chaque individu, que l'on peut considérer comme une imitation du « nom de Double » imposé par le protocole égyptien. A la différence des noms égyptiens,

¹ Le roi Pharaon ou Lagide était par lui-même dieu dans tous les temples. L'association ou assimilation à une divinité préexistante était un procédé familier aussi à l'apothéose grecque : témoin les lois Arsinoé, Aphrodite Arsinoé, Arsinoé Naïas, Aphrodite Bérénice, Aphrodite Cléopâtre, la grande Cléopâtre Née Teu, l'impératrice Plotine Agrippine, etc. Dans le culte séleucide, les deux premiers rois sont assimilés, Séleucos Nicator à Zeus (Σελεύκου θεός Νικατορος), Antiochos I^{er} à Apollon (Ἀντιόχου Ἀπόλλωνος θεός), dans *GIG*, n. 4435. Dittenb., *OGIS*, n. 245. Leurs successeurs se dispensent du procédé.

² Fondations de cultes funéraires desservis par des « prêtres de Ka » et défrayés par les revenus de « domaines d'éternité » (*per djeta*). On en connaît, par les papyrus de Kahun, pour les rois de la XII^e dynastie. Voy l'analyse de la charte d'Inpidjefa, seigneur de Siout sous la XIII^e dynastie, dans Revillout, *Précis de droit égyptien*, pp. 18-22. Fondations de Shesheuk I^{er}, de la XXII^e dynastie, en l'honneur de son père (Wiedemann, *Aeg. Gesch.*, p. 544), etc. Pour les gens du commun, les choachytes (voy ci-après) se chargeaient, moyennant finance, du culte des morts enterrés dans leurs nécropoles.

saturés de vocables théophores, les épithètes choisies par les Ptolémées lors de leur avènement étaient empruntées à des sentiments humains, sans symbolisme mystique, et immédiatement intelligibles.

Une autre différence entre les rites indigènes et le rite nouveau, c'est que, dans celui-ci, le culte s'adressait non plus au roi seul, mais au couple royal. Bien que, dans l'ancienne Égypte, la femme fût à peu près l'égale de l'homme, apte comme lui à hériter et plus apte que lui à garantir la filiation de sa progéniture, la polygamie l'avait maintenue dans un état d'infériorité que dissimulant mal — et en théorie seulement — la légende d'Isis, type idéal de l'épouse et de la mère. L'histoire a conservé les noms de reines du premier rang, dites « grandes épouses », à plus forte raison les noms de reines héritières qui ont porté le sceptre et tenu leur époux ou leur fils en tutelle : ces hautes et puissantes princesses ont place, à côté du Pharaon ou substituées à lui, dans les monuments figurés ; mais il ne semble pas qu'elles aient eu part, autrement que par faveur spéciale, au culte monarchique. Au contraire, le culte non plus seulement monarchique, mais dynastique, institué par les Lagides ne séparait pas la reine du roi et les enveloppait tous deux dans le même prédicat divin. La monogamie, maintenue en principe par la force acquise des mœurs helléniques, permit ainsi au féminisme égyptien de produire tous ses effets.

En somme, le culte dynastique alexandrin réalisait une combinaison des plus ingénieuses entre des idées et des coutumes hétérogènes. Le but à atteindre était d'affirmer, pour les sujets de race gréco-macédonienne, la divinité du roi vivant. Ce dogme, qui pour les Égyptiens était de tradition, ne pouvait pas être établi d'emblée, sans autre appui que la personne souvent peu révérencée du prince régnant : il y fallait une attache prise dans le passé, aussi loin que possible, et une solidarité établie, en vertu d'idées déjà acceptées, entre ce point d'attache et le régime présent. Or, si les Grecs

entendaient bien conserver le caractère de métaphores adulatrices aux apothéoses décernées à des vivants, ils ne répugnaient nullement à l'héroïsation des morts illustres. Ce culte des morts était même pratiqué depuis longtemps chez eux, à l'état de culte public, en faveur des *oekistes* des cités¹. Alexandrie étant une fondation d'Alexandre le Grand, le conquérant macédonien devenait tout naturellement le patron de la cité. Suivant les idées grecques, il eût été un « héros » ; mais ceux qui recueillaient en pays conquis le fruit de ses exploits avaient intérêt à grandir sa renommée et à ne pas lui contester ce titre de dieu qu'il avait réclamé de son vivant². Sa divinité une fois établie enveloppait dans son rayonnement ses successeurs, ceux du moins qui étaient allés le rejoindre dans le monde des héros et des dieux. Associés à son œuvre, ils l'étaient à sa destinée. L'association, procédé universel en matière d'apothéose, entraînait l'assimilation, et celle-ci, gagnant de proche en proche, atteignait le couple régnant, légitimement tenu pour semblable à ceux dont il était issu. Ainsi, la religion — une religion commode, d'ailleurs, et qui, desservie par un sacerdoce honorifique, n'imposait aucun acte de foi ni aucun devoir, — la religion, disons-nous, faisait de la dynastie un ensemble homogène, où chaque composant participait de la nature du tout. Nous avons signalé en son temps une anomalie, une seule, qui rompait au début la continuité du

1. L'évhémérisme, si fort à la mode en ces temps-là, facilitait la transformation des hommes en dieux, ceux-ci n'ayant été que des hommes à l'origine. Ce système irréligieux favorisait, par une conséquence paradoxale, la création de cultes nouveaux.

2. Kornemann (p. 62), se fondant sur les *Βυβαλις ἱστορίαι* de Diédore (XVIII, 28, 4), veut que le culte d'Alexandre à Alexandrie ait été d'abord un culte simplement héroïque. C'est été renier la volonté d'Alexandre lui-même, et cela, au moment où Démétrios Poliorcète usait et abusait du titre de dieu, où Ptolémée Soter lui-même se faisait appeler *Βασιλεὺς Θεός* (Strabon, II, 4). Seulement, à l'époque, la différence entre le dieu et le héros était minime en théorie et à peu près nulle en pratique. Alexandre est si bien dieu par lui-même qu'il n'a besoin ni de prédicat, ni du titre de *Θεός*. Cf., contre la thèse de Kaerst et Kornemann, W. Otto (op. cit., p. 142, 1).

système, l'absence du premier couple, celui des « dieux Soters », dans le culte alexandrin, et montré aussi comment cette exception, motivée par l'existence d'un culte spécial de Ptolémée-*mekiste* à Ptolémaïs, fut corrigée par Ptolémée IV Philopator ¹.

C'est ainsi que les Lagides, Horus vivants pour leurs sujets égyptiens, réussirent à être aussi officiellement des dieux pour les Gréco-Macédoniens, c'est-à-dire à être décorés de ce titre. Le titre leur suffisait. Ce à quoi ils tenaient le plus, c'était d'éviter des dissonances entre le protocole égyptien et la titulature grecque, dissonances qui, portant sur un point aussi essentiel, auraient à la longue ébranlé le dogme égyptien. Les inscriptions qui nous restent du temps de Philadelphe et du premier Évergète montrent qu'il fallut un certain temps aux sujets de race hellénique, et surtout aux Grecs d'Europe et d'Asie-Mineure, pour comprendre le but visé par la théologie monarchique. Ils admettaient sans difficulté que les rois défunts fussent devenus des dieux, mais ils s'habituèrent moins bien à effacer la distinction entre les morts et les vivants, ils se contentaient d'appeler les souverains régnants fils des dieux leurs prédécesseurs. C'est encore la formule qui se lit en tête de l'inscription d'Adullis ², dont il me semble que ce trait dénote le caractère extra-officiel. On n'a trouvé jusqu'ici aucune dédicace libre remontant au

¹ Voy. ci-dessus, tome I, pp. 236-237, et ci-après, p. 39. Il suffit de rappeler ici que dans l'inscription de Canope, document officiel de l'an 238 a. C., le couple des *Deo. Sotēres* est absent du protocole : la liste est 'Αλεξάνδρου καὶ θεῶν Ἀδελφῶν καὶ θεῶν Εὐεργετῶν. Mais cette lacune — qui, en dépit de l'explicitation donnée, reste bizarre — n'existait pas pour le culte dynastique de rite égyptien. Les prêtres disent plus loin (lig. 16) que « seront augmentés les honneurs rendus antérieurement dans les temples aux dieux Évergètes, à leurs parents dieux Adelphe et à leurs ancêtres dieux Soters », et, dans des actes démotiques des années XXIX et XXXIII de Philadelphe (257/6 et 233/2 a. C.), publiés par Rev Ilout, le roi est appelé « fils de Ptolémée le dieu Sauveur » ou « fils de Ptolémée le dieu » (cf. Wöhlen, in *Gött. gel. Anz.*, 1896, p. 144). Néanmoins le culte des dieux Soters paraît avoir été éliminé du culte dynastique dans les temples de la Thébaine (ci-après, p. 68).

² *CIG.*, 3127. Strack, n. 39. Dittenb., *OGIS.*, n. 34. Ci-dessus, t. I, pp. 281-282.

règne de Philadelphe qui mentionne la divinité du roi ¹. Parmi celles qui datent du règne d'Évergète, les unes continuent à ignorer la divinité du roi et celle de ses parents ²; d'autres disent le roi fils des dieux Adelphe ³; d'autres enfin, se conformant au nouvel usage, appellent le roi « dieu Évergète, fils des dieux Adelphe », ou mieux encore le couple royal « dieux Évergètes, nés des dieux Adelphe ⁴ ». On rencontre encore, sous les deux règnes suivants, à l'état de très rares exceptions, des dédicaces dont les auteurs oublient de donner au roi vivant son titre de dieu; mais, en ce cas, ils ont soin de mentionner la divinité de ses parents ⁵, tandis que ceux qui omettent les parents n'oublient pas le prédicat du souverain ou du couple régnant ⁶. Il va sans dire que les particuliers n'ont jamais tenu pour obligatoires les fastidieuses énumérations qui encombre le protocole officiel et suivent la série des couples royaux à partir d'Alexandre. Les Juifs étaient dispensés par leur religion d'une formalité qui leur eût paru un sacrilège ⁷; mais les notaires grecs et égyptiens durent s'habituer à employer la datation officielle

¹ Il me paraît probable, contre l'avis de Strack (p. 326) que les décrets de la corporation des artisans de Dénayson à Ptolémaïs, qui s'intitulent *εργάται καὶ πορ. ἀδελφοὶ καὶ θεοὶ Ἀδελφοί* (BCH., IX [1905], pp. 132-140 — Strack, nn. 35-36 — Michel, nn. 1017-1018), ne sont pas du temps de Philadelphe, mais du règne suivant.

² Strack, nn. 41-43 (Olympie), 50 (Théra), 52 (Lissa).

³ Strack nn. 46 (Canope), 47 (Cypré), 51 (Telmessé).

⁴ Strack, nn. 43 (Alexandrie); 46 (Astypaée, *θεοὶ Εὐεργέται* simplement); 45 (Cypré : *θεοὶ Εὐεργέται* sans mention des Adelphe), 46 (Cypré). Les restitutions *θεοὶ Φιλαδέλφου* dans les nn. 46 et 47 sont à effacer. Arsiné seule fut les *Φιλαδέλφου* dans son cas le particulier, le couple royal est toujours qualifié *θεοὶ Ἀδελφοί*.

⁵ Sous Ptolémée IV Philopator, voy. Strack, nn. 53 (Alexandrie), 43 (Cypré). Sous Ptolémée V Épiphane, n. 52 (Thèbes).

⁶ Sous Ptolémée IV Philopator, voy. Strack, nn. 54, 55, 56 (Alexandrie); 54 (Ediou); 57 (Thèbes); 58 (Phéas); 59 (Sestos); 61 (Makarnassé); 65 (Cypré).

⁷ Cf. les inscriptions d'Athribis (Strack, nn. 166-167 Dittenb., OGIS, nn. 95, 101, et ci-dessus, tome II, p. 41, 1) Philopator connaissait bien mal les Juifs, n'il est vrai qu'il leur offrit de revêtir le sacerdoce « perpétuel », c'est-à-dire probablement le sacerdoce dynastique (*θεὸς ἀπὸν αἰώνων* etc.) III Macrob., 2, 21).

en tête de leurs actes ¹. C'est même, comme on le verra plus loin, par les papyrus démotiques que nous connaissons la plupart des prêtres et prêtresses du culte dynastique.

Ce serait surfaire la valeur effective du culte dynastique que d'insister plus longtemps sur les idées doctrinales qui pouvaient le rendre acceptable. Il ne s'adressait aucunement à la conscience individuelle et n'avait pas la prétention d'engendrer des dévotions privées ². C'était l'expression officielle du loyalisme, et il importait peu que cette forme extérieure fût vide de pensée. Le service qu'on attendait de lui et qu'il a en effet rendu à la royauté ptolémaïque, c'était, je le répète, de masquer aux yeux des Égyptiens la différence profonde qui séparait les deux races au point de vue de la façon dont elles comprenaient l'assise et la raison d'être du pouvoir royal. Désormais, Égyptiens et Gréco-Macédoniens eurent les mêmes habitudes de langage et les rois furent dieux pour tous.

Nous n'avons plus à nous occuper maintenant que des sacerdoces institués pour desservir le culte dynastique à Alexandrie et à Ptolémaïs, et à préciser, si faire se peut, les dates qui marquent les étapes successives de son développement.

§ I

LES SACERDOCES DYNASTIQUES D'ALEXANDRIE.

On a vu plus haut comment le culte d'Alexandre, dieu de son vivant, à la fois dieu, héros *arkiste* et éponyme de la capitale après sa mort, fut la base sur laquelle s'édifia le

¹ On se la raconte pas encore dans un acte de l'an XIX de Philadelphe. (Revillout, *Chrest. démot.*, p. 209 sqq.), postérieur à l'institution.

² Sauf, bien entendu, des démonstrations intéressées comme nous en rencontrerons plus loin aussi sincères que l'enthousiasme des contemporains d'Auguste pour le culte impérial (cf. Verg., *Ecl.*, I, 43. Horat., *Od.*, IV, 5, 34. *Epul.*, II, 1, 16. Ovid., *Fast.*, II, 637).

culte dynastique alexandrin; comment Ptolémée Soter courut le risque d'une guerre avec Perdiccas pour s'emparer de la précieuse dépouille du conquérant et lui éleva à Alexandrie un tombeau qui devait être aussi le sien et celui de ses successeurs, le *Séma* de la dynastie ¹. De quels honneurs entoura-t-il la mémoire et les reliques du héros, aucun texte ne nous l'apprend ². Il est probable qu'il se conforma de tout point aux coutumes grecques et qu'il accomplissait lui-même, comme chef de l'État ou comme protecteur de la cité naissante, les rites du culte, sans se décharger de ce soin sur un « prêtre d'Alexandre ». À sa mort, il fut lui-même l'objet d'un culte familial, distinct de celui d'Alexandre, — la qualité d'arkiste étant aussi incommunicable que la gloire du maître, — mais aussi conforme aux habitudes grecques. La piété filiale de Philadelphie associa à ces honneurs sa mère Bérénice, et il laissa volontiers dire qu'il avait divinisé ses parents. Appeler temples (ναοί) les chapelles funéraires qu'il leur avait élevées dans le *Séma* ne dépassait aucunement les limites de l'adulation en langage poétique ³. Ce culte familial, sans caractère officiel, n'avait pas besoin d'autre desservant que le fils des défunts accomplissant des devoirs imposés par la religion domestique. Le culte dynastique n'était pas encore né.

Il naquit dans des circonstances qui ont déjà été mention-

1. Cf. ci-dessus, tome I^{er}, pp. 30, 124, 162, 214, 221, 2, 318, 3.

2. Sauf, pour les fêtes inaugurales, Diod., XVIII, 28, 4.

3. Τόνον καὶ μνηστέον τούτῳ (ὅτι Ζαῖς) ἐνέταμον θῆκαν | δέωδόντες, καὶ αἱ γυνό-
σκες ἑμέας ἐν αὐτῇ οἴῳ | ἐθήκεται · παρὰ δ' αὐτοῦ Ἀλέξανδρος φίλος καὶ υἱός, ὅς ἐστι
καὶ. (Theodor., XVII, 18 sqq.). Le scène est ici dans l'Olympe : c'est l'apo-
théose littéraire Philadelphie παρὰ φίλῳ καὶ πατρὶ θυλάτος εἴσω ναοίς : dans
ces temples, où des statues chrysléphantines représentaient les défunts « se-
countables » (ἀμύρις = οὐτίδες), le roi et sa sœur offraient de mois en mois
(ou plutôt, tous les ans?) des sacrifices : καὶ ἀλλὰ τί πινόμενα βούη σὺ μύρια
αἰεὶ | καὶ ἐμπικλομένην, ἐπ' αὐμένῳ ἐπὶ βωμῶν, | εὐτός τ' ἄλλος τ' ἀλογοῖς
(ibid., 126 sqq.). Le scolaste précise en disant que Ptolémée Soter εἰσέωδον
ἐν τῷ ναῷ. Cf. la dédicace d'Artinoῦ ἀγαθῇ τύχῃ Ἡρακλείῳ τῷ Εὐεί-
πορ καὶ θυῷ (Strack, n. 1 Dittenb., OGIS, n. 14) C'est une inscription d'Ha-
licarnasse, dont la date, sujette à discussion, paraît avoir devancé l'apo-
théose officielle et même la mort de Ptolémée Soter.

mées en leur temps¹, lorsque la dévotion démonstrative, doublée d'habileté financière, qui suggéra au roi l'idée d'installer la « déesse Philadelphie » dans tous les temples de l'Égypte à côté des dieux nationaux et de sa propre divinité, lui inspira le dessein non moins politique de faire participer les Gréco-Macédoniens à cette adoration du couple royal provisoirement désuni par la mort, reconstitué par la religion. Il créa simultanément, ou à peu d'intervalle, le culte grec de la Philadelphie, desservi par une canéphore; et, au culte d'Alexandre, desservi désormais par un prêtre², fut adjoint celui des « dieux Adelphe ».

Pourquoi laissa-t-il subsister, entre Alexandre et lui, une lacune qui ne fut comblée que plus tard, c'est une question qui a déjà été posée³ et à laquelle on ne peut répondre que par des conjectures. Il est probable qu'il n'avait point conçu encore le plan d'un culte dynastique continu et perpétuel, enveloppant dans une commémoration incessante tous les couples royaux qui lui succéderaient sur le trône. Son but immédiat était de transposer en rite grec le culte monarchique égyptien, qui s'adressait à la personne du roi vivant et laissait retomber les rois défunts dans la condition commune, c'est-à-dire, abandonnait à la famille ou à des fondations privées le soin d'honorer leur mémoire. Il dut tenir pour suffisants les honneurs assurés à la mémoire de Ptolémée Soter par la famille à Alexandrie, par les Ptolémaïtes dans leur cité, sans compter les Rhodiens et les Insulaires,

1. Voy. ci-dessus, tome I, pp. 235-236.

2. On discute et on discutera longtemps encore sur la date de l'institution du culte et du prêtre d'Alexandre. Je pense qu'il n'y eut pas de culte officiellement institué à Alexandrie et pas de « prêtre d'Alexandre » autre que le roi vénérant son divin prédécesseur, tant que le corps d'Alexandre resta à Memphis. L'institution du prêtre spécial dut coïncider avec le transfert du corps et l'inauguration du *Σεία* sous Philadelphie, cérémonie que W. Otto (pp. 144-153) identifie avec la *Σεπτή* et croit pouvoir placer en janv.-févr. 274 a. C. La plus ancienne mention du prêtre d'Alexandre (.. Ἀλεξάνδρου καὶ Πτολεμαίου Ἀδελφῶν) est de l'an XVI (270/69 a. C. dans le texte restitué de *Pap. Patr.*, I, n. 24. 2), III, n. 32 a.

3. Voy. ci-dessus, tome I, p. 236, et tome III, pp. 35, 1, 41.

dont la reconnaissance avait depuis longtemps « égalé aux dieux » le « Sauveur » Ptolémée ¹.

En un mot, le culte dynastique, à son origine, n'était que le culte monarchique restauré, tel que l'avait institué Alexandre s'inspirant de la tradition égyptienne. La tradition n'y avait point fait de place aux reines. Celles-ci pouvaient être divinisées individuellement par apothéose posthume, comme le fut officiellement, et on sait avec quel éclat, la célèbre Arsinoé II Philadelphie, mais ce n'était pas là un honneur auquel auraient droit toutes les reines futures. A Ptolémaïs en Égypte, comme nous le verrons plus loin, rois et reines ont eu leurs cultes et sacerdoces séparés, les rois étant inscrits de droit sur la liste, quelques reines par privilège spécial. A Alexandrie même, après qu'eut été institué le culte des couples passés et présent, l'ancien système persévère encore à côté du nouveau, provoquant la fondation de cultes et sacerdoces spéciaux en l'honneur de reines qui, divinisées de leur vivant comme compagnes des rois, étaient haussées après leur mort au rang de la Philadelphie ². C'était là pour les reines la véritable apothéose, leur divinité comme membres d'un couple royal n'étant que protocolaire et pour ainsi dire impersonnelle. Ce système, remplacé à Alexandrie par le culte dynastique unifié, servit ailleurs de modèle. Il semble bien que les Séleucides et les Attalides sont restés fidèles au culte monarchique s'adressant à la personne du roi, et non pas simultanément à la reine, celle-ci pouvant être l'objet d'un culte distinct, expressément institué pour elle, soit de son vivant, soit après sa mort ³.

1. Ci-dessus, tome I, pp. 64, 76, 157. Les Rhodiens avaient procédé comme Alexandre lui-même, en demandant à l'oracle d'Ammon de garantir la divinité de Ptolémée.

2. Le culte de la jeune Bérénice institué par le décret de Canope (ci-dessus, tome I, pp. 270-272) était un culte égyptien, et non un culte de rite grec inscrit au canon alexandrin.

3. La liste des Séleucides pourvus d'un culte posthume (CIG., 131, 4458, Dittenb., OIGS., I, n. 245 et 246) ne mentionne aucun nom de reine. Si l'Ἀποθέκη Ἐπαρχικὴ de l'inscription de Smyrne (CIG., 3137 = Michel, n. 49 =

Le culte dynastique proprement dit, la commémoration permanente et officielle des couples royaux, est une institution particulière aux Lagides et exclusivement alexandrine. Elle s'est dégagée peu à peu de la pratique antérieure, sans plan bien arrêté; elle prit son assiette définitive, son caractère de continuité méthodique, lorsque la série des couples fut complétée rétrospectivement par Ptolémée IV Philopator et rattachée à son premier anneau à la personne du dieu Alexandre¹. Philopator ne jugea pas à propos d'y insérer Philippe Arrhidée et Alexandre IV; l'élimination de ces ombres importunes permit de considérer Ptolémée Soter comme l'héritier direct d'Alexandre le Grand.

En disant que le culte dynastique alexandrin a pour caractère distinctif de s'adresser aux couples royaux, on n'entend pas le doter d'une théorie rigide qui aurait exclu les rois non mariés, à commencer par Alexandre le Grand lui-même. Si la reine n'y a place que comme compagne du roi, le roi tient la sienne de son propre droit. Aussi voyons-nous figurer sur la liste alexandrine Ptolémée Eupator, qui n'a été ni marié, ni même effectivement roi². C'était une innovation, peut-être

Dittenb., OGIS, n. 229) n'est pas la reine Stratonice, on ne cite comme reine séleucide divinee que la Laodice de l'inscription de Durdurkar (cf. ci-dessus, tome I, p. 211, 3). L'opinion que j'ai moi-même partagée, à savoir que les *θεοὶ Ευρωπαί* de *CIG.*, 28.2, lig. 14-15 sont Antiochos I et Stratonice (Chishull, Birch, Droysen, Herzog, Niese, Haumoullier, Beisich, Lehmann), n'est rien moins que certaine; elle est fautive si l'épître en question est non pas de Séleucos II, mais de Séleucos I (Soldan, Gölter, Wilcken, Wilhelm Koenemann, Laqueur).

¹ Voy. ci-dessus, tome I, p. 329. Le fait et la date se sont connus que par les mentions protocolaires dans les papyrus. Cf. E. Baurier, *op. cit.*, p. 60, qui (d'après Revillout, *Des Égyptes*, I, pp. 96, 135) substitue pour la réformation de Philopator, la date de l'an VIII (215/4 a. C.) à celle de 211/0 proposée par Lepsius. Le *Féb. Pap.*, n. 176, du règne d'Épiphanes, ne mentionne pas le couple des *θεοὶ Ευρωπαί*, qui figure à la même époque dans la Pierre de Rosette. C'est une lacune accidentelle, comme on en rencontre plus tard encore dans les papyrus et qui ne prouve rien. F. Grenfell donne un avis fort sage en disant: « Every new discovery of papyrus containing the formulae of the priesthoods tends to show that the greatest caution must be exercised in arguing from variations or omissions » (*Pap. Grenf.*, I, p. 22).

² Cf. ci-dessus, tome II, pp. 49, 1, 47, 2, 53, 56, 59, 63, 81, 1.

empruntée aux Séleucides ¹, permettant désormais d'enregistrer au canon les princes royaux qui, associés au trône, n'avaient pas eu de règne autonome. L'inscription de Ptolémée Néos Philopator, qui n'avait été roi ni en fait, ni en théorie, était une dérogation formelle à la règle déjà modifiée et élargie par l'apothéose d'Eupator. Mais on a eu occasion de signaler les motifs probables de cette anomalie ², qui a dû contribuer à détraquer le système. La place des deux intrus dans le canon alexandrin varie de telle sorte qu'il est inutile de chercher des indications historiques ou chronologiques dans un ordre sujet à tant de fluctuations ³.

Tous les sacerdoces du culte dynastique, aussi bien celui des couples que les canéphorie et athlophorie des reines, classées à la suite dans un ordre arbitraire ⁴, étaient annuels

1 Cf l'inscription d'Antiochos, fils d'Antiochos III dans le canon des cultes royaux (ci-dessus, tome I, p. 182, 3).

2 Voy. ci-dessus, tome II, pp. 10-22.

3 Voy. sur la question, reprise et débattue à fond, R. Lequeur (*Quæstiones ægyptiæ et papyræ selectæ* Argentor., 1904, pp. 31-40). D'après lui, de 121 à 145, sous Euergete précède les deux Athlophorie, et cet ordre reparait après 110, d'où il résulte que la série Athlophorie-Euergete n'a été en usage que sous Euergete II. Ceci prouve une conjecture. On comprend mal que Ptolémée ait inscrit son fils et successeur présumé avant lui-même dans le canon. Ériger en règle que l'associé au trône devait figurer avant le roi, c'est aller un peu vite et trancher plusieurs points à la fois. Le Euergete se voit associé à Ptolémée par son nomme après lui dans le Papyrus des Revenues (ci-dessus, t. II, p. 182-1). Cet ordre est naturel, et l'on ne voit pas pourquoi, lorsque dans la dédicace, il aurait été renversé de parti pris dans le canon. En tout cas, on peut se demander quel avantage trouvait Euergete II à abandonner le système antérieur et pour quelles raisons on y est revenu plus tard. Il faut tenir compte de l'embarras et des tergiversations des scribes, surtout des notaires égyptiens, à qui il arriva de placer Eupator avant Épiphane (cf. ci-dessus, tome II, p. 88, et ci-après, p. 88, 1). Enfin, la règle susdite ne paraît pas avoir été observée dans un document pétition des prêtres à Euergete II transmis par la chancellerie royale en 140/39 a. C. (Tebé. Pyp., n. 9, lig. 16-18). On y peut restituer avec certitude trois Euergetes entre les deux Épiphanes et les deux Philométors. Quant à Néos Philopator, de 118 à 116, il est placé à la suite d'Eupator, et, à partir de 116, à la suite de Philométor.

4. Dans la pierre de Rosette, l'athlophorie de Bérénice Euergete passe avant la canéphorie d'Armoé Philadelphic, et la prêtresse (sans) d'Armoé Philopator porte un titre étymologiquement supérieur aux deux autres à Athènes. Les *anphorai* (porteurs de corbeilles) ne figuraient qu'en sous-ordre dans les processions. Quant au titre d'*athlophore* (porteur de prix),

et donnaient droit à un honneur qui, dans les républiques grecques, n'appartenait qu'au chef de l'État : celui de figurer nominativement dans le protocole de tous les documents officiels immédiatement après le roi, de sorte que les titulaires devenaient éponymes de l'année. Pour apprécier l'importance de ce privilège, il faut se souvenir que les Athéniens l'ont été à leur βασιλεύς, que les empereurs romains l'ont envidé aux consuls et n'ont pu réussir à le leur enlever. Mais, pour avoir été étendu — dans le but ou sous prétexte de relever partout le culte dynastique — aux prêtresses des reines divinisées, et même aux prêtres et prêtresses de Ptolémaïs, ce privilège finit par devenir illusoire. Les scribes, las de ces interminables énumérations, s'habituerent à simplifier leur tâche en supprimant les noms des prêtres, et bientôt en remplaçant le fâcheux protocole par des formules compréhensives qui visaient en bloc tous les cultes, rois et prêtres restant anonymes ¹. Il est probable qu'ils essayèrent d'abord de ces abréviations sur les copies d'actes et finirent par appliquer le système à leurs minutes.

S'il est vrai, comme le dit le Pseudo-Callisthène, que le prêtre d'Alexandre et des couples royaux ait été une sorte de

inconnu ailleurs, il ne peut être qu'altératif à celui des éphébiques ou organisateurs en chef des fêtes des Panathénées. Le même ordre (ἱερεὺς Ἀλεξάνδρου καὶ τοῦ αὐτοῦ, — ἐθελόφρων βασιλέως Εὐσεβίου — παντοφύλος ἀρχιερέως Φιλοπάτορος — ἱερεὺς Ἀρσινόης Φιλοπάτορος) est observé dans *Tell. Pap.*, 170, datant du règne d'Épiphané comme la Pierre de Rosetta. Ce classement, qui n'est ni logique, ni chronologique, est devenu l'ordre normal à partir du règne d'Épiphané, fondateur du culte d'Arminée Philopator (cf. t. I, p. 348, 3).

1. Par exemple, ἐπ' ἱερέως Ἀλεξάνδρου καὶ τῶν ἄλλων τῶν γραμμένων ἐν Ἀλεξανδρείᾳ (*Tell. Pap.* nos 104, 105, 106, 109) ou encore la formule ἐπ' ἱερέων καὶ παντοφύλων τῶν ὄντων καὶ οὐκ ὄντων ἐν Ἀλεξανδρείᾳ (Leemans, p. 60, *Pap. Græf.*, II, no. 23 s. 35, *Pap. Amherst*, II, n. 51, etc.). À Ptolémaïs, où les sacerdotesses des rois et reines étaient distinctes, la liste des noms atteignit neuf ou dix compartiments. Il était évidemment impossible de se tenir au courant au pareil annuaire et d'en surcharger les actes notariés. Aucun des papyrus *Par.*, *BGU Græf.*, *Rosach.* etc. ne donne les noms des prêtres. Les Séleucides aussi avaient ordonné que les noms de leurs prêtres fussent inscrits ἐν τοῖς συνάλλεγμασι (*Dittenb.*, *OGIS.*, n. 324) ou ἐν τοῖς γραμματέσι *ibid.*, n. 344. On ne connaît encore que deux ou trois listes de prêtres éponymes du temps d'Antiochos III (*ibid.*, n. 339) et de Séleucus IV Philopator (*ibid.*, n. 343).

maire de la cité, peut-être l'interprète (ἱεργητής) des statuts qui remplaçaient pour elle une constitution municipale; qu'il reçût du Trésor un talent, le traitement d'un général; qu'il eût pour insignes une couronne d'or et une robe de pourpre; qu'il fût inviolable, exempt de prestations, et que sa famille se trouvât anoblie du même coup¹; il faut convenir que la fonction ou mœcure avait à offrir aux postulants autre chose que des satisfactions d'amour-propre. Aussi est-il probable que le dieu vivant se réservait le soin de choisir son prêtre, ce que sont censés faire en tout temps, par des procédés plus contestables, toutes les divinités. On peut supposer qu'il en allait de même pour les sacerdoces féminins, avec ou sans intervention de la reine².

Rien ne nous renseigne non plus sur la liturgie de ces cultes et les fonctions réelles des desservants : mais ce que nous savons des cultes héroïques en Grèce, du culte impérial et de ses sacerdoces dans l'empire romain, nous donne à penser que le programme des cérémonies — sacrifices annuels, processions, jeux ou concours de temps à autre — a été partout le même.

1 Po. Callisth., p. 149 Müller. Cf. Lombroso, *Egée*, pp. 145-151. Beurlier, p. 81. L'ἱεργητής aurait encore été, d'après le même texte, ἱεραρχία, ἐπισκοπὴ, ἱερεὺς, etc. Sur la titre d'εὐεργέτης et les fonctions accessoires du prêtre d'Alexandre, voy. ci-après, ch. XIX, § 2.

2 De l'assimilation (conjecturale) de l'ἱεργητής à cet ἱεργητής ὅπως ἀρχαῖος εἶπας (Strab., XVII, p. 757) — ἀρχαῖος étant entendu au sens d'« héréditaire », comme les ἀρχαῖοι ἱερεῖς égyptiens (Diod., I, 88) — on a conclu à une sorte d'hérédité des sacerdoces dynastiques (cf. Th. Mommsen, *R. G.*, V^e, p. 563, 1). C'est un échafaudage de postulats. Les Grecs conservaient les sacerdoces héréditaires jusqu'à extinction des familles privilégiées, mais n'en créaient pas de nouveaux. En tout cas, l'hérédité n'exclut pas la nomination. Les papyrus sémiotiques de Berlin (Reville, *N. Chrest. dém.*, pp. 34, 38. Spiegelberg, pp. 19-22, disent les prêtres du culte dynastique de Ptolémaïs nommés ou désignés par le roi, et l'on sait que les Séleucides et Attalides nommaient aussi les leurs (cf. W. Otto, *op. cit.*, pp. 254-255).

3 Cf. les honneurs divins décernés à Lysimaque par les Priéniens (Dittenb., *OBS.*, n. 11), les décrets des Iléens en l'honneur de Séleucus I^{er} (ibid., n. 212), des Milésiens, Iéens, Clazoméniens, en l'honneur d'Antiochos I^{er} (ibid., nn. 213, 215, 219, 222). Ce sont les villes grecques qui ont pris l'initiative de l'apothéose et fourni des modèles de cultes royaux, depuis le simple autel avec

Voici, pour le culte alexandrin, une liste des noms que le privilège de l'éponymie a tirés de l'oubli¹.

I. — PRÊTRES D'ALEXANDRE ET DES LAGIDES.

A. CHR.	ANN. ÉGYPTE	NOMS DES PRÊTRES	SOURCES
Sous Ptolémée II Philadelphe.			
entre 267/6 et 259/8	19 27	Pélopidas, fils d'Alexandre. ... , fils de Laïmédon	<i>Pap. Petr.</i> , II, n. 24. <i>Pap. Petr.</i> , III, n. 566.
255/4	24	Démocrite, fils d'Asclépiadote.	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 6.
257/6	29, fils de Laïstos. Antimaque, fils de Cébès.	<i>A. Laos</i> , App. II, n. 2. <i>Rev. Ég.</i> , I, pp. 12, 125.
253/2	33	Aélos, fils d'Apollionos.	<i>Rev. Ég.</i> , I, pp. 6, 14.
250/49	36	Apimatos, fils d'Apimatos.	<i>ibid.</i>
Sous Ptolémée III Évergète.			
246/5	2	Tlépolème, fils d'Artapatès (?) ² .	<i>Rev. Ég.</i> , I, pp. 7, 14.

dédicace jusqu'aux temples sacrifiés annuels, processions aux *vetibels* *Bast*, etc. On sait ce que firent les Athéniens pour Démétrios Poliorcète.

¹ Nous n'avons plus l'ouvrage annalistique de Charon de Naucratis (époque inconnue), intitulé *Περὶ τῶν ἐν Ἀλεξανδρίᾳ καὶ ἐν Αἰγύπτῳ γεγονότων καὶ τῆς διαδοχῆς αὐτῶν καὶ περὶ τῶν ἐκείνου παρυστέρων* (Suda, s. v. Cf. *FHG.*, IV, p. 360). La liste ci-dessus a été établie par Beurlier à la date de 1890, avant les publications des nouveaux papyrus, complétée et rectifiée par W. Otto (cf. ci-dessus, p. 21, 2). J'y ai ajouté les noms revus tout récemment, depuis 1903. La plupart des noms proviennent des textes démotiques du Louvre, du Vatican, de Bologne, de Berlin, de Londres, etc., déchiffrés en premier lieu par E. Reville et publiés pour la plupart dans sa *Chrestomathie démotique*. Nous citons de préférence les analyses de sa *Revue Égyptologique*. Les papyrus démotiques de Berlin et de Strasbourg ont été publiés depuis par W. Spiegelberg. Pour les rectifications apportées sur certaines leçons par Spiegelberg et Grillett, voy. les notes de W. Otto. Sur la transcription des noms des rois, fortement estropiés v. g. *Aligatra* = Alexandre, *Piramis* = Ptolémée, etc.), et la traduction des prédicats, en égyptien, voy. Spiegelberg. *Dem. Pap. Strassb.*, pp. 13-14.

² Smyly (dans les *Pap. Petr.*, III, n. 43, 2) lit en cinq endroits *Τλαπόλεμος*;

A CHR	ANN ROMA	NOMS DES PRÊTRES	SOURCES
244/3	4	Archelaos, fils de Démos.	<i>ibid.</i>
239/8	9	Apollonide, fils de Moschion	<i>Inscr. Canop.</i> , I, 4-2.
238/7	10	[<i>le même</i>] ¹ .	<i>Pap. Petr.</i> , I, nn. 14-18, 21.
237/6	11	Séleucos, fils d'Anti[ménide?].	<i>Pap. Petr.</i> , I, n. 28.
236/5	12	Euclos, fils d'Eubates.	<i>Pap. Petr.</i> , I, n. 17.
235/4	13	Sosibios, fils de Dioscor[id]e ² .	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 134.
233/2	15	Hellénicos, fils d'Hellénicos.	<i>ibid.</i> , p. 8.
231/0	17	Mennéus, fils de Ménarès.	<i>ibid.</i> , p. 119 et 135.
228/7	20	Galestès, fils de Philistion ³ .	<i>ibid.</i> , p. 8. <i>Pap. Petr.</i> , I, n. 27 III, n. 21 d-e.
227/6	21	[<i>le même</i>].	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 115.
226/5	22	Alexicrate, fils de Théogène	<i>ibid.</i> , p. 135, 2. P. P. I, n. 19.
221/3	24	Alcètes, fils de Iasos.	<i>Aeg. Z.</i> , XVIII, p. 142.
223/2	25	Dositheos, fils de Triphyllos.	<i>Rev. Ég.</i> , IV, p. 152.
		Ptolémée, fils de.....	<i>Pap. Petr.</i> , III, n. 21 g.
		Sous Ptolémée IV Philopator.	.
221/0	2	Démétrios, fils d'Apelle.	<i>Rev. Ég.</i> , IV, p. 153.
220/19	3	[<i>le même</i>].	<i>ibid.</i> , I, p. 113.
218/7	5	[<i>le même</i>].	<i>ibid.</i> , p. 20.
216/5	7	Aétos, fils d'Aétos.	<i>ibid.</i> , p. 20.

à Apaxtétrou, un nom de forme perse ou hybride, conciliable, paraît-il, avec la lecture du démotique transcrit Altibios par Revillout.

1. L'année 239/8 ayant été sans doute un *annus confusionis*, à cause de la réforme du calendrier (cf. tome I, p. 285), il se pourrait qu'Apollonide eût été maintenu en fonctions plus de douze mois. Mais on trouve d'autres continuations de sacerdoce qui ne comportent pas cette explication.

2. Probablement le futur ministre de Philopator (cf. P. Foucart, in *BCH.*, IV [1880], p. 98. W. Otto, p. 414, 2).

3. Un papyrus démotique de l'an XX (Revillout, *Zeitschr. für Aeg. Sprache*, XVIII, p. 211) donne comme prêtre d'Alexandre un certain Aktitos (?), et aussi une canéphore d'Arainos autre que Bérénice. Comme Galestès est en fonction de Mésori an XX à Épiphi an XXI, J. Kral. (*Festschr. z. O. Hirschfeld*, p. 116) se demande si l'éponymat de ces sacerdoce macédoniens ne suivait pas alors le calendrier macédonien. Mais Galestès a pu remplacer Aktitos défunt comme *suffectus* (?).

A. CHR.	AN XIII	NOMS DES PRÊTRES	SOURCES
215/4	8	Ptolémée, fils de Ptolémée.	<i>ibid.</i> , pp. 20-133, 1.
212/1	11	Athénée, fils d'Athénée (?).	<i>ibid.</i> , III, p. 2. <i>Proceed. S. B. A.</i> ,
211/0	12	[le même] ¹ .	XIV, p. 60, XXIII, p. 294 sqq.
208/7	15	Démotrhène, fils de Craton.	<i>Rev. Ég.</i> , III, p. 2, 5.
Sous Ptolémée V Épiphane.			
204/3	2	Aristomachos, fils de Mennéas.	<i>ibid.</i> , I, p. 128, 1.
198/7	8	Démétrios, fils de Sitacès.	<i>ibid.</i> , I, p. 124, 2.
197/6	9	Aétoz, fils d'Aétoz.	<i>Inscr. Rosett.</i> , I, 4.
185/4	21	Ptolémée, fils de Ptolémée	<i>Rev. Ég.</i> , p. 129, 2.
183/2	23	Ptolémée, fils de Pyrrhidas.	<i>Rec. trav.</i> , VI, pp. 6, 14.
Sous Ptolémée VI Philométor.			
180/79	2	Posidonios, fils de Posidonios.	<i>Pap. Arab.</i> , II, n. 42.
174/3	8 ⁷	Hérachide, fils de Pénaphos (?).	<i>Pap. Arab.</i> , II, n. 43.
170/69	12	Pyrrhos, fils de Pyrrhos.	Revilleout, <i>Précis</i> , p. 1052.
161/0	21, fils de Menekhos.	<i>N. Chrest. dém.</i> , p. 113.
Sous Ptolémée VII Évergète II.			
138/7	33	..., fils d'Entychès.	<i>Pap. Arab.</i> , II, n. 64.
Sous Ptolémée X Soter II.			
112/1	6	Artémidore, fils de Sokon.	<i>Archiv. f. Pp.</i> , II, p. 551.

1. D'après deux papyrus démotiques, de Bologne et de Londres, Atanos, Adonaios (= Athénaios ?) est prêtre en l'an XII pour la seconde fois : il est infiniment probable que son sacerdoce se continuait de l'année précédente (cf. W. Otto, *op. cit.*, p. 180, 2).

II. — CANÉPHORES D'ARSINOË II PHILADELPHÉ.

A. CHR.	ANN. EGYPT.	NOMS DES CANÉPHORES	SOURCES
Sous Ptolémée II Philadelphé.			
267/6	19	Aristomaché, fille d'Aristomaque.	Rev. Ég., I, p. 5.
265/4	21	Cassandre, fille d'Axipolos.	ibid., p. 6.
?	?	Mnésistraté, fille de Pe. ..	Pap. Petr., III, n. 52a.
259/8	27	Maleta, fille de Anad. cade.	ibid., n. 56 b.
257/6	29	Démonica, fille de Philon.	ibid., p. 13
253/2	33	Démétria, fille de Dionysios.	ibid., pp. 6. 14. Pap.
250/49	36	Échétmé, fille de Menneax ¹	Petr., I, n. 22.
?	?	Mégisté, fille de [Armio?]mène.	Pap. Petr., III, n. 54a.
Sous Ptolémée III Évergète.			
246/5	2	Ptolémaïs, fille de Thyron ² .	Rev. Ég., I, pp. 7. 14
244/3	4	Arsinoé, fille de Polémocrate	ibid.
239/8	9	Ménécratia, fille de Philammon.	Inscr. Canop., I, 2.
238/7	10	[la même].	Pap. Petr., I, n. 13.
			18.
237/6	11	Aspasie, fille d'Athénion.	Pap. Petr., I, n. 28
236/5	12	Stratonice, fille de Calanax	Pap. Petr., I, n. 17
235/4	13	Hérénice, fille de Ptolémée.	Rev. Ég., I, p. 134, 1
			Pap. Petr., I, n. 18
233/2	15	Sœna, fille de Lycorius.	Rev. Ég., I, p. 8.
231/0	17	Cerdica, fille d'Actios (?)	Rev. Ég., I, pp. 119.
		Hérénice, fille d'Actios (?) ³ .	135, I, III, p. 15.
			Sprengberg, p. 6.

1 On lit dans *Pap. Petr.*, I, n. 22, 'Εχετμή τις Μενέου, à une date incertaine que Mahoffy suppose être l'an XXXVI. Le papyrus démotique offre une leçon *Αίτα*, déclarée douteuse par Revillout, avec le même nom du père, Μενέου ou Μεννα.

2 Smily (*Pap. Petr.*, III, n. 43, 3) donne à leçon cinq fois répétée Πτολεμαίς ἡ θυγάτηρ, au lieu de Πτολεμαίη, fille de Théon, leçon transcrite du démotique par Revillout.

3 Cerdica, qui était taulaïre en Phamenoth, a pu être remplacée (après décès?) par sa sœur, mentionnée en Épiphi, quatre mois après. Mais l'incertitude des leçons tirées des papyrus démotiques, Cléonice, fille d'Actios, Cer-

A. CHR.	ANNÉE	NOMS DES CANÉPHORES	SOURCES
228/7	20	Bérénice, fille de Sosipolis ¹ .	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 8.
227/6	21	[la même].	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 445.
226/5	22	Bérénice, fille de Caiianax.	<i>Pap. Petr.</i> , I, n. 27. <i>Rev. Ég.</i> , I, p. 8. <i>Pap. Petr.</i> I, nn. 19 20 28.
224/3	24	Dionysia, fille de Silas.	<i>Aeg. Z.</i> , XVIII, p. 112.
223/2	25	Bérénice, fille de Phérétymos. Tim..., fille d'Alexandre.	<i>Rev. Ég.</i> , IV, p. 152. <i>Pap. Petr.</i> , III, n. 219.
Sous Ptolémée IV Philopator.			
221/0	2	Nouménia, fille de Nouménios.	<i>Rev. Ég.</i> , IV, p. 153.
220/19	3	Mé...ptias, fille de Ménapiou.	<i>ibid.</i> , I, p. 412/3
218/7	5	Nouménia, fille de Nouménios.	<i>ibid.</i> , I, p. 20.
216/5	7	Philésia, fille de Démétrios.	<i>ibid.</i>
215/4	8	Arsinoé, fille de Sosibios.	<i>ibid.</i>
211/0	12	Gennara (?), fille de Thémistios. Ptolémaïs, fille de Dionysios ²	<i>Proceed.</i> , XIV, p. 60 sqq., XXIII, p. 294 sqq. <i>Rev. Ég.</i> , III, p. 2, 5.
210/00	13	Ianneia, fille de... , ...	<i>Pap. Petr.</i> , II, n. 47, III, 53 b.
208/7	15	Procé, fille de Sentoos(?).	<i>Rev. Ég.</i> , III, p. 2, 5.

dica, fille d'Adous (*Pap. Lond.*), Brniga, fille d'Atis (*Pap. Berl.*) permet de croire qu'il n'y eut cette année-là qu'une canéphore, Bérénice, fille d'Aétios (Spiegelberg). Cf. W. Otto, p. 157.

1. M..., fille d'Alexiaus (Alexilaos¹ Acousilaos²) dans le papyrus démotique mentionné plus haut (p. 46, 3). On se demande s'il s'agit d'une seconde canéphore pour la même année.

2. Les papyrus démotiques fournissent pour la même année deux noms : Gennara² (Qnyu) en Tybi, Ptolémaïs en Méchir; vacance de la place (?) en Payni, avec suppléance provisoire par l'athlophore de Bérénice, Ianneia, qui serait devenue canéphore l'année suivante (Spiegelberg). Autre complication : Revillout (*Précis.*, p. 1031, trouve dans un contrat de ce même an XII de Philopator en Payni, « Irène (?), fille de Philmos, étant athlophore de Bérénice Évergète et canéphore d'Arsinoé Philadelphie ». Serait-ce l'athlophore Irène, fille de Métrophane, de l'an XIII (ci-après) ?

A. CHR.	AN RÉGNE	NOMS DES CANÉPHORES	SOURCES
Sous Ptolémée V Épiphanes.			
204/3	2	Irène, fille de Cléon.	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 128, 1.
199/8	7	Phama..., fille de ...	<i>Chrest. dém.</i> , p. 390.
198/7	8	Niciade, fille d'Apelle ¹ .	<i>ibid.</i> , pp. 336 sqq. <i>Rev. Ég.</i> , I, p. 124, 2.
197/6	9	Aria, fille de Diogène.	<i>Inscr. Rosett.</i> , I, 5.
185/4	21	Démétria, fille de Philinos ² .	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 129, 2.
183/2	23	Armosé, fille de Cadmos.	<i>Rec. travaux</i> , VI, p. 1 sqq.
Sous Ptolémée VI Philométor.			
180/70	2	Sil ..., fille d'Enphranor (?).	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 42.
174/3	8?	Aristocleia, fille de Démétrios.	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 43.
170/69	12	Bérénice, fille d'Artamen.	Revilleout, <i>Précis</i> , p. 1052.
161/0	21	Aelia (?), fille d'Alexandre	<i>N. Chrest. dém.</i> , p. 113.
Sous Ptolémée VII Évergète II.			
138/7	33	Ptolémaïs, fille de	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 44.
136/5?	35?	Philinna, fille de. ³	<i>Tebt. Pap.</i> , n. 137.
Sous Ptolémée X Soter II.			
112/1	6	Dionysia, fille de Dionysios.	<i>Chrest. dém.</i> , p. 403. <i>Archiv. f. Pap.</i> , II, p. 651.

1. Évidemment la même qui avait été athéophore de Bérénice l'année précédente (ci-après). Revilleout donne la leçon *Nizaea* : Letronne (*Recueil*, I, p. 259), *Νιζαία* ή *Ἀρελλοῦ*.

2. À restituer dans *Tebt. Pap.*, n. 176 (..... ἀνών).

3. Date incertaine, pouvant varier de 145 à 125 a. C., le papyrus ne fournissant qu'un chiffre tronqué : an [] 5 d'Évergète, qui peut être restitué an 25 ou 35 ou 45 du règne.

III. — ATHELOPHORES DE BÉRÉNICE II ÉVERGÈTE.

A. CHR.	ANN. SAUV.	NOMS DES ATHELOPHORES	SOURCES
Sous Ptolémée IV Philopator.			
211/0	12	Iamneia, fille de Périgène ¹ .	<i>Proceed.</i> , XIV, p. 60 sqq., XXIII, p. 294 sqq.
210/0	13	Irène, fille de Métrophane.	<i>Pap. Petr.</i> , II, n. 47.
208/1	15	Diogénia, fille de Phnéas.	<i>Rev. Eg.</i> , III, p. 2, 5.
Sous Ptolémée V Épiphane.			
204/3	2	Didyme, fille de Ménandre.	<i>Rev. Eg.</i> , I, p. 128 1.
199/8	7	Niciade, fille d'Apelle.	<i>Chrest. dém.</i> , p. 390.
198/7	8	Aria, fille de Diogène.	<i>ibid.</i> , pp. 368 sqq. <i>Rev. Eg.</i> , I, p. 124, 2.
197/6	9	Pyrrha, fille de Philinos.	<i>Inscr. Rosett.</i> I. 5.
185/4	31	Tryphaena, fille de Ménapios ² .	<i>Rev. Eg.</i> , I, p. 129, 2.
183/2	23	Démétria, fille de Télémaque.	<i>Rec. trac.</i> , VI, p. 14.
Sous Ptolémée VI Philopator.			
180/79	2	Épi...., fille de....	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 42.
174/3	8?	Arsinoé, fille de.....	<i>ibid.</i> , n. 43.
170/69	12	Hermione, fille de Polycrate.	<i>Revue. out.</i> , <i>Précis</i> , p. 1052.
161/0	31	Nicenna, fille de Cl....nos.	<i>N. Chrest. dém.</i> , p. 113.
Sous Ptolémée VII Évergète II.			
138/7	33, fille de Magnès.	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 41.
Sous Ptolémée VIII Soter II.			
112/1	6	Cratée, fille de Dentéros.	<i>Chrest. dém.</i> , p. 402.

1. Noms substitués par Griffith à la première leçon de Revillout, « Iaméne, fille de Calligène ». Spiegelberg transcrit Iamé, fille de Phryna (Philogène ?).

2. Mentionnée aussi dans *Tell. Pap.*, n. 176.

IV. PRÊTRESSES D'ARSINOË III PHILOPATOR.

A. LHR	ANN. ÉG.	NOMS DES PRÊTRESSES	SOURCES
Sous Ptolémée V Épiphanes			
199/8	7	Irène, fille de Ptolémée	<i>Chrest. dém.</i> , p. 390.
198/7	8	[la même].	<i>ibid.</i> , p. 338 <i>eqq.</i> <i>Rev. Ég.</i> , I, p. 124, 2.
187/6	9	[la même]	<i>Inscr. Rosett.</i> , I, 5.
186/4	11	[la même].	<i>Rev. Ég.</i> , I, p. 129, 2.
183/2	23	[la même].	<i>Rec. travaux</i> , VI, p. 14.
Sous Ptolémée VI Philométor			
180/79	2	[la même]	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 42.
174/37	37	[la même]	<i>Pap. Amh.</i> , II, n. 43.
170/69	42	..., fille de héros (?)	<i>Revilleout</i> , <i>Précis</i> , p. 1052.
161/0	21	T..., fille de Métrophane.	<i>N. Chrest.</i> , p. 113.
Sous Ptolémée X Soter II.			
142/1	6	Arétine, fille de Selotos (?)	<i>Chrest. dém.</i> , p. 403. <i>Archiv. f. Ppf.</i> , II, p. 551.

Le culte dynastique alexandrin supposait les couples royaux indissolublement unis sous le même vocable. L'économie en fut dérangée par les discordes et les scandales qui marquèrent le règne d'Évergète II. Lorsque Cléopâtre II de Philométor devint Évergète, le couple des Philométors fut décompleté et Philométor classé à part, comme l'était déjà le dieu Eupator et comme le fut plus tard le dieu Néos Philopator¹. Mais le nouveau couple des dieux Évergètes

¹ Cf. Strack, *Athen Mitth.*, IX (1895), pp. 343 *eqq.* Laqueur, *op. cit.*, p. 32.

fut bientôt dissocié par la répudiation de la reine sœur et reconstitué avec une nouvelle reine, elle homonyme de Cléopâtre II. Ce n'était pas un médiocre embarras pour le protocole. La forme régulière, approuvée — au moins durant un certain temps — par la chancellerie royale, faisait abstraction du mariage rompu et restituait le couple des Philométors avant le couple des Évergètes¹. Mais l'habitude prise de mettre à part le dieu Philométor, et plus encore sans doute les protestations de la reine répudiée, qui se trouvait ainsi rayée de la liste des souverains régnants, firent prévaloir le régime de la triadité, déjà essayé au temps des trois Philométors. Les inscriptions et les actes notariés énumèrent à la suite le roi, la reine sœur et la reine épouse, « dieux Évergètes² ». Lorsque Évergète II fut expulsé par sa sœur et ex-épouse Cléopâtre II, celle-ci répudia à son tour la communauté des Évergètes et reprit son ancien titre de Philométor, non pas comme partie intégrante du couple des Philométors, mais comme « Soteira », vocable unique qui lui constituait une individualité propre. De plus, elle institua le sacerdoce symbolique de l'ἱερός πῦλος (ἱεροπύλος, ἱερὸς πυλῶν) ἱεὺς μεγάλης [ou μεγίστης] μητρός θεῶν, pour affirmer que, comme autrefois Isis, elle entendait régner seule et se considérait comme veuve d'un indigne époux³. Ce culte

1 *Tebt. Pap.*, n. 6, ann. 140/39 a. C. De même, dans un papyrus démotique de l'an 127/6 a. C. (Spiegelberg, p. 11. Laqueur, p. 32). Je ne vois pas que le pluriel des Philométors soit une incorrection (Grenfell, Laqueur), sous prétexte que Cléopâtre II était comprise dans le groupe des Évergètes. Son ex-époux voulait la rendre à son premier mari.

2 Strack, nn. 103, 107-111, 116-117, 123-124, 126, 128. *Tebt. Pap.*, nn. 43, 124, etc.

3 Si la date du papyrus démotique (Reville, *Rev. Egypt.* I, p. 91) dont l'an-tête mentionne pour la première fois l'hiéropole (autre transcript, non traduit d'Isis est bien de Phaophi an XL des deux Évergètes nov 131 a. C.), ce culte aurait été institué par Cléopâtre II régnant seule sur l'Égypte. Il est encore mentionné à la date de 130 a. C. dans un papyrus démotique de Lyon (Spiegelberg, *Z. f. Aeg. Spr.*, 1899, p. 36). Il n'en est plus question ensuite jusqu'en 116 a. C. Voy. Laqueur, *op. cit.*, pp. 42-44, 51-56. G. A. Gerhard ΠΡΟΣ ΠΑΛΑΞ, in *Archiv f. Religionsw.*, VII (1914), pp. 520-523). Après tout, il est possible que, comme le veut Gerhard, ce culte ait été institué avant l'expul-

improvisé disparut au bout d'un an ou deux, lorsque Évergète II reprit possession du trône, et l'on revint au système des trois Évergètes.

La mort d'Évergète II, bientôt suivie de celle de Cléopâtre II (116 a. C.), la coexistence de deux couples royaux sous la domination impériale de la reine mère Cléopâtre III, introduisirent dans le protocole des combinaisons équivoques qui achevèrent de le détraquer. Cléopâtre III, libérée de la trinité Évergète où elle occupait le dernier rang, prit le nom qu'avait porté sa mère au temps où elle régnait seule et le communiqua à son fils, qui fut le second dans le nouveau groupe des « dieux Philométors Soters ». Quant à Cléopâtre II qui avait été successivement l'épouse de Philométor et d'Évergète II, on pouvait reconstituer avec elle soit le couple des dieux Philométors, soit le couple des dieux Évergètes. La cour prit d'abord le premier parti : l'inscription de Syène ¹, qui comprend des documents officiels, donne une liste des cultes dynastiques qui se termine par « les dieux Philométors et le dieu Néos Philopator et le dieu Évergète et les dieux Philométors Soters ». Cléopâtre III voulait, ce semble, reconstituer le couple de ses parents défunts et faire oublier autant que possible qu'elle avait été la rivale de sa mère. Mais il n'y a pas d'autre exemple de cette rédaction. Les scribes — les scribes égyptiens tout au moins — conservèrent l'habitude de mentionner les « dieux Évergètes » désormais à l'état de couple, la tierce associée étant passée dans le couple des Philométors Soters ²; ou bien ils juxtaposaient le dieu Évergète et la déesse Philométor ³; ou encore, ils continuaient à mentionner les dieux

ainsi d'Évergète, en l'honneur de Cléopâtre III, mère de sa maternité et maintenant sa mère délaissée : mais la mention de l'an 130 et l'interruption constante entre 130 et 116 a. C. rendent cette opinion très discutable.

1. Struck, n. 146 Dittak., *OGIS*, n. 168 : ann. 115 a. C. Cf. *desca*, t. II, p. 31, 1.

2. Voy. la mention des trois papyrus démotiques, datés de 114/3 à 112/7, dans Laqueur, *op. cit.*, p. 68.

3. *Pap. Vatie* (un double à New-York) publié par Revillout (*Ann. Égypt.*,

Évergètes à l'état de trinité et, par conséquent, ne comp-
taient qu'un dieu Philométor Soter ¹.

Les notaires grecs devaient être mieux renseignés, mais
n'étaient pas moins perplexes. Ils s'abstiennent de reconsti-
tuer soit le couple des Philométors, soit celui des Évergètes;
mais, en fait, Cléopâtre II se trouvait éliminée de la liste,
et ils ne savaient sans doute pas très bien eux-mêmes si
c'était elle ou Cléopâtre III qui était déguisée en Isis et
honorée dans le culte confié au sacerdoce de « l'hiéropole de
la grande Mère des dieux » ².

Nous ne sommes pas non plus très fixés sur ce point. La
restauration de ce culte se comprendrait très bien, étant
donné les circonstances, si elle avait été faite au bénéfice de
Cléopâtre III. Il n'était pas difficile de reconnaître en cette
Isis, qui gouvernait l'Égypte sous le nom de ses fils, la mère
des dieux vivants qui s'appelaient Ptolémée Philométor
Soter II et Ptolémée Philométor, dit Alexandre. Ce qui
vient à l'appui de cette interprétation, c'est le fait que le
sacerdoce d'Isis, mis en tête des sacerdocees féminins ou peut-
être à la fin des sacerdocees masculins ³ en 116 a. C., dispa-
rait du protocole après 107/6 a. C., c'est-à-dire au moment où
s'amasse l'orage qui va emporter Cléopâtre III. En somme,

III, p. 25), revu par Spiegelberg (*Rec. de travaux, etc.*, XXV [1903], p. 13), cité
par Laqueur, pp. 34, 41.

1. *Pap. dem.*, Berlin, 3109, p. 45 Spiegelberg, en date du 30 Thoth an IV
(29 oct. 114 a. C.), cité et expliqué par Laqueur, p. 41, 1.

2. Voy. les papyrus cités par Laqueur (pp. 41-42), soit, quatre papyrus grecs
inédits de Strasbourg (le texte, p. 22, 1), ajoutés à *Pap. Par.*, n. 5 (de 112 a.
C.), *Pap. Grenfell*, I, nn. 25 (114 a. C.), 27 (109 a. C.), II, n. 20 (114 a. C.);
BGU, n. 294 (113 a. C.), 293 (110 a. C.), 296 (107 a. C.), quatre papyrus démo-
tiques, deux *Pap. Boulaq* (111 a. C.) et *Pap. Vatic. = Neo-Eberac* (109 a. C.).
À joindre aux papyrus l'inscription trilingue de Gluch (112 a. C.) récemment
publiée (texte grec) par Strack, in *Archiv f. Pp.*, II, p. 351, n. 33.

3. Spiegelberg, Otto, Gerhard, tiennent pour certain (contre Lepsius, Erich,
Strack) que l'ἱερεὺς d'Isis était un prêtre masculin (Cratichos en 112/1 a.
C.). La parité de sexe entre divinités et desservants n'a jamais été une règle
générale ou une règle sans exceptions. On rencontre un prêtre d'Isis Nemésis,
à Hermopolis (*BGU*, n. 993 cf. ἱερεὺς Ἰσιδος in *Archiv f. Pp.*, II, p. 432,
n. 17) et quantité d'« isionomes ».

tente de se laisser deviner sous le masque d'Isis grande Mère des dieux, elle empruntait à Isis les vocables de *Δικαιοσύνη* et de *Νικηφόρος* ¹, et elle envahissait jusqu'aux cultes créés pour d'autres reines, en intercalant dans la série des reines divinisées son nom et ses titres sonores, trois fois répétés et voués aux hommages de trois sacerdoces féminins. La *εὐκλειπ-νικήφορος* de Cléopâtre *Νικηφόρος* précède l'athlophora de Bérénice, sa *εὐκλειπικήφορος* ou *νικήφορος* (de *Δικαιοσύνη*) précède la canéphore d'Arsinoé, et sa prêtresse (*ἱέρεια*) de Soteira précède la prêtresse d'Arsinoé Philopator. La « Sauveuse », la « Justice », la « Victorieuse », la « Jumelle d'Osiris Évergète » ², prime toutes les reines d'antan et ne leur laisse que la place de l'ombre à côté de la lumière ³.

La discorde qu'elle perpétuait entre ses fils et dans le ménage de ses fils lui fournit des prétextes pour exclure du protocole les reines qu'elle consentait à tolérer de temps à autre comme épouses de Ptolémée Soter II et de Ptolémée Alexandre ⁴. Elle était Philométor Soteira avec Ptolémée Soter II; elle devint Philométor tout court avec Ptolémée

1. *Δικαιοσύνη* et *Νικηφόρος* sont pour Isis des épithètes courantes : celle de *Δικαιοσύνη* dans Dittenb., *OGIS.*, n. 53. Cf., sur un plomb de Gaza (époque romaine), une *ΔΙΚΑΙΟΥΣΤΗΝ* avec les attributs d'Isis et la balance en main (Clermont-Ganneau, *Rec. d'archéolog. orient.*, III, 1 [1899], p. 82, pl. II a. Peut-être Cléopâtre III a-t-elle pris les surnoms de *Δικαιοσύνη* et de *Νικηφόρος*, « dame du xopé » ou du sabre, en démotique) au cours de ses victoires ou plutôt de ses campagnes en Syrie (ci-dessus, tome I, pp. 98-103). Du reste, l'assimilation des reines à Isis sur les monuments figurés était d'usage presque banal.

2. Revillout, *Chrest. dém.*, p. 110.

3. Les papyrus I et 2 de Boulaq Revillout, *Chrest. dém.*, p. 101-113) mentionnent pour l'an VI de Soter II, outre l'hétopole de la grande Isis, trois sacerdoces de Cléopâtre III, intercalés dans la série des sacerdoces de Bérénice et d'Arsinoé, une *εὐκλειπικήφορος*, une *νικήφορος*, et une *ἱέρεια* de la reine Cléopâtre Philométor Soteira. Cf. Spiegelberg, *Z. f. Aeg. Spr.*, 1890, p. 38. *Rec. de travaux*, XXV (1913), p. 18. Laqueur, *op. cit.*, p. 43. W. Otto, *Prinzipien und Fompe*, p. 411. C'est une particularité qui ne s'était pas rencontrée jusqu'ici dans les papyrus grecs. Mais la série complète des titres susdits figure dans les *Pap. Reinech.*, nos. 9-10, 14-16 20 des années 112 à 106 a. C.

4. Les notaires se tirent d'embarras en omettant le nom de la reine. Ils écrivent : *Βασίλειον βασιλίσσης καὶ βασιλέως Πτολεμαίου*. La reine précédant le roi ne peut être que la reine mère.

Alexandre. Bref, sa fantaisie fut la seule règle jusqu'au jour où son despotisme fut corrigé par l'assassinat.

Il me semble qu'on peut chercher dans ce désarroi chronique de la tradition l'explication d'un fait singulier, connu depuis longtemps par un témoignage unique et supposé exceptionnel, certifié aujourd'hui par une quinzaine de documents papyrologiques. Le fait, c'est que, dans des datations protocolaires des années III, IV, VI, VIII, XI et XII du règne de Ptolémée Soter II, l'en-tête des actes notariés est libellé comme suit : Βασιλευόντων βασιλεύσης καὶ βασιλέως Πτολεμαίου θεῶν Φιλομητόρων Σωτήρων, ἔτους X, ἐφ' ἑρτίως βασιλέως Πτολεμαίου καὶ Φιλομήτορος Σωτήρος Ἀλεξάνδρου καὶ θεῶν Σωτήρων καὶ θεῶν Ἀδελφῶν κτλ., série continuée jusqu'aux θεῶν Φιλομητόρων déjà nommés ¹. On en a conclu que, durant plusieurs années et à plusieurs reprises, Ptolémée Soter II avait assumé lui-même l'office de prêtre du culte dynastique alexandrin, et que cet exemple avait été suivi par ses successeurs ². La grammaire impose cette interprétation, et il est aisé d'imaginer que des désordres passés en habitude aient empêché de pourvoir chaque année au remplacement du titulaire du sacerdoce, auquel cas le roi aurait rempli l'intérim. L'exemple des Pharaons, qui sacrifiaient à leur propre divinité, vient à l'appui et enlève au fait visé son caractère exceptionnel.

Mais les objections se présentent aussi et plus nombreuses que l'argument grammatical, seul probant, invoqué pour la thèse susdite, à savoir l'absence de καὶ entre Φιλομήτορος Σωτήρος et Ἀλεξάνδρου.

1. Ce sont les papyrus démotiques et grecs signalés plus haut (p. 55, 2° colonne) contenant la mention θεῶν πάλαι ἑρτίως μεγάλῃς. Même formule pour Ptolémée Alexandre dans les *Pap. Renssch*, nn 23 et 26, des 23 et 24 Choïak an XII IX (9 et 14 janv. 105).

2. C'est l'opinion de Brunet de Presle (*Pap. Par.*, p. 143 de Grenfell *Pap. Grenf.*, I, p. 53), de W. Otto (*op. cit.*, pp. 182-184), de G. A. Gerhard (*op. cit.*, p. 522) et de Th. Renssch (p. 114). On ne peut plus invoquer contre elle l'hypothèse d'une erreur ou omission du scribe, argument que faisait valoir Lepsius (*Abh. d. Berl. Akad.*, 1852, pp. 493-4), au temps où l'on ne connaissait qu'un seul exemple de cette formule.

D'abord, toutes les datations précitées sont de celles qui énumèrent les cultes dynastiques, mais sans nommer ni prêtres, ni prêtresses ; et il est singulier que les notaires aient fait exception pour le roi-prêtre. Ensuite, un document officiel, l'inscription trilingue mentionnée plus haut, qui donne les noms des prêtres et prêtresses, inscrit comme prêtre éponyme du culte alexandrin Artémidore, fils de Solion, en Phaophi de l'an VI (oct.-nov. 112), l'année même où l'on retrouve dans les papyrus de Boulaq la formule interprétée comme attribuant l'office de prêtre d'Alexandre au roi lui-même¹. Il serait vraiment bien étrange que le roi, ayant une fois par hasard nommé un prêtre d'Alexandre, ait dû prendre sa succession dans le courant de l'année comme *sacerdos suffectus*. Ce sont de ces choses qui sont non pas impossibles, mais hautement improbables.

L'explication la plus simple, à mon sens, c'est qu'une réforme a été tentée pour dégager de la masse des dieux-rois le souverain régnant, dont le nom aurait été reporté en tête de la liste², celle-ci ne contenant plus que les noms des couples et princes défunts. C'est ainsi que, au temps de Séleucos IV Philopator, par une réforme plus complète et ici imparfaitement imitée, les Séleucides avaient attribué au roi régnant un prêtre distinct. Mais, quand le désordre est invétéré, les essais de réforme ne font que l'aggraver. Au lieu d'arrêter l'énumération au dernier couple défunt³, la

1 La même année, mais plus tard, en Phamenoth (mars-avril 111), et le 15 Mesori (16 août 111) dans le *Pap. Argentin*, n. 57, cf. Laqueur, *op. cit.*, p. 33. Le texte grec de l'inscription trilingue (Sirack, in *Archiv f. Pp.*, II, p. 581) porte : *ἵτους ἱεροῦ παύ.ρι...* ἐπὶ ἱερέως Ἀρτεμίδωρου τοῦ Σολωνος Ἀλ[εξάνδ]ρου καὶ τῶν Σωτήρων καὶ τῶν Ἀλεξάνδρων καλ.

2. Un système analogue parait avoir été essayé à Ptolémaïs, où l'on voit le roi régnant Ptolémée VI Philométor associé à Ptolémée Soier et placé avant Philadelphie (ci-après, p. 62). Pour les Séleucides, cf. Dittenb., *OGIS*, n. 245. L'absence de tout changement dans l'inscription officielle de l'an 112 (ci-dessus, p. 56) montre que cette réforme a pu être une convention entre scribes, sans caractère officiel.

3. Comme l'a fait un notaire de Pathyris dans un acte du 29 Tybi an XII

plupart des scribes ont triplé la mention du souverain régnant, le présentant deux fois, selon l'usage, en tête du protocole pour datation, à la fin de la liste des couples royaux comme membre du couple des dieux Philométors Soters, et une fois, en tête de la liste, comme Philométor Soter rapproché d'Alexandre. Au surplus, ils ne pouvaient guère faire autrement. Si le roi était seul associé à Alexandre, la mention du couple vivant à la suite des défunts était nécessaire pour faire une place à la reine. Que le trait caractéristique de cette rédaction — l'omission de *καί* — se retrouve dans plusieurs papyrus, il n'y a rien là de surprenant. Les scribes se faisaient eux-mêmes des règles et des formulaires que se communiquaient entre eux les membres de la corporation. Ils se sont bien entendus de même pour s'affranchir des fluctuations du protocole, pour supprimer les noms des desservants et bientôt l'énumération des cultes, se rapprochant ainsi de l'*imperatoria brevitatis* réservée à la chancellerie royale ¹.

§ II

LES CULTES ET SACERDOCES DYNASTIQUES DE PTOLÉMAÏS.

L'histoire des cultes de Ptolémaïs est plus compliquée que celle des cultes alexandrins ². Ceux-ci, abstraction faite des

IX = 14 fév. 165 a. C. (*Pap. Leid.*, N, p. 64 Leumann) ; seulement, il aurait dû inscrire le Philométor Soter en tête après *ἡρώς καὶ ὄντας ἐν Ἀλεξανδρίᾳ*.

¹ Voy. ci-dessus, p. 43, et ci-après, p. 76, 3. Il est à remarquer que les scribes ont sacrifié d'abord les parties du protocole qui les intéressaient le moins et sur lesquelles ils étaient moins renseignés. Ainsi, dans un acte démotique du 24 Phaophi an VI de Philométor (18 nov 176 a. C.), le scribe thébain passe sous silence les noms des prêtres de Bakoti (Alexandrie) mais il donne une partie des noms des prêtres « de la région de Thèbes », c'est-à-dire de Ptolémaïs. De même, dans un acte du 28 Thoth an XI (1^{re} nov 171 a. C.) Voy. Reville, *Précis*, p. 1048, et Spiegelberg, *Dem. Pap. Berl.*, n. 3441.

² W. Otto (*op. cit.*, pp. 193-196) résume à peu près tout ce que nous savons sur les sacerdoces de Ptolémaïs, et ce tout se réduit à peu de chose.

sacerdotes féminins, étaient desservis par un prêtre unique. Chaque règne ne faisait qu'ajouter une surcharge à la liste des dieux et sans doute quelque office anniversaire aux devoirs du prêtre ¹. Il n'en était pas de même à Ptolémaïs. Autant qu'on peut formuler des règles d'après des en-tête de papyrus souvent mutilés, en tout cas libellés par des scribes qui se perdaient eux-mêmes dans l'ordonnance capricieuse des énumérations et les laissaient le plus souvent incomplètes, la règle générale paraît avoir été, à Ptolémaïs, d'affecter un sacerdoce spécial à chaque objet de culte. Mais cette règle ne fut fixée qu'après des essais passablement incohérents.

Le point de départ du système, là comme à Alexandrie, fut le culte du héros-cekiste, lequel était à Ptolémaïs Ptolémée Soter. La première addition dut être, par ordre de Ptolémée II, le culte d'Arsinoé Philadelphie, desservi par une canéphore ². Sous Philopator, le culte du couple vivant paraît avoir été adjoint de droit au culte de Ptolémée Soter ³. Il n'y a aucune trace de changement ultérieur jusqu'au règne de Ptolémée VI Philométor. Dans les premières années de

1 Le culte romain des Dies, desservi par les sodales *Augustales*, a été organisé d'abord d'une façon analogue au culte alexandrin, et plus tard, par création de sodales *Flaviales*, *Hadrianales*, *Antoniniana*, d'une façon analogue au culte ptolémaïque (ci-dessus, tome I, p. 335, 2).

2 On ne connaît jusqu'ici que deux canéphores d'Arsinoé : Dionysia fille de Zénon (?), de l'an XXI d'Épiphane (183/2 a. C.), et Irene fille d'Antipater, du temps d'Évergète II (les références dans W. Otto, p. 195).

3 Sous Philopator en XIII (216/55 a. C.), dans un papyrus démotique de Londres *Proceedings of S. B. A.*, XXIII (1901), p. 295, Nicanor fils de Bakia est dit « prêtre en Thèbaïde (au lieu de *ἐν Πτολεμαίῳ*, cf. *ἐν Ἐκτίῳ*, des actes grecs) du dieu Ptolémée (Soter) et des dieux Philopators ». D'après deux autres papyrus démotiques de Londres *Rev. Égyptol.*, I, pp. 29 et 135, I, III, p. 2, 5), le même Nicanor avait été prêtre en l'an VIII (215, 4 a. C.) et le fut encore en l'an XV (208/7 ? a. C.). En l'an VII d'Épiphane (199/8 a. C.), un certain Callis de Dicéarque occupe la place. Elle est occupée quatre fois, de l'an XXIII d'Épiphane à l'an XXVII(?) de Philométor (183-154 a. C.) par Hippalos, fils de Bas (voy. W. Otto, pp. 193-4). Étant donné que, sur trois prêtres connus, deux sont mentionnés trois et quatre fois, on peut croire qu'à Ptolémaïs comme à Alexandrie (ci-dessus, p. 52) le sacerdoce restait souvent dans les mêmes mains, réitéré ou continué ou peut-être même conféré à la fois.

ce règne, on constate à Ptolémaïs des innovations qui portent de deux à cinq le nombre des objets de culte et de deux à trois le nombre des sacerdoce. Le père du roi, Ptolémée Épiphane Eucharistos, était adjoint à Ptolémée Soter, et un sacerdoce nouveau était chargé d'honorer les rois vivants, c'est-à-dire Philométor lui-même et sa mère Cléopâtre I^{re}. Cet arrangement bizarre satisfaisait sans doute la reine mère, qui aimait mieux être associée à son fils qu'à son mari défunt. Une quinzaine d'années plus tard, un sacerdoce à part est créé pour la reine Cléopâtre II. Enfin, entre 150 et 133 a. C., tout le système est remanié. Chaque roi a son prêtre; mais le roi vivant est inscrit immédiatement après Ptolémée Soter sur la liste, qui reprend ensuite l'ordre chronologique à partir de Philadelphé. Les deux Cléopâtres ont aussi chacune leur prêtresse, et la reine vivante passe avant la reine défunte : la canéphore d'Arsinoé Philadelphé garde le dernier rang, qui est maintenant le neuvième¹. Plus tard encore, sous Évergète II, la liste des rois ne s'est pas seulement allongée de deux noms (Eopator et Évergète), mais il semble qu'Évergète II y occupe deux places, l'une à côté de Soter comme roi vivant, et une autre entre Épiphane et Philométor. Il prenait sans doute cette place en souvenir du temps où il avait été intronisé par les Alexandrins à la place de Philométor disqualifié comme prisonnier d'Antiochos IV Épiphane². Il doit y avoir aussi double emploi dans les quatre

1. L'ἱερεὺς βασιλέως Πτολεμαίου καὶ Κλεοπάρας ὡς μνηστὴς apparaît dès l'an VI (174/3 a. C.), et le même Geras Sio de Dosithéos l'occupe encore en l'an XI (171/0 a. C.), Cléopâtre I étant alors défunte (W. Otto, l. c.). Cf. *Pap. Grenf.*, I, n. 10 (du 3 Thoth au VIII = 18 oct. 174 a. C.).

2. *Pap. Grenf.*, I, n. 11, sans date. Voy. les papyrus stémouques publiés et traduits par Revillout (*Le procès d'Hérouas*). En l'an XXIII d'Épiphane (153/2 a. C.), le protocole ne mentionne que le prêtre de Soter et d'Épiphane et la canéphore d'Arsinoé (op. cit., pp. 14-26). En l'an XXVIII de Philométor (134/3 a. C.), la liste des sacerdoce, chacun dévoué à un prêtre spécial, est complète (ibid., p. 46). À plus forte raison, les années suivantes, notamment en 141 a. C. (ibid., p. 122).

3. *Pap. Grenf.*, I, n. 24 (règne d'Évergète II, trois Cléopâtres; ἡ πρώτη, Cléopâtre II; ἡ δεύτερη, Cléopâtre III); la troisième doit être ἡ τρίτη, c'est-à-

sacerdotes des Cléopâtres, qui précèdent toujours la canéphorie d'Arsinoé Philadelpho.

Les cultes dynastiques de Ptolémaïs n'ont jamais eu, en somme, ni l'importance officielle, ni la constitution régulière de ceux d'Alexandrie. Les protocoles notariés de la Thébaine n'en font pas obligatoirement mention, et ailleurs on n'y songe même pas. Ptolémaïs était comme une succursale de la capitale, ou, si l'on veut, la capitale grecque de la Haute-Égypte, et l'on dirait que la religion dynastique y a été implantée à la fois pour contrebalancer l'influence hostile du sacerdoce thébain et pour occuper à la poursuite de fonctions honorifiques, multipliées dans ce but, l'oisiveté de l'aristocratie locale. Ces fonctions honorifiques pouvaient se combiner avec d'autres offrant des avantages plus palpables. On voit, par exemple, le sacerdoce de Ptolémée Soter exercé, vers le milieu du IV^e siècle a. C., sous le règne de Philométor, par un certain Hippalon, qualifié *πρωτων φίλων* et *ἐπιστράτηγος* ¹

dire Cléopâtre I^{re} Épiphane. On retrouve les trois Cléopâtres, la femme, la fille et la mère, dans un papyrus démotique de Strasbourg (Spiegelberg, n. 21, ss 145 a. C.), qui qualifie la mère de « brillante » (ἐκφανής), ce qui met l'identification hors de doute. Le *Pap. Grenf.* II, 15 (de 139 a. C.) mentionne jusqu'à quatre prêtresses des Cléopâtres : τῆς ἐδὲλφης (Cléopâtre II), τῆς γυναικός (Cléopâtre III), τῆς θυγατρὸς (I) et τῆς μητρὸς θῆς Ἐκφανοῦς (Cléopâtre I). L'agoranome de Latopolis, rédacteur du document, introduit dans l'énumération des neuf sacerdoces des particularités étranges. Après le culte de Ptolémée Soter, mis en tête, vient celui βασιλέως Πτολεμαίου θεοῦ [Ἐλεργίου] καὶ σωτῆ [ρος] Ἐκφανοῦς Εὐχαρίστου καὶ τοῦ θεῖου [αὐτοῦ] Διὸς (I) καὶ τοῦ βασιλέως τοῦ μεγάλου θεοῦ Ἐλεργίου καὶ σωτῆρος Ἐκφανοῦς Εὐχαρίστου [ν]. Le culte de Ptolémée Ἐκφανοῦς Εὐχαρίστου, qui est bien, cette fois, celui de Ptolémée V, revient à sa place chronologique, après celui de Philopator et avant celui de Philométor, lequel est dédoublé en [φίλων] μέγιστος δυναστεύτης (?) et φιλομήτορος. Il y a des coïncidences qu'on serait tenté d'imputer à la fatalité désordonnée du hasard. On sait que δυναστεύτης était parfois un prénom d'homme (ci-dessus, p. 51, 1), la δυναστεύη de Philométor ou δυναστεύη Philométor serait-elle, cette fois, Cléopâtre II (leu)? W. Otto (*Priester und Tempel*, I, p. 412, cite un papyrus inédit de Londres, où Évergète II figure aussi après Soter, avec ses titres βασιλέως Πτολεμαίου θεοῦ Εὐεργέτου καὶ σωτῆρος ἐαυτῶν Εὐχαρίστου τοῦ ἐδὲλφου καὶ τοῦ βασιλέως Πτολεμαίου θεοῦ Ἐλεργίου τοῦ μεγάλου βασιλέως ἐαυτῶν Εὐχαρίστου. Comprenez qui pourra ces traductions du démotique ?)

1. Maspero-Müller, in *BCH.*, IX (1885), p. 141 = Strack, n° 94.

§ III

LES CULTES DYNASTIQUES NON OFFICIELS.

Le culte dynastique fut imposé aux temples indigènes, et c'est là surtout qu'il fut un instrument de règne, une injonction perpétuelle rappelant aux prêtres leurs devoirs envers la dynastie. Philadelphie commença par associer sa défunte sœur Arsinoé, la Philadelphie, aux divinités nationales et par doter son culte aux frais du clergé ¹. Les temples égyptiens accueillirent bientôt comme dieux associés (σύννοτοι θεοί) les dieux Soters, les dieux Adelpheos et, sous le règne suivant, les dieux Évergètes, ceux-ci honorés de trois sacrifices par mois, sans compter les anniversaires, jour de naissance et jour de l'avènement du roi ². Évergète I y ajouta le culte de sa fille Bérénice et créa, pour desservir le culte dynastique, une cinquième classe de prêtres, qui accueillit par la suite dans son rituel tous les couples royaux ³.

Le culte dynastique dans les temples égyptiens n'est pas officiel en ce sens qu'il y prend le caractère d'un culte adopté par des corporations libres et qu'il n'est pas visé dans les formules protocolaires ⁴ mais c'est une copie plus ou moins éclectique et composite des cultes officiels d'Alexandrie (Βακτοί) et de Ptolémaïs (Πτολεμαῖοι) ou « de la région de Thèbes ». Les notaires indigènes (μνογράφαι) de cette région ne le confondent pas avec ceux dont ils font l'énumération

1. Voy. ci-dessus, tome I, pp. 181, 233-235, et ci-après, ch. xxiv.

2. Voy. le décret de Canope, lig. 29-37, 39-40.

3. On a beaucoup disserté sur les motifs qui ont décidé Évergète à créer une cinquième classe de prêtres (W. Otto, *op. cit.*, pp. 26-30). Je ne vois pas pourquoi la séparation du culte dynastique n'aurait pas été la raison principale. Le décret de Canope n'en allègue pas d'autre : la cinquième tribu sera appelée « tribu des dieux Évergètes » (ci-dessus, tome I, p. 268), et son office est indiqué par le fait mentionné deux lignes plus haut, que les honneurs rendus aux dieux dynastiques seront « augmentés ».

on tête des actes démotiques ¹. À la fin, à la suite de leur signature, ils se contentent ordinairement de dire qu'ils écrivent au nom des cinq classes de prêtres de tel dieu (Amonra à Thèbes, Mont à Hermonthis, etc.) et « des autres dieux unis avec lui » : mais il leur arrive parfois d'énumérer aussi ces autres dieux associés (σύννομι-πρίδροι), qui sont les dieux-rois ornés de leurs prédicats et honorés spécialement par les prêtres de la cinquième classe. Au bas d'un acte daté du 29 Choïak au XXIII d'Épiphane (3 févr. 482 « C.), on lit « A écrit Pabi fils de Kloudj, qui écrit au nom des prêtres d'Amonrasonthér et des dieux Adelphe, des dieux Évergètes, des dieux Philopators, des dieux Épiphanes, de la cinquième classe » ². Nous retrouvons le canon alexandrin à la suite du nom du dieu Chnoubis ou Chnoubo Nebieb dans des stèles de Phuar et d'Éléphantine sauf que le dieu local remplace de même Alexandro et Ptolémée Soter, ignorés en Thébaïde ³. Enfin, des inscriptions hiéroglyphiques attestent la consécration de statues de Ptolémée Philadelpho dans le temple de Bubastis; de Philadelpho, d'Arsinoé II et d'une autre « reine » (peut-être Philotéra?) dans le temple d'Héliopolis, d'Arsinoé (I?) dans le temple d'Isis à Koptos ⁴. Cette dévotion était un titre aux libérali-

1. C'est là qu'on trouve les plus singulières inversions, Phnométor entre Ptolémée Soter et Philadelpho, Eupator avant Epiphane, etc. Cf. ci-dessus, tome II, pp. 47, 2. 57-63, 1. III, p. 42, 3.

2. *Pap. dem. Ber.* ap. Revillout, *N. Christ. dem.*, p. 78. Spiegelberg, p. 8. Les prédicats sont traduits — non transcrits — en démotique. Même formule, avec adjonction des couples subséquents dans d'autres papyrus du temps (Evergète II et de Ptolémée Alexandre Revillout, *op. cit.*, pp. 98-102, 107. Spiegelberg, *op. cit.*, pp. 14-16. La mention « de la cinquième classe » plus précise et que la formule ordinaire « au nom des cinq classes de prêtres » me paraît bien indiquer que le culte dynastique est consacré spécialement à cette classe, de création ptolémaïque. L'ancien titre de scribe des quatre classes (de Ptah, d'Horus, d'Amboutep) paraît être conservé à Memphis jusqu'au temps des derniers Lagides (Spiegelberg, *Demot. Inschr.*, pp. 32, 34).

3. Strack, *no.* 93. 140 = Dittenber, *OGIS*, *no.* 114. 168 (régnes de Philométor et de Ptolémée X Soter II). Les prêtres de Mont à Hermonthis sont aussi prêtres d'Arsinoé, des dieux Adelphe, etc. (*Pap. Græf.* I, p. 24).

4. Les textes dans K. Sethe, *Hieroglyphische Inschriften der griech.-röm. Zeit* I (Leipzig, 1904), *no.* 15-17. Arsinoé I reléguée à Koptos (ci-dessus, I. I, p. 162).

lés des rois, qui ont eu soin de dorer la chaîne et peut-être l'habileté d'en faire un privilège réservé aux grands temples.

Les particuliers, individus ou corporations ¹, étaient libres d'associer leurs hommages à ceux que le culte dynastique recevait dans les temples et de signaler leur zèle par des dévotions et fondations spéciales dont ils faisaient les frais. Ils y étaient expressément autorisés — autant dire, invités — par le décret de Memphis ². C'est ainsi qu'à Crocodilopolis du nome Arsinoïte, au temps d'Évergète I, un testateur dit « Libyen de la classe des épigones » lègue à un Rhodien un sanctuaire lui appartenant, dédié par lui à Bérémyce et à Aphrodite Arsinoé ³. La complaisance du gouvernement pour ces apôtres de la divinité royale pouvait aller jusqu'à conférer des privilèges, y compris le plus envié de tous, l'*ἀστυλεια*, à des fondations ainsi constituées. Une inscription mutilée d'Evhéméria au Fayôûm doit provenir d'un temple édifié par quelque corporation en l'honneur du souverain régnant et de ses ancêtres, pour lequel on a demandé et obtenu l'*ἀστυλεια*, au même titre que les temples voisins ⁴. On ne s'attend pas à rencontrer le même enthousiasme chez les Égyptiens de race, qui, au Fayôûm surtout, étaient dépouillés au profit des colons et encombrés de ces nouveaux hôtes jusque dans leurs maisons ⁵.

Le culte dynastique ne pouvait manquer d'être importé, soit à titre officiel, soit par dévotion particulière, dans les possessions extérieures de l'Égypte. Les nombreuses dédicaces

¹ Voy. ci-après, ch. xxi, les sociétés de *βασίλειαι*, *φιλοβασιλεια*, etc.

² *Inscr. Rosett.*, lig 52 ci-dessus, tome I, p. 376.

³ Le papyrus *ἑρμηνεύς* ou *Ἀρρεβέτης* *Ἀρσινόης* (*Pap. Petr.*, I, n. XI. III, n. 1, col. 2, ann. 217 a. C.) Cf la traduction du testament dans Revillout, *Mélanges*, p. 424. Précis, p. 716, 1.

⁴ *Fayôûm Towns*, pp. 42-50. L'inscription, datée de l'an XIII, paraît être du temps de Ptolémée Aulète, et elle est contresignée *Μετολμαίης Διόμου νεύης γραμματεὺς*, secrétaire d'une corporation ou de la communauté des prêtres du temple.

⁵ Voy. ci-après, au chapitre de *L'Armée*, la question des *στράτοι*, prestation dont pouvaient être exemptées les maisons pourvues d'autels, sans doute de *βασιλ.* dynastiques.

« à la déesse Philadelphie » montrent que bien des gens se faisaient de leur zèle intéresser une recommandation auprès du monarque égyptien ¹. Cypré était une possession assez stable et assimilée de longue date à l'Égypte pour que les dieux-rois y pussent être associés officiellement aux divinités locales. Cependant, nous n'avons pas la preuve que le gouverneur ou vice-roi de l'île, « archiprêtre, stratège et navarque ² », fût, comme ἀρχιερέω, le prêtre du culte dynastique. En tout cas, il l'eût été pour une durée indéfinie, et non plus par mandat annuel, comme les prêtres d'Alexandrie et de Ptolémaïs. Son titre ordinaire est ou ἀρχιερέω simplement ³, ou ἀρχιερέω τῶν κατὰ Κύπρον ⁴, ou τῶν κατὰ τὴν νῆσον ⁵, ou encore ἀρχιερέω τῆς νήσου ⁶. Une inscription de Paphos, du temps de Ptolémée Soter II, nous fait connaître un certain Onésandros, du grade de εὐγενής, honoré par décret des Paphiens comme « prêtre à vie (ἐὰ βίου) du roi Ptolémée dieu Soter et du sanctuaire Ptolémaïon fondé par lui, greffier de la ville des Paphiens et préposé (παραγμένω) à la grande Bibliothèque d'Alexandrie ⁷ ». Ce greffier, qui a dû suivre le roi réintégré de Cypré à Alexandrie ⁸, a donc bâti à ses frais un sanctuaire dédié à son roi, mais il ne s'est pas nommé lui-même prêtre à vie du dieu Soter; il a sans

1. D'après Wladowits, Dittenberger, Wücker. *In Archiv f. Pp.*, III, pp. 312-319), Arsinoé II aurait pris le prélat de Φιλιάδης lors de son mariage, et toutes les inscriptions qui ne portent pas θεῶς Φιλιάδης ou seraient des remerciements adressés à la reine vivante pour les secours faits par le couple royal aux insulaires. Le reste personnel, cf. ci-dessus, tome I, p. 233, et ci-après p. 72, 3) que la Φιλιάδης est toujours la défunte déifiée, et que le prédicat indique à lui seul sa qualité divine.

2. Le vice-roi, d'abord simplement στρατηγός, devient ἀντ. βασις à partir d'Épiphane (Strack, n. 78. Dittenb., *OGIS*, n. 93), et νηαρχός à partir d'Évergète II, cf. Dittenb., *OGIS*, I, p. 134).

3. Strack, nn. 117, 124, 125, 127, 161.

4. Strack, n. 118.

5. Strack, n. 84, 123.

6. Strack, n. 78. D'après le n. 112 (restitué), un ἱερέω τῆς νήσου serait le fils du stratège et navarque.

7. Strack, n. 136. Dittenb., *OGIS*, n. 172.

8. Cf. ci-dessus, tome II, p. 75.

doule fait don de son *ἐπὶ* à la ville, qui lui a conféré en échange le sacerdoce. C'est donc un culte privé devenu institution municipale.

Comme expression et garantie du loyalisme, le culte dynastique avait naturellement la clientèle des militaires. Les garnisons coloniales imitaient en cela celles des frontières de l'Égypte. Leurs hommages s'adressent de préférence ou exclusivement au couple régnant. A Kition, l'Étohen Mélancomas, commandant de la garnison, était « prêtre des dieux Évergètes » au temps du second Évergète ¹, et les nombreuses adresses des garnisaires aux rois ² témoignent assez de la place que tenait dans leurs préoccupations la religion dynastique.

1. *CIG.*, 3631. Strack, n. 122 Dittenb., *OGIS.*, n. 43. Ses titres sont τὸν γνομένον ἐκ τῆς πόλεως (ancien préfet) ἑγχετόμα καὶ ἐπιδέχτην ἐκ' αὐτῶν καὶ ἑρπε θεῶν Ἐβεργετῶν.

2. Voy. ci-après (ch. xx, § 3) les noms militaires que nous connaissons par ces inscriptions.

CHAPITRE XX

LE DROIT MONARCHIQUE SOUS LES LAGIDES

- § I. — LES NOMS ET PRÉDICATS ROYAUX. — Les titres de roi et de dieu réservés au roi — le titre de βασιλεως étendu, facultativement, aux princesses de la maison royale. — La reine-sœur (ἀδελφή). — Le nom de Ptolémée considéré comme nom royal. — Les prédicats ou « noms de culte » inséparables du titre de dieu. — Signification des prédicats, par qui et à quel moment décernés — sens caractéristique, laudatif, commémoratif; accumulation des prédicats, surnoms et sobriquets. — Tableau des prédicats officiels, surnoms officiels et populaires. — Le numérolage des Pto émise, à peu près inusité dans l'antiquité. — Le prédicat officiel conféré aux reines par le mariage.
- § II. — L'HÉRÉDITÉ CHEZ LES LAGIDES. — Le droit coutumier des Pharaons; l'hérédité en ligne masculine et l'hérédité en ligne féminine combinées dans le mariage royal — L'hérédité en droit hellénique, droit privé et droit public. — Les femmes exclues de la succession au trône, en Grèce et dans l'Égypte ptolémaïque. — Le droit d'aînesse et la question des porphyrogénètes. — Exclusion des bâtards — Résumé du code monarchique.
- § III. — L'AVÈNEMENT ET L'ASSOCIATION AU TRÔNE — Distinction entre l'avènement de fait et les formalités d'investiture : le sacre de rite égyptien à Memphis et les ἀναλητήρια à Alexandrie. — L'association au trône de l'héritier présomptif, coutume traditionnelle en Égypte, adoptée par les Lagides — Tutelle exercée par des reines régentes. — Régime accidentel de la co-régence appliqué à la royauté théoriquement indivise. — La Cyrénaïque et Chypre érigées en royaumes, sous la suzeraineté du roi d'Égypte.

§ I

LES NOMS ET PRÉDICATS ROYAUX.

Des titres divers accumulés dans le protocole égyptien les Lagides n'ont retenu, dans l'usage courant, que celui de

βασιλεύς et celui de θεός, le premier placé devant leur nom, l'autre à la suite et joint à leur surnom. Ils ont jugé inutile de maintenir une distinction sarannée en s'intitulant rois de la Haute et de la Basse-Égypte. A plus forte raison se sont-ils abstenus d'énumérer les pays hors d'Égypte sur lesquels ils avaient pu étendre leur domination, à la façon de certains souverains modernes, qui traitent à la suite de leur titre principal toute une chorographie analytique et parfois même des survivances de titres passés à l'état d'étiquettes vides.

La monogamie ayant été maintenue, après avoir été en péril au temps des Diadoques, l'épouse du roi portait le titre de βασίλισσα et partageait avec son mari le prédicat divin, qui est le nom spécifique et caractéristique de chaque couple royal. Nous avons déjà signalé cette association du roi et de la reine comme un indice de l'influence des mœurs grecques, et le titre de sœur (ἀδελφή) donné à la reine comme une concession non moins visible faite aux coutumes égyptiennes. Toutefois, le titre de βασίλισσα n'est pas, comme celui de βασιλεύς, la définition de la souveraineté¹, car il est accordé aussi aux princesses de la famille royale. On le voit porté par Philotéra, sœur de Ptolémée Philadelphe, et par la fille, morte en bas âge, de Ptolémée III Évergète, cette Bérénice dont le décret de Canope célèbre l'apothéose à la mode égyptienne². De même, le titre collectif de « dieux », avec le prédicat des parents, paraît dévolu, dans des textes de basse époque, aux enfants royaux de l'un et de l'autre sexe³. Il est

1. Strack, séduit par l'analogie, soutient que le titre de βασιλεύς a pu être donné à des princes de la famille royale comme celui de βασίλισσα à des princesses (in *Archiv f. Ppfl.*, II, p. 541). Cette assertion jusqu'ici gratuite est réfutée par Dittenberger (*OGIS*, n. 35) et Wacke (in *Archiv f. Ppfl.*, III, 2 [1903], p. 319), qui déclare ne pas connaître un seul exemple du fait.

2. Voy. tome I, pp. 177, 1 484, 3 224, 3 (Philotera), 270-273 (Bérénice). Dittenberger (*OGIS*, n. 34 = Strack, n. 29) estime que la dédicace de Stratonicé à la « reine Aramée » peut parfaitement dater d'une année où Aramée II n'était pas encore mariée et n'était reine ni de Thrace, ni d'Égypte.

3. Voy. tome II, p. 164, 1.

probable que la collation de ces titres eut lieu d'abord par privilège spécial et finit par entrer dans l'habitude.

A la différence des anciens Pharaons, qui ont tous un nom individuel, soit qu'ils l'eussent de naissance ou l'eussent pris à leur avènement, les Lagides ont tous porté le nom de Ptolémée. Il semble qu'ils aient voulu par là affirmer la solidarité des générations successives, autrement dit, l'idée dynastique, exprimée avec plus de force par le nom d'Horus dans la théorie égyptienne du droit divin. La même préoccupation se trahit par l'usage, qui persiste jusqu'à la fin, de frapper la monnaie à l'effigie du fondateur et éponyme de la dynastie. Seulement, la question se pose de savoir si ce nom royal était conféré avec la royauté, ou s'il était donné dès leur naissance, aux héritiers présomptifs des rois. C'est une question qui ne peut être résolue que par des constatations de faits se prêtant à des interprétations passablement divergentes.

A première vue, il semble que le nom royal ne devait être porté que par les rois, c'est-à-dire substitué à un autre nom individuel lors de l'avènement; et c'est, en effet, l'opinion soutenue jadis par Lumbroso. Mais des textes épigraphiques, d'authenticité certaine, donnent au fils aîné des souverains, avant toute association au trône, le nom de Ptolémée¹. Aussi, Lumbroso hésite entre les deux solutions, ou plutôt il finit par les accepter toutes deux à la fois². Pour tenir compte de toutes les données, il faut, en effet, les combiner et dire, avec Strack³, que le nom de Ptolémée désigne l'héritier présomptif, et que, si le trône échoit à un autre, celui-ci abandonne son nom particulier pour prendre le nom, autant dire le titre,

1. Strack, no. 57-59, 70. Cf. p. 9.

2. « Il était de règle que le fils aîné, héritier du trône, héritait aussi du nom de Ptolémée » (*Ricerche* [1870], p. 179). A propos de Ptolémée Kéraunos, « nel quale caso si vede che il patronimico fu portato dal primogenito prima che fosse e senza che fosse mai gridato re ». Mais, à la page précédente : « I Lagidi avevano per usanza, salendo al trono, di mutare il proprio nome » (*Ricerche alexandrine*, in *Mem. d. R. Accad. di Torino*, II, 27 [1873], p. 36-37).

3. Strack, *Dynastie*, p. 9.

de Ptolémée. Nous ignorons si Ptolémée Philadelphe porta ce nom royal avant que son aîné, Ptolémée Kéraunos, ne fût déshérité. La conjecture de Strack, à savoir que le jeune prince s'est appelé Philadelphe jusqu'à son avènement¹, paraît bien aventurée quand on songe qu'il faut attendre un siècle avant de rencontrer ce nom dans des textes d'auteurs, qui ne sont pas des documents officiels². Il me paraît certain, et non démontrable, que le prédicat de Philadelphe n'a jamais été un nom propre et qu'il a été tout d'abord le titre divin d'Arsiné II, étendu à son conjoint dans l'usage courant, — et non dans le protocole officiel, — parce qu'il rappelait le fait le plus marquant du règne, l'inauguration du mariage royal et le caractère légal conféré à l'amour réciproque des deux époux³. Je ne crois pas davantage que

1 Strack, *op. cit.*, pp. 9, 115-120. Voy. la réfutation décisive de Breccia (*Diritto degli usi*, voy. Bibliographie, I, p. III, pp. 119-121). Cet auteur se range, lui aussi, à l'opinion de Gutschmid, Revillout, Wilcken, Mahaffy, qui est généralement la même et devus, tome I, p. 112, 1. Plus loin, pp. 144-145, 2. Strack semble accepter conditionnellement l'opinion de Stuart Poole, et déclare que, si Ptolémée II a pris le surnom de Philadelphe à son avènement, Arsiné I^{re} ne doit s'appeler aussi Philadelphe. Le postulat qui vicié ses raisonnements, c'est que le prédicat est indépendant du culte (ci-après p. 76, 2).

2 Les documents cités par Strack (Lepsius, *Berlin*, IV, 32 n., et les *Pap. égypt. du Louvre*, nn. 3446-3447) sont aussi du temps d'Évergète II.

3 Il y a là une question aléatoire, renouvelée tout récemment par une discussion sur la date des nombreuses inscriptions en l'honneur d'Apouté Philadelphe, sans adjonction de *bas* (Strack, nn. 20-21 n., 22, 27, 30, 31, et *Archiv f. Pp.*, II, p. 546. Ci-dessus, tome I, pp. 127, 1. III, p. 67, 1). On en connaît maintenant treize de même formule, provenant toutes des îles de la mer Égée, et une douzaine d'autres dédicaces de provenances diverses (Dittenberger (*OGIS*, I, Add. p. 646) sous-entend *ἐν ἑσθ. Τυγρ.* et pose comme règle absolue qu'une dédicace s'adresse toujours à un vivant (*pro bene fortuna hominis defuncti nihil unquam dedicatum est*), d'où il résulte que les susdites dédicaces supposent Arsiné vivante appelée Philadelphe à l'occasion de son mariage. Ces inscriptions doivent être des remerciements adressés à Arsiné pour des cadeaux que le couple royal, à l'occasion du mariage, avait faits aux insulaires. Cette opinion, déjà présentée par Wilamowitz (*S. B. der Berlin. Akad.*, 1901, p. 1093, 2), approuvée par Wilcken (*in Archiv f. Pp.* III, [1904], pp. 215, 217-9), s'oppose à celle que maintient Strack (*ibid.*, II, p. 139), à savoir que Arsiné Philadelphe est Arsiné morte et déifiée. Si je rejette l'autre thèse de Strack (Philadelphe, nom propre de Ptolémée II), celle-ci ne me paraît nullement ébranlée. Le dogme posé par Dittenberger excluant la plupart des honneurs décernés aux morts : on s'en sert déjà pour affirmer

Ptolémée Évergète II se soit appelé Évergète avant de monter sur le trône. Évergète est visiblement un prédicat, il a été porté par deux souverains, et il ne fait figure de nom propre ni pour l'un ni pour l'autre. Mais, si nous n'avons aucun moyen de deviner le nom que portaient Philadelpho et Évergète II au temps où ils n'étaient que des cadets, nous savons que Ptolémée Philadelpho eut un fils puîné appelé Lysimaque, qu'un fils, puîné également, de Ptolémée III Évergète I avait nom Magas; que Ptolémée XI, rival de son frère aîné, fut distingué de celui-ci par le surnom d'Alexandre, qui devait être son nom antérieur; tandis que, pour les fils aînés, héritiers présomptifs dès le berceau, nous ne leur connaissons de science certaine d'autre nom que celui de Ptolémée¹. Ce nom est donc bien, dans la famille royale, un titre réservé au roi et à son successeur désigné, le symbole choisi, comme l'aigle héraldique, pour représenter la permanence de l'autorité toujours semblable à elle-même au sein de la dynastie. Mais il n'est un titre que dans la famille royale. Les Lagides n'en ont pas fait un monopole; ils ont laissé à leurs sujets le droit de prendre le même nom, et leurs homonymes ne sont pas rares parmi les Gréco-Egyptiens de l'époque ptolémaïque.

que les noms de villes comme Antioche, Laodice, Apamée, etc., ont toujours été empruntés à des rois et reines en vie. Nous tiendrons pour certain, jusqu'à preuve du contraire, qu'un prédicat officiel est toujours un titre divin, et qu'Arminé n'a été déifiée qu'après sa mort.

1. Je m'abstiens de réveiller ici le fastidieux et insoluble débat sur la personnalité du Ptolémée qui s'est révolté à Éphèse, fils du roi Lysimaque et d'Arminé II, héritier présomptif (par adoption) de Philadelpho, suivant les uns, (H. von Prell, Wilhelm, Haussoullier, Breccia, Heuch), fils bâtard de Philadelpho, suivant les autres (opinion commune, qui est aussi la mienne, partagée en dernier lieu par G. A. Levi et Dittenberger). Cf. ci-dessus, tome I, pp. 182, 2, 296, 298. Beloch (*Gr. Gesch.*, III, 2, pp. 130-131) utilise comme argument le nom de Ptolémée porté par le rebelle, nom qui d'après la liste de Strack, le désignant comme héritier présomptif. Mais savons-nous si le rebelle s'appelait ainsi, avant de se révolter, et s'il n'a pas pris le nom de Ptolémée précisément pour affirmer le droit qu'il s'arrogeait? Holleaux, *Πτολεμαῖος Αυσμαίχου* (in *BCH.*, XXVIII [1904], pp. 408-49), estime aussi que le révolté d'Éphèse n'était pas le fils du roi Lysimaque.

D'après ce que nous avons dit plus haut en rejetant les hypothèses relatives à Philadelpho et Évergète II, il est hors de doute que les surnoms ou prédicats — ceux-ci toujours joints à la qualification de « dieu » — étaient des titres réservés au couple royal considéré comme objet de culte ¹. Il se peut que Ptolémée I^{er} ait porté le nom de Σωτήρ avant l'institution du culte dynastique, parce que ce prédicat avait une valeur intrinsèque et équivalait presque au titre de θεός, mais la règle lui fut appliquée après coup. Il est qualifié « dieu Sauveur » à la fin du règne de Philadelpho ². Sa fille Arsinoé avait même pris l'initiative de cette apo'héose, au temps où elle n'était pas encore reine, en l'appelant Σωτήρ καὶ θεός ³.

Les prédicats royaux ont un sens précis, qui en fait la définition d'une qualité morale, et il semblait naturel de les interpréter à la lettre, comme spécifiant un trait de caractère, surtout lorsque, sur la foi d'interprétations déjà faites par des auteurs anciens, on les croyait conférés par les prêtres égyptiens ⁴. Sans doute, on s'était bien aperçu que ces étiquettes répondaient rarement à un trait de caractère historiquement constaté; mais on peut toujours répondre que l'adulation est par nature ennemie de la vérité et ose même en prendre le contre-pied. Le débat n'est pas susceptible d'être

1. Letronne (*Recueil*, I, p. 65) pensait que le surnom était « un moyen nécessaire » pour distinguer entre les Ptolémées. Ce n'est qu'un côté de la question; mais cette utilité était réelle, et Breccia (*op. cit.*, p. 100) réfute trop amplement Letronne en disant que « les contemporains n'en avaient nul besoin ». Les contemporains du roi régnant, sans doute; mais, dès qu'il s'agit d'un règne passé, le besoin se faisait sentir, et il est fâcheux pour l'histoire qu'il ait été si rarement satisfait.

2. Papyrus démotiques du Louvre, nn 2421 et 2442. cités par Revillout, *Rev. Égyptol.*, I, p. 4. Cf. J. Kaerst, *Die Begründung etc.*, in *Rhein. Mus.*, LII (1897), pp. 42-63.

3. Inscription d'Halicarnasse, dans *BCH*, IV (1880), p. 400 — Strack, n. 1 (ci-dessus, p. 38, 3). Il ne paraît pas que Ptolémée ait eu le prédicat Σωτήρ dans son culte de héros orbiote à Ptolémaïs avant le règne de Philopator, à ce moment, il devient officiellement θεός, Σωτήρ à Ptolémaïs et à Alexandrie (cf. Beaulieu pp. 69, 65).

4. Par exemple, le titre d'Évergète, soi-disant conféré par « le peuple égyptien » reconnaissant, d'après Saint Jérôme (voy. tome I, p. 254).

vidé par des arguments péremptoires. Pourtant, les faits constatés infirment singulièrement les deux thèses connexes, à savoir, que le prédicat divin des rois était décerné par le sacerdoce égyptien, — soit lors du sacre, soit dans quelque autresynode, — et que ce prédicat était choisi à titre d'hommage, comme définition d'une vertu rée le ou supposée.

La première thèse couramment acceptée depuis Lepsius et que l'on ne songeait plus pour ainsi dire à contester, a été suffisamment réfutée, à mon sens, par Strack ¹. Le protocole égyptien donne au roi les cinq noms traditionnels ², et il y ajoute — mais en dehors des cartouches, comme superfétation étrangère — la traduction du prédicat dont le mot grec est évidemment la forme originale. D'autre part, le desservant annuel des culles dynastiques était un modeste fonctionnaire, qui n'a certainement pas eu qualité pour imposer un surnom au roi. Il est donc infiniment probable que le surnom ou prédicat divin était choisi par un acte de volonté royale, et cela, lors de l'avènement ou peu après ³, comme

1. Strack, pp. 12, 131. Cf. Braccia, p. 191.

2. Ces cinq noms — nom d'Horus, de maître des diadèmes, d'Horus d'or, de soutien net, de ra Ra — ne figurent pas encore dans le décret de Canope, ils ont été introduits dans le décret de Memphis (*Inscr. Rosetti*). Wilcken les a retrouvés tout récemment dans un fragment des papyrus de Munich datant du règne de Philopator (*Eine ägyptische Königstulatur in griechischer Uebersetzung*, in *Archiv f. Pp.*, I, pp. 486-484, et Spiegelberg dans une inscription bilingue de la même époque (*Denot. Inschr.*, [Leipzig, 1904], p. 19). Les Lagides sont entrés progressivement dans leur rôle de Pharaons.

3. C'était l'opinion de Champollion-Figeac (*Annales*, II, p. 19), de Letronne (*Recueil*, I, p. 63) et de Gutschmid. Strack (p. 133) s'y rallie, avec cette réserve toutefois qu'on ne peut pas en faire une règle générale. Pour nous qui faisons du surnom l'indice du culte dynastique, il est évident que la règle n'existe ni pas à l'avènement de Philadelphe. Elle n'était peut-être pas encore faite à l'avènement d'Évergète, si l'on veut que le surnom lui ait été donné par la suite; mais, après lui, nous ne voyons pas d'exceptions. Seulement, la règle ne s'applique qu'au surnom principal. Les rois qui en ont plusieurs ont pu ajouter après coup et successivement les supplémentaires. E. Braccia (*op. cit.*, p. 109) admet bien que le roi ait pu choisir lui-même son surnom d'après ses vues politiques ou sa vanité; mais il persiste à croire que « suivant les circonstances, les prêtres ou les soldats ou le peuple pouvaient aussi en décerner, après délibération ou par acclamation ». Le peuple n'a guère décerné que des sobriquets. Quant aux acclamations soldatesques, j'y crois peu, et

marque extérieure de la dignité et divinité royales, de la divinité surtout, on devrait même dire exclusivement. Strack pousse son argumentation à l'excès lorsque, récusant l'ingérence des prêtres égyptiens, il veut « démontrer que le culte et le surnom ne sont pas indissolublement associés »¹, sauf à constater comme usage général l'application de la règle déclarée par lui inopérante².

Sans doute, les particuliers dans leurs dédicaces et leurs papiers d'affaires, les historiens dans leurs récits, ne servent le plus souvent du surnom — à défaut du numéro d'ordre, qui n'a jamais été d'usage courant — pour distinguer les divers Ptolémées, et ils accolent le surnom au nom du « roi Ptolémée », sans la qualification de θεός. Il y a plus. Les monnaies et les édits royaux n'emploient d'ordinaire le surnom qu'avec la même ellipse, ou l'omettent complètement³. Mais, pour reconnaître dans le surnom « un nom de culte », il suffit que la qualification de « dieu » ne se trouve jamais accolée au nom de Ptolémée et soit inséparable du surnom. On n'a jamais dit : « le dieu Ptolémée »,

pas du tout sur délibérations de prêtres égyptiens décrétant des surnoms grecs.

1 Strack, pp. 113-121, 131 Il admet implicitement le principe de ses alternatives, à savoir que, pour être un prédicat divin, un « nom de culte », le surnom devait être décerné par des prêtres.

2. Après avoir démontré, à son avis, que le surnom est séparable du culte, Strack emploie couramment, pour le distinguer des autres titres, la forme de *Kultname*. E. Brönsa, traitant les mêmes questions à un point de vue plus général, — ce qui n'est pas, soit dit en passant, une façon de les éclaircir, — apporte à la thèse de Strack des confirmations tirées de textes épigraphiques concernant les Séleucides et Attalides. De ce que l'on rencontre un *τοῦ θεοῦ Σελεύκου* (SIG³ 1068 et un *ἱερὸς ἀρχιερεὺς τοῦ βασιλέως Αττάλου* Dittenb., 268, lig. 27), il conclut : « Ciò che evidentemente dimostra il cognome non aver mai a fare col culto ». Enfin, Cassanese et Lyimaque ont reçu les honneurs divins et on ne leur connaît pas de surnoms (op. cit., p. 103). Que le culte grec des rois vivants ait eu ailleurs d'autres règles, ou des règles moins bien, cela ne prouve pas que la règle fut exactement observée depuis Ptoémée I^{er} jusqu'à Ptoémée VIII — en Égypte et dans le culte dynastique des Lagides — un caractère liturgique.

3. Le surnom du roi vivant n'apparaît dans les protocoles royaux que sous le règne d'Évergète II, d'abord sans la qualification θεός, puis (à partir de 134 a. C.), avec ce titre (cf. Strack, p. 120, 1).

mais « Ptolémée dieu Évergète, ou Philopator, ou Philométor », etc.¹. Du reste, l'usage ne s'est fixé qu'avec les règles du culte lui-même. Le roi que nous appelons Philadelphe a vécu sans prédict jusqu'au jour où il est devenu l'éponyme du groupe des dieux Adelphe, et son fils paraît avoir attendu quelque temps avant de réclamer sa place dans la liste des dieux-rois comme éponyme du groupe des dieux Évergètes.

Reste maintenant à élucider la seconde question, qui est comme une autre face de la première ; à savoir, si le surnom a un sens approprié au caractère du roi, — à celui qu'il a ou prétend avoir, — s'il n'est pas destiné peut-être à commémorer un incident notable de sa vie, ou si c'est une étiquette purement distinctive et non susceptible d'interprétation historique.

Il serait étonnant qu'une question aussi complexe ne comportât qu'une solution unique. Il faudrait pour cela que la règle eût précédé les applications, et nous sommes à même de constater que les Lagides ont procédé ici d'une façon tout à fait empirique. Le surnom de Σωτήρ avait bien un sens laudatif pour les Grecs — Insulaires ou Rhodiens — qui l'ont décerné au premier Ptolémée. On voit aussi à quel propos et dans quel but le deuxième Ptolémée, fondateur du culte dynastique, a pris pour lui et pour sa défunte épouse le titre de θεοὶ Ἀδελφοί. Le surnom choisi pour rappeler l'institution du mariage royal à la mode égyptienne n'était pas, tant s'en faut, vide de sens. Pour le troisième Ptolémée, il y a doute sur la date et l'interprétation du surnom d'Évergète. Il est bien certain qu'il n'a pas été décerné par le synode égyptien de 238 : les prêtres l'enregistrent, mais ne prétendent pas en avoir fait spontanément hommage au roi. Ptolémée III ayant commencé son règne par une cam-

1. La formule βασιλεὺς Πτολεμαῖος θεὸς Ἀλέξανδρος (Strack, n. 149 Dittenb., *OGIS.*, n. 131) est une monstruosité, commise par un rédacteur qui a pris Ἀλέξανδρος pour un prédict. Il a mal compris la règle, mais il a voulu s'y conformer.

pagne entreprise pour venger sa sœur, il semble que, s'il avait voulu donner à son surnom une valeur commémorative, il en eût choisi un autre. On peut donc admettre qu'il l'a pris en montant sur le trône, comme l'ont fait après lui ses successeurs, mais non pas qu'il l'ait choisi au hasard. Il est permis de voir là une allusion au bienfait qu'il apportait à l'Égypte en faisant cesser, par son mariage avec la fille de Magas, le dualisme qui séparait de l'Égypte la Cyrénaïque, et je ne serais pas éloigné de croire que telle fut aussi la raison pour laquelle Évergète II prit le même surnom en remontant sur le trône d'Égypte alors qu'il était déjà roi de Cyrène.

A partir de Ptolémée IV, il n'y a aucune raison de douter que les surnoms aient été choisis par les rois lors de leur avènement; mais l'interprétation en devient difficile et, par conséquent, arbitraire.

Gutschmid croyait pouvoir affirmer que le surnom de Philopator convenait particulièrement au successeur associé ou tout au moins désigné par son père du vivant de celui-ci¹. Une objection se présente aussitôt d'elle-même : c'est que le second Philopator, le bâtard dit Aulète, n'avait été nullement désigné par son père. Si l'on esquivé celle-ci en supposant que le bâtard, payant d'audace, s'est arrogé précisément le titre qu'il ambitionnait le plus et méritait le moins, l'en surgit une autre. Si, comme nous la pensons, l'association au trône est devenue, chez les Lagides comme chez les Pharaons et par suite chez les Césars, un mode de transmission du pouvoir prévu et recommandé par la coutume, beaucoup de rois, à commencer par Philadelphe, auraient mérité le

¹ A. von Gutschmid, *Kl. Schrift.*, IV, p. 112. Cf. ci-dessus, tome I, p. 286, 2. Letronne (*Recueil*, I, p. 67) avait déjà réfuté l'interprétation reproduite depuis (E. Schürer, Th. Reinach), d'après Pausanias (I, 9, 1, ci-dessus, tome II, p. 90, 2), qui attribue aux prédicats *Φιλοπάτωρ*, *Φιλομήτωρ*, le sens passif de « aimé de son père, de sa mère », sens ignoré des notables égyptiens et contraire aux nombreux exemples cités par les lexicographes (cf. *Thesaurus*, s. vv.).

surnom de Philopator. Il faut renoncer aussi à trouver autre chose que des convenances personnelles plus ou moins justifiées dans les surnoms qui visent également des relations de famille, comme Philométor et Eupator.

Une coutume nouvelle, la multiplication des surnoms, qui commence à Ptolémée V Épiphanes et qui prit plus tard une extension abusive, nous oblige à revenir sur les résultats acquis. Épiphanes porte aussi le surnom d'Εὐχάριστος, presque aussi officiel que le premier, car il se rencontre dans l'inscription de Rosette et dans les énumérations des noms de culte. Que ce soit là un signe de décadence et que la valeur des rois, en Égypte comme en Syrie et ailleurs, ait été en raison inverse du nombre de leurs titres¹, peu importe. Il s'agit de savoir si nous devons encore considérer le surnom supplémentaire comme contemporain de l'autre, choisi de même par le roi, ou comme une addition postérieure, motivée par quelque fait nouveau ou, à défaut d'autre raison, par l'initiative des courtisans. Le caractère adulateur de l'épithète n'est pas douteux : il serait vraiment étrange que le roi eût pris de lui-même le titre de « Gracieux ». Peut-être faut-il voir là une traduction du titre correspondant en égyptien, qui aurait été décerné au roi par les prêtres lors de son sacre, en reconnaissance de sa soumission gracieuse à l'antique rituel, ou encore, un témoignage de l'accueil fait à l'enfant royal dont la naissance tardive venait assurer l'avenir de la dynastie².

Pour Épiphanes, il nous faut renoncer à savoir si le titre d'Euchariste est postérieur à l'autre ; mais nous sommes un peu mieux renseignés sur d'autres cas. La concurrence de Ptolémée VI Philométor et de son cadet amena successive-

1. Strack, p. 111. Breccia (p. 109 de l'étude mentionnée ci-dessus, p. 72, 1) fait sur ce point des réserves. « Outre la vanité du prince », dit-il « il a pu y avoir des raisons réputées d'opportunité politique, qui pouvaient nous échapper parfois, mais dont nous devons quand même tenir compte ».

2. Spiegelberg (*Demot. Inschr.*, p. 11, l. 28) croit retrouver la mention d'Épiphanes Εὐχάριστος dans un texte démotique du temps de Philopator.

ment le régime des deux, ou, en comptant la reine, des trois Philométors, et plus tard le régime des trois Évergètes, avec deux reines : c'est-à-dire que Ptolémée VII appela Philométor comme associé de son frère et abandonna ensuite ce prédicat pour en prendre un autre lorsqu'il fut seul roi ¹. Ptolémée X prit comme surnom-personnel celui de Soter, mais la concurrence de son frère paraît avoir déterminé l'adjonction du prédicat de Philométor, commun aux deux frères et qui précède l'autre dans l'inscription sacerdotale d'Assouan en l'honneur de Ptolémée X ². Enfin, le même Ptolémée X se lauré et regnant avec sa fille emprunta à celle-ci le surnom de Philadelphie. Ici, nous constatons une succession chronologique dans l'accumulation des surnoms. Ptolémée XIII Anète prit le surnom de Philopator et, peu après, probablement lors de son mariage et pour affirmer que son épouse Tryphæna était bien sa sœur, celui de Philadelphie ³. On voit ensuite apparaître le titre de *νέος Διόνυσος*, qui, tout en restant officieux, figure à côté des titres officiels et peut même les remplacer ⁴. Par contre, on a vu qu'un titre d'abord accepté pouvait être ensuite abandonné.

Il est inutile d'entrer plus avant dans le détail de ces modifications qui ont déroulé même les scribes contemporains. Nous sommes en droit de conclure que, à partir du quatrième Ptolémée, le surnom ou « nom de culte » principal

1. Le premier surnom reparaît parfois à côté de l'autre dans les textes historiques. Ainsi, le *Chron. Pasch.* (p. 146, 15) leon appelle Ptolémée Alexandre *νέος Πτολεμαίου τοῦ δευτέρου Εὐεργέτου καὶ Φιλομήτορος* (cf. Strack, p. 144). Un autre exemple de titre répudié est fourni par Ptolémée Alexandre, qui abandonna à la fin de son règne le titre de Σωτήρ pour ne garder que celui de Φιλομήτωρ, en vue de se distinguer de son frère.

2. Strack, n. 140. L'inscription est de l'an II de Ptolémée X (116/5 a. C.). On peut supposer que la reine mère avait d'abord décoré son fils cadet du surnom de Philométor, et que l'aîné s'adjoignit ce surnom en signe de réconciliation avec sa mère. Alexandre, substitué à son frère, lui prit d'abord les deux surnoms de Philométor Soter sans éliminer plus tard celui de Soter.

3. Ses enfants deviennent des *νέοι Φιλάδελφοι* (cf. ci-dessus, t. II, p. 164, 1) et héritent du prédicat initial Philopator comme d'un nom de famille.

4. Par exemple, βασιλεὺς [Πτολεμαίων θέν] νέος Διόνυσος (Strack, n. 156 B).

est assumé par le roi au moment où il devient dieu en devenant roi, et que les autres prédicats lui sont généralement adjoints par la suite pour des motifs à déterminer. Quant aux sobriquets de caractère sarcastique, qui ont souvent pris dans l'histoire la place des surnoms officiels¹, il n'est pas douteux qu'ils ont été mis en circulation au cours du règne du souverain qui en est affublé et qu'ils sont de tous les plus caractéristiques comme représentant la personnalité royale jugée par l'opinion populaire. En revanche, ceux qui, décernés sans doute par des adulateurs, avaient un sens honorifique figurent parfois à la suite des titres officiels dans des dédicaces et autres documents particuliers², mais ils ont été généralement délaissés par les historiens.

Le résumé suivant, extrait du tableau plus complet dressé par Strack, nous dispensera de plus amples explications³.

1. Cf. Ptolémée III, qui est *Tryphon*, sobriquet d'attribution douteuse (ci-dessus, tome I, p. 283); Ptolémée IV *Tryphon* (même); Ptolémée V le *Φαρις* *Κασιγύτης*, *Φιλόλογος*, et encore *Tryphon*, sobriquet que lui donne, sous la forme *Τρυπ* et peut-être avec une intention malveillante, un texte démocratique. Journal même enregistrant des passages de et suristes thébains durant les années de guerre civile (ans XXXIX et XL). Spiegelberg (*Dem. Pap. Berl.* t. 26, p. 12), en a pu dater (132 et 130 a. C.) et sans songer que le premier Evergète n'a régné que 26 ans, attribue le surnom à Ptolémée III. Je soupçonne même erreur à la p. 42 des *Demot. Inschriften*. Le fils aîné de Pto., m. 260 av. J. C., n'a pas eu, avant d'être un sobriquet, celui de *Κασιγύτης*.

2. Ainsi Ptolémée III est *πατριάρχης* *πρωτος*, dans l'acte qu'on a volé à Ptolémée IV (68, m. 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37) à la suite de la bataille de Raphie, de même les six autres successeurs de Ptolémée V, Ptolémée VII, Ptolémée X, Ptolémée XI, dans des p. 11, 12, 13 ou actions de grâces. *Pap. dém. du Louvre* n. 2106, *Pap. Par.*, n. 14, lig. 33. Strack, n. 140 *Pap. Berl.*, G).

3. Strack, pp. 140-145. Cf. Breccia, p. 126. J'en ai retranché, avec les références et pour la concision de l'expression, deux colonnes indiquant, une les « titres dans le culte d'Alexandre », qui sont — sauf exception pour Épiphane et Néos Philopator — ceux des couples royaux sous la forme *hoi* *Αλέξανδρος*, *Ελευθέριος*, etc., l'autre, les « titres dans le culte individuel », une disjonction qui n'a d'importance que pour deux ou trois rois et sur laquelle nous reviendrons plus loin. J'y ai ajouté *Τρυφών* pour Evergète II, *Εσπεύς* pour Cléopâtre II, *Δαμασκόπ* pour Cléopâtre II. Gerhard (*op. cit.*, p. 323 et Otto, p. 415, notamment) une *Εσπεύς* désigne toujours Cléopâtre III. On ne voit pas pourquoi Cléopâtre II, si longtemps membre du couple en de la trinité des Evergètes, n'aurait pas été individuellement *Εσπεύς*, comme Sévère II.

NOM	PREDICAT OFFICIEL	SURNOMS OFFICIELS	SURNOMS POPULAIRES
Ptolémée I^{er}	Σωτήρ	Θεός	
Ptolémée II	[Ἀδελφός ²]		
Arziané I	Φιλαδέλφου		
Ptolémée III	Εὐεργέτης	βασιλεὺς, Μίγας	Τρυφών
Berenice II	Εὐεργέτις	Σωζουσα	
Ptolémée IV	φιλοπάτωρ	Σωτήρ Νικηφόρος Διόνυσος Θεός, Πέντας	Γάλλος Τρυφών ὁ τῆς Αγαθουλαίας
Ptolémée V	Επιφανής	Κυχάρκτος Νικηφόρος βασιλεὺς Μίγας ὁ ἐπικρατοὺς τῆ Αἰγύπτου	
Cleopâtre I	Επιφανής		Σοφία
Ptolémée VI	Φιλομήτωρ	Εὐχάρκτος (?) Σωτήρ Εὐεργέτης	
Ptolémée VII	[Φιλομήτωρ] Εὐεργέτης	Νικηφόρος	Φυσκων Ἐπεργέτης Φιλολόγος Τρύφων
Ptolémée VIII	Σωτήρ		
Ptolémée IX	Νέος Φιλοπάτωρ		Μαργαρίτης
Cleopâtre II	Φιλομήτωρ Εὐεργέτης Σωζουσα		
Cleopâtre III	Εὐεργέτης Φιλομήτωρ Σωζουσα	Νικηφόρος Δικαιοσύνη	Κόκκη
Ptolémée X	Σωτήρ Φιλομήτωρ Φιλάδελφος	Ἐπεργέτης ὁ Μέντας Θεός	Αἰθίοψ Ποσειδών
Ptolémée XI (Alexandre I ^{er})	Φιλομήτωρ Σωτήρ	Νικηφόρος	Παρσί(σαντος) ὁ Κόκκης ³ [Φυσκων]

4. Sur le débat concernant l'attribution des surnoms Παρσί(σαντος) et ὁ

NOM	PRÉDILAT OFFICIEL	SURNOMS OFFICIELS	SURNOMS POPULAIRES
(Cléopâtre) Βενέ- πικε III Ptolémée XII (Alexandre II)	Φιλομήτωρ Φιλάδελφος "	"	"
Ptolémée XIII	Φιλοπάτωρ Φιλάδελφος	Νίκος Διδόνουσης	Αύλητής Νόθος
Cléopâtre VI	Φιλοπάτωρ	Νέα Ἴσις Θεὰ νεώτερα	
Ptolémée XIV	Φιλοπάτωρ		
Ptolémée XV	Φιλοπάτωρ		
Ptolémée XVI	Φιλοπάτωρ Φιλομήτωρ		Ἐπισπρίων

La répétition des mêmes surnoms risquait d'entraîner des confusions de personnes, et c'est là, sans aucun doute, une des raisons qui ont fait adjoindre au surnom principal répété d'autres qualificatifs, qui pouvaient n'être pas nouveaux mais formaient avec le premier des combinaisons nouvelles. On pouvait aussi obvier aux confusions en donnant un numéro d'ordre au surnom répété. C'est ce qu'ont fait notamment Strabon et les auteurs du *Canon des Rois* en appelant Ptolémée VII Εὐεργέτης δεύτερος¹. Nous trouvons aujourd'hui étonnant et fâcheux que les anciens aient eu si rarement l'idée plus simple de numérotter les règnes. Cependant, Polybe ne l'a pas fait. D'autres l'ont essayé, mais n'ont

Κόχης à Ptolémée X ou Ptolémée XI, voy. ci-dessus, tome II, p. 95. 1 Le surnom de Φυσίων, attribué indûment à Ptolémée X ci-dessus, tome II, p. 90-1), convient à Ptolémée XI imitateur de son père (*ibid.*, p. 109).

1 De même, le *Chron. Paschale* (ci-dessus, p. 78, 2), et Strack, nn. 132, 134.

pas prolongé l'ordonnance au-delà de Ptolémée VII¹. Strabon appelle Aulète le dernier des rois : au-delà, il n'y a plus que des fantoches noyés dans l'ombre de la grande Cléopâtre. Lepsius a le premier dressé une nomenclature complète des Ptolémées, dans laquelle il a fait entrer tous les Ptolémées pourvus de noms de culte et porté ainsi à seize le nombre des ayants-droit. C'est celle que nous avons suivie, tout en regrettant de déranger sans profit évident les habitudes prises, sauf à replacer à leur rang accoutumé Ptolémée VI Philométor et Ptolémée VII Evergète II et à modifier en conséquence les numéros qui vont de VI à IX².

Il a été dit plus haut que les « noms de culte » convenaient excellemment aux couples royaux. La reine partageait le prédicat de son époux, et, même lorsqu'elle était honorée d'un culte particulier, elle n'en portait pas d'autre³. Si Arsinoé Philadelphé fait exception⁴, c'est que l'institution de son culte est antérieure à la règle qu'établit ensuite son époux. La communication du surnom se fait donc par le mariage et ne convient qu'à la femme légitime.

Après avoir recensé les titres et prérogatives du roi considéré comme dieu, il est temps d'étudier le droit monar-

1 Πτολ. ὁ πρῶτος (Cass. ap. Athen., V, p. 203 a. — ὁ δεύτερος (Ptol. ap. Athen., XII, p. 278 c). Joseph., *Ant. jud.*, I Pr. 3 ; ὁ τῷ πρῶτῳ, Euphrat. ap. Athen., VI, p. 251 d. Strab., XVI, p. 790. Joseph., *C. ap. rom.*, II, 5. — ὁ τρίτος (Clement. Alex., *Protrept.*, IV, 51. — ὁ τέταρτος (Julien, s. v. Πτολεμαῖος, *op. cit.*, p. 242 a). Pausan. ap. Athen., VI, p. 252 c. VII, p. 549 d. Strab., XVI, p. 790. — ὁ πέμπτος (Strab., *ibid.* ; Porphyre *Philos.*, II, p. 719. Euseb., I, p. 160. Euseb. arrête ses numéros d'ordre au τρίτος Πτολεμαῖος, Εὐσεβίου.

2. Des interpolations analogues devaient avoir eu lieu dans certains canons antiques, car Pausanias (I, 9, 1) appelle Ptolémée Philométor ὁ γῶτος, πρῶτος Πτολεμαῖος τοῦ Αἰγυπτῶ, Vey. ci-dessus, tome II, p. 56, 2. L'insertion d'Eupator et de Nosa P. Eupator ne peut qu'embrouiller l'histoire pontique. B. Ne se recroient à l'ancienne nomenclature et il faut bien.

3. Tout au plus le prédicat était-il mis au féminin, comme pour les II) Evergète, Cléopâtre II et III. Le nom de θεῖος βασιλεὺς, qui se trouve sur une chapelle égyptienne (ci-dessus, tome I, p. 331, 2) était sans doute un nom populaire ou tout au moins extra-officiel.

4. C'est cette exception que Strack s'efforce de faire disparaître en soulignant que Philadelphé s'est appelé officiellement θεῖος Φαίδελφος, parce que θεῖος, Αἰδώς, est « absurde » p. 111.

chique au point de vue humain et appliqué aux relations de famille.

§ II

L'HÉRÉDITÉ CHEZ LES LAGIDES.

La monarchie élective n'apparaît dans l'histoire qu'à l'état d'exception et presque de phénomène contre nature, qui tend toujours et aboutit généralement à reprendre son assiette naturelle dans l'hérédité ¹. Mais l'hérédité n'est pas un appareil dont le jeu mécanique puisse être livré à lui-même. Elle a besoin d'être réglée dans le détail par des conventions qui admettent ou prohibent le partage entre les enfants, qui fixent les droits de l'un et de l'autre sexe, qui prévoient les cas de déshérence en ligne directe et les moyens de transporter le droit de succession aux branches collatérales. Ces règles, qui sont en tout pays la partie essentielle du droit privé, sont plus indispensables encore lorsque la propriété à transmettre est la royauté et que cet héritage est déclaré indivisible.

Les Lagides, succédant aux Pharaons, ont trouvé sur la matière un droit coutumier préexistant. Mais ils apportèrent aussi du dehors des habitudes empruntées à une civilisation différente, à leurs yeux supérieure, habitudes qu'ils devaient être tentés de conserver. La question se pose donc de savoir s'ils ont accepté en bloc les coutumes égyptiennes; s'ils sont,

¹ Ptolémaïque (*fr. et Osir.*, 3) assure que les rois étaient choisis (*ἐκτιβέχοντο*) parmi les prêtres et les guerriers, et étaient aussi tôt consacrés comme prêtres. Synésius (*Égypte*, 4 sqq.) décrit complaisamment le mode d'élection des rois par les prêtres et les guerriers, à propos de l'élection d'Osiris. Mais il s'agit moins, dans ce « mythe égyptien », de substituer l'élection à l'hérédité que de choisir entre deux héritiers, le méchant Typhon et son cadet le vertueux Osiris, celui-ci préféré à l'autre en dépit du droit d'aînesse. La légende a pu servir, si elle était connue au temps de Ptolémée Soter, à justifier l'extirpation de Ptolémée Keraunos au profit de Ptolémée Philadelphe (ci-dessus, t. I, pp. 95-98). En somme, cette prétendue élection se réduisait — comme celle des empereurs romains — aux acclamations de commande qui consacraient le fait accompli.

au contraire, restés fidèles aux coutumes gréco-macédoniennes, ou s'ils ont composé, par choix fait entre les unes et les autres, un droit éclectique. Malheureusement, nous n'avons d'aucun côté aucun texte juridique concernant l'hérédité dans les familles royales soit de l'Égypte ancienne, soit des monarchies hellénistiques. C'est dans les faits qu'il faut chercher les théories, et les faits sont ou mal connus — ce qui est le cas pour l'Égypte pharaonique — ou contradictoires, de telle sorte qu'on ne sait le plus souvent où placer la règle ou l'exception.

La facilité, empressée et intéressée, avec laquelle les Lagides ont accepté le droit divin des Pharaons et ont voulu prêter à cette doctrine l'esprit de leurs compatriotes, le fait qu'ils ont, au grand scandale de ceux-ci, adopté le mariage entre frère et sœur, c'est-à-dire un usage qui touche de très près aux questions d'hérédité; tout cela porterait à croire qu'ils se sont abstenus d'innover en matière d'hérédité. Ce fut tout d'abord l'opinion des égyptologues, qui, en vertu de leur compétence spéciale, l'imposèrent aux non initiés¹. Le caractère spécifique de la coutume égyptienne, en droit public comme en droit privé, était, à leur sens, l'aptitude des femmes à hériter au même titre que les hommes. On sait qu'en Égypte, en dépit de la polygamie, dont les effets ordinaires étaient sans doute contrebalancés par des traditions matriarcales, le droit et les mœurs admettaient l'égalité à peu près complète de l'homme et de la femme.

Les Grecs ont même cru que la supériorité était du côté de la femme. Diodore, jugeant des ménages égyptiens par Isis et Osiris, est persuadé que « la reine a plus de puissance

1. Je renvoie, pour les débats en forme et le détail des statistiques, comme pour les références à l'appui, aux études spéciales de Strack et de Breccia, qui discutent les opinions antérieures et épuisent la matière. Il me suffira d'indiquer les points sur lesquels ils sont en désaccord, et ceux à propos desquels je me sépare de l'un et de l'autre. Cf. Rachel Evelyn White, *Women in Ptolemaic Egypt* (in *Journ. of Hell. Studies*, XVIII [1898], pp. 238-266.

2. Voy. Lepsius, de Rougé, Maspero, Erman, Wiedemann, Revillout, et d'après eux, Lambros.

que le roi » et que l'homme, en se mariant, s'engage par contrat à obéir à la femme ¹. Les exemples de reines qui ont porté la couronne ou tenu en tutelle soit leur fils, soit leur mari ou leur frère, — comme Neit-aker (Nitocris), sous la VI^e dynastie, Nefttari au début de la XVIII^e dynastie; Ramaka-Hâtshopitou, un demi-siècle plus tard; Amen-art-us (Aménécritis) sous la XXV^e dynastie, — ces exemples, dis-je, venant à l'appui, on a cru pouvoir affirmer que, sous les Pharaons, les filles de roi étaient en droit de succéder comme leurs frères, que les reines partageaient le pouvoir royal sur le pied d'égalité avec les rois, ou que, veuves, elles le détenaient avec un droit supérieur même à celui de leurs fils, à qui elles imposaient leur tutelle. On expliquait même par là, par le besoin de satisfaire ces droits concurrents des deux sexes en les associant, le mariage entre frère et sœur. Il serait plus juste de dire que l'exception confirme ici la règle, en ce sens que les reines régnantes ont renié leur sexe et porté la barbe en même temps que la couronne. Enfin, comme le mariage entre frère et sœur a été aussi pratiqué par les Lagides, comme il n'a pas manqué chez eux non plus de femmes qui ont ambitionné et exercé le pouvoir souverain, on a pu conclure que les Lagides s'étaient ralliés sur ce point aux coutumes pharaoniques ².

Cette thèse, fondée sur des faits isolés qui peuvent être

1. Diod., I, 27. Cf. les exagérations naïves que Sophocle (*Œdip. Colon.*, 337 seq., répète après et d'après Hérodote (II, 35).

2. L'opinion que nous allons résumer remonte au moins à Montesquieu. « C'était », dit-il, « en quelque façon, une loi fondamentale de l'Égypte, que les sœurs succédaient avec les frères; et afin de maintenir l'unité dans le gouvernement, on mariait le frère avec la sœur (*Gr. et décad. d. R.*, chap. vi). Leironne, commentant la pierre de Rosette, à propos de l'expression *παραδίδωκε τὸν βασιλεὺς πρὸς τὴν κατὰ δὲ* dit aussi « Je crois que la répétition de cette formule provient de ce que, la monarchie égyptienne étant héréditaire dans la ligne masculine et féminine, le roi pouvait avoir pour successeur un autre que son fils; celui-ci devant donc tenir à honneur de mentionner qu'il succédait immédiatement à son père » (*Recueil*, I, p. 233. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 362, 1, 370, 3). Wilcken aurait bien dû ne pas supposer que Philadelphie a pu épouser sa sœur Arsinoë afin de ne pas l'avoir pour rivale. Pauly-Wiss., *R.-E.*, II, p. 1283,.

des accidents, est fort mal assurée pour l'époque des Pharaons¹, et elle est facile à réfuter pour l'époque des Lagides. On a vu que le mariage entre frères et sœurs s'explique très suffisamment, aussi bien pour les Pharaons que pour les Lagides, par une doctrine qui n'a rien à faire avec le droit de succession des femmes, la même que l'on retrouve recommandée par les codes religieux chez les Achéménides et dans tout l'Iran avestique². Le principal argument de la thèse égyptologique se trouve ainsi écarté. D'autre part, le cas des princesses royales mariées à l'étranger fournit un argument contraire, que nous retournerons encore tout à l'heure contre un autre système. Pour ne parler que de la période avancée de la dynastie ptolémaïque, celle où grandit le rôle des femmes, les Lagides ont fourni un certain nombre de reines aux Séleucs. Or on ne voit pas qu'aucune de ces princesses ait jamais transmis à son époux les droits sur la couronne d'Égypte ou sur une parcelle quelconque du territoire, même lorsque, comme c'était vraisemblablement le cas pour Cléopâtre Thée, la princesse ainsi mariée était l'aînée des filles³.

¹ On s'entend peu nier que les femmes de sang royal aient servi à transmettre d'une dynastie à l'autre des prétentions à la légitimité, mais leur droit servait généralement à légitimer l'usurpation déjà consommée et eût été tenu pour nul en cas d'insuccès. C'est ainsi que Psammétique, fondateur de la XXVI^e dynastie, fut légitimé par son mariage avec la fille de la reine Aménédjès et du roi éthiopien Piankhi. J'ai été tenté de croire que la « reine Ptolémaïs, descendante de Nectanébo » (d'après Sethe *Hierogl. Urk.*, II, 12), avait été un chaînon de ce genre, mais le texte, vu par d'autres yeux, porte simplement « fille de Ptolémée *Kheper-ka-ef* », c. à d. de Ptolémée Soter affublé du nom solaire de Nectanébo (ci-dessus, p. 26) laquelle fil eût été Arsinoé II. Chez les Grecs eux-mêmes, qui n'entendaient pas laisser tomber le sceptre en quenouille, la légende homérique admet que Pénélope aurait pu, en épousant un des prétendants, faire du nouvel époux un roi légitime ou tout au moins légal, opposable à l'héritier naturel. L'histoire byzantine montre combien il est imprudent de confondre le fait et le droit. Sous un régime de droit public qui excluait les femmes de la succession au trône, les « porphyrogénètes » byzantines ont fait de leurs maris les empereurs. Il suffit de citer l'exemple de Zoé, fille de Constantin VIII, qui, de 1028 à 1054, fit ainsi quatre empereurs, Roman III, Michel IV, Michel V et Constantin IX, 2. Ci-dessus, pp. 23-24.

³ Cf. ci-dessus, tome II, p. 14. Il n'y a aucune raison de penser que

La même considération pèse d'un grand poids dans le débat transporté sur le terrain du droit hellénique. Ici, il y a lieu de demander de quel droit il s'agit, et s'il distingue entre le droit privé, qui, sans être partout uniforme, est connu dans ses principes généraux, et un droit monarchique dont les règles sont à chercher dans des faits disséminés en diverses régions.

En droit privé, la femme est perpétuellement mineure : les femmes n'ont droit qu'à une dot et sont exclues de la succession au profit de leurs frères, qui se la partagent également entre eux, le droit d'aînesse restant purement honorifique. Une fille n'hérite que quand elle est *ἐπίκληρος*, c'est-à-dire seule héritière, et elle doit épouser son plus proche parent, afin de transmettre le bien de la famille à sa descendance. Si l'est douteux que les princesses royales aient été aptes à succéder en droit égyptien, les idées grecques n'ont pu que rendre cette incapacité plus formelle. Le cas de la fille épiclère ne s'est présenté qu'une fois dans l'histoire des Lagides, lorsque Ptolémée Soter II mourut sans laisser d'autre enfant légitime que sa fille Bérénice III. Il fut résolu à la mode grecque, par le mariage de Bérénice avec son plus proche parent Ptolémée Alexandre II, héritier lui-même des prétentions de la branche cadette. Un cas analogue, et plus singulier, fut celui de la grande Cléopâtre Philopator, lorsque, débarrassée successivement de ses deux frères-époux, elle se trouva représenter seule — avec son fils le bâtard Césarion — la dynastie des Lagides. Elle eut recours à un expédient ingénieux, qui put lui être suggéré par quelque théologien de cour : elle se déclara épouse d'Amon et régna

Cléopâtre Thôa, mariée sept ans avant sa sœur Cléopâtre III, ne fut pas l'aînée. En tout cas, la fille unique de Philopator, si elle ne devait rien en elle tous les droits de la descendance féminine, et celle, par exemple, cf. tome I, p. 244, peut qu'une dot en argent. La dot ne pouvait donc être une portion de territoire. Nous n'avons pas admis qu'il en fût autrement pour la dot de la première Cléopâtre (cf. tome I, pp. 385-387, II, p. 9), qui, au surplus, était une princesse séleucide.

avec lui ou par lui sur l'Égypte ¹. Mais le droit privé, qui partageait également la succession entre les héritiers mâles, n'était évidemment pas applicable aux successions royales qui devaient transmettre la souveraineté intégralement à un seul ayant-droit ². Cette transmission est régie par le droit monarchique.

Ce droit spécial, on le voit appliqué dans une foule de légendes héroïques et même theogoniques, et ces applications sont très diverses, car on y trouve aussi bien la négation par exemple, dans la succession des Ouranides et des Kronides ³ que l'affirmation du droit d'aînesse. Au lieu de nous égarer dans ce labyrinthe, nous avons à rechercher des exemples pris dans la réalité historique. En fait de monarchie existant sur sol grec à l'époque historique, nous ne rencontrons que la royauté spartiate. A Sparte, les filles étaient exclues absolument de la succession ; la couronne est dévolue à l'un des fils nés durant le règne de leur père. Du moins, c'est la théorie juridique que Démétrios expose à Darius afin d'engager le Grand-Roi à désigner Xerxès pour son successeur. « A Sparte aussi », dit-il, « s'il y avait des fils

1. Voy. l'épithète de Νεφέχο, citée par Revillout, *Précis*, p. 1065. Νεφέχο fut mariée à Ptoémion, prophète de Ptah, « en l'an XL de Cléopâtre avec à Anson » (31/2 a. Chr.). Anson s'appelait alors Antoine. L'épouse « Anson » n'était pas un fils véritable et accoucha en l'an Phil., *Anon*, 34.

2. Les dérogations à cette règle comme le partage de la souveraineté d'abord, du territoire ensuite, entre Philométor et Évergète I, entre Soter II et Alexandre I^{er}, entre Ptolémée XIII Autète et le roi de Chypre, sont toujours l'œuvre de la violence ou des concessions faites à des nécessités d'ordre politique, jamais l'exercice d'un droit. C'est pour n'avoir pas regardé assez près ces causes accidentelles que Strack tergiverse et admet avec un *peut être* le « principe du partage du royaume entre les fils, sans privilège essentiel de primogéniture », et cela, « conformément au droit privé grec » (p. 75). Il complique le thème, et pour les mêmes raisons, l'étude du droit des femmes en admetant que, « depuis Cléopâtre II, la reine était sur le pied d'égalité avec le roi » si bien qu'Évergète II comme plus tard Alexandre II n'aurait acquis le droit de régner qu'en épousant la souveraine, celle-ci propriétaire de la couronne comme veuve ou comme fille légitime (p. 89).

3. Ouranos a pour successeur son dernier-né Kronos, et celui-ci est remplacé par Zeus, le dernier-né des Kronides. Zeus, alors qu'il est déjà père d'une nombreuse famille, est même menacé d'être détrôné par un fils à naître.

nés avant que leur père fût roi, au cas où celui-ci aurait un tardillon durant son règne, c'est le survenant qui succède à la royauté ¹. C'est sur ce texte qu'est échafaudée la théorie du droit d'ainesse limité aux porphyrogénètes, théorie récemment importée dans l'histoire des Lagides par Mahaffy, acceptée par Strack, rejetée par Breccia, et sur laquelle il faut prendre parti ².

On n'a pas assez remarqué que l'historien ne prend pas à son compte l'affirmation de Démarate, avocat peu scrupuleux d'une cause douteuse, et que nous n'avons plus les moyens de la contrôler ³. Au surplus, il n'y a pas apparence que les lois de Lycurgue, admirées surtout comme uniques en leur genre, aient fait autorité à Alexandrie. Le droit égyptien mérite plus d'attention, car les Lagides, qui lui ont emprunté le mariage royal, ont pu lui emprunter aussi la jurisprudence connexe sur le droit de succession.

La doctrine théologique exposée plus haut ne considère comme dieu, fils authentique de Râ, que le Pharaon régnant. C'est donc comme roi, et non comme roi futur, à l'état de dieu éventuel, qu'il peut, lui ou Amonrâ sous sa forme engendrer son successeur légitime. De plus, bien qu'ayant un harem peuplé de concubines, le roi n'avait officiellement qu'une femme légitime, seule qualifiée « grande épouse royale ou reine », seule apte à transmettre sans mélange à ses enfants le sang divin dont elle était elle-même issue. Or il est évident que cette mère du futur souverain ne pouvait

1. Herod., VII, 3.

2. Mahaffy, *The Empire of the Ptolemies*, p. 491. *Revenue Laws*, p. xxvi. *Hermathena*, IX, p. 294. Strack, *Dynastie der Ptolemäer*, p. 94. Breccia, *Dritto dinastico*, pp. 30-36. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 61, 2. 96, 1. 98, 1, II, p. 91, 1-2.

3. Les rois ou prétendants évincés l'ont été comme n'étant pas fils de leur père légal. Ainsi Démarate. Herod., VI, 60-61, Leotycheus (Nétophr. *Hellen*, III, 3. 4). Le cas allégué par Breccia, celui d'Arion, petit-fils de Cléomène II, préféré au fils cadet de Cléomène (Plut., *Agis*, 3. Pausan., II, 6, 2) n'est pas probant. Cléomène II ayant régné environ soixante ans, son fils aîné, Acrotatos, décédé avant son père, pouvait être porphyrogénète. Mais nous n'avons de renseignements que sur les successions contestées.

être grande épouse royale qu'avec un roi pour époux. La doctrine, strictement appliquée, n'admettait donc d'autre candidat au trône qu'un porphyrogénète. Nous n'avons pas à nous préoccuper de la pratique, qui fut le plus souvent conforme à la théorie. « En général », dit Wiedemann ¹, « le successeur fut le fils aîné, c'est-à-dire non le premier fils que le roi engendra, mais le premier fils qui lui fut né par sa grande épouse royale, femme qui était regardée comme la seule souveraine légitime ».

Reste maintenant à savoir si les Lagides, en acceptant les prémisses de la théorie, en ont tiré toutes les conséquences. Les partisans de l'affirmative ont écarté par avance toute objection en soutenant que les rois Lagides ne contractaient de mariage légitime qu'après leur avènement. C'est là une question de fait, à résoudre non par des raisonnements, mais par des constatations. Le fait principal invoqué à l'appui de leur opinion est devenu depuis peu un argument contraire. Ils expliquaient la façon dont Ptolémée Soter avait disposé de sa succession, excluant l'aîné de ses fils au profit du cadet, par le droit supérieur de ce dernier, que, pour les besoins de la cause, on supposait né après l'avènement de son père. Mais un nouveau fragment de la chronique de Paros ne permet plus de douter que Philadelphes soit né en 309, plusieurs années avant l'avènement officiel de son père ².

1. Wiedemann, *Le roi dans l'ancienne Égypte*, (Le Maséon, XII) 1894, p. 316. Wiedemann attribue cette préférence à la qualité royale non du père, mais de la mère « ordinairement sœur germaine du roi ».

2. Voy. ci-dessus, tome I, p. 61, 2. La date de 309/8 était couramment acceptée depuis Droysen. Strack convient loyalement qu'il la fait descendre à 304 sur la foi de la théorie du porphyrogénétisme (p. 102, 8). De tout temps, la loi a engendré ses preuves. Celle de Strack est si en père qu'il écrit après avoir disqualifié les bâtards : « Sont aussi considérés comme illégitimes les enfants qui ne sont pas nés dans la pourpre » (p. 75). Les autres dynasties hellénistiques ne connaissent pas d'avantage le privilège des porphyrogénètes. Démétrios Poliorcète s'est marié plusieurs fois après son avènement et a eu plusieurs enfants de ces unions. Son héritier légitime n'en a pas moins été Antigone Gonatas, né en 318, douze ans avant que Démétrios ne fût roi.

Mais Ptolémée Soter appartient à une époque où la règle pouvait n'être pas encore établie. Il ne se souciait guère plus que les autres Diadoques des effets juridiques des mariages où la femme jouait le plus souvent le rôle d'appoint ou d'otage dans les combinaisons politiques. Voyons donc plus tard. Plus tard, on ne trouve rien, en Égypte ou ailleurs, qui confirme la thèse du porphyrogénétisme, et on est en droit de conclure que, échafaudée sur des reminiscences empruntées à Sparte ou à l'Égypte ancienne, elle s'est nourrie de sa propre substance.

Il n'a pas été question jusqu'ici des enfants illégitimes. Il suffirait de dire qu'ils n'avaient aucun droit sur la succession de leur frère, si la dynastie des Lagides n'avait été prolongée par une greffe bâtarde à partir de Ptolémée XIII Aulète. C'est un fait historique motivé par des considérations tout à fait étrangères au droit public comme au droit privé, et qui n'a rien changé aux principes juridiques. On a vu combien Ptolémée Aulète eut de peine à faire oublier sa tare originelle, et à quel prix il acheta le droit de régner. Nous en dirons autant de l'apanage donné par Évergète II à son bâtard Ptolémée Apion. Ce fut un acte testamentaire, et le testament a pour fonction propre de déroger à l'application régulière de la loi commune. Nous pouvons donc résumer les résultats acquis dans les propositions suivantes, qui constituent les règles fondamentales du droit monarchique appliqué en Égypte sous les Lagides en matière de succession.

I. Dans la famille des Lagides, la couronne était héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

II. Les filles n'ont aucun droit à la couronne, tant qu'il existe un représentant légitime de la descendance masculine, en ligne directe ou agnatique. Elles ne sont aptes à succéder qu'à défaut d'ayant-droit, et seulement pour transmettre la souveraineté à un roi associé par mariage, conformément aux principes du droit grec.

III. Les enfants illégitimes sont exclus de la succession.

§ III

L'AVÈNEMENT ET L'ASSOCIATION AU TRÔNE

Les règles concernant l'hérédité ne sont qu'une partie des précautions dont le droit monarchique entoure la transmission du pouvoir. En droit privé, le mort saisit le vif; théoriquement, la propriété du défunt ne reste pas un instant sans maître. En pratique, l'héritier peut être incapable d'exercer son droit de propriété et placé sous tutelle. Même s'il est majeur et capable, sa prise de possession est entourée de formalités imaginées soit dans son intérêt, soit dans l'intérêt de la société. À plus forte raison, la prise de possession de la souveraineté.

Nous ne connaissons pas du tout les formalités qui ont pu solenniser l'avènement des rois à Sparte, en Macédoine ou dans les monarchies hellénistiques. Les historiens qui nous renseignent si bien sur les funérailles des rois spartiates n'ont pas songé à nous décrire les rites de l'entrée en fonction. On peut supposer avec vraisemblance des sacrifices offerts par le roi aux dieux nationaux et l'hommage des acclamations populaires. En ce qui concerne les Lagides, ces Janus à deux visages, nous avons à distinguer la face tournée du côté de l'Égypte et celle que connaissent les Alexandrins. Du côté égyptien, nous savons que le roi affirmait sa souveraineté et sa divinité en exerçant ses fonctions sacerdotales, et avec une solennité particulière, devant des délégations des divers clergés, dans le temple de Memphis, le jour du sacre. À Alexandrie, on nous parle d'*ἀνακλιτις* et de *πρωτοκλήσια*, solennités auxquelles on convoquait même des députations venues de l'étranger¹. Mais le sacre, cérémonie que les premiers Lagides n'ont pas jugée indispensable, ne coïncidait

1. Breccia (p. 70) n'admet pas la distinction que j'ai admise, après Mahaffy (C. deussus, tome I, p. 364, 1, p. 5), entre la proclamation de la majorité à Alexandrie et le sacre à Memphis. Il ne connaît que le sacre.

pas avec l'avènement ¹, et pas davantage les fêtes alexandrines que nous avons considérées comme la proclamation de la majorité de rois mineurs lors de leur avènement réel.

Ce qui importe beaucoup plus, c'est d'étudier l'hérédité anticipée, sous forme d'association au trône.

Les dynasties qui se fondent et qui n'ont pas encore acquis la légitimité conférée par le temps n'oublient pas en général, que la transmission du pouvoir vacant par décès peut se heurter à des compétitions dangereuses. Dans les pays polygames, les compétitions nées des intrigues de harem menacent les dynasties les mieux assises. Le moyen le plus efficace d'y obvier est que le souverain mette son successeur désigné en état de braver la concurrence possible en l'associant à son pouvoir, en lui assurant d'ores et déjà l'obéissance et le respect de ses sujets. Les Pharaons n'y ont pas manqué : on nous cite comme ayant pratiqué ce genre de précaution tous ou presque tous les rois de la XII^e dynastie et même les rois puissants des XVIII^e et XIX^e dynasties. Les exemples connus ne permettent pas d'affirmer que ce fût une coutume constante : mais ils suffisent à montrer qu'on l'avait trouvée souvent opportune ². L'usage une fois

1. Les rois de France aussi — pour ne parler que de ceux-là — ne se faisaient sacrer qu'après leur avènement et parfois longtemps après, montrant par là qu'ils ne tenaient pas leur droit de l'onction sacerdotale, mais de l'hérédité.

2. « A la XII^e dynastie, tous les rois se sont associés leur fils (un seul sur huit pour lesquels la preuve n'est pas faite), à la XVIII^e dynastie, la reine Nefertiti fut associée à son mari Akénès, puis s'associa son fils Aménophis I, Toutânkhamon I, qui fut associé à son père, s'associa Amenmesou, puis sa fille Hatchepsout ; Aménophis IV s'associa son gendre Saakéri. A la XIX^e dynastie, Ramsès I s'associa Sét I, et celui-ci s'associa Ramsès II, qui à son tour appela près de lui Khâmoût, puis Minéphtah. A la XX^e dynastie, Ramsès IV régna avec Ramsès III » (A. Moret, *Levante pharaon*, p. 19, 1). « L'Égypte », dit Maspero (*Mus. égypt.*, I, p. 214), « obéissant alors à deux maîtres, dont le plus jeune vaquait surtout aux affaires actives de la royauté, tandis que l'autre s'enfermait de préférence dans la rôle d'inspecteur et de conseiller bénévole ». Cette coutume était si connue que le rédacteur de l'Érode (III, 79), parlant des premiers-nés frappés de mort en une nuit par Iahveh, commence à *protégente Pharaon*, qui in solo eja sedebat Cas cas, assés nombreux pour en faire supposer d'autres, infirment l'assertion de Struck (p. 78), qui suppose la pratique de l'association restreinte « peut-être » à la

établi fut justifié, comme il convient, par l'exemple des dieux. C'est ainsi qu'Osiris avait été intronisé par son père et initié par lui aux devoirs de la royauté¹.

Que le premier Lagide l'ait empruntée aux vieilles traditions du pays ou qu'elle lui ait été suggérée par sa prudence bien connue, il est certain qu'il en a fait usage. Il s'est associé son fils cadet, et, pour prévenir un retour offensif de l'aîné, il a si complètement délégué ses pouvoirs à Ptolémée Philadelphe que historiens et chronographes ont interprété le fait comme une abdication. Ptolémée Philadelphe, pour des raisons que nous avons cherché à expliquer, s'est donné pour collègue, durant un certain temps, son fils aîné Ptolémée III Évergète². On ne saurait affirmer que celui-ci ait investi son successeur; mais il paraît bien qu'il prit cette précaution³. La succession de Ptolémée IV Philopator fut assurée à son fils encore en bas âge par le système de l'association, et nous avons cru devoir interpréter en ce sens l'expression du décret de Rosette affirmant que Ptolémée V Épiphanes avait « reçu de son père la royauté »⁴. Il va sans dire que la royauté ainsi conférée laisse subsister la subordination naturelle entre le fils et le père et n'introduit pas un double comput dans la chronologie par années de règne.

XII^e dynastie. Du reste, Strack reconnaît ainsi (p. 1) qu'en fait, même sous le régime de la monarchie absolue, on rencontre « presque partout des cas où le pouvoir royal est partagé entre plusieurs détenteurs ».

1. Voy. Synésios, ci-dessus, p. 15, 1.

2. Voy. ci-dessus, tome I, pp. 182 sqq. Braccia (*op. cit.*, pp. 148-150) se prononce aussi pour Ptolémée III.

3. Strack (p. 30) fait remarquer que, dans son épigramme dédicatoire (cf. ci-dessus, tome I, p. 294, 1), Ératosthène émet un vœu. Il souhaite que, par la suite, Évergète donne le sceptre « de sa main » à son fils. Un bon courtisan ne se permet d'ingérence en matière si délicate que quand il se sent d'accord avec le maître. Wicken, in *Archiv f. Ptol.*, III, 2, 1904, p. 319, avait cru même pouvoir affirmer — par induction fondée sur une seule erreur de *Pap. Magdol.* n. 14, $\pi\alpha\rho\gamma\acute{\epsilon}\nu\epsilon\tau\alpha\iota$ pour $\pi\alpha\rho\sigma\tau\epsilon\rho\gamma\acute{\epsilon}\nu\epsilon\tau\alpha\iota$ — que Ptolémée III a maliqué, comme Ptolémée Soter, en faveur de son fils. Averti par une rectification du texte il a mis un empressement louable à se retracter, « afin que l'erreur ne cause plus d'autre dommage » *Beitr. z. alt. Gesch.*, IV 3, 1904, p. 386.

4. Braccia (p. 68) s'en tient à l'explication de Letronne (*Recueil*, I, p. 253, cf. ci-dessus, tome I, p. 370, 1.), qui exclut l'association.

Avec le règne de Philométor commence une époque troublée et révolutionnaire où l'on voit se manifester, d'une part, la prétention des reines à exercer le pouvoir souverain au même titre que le détenteur légitime, d'autre part, des essais de collégialité ou association sur le pied d'égalité, et bientôt de partage de la royauté en fractions autonomes. Ce sont des faits que nous persuadons à rejeter en dehors du droit et à considérer comme des usurpations dont le succès, toujours précaire, dépendait des circonstances, — parfois de l'intervention du peuple alexandrin insurgé¹, — et de la valeur personnelle des auteurs de ces conflits.

Cléopâtre I régna comme tutrice de son fils mineur, dans des conditions qui légitimaient son pouvoir au regard des coutumes égyptiennes et que le droit grec lui-même aurait dû tolérer, c'est-à-dire à défaut de tout représentant mâle de la dynastie. Cléopâtre II, que l'on se plaît à représenter comme possédant en propre la royauté et la transportant d'un frère à l'autre, n'a tenté de régner seule que par la force et a finalement échoué dans cette entreprise révolutionnaire. C'est en dépit du droit, protégé contre elle de temps à autre par le peuple alexandrin, que Cléopâtre III voulut se perpétuer au pouvoir, tenir ses fils en tutelle et leur donner ou retirer à son gré la couronne. Ce qui s'est passé sous le règne de Ptolémée Aulète et après lui appartient à une période d'anarchie où il n'y avait plus d'autre droit que le bon plaisir des Romains. Cléopâtre VI Philopator est la seule reine qui ait régné non pas seule, mais en son propre nom, et dont les années soient inscrites au Canon des Rois; mais on sait de qui elle tenait son pouvoir. Dans tous ces faits, il n'y a pas trace de droit héréditaire égalant la femme à l'homme ou

1. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de supposer une intervention régulière et légale du peuple, sous prétexte que, au dire de Justin (XVI, 2, 11), Ptolémée Soter, dérogeant au droit d'hérédité en faveur de Philadelphus, *ex rei rationem populo reddiderat*. Justin est sujet à caution, et, du reste, Ptolémée Soter avait intérêt à tâter l'opinion. On ne fonde pas une règle sur un fait exceptionnel.

d'association régulière lui communiquant, à titre de propriété personnelle, tous les droits de son époux et lui permettant d'entrer ensuite en concurrence avec son fils ¹.

Nous en dirons autant, après y avoir regardé de plus près, de l'association sur le pied d'égalité entre des héritiers mâles, et, à plus forte raison, du partage de la royauté entre eux. Ce sont là des expédients transactionnels distingués à bon droit de l'association régulière, celle qui a pour but unique d'assurer à l'héritier présomptif, par une investiture anticipée, la possession de son héritage.

Le premier exemple de collégialité ou exercice d'un pouvoir indivis possédé à titre égal par des collègues date de la révolution alexandrine qui, pour déjouer les calculs d'Antiochos IV Épiphanes, mit le second Évergète sur le trône; ou, pour parler plus exactement, de l'arrangement conclu en 168 a. Chr. entre le Ptolémée qui fut plus tard Évergète et son frère aîné Philométor ². C'est le régime des trois Philométors, trio composé de deux rois et d'une reine. Le pouvoir est indivis, et cette indivision se marque par le préd cat divin commun aux deux frères, mais la personnalité du collègue associé ne s'efface plus comme dans

¹ Strack aboutit à une conclusion différente pour la période qu'il croit régie par un nouveau droit datant de Cléopâtre II; mais il a très bien discuté les données du problème. Pour les femmes il démontre que n. le titre de *basileus*, porté même par les princesses royales comme Philotera, sœur de Philadelphe, et Bérénice la fille de Ptolémée III morte en bas âge, ni l'inscription sur les listes du culte dynastique, ni l'effigie usée sur les monnaies. — fût-ce avec sceptre et diadème ou des symboles monétaires comme l'aigle double ou la double corne d'abondance, — ne sont des signes certains d'association. Il ne reste plus que l'insertion du nom et du titre de *basileus* dans le protocole et les dates spéciales sur les monnaies, deux signes qui appartenaient du vivant et au profit de Cléopâtre II. Mais je crois devoir réserver aussi la valeur probante de ces indices. L'insertion du nom, usage courant depuis lors, ne démontre que l'influence effectivement grandissante des reines, et la datation par années de Cléopâtre II n'atteste que l'usurpation tentée au cours de la guerre civile, usurpation qui n'associait pas, mais substituait la reine au roi fugitif et qui prit fin par la restauration d'Évergète II.

² ἐπονομασίου ἄνευ ἐν ἑτέροις καὶ ἐν ἑστέροις Πτολεμαίοις, XXIX, 5, 9). Polybe emploie quelques lignes plus haut l'expression συμβασιλεύοντες ἀνέκλως, et plus loin (XXIX, 11), et βασιλεῖς au pluriel.

l'association au trône : il y a égalité dans la communauté, et la distinction des personnes est sauvegardée par l'institution d'un double comput, datant chaque série d'années de l'avènement et conforme à la vérité historique ¹.

On a vu combien fut instable l'équilibre de ce système qui, grâce à l'ingérence romaine, fut remplacé par le système du partage. Un nouvel essai d'association, peut-être sous forme de tutelle, entra Évergète II et son neveu Eupator fut mis à néant par la mort d'Eupator. A la fin du règne d'Évergète II, nous voyons fonctionner le régime des trois Évergètes avec un roi et deux reines, régime qui met les deux reines en perpétuelle rivalité sans accorder ni à l'une ni à l'autre une participation effective à l'exercice du pouvoir. Il n'y a pas là de collégialité proprement dite, à moins qu'on ne restreigne la collégialité aux deux reines ².

Après le règne d'Évergète II, il n'y a plus d'association, mais des compétitions qui tendent à diviser et finissent par diviser effectivement la royauté et le royaume. La Cyrénaïque étant retranchée des domaines de la monarchie, c'est l'île de Chypre qui devient le fief de celui des deux concurrents qui, de gré ou de force, se contente de la seconde place. Au système de la royauté indivise se substitue, en fait, le partage du pouvoir entre un suzerain et son vassal. Ces arrangements sont des expédients qui, précaires ou même permanents, conservent le caractère de mesures d'exception. C'est

1. C'est le système adopté plus tard par les empereurs romains pour le comput des années *trib. pot.* Il est certain, et Wilcken in *Archiv f. Pp.* III, 2, pp. 323-326, insiste à nouveau là-dessus, que Ptolémée cadet ne s'appelait pas alors Évergète. C'est l'aîné qui est le chef et l'éponyme de l'association. Seulement, pour soutenir, contre Strack, pp. 34-36) que le cadet ne comptait point à part ses années de règne, Wilcken est obligé d'admettre que Philométor consentit à dater les sept années 149-153 à partir de l'association et ne reprit que plus tard son comput à lui, datant de 151/0 a. Chr. Ce n'est pas impossible, mais il est malaisé de croire que Philométor se soit retranché ainsi douze ans de règne, comme si son existence antérieure ne comptait plus.

2. Nous avons dit plus haut pp. 30, 1 34, 1. 42, 2) que les deux reines sont distinguées, l'une par le titre d'*éclépté*, l'autre par celui de *γυνή*.

méconnaître ce caractère que de parler à ce propos d'un retour au droit privé grec, lequel aurait assuré désormais part égale aux héritiers mâles, et d'y ajouter encore, au nom du droit égyptien, une aptitude égale pour les femmes.

En résumé, au point de vue du droit, il n'y a jamais eu, sous les Lagides, qu'une forme régulière de l'association au trône, celle de l'héritier présomptif qui, suivant l'expression consacrée, « reçoit de son père la royauté ». L'association ou le partage entre héritiers a été la négation du droit monarchique, fondé essentiellement sur le droit d'aînesse. Il faut convenir que ce droit a été souvent violé et que la responsabilité de la première dérogation remonte au premier Lagide ; mais des dispositions spéciales, testamentaires ou autres, ne modifient pas les principes dont elles suspendent l'application.

CHAPITRE XXI

LA COUR ET LA MAISON DU ROI

Le Roi, centre et moteur de l'ensemble des services administratifs : hérité de la tradition léguée par les Pharaons aux Lagides et aux Romains.

§ I. — **LES DIGNITÉS AULIQUES.** — Les offices de cour transformés en dignités décoratives. — L'étiquette des cours orientales adoptée par Alexandre, probablement combinée en Égypte avec les coutumes traditionnelles. — Institution de la hiérarchie ptolémaïque ; discussion sur la date. — I. Les *συνεργεῖς* et les *ἐμπροσθέντες τοῦ συνεργεῖου*. — II. Les *ἀρχισυνταγματάρχαι*. — III. Les *φίλοι* et *πρώτοι φίλοι*. — IV. Les *βιδέται*. — Caractère personnel des dignités auliques : l'avancement dans la hiérarchie.

§ II. — **LA MAISON DU ROI.** — Les grands officiers et serviteurs attachés à la personne du roi : les pages royaux. — La chancellerie royale : le secrétaire d'État (*ἐπιστολογράφος*) et le maître des requêtes (*ἐπισηματογράφος*).

Le roi était pour tous ses sujets un maître absolu, qui centralisait entre ses mains tous les pouvoirs, à la fois chef religieux et lui-même objet de culte, chef militaire, législateur et juge suprême. Pour exercer cette autorité sous toutes ses formes et parfois dans les plus minces détails, il avait sous la main une immense machine administrative, qui fit plus tard l'admiration des empereurs romains et, copiée par eux, a servi de modèle à toutes les bureaucraties despotiques. Ce mécanisme, nous le connaissons par des documents de dates très diverses, dont un certain nombre, — ou même le plus grand nombre, — appartenant à l'époque

romaine, ne peuvent être utilisés qu'avec précaution. Quoique l'instinct conservateur, autrement dit, la force de l'habitude, ait en en Égypte une intensité proverbiale, il y a lieu d'hésiter avant d'affirmer que telle fonction rencontrée au temps des empereurs est un legs de l'époque des Lagides.

Il est non moins difficile, là où les preuves positives font défaut, de distinguer dans le régime des Lagides ce qui leur appartient en propre et ce qu'ils tenaient des Pharaons leurs prédécesseurs. La part de ceux-ci doit être extrêmement considérable. Ils avaient eu des siècles pour perfectionner leur instrument de domination, et ce n'est pas le génie grec ou macédonien, impatient des formalités, qui a pu faire pulluler de telles légions d'administrateurs grands et petits, scribes, rédacteurs, contrôleurs, enregistreurs, tous automates mus par l'obéissance passive, dressés à manier tantôt le calame et tantôt le bâton. Ptolémée Soter eut sans aucun doute, comme Auguste après lui, la sagesse de ne point déranger le système de rouages et de leviers qui permettait au moteur central de transmettre jusqu'aux confins les plus reculés du royaume l'impulsion de sa volonté souveraine.

§ 1

LES DIGNITÉS ALIÈNES.

Autour du roi et illuminé par l'éclat qui émane de sa personne figure un brillant état-major, dans lequel il faut distinguer les fonctionnaires proprement dits et les dignitaires, c'est-à-dire les titulaires d'une dignité personnelle, séparable de leur fonction. Le cumul d'une fonction, qui peut s'exercer hors de la cour, et d'une dignité décorative qui implique une certaine familiarité de celui qui en est revêtu avec la personne du monarque et un rang à la cour, rend assez incertain le triage entre les charges adminis-

tratives et les charges publiques, entre celles qui ont pour objet un service public et celles qui constituent la maison royale. Les dignités ont dû commencer par correspondre à des offices de cour, puis elles en ont été détachées et rendues susceptibles d'être attribuées, comme titres honorifiques et sections légales, à d'autres ordres de fonctionnaires. C'est certainement le cas pour le titre de [ἑρμ]εωμηνεύμας, et il est aussi évident que ceux de parent (συγγενής), ou de frère (ἀδελφεός) et d'ami (φίλος), ont dû être conférés d'abord à ceux qui vivaient dans l'intimité du monarque.

Quand on vient à s'enquérir de l'origine de ces titres, on n'a pas seulement à choisir entre les coutumes macédoniennes et les traditions égyptiennes. Il semble qu'on soit en présence d'un usage général dans les cours orientales. A la cour des Achéménides et à celle des Mermnades ¹, le titre d'« ami du roi » était une distinction honorifique qui faisait reconnaître les personnages ayant accès auprès du souverain, le mot de passe devant lequel tombaient les barrières élevées par l'étiquette.

Les rois de Macédoine avaient aussi des amis (φίλοι) et même des camarades (ἑταῖροι) ², mais les textes qui nous en parlent ne permettent pas d'affirmer que les φίλοι fussent des

¹ Voy. G. Radet, *La Lydie et le monde grec au temps des Mermnades* (1875-86 a. C.) Paris, 1872. On rencontre autour des rois de Lydie un grand Conseil de φίλοι, conseillers ou parents du monarque, qui jouent un rôle en vue dans les révolutions dynastiques, un ἑταῖρος, qui paraît être une sorte de premier ministre, etc. Radet voit là une « institution leuco-syennae » (pp. 22-23, 24-25, 240). Les Perses ont des φίλοι mal connus ou connus mal, avec εἰς δὲ οὐκ ἔστιν οὐδὲν ἐκ τῶν φίλων καὶ Ἀσσύριων, ἐκ τῶν φίλων, ἐκ τῶν φίλων, ἐκ τῶν φίλων (Herod., III, 122. Xenoph., Cyrop., VII, 5, VIII, 4. Anst. I, 2. etc.) Ce qui affaiblit la valeur des textes allégués pour les Perses, Lydiens, Macédoniens et autres, c'est qu'on ne sait pas toujours si les auteurs emploient les termes de φίλος, ἑταῖρος, au sens courant ou comme titres officiels, et s'ils les emploient alternativement, sans y regarder de plus près, dans les deux sens.

² ἑταῖρος — φίλος (Theopomp., in *PHG.*, I, p. 136. Accehim., in *Clearch.*, p. 89 — φίλος (Diod. XVI, 34, 4). Voy. les textes réunis dans l'étude, d'ailleurs assez insignifiante, de P. Spitta, *De amicis qui ex natura in Macedonia regno conditi sunt* Berol., 1873. Les historiens grecs emploient indifféremment les deux termes, les latins n'ont qu'amici.

dignitaires, et ils donnent plusieurs sens au terme, cependant plus technique et plus exclusivement macédonien, d'ἵταῖροι. Les auteurs l'emploient à la fois comme synonyme de φίλοι, soit d'une façon générale, soit pour désigner les conseillers ou familiers du roi, et aussi comme appellation officielle de la chevalerie macédonienne, qui gardait encore le caractère d'une cavalerie. Les deux termes de φίλοι et d'ἵταῖροι se rencontrent appliqués aux mêmes personnes dans une même phrase d'Arrien, comme si l'historien voulait rappeler que l'état-major appartenait à l'arme de la cavalerie¹. Sans doute, on nous dit qu'Alexandre, enchanté d'être guéri par l'Acar-nanien Philippe, mit ce médecin au rang « de ses plus intimes amis »², d'où nous pourrions conclure à une étiquette comportant des catégories; ou bien, qu'Eumène conféra à ses officiers des distinctions (τιμὰς) « comme les amis en reçoivent des rois »³; mais il est toujours possible que Diodore et Plutarque laissent au terme de φίλοι son sens usuel ou lui donnent, par anachronisme, un sens officiel qu'il n'avait pas au temps d'Alexandre. On ne peut pas davantage aboutir à une solution certaine en ce qui concerne les συμπεπολῆκες. Les rois de Macédoine ont pu avoir, comme tous les rois, des gardes du corps réellement attachés à leur personne;

1. Alexandre συνομαζών ἐκ τοῖς φίλοις βούλην προεῖναι ὃ τι χρὴ κτλ. Ἀλκιβίου (ὅς ἐστι δ' Ἀλέξανδρος) γινώσκει καὶ εἰσάγει τοὺς ἰσχυροτάτους καὶ ἄριστους (Arrien, I, 22, 4). Il y a déjà dans Homère une chevalerie d'ἵταῖροι, qui sont en même temps φίλοι (Iliad., IX, 585-6). Télémaque (Odys., I, 327-8) dialogue entre les ἵταῖροι d'Ulysse, qui l'ont accompagné à la guerre, et les φίλοι, qu'il aurait retrouvés chez lui. Les ἵταῖροι sont des compagnons d'armes (cf. G. Glota, *La solidarité de la famille en Grèce* [Paris, 1904], pp. 57-80, 138-142). Spitta, qui cite Abel, et, plus récemment, J. Schach (*Illus. Latine*, 1897, p. 202) accordent à penser que cette coutume des temps héroïques s'est conservée en Macédoine, et qu'elle est représentée par le titre officiel d'ἵταῖροι, plus précis que celui de φίλοι.

2. Diod., XVII, 31, 6.

3. Plut., Eumen., 4. Les termes φίλοι et συγγενεῖς n'ont jamais pu être soustraits à l'usage courant. Même en parlant d'une révolution de palais à Alexandre, Polybe les emploie sans songer aux titres officiels quand il écrit οὐκ ἐπεὶ τῶν φίλων οὐ μὲν συγγενεῖς, οὐ δὲ φίλοις, βεβαιῶν τοὺς καταμύθεον (I, 24, 14).

mais il s'agit de savoir s'ils ont fait du titre de *συναρπάζει* une décoration séparable de la fonction. Arrien nous parle des « gardes du corps et des amis (*ἑταῖροι*) qu'Alexandre avait autour de lui » dès le début du règne de son héros; mais ces expressions vagues n'offrent pas le sens précis qu'on voudrait y introduire ¹.

Cependant, s'il est douteux qu'il y ait eu des titres de ce genre à la cour de Macédoine, il est certain qu'Alexandre, substitué aux rois de Perse, adopta l'étiquette orientale et conféra aux courtisans indigènes les titres auxquels ils étaient accoutumés, notamment celui de parents du roi (*συγγενεῖς βασιλέως-cognati regis*). Lorsque, las des allures nouve les de leur chef, les Macédoniens se mutinent à Opis (324), l'hipparque Callinès expose ainsi leurs doléances : « O roi, ce qui afflige les Macédoniens, c'est que tu as déjà pris pour parents (*συγγενεῖς*) des Perses, des Perses qui s'appellent maintenant des parents d'Alexandre et te donnent le baiser, tandis que, parmi les Macédoniens, personne n'a encore joui d'un tel honneur » Sur quoi Alexandre répliqua : « Mais vous, je vous fais tous mes parents, et dorénavant je vous appellerai ainsi ». A ces mots, Callinès, s'avançant vers lui, l'embrassa, et qui voulut en fit autant après lui » ². Alexandre joue ici sur les mots : un titre conféré à tout un corps d'armée n'appartient plus à personne, tandis qu'il restait une distinction personnelle pour les Perses à qui il l'avait donné.

Dans le passage précité, Arrien insiste visiblement sur le rapport étymologique qu'il établit entre le droit au baiser (*φιλεῖν*) et le titre d'amis (*φίλοι*), sous-entendu ici, mais sou-

1. Arrien., I, 6, 5. Plus loin (III, 17, 2), il paraît désigner les gardes effectifs par *συναρπάζει*; τῶν βασιλέως. Enfin, Ptolémée est garde du corps au sens propre du mot (III, 7, 6 avant de l'être au sens honorifique (III, 21, 1). Cf. ci-dessus, tome I, p. 4, 4.

2. Arrien., VII, 11, 6. Arrien a eu soin d'avertir que les *συγγενεῖς* avaient seuls droit au baiser — *δὲτοις συγγενεῖς ἀπέχοντο, τοῖς δὲ νόμιμον ἐπιτίμην* — *ἐλάττω πλεόν μόνον* (VII, 16, 1). Cf. les *ἐμμέτρητοι Πέρσαι* (Xenoph. *ἑταῖροι*, VII, 5, 71 et 85 ou « pairs » du royaume, dont les femmes sont prises avec le camp de Darius (Arrien., II, 11, 9).

vent accolé au titre de *συγγενής* sous la forme *φίλοι καὶ συγγενής*¹. Son opinion paraît bien être que seuls les *συγγενής* sont les « amis » officiels, et que les amis à la mode de Macédoine, n'ayant pas droit au baiser, n'avaient jamais été ou n'étaient plus des dignitaires, mais simplement des amis au sens courant du mot. D'autre part, Alexandre, devenu Grand-Roi, réserva à ses grands officiers de race macédonienne le titre de *σωματοφύλαξ*, distinction honorifique dont les titulaires devaient être désormais au nombre de sept². Mais le titre n'était pas encore séparé de la fonction au point d'être conservé en dehors de la cour. Les officiers nommés à des postes qui les éloignaient de la personne du souverain étaient remplacés par d'autres dans son entourage.

C'est donc à l'étiquette des Perses qu'Alexandre a emprunté les titres que nous allons retrouver au sommet de la hiérarchie à la cour des Lagides. Ceux-ci n'ont peut-être pas eu besoin de les importer en Égypte, l'étiquette pharaonique leur offrant des appellations équivalentes ou même une nomenclature plus variée. On rencontre en Égypte, sous les Pharaons, des personnages, des prêtres surtout, qui portent le titre de *soutenrey* (parent royal), titre qui pourrait bien dater du temps où la royauté patriarcale était encore modelée sur la famille³. Le titre d'« ami » (*smrou*) date aussi des temps les plus reculés. D'après un manuscrit de la XII^e dynastie, le roi Ousirtasen I^{er}, au moment de fonder le temple d'Héliopolis, avait tenu conseil avec les « Amis » et les « Grands »⁴. Dans un conte de la même époque, les

¹ Cf. Diod., XVI, 50. XVII, 31, etc.

² Arrian, VI, 28, 4 (liste des sept *somatophylaxes*, — avec un huitième comme *surcarnéaire* — à la date de 335 a. C.)

³ Maspéro (*Hist. anc.*, I, p. 280) avertit qu'on a tort de voir dans les *rekhou* *souten* des parents du roi, au sens *fami sal* du mot, et que ce sont ceux que le roi « connaît » (*rekhou*, « Mais c'est précisément le cas des *syngenes*, dont nous cherchons en ce moment les prédécesseurs »).

⁴ Al. Moret, *La Royauté pharaonique*, p. 131. Sur une stèle d'Abydos, le roi Ousirtasen III dit à l'un de ses favoris : « quand tu fus devenu un damouneau de Ma Majesté, un apprenti unique de mon palais, Ma Majesté t'a créé Ami,

« Aventures de Sinouhit », on voit Sinouhit d'abord disgracié, puis rappelé à la cour et se présentant au palais. Il trouve à la porte les pages ou « enfants royaux » et les « Amis » pour l'introduire dans la salle à colonnes et de là dans la chambre intérieure où trône le roi ¹. Les « Amis » assistent aussi le roi célébrant les offices divins ². Les « enfants royaux », que nous retrouverons sous le même titre (*Συνταξι καίτες*), étaient les compagnons des enfants du roi, et ceux d'entre eux qui plus tard restaient dans l'intimité du nouveau souverain devenaient ses conseillers et « amis uniques », décorés de toute espèce de vocables correspondant à des fonctions auliques, « maîtres du secret de la maison royale », « maîtres du secret de toutes les paroles royales », « maîtres des secrets du ciel » ³. Ces titres pouvaient aussi être détachés de toute fonction effective et conférés à des personnages qui étaient assimilés par là au personnel de la maison royale. Ce dut être, autrefois comme dans les temps modernes, un des moyens par lesquels le progrès de la centralisation monarchique a peu à peu désagrégé l'obstacle que lui opposait la féodalité préexistante. Les Pharaons se firent ainsi parmi les hauts barons une clientèle d'*Amakhou* ou « attachés », qui prenaient rang parmi les amis et devenaient titulaires de fonctions auliques. Ceux-là envoyaient volontiers à la cour leurs enfants, qui se façonnaient à la domesticité dans le corps des enfants royaux ⁴.

bien que tu ne fusses encore qu'un jeune homme de vingt-six ans » (Maspero, *la Rev. Critique*, 1905, n. 45, p. 362) Il s'agit bien d'une dignité conférée par nomination.

1. Voy. Maspero, *Contes populaires*, pp. 420, 4 429.

2. Al. Moret, *op. cit.*, p. 175.

3. Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 381.

4. Maspero (*op. cit.*, I, p. 300) cite comme fonction de cour (ou titre sans fonction) celle de maître de la garde-robe, titre conféré à Papankhi, seigneur d'Abydos, sous la VI^e dynastie, et à Tho hotpou, seigneur du Lièvre sous la XII^e dynastie. Cf. Al. Moret, *La condition des frères dans la famille dans la société, dans la vie d'outre-tombe* (Rec. des travaux, etc. XIX, 1897, pp. 112-148). A l'époque ptolémaïque, un prince d'Héracéopolis est intendant

Ces aperçus sommaires suffisent à montrer que, pour constituer une noblesse de cour, où les rangs étaient assignés par brevets royaux, les Lagides n'ont pas eu à déroger aux coutumes indigènes. Aussi s'est-on cru en droit de supposer que cette hiérarchie aulique s'était reconstituée pour ainsi dire spontanément, sur le fonds traditionnel ou sur le modèle légué par Alexandre ¹, dès que fut restaurée la royauté égyptienne en la personne de Ptolémée Soter. Mais le récolement des textes dont nous disposons ne paraît pas favorable à cette hypothèse ². C'est seulement sous le règne d'Épiphanes que l'on voit apparaître la série étagée des titres qui composent la hiérarchie — au sommet, les « parents » (συγγενεῖς) du roi; au dessous, les « capitaines des gardes du corps » (ἀρχισωμασπορευταί); plus bas, les « amis » (φίλοι), parmi lesquels se distinguent les πρώτοι φίλοι, enfin, à l'entrée de la carrière, une catégorie vague de surnuméraires ou « successeurs » (ἐπ'ἀδελφεῖς), qui sont vraisemblablement désignés pour remplir les places vacantes dans les rangs supérieurs. L'historien Mahaffy, qui a été le premier à faire cette remarque, en a conclu qu'Épiphanes avait dû, pour des motifs intéressés, multiplier ou peut-être inventer ces décorations ³. Strack, après l'inventaire minutieux des documents ⁴,

d'Arinod II (Sethe, *Hierogl. Urkunde*, n. 14, p. 88), et un petit-neveu de Nectanébo à grade de général, sans doute aussi au temps de Philadelphe (ibid., n. 11, p. 24). Sous Louis XIV, qui était dieu aussi, et même un peu « solaire », on La Rochefoucauld a honoré d'être « grand-maître de la garde-robe ».

1. Ce sont des amis (ἐνὶ τοῖς φίλοις) (ibid., XVI), 52, 1, que Alexandre charge d'aménager Alexandrie.

2. Voy. dans G. Lumbroso (*Recherches*, pp. 189-199 le résumé des travaux antérieurs à 1871), et la discussion reprise, sur plus ample informé, par Strack, *Griech. Ägypten im Ptolemäerreich* (Rh. Mus., LV [1900], pp. 161-190).

3. Cf. ci-dessus, tome I, p. 100, 2. P. Meyer (*Hieroglyphen*, p. 41 accepte le fait et ne récuse pas la part d'exploitation fiscale alléguée par Mahaffy. Pour lui c'est « une concession de plus au parti national » (?).

4. Strack, *op. cit.* C'est à cet excellent article et à ses statistiques que nous renvoyons pour toutes références. Ailleurs (in *Archiv f. Epf.*, III, p. 121), Strack searte à priori la possibilité d'attribuer à un règne antérieur à celui d'Épiphanes le curieux décret des Iduméens en l'honneur de Dorion, ὑπερὸν τοῦ βασιλέως, — décret daté de l'an VI (voy. ci-après, p. 175, 1). —

croit pouvoir affirmer que la hiérarchie fut créée de toutes pièces par Épiphanes, vers 190, sur le modèle que lui offrait la cour de son beau-père, le Séleucide Antiochos III. Le jeune roi, ayant besoin de s'attacher les personnages influents de son royaume et n'étant pas en état de faire des largesses, les aurait pris par la vanité; il aurait exploité économiquement le goût des décorations, qui était alors général dans le monde hellénistique.

Il me semble que si l'opinion jadis courante ¹ a contre elle l'absence de textes, celle-ci se heurte à des objections d'une autre nature et des plus sérieuses. On n'admettra pas sans hésitation qu'un jeune roi, au sortir d'une minorité désastreuse, humilié par l'officieuse protection des Romains, ait si aisément réussi à communiquer à ses décorations, improvisées en bloc, le prestige qui lui manquait à lui-même. On se demande si ses prédécesseurs, si des rois glorieux comme Philadelphe et le premier Évergète n'avaient pas au moins des « Amis », des conseillers pour qui une familiarité réelle avec le roi fût déjà un titre d'honneur. Plutarque raconte que Ptolémée Soter s'invitait sans façon chez ses « amis » ²; Strabon appelle l'architecte Sostrate, l'« ami des rois » ³, c'est-à-dire, de Soter et de Philadelphe; nous avons cru reconnaître dans l'« ami » Antigone qui procure à Philadelphe des mercenaires gaulois et dans l'« ami » Antiochos à qui Ptolémée Évergète confie la Cilicie, non pas Antigone Gonatas et Antiochos Hiérax, mais des dignitaires de la cour d'Alexandrie ⁴. Sans doute, aucun de ces textes n'est probant; il faut même rejeter comme apocryphes ceux qui

précisément à cause de ce titre de *συγγενής*. Maspero l'attribue, pour des raisons paléographiques, au règne de Philopator. La raison à alléguer en faveur de l'opinion de Strack, c'est le fait accidentel que nous connaissons des Doriens fonctionnaires, notamment un *ἀρχιτέκτων*, au temps de Philométor et d'Évergète II. *Pap. Par.*, pp. 26, 361; cf. 367, 382, 389. *Tébt. Pap.*, n° 11.

1. Celle de A. Peyron, Droysen, Lumbroso, Wilcken.

2. Cf. ci-dessus, tome I, p. 439, 3.

3. Strab., XVII, p. 791.

4. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 167-2, 234.

fournissent un argument topique, je veux dire, la correspondance soi-disant échangée entre Philadelphes et le grand-prêtre juif Éléazar, correspondances dans laquelle les deux délégués égyptiens sont dits « les plus honorés des amis » (τιμιώτατοι τῶν φίλων) et l'un d'eux, Andréas, qualifié expressément « archisomatophylaque »¹. Mais d'autre part, s'il est vrai que Philadelphes a institué le culte dynastique et repris par là la tradition d'Alexandre, on ne concevrait guère que cette innovation si caractéristique n'ait pas entraîné des remaniements correspondants dans l'étiquette de la cour. C'est alors que des titres sonores, distribués avec une parcimonie intelligente par un monarque opulent et libéral, purent paraître enviables, et non pas lorsqu'ils furent prodigués par un jeune roi dont la perte de la Cœlé-Syrie n'augmentait pas le prestige. Il faut à la vanité le support de l'orgueil. Emprunter au Séleucide victorieux l'étiquette de sa cour eût été une façon de reconnaître sa supériorité, et il serait étrange que des titres tout fraîchement importés d'Antioche aient été aussi prisés à Alexandrie.

Enfin, si l'y eut emprunt d'une cour à l'autre, ce qui est possible, il semble bien que les rôles doivent être renversés et que les modèles ont été fournis par l'Égypte². Le culte dynastique des Séleucides n'a jamais eu la constitution et la continuité de celui des Lagides, et il ne prend la forme d'une

1. Joseph., *Ant. Jud.*, XII, 3, 4 et 5. Josephé entend bien que le titre correspond à une fonction réelle, car, des deux τιμιώτατοι τῶν φίλων (Andréas et Ariarées), Andréas seul est ἀρχισωματοφύλαξ, et il a pour collègue dans cet office Sosibios de Tarente, l'un et l'autre étant définis ἀρχοντες τῶν σωματοφύλων (XII, 2, 2). Ce sont deux préfets du prétoire. Cf. Aristox., §§ 40-43 Wendland (Ἀνδρᾶν τῶν ἀρχισωματοφύλων). Éléazar sacrifie pour le roi, sa sœur, ses enfants, et τῶν φίλων (ibid., § 45).

2. Strack (*op. cit.*, pp. 474-5) reconnaît qu'aucune inscription ne permet de constater l'usage des titres en question chez les Séleucides avant 196 a. C. Le texte d'Al. Henée I, p. 49 c-d., où il est question des σωματοφύλων (et non ἀρχισωματοφύλων) d'Antiochos I et des φίλοι d'Antiochos II, ne donne pas à ces expressions le sens technique, et dans l'inscription de Durdurkar, ci-dessus, tome I, p. 214, 3), l'expression (τοῦ προσκόβουτος ἑμὴν κατὰ συγγενεῖαν II, 31-32) vise une parenté réelle.

constitution d'État qu'à la fin du règne d'Antiochos II *Θεός*, c'est-à-dire après que Ptolémée Philadelphe eut donné l'exemple en organisant le culte du roi vivant associé à la reine défunte. Antiochos II paraît avoir institué d'abord le culte de sa personne et s'être décidé ensuite à s'associer la reine Laodice encore vivante, mais à titre de faveur spéciale et avec un sacerdoce féminin distinct ¹. Le titre même de *Θεός* qu'il porte dans l'histoire indique assez que sa divinité était une innovation introduite dans les usages antérieurs ². S'il a imité en cela son puissant voisin, rien n'empêche d'admettre qu'il lui a emprunté aussi les modifications apportées en conséquence à l'étiquette de cour.

En somme, tout est problématique dans cette question des origines de la hiérarchie aulique. Nous ne pouvons pas affirmer ni qu'elle se soit fondée en Égypte sur la tradition pharaonique, probablement interrompue sous la domination des Perses, ni qu'elle ait continué la tradition renouvelée par Alexandre, ni qu'elle ait été créée ou restaurée d'un seul coup par Philadelphe. Mais il est juste de reconnaître que l'origine de l'étiquette syrienne est pour le moins aussi incertaine, qu'il n'y a aucune raison de la considérer comme antérieure à l'autre, et que, la supposer telle pour les besoins de la cause, c'est expliquer *obscurum per obscurius*. Ce qui reste provisoirement avéré, c'est que, jusqu'au règne d'Épiphane, nous n'avons pas de documents épigraphiques ou papyrologiques où figurent les titres dont nous recherchons

1. L'attribution de l'inscription de Durdarkar à Antiochos II — opinion courante établie par M. Holleaux — est fortement contestée, et pour de bonnes raisons (cf. R. Laqueur, *Quæst. epigr.*, pp. 81-82. Th. Sokoloff, in *Beitr. z. alt. Gesch.*, IV, pp. 101-110). Elle est devenue douteuse même pour Holleaux (dans l'article cité plus haut, p. 72, 1). Si le Séleucide qui institue un culte pour Laodice est Antiochos III, la priorité des Lagides n'en est que plus évidente.

2. Ce titre lui est resté, mais à titre de surnom seulement. Les Séleucides ont eu un culte, sans prendre officiellement, comme les Lagides, le titre de *Θεός*. Dans l'inscription de Durdarkar (cf. ci-dessus), le roi distingue tout de suite *αὐτὸν ἑαυτοῦ ἀπὸ τοῦ* (lig. 36). En revanche, une inscription de Téos (Dittenb., *OGIS.*, n. 216, qui doit être une dédicace privée, prodigue aux rois (μαυὶ τοῦ Σερχὸς καὶ τοῦ Μένου) l'épithète *Θεός*.

l'origine, sauf celui d'ἀρχισυνταγματάρχης¹. Le fait, qui peut être démenti par de nouvelles découvertes, est susceptible d'explications diverses. Il se peut que, pendant un siècle environ, les fonctionnaires n'aient pas exhibé leurs décorations à la suite du titre de leur fonction, et que l'usage ait changé par la suite. Cela dit, nous allons analyser cette hiérarchie à l'état statique, en laissant de côté les questions auxquelles nous ne pouvons plus répondre.

1. Le titre de *συγγενής*, qui assimile à la famille royale celui qui en est honoré, correspondait à peu près à ce qu'on appelle dans les monarchies modernes un « pair » du royaume, le mot impliquant une égalité virtuelle non seulement des pairs entre eux, mais des pairs avec le roi. C'était, dit Letronne, « un titre honorifique attaché sans doute aux grandes dignités de l'État, comme celui de *notre cousin*, donné par les rois de France non seulement aux princes du sang, mais encore aux pairs, aux cardinaux, aux maréchaux, etc. »². Le protocole des Lagides et Séleucides était même plus complaisant : la suscription des lettres royales adressées à des *συγγενής* donnait parfois au destinataire le nom de frère (*τελειόφρος*), le même dont usaient les rois entre eux³.

1. Le mot *φίλος*, qu'on peut toujours prendre pour un adjectif, ne compte pas. Le *ἱππομαχὸς* *Ἀλεξανδρῶν* à *συγγενῆς* *Παυλῶν* n'est pas contemporain d'Évergète I, comme l'avait cru Homolle (*BCH.*, II [1879], p. 470), mais de la fin du règne de Philométor (ci-après, p. 160, 4 Grenfell (in *Archiv f. Pap.*, II, p. 79) signale comme étant de l'an XX d'Évergète (126/5 a. C.) le titre d'ἀρχισυνταγματάρχης porté par le dicécète Chrysippe (*Pap. Griech.*, n. 10230, personnage et titre déjà connus par *Pap. Grenf.*, II, n. 14 b. *Pap. Petr.*, III, n. 53 i-m).

2. *Recueil*, I, p. 346. Cf. la *συγγενῆς* avec *δῖξ* et *προσηπῆ* (Arist., § 241 Wendland). Sur le titre de *συγγενής* transposé dans un registre inférieur et appliqué à une sorte d'aristocratie militaire des *ἀσπαστοι*, voy. ci-après, ch. xxvii.

3. *Rescrit* d'Évergète II et Cléopâtre *Ἀέγῃ τῷ ἀδελφῷ* (Strack n. 100 B lettre adressée *πρὸς Ἀέγον τὸν συγγενῆ καὶ στρατηγόν* (n. 103 A). Lettres de Ptolémée Soter II et Cléopâtre *Φαρακῶν τῷ ἀδελφῷ* (n. 140, l. 26, Ἐρμοκράτει τῷ συγγενεῖ καὶ στρατηγῷ καὶ ἐπιστρατήγῳ (l. 34). τῷ ἀδελφῷ (l. 36). Dans les documents que Josephus nous donne comme émanés de la chancellerie séleucide, on trouve même une lettre d'Antiochos III *Ἐυζέῃ τῷ πατρὶ* (*A. Jud.*, XIII, 3, 4), une autre de Démétrios II *Ἀσπαστοῖ τῷ πατρὶ* (*A. Jud.*, XIII, 4, 9), lettre dont le roi envoie copie à son « frère » le prince juif Jonathan, en disant qu'il l'a écrite à Lathémus *τῷ συγγενεῖ ἡμῶν*. Même document dans

Le nombre des *εὐγενεῖς* devait être assez borné et le titre d'autant plus ambitionné. Le cadre des dignitaires de ce grade fut élargi par le procédé que les Romains pratiquèrent plus tard sous le nom d'*adlectio*. A partir du règne d'Évergète II, on rencontre des fonctionnaires appartenant à la catégorie des « assimilés aux parents » (τῶν ὁμοτίμων τοῖς *εὐγενεῖσι*)¹. L'un d'eux, le stratège et nomarque Hermias, est promu plus tard au rang de *εὐγενής*². Le Romain ou Athénien romanisé Marcus (Μαρκος), qualifié par ses compatriotes L. et C. Pedius *εὐγενὴς βασιλεὺς Πτολεμαίου Εὐεργέτου* (d'Évergète II)³, devait être « parent » au titre étranger, c'est-à-dire, en fait, un ὁμοτίμος.

II. Au dessous des *εὐγενεῖς* se classent les capitaines des gardes du corps ou gardes du corps en chef (ἀρχισωματοφύλακες). On a vu plus haut comment Alexandre avait fait un titre (σωματοφύλαξ) de ce qui n'était jusque-là qu'une fonction, mais un titre qui supposait encore la fonction. On peut douter que les compagnons d'Alexandre, ses maréchaux, ne soient sentis rehaussés par cette attache qui sent la domesticité; et je croirais volontiers que Ptolémée Soter, en son temps somatophylaque d'Alexandre, ne songea pas à enrôler

¹ *Macr.*, II, 39-37, où la Vulgate traduit indifféremment *πατέρ* et *εὐγενεῖς* par *patres*. Lettre de Anth. dans VIII *Corpus* *πατέρων Πτολεμαίου τοῦ καὶ Ἀλε.*, *ἑστέως τοῦ σέβαστος* (Strack, n. 148). Cf. les *patres* du Bas Empire, le *patres* étant un personnage que l'empereur *sibi patrem elegit* (Insb. I, 42, 4).

² Les *adlecti* font partie d'un groupe (τῶν ὁμοτίμων), tandis que les *εὐγενεῖς* portent individuellement le titre au singulier. La proportion des *εὐγενεῖς* n'est pas très considérable; 2 sur 44 *εὐγενεῖς* connus dans l'espace d'un siècle (Strack, op. cit.). Ajouter à la liste de Strack aux *ὁδοίτοι*, Asch. piade, vers 104 a. G. *Trith. Pap.*, n. 244, aux *εὐγενεῖς* et aux *παύσι* dont deux déjà connus?; Parthénios *Tebt. Pap.*, n. 101, 2, vers 120 a. C.; Apollonios (n. 42, 23, de 119 a. C. Lefebvre n. 7 n. 20, 63, 20; 72, 211, de 114-112 a. C.); Lymanios (n. 41, 12 vers 110 a. C. Ptolemaios n. 1, 12, 42, 1 vers 110 a. C. Spicq-ber., *Deu. Isach.*, p. 21, de 96 a. C.); Asch. piade (n. 50, 4, de 112/111 a. C.). Dernier *εὐγενής* et *παύσις*. *Ann. Anth.*, n. 491, 41 190, 1, 20.

³ *Falco*, 20 *Pap. Par.*, n. 45, l. 20 et 415 a. G. *Pap. Taur.*, I, l. 14.

⁴ *Id.*, 228; Strack n. 414. Le texte ajoute *in me καὶ βασιλέως Κλεομένηος*. Je suppose que le titre *σωματοφύλαξ* donné à ce personnage, probablement clerc ou scribe, était également honorifique.

les grands de sa cour dans une garde d'honneur. Mais lorsque la royauté un peu bourgeoise du début fut devenue divine, même pour les Macédoniens, elle put communiquer son éclat à son entourage. La garde royale devint une garde noble, dans laquelle nous voyons figurer, au début du règne d'Épiphanes, le fils de l'ex-premier ministre Sosibios ¹. Peut-être le titre de garde du corps était-il encore attaché à la fonction. Mais il finit par s'en détacher, et dès lors orné d'un préfixe superlatif, ce fut une décoration que les dignitaires pouvaient porter en tous lieux. Nous rencontrons des ἀρχισωματοφύλακες, qui sont généralement des stratèges, en diverses provinces du royaume ². Dans le procès d'Hermias (une cause célèbre sur laquelle nous aurons occasion de revenir), nous voyons plusieurs archisomatophylaxes siégeant à la fois, en l'an 147 a. C., dans un tribunal de Diospolis (Thèbes).

III. En abordant la troisième classe de dignitaires, celle des « amis » (φίλοι), nous risquons de retomber dans les perplexités signalées plus haut. Il n'est pas de cour où il n'y ait eu, au sens courant du mot, des amis des rois, et même des « premiers » ou plus intimes parmi ces amis ³. En ce sens, les dignitaires des classes supérieures sont aussi, et à plus forte raison, des « amis ». Polybe appelle « un des amis » (ὅν τι τῶν φίλων) l'ambassadeur envoyé à Rome en 168 par les

1 Polyb., XV, 32, 6 (τότε δὲ σωματοφύλαξ ἐπιοργάν). Il pouvait être ἀρχισωματοφύλαξ comme chef réel de la garde royale, Polybe ne saurait pas à une exactitude bureaucratique.

2 La liste de Strack (*op. cit.*, pp. 187-8) donne 19 noms d'ἀρχισωματοφύλακες. Ajouter Dionysios τῶν ἀρχισωματοφύλακων, vers 148 ou 137 a. C. (*Tebt. Pap.*, n° 79, 52). L'auteur remarque que les neuf plus anciens titulaires (dont le premier remonte au temps du premier Ptolémée le ou pour le nomme de Philadelphie) portent individuellement le titre ἀρχισωματοφύλαξ, tandis que les autres, à partir de 138 a. C. environ, sont dits τῶν ἀρχισωματοφύλακων. Il en conclut que le titre fut alors, et alors seulement, détaché de la fonction. Il faut bien admettre cependant que déjà le titre survivait à la fonction. Le diacrete Chrysippe, mentionné plus haut (p. 141, 3), a pu commander la garde royale avant d'être diacrete, mais il n'est pas probable qu'il ait cumulé les deux charges. Il était ἀρχισωματοφύλαξ honoraire.

3 Rois ou tyrans, les φίλοι des Pisistratides sont frappés d'exil comme après la chute de ces « tyrans » (Aristot., *Al. pol.*, 32).

deux Ptolémées¹, et ce personnage, Numénios, était peut-être déjà alors ce qu'il fut certainement plus tard, un *συγγενής*. Le stratège Posidonios, qu'un pétitionnaire appelle ἀρχισωματοφυλάξ en 156 a. C., est rangé par un autre, l'année suivante, dans la catégorie des amis (τῶν φίλων)². Ces façons de parler ont jeté des doutes sur la valeur comparative des titres ainsi rapprochés et fait supposer que la classe des amis, ou tout au moins des premiers amis (τῶν πρώτων φίλων), pourrait bien avoir été supérieure à celle des archisomatophylaxes³. Mais ces doutes ne semblent pas justifiés en ce qui concerne les simples φίλοι, et comme les πρώτοι φίλοι se rencontrent à des dates aussi anciennes que les φίλοι, il est tout à fait improbable que les constructeurs de la hiérarchie aient intercalé les ἀρχισωματοφυλάξεις entre les subdivisions d'une même classe.

Comme la plupart des φίλοι connus exercent des fonctions qui les éloignent de la cour, on peut bien admettre que les « amis » étaient par définition les conseillers du roi, mais

1. Polyb., XXX, 11, 4. Cl-deems, t. II, p. 38, 4. Josèphe (*A. Jud.*, XII, 4, 9) parle aussi τῶν τοῦ βασιλέως (Ἡρῖφανε ?) φίλων καὶ τῶν παρὰ τὴν αὐτῆς δυναστῶν. En Macédoine, Antigone, prince de la famille royale et aspirant à la couronne, est dit simplement ex *Antoniae Philippi amicus* (Liv., XL, 54).

2. *Pap. Per.*, nm 12 et 44-41. L'idée que Posidonios avait été promu dans l'intervalle à une classe supérieure (?) me paraît chez Strack (*op. cit.*, p. 177) un scrupule exagéré. Il ne manque pas de gens qui, écrivant une lettre, écorchent le nom ou estropient le titre du destinataire, de l'un ou de l'autre côté la restitution arbitraire du procynème de Philas par Letronne *Recueil*, II, p. 60, qui ferait de Castor un συγγενής et πρώτος φίλος.

3. A. Peyron fait observer que, dans le procès d'Hermias, le président du tribunal, archisomatophylaxe, ne devait pas être inférieur en grade à ses accusateurs qualifiés φίλοι (cf. Lumbruso, p. 193). Pour les πρώτοι φίλοι, le cas des deux Ptolémées père et fils, le fils étant ἀρχισωματοφυλάξ alors que le père est πρώτος φίλος (Strack, n. 17) ne prouve rien, car il n'est pas impossible que le fils ait eu un grade plus élevé que le père, même du vivant de celui-ci. La statistique de Strack compte 16 membres τῶν πρώτων φίλων contre 11 τῶν φίλων et 10 τῶν ἑξόχων. Les *Tebt. Pap.* ajoutent cinq noms nouveaux et deux anonymes à la classe τῶν πρώτων φίλων (nm 11 4; 35, 15; 33, 15; 54, 1; 61 b, 342, 19, 46), et un nom (n. 79, 56) à celle des φίλοι. Le grade est indépendant de la fonction. Le dicécète Dionysios est simplement τῶν φίλων (n. 70, 56), tandis que Philotas, phrourarque à Raous, est τῶν πρώτων φίλων (*BCH.*, XXIV (1900), p. 238, n. 1).

sans prétendre distinguer entre conseillers effectifs et conseillers honoraires. Le titre était à peu près équivalent à celui de « conseiller d'État » ou « conseiller secret » dans certaines monarchies modernes. Bien que l'institution des amis (*amici Augusti*) ait été transportée à Rome par les Césars et ait fourni les premiers cadres du *consilium principis*¹, il est prudent de ne pas attribuer au modèle ce qui peut n'être vrai que de la copie.

IV Enfin, à l'entrée de la carrière des honneurs s'est formée, des le temps d'Épiphane, une catégorie d'expectants ou « successeurs » (*διαδοχοί*, espèce de surnuméraires sur lesquels nous n'avons aucun renseignement précis. Il est possible que ce noviciat ait été créé après 393, en même temps que les grades accessoires de *πρώτοι ἐπίσκοποι* et *ἐπαρχικοί τοῖς συγγενέσι*, de façon à porter de trois à six le nombre des classes et à multiplier les places disponibles.

Ces distinctions honorifiques n'étaient pas héréditaires. Sans doute, les gradés étaient en mesure de se préparer des successeurs dans la personne de leurs fils ou parents²; mais le fait même que des fils suivent leurs pères encore vivants dans la hiérarchie ou parviennent concurremment au même grade — peut-être même à un grade supérieur — paraît bien démontrer que ces fils ne prenaient pas la place de leurs pères à titre de successeurs et n'y arrivaient, quand ils y arrivaient, que par voie d'avancement³.

1. On ne saurait affirmer que le titre *amici Augusti* (Suet., *Tib.*, 46) fut officiel dès le temps d'Auguste et de Tière. Ce n'en est pas moins un emprunt fait à l'étiquette des monarchies héritistiques. À plus forte raison, le titre de *pater amicusque nostrus* usité sous le Bas Empire (par ex. *Uod. Theod.*, XI, 1, 6) et celui de *patricius*, dérivé de son sens traditionnel (ci-dessus, p. 112, 3. Sur ces imitations romaines, voy. Mommsen, *Comites Augusti* in *Hermes*, IV (1870), pp. 11-131 Cf. L. Mitteis, *Rechtsgesch.*, p. 43, 2.

2. Le gouverneur d'Amathonte, qui est *ἀρχὴ τοῦ κατασκευαστοῦ*, a ses frères *ἐκ τῶν ἐκδοχῶν* (Strack, n. 17). Apollonios, *ἀρχὴ τῶν ἐκδοχῶν*, a un frère *ἐκ τῶν ἐκδοχῶν* (Strack, n. 74). Le fils du *συνγενὲς*, *πρεσβ.*, *ἐκδοχῶν*, est *ἀρχὴ τῶν ἐκδοχῶν* (Strack, *Pap.*, n. 11, 4).

3. Letronne (*Hecatel.*, II, pp. 41, 43, 50), supposant gratuitement qu'un certain Calpurnique, *συνγενὲς*, avait deux fils également *συνγενεῖς*, en conclut

Nous ne possédons pas assez de *cursus honorum* pour savoir si l'avancement était réglé de telle sorte qu'il fallût suivre la filière sans franchir plusieurs échelons à la fois. Les six ou sept exemples relevés par Strack l'amènent à penser que le bon plaisir du roi pouvait élever un favori, sans transition, de la classe inférieure à la plus haute. On voit, en effet, un certain Sarapion, d'abord τῶν διαδόχων au temps où il était sous-diocète à Memphis, promu συγγεγὴς peu de temps après, comme stratège et sous-diocète ¹. Ce fut sans aucun doute un avancement rapide, mais on ne peut cependant affirmer que Sarapion ait été dispensé des étapes intermédiaires. Enfin, il faut renoncer aussi à savoir si les brevets étaient révocables, s'ils devenaient caducs à la mort du roi qui les avait conférés, s'ils autorisaient à porter quelque signe extérieur du grade, s'ils étaient conférés à titre onéreux ou comportaient, au contraire, une dotation ².

La part une fois faite à la hiérarchie honorifique, celle des titres distincts des fonctions, nous n'avons plus qu'à enregistrer la liste des charges et offices de cour.

ou bien 1^{re} que la dignité de parent passait aux enfants du vivant de leur père, ou bien 2^e, au cas où Callimaque fut mort, « que ce titre était héréditaire et constituait une véritable noblesse, qui se transmettait aux enfants » La thèse de l'hérédité, acceptée par Franz (CIG. III, 4897 d) et Lambrosio (p. 190) est réfutée par Strack (p. 179, 2), qui récuse d'abord le fait visé par Letronne. Quant à la première proposition de Letronne, la différence des grades entre père et fils, qui est le cas ordinaire (cf., ci-dessus, les ἀδελφοὶ Βασ. de Σαραντί), la rend insoutenable.

1. De 164 à 160² a. Chr (Strack pp. 181-189)

2. Prenons acte de la promesse de Strack « Der Versuch soll später gemacht werden » (p. 382), lorsque des inscriptions encore inédites nous auront renseigné sur l'étiquette usitée à la cour des Séleucides, tout en avertissant que des exemples tirés des usages de la cour des Séleucides ne seront pas nécessairement probants pour les Lagides. Je suppose, en attendant une meilleure explication, que le propriétaire anonyme qualifié ἀδελφὸς τοῦ βασιλέως, en 119/8, du vivant d'Evergète II (Tebt. Pap., 62. 38) et ἀδελφὸς τοῦ πρ. υἱὸς τοῦ βασιλέως en 114-3 *ibid.* nn. 63. 31, 64 a. 24) était un σπυργός, attendu qu'on ne connaît pas de « frère » autre qu'un roi à Evergète II. On en pourrait conclure que cette propriété était une dotation viagère (cf. ci-après, ch. XIII, où γῆ ἐν δώματι), et que le titre ἀδελφός n'était pas renouvelé par le successeur du roi qui l'avait conféré.

§ II

LA MAISON DU ROI.

Nous pouvons passer rapidement sur la domesticité proprement dite : le grand chambellan ou introducteur (ἐμπροχικός?), le grand-veneur (ἀρχικυνητός), le grand maître d'hôtel (ἀρχεὶστρατος), les grands échantons (αρχινομοδοί), le médecin du roi (βασιλικὸς ἰατρός ἀρχίατρος), autant de fonctionnaires et de fonctions qui n'offrent rien de caractéristique. À plus forte raison ne nous attarderons-nous pas à dénombrer tous les emplois, jusqu'aux plus infimes, compris parmi les ὑπηρέται et ἀρχυπηρέται et souvent désignés en bloc, aussi bien que les grands dignitaires, par l'expression générique οἱ περὶ τὴν αὐλὴν. Le trait le plus intéressant à noter, non comme particulier à la cour des Lagides, mais comme indiquant une même préoccupation dans les divers États des successeurs d'Alexandre, c'est l'existence d'un nombreux corps de pages royaux (βασιλικοὶ παῖδες ou βασιλικοὶ παῖδες), recruté parmi les fils des fonctionnaires et les familles les plus distinguées. Les rois, à l'exemple d'Alexandre, formaient ainsi autour d'eux, autour de leurs héritiers dont les pages devenaient les camarades (παῖδες σύντροφοι), une pépinière de fonctionnaires civils et militaires qui était en même temps comme une collection d'otages, garantissant à la dynastie la fidélité de plus d'une famille suspecte ¹.

1. Pour les références, voy. Lambroso, pp. 203-211. D'après Diodore (I, 70) les Pharaons étaient servis par des fils de prêtres. Les inscriptions du Ramesseum de Thèbes nous apprennent que les fils de Ramsès II étaient revêtus de charges de cour. L'aîné est porte-éventail à la droite du roi; un autre, scribe royal, un troisième, connétable et encher du roi (Baedek., O.-A., p. 184-7). L'existence des βασιλικοὶ παῖδες est mieux attestée chez les Séleucides qu'à Alexandre. Cependant, le texte du Ps.-Ariste, même apocryphe, est parfaitement utilisable, les faussaires ayant soin de situer les faits contouvés dans un cadre réel. Cf. les οἱ περὶ τὴν αὐλὴν κωνίσται (Psylb. XVI, 12, 5), l'arrestation de Scopas par Ptolémée, fils d'Eumène, παρὰ κωνίσταιν (XVIII, 53, 8 Dind.) pour les princesses, les σύντροφοι παῖδων (XV, 32, 11). Letronne (*Recueil*,

Ces pages devaient faire partie de la maison militaire du roi, dans laquelle on peut comprendre, en fait, outre les gardes du corps proprements dits, toute la garnison d'Alexandrie, comparable aux cohortes urbaines et prétoriennes de la Rome impériale. On a vu plus haut que le titre de capitaine des gardes était devenu une décoration : le commandement réel a dû cependant être exercé par un ou plusieurs officiers à qui convenait excellemment le titre d'ἀρχισωματοφύλαξ. En dehors des documents protocolaires, qui ne permettent plus de conclure du titre à la fonction, nous n'avons pour nous renseigner sur ce point que les passages où Polybe met en scène la garde royale exigeant le châtiment d'Agathocle et de sa bande, au début du règne d'Épiphanes. Sosibios le jeune était alors σωματοφύλαξ, et nous le rencontrons un peu plus tard investi du sceau et de la garde de la personne royale (ἡ σφραγὶς καὶ τὸ τοῦ βασιλέως σῶμα). Ces deux fonctions étaient évidemment séparables : Polybe dit plus loin que Tlépolème retourna à Sosibios le sceau, en laissant supposer qu'il lui conserva son commandement militaire ; mais il ne nous donne pas le titre officiel de cette espèce de préfet du prétoire¹.

Après les dignitaires et la maison royale, nous cherchons autour de la personne du roi les fonctionnaires, conseillers ou ministres, qui l'aident à gouverner². En fait de conseillers, nous ignorons absolument s'il y en avait de spé-

1. pp. 412-416) pense qu'il sortait tous les ans du corps des pages une promotion de μέλλοντες (= μετῆκοντες?) ou futurs officiers.

1. Polyb., XV, 33, 6. XVI, 23, 2 et 11. Cf. dessus, t. I, pp. 346-351. Les gardes du corps étaient des Μακεδόνες, comme les prétoriens de Rome des Illustres.

2. La langue administrative de l'Égypte ptolémaïque n'a pas de terme générique aussi équivalent à notre mot « fonctionnaire ». Cependant, il se peut que l'expression οἱ πραγματοποιοῦντες τῆ βασιλείας exprimée ou sous-entendue ait ce sens général dans les papyrus de l'époque (*Pap. Grenf.*, II, n. 37, etc.). Un terme fréquent est celui de οἱ πρὸς ταῖς πραγματείαις, οἱ ἐστὶ (ou πρὸς) ταῖς χρεῖαις, ou τῶν χρεῶν (*Ibid.* *Pap.* n. 4, lig. 160, 162, 179, 256, n. 24, lig. 63), οἱ τῶν πραγμάτων ἀγόμενοι (*Pap. Par.*, n. 63, lig. 11), οἱ πραγματικοί (Strack, n. 143 C. *CIG.*, 1957, l. 64). Χρεῖαι, πραγματαίαι, sont des mots aussi vagues et aussi compréhensifs que notre mot « fonction ».

graphe était réellement le secrétaire du roi, il n'est pas admissible que celui-ci l'ait remplacé tous les ans, sans lui laisser le temps d'apprendre son métier. Avec des fonctions aussi éphémères et la présomption d'incapacité qui les aurait discréditées encore, les épistolographes royaux seraient bien vite tombés au rang des inutilités décoratives. Il est probable que l'épistolographe chargé de libeller les ordres royaux était en même temps le garde du sceau royal, lequel certifiant l'authenticité et le caractère exécutoire de ces documents.

Les trois épistolographes que nous connaissons ont le grade de *συνταγματάρχης* et sont évidemment de hauts personnages¹. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait eu dans la chancellerie royale qu'un seul épistolographe à la fois. Il est possible qu'il y ait eu, dans un cabinet si occupé, plusieurs chefs de bureau, avec compétence spéciale, comme plus tard à Rome dans la chancellerie impériale². Il me semble qu'on peut reconnaître un de ces chefs dans l'*ὑπογραμματάρχης* que Strabon, à l'époque romaine, classe parmi les magistrats alexandrins³, et que Strack est tenté d'identifier avec l'épistolographe⁴. Ce fonctionnaire, dont on constate

1. Nous citons Strack, n° 101 C. Dittenberg, *OGIS*, I, n. 139, de 125 a. Chr.; Philocrate *Pap. Bod.* G K, de 98 a. C., Calimaque *CIG*, 4707, vers 70 a. C. Strack, n. 107. Dittenberg, *OGIS*, n. 104. J'y ajouterais Anson, qui, en an 140 a. C., exprime une idée claire concernant l'enregistrement des actes d'un des *ἐπιστολάρχων* *ἡγεμόνων* *Pap. Par.*, n. 493 L. O. Le plus ancien de ces personnages ne remonte pas au delà de la fin du règne d'Alexandre II. J'ajouterais que le titre fut créé ou renouveau alors, mais non pas la fonction, exercée peut-être jusque-là par des scribes obscurs.

2. À Rome, le bureau *ab epistulis*, d'origine de vers II a. en *latinae gentis*, correspond à l'*ἐπιστολὴν ἀποδίδου* le bureau *αὐτοῦ* *ἐπιστολὴν ἀποδίδου*.

3. Strab., XVII, p. 197. Cf. ci-après p. 141.

4. Strack, in *Archiv f. Papf.*, I, 4 [1903], p. 336-337. Il voit dans l'*ὑπογραμματάρχης* « l'intermédiaire entre le souverain et le clergé, certainement un *hié* (vers l'an 130 pour con plaire aux prêtres ». Le fait que tel secrétaire en province est à la fois *συνταγματάρχης* et *ἐπιστολάρχης* (*Pap. Bod. Mar.*, 42. *Tebt.*, n. 112) ne lui paraît pas que les deux offices réunis par le cumul étaient distincts et devaient l'être, à plus forte raison, dans la chancellerie royale. Contra Strack, cf. Wilcken, in *Archiv f. Papf.*, I, 3 (1904), p. 332 et Dittenberg (*OGIS*, I, p. 62).

L'existence à partir du règne d'Évergète II, paraît avoir été chargée du service des pétitions, et tout particulièrement des pétitions émanant du clergé, auquel Évergète II s'est toujours efforcé d'être agréable. Il n'était en tout cas qu'un agent de transmission, un maître des requêtes, chargé d'étudier peut-être, mais non pas de trancher les questions dont il était saisi par les intéressés. Il ne faudrait pas le prendre pour une sorte de ministre des cultes, empiétant sur la compétence universelle du grand-vizir qu'était le diocèse. C'est bien à l'hypomnématographe Amphicles que les prêtres de Crocodilopolis en Thébaidé se plaignent des déprédations commises sur leurs propriétés par les gens d'Hermionthus¹; mais ce n'est pas de lui qu'ils attendent satisfaction. Dans une autre affaire, dont nous voyons la conclusion, c'est sur le rapport du diocèse Ptolémée que le roi Ptolémée Alexandre accorde l'ἔξουσία au T. d'Horus à Athribis².

Les quatre ou cinq hypomnématographes royaux actuellement connus sont aussi des *εὐργετῆς* : leur office, à en juger par le grade des titulaires, était coté aussi haut que celui de l'épistolographe. Ces personnages conservent le titre lorsqu'ils sont appelés à d'autres fonctions. On rencontre un hypomnématographe qualifié stratège autocrate de Thébaidé³. Au surplus, ces titres d'épistolographe et hypomnématographe n'étaient pas réservés aux secrétaires du roi; la désignation des fonctions qu'exerçaient ailleurs, auprès des gouverneurs de provinces et autres fonctionnaires, des secrétaires de moindre importance, mais de même nom⁴.

1. Ἀμφικλῆς εὐργετὴς καὶ ὑπομνηματογράφος (*Pap. Græch*, n. 40.371, in *Archiv f. Pap.*, I, pp. 61-62). Cf. ci-dessus, tome II, p. 74-4.

2. Spiegelsberg *Demot. Inschr.*, p. 22 (du 4 avril 96 a. C.).

3. Dittmer, *Ostr.*, n. 147 (époque d'Évergète II).

4. Cf., entre autres textes, *Tell. Pap.*, n. 112 ann. 112 a. C.), où il est mentionné ὑπομνηματογράφος καὶ ἐπιστολόγραφος, le secrétaire du bas programme II 85-87, comme εὐργετὴς καὶ ὑπομνηματογράφος, in *Tell. Pap.*, n. 58 III a. C.,

CHAPITRE XXII

ADMINISTRATION ET POLICE DU ROYAUME

Divisions géographiques de l'Égypte : surface et population ; diversité des races.

§ I. — LES PROVINCES. — Le nome unité administrative. — Nombre variable des nomes aux diverses époques. — Subdivisions du nome : les toparchies et les bourgades — Juxtaposition de deux ordres de fonctionnaires, les « chefs » (νομόρχης — τοπάρχαι — κομάρχαι) et les « scribes » ou greffiers (βασιλικά, γραμματεῖς — τοπογραφωματεῖς — κομιογραφωματεῖς) du nome, des τόποι et κῆμαι. — Division du nome Arsinoïte en districts (μυρδαίς) — Organisation du pouvoir exécutif et judiciaire : le stratège ou préfet du nome, successeur du « nomarque » d'autrefois ; l'épistate du nome et les épistates locaux. — L'épistratégie de Thébaïde — Les gouverneurs des provinces extérieures ou possessions coloniales

§ II. — LES VILLES GRECQUES. — Autonomie municipale des colonies grecques, Naucratis et Ptolémaïs. — Régime spécial d'Alexandrie. — Les trois races dans la capitale. — La charte des Juifs et leur ethnarque. — Organisation de la cité grecque tribus et démos. — Les magistratures alexandrines d'après Strabon : l'hypomnémato-graphé, l'archidicastré, l'exégète, le stratège de nuit.

§ III. — LES COLLÈGES GRECS EN ÉGYPTE. — Les collèges, images de la cité. — Les corporations indigènes, sacerdotales et autres, généralement fondées sur l'hérédité professionnelle. — Importation du régime des collèges à la mode hellénique, fondé sur la communauté de culte. — Collèges divers, corporations civiles et militaires, hétérocrés, promotions d'éphèbes, cercles privés.

Le palais représente le corbeau de la monarchie ; il en faut maintenant examiner le corps, qui est géographiquement un « présent du Nil », politiquement, un organisme façonné par de longs siècles de régime autoritaire.

Tout d'abord apparaît dans l'Égypte ptolémaïque la dis

inction, qui put être atténuée, mais non effacée, entre la race conquérante et les indigènes. Cette distinction ne se traduit pas seulement par la différence de statut personnel entre les individus; elle se révèle aussi par la création, sur le sol égyptien, de cités grecques qui gardent le caractère de colonies isolées dans un milieu hétérogène. De ces colonies, une au moins était antérieure à Alexandrie; c'était Naukratis. Alexandrie fut comme on l'a vu, une ville mixte, où vivaient côte à côte Gréco-Macédoniens, Égyptiens, Juifs, étrangers de toute race, et où les rois ne purent ni ne voulurent importer les institutions des républiques à la mode grecque. Ptolémaïs, fondée par Ptolémée Soter pour surveiller la Thébaine, fut comme la patrie des Hellènes installés ou appelés dans la Haute-Égypte. En dehors de ces trois localités privilégiées, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, il n'y a que des villes égyptiennes ou des colonies de population mêlée gouvernées à la mode égyptienne, c'est-à-dire par des représentants du pouvoir central. Nous ferons aussi une place, en dernier lieu, aux corporations et associations à la mode grecque, qui, soit dans les villes grecques, soit ailleurs ont été comme des images réduites de la cité et ont joui d'une certaine autonomie. Ces « colonies » ne figurent pas dans les cadres administratifs; mais ils sont une partie intéressante de l'organisme social, et le droit d'association qui leur est reconnu est au premier chef d'ordre politique.

Pour dresser la carte administrative de l'Égypte ptolémaïque, on est obligé de rapprocher des renseignements parfois discordants, de dates très diverses, dont quelques-uns remontent au temps des Pharaons et d'autres ne sont réellement probants que pour l'époque romaine. On risque donc de commettre des anachronismes, mais limités sans aucun doute aux menus détails.

À la point de vue géographique, dont nous n'avons pas à nous occuper spécialement, et aussi conformément aux tra-

ditions historiques symbolisées par la double couronne des Pharaons, l'Égypte comprenait deux parties distinctes, la vallée du Nil, depuis la première cataracte jusqu'à la naissance de la plaine alluviale du Delta, ou Haute-Égypte (ἡ ἄνω Αἴγυπτος-ἡ ἄνω χώρα-*Aegyptus Superior*) dite aussi royaume du Sud, et le Delta ou Basse-Égypte ἡ κάτω Αἴγυπτος-ἡ κάτω χώρα-*Aegyptus Inferior*, formant le royaume du Nord¹. Sur cette surface de médiocre étendue vivaient, pressés le long du fleuve nourricier, environ sept millions d'hommes, troupeau résigné et laborieux, dont le travail patient faisait rendre à la terre de quoi entretenir l'appétit dévorant des êtres vénérés et redoutés, dieux, rois, prêtres et morts, qui peuplaient pour lui la catégorie de l'idéal².

1. La division de l'Égypte en trois parties (Dette-Heptanomis-Thébaïde, se date que des Romains. Voy. Wilcken *Ostr.* I, pp. 323-327, *Archiv f. Pap.*, III, p. 225), contre P. Meyer *Heerenes*, p. 65 et Dittenberger *OGIS*, n. 104, 41, qui attribuent à Ptolémée Épiphane la division de l'Égypte en trois épistratégies. Pour la géographie administrative de l'Égypte ancienne aux diverses époques, voy. les seules cartes dressées par G. Paribey *Zur Erdkunde des alten Aegypten*, in Abh. d. Berlin Akad., 1838), celles de Lepsius (*Denkm.*, I, Bl. 4-6, 1853), dressées par H. Kiepert, de Brugsch (*Geogr. Inschr.*, 1857), de Rabin, 1858, enfin celles publiées dans l'*Archéol. Report to the Egypt Exploration Fund* (1898-1902). Pour le Fayoum, celles de Wessely et après, Carls et listes des nomes de l'Égypte pharaonique par Maspero, dans *Atlas de Geogr. Historique* de F. Schrader (1896).

2. Sur la population de l'Égypte, comme race, voy. Maspero, *Hist. anc.*, I, pp. 42-49 comme nombre, Lambros, pp. 74-75. 1. Beloch, *Die Bevölkerung der vor-röm. Welt*, Leipzig, 1886, *Die auswertigen Heutungen der Ptolem.*, in *Archiv f. Pap.*, II, pp. 229-235, mémoire reproduit et résumé dans *Griech. Gesch.*, III, 2, (1901), pp. 248-286. Beloch évalue à 30,000 kil. carrés la surface cultivable de l'Égypte, à 15,000 celle de la Cyrénaïque, à 2000 celle de Chypre. En comprenant tout ce que l'Égypte possédait au temps de Ptolemaïos, l'estime la surface totale tributaire des Ptolémées à 127,000 kil. □, et la population à 10 millions d'habitants, dont 6 ou 7 millions en Égypte et le reste au dehors. Actuellement d'après le recensement de 1897, l'Égypte de Wadi-halfa à la Méditerranée, comptait 9,654,300 habitants, à raison d'au moins 360 par kil. □, densité supérieure à celle de la population en Belgique, le pays le plus peuplé de l'Europe, qui a environ même surface avec un peu moins de 7 millions d'habitants. Ce n'est pas à leur surface que se mesure le rôle historique de pays comme l'Égypte, la Judée ou la Grèce. Les 18,000 (Diod., I, 34) ou 20,000 (Herod., I, 177. Plin., V, § 60. Mela, I, 9) villes d'anc. du temps d'Amasis, et ces 33,333 au temps de Philadelphe (Theophr., XI, 11, 53), appartenant à la statistique littéraire, qui transformait en villes de simples villages, des monuments.

§ 1

LES PROVINCES.

L'unité administrative de l'Égypte est le *nome* (νομός)¹, portion de territoire désignée par un adjectif formé avec le nom de la ville éponyme qui en était le chef-lieu. La division en nomes n'était ni arbitrairement tracée, ni introduite par les Lagides². Chaque chef-lieu avait son individualité propre, son histoire, ses cultes locaux non seulement distincts, mais parfois antagonistes des cultes en honneur dans les nomes limitrophes³. Juvénal parle quelque part des haines religieuses qui, de temps immémorial, existaient entre Koptos et Tentyra et provoquaient de temps à autre des rixes sanglantes⁴. De même, il y avait guerre entre nome Kynopolite et nome Oxyrhynchite au sujet de leurs animaux sacrés⁵. Nous avons rencontré aussi, cette fois à l'époque ptolémaïque, la

1. Il faut distinguer par l'accentuation νομός (nome en pairie) de νόμος (loi). Autrement, la confusion prête à des quiproquos singuliers, des expressions comme ἀπὸ νόμου ou ἀπὸ νομῶν ayant des sens tout différents. Lumbroso (in *Archiv f. Pp.*, III, pp. 33-4) en cite des exemples curieux.

2. ἀπὸ γὰρ ἐκ νομῶν Αἰγύπτου ἔκαστος διακρίσθαι (Herod., II, 164). Hérodote indique la répartition des castes dans des nomes dont certains ne se retrouvent plus sur les listes postérieures. Sous les Pharaons le nome s'appelait *noumé* (domaine) à l'époque féodale, *kepos* (district) plus tard. « Le nombre en varia sensiblement au cours des siècles; les monuments hiéroglyphiques et les auteurs classiques le fixent tantôt à 26, tantôt à 46 ou même à 50 (Maspero, *op. cit.*, I, p. 77).

3. Cf. Herod., II, 41-42, 86, 90, 137, 138, 140. Diod., I, 56. Les nomes avaient été probablement, à l'origine, des domaines féodaux, comme nos anciennes provinces. Le nom est antérieur à l'état centralisé.

4. Juvén., XV, 23-44. Tentyra et Apollonopolis abominant le crocodile, qui était, au contraire, le grand dieu (Σοῦκ) de Crocodilopolis (Strab., XVII, pp. 814, 817). Les animaux-totems figurent sur les monnaies des nomes (ci-après, p. 127, 6).

5. Plut., *Is. et Osir.*, 72. Lumbroso (in *Archiv f. Pp.*, I, pp. 64-67) cite les textes où les nomes sont considérés comme autant d'ἱερά, *pepula*. Diod., , 90, 2. Agatharch., 121. Senec., *Q. Nat.*, IV, 2. Pompon. Mel., I, 3, 58).

mention d'hostilités, pour des motifs mal connus, entre Crocodilopolitains et Hermonthites ¹.

Ce n'est pas à dire que le nombre des nomes soit resté invariable ou que la liste des chefs-lieux n'ait jamais été remaniée. Le gouvernement eut à tenir compte des fluctuations qui, en modifiant l'état des diverses régions et l'importance relative des villes, rendaient certaines retouches nécessaires. Ainsi, Akoris (*Tenneh*) était dans le nome Hermonopolite sous les Lagides : à l'époque romaine, Ptolémée le classe dans le nome Kynopolite, limitrophe du précédent au Nord ². Le nome Ménélaïte dans le Delta, qui avait pour éponyme un frère de Ptolémée Soter ³, devait être de création relativement récente, et nous savons que le nome du Lac ou Arsinoïte date de Philadelphie ⁴. Enfin, les oscillations de la frontière, du côté de l'Éthiopie, pouvaient aussi faire varier le nombre des nomes. Diodore et Strabon assurent que l'Égypte avait été partagée au temps du fabuleux Sésostris en 36 nomes, dont 10 pour le Delta, 10 pour la Thébaine, et 16 pour la région intermédiaire ⁵. Pline compte environ 46 nomes, y compris les trois oasis; mais il nous avertit lui-même que sa liste n'a rien d'officiel, car « certains auteurs y changent des noms et substituent d'autres nomes » ⁶. Les auteurs et les monnaies de l'époque

¹ Voy. ci-dessus, tome II, p. 75-4, et III, p. 122.

² *Pap. Remach*, p. 60.

³ Strab., XVII, p. 401. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 2-45-57-58, 1-69-70.

⁴ Pausanias (V, 21, 15) l'appelle *νομαρχία τῆς ἐν Αἰγύπτῳ*, ce qui exclurait toute addition postérieure. Mais Pausanias veut dire que le Fayoum était la région colonisée en dernier lieu, il ne s'occupe pas des listes administratives. La province a repris son ancien nom, *Fayoum* étant le copte *Phiom*, l'égyptien *Pa-iam* ou *Pa-iam*, signifiant « le lac ». Wiedemann, *Aeg. Gesch.*, p. 258.

⁵ Diod., I, 54. Strab., XVI, p. 187. Suivant une tradition désapprouvée par Strabon (pp. 781, 811), il y avait dans le Labyrinthe autant de palais ou édifices *πρεσβυτερῶν, ὅσαι πρότερον ἔσαν νομοί*. Recensement de 66 divinités de nomes dans des papyrus cités par Eusebio (Biedek., *Ob.-Aeg.*, pp. 11-12).

⁶ Pline., V, §§ 49-50. Le géographe Ptolémée enregistre 47 noms, et les monnaies de l'époque romaine en donnent un pareil nombre, mais qui ne sont pas toujours les mêmes. Comme si n'y a pas de monnaies des nomes avant l'époque romaine, il est inutile de renvoyer ici aux études de numismatique

romaine nous fournissent ainsi 76 noms de nomes et nous laissent le soin de démêler quels sont les noms qui se sont substitués à d'autres.

On aurait pu s'attendre à trouver des données plus nettes dans les documents de l'époque ptolémaïque. Les nomes sont représentés sur des monuments figures, à Edfou notamment, par des figures d'hommes ou de femmes qui viennent apporter leurs présents aux rois. On constate ainsi que leur nombre varie entre 35 et 47. Une liste d'Edfou, datant du règne de Ptolémée Alexandre I, va même au delà, ce qui peut s'expliquer soit par une division réelle du territoire en un plus grand nombre de nomes à l'époque, soit par une analyse iconographique attribuant plusieurs figures à un même nome¹. Mais la statistique n'a pas trop à compter avec la fantaisie des artistes. Ce qui est plus déconcertant, c'est que le célèbre papyrus des Revenus contient des listes de nomes qui diffèrent de toutes les listes connues jusqu'ici et ne s'accordent même pas entre elles². Les divergences portent sur l'ordre d'énumération et sur deux ou trois noms : mais le nombre est le même de part et d'autre. Les 24 nomes recensés appartiennent à la Basse et Moyenne Égypte : ceux de la Haute-Égypte sont compris en bloc sous la rubrique *Thebaida*. On peut sans doute expliquer cet état mêlé de la

sur le sujet, celles de Tcherny d'Anvers (1822), Parthey, Langhans, Brelvi, de Longe, Frodin, etc. Cf. Marquardt, *Staatserg.* II, p. 443, 3, et St. Poole, *Census of Alexandria and the Nomes* (Londres, 1892).

1 Cf. Douchet, *Revue d'Égyptologie* (Paris), 1879, p. 4, 20-30.

2 *Revenue Lists*, vol. 3, et 50-51. Dans la seconde liste, le premier est plus que la première, — le nom Σιζουσις n. 4 se replace au nom Σουσις n. 3, le nom Πλασιουσις n. 2 est substitué au Σουσις (n. 1), le nom Μεσασις (n. 6) a disparu, et le nombre de 24 est complété par le rajoutement du Μεσασις n. 47-21. Les rangs d'ordre sont différents, sauf pour le nom Σιζουσις, qui occupe le douzième rang dans les deux listes, et le Μεσασις n. 17 dont une partie est aussi au dix-septième rang dans la seconde énumération. La répartition géographique est tout autre dans Strabon, et aussi les noms. On ne trouve dans les listes ptolémaïques ni le Σιζουσις (Strab. XVII, p. 802), ni le Πλασιουσις (XVII, p. 804). Cf. les trois listes du Papyrus et de Strabon, confrontées dans Mahaffy, *Reu. Lond.*, Introd., p. xix-xx.

Thébaïde comme une simple apparence, une abréviation de la copie du décret royal faite pour la Basse-Égypte ¹; mais si l'on songe que la Haute-Égypte avait été sous les Pharaons, à partir de la XXI^e dynastie, et resta sous les Lagides en état d'hostilité latente envers le pouvoir central; que, sous le premier Évergète, le gouvernement de la Thébaïde était confié à Lysimaque, un frère du roi ²; que plus tard fut instituée une épistratégie de la Thébaïde, maintenue par les Romains; on trouvera l'explication insuffisante. Il est probable que, vu les nécessités de la défense intérieure et extérieure, la Thébaïde constituait alors un commandement militaire qui absorbait ou reléguait au second plan des circonscriptions maintentes peut-être, pour l'administration civile, à l'état de *nomoi* ³.

Suivant Strabon, « la plupart des nomes avaient été partagés en toparchies, et celles-ci en autres fractions, dont les plus petites étaient les aroures. Cette division exacte et minutieuse était rendue nécessaire par les perpétuelles confusions de hommages que produisaient les crues du Nil ». Plus loin, Strabon affirme que « comme dans le pays entier, la population était divisée dans chaque nome en trois classes correspondant à trois parties égales du territoire » ⁴. Même avec les documents dont nous disposons aujourd'hui, il n'est guère possible de répondre d'une façon précise aux questions que soulève sans les résoudre le texte de Strabon.

Et d'abord, observons que le géographe parle de l'état de

1. Cf. Wilcken, *Ostraka*, I, p. 424.

2. Spiegelberg, reproduisant l'inscription citée plus haut (tome I, p. 283), propose, sans motif appréciable, d'en faire descendre la date vers la fin de la dynastie (*Demot. Inschr.*, p. 54).

3. On rencontre, en l'an XXXI de Philadelphie (255/4 a. C.), un Dorian à *τομαρχίας τὸν Περσέας τοῦ* Pap. Brit. Mus., n. 5849 C, etc., voy. les trois documents cités par Wilcken, *Ostr.*, I, p. 65, 1) Aussi Paul M. Meyer (*Haerwegen*, p. 158, n. 143) tient pour l'indivision de la Thébaïde maintenue jusqu'au règne d'Épiphanes.

4. Strab., XVII, p. 787. C'est un retour, peut-être anachronique, à la division tripartite de la population et du sol sous les Pharaons, d'après Diod., I, 21. 13 : ci-après, p. 180.

l'Égypte pharaonique, et non pas de l'Égypte romaine : il n'y a pas lieu d'en tirer des conclusions fermes pour l'époque des Lagides, où le régime pouvait différer du précédent et du suivant. En combinant les renseignements fournis par Strabon avec les termes épars dans les documents, Letronne, dès 1823, proposait la division suivante, le nome, la toparchie (τόπος ou τοπαρχία), le bourg (κώμη) ¹. C'est celle à laquelle, tout compte fait, il nous faudra revenir, après avoir indiqué les raisons (surtout l'incertitude du sens de τόπος) qui ont paru militer en faveur d'autres systèmes. Lorsque Lumbroso reprit la question, il se trouvait en présence d'opinions très divergentes, fondées généralement sur l'ordre variable de présence entre les scribes ou groffiers des τόποι (τοπογραμματοί) et des κώμαι (κωμογραμματοί) dans les énumérations hiérarchiques ². Les uns en avaient conclu que le τοπος et par conséquent la toparchie était une subdivision de la bourgade (κώμη) ³. D'autres, remarquant l'incompatibilité de ce système avec le texte de Strabon, qui fait de la τοπαρχία une subdivision immédiate du nome et en suppose l'absence

1 Letronne *Recherches*, pp. 312-397. Cf. Lumbroso, p. 243 qui recense les hypothèses émises par Letronne, Peyron, Rudorff, Droysen, Vargès, Reimisch, in *Paulys R.-E.*, I, p. 348. Marquardt, *Staatsserv.*, II, p. 443. U. Wicken, *Obs. ad hist. Aegypti pres. Rom.*, Berlin, 1885. En Judée le τοπαρχία est l'équivalent de νεμες. Cf. 1 Mace, 10, 30, 11, 21 et 34. Joseph. *A. Jud.*, XVII, 41, 5. *B. Jud.*, I, 3, 5. II, 10, 16. III, 3, 8. *Plin.*, V, § 78. Bien des νῆποι ont nom de ville, comme νῆπος Μαλεάκωλις, Ἐρμηνέλις etc., au Fayoum, où tant de villes sont homonymes d'autres plus connues (Wessely, *Topogr.*, p. 8). C'est pour des localités de ce genre qu'a été créé le mot κωμόπολις (Strab., XII, pp. 537, 537, 568. Marc., I, 38), par opposition à πόλις ou μητρόπολις, chef-lieu du nome.

2. C'est un argument qui subsiste encore aujourd'hui. Nous avons signalé plus haut quantité d'interventions dans les canons des cultes et sacerdoces dynastiques. Il en va de même pour la hiérarchie des fonctionnaires. Les scribes alignent les titres au juger mêlant souvent les agents de divers services, intervertissant les rangs ou omettant certaines charges; et cela, dans des documents officiels. Voy., par exemple, *Res. Laur.*, col. 37. *Pap. Petr.*, II, n° 42 a, etc.

3. Thèse de A. Peyron (1874). Rudorff, Droysen, fondée sur l'édit de Capitoa (CIG., 4956 : δὲ βασιλικὴν τοπαρχίας καὶ κωμογραμματοῦ καὶ τοπογραμματοῦ). Letronne lui-même valoir l'ordre contraire dans *Pap. Per.*, 2, 43, l. 445.

dans certains nomes, distinguaient entre la toparchie au sens de Strabon, la toparchie des toparques, et le τόπος¹. Enfin, rejetant cette distinction et frappés de rencontrer le plus souvent côte à côte les topogrammates et comogrammates, comme des frères jumeaux, d'autres tiraient de l'ordre variable signalé plus haut la conclusion que ces deux ordres de petits fonctionnaires avaient une importance à peu près égale et qu'entre eux la différence doit être cherchée dans la diversité des compétences². Aussi Lumbroso s'arrête à l'idée que les κώμαι et τόποι ne représentent pas des divisions et des subdivisions, mais des divisions parallèles, des districts consistant les uns en villages habités, les autres en terrains de culture ou fermes établies en pleine campagne³. Dans ce système, le nome aurait été divisé en villages administrés par des « greffiers de village » (κωμογραμματεῖς) chargés de la statistique des personnes, et en terroirs (τόποι) dont le cadastre était tenu à jour par des τοπογραμματεῖς, les uns et les autres dépendant au même titre de leur supérieur commun, le greffier royal (βασιλικὸς γραμματεὺς), et occupés à des besognes tout à fait analogues. L'importance respective des κώμαι et τόποι aurait déterminé le rang de ces fonctionnaires.

La concurrence de diverses hiérarchies de fonctionnaires dont les attributions s'entrecroisent et qui tous peuvent collaborer à la grande affaire du gouvernement, la perception de l'impôt, rendra peut-être à jamais inextricable le labyrinthe de courroies qui reçoivent et transmettent le mouvement dans la machine administrative de l'Égypte ptolémaïque, compliquée probablement par le désir de superposer aux offices remplis par des indigènes des contrôleurs de race grecque et de multiplier les places au profit de la race conquérante⁴.

1. Thèse de Ad. Schmidt (1842, Franz, Reinisch, Marquardt).

2. Thèse de Vargès 1842, adoptée par Lumbroso.

3. Lumbroso, *Recherches*, p. 243-246, *Rev. Égyptol.*, V, p. 37. Solution approuvée par Mahaffy, *Petr. Pap.*, II, p. 27.

4. Cf. Mahaffy (*On the Pt. Petr. Pap.*, I, pp. 9, 19, 28, qui signale l'en-

Il nous faut renvoyer à l'étude de l'administration financière la distinction entre les *topogrammates* et *comogrammates*, mais il résulte de leurs rapports, mieux connus par les nouveaux documents, que le *topogrammate* est le supérieur du *comogrammate*, et que, par conséquent, son ressort, que nous appellerons provisoirement *τὸν τοπάρχου*, est plus étendu que la *κομὴ* ¹.

À côté de ces agents ou scribes de l'administration financière, on rencontre des *κομάρχοι* ou *κομαρχοί*, qui sont comme les maires des villages, assistés de *κρᾶνάραι* *τὸν γερύων*, tous gens de petite envergure et à peu près aussi corvéables que le vulgaire ². Les comarques devaient être

chèrement des juridictions en Angleterre comme indéchirable pour un étranger.

1. Le basilicogrammate Horos adresse une ordonnance du directeur Irénée *τοῖς κομάρχοις καὶ τοῖς κομαρχοῖς* (*Tebt. Pap.*, n. 26 27. 473, lig. 100, etc.). On voit, dans les nouveaux papyrus, le *topogrammate* contraindre un bon du *comogrammate*, lequel bon passe ensuite par les bureaux de fonctionnaires de plus en plus élevés avant d'arriver au banquier d'Herménthis (*Pap. Amherst II*, n. 21, vers. 112 a. Chr.). Il semble bien aussi que le *comogrammate* de Kerkéouiris, Menchén, dont les papyrus remplissent tant de pages des *Tebt. Pap.*, soit inférieur au *topogrammate* Harres, dont les actions motivent les plaintes des gens de Kerkéouiris v. g. *Tebt. Pap.*, n. 41, vers 119 a. C.). Enfin il est dit dans *Tebt. Pap.*, n. 24, lig. 66-67, que certains *topogrammates* commandent à deux *comogrammates* au moins dans chaque ressort, mais il s'agit de gens qui sont dénoncés comme ayant usurpé des fonctions officielles, et il n'est pas sûr qu'ils n'aient pas de même élargi indûment leur compétence. Le *comogrammate* Sentira est en même temps *βασίλειος γερύων* (*Pap. Petr.*, II, n. 31), presque un paysan. Plus nette encore est la supériorité du *toparque* sur la comarque. Horos, comarque de Kerkéouiris, et les *κρᾶνάραι* envoient envers le *toparque* Pn-cous à verser au Trésor la contribution du village en blé (*Tebt. Pap.*, n. 48, vers 113 a. C.). Nous ne savons à peu près rien sur les *κρᾶνάραι* ou chefs de quartiers (*κρᾶνάραι*), que Wilcken (*Ostr.*, I, p. 432) suppose être des subdivisions de la *κόμη*. Il n'en est pas question dans les *Tebt. Pap.* Parl. I.

2. Plusieurs fois mentionnés dans les *Pap. Petr.* et *Tebt.* (voy. les *Index*). On voit, en l'an XXVIII de Philadelphe (258/7 a. C.), le comarque Pauls diriger des travaux de corvée à Philotéris, avec le *comogrammate* et le concours des autres « scribes de chaque localité » (*τῶν ἐν καθέστῃ τότῃ γράμματων*, *Pap. Petr.*, I, n. 32 (2). III, n. 31a), c'est-à-dire, comme l'indique le contexte, des *comogrammates* de la région. Les *κόμαρχοι* sont nommés avant les *κομάρχοι* dans une circulaire où les titres sont énumérés en ordre descendant (*Pap. Petr.*, II, n. 42 a) : mais les mots *κομάρχοι* *κομαρχοῖς* forment probablement une expression composée signifiant « comarques chargés du

plus responsables encore que les paysans du loyer de la terre domaniale. Lorsque les récoltes avaient manqué ou que les semailles n'avaient pas été faites à temps, l'administration s'en prenait à la « négligence des cultivateurs et du comarque »¹. On s'attend à rencontrer aussi des *τοπαρχαι* ou *τόπαρχοι*, et, en effet, ce titre figure dans les papyrus²; mais il est relativement rare, ce qui ne laisse pas d'étonner, si l'on persiste à croire que, les toparchies étant de petits districts, les toparques devaient être nombreux. D'autre part, la rareté du titre serait plus singulière encore si le toparque, mis à la tête d'une grande division du nome, était un fonctionnaire d'ordre relevé. Le toparque Polémon auquel s'adressent les autorités locales du village de Kerkéosiris n'a aucun grade aulique ajouté à sa fonction et ne fait pas figure de haut personnage. Les *τοπαρχίαι* — au sens de « fonctions de toparques » — sont mentionnées dans un autre document parmi les offices que certains agents des finances cumulent avec leur fonction propre et usurpent sans nomination régulière³. On sait aussi que les trois subdivisions du nome Arsinoïte, qui semblent répondre aux toparchies de Strabon, portaient officiellement le nom de *μερίδες* (*Ἡρακλείδων* au N.-O., *Θεμύλειων* au S.-E., *Πολέμωνος* au S.)⁴, et l'on n'hésiterait pas à reléguer les toparchies parmi les petites circonscriptions si l'on n'apprenait par ailleurs que

greffe », cumul qui devait être fréquent dans les petites localités (cf. Mahaffy, *ad loc.*)

1. *Tebt. Pap.*, n. 67, lig. 73. Cf. nn. 64, l. 476, 66, l. 57-68, l. 84.

2. *Rev. Laws*, col. 37, 41-42, 81. *Pap. Petr.*, II, 1, III, no. 26-75. *Tebt. Pap.*, nn. 30, 44, 189. Cf. Reville, *Mélanges*, p. 279. *Précis*, p. 665, 1. On ne connaît que trois noms de toparques : Hermias *τοπαρχὴς Ἀριαννασίος* (? *IG.*, III, 4976); Polémon *τοπαρχὴς* (*Tebt. Pap.*, n. 48, lig. 6), et mention de l'ex-toparque Dorion, *τοῦ τοπαρχήσαντος ὑπὸ Στράβωνα τὸν Ἡρακλείδα τόπον* (ci-dessus, p. 120, 3). Mention générale des toparques, à propos de rentes (*φόροις*) à recevoir, dans *Pap. Petr.*, II, n. 22.

3. *Tebt. Pap.*, 21, lig. 63 (ann. 111 a. C.).

4. Cette division tripartite date d'Évergète I (cf. P. Meyer, p. 52), et les noms doivent avoir été empruntés aux céciliens de la colonisation. C'était un usage général, appliqué aux nomarchies, aux corps militaires comme aux groupes de colons.

le nome de Périthèbes, avant d'être un nome distinct, avait constitué la toparchie de Dorion¹, et que le nome Pithyrite, le nome Latopolite, peut-être même la plupart des nomes, comprenaient seulement chacun deux toparchies, celle dite d'en haut (ἡ ἄνω) et celle d'en bas (ἡ κάτω)².

De ces données discordantes et d'époques diverses, on n'a pu tirer que des conclusions précaires, qui perpétuent les discussions. Ce qui complique la question relative aux τόποι considérés comme synonymes de toparchies³, c'est que — comme le terme πόλις quand il s'agit des dignitaires — le mot τόπος a gardé son sens courant de lieu quelconque et particulièrement de « lieu dit » (τόπος λεγόμενος, porton de terroir d'une ville ou bourgade. C'est dans ce dernier sens qu'il est constamment employé dans les textes avec lesquels Wessely a dressé la topographie du Fayoum, tandis que les πόλεις y sont toujours désignées comme parties d'une παρτίς, et non d'une toparchie⁴. Cependant, il est surabondamment

1 Cf. ci-dessus, p. 133, 3.

2. Du Pithyrite, toparchie ἄνω Pap. Per. n. 16), ἄνω (Pap. Grenf., I, n. 33. De même, ἡ κάτω τοπαρχία τοῦ Λατοπολίτου Petr. Pap., II, n. 21 a). Nous ne connaissons pas aux toparchies d'autre nom que celui du nome. Les Papyrus Reineck nous font connaître un Μοῦς της (τόπος, dom, faisant partie la πόλις, ἡ πόλις, dans le nome Hermopolite, et qui pourrait être une toparchie ?) mais il est fort probable que c'est une étiquette régionale, et non administrative. On a proposé d'entendre par toparchies des commandements militaires, comme celui du Θηβαίων (à cause du Dorion sus-mentionné), ou des éparchies à juridiction spéciale ou des districts se comparant avec ceux de prétendus ἡγεμόνες (Lumbroso, p. 246). En fait, il n'y avait de toparchies remplaçant les nomes que dans la partie méridionale de la Thébaine, avant le règne d'Épiphane, et c'est à celles-là seulement que pourrait s'appliquer les susdites conjectures.

3 Opinion de Letronne (ci-dessus, p. 120), vigoureusement défendue par Wilcken, Ōber., pp. 30-31.

4. C. Wessely, *Topographie des Fayûm (Arsinoïtes nomes) in griechischer Zeit* (Denkschr. der K. Akad. d. Wiss. Phil.-Hist. Klasse, Wien, 1904, pp. 1-122), avec cartes, un travail prodigieusement documenté, le pendant de son étude démographique et économique sur *Kanais und Nekropolis Nasser* (ibid., 1902, pp. 1-171). On y lit, par exemple, τόπος λεγόμενος Σαραῖος καὶ κοινὴν Κορινθία (p. 141) Τίθωνος τῆς Βελβιδίου παρτίδος (p. 146), etc. Les noms de πότοι sont souvent au génitif précédé de τῶ (sous-entendu τόποι). Wilcken (Ōber., p. 25), d'après un papyrus de l'époque romaine, attribue à des toparchies des lieux ainsi désignés, avec l'ancien ἄνω ou ἄνω Cf. en Théb-

démontré qu'il y avait au Fayoum des topogrammates, et aussi des toparques¹, dont le titre contient évidemment la définition d'un ressort commun appelé *τόπος*. Mais, sans doute pour éviter les confusions entre ce sens technique et le sens banal de *τόπος*, il semble que ce terme ait été remplacé dans la langue administrative par celui de *τοπάριος*. À part quelques exceptions contestables², le mot *τόπος* ne désigne jamais la toparchie : tout au plus peut-on reconnaître la subdivision ainsi dénommée dans l'expression vague de *τόμα* employée au pluriel et limitée par l'addition de *ἐξέω* ou *ἐνέω* (N et S)³. Le fait que ces deux adverbes suffisent à distinguer les toparchies d'un même nome indique bien que le nome était ordinairement divisé en deux toparchies⁴. Le nome Arsinoïte, vu son étendue et son importance économique, faisait exception sous ce rapport. La division en toparchies, et même en nombreuses toparchies, y fut appliquée non pas au nome, mais à chacun de ses trois arrondissements (*μειρίδες*). C'est ce qui explique que, pour abréger les indications topographiques, les scribes aient rattaché directement les villes et bourgades du Fayoum aux *μειρίδες*. Enfin, d'après le texte précité de Strabon,

Thébaïde, le terme démotique traduit par « lieux » (= *τόποι*) dans Revillout, *N. Chrést. démot.*, p. 136. *Précis*, p. 4213.

1. Voy., pour l'époque ptolémaïque, l'*Index V* des *Trib. Papyri*. À l'époque romaine, les textes signalent des toparchies numérotées comme subdivisions des *μειρίδες* au Fayoum : *ἐκείνησαντο 3 αἱ τὰ τοπάριον Ἡουαρίου μείριδες* (Weasely, p. 15) : *ἐκείνησαντο 5 αἱ τὰ τοπάριον Θιάρτου* (p. 14). On est en droit de penser qu'elles datent du régime antérieur.

2. Voy. ci-dessus le *Μουσ. τ. τόπος*, p. 134 2 et le *τόπος* administré par Dorian (p. 133, 2). Dans ce dernier texte, c'est, j'imagine, par scrupule de lettré, pour éviter *τοπάριος τοπάριον*, que le scribe a employé *τόπος*.

3. Théon *ἐκείνησαντο τὴν αἰὼν τόμα τοῦ Σαίμου* (*Pap. Par.*, n. 63, col. 7, 4) Wilcken (p. 26) veut que *τόμα* soit le synonyme de *τοπάριον* et que le nome Saï ait été divisé en quantité de toparchies *ἐνέω* et *ἐξέω*. Cela ne me paraît pas aussi « évident » qu'à lui : je crois plutôt que l'ensemble des *τόμα* *αἰὼν* formait une toparchie, comme dans les nomes de Thébaïde.

4. Cf. l'explication ingénieuse tirée du signe hiéroglyphique du nome (un quadrillage traversé d'une barre horizontale au milieu), représentant une surface irriguée par un canal dérivé du Nil, canal qui la partage en moitié S. et moitié N. (Dümichen *Gesch. d. alt. Äg.*, p. 28. Wilcken, p. 25).

disant que « la plupart des nomes étaient divisés en toparchies », il y avait des nomes, sans doute les moins étendus, qui n'étaient point divisés de cette façon. Le fait, que nous ne pouvons plus vérifier, a son importance. Si, comme il y a bien des raisons de le penser, la hiérarchie des comarques, toparques, nomarques, parallèle à celle des scribes appelés cornogrammates, topogrammates, basileogrammates, était celle des administrateurs du domaine royal, il en faudrait conclure que le domaine royal n'avait point de propriétés dans les nomes susdits — ce qui paraît difficile à admettre — ou n'en avait pas assez pour constituer des toparchies¹. Mais nous savons si peu de chose sur la compétence de ces « chefs » de bourgade, de toparchie, de nome, éclipsés dans nos documents par l'activité paperassière et l'ingérence concurrente des scribes, qu'il suffit d'indiquer ici des questions sur lesquelles nous reviendrons, mais dont la solution risque d'être indéfiniment ajournée.

Le nome dans son ensemble est administré et gouverné par un haut fonctionnaire, qui réunit entre ses mains tous les pouvoirs, civils et militaires, et porte le nom de stratège (στρατηγός)². Le stratège des Lagides est le successeur du nomarque d'autrefois, lui-même successeur des anciens feudataires à peu près indépendants qui détenaient à titre héréditaire le gouvernement des provinces. Il était le chef responsable de tous les services, et non pas seulement le général commandant les troupes dans les limites du nome, mais, comme l'administration fiscale fonctionnait avec une régularité mécanique sous la direction suprême du diécète d'Alexandrie, il avait surtout à s'occuper de la police et de

1. Cf. ci-après, p. 139, t. Le texte impliquerait contradiction avec ce système, si l'on y constatait à la fois l'existence de propriétés domaniales et l'absence de toparques ou de nomarques dans un même nome.

2. Nous n'avons pas, pour l'époque ptolémaïque, de relevé pareil à la liste de stratèges que Wicken *Bemerk. zur Aegypt. Strategie*, in *Hermes*, XXVII (1892), pp. 287-300; a dressé pour l'époque romaine. 34 noms, d'Auguste à Dioclétien.

la justice criminelle. Pour maintenir l'ordre et assurer l'exécution des lois, il avait la gendarmerie des φυλακῖται ou « gardiens », commandés par des ἀρχιφυλακῖται, placés eux-mêmes sous les ordres d'un « président des gardiens du nome ». Certains de ces brigadiers de gendarmerie cumulaient avec leur office militaire celui d'ἐπιστάτης de la bourgade où ils étaient cantonnés¹. Pour surveiller les travaux intéressant l'agriculture, comme l'irrigation et la réfection des digues, et spécialement pour administrer le domaine royal, il avait, au moins dans certains nomes, un auxiliaire appelé νομάρχης. Ce titre, que l'on rencontre parfois associé à celui de στρατηγός, a été considéré comme appartenant au stratège lui-même, en tant que fonctionnaire civil²; mais un texte où on lit τὸν νομάρχην μετὰ τοῦ στρατηγοῦ ne permet plus cette interprétation³. Du reste, on dispose maintenant de textes où le titre de nomarque est nettement distingué de celui de stratège et coté au dessous. Un certain Phannas a d'abord été nomarque (νομάρχης), après quoi, il a été classé ἐν τοῖς πρώτοις φίλοις et fait stratège⁴.

1. Cf. Lumbroso, p. 150. A. Kerkiras, Démétrios est dit ἑταῖρος καὶ κατὰ τὴν ἐπιστάτην καὶ ἀρχιφυλακίαν τῆς αὐτῆς κομῆς. Il est arrêté, avec d'autres personnes, par un agent Ἀρμένιος τοῦ ἐπιστάτου τῶν φυλακῶν τοῦ αὐτοῦ νομοῦ (*Tebt. Pap.*, n. 43, ann. 418 ±. C.). Un malfaiteur arrêté est remis Ἐρακλίδῃ τῷ ἐπιστάτῃ καὶ ἀρχιφυλακίῃ (*Tebt. Pap.*, n. 230). Les commandants de nome (ἐπιστάται τῶν φυλακῶν τοῦ νομοῦ) sont nommés immédiatement après les stratèges, avant les εἰσνήμει et les βενδίκται γραμματεῖς, dans *Pap. Per.*, n. 63, lig. 142-150. *Tebt. Pap.*, n. 6, lig. 13-15 (cf. n. 6, lig. 158), et après les basilicogrammates dans l'inscription de l'obélisque de Philæ (*Strack*, n. 180 C). Le papyrus des Neonomas (col. 37) ne connaît encore que les archiphylactes. La restitution ἀρχιφυλ αὐτῶν τοῦ πρὸς ὁδοῦ, qui ferait de ce fonctionnaire un commandant pour le nome entier (*Pap. Per.*, n. 6), n'est pas sûre.

2. Ἐγώμαι συγγενεῖ καὶ στρατηγῶ καὶ νομάρχῃ (ci-dessus, p. 113-2). Voy. Lumbroso, p. 262. Il est question dans le *Pap. Leid.* A (du 7 Phaophé an VI d'un Ptolémée inconnu) d'un ὑποστρατήγῃ Annonion, subordonné au stratège Cratéros dans le nome de Memphis. De même, on rencontre à Thèbes un Πρωτοῦ ὑποστράτηγος (Wilcken, *Aktenst.*, viii, du 22 mars 130 a. C.). C'était sans doute un régime particulier aux deux capitales.

3. *Pap. Petr.*, II, n. 23. L'assimilation de νομάρχης-στρατηγός, jamais contestée par Droysen, est décudemment repoussée par Wilcken (*Ostr.*, I p. 432).

4. *Tebt. Pap.*, (νομάρχης) 72, lig. 205 — προμείναι στρατηγῶν. lig. 359 — προμείναι ἐν τοῖς πρώτοις, τ. 16. καὶ στρατηγῶν καὶ ἐν τῶν πρὸς ὁδοῦ, 81 d,

Le titre de « nomarque » a dû être, à l'origine, la traduction ou l'équivalent du titre porté par les gouverneurs des nomes à l'époque pharaonique. C'est bien ainsi que l'entend Hérodote, quand il dit qu'Amasis obligea les Égyptiens à déclarer leurs moyens d'existence τῶ νομαρχῶν¹. Arrien donne même le titre de « nomarques » aux deux hauts fonctionnaires chargés par Alexandre d'administrer l'Égypte entière². Il trouve insuffisant celui de « stratèges », qui, de son temps et depuis longtemps, ne désignant plus que les préfets des nomes. Lorsque les Lagides instituèrent les στρατηγοί, il se peut qu'ils aient voulu réserver à ces Macédoniens, encore peu initiés aux coutumes du pays, le haut commandement militaire et les décharger de l'administration civile en laissant subsister à côté d'eux des « nomarques » ou administrateurs du nome. A mesure que les stratèges étendaient leur ingérence, en vertu de leurs pouvoirs illimités, et se substituaient aux administrateurs, le rôle des nomarques se restreignit de plus en plus, et il parait s'être confiné — quand il n'était pas assumé par le stratège lui-même — dans la gestion du domaine royal, régi par des règlements spéciaux et placé en dehors du droit commun. Le nomarque avait pour aides et subordonnés immédiats les toparques³.

Lg. 3023). Grenfell (*Rev. Laws*, pp. 133-4, et *Trib. Pap.*, p. 213) pense que les nomarques n'étaient point à l'origine et n'ont probablement jamais été chefs du nome, mais chefs de la « distribution » (voir) des armoiries et rétributions, « spécialement sur la βουλαική γῆ ». Il veut enlever par là la difficulté d'attribuer tout un « nome » comme ressort à un nomarque ou à un toparque (τῶν προεστειμένων τῷ νομῷ νομαρχῶν ἢ τοπαρχῶν [*Rev. Laws* col. 41, 16. — ἐκδότου ἢ ἐ νομαρχῆς ἢ ἐ προεστειμένου τῷ νομῷ, col. 43, 3; à propos de la distribution des graines oléagineuses). Cette explication étymologique me paraît moins satisfaisante qu'à P. Meyer (*op. cit.* p. 53, 187; c'est une subtilité de passer par dessus νομῶς pour remonter à νόμος).

¹ Hérod., II, 177. De même, Diodore (I, 73).

² Arrien., *Anab.*, III, 5.

³ Le papyrus des Revenus nomme fréquemment les toparques à la suite des nomarques (col. 31, 40, 43). Cf. un rapport d'Ammonios, nomarque du nome Arsinoïte, sur la répartition des cultures pour l'an XIII d'Évergète (335/4. a. C.), d'après les renseignements fournis par les toparques (καὶ οὐκ ἐπὶ τῶν οὐκ ἐπὶ τοπαρχῶν. *Pap. Petr.*, II n, 30 III, n, 75; « Nomarque du nome Arsinoïte » ne veut pas dire du nome entier. Nous savons qu'à l'époque, le

En tout cas, la fonction resta théoriquement assez relevée, la première après celle du stratège, bien qu'elle ait été répartie entre plusieurs nomarques dans le nome Arsinoïte, où irrigation et dessèchement devaient occuper un nombreux personnel ¹. Là, en effet, on rencontre, dès le début de la colonisation, des nomarques préposés à l'administration non plus du nome entier, mais de fractions du nome.

En fait de juridiction, le stratège avait l'initiative et le pouvoir exécutif, mais il se déchargeait du soin de juger sur le « président du nome » (ἐπιστάτης τοῦ νόμου - ἐπί τοῦ νόμου), qui fixait la jurisprudence ou portait les édits royaux à la connaissance des justiciables ². Cette division du travail, avec subordination de l'autorité judiciaire au gouverneur, se reproduisait dans les subdivisions du nome, où l'on

nome Arsinoïte, comprenant presque exclusivement des terres domaniales, était divisé en plusieurs nomarchies : trois sont nommées dans le même texte P^{ap.} P^{etr.}, II, n. 31 a) subdivisées elles-mêmes en *παρτίαι* : Cf. la *πρὸς τὸν τοῦ ἐν τῇ Κελλή: παρτίαι τῆς Νίνου: τοπαρχίας* (P^{ap.} P^{etr.}, I, n. 22 (3) III, n. 37 a, du temps de Philadelphe). Nous connaissons au moins sept de ces nomarchies : Νίνου, Διοφάνου, Ἀγέλας, Φιδίου, Μακρύου, Ἀριστάχου, Ὀρεῶν (voy. les *Index des P^{ap.} P^{etr.}*). Ces noms, une fois donnés, ne changeaient pas avec les fonctionnaires : c'étaient des étiquettes administratives. Avec des *παρτίαι* grandes divisions du nome et des *παρτίαι*, subdivisions de nomarchies, il y avait matière à confusion. L'imagine qu'on y a obvié en donnant aux petites *παρτίαι* le nom de *τοπαρχία*. Les *παρτίαι* mentionnés — très rarement — dans les textes (T^{ab.} P^{ap.}, nm. 66, l. 60, 183) doivent être les administrateurs des trois arrondissements, remplacés à l'époque romaine par des stratèges (cf. P. Viereck, in *Philol.*, LII 1894, p. 239). Le *τοπαρχία* devait être uniquement fluviale au temps de Philadelphe, où l'on rencontre un *τοπαρχία τῶν ἐπαρχῶν* (P^{ap.} P^{etr.}, I, n. 42 Fa). Les *τόποι* (?) sont les subdivisions de la *παρτία* et non du nome Voy. dans Revillout *Mélanges*, p. 219. Précis p. 663-1) les textes qui attribuent aux nomarques et toparques une juridiction en matière de redevances.

1. P^{etr.} P^{ap.}, II, nm. 22, 36 p. 42 a, etc. En revanche, il n'y a pas de nomarques et de toparques dans tous les nomes. Le papyrus des Revenus oblige les paysans à faire certaines déclarations *τοῖς τοπαρχῶν καὶ τοῖς τοπαρχῶν, οὗ ἐστὶν ἐπὶ τοῖς τοπαρχῶν, ὅς ἐστιν ἐπὶ τοῖς τοπαρχῶν* (col. 48). Il se peut cependant que l'ordonnance vise le cas où ces places de fonctionnaires seraient vacantes.

2. Voy. ci-après, au chapitre de la *Formation*. Cf. Lambrose, pp. 253-254. Grades et cumul de fonctions : on rencontre un Héraclide *ἐπιστάτης τοῦ καὶ πρὸς τῶν, qui est en même temps ἀρχιστρατηγὸς καὶ ἀρχιστράτης ἐπὶ ἀνδρῶν καὶ ἐπὶ τῶν πρὸς τῶν P^{ap.} T^{aur.}, II, lig. 2; VIII, lig. 1-2, et un Hermoclès *ἐπιστάτης τοῦ Περσίου, également ἀρχιστρατηγὸς* (P^{ap.} T^{aur.}, XI).*

rencontre divers « épistates » qui semblent relever non pas de l'épistate du nome, mais du stratège. L'épistate du nome n'est pas un chef de service ayant autorité sur des subordonnés, mais l'auxiliaire du stratège. C'est au stratège que s'adressent directement la plupart des auteurs de pétitions pour affaires judiciaires, en le priant de faire citer les défenseurs ou inculpés par l'épistate de leur localité ¹.

Le nombre des nomes pouvait s'accroître par division, et, en revanche, des nomes distincts, mais limitrophes, pouvaient être réunis sous l'autorité d'un même stratège. Des remaniements de ce genre ont été opérés en Thébaine, la région la plus difficile à gouverner, un pays où il fallait à la fois diviser pour régner et ne pas affaiblir les représentants du pouvoir central. Ce fut sans doute Ptolémée Philométor qui, cherchant à prévenir de nouvelles rébellions de Thèbes, se décida à disloquer ce corps récalcitrant. L'ancien territoire ou nome de Thèbes parait avoir été partagé en deux districts, la ville de Thèbes étant constituée en préfecture militaire confiée à un *θηβαρχία*, ou *ἀρχαία θηβών*, et sa banlieue en nome de Péri-Thèbes (ἐπὶ περὶ θηβας ²) gouverné, à la mode ordinaire, par un stratège. Le reste de l'ancienne province formait le nome Pathyrte, dit aussi Hermonthite, du nom de son autre chef-lieu, une ville dont les Lagides firent une rivale heureuse de Thèbes. En revanche, au premier siècle avant notre ère, on voit un même stratège gouverner les deux nomes limitrophes d'Hermonthis et de Latopolis ³. D'autre part l'unité de l'au-

1. Par exemple, l'épistate *καυσιούχων* dans *Pap. Magd.*, n. 23.

2. Ou, en un seul mot, *θηβαρχία*. Le *θηβαρχία* ou préfet de la ville avait un vicaire *διαδύχωνος τὰ κατὰ τὴν θηβαρχίαν* (*G. Hermes*, XXIII [1888], p. 538).

3. Nicomachos, *εὐγενὴς καὶ στρατῆρς τοῦ Παθυρίου καὶ Λατοπολίτου* (*Leitronne Recueil*, I, p. 106. Lepsius, *Denkmäler*, XII, 89, 216, 293) Apollonide *εὐγενὴς καὶ στρατῆρς τοῦ Ἑρμονθίου καὶ Λατοπολίτου* (*Leitronne*, *op. cit.*, 91, 300-301).

Il n'est pas facile de déterminer les limites respectives de Péri-Thèbes et du nome Pathyrte, qui paraissent souvent confondus comme formant le ressort d'un même agoranome (voy. ci-après). A. Peyron (II, pp. 27-31, fait des deux noms des synonymes successifs. Droysen (*in Rhein. Mus.*, III [1829] p. 510) distingue entre Péri-Thèbes rive droite et Pathyrte rive gauche. La question n'est pas définitivement résolue. Cf. Wilcken, *Acten*, p. 32, 2. Elle est

cien royaume de la Haute Égypte, dont la mitre blanche associée à la couronne rouge du nord perpétuait le souvenir, fut conservée par la création, constatée dès le règne d'Évergète II, d'un grand commandement militaire ou « épistratégie », sorte de vice-royauté de laquelle relevaient tous les stratèges de la région et les forces navales de la mer Rouge¹. Les Romains adoptèrent plus tard ce système et l'étendirent à l'Égypte entière, divisée en trois épistratégies (Delta-Héptanomie-Thébaïde) qu'administraient, sous l'autorité du *praefectus Aegypti*, des procurateurs impériaux.

L'épistratége de la Thébaïde peut être assimilé aux gouverneurs des possessions coloniales, qui étaient de véritables vice-rois. Le goût de la centralisation avait dû, en effet, tenir compte non seulement des distances, mais des susceptibilités du patriotisme local, qui acceptait la dépendance, mais avec les formes extérieures de l'autonomie. La Cyrénaïque, de tout temps rebelle à l'annexion pure et simple, était tantôt

reprise et franchie dans le sens indiqué jadis par Letronne (contre Peyron, Droysen, Leumann, Lamberos, Robiou, Brugsch, etc.), par G. A. Gerhard (in *Philologus*, LXXII, 1861, pp. 531-531. Au 12^e siècle a. Chr. la plus ancienne mention de Ἡπύθιος καὶ τοῦ Ἡεβύπριου [Pap. Grenf., I, 18] est de l'an VIII de Ptoémator, 126 a. C.), le territoire de Thèbes forma non plus deux *νομαρχίαι*, mais deux nomes distincts, séparés non par le Nil, mais par une ligne tirée à travers toute l'étendue de la vallée. Chacun des deux nomes a deux *τοπαρχίαι* du côté S., une du côté N.). Dans le nome Pathyrite, le chef-lieu Pathyris *παθυσίον* est dans la *τοπαρχία* du. et Hierakonthis dans la partie du. Au S., le nome Latopaitie, avec Latopous dans la *τοπαρχία* du.

1. Βεθθίον *εὐρυπύξ* καὶ ἐπιστράτης καὶ στρατάρχης τῆς Ἡεβείδος vers 134 a. C. Revillout, *Mémoires*, p. 332-333. Même titre pour Ptoémios, entre 115-111 a. C. Pap. Tur. v-vu Strack n° 110, l. 26. Plus tard, sous Ptolémée Aulète et Cléopâtre, procynome de Callimaque *εὐρυπύξ* καὶ στρατάρχης καὶ ἐπιστράτης καὶ Ἡεβύπριος τῆς Ἡεβείδος, etc. cf. l. 64 cf., καὶ Ἡεβείδος Ἡεβύπριος, Strack. n° 432. Dittenb., *OGIS*, n° 490. On a vu plus haut que cette vice-royauté existait sous les premiers Lagides. Le titre d'*ἐπιστράτης* a pu être créé lorsque la Thébaïde fut fractionnée en nomes. Sous l'Empire, on rencontre joint au titre d'épistratége de la Thébaïde celui d'*ἐπαρχίας* (*CIG.*, 4751. 5475), qu'on a interprété avec raison comme commandant du littoral Arabique (mer Rouge), mais qu'on a pris aussi pour une autre orthographe d'*ἀλεξίπυξ*. Sur cette question rebattue, voy. E. Schürer, *Die Aislararchen in Ägypten* *Zeitschrift f. wiss. Theol.*, 1813, pp. 12-19, qui tient pour l'identité des deux termes, et les opinions divergentes de Deich et de Brandis dans la *B.-B.* de Pauly-Wissowa (art. *Aislararchia-Arabarchia*).

constituée en royaume distinct, tantôt gouvernée par un Libyarque (Λιβυάρχης τῶν κατὰ Κυρήνην τόπων)¹, Cypre, par un stratège généralissime (ἐὺτοκράτωρ) qui était en même temps navarque et archiprêtre²; la Célé-Syrie, également par un stratège³; les Iles et autres possessions disséminées, par des chefs de garnison (προΰρμαχοι), sous la direction générale du navarque commandant la flotte de la mer Égée. Le « Nésiarque » du νησιῶν τῶν Μηριαίων n'était pas un fonctionnaire royal, mais il était évidemment à la dévotion du roi et peut-être nommé par lui⁴.

Dans ces provinces extérieures, le gouvernement égyptien n'assumait qu'une sorte de protectorat, qu'il cherchait à se faire payer le plus cher possible. La perception du tribut (εἰσφορά) était le principal souci du gouverneur, et ses troupes ne lui servaient guère qu'à assurer le versement régulier de cette taxe. Il laissait les villes grecques et phéniciennes s'administrer à leur guise et légiférer pour elles-mêmes. Là où il n'y avait pas de villes autonomes, il admi-

1. Titre de Philammon sous Épiphanes (Polyb., XV, 25 a, 9) Cf. ci-dessus, tome I, pp. 334, 4. 342. Mais Cyrène conserva son autonomie municipale, que les Lagides n'osèrent pas lui enlever.

2. Voy. Strack, nn. 123-128. Cf. ci-dessus, p. 47. Vice-rois de Cypre, en dehors des cadets de la maison des Lagides, Krokos, Théodoros, Séleucos, sous Évergète II Dittenb., *OGIS.*, nn. 140. 150. 162).

3. Le stratège Théodotos à τανταῖς ἐκὶ Καλλῆς ὑπὸς τοῦ Φιλίππορος (Polyb., V, 40, 1) : Nicolaos, ἐκὶ Πτολεμαίου στρατηγός, son successeur (V, 61 §). À Séleucie sur l'Oronte, un gouverneur, Léonitos, ἐκὶ τῶν ἱλίων, avec des ἑταίρους κατὰ μέρος sous ses ordres V, 64, 9). Josèphe (*A. Jud.*, X 1, 4, 9) parle de lettres écrites par Ptolémée (Épiphanes?) καὶ ταῖς ὑπαίσεσιν αὐτοῦ καὶ ἡμετέροις ἐν Célé-Syrie. Nous avons rencontré un gouverneur d'Éphèse et un *Ptolemaei regis praefectus* à Samos sous Philadelphe (tome I, p. 267), des commandants de postes ou phourarques à Théra, Méthana, etc. (tome I, pp. 263, 1. 314, 1). Nous ne pouvons pas faire entrer ici une étude — encore mal préparée — sur le régime des possessions en pays grec, régime qui était apparemment le même sous les Lagides et Séleucides Cf. J. Deloch, *Die auswärtigen Besitzungen der Ptolemäer* (Archiv f. Pap., II, 1903), pp. 223-236., mémoire reproduit « sous une forme notablement élargie » dans *Gr. Gesch.*, III, 2, pp. 248-286.

4. Cf. J. Delamarre, in *Rev. de Philol.*, XX (1896), p. 112. P. Graindor *Découv. des ins. BCH*, XXVII (1903), pp. 394-400. Th. Reinach, in *Rev. d. Études gr.*, XXVI (1904), pp. 196-201. Navarques : Philoclès, Bacchos, Patroclon, etc.

nistrant directement le pays au moyen de délégués permanents ou commissionnés pour une tâche déterminée.

§ II

LES VILLES GRECQUES.

Dans l'Égypte proprement dite, il n'y avait que deux villes relativement autonomes, organisées à la mode grecque : Naucratis dans le Delta et Ptolémaïs en Thébaine. Il est douteux que, même à l'époque romaine, des villes à demi hellénisées, comme Hermopolis-la-Grande (*Achmounein*) et Lycopolis (*Siout*) aient joui de l'autonomie municipale; à plus forte raison sous le régime des Lagides, qui n'ont fait à l'élément hellénique que les concessions indispensables ¹.

Dans les colonies fondées pour peupler le nome Arsinoïte et établir les vétérans d'une armée de mercenaires, les colons, juxtaposés à une population indigène, jouissaient de privilèges qui leur constituaient un statut personnel distinct; mais ils ne formaient pas un groupe autonome, pouvant exprimer une volonté collective ². C'est le régime appliqué sans aucun doute aux Hellènes domiciliés à Memphis (*Ἑλληνομεμφίται*) ³, et même, comme nous le verrons, à la population grecque d'Alexandrie.

1 Lumbroso (p. 59) admettait sans difficulté, d'après Letronne, que, sous les Lagides, quatre villes, sans compter Alexandrie, « présentent alors un caractère exclusivement hellénique, une administration établie sur le pied grec, avec le Sénat, l'archonte, la phylé ». Ce sont Ptolémaïs, Naucratis, Hermopolis Magna et Lycopolis. Les arguments invoqués sont des inscriptions de l'époque romaine, et Lumbroso lui-même (*Egitto*, p. 75, a modifié depuis son opinion. En tout cas, il ne faut pas prendre pour des villes grecques les nombreuses villes égyptiennes qui ont reçu sous les Lagides des noms grecs, généralement formés du nom du dieu local assimilé à une divinité grecque et de πόλις en suffixe. Cf. G. Cousin, *De urbibus quarum nominibus vocabulum πόλις et finem faciebat*. Nancy, 1904.

2 Un décret d'Aphrodisias (S. de Ricci, in *Resus Archéol.*, 1903, II, p. 49-53), qui a tout à fait la forme usuelle (ἀγρὸς τοῦτο κτλ.), indiquait cependant une certaine initiative, au moins du groupe des αἰτοῦχοι.

3 Cf. ci-dessus, tome I, p. 111, 1

Naucratis était une ville fondée vers le milieu du VII^e siècle avant notre ère par des négociants milésiens, qui avaient d'abord élevé une factorerie fortifiée (ναῦρος Μιλήσιων) près de la Bouche Bolbitine du Nil et, plus tard, encouragés par les rois philhellènes de la XXVI^e dynastie, s'installèrent à demeure, sur la route de Memphis, dans une localité égyptienne dont ils firent une colonie grecque. Fermée aux Égyptiens, ouverte à tous les trafiquants grecs, celle cité paraît avoir été une sorte de dodécapole en miniature, un agrégat de colons pour qui elle n'était qu'un séjour temporaire et qui, groupés en associations particulières, gardant leur attaché à leur patrie d'origine, n'avaient guère en commun que certains cultes et des règlements de police ou des articles de droit commercial. Hérodote rapporte que le grand téménos appelé Hellénion avait été construit par les Ioniens de Chios, de Téos, de Phocée et de Clazomène, par les Doriens de Rhodes, de Carie, d'Halicarnasse et de Phasélis, et par les Éoliens de Mitylène, et que les citoyens de ces neuf villes avaient seuls le droit de nommer les préposés au marché (προστάται τοῦ ἐμπορίου). Les Mésiens, Samiens et Éginètes avaient gardé leurs cultes particuliers et n'étaient admis dans l'Hellénion que par tolérance¹. Athénée, qui était de Naucratis, a recueilli quelques passages d'auteurs concernant sa ville natale. Un certain Hermias, d'époque inconnue, parle de magistrats appelés

1 L'histoire de Naucratis a été renouvelée par les fouilles pratiquées à Tell Nebuch, de 1884 à 1886, par H. Petrie et P. Gardner. Voy. *Naucratis*, by H. Petrie, P. Gardner and Griffith. London, 1 (1896), 1 (1898), dans les publications de l'*Egypt Exploration Fund*. D. Mallet, *Les premiers établissements des Grecs en Égypte* (Mém. Mus. archéol. fr. au Caire, tome XII, 1. Paris, 1893). Le nom égyptien de Naucratis, que l'on cherchait dans des vocabulaires analogues, a été retrouvé récemment sur une stèle hiéroglyphique datée de l'an XII de Nectanébo II. La ville s'appelait Pamaruifi (Nasparo, in *C.-M. de l'Acad. d'Inscr.*, 29 déc. 1899, pp. 793-795). La seule monnaie connue de Naucratis (Head, p. 712) est antérieure à 305 av. Chr. Mahaffy (*Empire*, p. 10-11), suppose que Naucratis, qu'Alexandre avait peut-être songé à transformer en capitale, obtint de lui des privilèges comme lieue de consulation.

2. Herod., II, 171.

τιμῶν, de banquets servis au Prytanée, de règlements concernant le cérémonial de ces solennités et les repas de noces ¹.

Ces renseignements sont antérieurs à l'époque des Lagides, et c'est à peu près tout ce que nous savons sur la charte municipale de Naucratis. Une inscription du temps de Ptolémée Philopator, où un certain Comon se qualifie ἐλεονόμος τῶν κατὰ Ναύκρατιν ², pourrait faire supposer que les Lagides ont mis les autorités locales sous la tutelle d'un administrateur des finances. Mais il est possible que Comon ait été un receveur municipal, ou que, fonctionnaire royal, il ait été tout simplement un intendant militaire et n'ait eu à s'occuper que de la garnison casernée à Naucratis. Cependant, une inscription qui paraît être du temps de Philométor atteste que la « ville des Naucratis » jouissait encore d'une certaine autonomie, car elle décernait des honneurs à un prêtre à vie d'Athéna qui cumulait avec son sacerdoce les fonctions de notaire (ἐγγραφεύλας) de la cité ³. On ne voit pas, du reste, pourquoi une colonie grecque n'aurait pas eu de constitution à la grecque ou quel intérêt les Lagides auraient eu à la supprimer. En tout cas, si Naucratis, agrégat de groupes hétérogènes, n'avait pas un gouvernement local unifié, il est probable que ces groupes mêmes, constitués en *συνά*, pouvaient s'entendre pour prendre des décisions communes ⁴.

1. Athen. IV, p. 149 d-150 b. Cf. XV, p. 676, culte d'Aphrodite, importé de Paphos). On admet que cet Hermias a pu être Hermias de Methymna, un contemporain de Platon (*FIIG.*, II, p. 30). Je laisse à Lombroso (p. 222) ses inductions aventureuses fondées sur les mots τοὶς τιμῶν et τὸ Ἑλλήνιον, qui se rencontrent sur un papyrus (*Pap. Par.*, n. 69 bis) provenant vraisemblablement du Sérapéum de Memphis. Ce texte — une note de dépenses — prouverait plutôt, s'il prouvait quelque chose, qu'il y avait des τιμῶν ailleurs qu'à Naucratis.

2. Strack, n. 57. Cf. l'ελεονόμος Σωτήριος (nn. 35-36) au temps de Philadelphe (?). En tout cas, on sait par le papyrus des Revenus (ἐν τῷ Σώτρει ἐν Ναύκρατι. Col. 60) que Naucratis formait dans le nome Saïte un district à part. Cf. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 433.

3. Dittenb., *Ostr.*, n. 220 inscription connue depuis 1285 (*Amer. Journ. of Archaeol.*, p. 19).

4. Un papyrus récemment publié (S. de Ricci, in *C.-R. Acad. Inscr.*, 1905,

Strabon, qui ne dit rien de la charte de Naucratis, remarque, au contraire, que l'Ptolémaïs avait une constitution politique à la mode grecque¹. Le texte de Strabon ne suffit pas à démontrer que cette constitution fût antérieure à l'époque romaine, et la question de savoir si Ptolémée Soter, fondateur de Ptolémaïs², avait réellement doté sa colonie d'institutions libres a été longtemps débattue³. Là comme ailleurs, les colons de race hellénique n'avaient pas éliminé la population indigène préexistante : on peut même penser que Ptolémée Soter, comme les autres Diadoques, avait drainé au profit de son œuvre improvisée une partie des habitants des villes voisines, de Thèbes et d'Abydos. Mais, d'autre part, Ptolémaïs était aussi un poste avancé de la race conquérante, et celle-ci ne s'attachait réellement au sol qu'à la condition d'y importer ses habitudes et d'y reformer le moule traditionnel de la vie à la mode hellénique, la *polis*. Des décrets honorifiques rendus par la corporation des artistes de Dionysos fixés à Ptolémaïs au temps de Philadelphes ou du premier Évergète, nous ont appris qu'il y avait dans la cité, et probablement à la tête de la cité, un

pp. 143 seq.) nous apprend que la charte de Naucratis avait servi de modèle à celle d'Antinoûpolis, sauf addition de *ἐξωνυμία πρὸς Ἀργυρίου* que n'avaient pas les Naucratis. On comprend que Naucratis, pour résister à l'absorption par la race envahissante, ait interdit les mariages mixtes.

1. *Εὐνομία πολιτικὴν ἐν τῇ ἑλληνικῇ πόλει* XVII, p. 813). Nous connaissons maintenant un certain nombre de démos de Ptolémaïs par les démotiques mentionnées dans des documents nouveaux (cf. Jouquet, ci-après, et Wilcken, *Ostr.*, I, p. 423, 3), à savoir *Βερνικεύς* appartenant à la tribu *Πτολεμαίου*, *Φιλαργεὺς* (Φ. *λατρίστ.* *Κλειστικῆς* α, T. 112, 1, à *πορτ.* *Αρσεν.* *Μενεχίου*, *Αὐλίου* *Εὐεργετῆς*, *Μελ.δουμῆς*, *Εὐεργετῆς*, à *πορτ.* *Κρυσσοῦς* α¹). Les démotiques *Πτολεμαίου* (Biogr. Westermann, p. 58) et *Φιλαργεῖος* (*CIG.*, III, 4675) peuvent appartenir à Ptolémaïs ou à Alexandrie.

2. Un certain Colson, de Ptolémaïs, ajoute au nom de sa ville natale *ἡ ἐν Ἀργεὶ Σωτήρ* (Lefronne, *Recueil*, II, p. 146. *CIG.*, 4925. Strach, n. 3). Ptolémaïs était d'abord une ville égyptienne, du nom de *Neschi* ou *Menekhiak*, *νήχης* en *Sut* ou *P-Su*, *Fou*, *Fai*, devenu *Fai-Psisimé* (la *Fai* de Ptolémaïs), et, dans la bouche des Grecs, *Ptolemaïs*; plus tard à l'époque romaine, *Πτολεμαῖς ἡ Ἑγύπτιος*. La ville faisait alors partie du nome Thauris.

3. Mommsen, avant 1846 *A. G.*, V³, p. 557, 1), pensait encore que Ptolémaïs n'était pas plus favorisée sous ce rapport qu'Alexandrie, et il doutait que Naucratis elle-même eût conservé son autonomie sous les Lagides.

« *prylanc à vie* » (πρύτανιν διὰ βίου) ¹. On en pouvait conclure aussi qu'une ville où une corporation d'acteurs votait et faisait graver sur pierre des motions semblables devait avoir, à plus forte raison, son assemblée délibérante. En effet, des décrets de la cité de Ptolémaïs retrouvés tout récemment permettent d'affirmer que Ptolémaïs possédait, au temps de Ptolémée III Evergète, un Conseil (βουλὴ et une ἐκκλησία, gerant les affaires de la ville ². Dès lors, il n'y a pas de raison de supposer que la charte municipale n'a pas été octroyée dès le début à la cité, c'est-à-dire au groupe de colons de race grecque, par son fondateur. Le culte de ce fondateur, dû probablement à l'initiative des habitants, suffirait, à défaut d'autre preuve, à montrer que Ptolémaïs était née avec le tempérament et les mœurs de la race grecque.

Alexandrie n'appartenait à aucun nome : c'était la ville (πόλις) par excellence, et on appelait ses habitants les πολιτικοί, le reste de l'Égypte n'étant censé peuplé que de provinciaux (νομικοί) ³. Le nom d'Alexandrie figure parfois, associé à celui de l'Égypte, dans les définitions de la royauté des Lagides, ou même seul lorsqu'il s'agit de distinguer entre le roi d'Égypte, dit « roi d'Alexandrie », et les rois ou vice-rois de Cyrène et de Chypre. La région circonvoisine (Ἀλεξανδρεων

1. Textes publiés en 1885 par Maspero-Miller in *BCH.*, IX, pp. 132-140 Strack, no. 35 et 36 (abrégé), et *Archaeol. Pp.*, I, pp. 201 sqq., no. 4 et 12. Dittenb., *OGIS.*, no. 47-49. Cf. ci-dessus, p. 36, 1. Strack propose la date de 278 pour le n. 4. On connaissait depuis 1828 (*CIG.*, n. 5135 Strack, n. 86) une base de statue élevée à Ptolémée Philométor par la ville (τῇ πόλει), donc, en vertu d'un décret.

2. Textes trouvés et publiés par P. Jouguet et G. Lefebvre, in *BCH.*, XXI (1897), pp. 144-204. On rencontre encore des βουλευταὶ à Ptolémaïs au III^e siècle de notre ère (*CIG.*, 4989, 5000-5012). Il est curieux de constater que les corporations de prêtres égyptiens avaient aussi des βουλευταί, éus par un système de délégation, à raison de cinq par chacune des quatre tribus (φύλαι, sacerdotales, insc. de Canope, lig. 23-24. cf. tome I, p. 269. III, p. 164).

3. Cf. Wilcken, in *Archaeol. Pp.* I, p. 125. G. Lumbroso, *Revue, et R. Acad. des Lincei*, 1903, p. 586. Wilcken (*Obss.*, p. 7) fait observer avec raison que πόλις tout court ne signifie Alexandrie que dans la bouche des Alexandrins, et que le chef-lieu d'un nome était aussi la πόλις pour les habitants du nome.

ἡράκλινος) formait un nome dont le chef-lieu était Hermoupolis-la-Petite (*Damanhour*).

La constitution alexandrine était un compromis entre les coutumes grecques ou gréco-macédoniennes et les exigences soit des races diverses comprises dans la cité, soit du pouvoir central, qui ne pouvait se désintéresser du gouvernement de sa capitale. Il est d'autant plus difficile de débrouiller ce chaos que nos renseignements datent pour la plupart de l'époque romaine et qu'on ne peut écarter à priori la possibilité de changements apportés par le nouveau régime à l'état de choses antérieur.

D'abord, il faut considérer comme une cité à part, ou du moins comme une fraction hétérogène et inassimilable, la colonie juive, qui occupait à elle seule un des cinq quartiers d'Alexandrie¹. Les Juifs, ne reconnaissant d'autre droit que la Loi mosaïque, ne pouvaient être justiciables des tribunaux ordinaires : ils avaient à leur tête un « chef de la nation » (ἡνάρχης), qui, assisté d'un Sénat ou Sanhédrin (ἑρεπουζι-συνέδριον), était à la fois l'administrateur et le grand juge de la communauté². Les ordres royaux n'avaient force de loi auprès des fils d'Abraham que contrôlés et conciliés avec la *Thora* par interprétation de l'ethnarque³.

¹ Philon (*In Flacc.*, II, p. 523 Mangey) estime le nombre des Juifs, tant à Alexandrie qu'en Égypte, à un million. La grande majorité résidait à Alexandrie et à Cyrène, les Juifs en Égypte ayant toujours été des citadins. À Alexandrie, les quartiers étaient numérotés A, B, Γ, Δ, Ε. Le quartier juif était le Δ, au N. E. de la ville, confinant à la *Regia*. Une note réfugiée dans l'*Étym. Flor.* (E. Mûler, *Mélanges*, p. 284, parle de trois divisions de la ville primitive, correspondant sans doute aux trois nationalités des habitants. Τὰς δὲ καὶ πρῶτας τῆς πόλεως οὐκ ἐστὶν Puchstein, art. *Alexandria*, in Pauly Wiss. K.-B., I, p. 1388).

² Strab. ap. Joseph, *A. Jud.*, XIV, 7, 2. Lambros (pp. 214-219) admet l'identité de ἡνάρχης ou γένειρχης et de ἡλκιστάρχης. C'est un échafaudage branlant de conjectures. Les soi-disant ethnarques des αἰῶνες admis par Droysen d'après une fausse lecture de l'édit de Cn. Vergilius Capito ont disparu du texte rectifié (CIG., 4856), et Droysen s'est rétracté depuis (*Hist. de l'Hellénisme*, III, p. 40, 4). À Antioche aussi, il y avait un ἀρχὴν τῆς ἐκ τῆς Ἀσσυρίας καὶ Βαβυλῶνος (Joseph, *B. Jud.*, VII, 3, 3). Sur ἡλκιστάρχης, voy. ci-dessus, p. 143, 1.

³ En cas de litiges entre Juifs et non Juifs, il y avait nécessairement

C'est ce que Josèphe ne se lasse pas d'appeler le droit de cité sur le pied d'égalité avec les Hellènes, droit octroyé par Alexandre et confirmé par tous ses successeurs¹. Cette autonomie privilégiée, par où s'affirmait le caractère étranger de la race, excitait la jalousie et la haine des autres parties de la population; mais elle ne déplaisait pas au gouvernement, qui, en retour de la protection accordée aux Juifs, pouvait compter sur leur fidélité. On peut juger des services rendus par eux à la dynastie d'après l'inaltérable patience avec laquelle les despotes alexandrins ont supporté les manies de ce clan exotique, qui se refusait nettement à les reconnaître pour dieux et les tenait, au fond, pour des blasphémateurs.

La communauté juive d'Alexandrie a pris dans l'histoire des religions une place éminente, elle a exercé sur les destinées de l'humanité une influence dont les effets sont encore présents. C'est dans son sein, au contact des Hellènes, que s'est opérée la fusion des doctrines philosophiques de la Grèce avec les dogmes mosaïques, fusion progressive, patiemment poursuivie à travers des adaptations de toute sorte, apocryphes et autres, d'où est sortie enfin, toute armée et aguerrie par des siècles de luttes, la théologie chrétienne.

Quant aux Égyptiens, ils étaient sans doute peu nombreux à Alexandrie, et la plupart d'entre eux, ceux qui ne voulaient pas rester dans la condition de métèques, s'étaient hellénisés en adoptant la langue, les mœurs des Grecs, et en contractant avec eux des alliances de famille. Entre la race indigène et la race conquérante il n'y avait point d'obstacle insurmontable à la fusion. On rencontre

recours à la justice royale, comme sous l'Empire romain. Cf. L. Mitteis, *Aus den Papyrusurkunden*, Leipzig, 1900, pp. 10-12. 38, note 7.

1. Josèph., *B. Jud.*, II, 18, 7. *C. Apion*, II, 4, etc. L'auteur du III^e livre des *Machabées* est plus orgueilleux et plus franc. Il assure que Philopator offrit un jour le droit de cité aux Juifs d'Alexandrie et que ceux-ci le refusèrent (*III Macc.*, 3, 24). L'un et l'autre auteur reconnaissent qu'il y avait hostilité perpétuelle et conflits incessants entre les Juifs et le reste de la population. Mais il n'y eut pas, sous les Lagides, de grands massacres de Juifs comme ceux qui plus tard ensanglantèrent Cyrène.

dans les papyrus des noms de Grecs dont la mère est égyptienne et qui ont eux-mêmes un surnom, ou plutôt un nom usuel, égyptien¹. Entre les Juifs et les Grecs, deux groupes de tempérament accentué, la race indigène, passive et façonnée de longue date à la servitude, était incapable de constituer un groupe intermédiaire. Elle se laissa absorber en détail par la moins intolérante des deux communautés. L'Égyptien, comme tel, restait en dehors de la cité alexandrine; il n'y pouvait entrer qu'en dépouillant sa nationalité². A la longue, l'immigration des mercenaires et des marchands, d'une part; de l'autre, l'accroissement de la population égyptienne, favorisé par la politique des rois qui, comme Évergète II, voulaient dompter l'esprit séditieux des Alexandrins, modifièrent la proportion des éléments ethniques dans la capitale. Strabon nous a conservé sur ce point les observations de Polybe. « Polybe, qui avait visité la ville, flétrit le désordre qui y régnait alors. Il dit que trois races habitent la ville : l'élément égyptien et indigène, vif et insociable, l'élément mercenaire, grossier, nombreux et turbulent, car depuis longtemps la coutume était d'entretenir des soldats étrangers, et ceux-ci, grâce à l'incapacité des rois, avaient appris à commander plutôt qu'à obéir; en troisième lieu, l'élément alexandrin, qui n'était pas non plus facile à gouverner, pour les mêmes raisons, tout en étant de qualité supérieure aux autres. En effet, pour être de sang

1. Par exemple, au temps de Philopator et en Thébaine, I H Béné Nicou, surnommé Péséchona, fils d'Akénaton et dont la mère est Témia (Reville, *Un papyrus bilingue* etc., in *Proc. of Soc. of Bibl. Arch.*, XIV, pp. 60-97). A partir du règne d'Évergète II, c'est une mode courante : on ne distingue plus les races par le nom. Les onomastiques des *Tebt. Pap.* fournissent quantité de doubles de ce genre, Grecs à surnom égyptien, Égyptiens à surnom grec, indigènes de nom égyptien dont le père porte un nom grec, et inversement. Cf. W. Crönert, *Zu den Eigennamen der Papyri und Ostraka* (Stud. z. Palaeogr., I [1901], pp. 36 sqq.). W. Spiegelberg, *Aegypti u. griech. Eigennamen* etc. (Demot. Studien, I 1901).

2. Josephé (*C. Apion.*, II, 6) fait valoir l'infériorité des Égyptiens comparés aux Juifs : *Aegyptius neque regem quinquam videtur jus civitatis fuisse largitus, neque Imperitorem.*

mêlé, les Alexandrins n'en étaient pas moins Hellènes d'origine, et ils n'avaient pas oublié les mœurs communes aux Hellènes. Mais cette partie de la population était en voie de disparaître, surtout par le fait d'Évergète Physcon, sous le règne duquel Polybe alla à Alexandrie. En effet, pour réprimer les séditions, Physcon avait à plusieurs reprises lâché ses soldats sur le peuple et autorisé le massacre..... Cet état de choses resta tel, sinon pire, sous les derniers rois¹.

On est un peu étonné que Polybe, visitant Alexandrie, n'y ait pas vu de Juifs ou les ait confondus avec les Égyptiens. Ce qui ressort clairement de ses observations, c'est que les Alexandrins proprement dits, seuls citoyens de la capitale, étaient alors en minorité dans une population barolée où l'élément indigène s'infiltrait de plus en plus.

La cité alexandrine — ou, pour parler plus exactement, la cité grecque d'Alexandrie — se composait d'un certain nombre de tribus (φυλὰι), subdivisées en démos. Ce nombre a dû aller en augmentant à mesure que l'accroissement de la population obligeait à élargir les cadres primitifs. D'après un fragment de Salyros, un érudit qui avait écrit un ouvrage sur les démos d'Alexandrie, la tribu Dionysia fut créée par Ptolémée Philopator². On ignore si les neuf noms de tribus

¹ Strab., XVII, pp. 797-8. Polybe (IV, 34, 10) impute les cruautés commises sur les accusés et parents d'Agathocle, suppliciés dans le Stade (ci-dessus, t. I, pp. 166-8, au tempérament égyptien *ἐν τῷ τῶν τοῦ ἑκατὸν τοῦ θυποῦς ὑπονοῦντος γίγνεται τὸν κατὰ τὴν Αἰγύπτου ἑθρῶς πῦρ*). Qu'il songe aux Égyptiens de race ou aux Alexandrins assourdis par le contact des indigènes, le rôle qu'il attribue à l'élément égyptien est considérable. Justus (I XXVIII, 8, 7) se représente Alexandrie comme une ville complètement dépeuplée par Évergète II et repeuplée avec des étrangers (*aditus peregrinos sollicitus*). Comme le fait observer Lombroso (in *Archiv f. Pp.*, III, p. 350), *peregrini* ne veut pas dire indigènes : mais on sait qu'Évergète II avait renoncé à faire aux Hellènes et favorisant l'élément égyptien. C'est même en partant de cette idée que Heuzenstern (ci-dessus, p. 2), en note a cru voir l'expulsion des Alexandrins par Évergète II célébrée par l'Apocalypse égyptienne.

² *PHG.*, III, pp. 164-5. Cf. ci-dessus, tome I, p. 328, 1. Les neuf tribus étaient Ἀλθίς, Ἀντιόχ, Ἀριστίς, Θερπία, Θερπία, Σαπυλλία, Εὐνά, Νεμεῖς, Διονυσία. Dans le texte, il semble que les huit premiers de ces noms soient des noms de démos compris dans la tribu Dionysia (ὅστις καὶ ἐν τῇ Διονυσίᾳ φυλῇ ἔχουσιν αἰεὶ καὶ ἀποκαταμένοντες Ἀλθίς καὶ). Mais ce texte, d'ailleurs en mau-

énumérées dans ce texte — ou que des correcteurs savent en extraire par substitution du mot *φυλὰι* à *ἑῶμαι* — représente la totalité des tribus existant après l'addition faite par Philopator. La suffisent en tout cas à montrer que les héros ou héroïnes éponymes de ces tribus appartiennent tous au cycle des légendes dionysiaques, Dionysos étant officiellement avec Héraklès et même avant lui, l'ancêtre de la dynastie des Lagides¹.

Au moment où l'Égypte passa sous la domination romaine, Alexandrie n'avait pas de Conseil (*βουλὴ*) : cet organe essentiel de l'autonomie municipale ne lui fut même concédé que sous Septime Sévère². Comme il paraissait inadmissible qu'Alexandrie, créée de toutes pièces, pensait-on, par Alexandre, eût été moins bien traitée que Naucratis

vais état, n'est qu'une citation écourtée, et le genre des noms prévient la méprise. Cf. Wilcken in *Götting. gel. Anz.*, 1893, pp. 136 sqq. Cependant, Wilcken (*Archiv f. Ppfl.*, III, 2, p. 322) accepte *Μεραυῖς* (Dittenb., *OGIS*, n. 92, cf. ci-dessus, tome I, p. 114, §) comme un démotique, dont il a bien, en effet, la forme. La division en tribus et démos fut appliquée plus tard aux cites de création nouvelle v. g. Antigonopolis. Cf. F. G. Kenyon, *Phylae and Demes in Greco-Roman Egypt* (in *Archiv f. Ppfl.*, II, pp. 70 M).

1. En revanche, les éponymes dionysiaques manquent dans les noms de démos alexandrins connus par des documents du temps du premier et du second Évergète. On rencontre des démotiques *Σαυσιῖς* (*Pap. Petr.*, I, n. 11), *Ἐλευθεῖας* (n. 12, 24), *Χρυσῆας* (n. 14), *Ἀνδρομάχας* (n. 17), *Ἰσθμῖς* (n. 19), *Φιλοφελῆας* (n. 21), *Ἀσπασῖς* (n. 24), *Ἀσπασῖς* (n. 27), *Εὐεργεῖας* et *Σίγνας* (*Tebt. Pap.*, n. 99, II 58 et 59), peut-être *Αἰαντῖς* (*Archiv f. Ppfl.*, I, p. 209), *Πτολεμαῖς* (ci-dessus, p. 146, B, même au tribu d'Apollonion de Rhodes), *Αἰγυῖς*, *ἑῶμας* de *Ἀλεξανδρεῖς* (Stéph. Bys., s. v.). Des noms comme *Ἀνδρομάχας* et *Εὐεργεῖας* semblent bien commémorer des faits historiques du temps de Ptolémée III.

2. César Octavien τὰς εἰς Ἀλεξανδρείαν ἐκτὸς βουλευτῶν πολιτικῶν ἐπέθετο (Dio Cass., LI, 11). Dion semble croire que le Conseil a été supprimé par mesure spéciale, tandis que les autres villes grecques conservaient leur autonomie. Son opinion n'est pas une preuve qui s'impose, d'autant qu'une se heurte à une affirmation contraire et plus précise. En 202, Septime Sévère *Alexandrinis jura balutarum dedit, qui sine publico consilio, ita ut sub regibus sole, vivebant* (Spartian., *Sever.*, 17). Il dota également d'un Conseil les métropoles ou chefs-lieux des moines, et cela dans un but fiscal, pour avoir des décurions responsables de la rentrée des impôts (cf. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 434-435). Cet essai d'autonomie ne réussit guère aux intéressés : Caracalla exerça de terribles vengeances sur les Alexandrins en goût d'opposition (Dio Cass., LXXVII, 22. Spartian., *Carac.*, 6).

et Ptolémaïs, on supposait, depuis Niebuhr, que le Conseil alexandrin avait été supprimé par Évergète II, lors des représailles sanglantes qui avaient fait disparaître la majeure partie de la population hellénique. Mais on ne rencontre aucune trace de l'existence d'une assemblée délibérante à Alexandrie, aucun indice d'une autonomie quelconque appartenant en propre à la cité grecque. L'ingérence des Alexandrins dans les révolutions de palais qui ont marqué le début du règne d'Épiphané n'est pour Polybe que l'effervescence tumultueuse d'une foule anonyme en proie à la furie égyptienne. Rien non plus ne fait pressentir que la cité grecque ait eu un rôle à part et un moyen d'exprimer sa volonté dans les soulèvements populaires qui ont amené l'intronisation d'Évergète II, puis l'expulsion de Philométor, celle d'Évergète et le rappel de ce même Évergète. Il n'est jamais question que d'émeutes et de mouvements spontanés de la multitude ou de séditions de la garde prétorienne des « Macédoniens »¹.

Faute de preuves directes, la question doit être résolue par des considérations d'ordre politique, qui influent encore de nos jours sur le régime appliqué aux capitales modernes. Il ne faut pas oublier qu'Alexandrie — la séditieuse Alexandrie² — était la résidence des rois, et que pour eux l'autonomie de la capitale eût été un danger permanent.

1. De même, plus tard, expulsion de Soter II et rappel d'Alexandre, exécution de Ptolémée Aulète, etc. À propos d'Alexandre, Pausanias (II, 9-2) dit que sa mère avait voulu persuader aux Égyptiens (Αἰγυπτίους) de le prendre pour roi, et que plus tard les Alexandrins (αἱ Ἀλεξανδρεῖς) le firent roi au retour de Cyrré. Il est possible que Pausanias ait voulu distinguer entre la population « locale » d'Alexandrie et les Grecs-Macédoniens ; mais il n'y a pas lieu d'imaginer une réunion des « citoyens libres assemblés en armes » (Mahaffy, *Empire*, p. 487), qui auraient élu leur roi à la fin des comices. On n'en était plus au temps où Antigone, Démétrios Poliorcète et Ptolémée Soter ont pu être investis par acclamation de leur armée.

2. Sur le tempérament alexandrin, ajouter aux témoignages accumulés chez Jean de Jossé (note II, p. 353, 1) celui d'Annien Marce (III, XXII, 11, 4), qui décrit Alexandrie : *citius quis saepe motu, et ubi causae non suppetunt, seditionibus crebris agitatur et turbulenta*.

S'ils ne purent conjurer ce danger par le système opposé, il est à croire qu'ils se sont du moins efforcés d'y parer en ne tolérant pas dans Alexandrie un petit gouvernement à côté du leur. La population grecque d'Alexandrie avait ses tribus et ses demeures, mais point de représentants de ces groupes dans un Conseil élu. Elle eut aussi des magistrats, mais des magistrats nommés par le roi et administrant la ville en son nom¹. On comprend mieux que, sous un tel régime, les Grecs alexandrins aient porté envie à ces Juifs privilégiés, qui avaient leur *synégogon* et jouissaient de la confiance des rois logés dans leur quartier.

Les magistratures urbaines, nous les connaissons par un passage de Strabon, qui, après avoir parlé des « sages gouverneurs » envoyés de Rome en Égypte par les Césars, ajoute : « En fait de magistrats indigènes dans la cité (*ἐν-γυπτίων ἀρχόντων ἀπὸ πόλιν*), il y a l'*exégète*, qui porte la pourpre, représente les traditions nationales (*παρὰ τὰς ἔθνη τιμὰς*) et veille aux intérêts de la ville : puis l'*hypoménotatographe* et l'*archidicaste*; en quatrième lieu, le *stratège de nuit* (*ὁ νυκτερινὸς στρατηγός*). Ces magistratures (*ἀρχαί*) existaient au temps des rois; mais, par suite du mauvais gouvernement des rois, la prospérité même de la ville avait disparu dans l'anarchie »². Strabon, qui ne se pique d'érudition qu'en

1. Contre l'opinion de Niebuhr, Kuhn, Marquardt, Wileken (in *Archiv f. Paph.*, III, p. 335), voy. Lumbroso (*Egitto*, pp. 74-75) Mommsen (*R. G.*, V^e, p. 557), Mitteis (*Reichsrecht*, p. 41) Mahaffy *Empire*, p. 76, P. Meyer (in *Archiv f. Paph.*, III, p. 72). Le texte de Tacite (*Hist.*, I, 41), qui appelle l'Égypte au général *provinciarum iussum legum, iussum magistratum*, est inutile ici. L'historien ne songe pas aux villes grecques. En revanche, le roi d'Alexandrie et de l'*Ἀλεξανδρίων χώρας* était considéré comme propriétaire de ses habitants et exempt de l'impôt foncier (*CIG.*, 4937, lig. 23 sqq. 59 sqq.). Ce privilège fut révoqué au v^e siècle par Constance, alléguant quod in urbe praedicta aedificia cuncta solo cohaerentia, a conditore Alexandro magnitudine operum publicorum extructa, emolumentis aeraria proficere debent ex jure (Amm. Marc., XXII, 11-6).

2. Strab., XII, p. 797. Le sens de *παρὰ τὰς ἔθνη*, est assez incertain. Au sens étroit, il s'agit d'honneurs héréditaires, et c'est ainsi que l'entendent Lumbroso, Mommsen, W. Otto, d'après l'idée préconçue que l'*exégète* est identique au prêtre du culte dynastique et que l'honneur attaché à ce sacerdoce

matière de géographie, ne paraît pas très bien renseigné sur la place qu'occupent dans la nouvelle organisation ces débris de l'ancien régime. Il expédie la question en quelques lignes, et il ne se demande même pas ou ne songe pas à nous apprendre comment ces magistrats étaient nommés, s'ils étaient de son temps ou avaient été sous les Ptolémées élus par la cité, ou en quoi ils la représentaient. Il pourrait fort bien avoir pris pour des magistrats alexandrins des fonctionnaires royaux résidant à Alexandrie. C'est le cas, ce semble, pour l'hypomnematographe. Il est peu probable qu'il y ait eu, à côté ou au dessous du secrétaire royal ¹, un « maître des requêtes » proprement alexandrin, et que Strabon ait parlé de ce dernier sans faire attention à l'autre. Sous les Lagides, le secrétaire royal était chargé du service des pétitions, à l'époque romaine, il remplissait des fonctions analogues, l'office d'un avoué impérial introduisant devant le tribunal du préfet d'Égypte les instances dont il avait été saisi par les intéressés ². Cet office, il l'exerçait à Alexandrie, mais non pas comme représentant des Alexandrins et au seul bénéfice de la clientèle alexandrine.

L'archidicaste ou Grand-Juge n'était pas non plus un magistrat alexandrin, mais le président d'une Haute-Cour de justice, probablement chargée à l'origine de réviser en appel les jugements rendus par les tribunaux indigènes (*λαοκριται*) appliquant le droit égyptien et pourvue plus tard d'une compétence universelle. Il avait hérité d'une partie au moins des attributions des grands-vizirs du temps des Pharaons. Suivant Diodore ³, dont le témoignage paraît con-

étant héréditaire, d'après le Ps Calistano. Le sens le plus large (*παρα τους νόμους* nationaux, sens adopté par A. Tardieu, me paraît préférable (ci-dessus, p. 44, 2). Strabon veut peut-être tout simplement expliquer *παρα τοις νόμοις*, sous un régime où la poursuite était réservée à l'empereur. L'exégèse n'avait ce préjugé que par le bénéfice d'une tradition nationale.

¹ Voy. ci-dessus, pp. 121-22.

² Les *hypomnemato-graphi* d'Alexandrie sont encore mentionnés dans une constitution de Jan 436 p. C. (*Cod. Just.*, X 32, 53).

³ Diod., I, 75-76. Cf. H. Brugsch, *Demot. Wörterb.*, V, p. 390.

firmé par les travaux des égyptologues, le tribunal suprême était jadis une « Cour de Vérité », composée de trente Jélogués des trois grandes villes égyptiennes, Thèbes, Memphis, Héliopolis, et siégeant dans la capitale, c'est-à-dire suivant les époques, à Thèbes ou à Memphis, plus tard peut-être à Sais¹. Les juges étaient nommés, en proportion égale, par les villes susdites, et les Pharaons, pour laisser toute indépendance à cet aréopage, lui abandonnaient même le choix de son président (ἀρχιδικαστής). « Celui-ci portait au cou une chaîne d'or à laquelle était suspendue une petite figurine en pierres précieuses représentant la Vérité ».

Il y a dans ce tableau, que j'abrège, plus d'un trait qui n'inspire qu'une médiocre confiance, et particulièrement l'élection — démocratique ou académique, comme on voudra — du président, aussitôt remplacé comme juré, dans la délégation de la ville à laquelle il appartenait, par un suppléant envoyé de la dite ville. La Cour de Vérité composée comme l' imagine Diodore eût été complètement autonome, indépendante du pouvoir royal et tirant son autorité du suffrage populaire. En réalité, il n'y avait rien là de démocratique. Les juges étaient délégués non par les habitants des villes, mais par les trois corporations sacerdotales groupées autour des grands temples de Thèbes, de Memphis et d'Héliopolis, et c'est par hasard que la répartition géographique de ces sanctuaires se trouve correspondre à la division ulté-

¹ Diodore ne parle pas du lieu où siégeait le tribunal. Cette cour de justice était sous l'Ancien Empire le grand Conseil des « Grands du Sud », résidant à Memphis et jugeant, sous la présidence du grand-vizir, dans les « six grandes maisons ». Sous le Moyen et le Nouvel Empire (à partir de la XVIII^e dynastie?), la cour siégeait à Thèbes, où l'on a retrouvé des tombes de *soufems* ou grands juges. Le président devait être alors le grand-prêtre d'Amon, en dernier recours le dieu Amon lui-même, parlant par son oracle. Cf. E. Revillout *Le tribunal égyptien de Thèbes* Rev. Égyptol., II (1892), pp. 9-16), à propos d'un « tribunal civil d'ordre inférieur » siégeant à Thèbes au temps des Hachemides, tribunal « exclusivement composé de prêtres » et approuvant la procédure indiquée par Diodore. La Cour des Trente « *seuans* » *soufems* est mentionnée dans la stèle d'Horemheb et dans l'inscription d'Abydos, du temps de Ramsès II (*Précis*, pp. 53, 193, 221).

rieure de l'Égypte en Haute, Moyenne et Basse-Égypte. Le grand-juge de l'époque pharaonique devait être un représentant du roi, et tel aussi, au temps des Lagides, l'archidicaste. Nous ignorons, du reste, comment était composé le tribunal de l'archidicaste, et jusqu'à quel point il ressemblait à l'ancienne Cour de Vérité. Nous savons seulement qu'il n'y a pas d'exemple en Égypte de procès tranché par un juge unique, et c'est ce qui permet de conclure à l'existence d'une Cour présidée par l'archidicaste.

On connaît depuis longtemps des noms d'archidicastes de l'époque romaine¹; mais, jusqu'à ces derniers temps, on n'avait guère pour attester l'existence de ce titre à l'époque ptolémaïque que le témoignage de Strabon. Nous ne sommes guère mieux renseignés aujourd'hui, car l'inscription qui nous a conservé le titre d'archidicaste accolé au nom de Dionysios fils de Timonax² ne nous apprend rien sur la fonction. C'est cependant la fonction qu'on peut reconnaître, à défaut du titre, dans un papyrus mutilé où il est question d'un préposé [πρὸς τῇ ἐπιμελείᾳ] τῶν χρηματιστῶν καὶ τῶν ἄλλων [χρημάτων], lequel a statué sur la validité d'un contrat égyptien provenant d'Hermoupolis et daté du 22 Payni an XXVI de Ptolémée Aulète (24 juin 55 a. C.)³. Le fonctionnaire visé ici était évidemment compétent pour connaître de cas litigieux qui lui étaient renvoyés par les tribunaux, aussi bien de ceux qui appliquaient le droit grec (χρηματισταί) que des autres. Dans le cas présent, c'était un contrat égyptien qui lui fut soumis en traduction grecque. Ce « curateur des tribunaux », dont la compétence est ainsi définie par

1. *CIG.*, 4755. La liste dans W. Otto, pp. 187-190. Sur les archidicastes, ayant généralement grade de chevalier romain, cf. L. Wenger, *Rechtshist. Papyrustud.*, p. 148 sqq. P. Meyer, in *Archiv f. Pfl.*, III, pp. 74-5.

2. Ὁ δῆμος ὁ θεράπων ἀποστολὴν Τιμόννεος Μελίσσης τῶν βραβύδας Πτολεμαίου καὶ βασιλέως Κλεοπάτρας πρότερον φέων καὶ ἀρχιδικαστῶν (Hornolle, in *BCH.*, II [1878], p. 398. Strack, n. 169. Dittonb., *OGIS*, I, n. 136. Inscription de Délos, sans date, approximativement du II^e siècle a. C.).

3. *BGU.*, 1001. La traduction du contrat démotique est à la suite (1002).

analyse, portait vraisemblablement le titre d'archidicaste¹, et on voit bien que ce n'était pas alors un magistrat alexandrin, mais un fonctionnaire royal siégeant à Alexandrie.

Au temps des Romains, Alexandrie était la résidence d'un *διοικητής*, (*Juridicus Alexandreae*)², qui était certainement un délégué du pouvoir central, nommé par l'empereur lui-même, le plus haut fonctionnaire après le préfet d'Égypte. L'office propre de ce « dispensateur de la justice » était de trancher, par application des principes d'équité, les litiges nés entre parties de nationalités différentes, comme le faisait à Rome le préteur pérégrin, et de protéger tout particulièrement les intérêts des citoyens romains domiciliés en Égypte. Le besoin d'une juridiction de ce genre avait dû se faire sentir de tout temps dans une population si mêlée, mais nous ne saurions dire si le juge romain recueillait l'héritage de fonctionnaires royaux à ce préposés, ou si se

1 Wilcken (in *Archiv f. Ppfl.*, II, p. 389) propose de restituer *αρχιδικαστής* καὶ ἐπὶ τῇ ἀρχιδικίᾳ, titre que porta ce fonctionnaire à l'époque romaine (*Pap. Oxyrh.*, n. 465). Cf. Bevilacqua, *Précis*, pp. 3143-3144. Mitten, in *Archiv f. Ppfl.*, III, p. 14. Je crois avec assez que ce titre dénotait la fonction au temps des Lagides, et qu'il a été conservé par habitude sous l'Égypte, alors qu'il n'y avait plus de chréniastes et que l'archidicaste avait perdu son ancienne compétence.

2 Strab., IV I, p. 797 *Juridicus Alexandreae* dans les inscriptions (*CIL*, VI, 1584 etc.) et les textes juridiques (*Dig.* I, 20, 2. *Cod. Just.*, I, 51). Sur ce fonctionnaire, voy. Marquardt, *Staatsverw.*,², pp. 452-456. O. Hirschfeld, *Die kaiserl. Verwaltungsbeamten* 1905, pp. 350-352. Cf. Colinet et Jouguet, *Les procès plaids devant le Juridicus Alexandreae* in *Archiv f. Ppfl.* I, pp. 293-313). A. Stein *Die Juridici Alexandreae* (*ibid.*, pp. 447-456). Wilcken *Ober. ad Hist. Aeg.*, pp. 6-16) a repris, contre Ritter et Marquardt, l'opinion fondée sur une inscription de Messana (*CIL*, X, 6976), où il est question d'un *juridicus Aegypti* : à savoir, que la juridiction du *διοικητής* s'étendait, pour certaines affaires, à toute l'Égypte, tandis que celle de l'*ἑπὶ τῇ ἀρχιδικίᾳ* ne s'étendait pas sur toute l'Égypte. Il ne semble pas que, comme le dit Otto (p. 66. 2), les nouveaux documents rendent cette thèse caduque. On lit le titre complet *Αρχιδικαστὴς καὶ ἐπὶ τῇ ἀρχιδικίᾳ*, dans une inscription du temps d'Hadrien (*Inscr. des Égypte* 1901 n. 214). Une inscription de Janv. 4 n. C. provenant des environs de Philae et tout récemment publiée par M. Giedel (*-H Acad. Inscr.*, 1 nov. 1945) pose pour le *διοικητής* la même question que pour l'archidicaste (*BGU.*, n. 136) et l'*ἑπὶ τῇ ἀρχιδικίᾳ* (*BGU.*, n. 247) siégeant à Memphis, à savoir si le fonctionnaire dit *διοικητής* résidait à Philae ou était venu d'Alexandrie; autrement dit, s'il y avait plusieurs *juridici* ou un seul en Égypte. Nous retrouverons le même débat à propos du *διοικητής*.

compétence avait été prélevée sur celle de l'archidicaste. La question dépasse les limites chronologiques de notre sujet. S'il fallait proposer ici une solution fondée sur des raisons d'ordre général, en dehors de toute controverse, nous forions observer que le fonctionnaire romain a dû prendre pour lui le premier rôle, c'est-à-dire la juridiction étendue à l'Égypte entière, et ne laisser à l'archidicaste qu'une juridiction municipale, valable pour la cité grecque d'Alexandrie. C'est alors seulement, à l'époque romaine, que l'archidicaste a été en fait, comme le dit Strabon, un magistrat alexandrin, tandis que le *juridicus* romain était le ministre de la justice résidant à Alexandrie, comme l'avait été jadis l'archidicaste de l'époque ptolémaïque ¹.

Peut-être avons nous chance de rencontrer des magistrats ou fonctionnaires urbains (κατὰ πόλιν) dans l'exégète et le stratège de nuit.

Dans toutes les villes où l'on rencontre des ἐξηγηταί, ces « interprètes » ont pour mission de conserver et d'appliquer à des cas particuliers les traditions religieuses ou des lois considérées comme empruntant leur autorité à la religion. Ce sont, en un mot, les jurisconsultes du droit sacré. Tels étaient les exégètes d'Athènes, d'Éeuisis, d'Olympie, de

1 Il me paraît inutile de multiplier les conjectures gratuites. Pour concilier le texte de Strabon avec la compétence de ἱερχ.δικαστής étendue à toute l'Égypte, W. Otto op. cit., p. 166, 7, suppose que ce magistrat cessa d'être alexandrin et fut remplacé par le δικαστής lorsque Auguste supprima la βουλὴ d'Alexandrie (fait postulé, non démontré). Il y aurait eu alors fusion de deux offices, celui de l'archidicaste et l'ἐκπύδνα τῶν γρηγορησίων, pour la province (γωσι). Cette fusion, Wilcken la croit antérieure ci-dessus, p. 158, 1. Je laisse de côté la question de savoir si l'archidicaste était ou pouvait être en même temps ἱερχ. (et ἐπιστάτης) τοῦ Μουσείου, comme il le fut — régulièrement, d'après W. Otto (voy. la liste, pp. 197-199) — à l'époque romaine. Strabon n'assimile aucunement l'ἐπίδ. ὁ ἐστὶ τῷ Μουσείῳ παραγόμενος (p. 194) et ἱερχ. & κερτής (p. 797). On me permettra d'élucider de même, pour me renfermer dans mon sujet, quantité de questions connexes, visées incidemment plus loin (p. 161, 2) et qu'ont traitées Wilcken (*Kaiserl. Tempelverwaltung*, in *Hermes*, XXI 1 [1896], pp. 592-606, O. Grodenwitz (*Ein Protocoll von Memphis*, in *Hermes*, XXVIII [1893], pp. 321-334), F. Krebs (*Aus dem Tagebuch d. röm. Oberpriesters von Aegypten*, in *Philologus*, LII. [1894], pp. 577-587), etc.

Sparte¹, qui cumulaient les fonctions réparties à Rome entre le collège des Pontifes et celui des Augures². Le premier exégete qui ait fait office de théologien à Alexandrie fut précisément un délégué du collège hellénique, l'Éumolpide Timothée, que Ptolémée Soter avait fait venir d'Éleusis « pour présider aux cérémonies », c'est-à-dire pour fonder une tradition religieuse dans la nouvelle cité. Nous savons que Timothée collabora à l'institution du culte de Sérapis et probablement d'une succursale des mystères³, mais il serait imprudent d'affirmer que l'exégete de Strabon fût son successeur et eût hérité de ses fonctions par une transmission ininterrompue, laquelle reparait dans deux textes de date inconnue, à placer vers le milieu du II^e siècle⁴. La compétence vague que Strabon attribue à l'exégete en disant qu'il s'occupe « des choses utiles à la ville » peut encore s'entendre de fonctions religieuses, mais il est singulier que, sous l'Empire, — suivant une opinion, il est vrai discutable, — cette sollicitude se soit appliquée ou étendue au soin matériel de l'approvisionnement de la capitale⁵. Si l'on rapproche le

1. Ἐξηγηταὶ ὄντες, ὁ ἑκατόμηνος, τὰ ἱερὰ (Suid., s. v.). À Athènes, Ἐξηγηταὶ ὁ ἐκαστοῦ τοῦ ἐκ τῶν ἑκατόμηνων καὶ τὰ τῶν ἄλλων ἱερῶν διδασκαλίας (Pellier, VIII, 124). Les Eupatrides ὄντων καὶ ἄγων ἑξηγηταὶ (Pint., Thea., 25 : collège de trois exégetes ἑκατόμηνοι Suid., loc. cit.). Sur les exégetes athéniens et les exégetes Éumolpides d'Éleusis, voy. P. Foucart, *Les grands mystères d'Éleusis* (Mém. Acad. Inscr., 1900, pp. 79-83). À Olympie, un ἑξηγητὴς assistant aux sacrifices (Paus., V, 15, 6; à Sparte, les Boioi (Herod., VI, 57. Suid., s. v.).

2. Plutarque (Numen, 9) définit l'office du P. M., οἷον ἑξηγητῶ καὶ προφῆτου, μᾶλλον δὲ ἀπορρήτου.

3. Cicéron, tome I, pp. 414-2-418.

4. Στραβῶν Ἐρμῆος τοῦ Ἀλεξανδρείας τοῦ πρυτανὸς βουλευτῆος Πτολεμαίου καὶ ἑξηγητῆ καὶ ἐκ τῶν ἱερῶν καὶ ἀπορρήτων τοῦ Μουσείου (SCH., III [1879], p. 470). Αὐτοῦτον δὲ Νεμεσίωνα συγγενὴ καὶ πατὴρ τοῦτον Ἀρχιγερῶν καὶ ἑκατόμηνος καὶ ἑξηγητῆ καὶ ἐκ τῆς πόλεως καὶ γυναικὸς ἄρχος (Nérousson-Bey, *L'anc. Alexandrie*, p. 88). Il n'est pas dit que Lycarion ait été tout cela en même temps.

5. Cf. Wicken, *Ostr.*, I, p. 637. W. Otto, p. 153. 3. Preibicke (in *Archiv. f. Pp.*, III, p. 44) fait observer qu'il s'agit probablement, dans les textes vus, non pas d'un ἑξηγητῆς, mais d'un ἑξηγητῶντος, ce qui permet de retrancher des fonctions de l'exégete la corvée du service de l'annonne. Le titre à l'époque impériale, est, ἑξηγητῆς, ἱερὸς ἑξηγητῆς, ἑξηγητῆς Ἀλεξανδρείας.

texte de Strabon de l'énumération que fait le Pseudo-Callisthène des fonctions et prérogatives du prêtre d'Alexandre, lequel, au dire de cet auteur, portait la pourpre et était le curateur annuel de la ville (ἐνταύθις ἐπιμελιεὶς τῆς πόλεως) ¹, on est conduit à admettre que l'exégète alexandrin était en même temps le prêtre du culte dynastique alexandrin. Mommien n'en doute pas, et il affirmerait presque que ce même dignitaire, éponyme pour toute l'Égypte, était encore par surcroît épistate ou prêtre-président du Musée ². Enfin le Pseudo-Callisthène assure que le prêtre du culte dynastique avait mission de draguer le fleuve, de surveiller la culture du domaine royal et la fabrication de l'huile, ce qui rentre tout à fait dans la catégorie des attributions utilitaires indiquées par Strabon et le service de l'annonne dont on veut qu'il ait été chargé l'exégète de l'époque impériale

ou τῆς Ἀλεξανδρίας πόλεως (cf. W. Otto, p. 145). Paul M. Meyer (in *Archiv f. Pp.*, III, p. 12) l'appelle le *praefectus Urbis* ptolémaïque. De même, Lambros *ibid.*, pp. 231-2 tient ἐξήγης pour le gouverneur d'Alexandrie, un *πατριάρχης* ἐπὶ πόλεως, qui n'a rien de commun avec un ἑλληνιστὴς interprété comme Timothée. Seulement, cela n'explique pas l'identité du titre.

1. Ps. Callisth., III, 33, p. 149 Müller. Cf. ci-dessus, p. 44, 1.

2. Mommien, *R. G.*, V², p. 548, 1. C'est une opinion considérable sans doute, mais non la solution décisive d'un débat qui dure depuis la publication (par Maillon, en 1729) de l'inscription de L. Julius Vestinus, qui était sous Hadrien *ἐπὶ τῆς Ἀλεξανδρίας καὶ Αἰγύπτου πόλεως καὶ ἐπιστάτης τοῦ Μουσείου καὶ* (CIG, 5061). Tous ceux qui se sont occupés du Musée (cf. la bibliographie, ci-dessus, tome I, p. 217, 1) ont donné leur avis sur la question. Letronne, persuadé « que les Romains n'ont presque rien changé à l'administration ptolémaïque », a supposé d'abord que le directeur du Musée était le grand-prêtre de toute l'Égypte, et cela, dès le règne de Ptolémée Soter (*Recueil*, I, p. 219), ensuite, qu'il était en même temps prêtre des Ptolémées et épistatographe, c'est-à-dire « secrétaire d'État », gérant « une sorte de ministère des cultes », le « pontife de toute l'Égypte, auquel relevaient les collèges sacerdotaux du pays », « le maître du sacrodoce de toute l'Égypte » *ibid.* pp. 23-24. D'autres ajoutaient à cet échafaudage de postuler le sacerdoce de Sérapis. Wicken a réfuté Letronne. W. Otto, pp. 12 sqq. reprend la discussion et conclut : 1° que *ἐπὶ πόλεως* Ἀλ. était un fonctionnaire laïque, un ministre des cultes créé à l'époque romaine pour ne pas laisser cette espèce de pontificat aux mains du préfet d'Égypte ; 2° qu'il n'a rien de commun avec le prêtre d'Alexandre ou exégète et n'a pas été non plus le prêtre des Césars ; 3° qu'il fut chargé, tout au moins à partir du III^e siècle, comme ἑταίρος, de la gestion du budget des cultes (upé) ; 4° que l'ἐπιστάτης τοῦ Μουσείου a été en même temps *ἐργασματοῦς* à l'époque romaine.

Ce qui ressort de ces discussions, ressassées sur des données insuffisantes, c'est que les magistratures urbaines, nées ou réduites à l'état de sinécures, pouvaient se combiner avec des fonctions plus actives exercées au nom du gouvernement central et entretenaient quand même une sorte de participation de la ville à la vie politique et administrative¹. Strabon n'a pas l'air de se douter qu'il y ait rien de commun entre l'épistate du Masée et l'exégète d'Alexandrie : on trouve cependant ces deux titres accidentellement réunis sur la tête de Chrysermos. Il est d'ailleurs tout à fait admissible que le prêtre du culte dynastique ait été régulièrement, sous les Lagides, *ἐπίς* comme desservant et *ἐξηγητής* comme ordonnateur de la liturgie propre à ce culte, enregistrant au fur et à mesure dans la liste des dieux les couples royaux et ratifiant peut-être les innovations qui tendaient à élargir la part faite au couple régnant². Je laisse à d'autres le soin de rechercher si le culte des Césars s'est greffé directement sur le culte des Lagides, si l'*ἐπίς ἐξηγητής* de l'époque romaine est le prêtre de la religion impériale, et s'il n'est pas devenu de ce fait l'*ἀρχιεπίς Ἀλεξανδρείας καὶ Αἰγύπτου πόλεως*³.

Nous arrivons enfin au quatrième magistrat signalé par Strabon comme alexandrin et datant de l'époque des rois, le « stratège nocturne », qui paraît avoir servi de modèle à Auguste pour la création de son Préfet des Vigiles⁴. Le

1. On sait maintenant, par *Pap. Oxyrh.*, III, n. 477, qu'à l'époque romaine *ἐπίς ἐξηγητής* était le président des *πρυτανείας*.

2. Il a pu y avoir, pour les mêmes raisons, un exégète à Ptolémaïs. On en rencontre, au temps des Romains, dans d'autres métropoles égyptiennes (cf. W. Otto, p. 153, 2).

3. *CIG.*, 5906. Cf. Wilcken, *Kaiserliche Tempelverwaltung* (in *Hermes*, XXIII [1888], pp. 502-604). Voy. ci-dessus (p. 161, 2) les conclusions de W. Otto, négatives en ce qui concerne la transformation de l'*ἐπίς Ἀλεξανδρείας* en *ἀρχιεπίς Αἰγύπτου πόλεως*. Il me paraît excessif d'affirmer que le culte des Césars a bien remplacé celui des Lagides, mais non pas celui d'Alexandre (p. 61,.) et de ne pas admettre que l'*ἀρχιεπίς* ait été le prêtre des Césars, sous prétexte qu'il était le chef de la religion égyptienne.

4. Auguste a transporté à Rome, des institutions de sa capitale alexan-

témoignage de Strabon a été confirmé depuis peu par une inscription qui atteste l'existence d'un « stratège de la ville » (στρατηγὸς τῆς πόλεως) au temps des Lagides. Malheureusement les trois mots gravés sur le granit : Πτολεμαῖος στρατηγὸς πόλεως, ne nous apprennent rien sur les fonctions de ce stratège, et — ce qui est plus grave — ni la date, ni la provenance de cette inscription ne sont assurées. Il est seulement probable qu'elle date du temps des derniers Lagides et que la ville en question est bien Alexandrie ¹. Enfin, étant admis que ce stratège est bien celui que vise Strabon, l'épithète *νοκτερινός*, épithète extra-officielle et probablement employée par Strabon à titre de définition, autorise à penser que ce fonctionnaire avait des attributions analogues à celles du Préfet des Vigiles à Rome. Il devait avoir sous ses ordres un corps de *νοκτοφύλακες* organisés militairement et chargés de la police de sûreté ². Du moins, c'est ce qui lui restait, au temps de Strabon, d'une compétence peut-être plus étendue à l'origine et la raison pour laquelle le géographe lui donne le titre de *νοκτερινός*.

Telle se présente à nous, en surface, la carte administrative de l'Égypte ptolémaïque et de ses possessions coloniales. On a pu s'apercevoir déjà que les Lagides n'ont aucunement cherché à helléniser leur royaume, beaucoup plus commodément gouverné à la mode égyptienne. Ils ont plutôt tenu en défiance et un peu noyé sous l'afflux de la population indigène les rares foyers de vie et de civilisation helléniques qu'ils avaient considérés au début comme des points d'appui pour leur domination. Lorsqu'ils se furent rendu compte que leur puissance militaire reposait sur les

Urino, le *praefectus vigilarum* ὁ τῶν νοκτοφύλακων ἄρχων οὐ ἑπάρχος), institué en 6 p. C. et répondant au *νοκτερινός στρατηγός*, comme, une vingtaine d'années plus tôt, le *praefectus Urbi* ἑπάρχος οὐ ὑπάρχος τῆς πόλεως-πολιάρχος) ressemblait d'un peu plus loin à ἡ ἐξαιτητὶς καὶ ἐκὶ τῆς πόλεως (ci-dessus, p. 166, 5).

1. Strack, in *Archiv f. Pp.*, III, p. 133, n. 13, d'après Botti, *Notice du Musée d'Alexandrie* (1893), p. 139, n. 3053. Cf. *Archiv*, III, pp. 72, 335.

2. Cf. *Philo. in Flacc.*, 16. *CIG.*, I. 2930.

mercenaires étrangers qui les protégeaient jusque dans leur capitale, et qu'ils n'avaient à demander à l'Égypte que de l'argent pour les payer, pour entretenir le luxe de leur cour et leur goût pour les bâtiments, leur unique souci fut de perfectionner la machine fiscale et d'éliminer de la masse docile du troupeau tout élément de résistance à un gouvernement tourné en exploitation.

§ III

LES COLLÈGES GRECS EN ÉGYPTE

On sait que dans la Grèce décadente et dans les provinces les plus cultivées de l'empire romain, le besoin de vivre en société agissante, de prendre part à des délibérations, d'exercer des fonctions électives, a cherché à se satisfaire en créant et multipliant des associations que le gouvernement jugeait inoffensives. Ce besoin était surtout ressenti par les classes inférieures de la population, exclues des charges municipales. De là ce nombre croissant de sociétés privées et de corporations, groupées autour d'un culte commun et comprises sous la dénomination générale de « collèges » ¹.

En Égypte, depuis les temps les plus reculés, les prêtres (*ioe-eb*) s'étaient constitués en corporations autonomes, et, à côté d'eux, sous leur dépendance, des subalternes chargés d'offices divers formaient comme des annexes du corps principal. Il semble que les prêtres proprement dits ou archi-

¹ Cette dénomination générale n'existe, à vrai dire, qu'en latin, le grec *σύνδοξ* ayant un sens beaucoup plus large que *collegia*, et, peut-être, un sens plus restreint, et ne s'appliquant pas aux associations privées. En revanche, les Grecs employaient quantité de termes spéciaux, qui ont fini par être plus ou moins synonymes, *ἐργαστήριον*, *θιασοί*, *ἐργασίαι*, etc. Sur les corporations grecques, voy., après les études initiales de P. Foucart (*Les associations religieuses chez les Grecs*, Paris, 1813), le livre récent de E. Ziebarth, *Griech. Vereinswesen*, Leipzig, 1896. Cf., pour les *collegia* de l'Empire romain, le grand ouvrage de J. P. Waltzing, *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, etc., 4 vol. Bruxelles, 1895-1901.

une cinquième classe de prêtres, — à laquelle nous avons cru devoir assigner une destination spéciale, le soin du culte dynastique, classé comme service à part ¹, — et que cette nouvelle tribu (φυλή) devait être représentée, comme les quatre autres, par cinq délégués au Conseil (βουλή) de l'ordre, qui se renouvelait tous les ans par élection. On retrouve, à l'époque romaine, les cinq tribus sacerdotales (πενταφυλίαι), formant une communauté régie par cinq πρεσβύτεροι. Dès lors, il n'est pas téméraire de conclure que cette organisation sacerdotale est restée à peu près la même sous tous les régimes. Elle a pu subir des modifications de détail, mais elle paraît avoir conservé en tout temps les traits caractéristiques qui permettent de la comparer à celle des confréries grecques : un culte, un patrimoine social et un gouvernement autonome. Nous avons eu déjà l'occasion de signaler l'importance du sacerdoce d'Amon-Râ à Thèbes et les velléités d'indépendance qu'il manifesta à plusieurs reprises. Dès que le pouvoir royal s'affaiblissait, il relevait la tête et essayait de reprendre un rôle politique. On ne s'étonne pas trop de le voir, au moment où Cléopâtre observait avec inquiétude la lutte entre les républicains et les Césariens et s'occupait trop peu de ses sujets, adopter le style des décrets helléniques pour décerner des honneurs et des actions de grâces à Callimaque, intendant de Péri-Thèbes. Les prêtres vantent ses bienfaits et ceux de leurs dieux; ils érigent des statues et fondent des anniversaires, c'est-à-dire, en fait, des honneurs égaux à ceux des souverains, sans un mot pour les souverains dont le nom figure tout juste dans la datation du document ².

En dehors des prêtres ou laïques assimilés, il y avait en Égypte des corps de métier, mais non plus des corporations

¹ Voy. ci-dessus, p. 64, 3.

² Strack, n. 157. Dittenb., *OGIS*, n. 191 (Ἰδοὺτε τοῖς ἀπὸ Ἀμοινοῦ καὶ τῆς μετὰ τὴν ἀρετὴν τοῦ μεγιστοῦ θεοῦ Ἀμοινοποιουμένου καὶ τοῖς πρεσβυτέροις καὶ τοῖς ἄλλοις πᾶσι). Cf. ci-dessus, tome II, p. 229, 4.

ayant une vie propre et une volonté collective. Diodore admirait de confiance les règlements qui, dans l'Égypte pharaonique, faisaient de chaque profession une tâche héréditaire et obligatoire pour toute la vie. « Un artisan égyptien », dit-il, « qui prendrait part aux affaires publiques ou exercerait plusieurs métiers à la fois encourrait une forte amende »¹. C'est ainsi que les dilettantes parlent du bon vieux temps où ils n'auraient pas voulu vivre. Si les Égyptiens n'ont pas, comme le croit Diodore, constitué de castes héréditaires, il est certain qu'ils avaient l'instinct inné de la routine atavique, signe infailible de la paresse intellectuelle entretenue par l'habitude de l'obéissance passive. Les corps de métiers ne se proposaient d'autre but que de conserver les traditions professionnelles et de s'enseigner mutuellement à vivre comme les ancêtres². Leurs cadres n'étaient remplis que d'une poussière d'hommes, incapable de s'agglomérer et de faire masse. Les règlements dont parle Diodore, règlements imposés par l'autorité, étouffaient toute initiative c'est la négation même de l'autonomie que revendiquaient les associations à la mode grecque³.

Sur les corporations indigènes dans l'Égypte ptolémaïque nous avons fort peu de renseignements. La plupart des textes relatifs au sujet datent de l'époque romaine ou byzantine, et il est prudent de n'en pas faire usage. Nous connaissons par le célèbre procès d'Hermias contre les choachytes

1. Diod., I, 74. cf. 81. Tout récemment, E. Reville (Précis, pp. 390-392) a entrepris de justifier l'opinion de Diodore. Il affirme l'existence des castes, en faisant valoir surtout « les papiers de ces choachytes de Thèbes, dont aucun ne sort pendant plusieurs siècles de sa caste ». Pour nous, la « corporation » suffit à expliquer les faits. Une corporation singulière — corporation organisée par Amasis, ancien chef de voleurs, d'après Reville — s'est été l'association de voleurs dont parle Diodore (I 89, qui lui attribue une existence légale.

2. C'est le trait caractéristique de l'Égyptien, suivant Hérodote (II, 78) : *καταίοντες δὲ γράμματα νόμον· ἄλλοι οὐδὲν ἐπιτελούντες*. Ceci avant les Lagides.

3. Sur les corps de métier en général, sans distinction d'époques, voy. Lambrose, *Rech.* pp. 100-137 et la liste beaucoup plus complète dressée par Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 688-693.

de Thèbes les trois corporations qu'on pourrait appeler des pompes funèbres : les prosecteurs ($\pi\pi\iota\tau\epsilon\gamma/\iota\tau\alpha$) qui pratiquaient sur les cadavres les incisions et ablations nécessaires, les embaumeurs ($\tau\epsilon\pi/\iota\tau\alpha$) qui préparaient les momies, et les conservateurs préposés à la garde et au culte des morts ($\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$)¹. Ces trois corporations collaboraient à la sépulture des défunts et leurs règlements devaient concorder, au moins pour le partage des soixante-dix jours nécessaires aux diverses opérations. Les paraschistes avaient quinze jours pour disséquer le cadavre, les taricheutes, vingt jours pour le saler, et les choachytes, trente-cinq jours pour le momifier avec des aromates, achever sa toilette funèbre et l'ensevelir. Paraschistes et taricheutes n'étaient que des artisans : les choachytes possédaient des salles d'ensevelissement ($\chi\epsilon\sigma\alpha\alpha$), des catacombes, des chapelles funéraires. Ils avaient, chacun pour son compte, une clientèle de défunts avec qui ils avaient passé des contrats à longue échéance, clientèle qu'ils pouvaient acheter, vendre, léguer, hypothéquer, comme une propriété de rapport².

Les monopoles sacerdotaux et royaux dont il sera question plus loin groupaient naturellement les ouvriers

1. La ressemblance des lettres A et a permet de lire indifféremment sur les papyrus $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$ ou $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$. De là un débat entre les partisans de l'une et de l'autre graphie (pour $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$, Young, Bultmann, Peyron, Forshall, Leemans, Leiroune, Brugsch, Wilkowski, Ziebarth, débat qui me paraît clos en faveur de $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$, Jüeler, Brunet de Presle, Lombroso, Wolff, Revillout, Kenyon, Wicken, Spiegelberg, W. Otto. Les termes $\pi\pi\iota\tau\epsilon\gamma/\iota\tau\alpha$ et $\tau\epsilon\pi/\iota\tau\alpha$ étant des mots grecs, on ne voit pas pourquoi il faudrait expliquer $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$ par le couple (A. Peyron, ad *Pap. Taur.* I, pp. 77 sqq.) alors que le mot grec $\chi\epsilon\chi\gamma\epsilon\tau\alpha$ de $\chi\epsilon\alpha$, $\chi\epsilon\eta$) offre un sens étymologique plausible, et que les libations destinées à étancher la soif des morts étaient un usage universel. A Thèbes, les trois corporations étaient distinctes : à Memphis, taricheutes et choachytes faisaient partie d'une même corporation sous la direction des archeulaphistes (Revillout, *Paraschistes-Taricheutes et Choachytes*, in *Zeitsch. f. Ägypt. Spr.*, XVII et XVIII [1873-1880 : *Le procès d'Hermès*, p. 102-3). Cf. C. Wolff, *De causa Herm. n.*, pp. 12-26, et ci-après, p. 170, 1.

2. Cf. Revillout, *Prieur*, pp. 1214, 1230, etc. Les 70 jours d'embaumement sont mentionnés sur les stèles funéraires, pour Apis et les personnages de marque (Spiegelberg, *Denkmal. Inschr.*, pp. 32, 33, 38). Sur les premières opérations, voy. Herod., II, 80-88. Diod., II, 91.

employés dans les ateliers des manufactures (*ἐργαστήρια-ἐργαλεία*, etc.), et les règlements spéciaux faits pour eux devaient leur donner une certaine conscience de leur solidarité¹. Enfin, la perception de taxes appelées *κοινωνικά, γραμματικών, ἐπιστάτων*, taxes payées non seulement par les corporations sacerdotales, mais par des colons, des miliciens indigènes (*μαχιμοί*, et, tout au bas de l'échelle sociale, par des « cultivateurs royaux » (*βασιλικοὶ γεωργοί*), la mention de scribes, greffiers ou secrétaires (*γραμματεῖς*) au service des dites catégories d'habitants², tous ces faits semblent indiquer que, dans les compartiments tracés au sein des masses populaires par les coutumes nationales se glissait peu à peu, au contact des Grecs, le goût des associations organisées, capables de protéger l'individu au nom de l'intérêt commun. L'État, qui leur faisait payer le droit d'avoir des secrétaires et des présidents, reconnaissait par là même leur existence légale³. Il avait intérêt jusqu'à un certain point à favoriser ce travail d'assimilation, qui tendait à élever le niveau intellectuel du peuple égyptien⁴.

Néanmoins, soit qu'on les considère comme des syndicats ou des sociétés de secours mutuels, ce ne sont pas là des associations qu'on puisse appeler des collèges. Il leur manque

1. Cf. les règlements édictés par Philadelphe dans les *Revenue Laws*, et l'ordonnance d'Évergète II, protégeant les outils et les salaires τῶν λαμπρῶν καὶ ῥοπτουργῶν καὶ ἰσοφανῶν κτλ. (*Tebt. Pap.*, n. 5, ll. 238-250).

2. Κοινωνικά *Tebt. Pap.*, n. 5, lig. 100-119) — γραμματικὸν εἶδος 2. 97 — γρ. ἐπιστάτων (n. 97) — ἐπιστάται καὶ γραμματεῖς τῶν κατοικῶν ἱππέων n. 32, 61 b) — γραμματεῖς μαχιμῶν n. 62, 63), γεωργῶν (n. 236, 263. *Fayûm Towns*, n. 18 a et b), οὐλαίων (*Fay. T.*, n. 42 a. Cf. le syndicat des propriétaires (alexandrins²) connu depuis 1893 par l'adresse τῆς συνόδου τῶν συγκτητῶν Πτολεμαῖος Ἀλεξάνδρου Ἀπελῶς 12' (*Archiv f. Paph.*, I, p. 209, n. 25). Sur l'ἐπιστάτων (*Tebt. Pap.*, n. 5, lig. 43-97, 1891, voy. ci-après, ch. xxv).

3. L'État à l'époque romaine finit par abuser de cette solidarité qu'il encourageait en rendant la collectivité responsable de l'impôt. Wileken (*Ostr.*, I, p. 112) remarque que, du 3^e siècle à C au 11^e siècle p. C l'impôt sur les métiers ou paléole (*χειμωνέζιον-chrymnygion*), est toujours levé sur l'individu, non sur la corporation.

4. Il y a un grain de fantaisie dans les vues de Strack, *op. cit.* supra, p. 167, 2 infra p. 172, 4, p. 223), qui consiste en l'extension du système aux kénahs connue « ein Sebachzug gegen die Priesterwelt », une politique antichrétienne.

le signe caractéristique, le lien religieux manifesté par un culte commun ¹. Nous laisserons de côté également les colonies juives, qui formaient, en Égypte comme ailleurs, des groupes compacts (*εὐσυνῆται*), isolés de l'entourage par les observances mosaïques, c'est-à-dire par une religion qui, commune à tous les groupes, n'appartenait en propre à aucun. C'étaient des fractions d'une race partout semblable à elle-même, plutôt que des confréries formées de volontés libres et librement associées sous des statuts particuliers à chaque association ².

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les associations grecques, images réduites de la cité, imitées de celles de la mère patrie et groupées comme elles autour d'un culte symbolique, qui fournissait un prétexte tout trouvé aux réunions de la confrérie, un cadre à sa hiérarchie intérieure et un but apparent à l'emploi de ses fonds.

Étant donné le milieu dans lequel elles se sont créées et le

¹ Nous ne savons pas comment furent organisés les cultes indigènes et grecs dans les bourgades de croisière si nouvelles. Quelques-unes de ces associations purent en faire les frais (voy. ci-dessus). Les Égyptiens finirent cependant par imiter l'organisation des collèges grecs. Les chonchytes de Thèbes, d'abord simplement associés en compagnies commerciales, se joignirent en confrérie religieuse associée en tribus à une administration centrale, et édifiant en assemblée plénière (*πρόβος*) des règlements analoges par Rev 1 et II dans un traité officiel dont il a donné depuis un résumé (*Précis*, pp. 1267-1272). Je dois dire qu'il y a quelques divergences dans l'interprétation des statuts de la confrérie. *Pap. dem. Berl.*, 381, entre Revilmont et Spiegelberg, pour le sens et pour la date : du règne d'Aulète, d'après Revilmont, du 29 Mésir au VIII au 30 Chouak au X de Ptolémée Alexandre (6 mars 147 au 15 janv. 104 a. C. d'après Spiegelberg, taf. 34-41 pp. 18-19). La date importe, parce que Revilmont considère la confrérie des chonchytes comme remplaçant le sacerdoce d'Ammon après la destruction de Thèbes par Ptolémée Soter II 84 a. C.). Autre confrérie égyptienne organisée à la grecque, la *εὐσυνήτης* d'Isis (*Εὐσυνήτης*), (Strack, in *Archiv f. Pp.*, III, p. 131, n. 8. W. Otto, p. 410).

² On a rencontré jusqu'ici de sociétés juives (*εὐσυνῆται*), pourvus d'organes (*ἑσπερίαι*) que dans la basse Égypte. On en connaît cinq : les *εὐσυνῆται* de Schéa (*Archiv f. Pp.*, II, p. 341), d'Altribis (Strack, nn. 166-167), d'Amnôu au Fayoum (*Tell. Pap.*, n. 86), d'Alexandrie (*Archiv f. Pp.*, II, p. 359), et d'un lieu non défini, dotée de *ἑσπερίαι* par Évergète II (Strack n. 140). Serait-ce le Temple schématique de Léontopolis ci-dessus, tome II, p. 40, ?

despotisme ombrageux qui les surveillait, les associations ou confréries grecques d'Égypte ne pouvaient être que de pâles copies des thiasos, éranes, orgéons, hétæries, qui florissaient et pullulaient sous l'œil bienveillant des autorités locales dans les cités grecques d'Europe et d'Asie-Mineure. Le seul collège qui ait joui des faveurs de la cour ne les avait méritées qu'en se mettant sous la dépendance absolue et à la solde de l'État, en renonçant même au droit de recruter ses propres membres, d'élire son président et son prêtre, bref, en naissant ou devenant institution d'État : c'était le Musée d'Alexandrie, contrefaçon des *Mousaia* philosophiques de la Grèce ¹. Pour rencontrer des associations autonomes, il faut regarder plus bas, dans la plèbe alexandrine; mais nous n'y distinguons plus guère que des noms ou des désignations encore plus vagues, comme les *θῖατο, παντοδῶμοι* qui figuraient à la pompe de Callixène ². Plutarque dit bien que Philopator vivait « au milieu des femmes, des thiasos et des bombances » ³, mais nous ne savons même pas si les compagnons de ripaille que le roi recrutait dans toute la ville et qu'on appelait les Bouffons (*Τελονισταί*) ⁴ constituaient une association organisée, ou si c'était une bande de parasites ayant pour tout règlement la consigne d'amuser le prince. On peut en dire autant des *Ἀμφιπόδιοι* et des *Συνπρόθυμοι* qui, plus tard, se groupaient autour d'Antoine et de

¹ Cf. ci-dessus, tome I, pp. 128-219. Sur les « *Wissenschaftliche Vereine* » en général, voy. E. Ziebarth, *op. cit.*, pp. 69-71.

² *Τελωνίαι καὶ θῖατοι παντοδῶμοι* (Athen., V, p. 199 a). Ces thiasos ont pu être improvisés pour cette exhibition, tous en figurants. Il n'est pas question d'*Ἀδωνιασταί* à propos des fêtes d'Adonis célébrées par Arinos II (Theocr., *Idyll.* XV). Les confréries groupées sous le vocable des divinités alexandrines (*Ζεφεινισταί, Ἰουσταί*, etc.), ne se rencontrent guère qu'à l'étranger. Cependant une inscription de Mandara (*Ταπονιστὰ Παρὰ*?) nous a conservé la dédicace d'un autel érigé sous le règne d'Épiphanes à Orosos (sic), Sarapas, Ias et Anubis, par un certain Spasios καὶ οἱ συμπόδιοι καὶ οἱ θ' αὐτῶν (Sirack, n. 76). On cite encore, de l'époque ptolémaïque, une *εὐνοδος Σαφιστινῆ* (Pl. Petrie *Newcratia*, II, pl. xxii, 15). La *εὐνοδος Εὐριπιδῆ* de Philæ (CIG., 4933 b) est de l'époque romaine Cf. Ziebarth, p. 62.

³ *ἐν γυναιξὶ καὶ θῖατο; καὶ κόμοις συνδυόμενος αὐτῶν* (Plut., *Cleom.*, 36).

⁴ Athen., VI, p. 246 c.

Cléopâtre ¹. Sous le couvert des « bombances », les passions politiques qui fermentaient dans la grande ville se préparaient des organes prêts à entrer en jeu à l'occasion. C'est ainsi que Ptolémée Aulète fut expulsé, ou, en tout cas, banni d'Alexandrie, par l'action soudaine des « Simaristes et autres hétéries affublées de noms semblables » ². Ces clubs s'appelaient indifféremment *θιασοί*, *σύνεδροι*, *κλίμακας*, et, sous prétexte de sacrifices et de banquets, on y mettait en commun des rancunes politiques, jusqu'au jour où les Romains balayèrent tous ces ferments de discorde et préparatifs de révolte ³.

En fait de corporations alexandrines ayant laissé un indice quelconque d'activité collective, nous n'avons à signaler que deux corps de métiers organisés en sociétés autonomes, les « Broyeurs de dourah » ou millet (*ὀλκροκομοί*) au temps de Philopator, avec leurs *πρεσβύτεροι* et leur *ἱερίης* ⁴, et « le synode des déchargeurs d'Alexandrie », qui consacre à Délos deux anathèmes en l'honneur de dignitaires de la cour d'Évergète II ⁵. Comme ces *ἐνδοχίται* se qualifient *παραβύται*, la corporation devait comprendre une section plus ou moins autonome de *ναυπηγοί*. C'étaient des associations professionnelles à la mode égyptienne autant que grecque,

1. Plut., *Anton.*, 41. Cf. ci-dessus, tome II, p. 317.

2. Dio Chrys., *Orat.*, XXII, 70, p. 383 ; et ci-dessus, tome II, p. 143. 3. Cf. Lambroso, *Dei sodalici alexandrini*, dans ses *Ricerche alexandr.* (in Mem. d. Accad. di Torino, XXII, 1871), p. 78.

3. Philo., *In Flacc.*, pp. 518, 537-538 M. Cf. Dio Cass., LX, 6. Ziebarth, *op. cit.*, pp. 95-924-925.

4. Strack, in *Archiv f. Pfl.*, II, p. 544, n. 22. C'est une dédicace à Anubis pour la santé des deux Philopators. Date entre 217 et 203. Voy. le commentaire de Strack. *Die Milttermahung in Alexandrien*, in *Zeitschr. f. Neutestam. Wiss.*, III, 1904, pp. 213-234 sur cette gaule qu'il considère comme la première en date de toutes les moulures.

5. *Ἡ συνέδρος τῶν ἐν Ἀλεξανδρίᾳ παραβύταιων ἐνδοχίτων*. *BCH.*, XI [1887], p. 290 et 292 = Strack, *nn.*, 118-119. Date, entre 221 et 197 a. C. Cf. Ziebarth, p. 34. On connaît de ces « dockers » *ἐνδοχίται*, à unguicée et « Béryste » (*BCH.*, I, p. 253. VII, p. 467 sq.). A l'époque romaine (III^e siècle), on rencontre aux carrières de Hierlissai, sur la frontière de Nubie, des « chargeurs », et *ἀπὸ τοῦ τοῦ*, avec *πρωτάρτα* et *ἀρχαί* ; de divinités luxurres, *Προστατάρχης*, *Σεοῦπρ/π*, etc. (W. Otto, pp. 128/9).

dans lesquelles l'élément égyptien devait être fortement représenté.

Hors d'Alexandrie, les associations n'étaient pas tentées de s'occuper d'autre chose que de leurs intérêts ou de leurs plaisirs, sauf pour faire preuve de loyalisme monarchique en associant à leur culte les noms des dieux-rois. A Ptolémaïs, les « artistes de Dionysos et des dieux Adelphe » décernent des récompenses honorifiques à ceux qui ont bien mérité de leur corporation et fait preuve de zèle pour le roi et ses parents ¹. C'est dans l'armée surtout, l'armée active des mercenaires en garnison, que s'étale et s'affiche le dévouement à la dynastie. Les unités tactiques étaient par elles-mêmes des corps organisés et fournissaient aux officiers l'occasion de se concerter, même pour des choses étrangères au service. C'est ainsi que les ilarques et commandants des μάχιμοι détachés à la cour ont pu manifester leur attachement à Ptolémée Épiphane en un temps où il pouvait douter de la fidélité des troupes indigènes ². Mais un régiment ou une compagnie n'est pas une corporation autonome. Il y faut des statuts librement consentis et un culte particulier. Au temps de Philométor, les officiers en garnison à Syène ont constitué une réunion (σύνεσθον) dans le temple de l'île de Séfis pour célébrer des fêtes annuelles « en l'honneur du roi Ptolémée, de la reine-sœur et de leurs enfants ³ ». Une autre stèle du temps d'Évergète II nous a conservé les noms de près d'une trentaine de ces Βασιλισται. La confrérie a un président

1. Ci-dessus, pp. 36, 1. 147, 1. La corporation admettait des associés étrangers à la profession, car un des deux décrets (Strack, n. 35) porte en tête ἱερεῖν τοῖς τεχνίταις τοῖς κατὰ τὸν Διόνυσον καὶ τοὺς Ἀδελφούς καὶ τοῖς τὴν συνέσθον νέμοισιν. Cf. à Chypre, au temps d'Évergète (I^{er}), un Attale τῷ κατὰ τὸν Διόνυσον καὶ θεοῦ Ἑσπερίου τεχνιτῶν (Strack, n. 124).

2. Strack in *Archiv f. Pfl.*, II, p. 548, n. 27 ci-dessus, tome I, p. 358, 3. Cf. la dédicace des πυγμαῖοι καὶ θηραῖοι, de Taposiris à Ptolémée Épiphane (Strack, n. 76 ci-dessus, p. 171, 2), peut-être dans les mêmes circonstances.

3. Strack, n. 96. Cf. les φιλομητόμοι d'Alexandrie (CIG., 4678 Ziebarth, p. 62, 1). Dans la *Pap. Taur.*, III, c'est évidemment φιλομητόμοι qu'il faut substituer à la leçon inintelligible φιλομητόμοι.

lopetor, on voit un haut personnage, Dorion, du grade de *εργωντής* et stratège de Memphis, porter le titre de *ἀρχὴ τοῦ πλῆθους τῶν μηχανοφόρων*, et ce sont ces subalternes qui, réunis dans un sanctuaire d'Apollon avec des civils Iduméens comme eux, lui décernent éloges et honneurs¹. Il y a bien quelque analogie aussi entre un collège et une promotion (*ἐπίκρισις*) d'éphèbes comme celle qui consacre un terrain (?) au grand dieu Souchos en l'honneur de Ptolémée Alexandre, le 20 Méchir au XIX (4 mars 95 a. C.) Elle avait un secrétaire président, Ptolémée fils de Ptoémée. Une autre promotion d'éphèbes, peut-être de la même localité, avait fait au même dieu, pour le même motif, une libéralité du même genre, trois ans auparavant². Il paraît qu'au Fayoum, les jeunes grecs ne répugnaient pas à prendre pour patron le dieu-crocodile.

1. Inscription de Mêt-Rahineh sur l'emplacement de Memphis, publiée par Maspero (*Ann. de l'Égypte*, II [1901], p. 225. *C.-R. Acad. Inscr.*, 1902, p. 119. *Rev. d. Ét. gr.*, XVII [1904], p. 264), commentée par P. Foucart et en dernier lieu par Strack (in *Archiv f. Ppfl.*, III, 1 [1906], pp. 129-130). Les caractères sont du III^e siècle, et l'an VI est très probablement de Philopator (217/6 a. C.). C'est seulement au surplus la cause du titre de *εργωντής* (cf. ci-dessus, p. 161, 4) porté par Dorion que Strack fait descendre la date de l'inscription jusque vers 112 a. C. La rédaction du décret de la *εὐνομοσύνη τῆς γυναικείας ἐκ τῶν ἱερῶν Ἀπολλωνίου τοῦ πλῆθους τῶν μηχανοφόρων ἐν τῷ ὁρῷ τῆς τοῦ αἰῶνος Ἰδουμαίων* est assez compliquée. On y voit figurer un *πλῆθον*, des Iduméens *ἐν τῇ πόλει*, et un *πλῆθος τῶν μηχανοφόρων*, qui paraissent bien être aussi des Iduméens, Apollon (c'est-à-dire un Baal solaire déguisé sous ce nom) étant, comme le fait observer Lambroso (in *Archiv*, III, p. 164), en honneur chez les Iduméens de Palestine (Joseph., *C. Apion.*, II, 9). Strack rejette l'explication de Foucart, d'après lequel il n'y a dans cette réunion que la corporation (*πλῆθος* ou *πλῆθον*) des appariteurs et leurs compatriotes de la ville (*πόλις*). Selon lui, c'est « le corps des citoyens et le garnison de la ville anonyme, qui honorent Dorion ». Le choix entre ces deux hypothèses n'est pas, comme il le croit, « affaire de sentiment ». Non seulement la ville n'est pas nommée, ce dont il s'étonne lui-même, mais Memphis, ville égyptienne, n'avait certainement pas un organisme qui lui permit de voter des décrets. Enfin, des *μηχανοφόροι* ne sont pas des garnisaires. W. Otto (p. 127-6) accepte la thèse de Strack : ses *μηχανοφόροι* portent à côté, sur la bannière d'Apollon, en qui il soupçonne un dieu égyptien.

2. Strack, *ibid.* 142-143. Les expressions *τῶν τῆ Γ' (?) Λ' et τῶν τῆ Β' ἀφ' ἧς* signifient que les éphèbes étaient en seconde ou en troisième (?) année de service militaire. Promotion d'autres (*ἀφ' ἧς*) à Thèbes (Strack, in *Archiv f. Ppfl.*, I, p. 353), cas plus que douteux, surtout en Thébaine.

Enfin, il y eût, en Égypte comme en Grèce, des sociétés qui n'avaient pas d'autre prétention que d'offrir à leurs membres des occasions de se récréer en commun et des funérailles décentes. Le thiasos de Pa.hyris auquel un certain Néchoutès emprunte quelques artabes de blé par contrat notarié était peut-être un syndicat d'affaires ¹; mais les papyrus de Fayoum nous laissent entrevoir un coin de la vie privée des gens paisibles qui se réunissaient pour faire de bons diners, soit-ce sous forme de repas funèbres ². Nous avons un fragment de la comptabilité d'un de ces cercles pour une période d'environ trois mois ³ :

Le 17 Athyr, pour le repas funèbre de Kalatylis. Une cruche de vin à 6 choûs, 2,000 dr.; pains de dîner, 6 miches, 100 dr.; total 2,100 dr. Il y a 22 personnes, dont 18 membres du cercle et 4 invités, c'est-à-dire T... fils de Nouménis, Kamès fils d'Arphaësis, Teos fils de Pélechon, Papnebtynis, fils de Soken. Total, 22 personnes à 100 dr., 2,200 dr. Dans la maison (pour les domestiques?) .

Du 30. Une cruche de vin à 6 choûs, 2,000 dr.; une couronne, 125 dr.; total 2,125 dr. Il y a 18 convives, plus noms mutilés de cinq invités, total, 23 personnes à 100 dr., 2,300 dr. Dans la maison, 180 dr.

Du 23 Tybi. Une cruche de vin, 2,000 dr.; couronne . . Il y a 21 personnes à 100 dr., 2,100 dr. Pour de pense supplémentaire, 20 dr.

Supposons qu'il s'agit de pique-nique et qu'au pain et au vin fournis par le restaurant du cercle les convives ajoutent leurs provisions particulières; sans quoi, la chère eût été des plus maigres. La dépréciation de la drachme indique l'époque, le règne de Ptolémée Aulète.

1 *Pap. Grenf.*, I, n. 31 (*Ἐπινομή, καὶ αἱ συνθήκαι*), de 101/2 à C.

2 C'est sans doute dans des réunions de cette espèce, celles de la classe riche (*ἐν τοῖς σπουδαῖσι τοῖς πλουτοῖς*), que les convives s'exhortaient à jouir de la vie en exhibant des représentations de la mort, *τῶντα μὲν κατὰ τὰ εὐκαιρία μακάρι* (Herod., II, 78). Cf. le développement de ces sociétés, au détriment de la vie de famille, dans la Grèce de la décadence — en Béotie, en nombre de gens ne dinaient jamais chez eux (Polyb., XX, 8, 6); à Byzance où, au dire de Phylarque, les gens vivaient au cabaret, laissant leur logis et leur femme aux étrangers (*PHG.*, I, p. 336), dans les vales de Syrie, *PHG.*, III, p. 238.

3 *Tebt. Pap.*, n. 118. Cf. l'analyse de deux autres papyrus analogues, no. 177 et 224. Le prix de la cruche *κατὰ οὖν* de vin y est coté 2,300 et 2,400 dr.

Les cotisations des membres d'un cercle de ce genre, installé à Magdola et qualifié « thiasé », apparaissent dans un papyrus encore incomplètement déchiffré et qui n'appartient peut-être pas à l'époque ptolémaïque. Un certain Maron annonce que, si tous les membres du thiasé (οἱ θυσιασταὶ [sic]) veulent bien se réunir, il fournira des cruches de vin. D'autres sont inscrits pour une somme d'argent, pour des guirlandes, pour de l'huile de toilette ou d'éclairage. Enfin, un extrait du règlement nous apprend que certaines contraventions, comme la médisance, l'adultère, la chasse, entraînaient pour les délinquants des amendes tarifées¹.

C'est sous ces traits imprécis, de loin et en gros, que s'offrent à notre curiosité mal satisfaite les manifestations de l'instinct de sociabilité importé par les Grecs en Égypte et communiqué par eux dans une certaine mesure à une population qui, ne ressentant pas au même degré la privation d'activité politique, n'avait pas un si grand besoin de s'agiter, de parler et de légiférer à tout propos. Elle était habituée non pas à faire, mais à subir les règlements dont sa bourse, comme nous aurons tout le temps de le constater, était à peu près l'unique objet.

1. P. Jouguet, in *C.-R. de l'Acad. des Inscr.*, 1902, pp. 350-352. « Les sigles employés pour exprimer les valeurs des cotisations nous feraient plutôt songer à l'époque ptolémaïque » (*ibid.*, p. 352, 1).

CHAPITRE XXIII

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Le droit de propriété en général d'après la tradition égyptienne : le roi théoriquement seul propriétaire du sol ; la tradition renouvelée et expressément affirmée au profit des Lagides. — Répartition pratique de la propriété foncière entre le roi, le clergé et les cléroutiques.

§ I. — LE DOMAINE ROYAL. — Exploitation du domaine royal par les « cultivateurs royaux » locaux des terres domaniales. — Classification des terres et des assolements. — La rente domaniale est mée en artabes de froment et tarifiée chaque année par l'administration. — Parties du domaine réservées pour les apanages royaux.

§ II. — LES BIENS DU CLERGÉ. — Condition spéciale et immunité de la « terre sacrée », la souveraineté du roi opposée à la théorie de l'origine divine et du caractère intangible des propriétés du clergé. — Empiétements du pouvoir royal. L'écéroi d'Arsinoé Philadelphie. — Inventaire et administration des biens du clergé par les fonctionnaires royaux. — Les subventions au clergé. — Bénéfices accessoires du clergé : le casuel des temples, les pèlerinages, le droit d'asile. — Multiplicité des cultes locaux, égyptiens et gréco-égyptiens, le syncretisme religieux. — Les temples du nome Arsinoïte et les temples de la Thebaïde. — Les grandes propriétés ou terres *tyt* *tyt*, assimilables à la « terre sacrée » : les terres *tyt* *tyt*.

§ III. — LA SERVITUDE DES CLÉROUTIQUES. — Les assignations de terres aux soldats à l'époque pharaonique. — Réorganisation du système en faveur des colons de race étrangère. — Caractère juridique du *κλῆρος*, possession et non propriété. — Dépendance des cléroutiques à l'égard du fisc.

Lorsque les légistes romains s'avisèrent, au temps des Gracques, de fonder sur un principe juridique le droit que s'arrogeait l'État romain de lever des impôts sur les propriétés particulières dans les provinces, ils n'en trouvèrent

pas d'autre que le droit de conquête. Ils soutinrent que, maîtres des personnes qu'ils auraient pu réduire en esclavage, les Romains l'étaient à plus forte raison des propriétés, et que les provinciaux, légalement dépossédés, ne conservaient leurs biens qu'à titre de possession précaire concédée par le peuple romain ¹. L'impôt foncier était le prix de cette faveur et la marque de servitude imprimée au sol conquis. Ils avaient besoin de ce détour pour ne pas porter atteinte au caractère intangible de la propriété privée, laquelle, comme propriété *ex jure Quiritium* sur sol romain appartenant à des citoyens romains, échappait par définition à l'impôt.

En Égypte, la question ne se posait même pas. Le dieu-roi était maître des biens comme de la personne de ses sujets. En levant des impôts sur leurs propriétés, non seulement il ne dépassait pas, mais il n'atteignait pas les limites de son droit. Ce qui paraissait évident à Bossuet, en plein xvii^e siècle, ne risquait pas d'être contesté en Égypte, où le roi, par sa vertu divine, était le véritable auteur de la prospérité publique et la providence universelle. A ce point de vue théorique, l'Égypte tout entière était domaine royal, peuplé de serfs travaillant pour le roi et vivant de la part qu'il veut bien leur abandonner sur son revenu ².

Les Lagides se gardèrent bien de laisser réviser, au nom d'un régime nouveau, une théorie si commode ³. Ils prirent

1. Ils ont appliqué son inventé, un principe que Xénophon considère presque comme une loi naturelle νόμος γάρ ἐν παντί ἀνθρώποις εἰδικός ἐστιν, ὅταν πολέμωσιν πολλὰ ἐλθῇ, τῶν ἐλόντων ἵνα καὶ τὰ σωματὰ τῶν ἐν τῇ πόλει καὶ τὰ γένηται (Xenoph., *Cyrop.*, VII, 5, 13).

2. C'est à l'Égypte et à la Perse, bien connues de son temps, que pense Euripide quand il fait dire à Hélène : τὰ βαρβάρων τὰς θεῶν πάντα κλέη ἑνός (Helen., v, 276).

3. Lombroso (*Rech.* pp. 16 sqq.) proteste énergiquement contre cette thèse. Il affirme, avec raison d'ailleurs, que les Lagides n'ont pas supprimé la propriété privée. Sans doute mais ils n'ont pas davantage réformé la théorie préexistante, constituée d'après Revillout (*Précis* p. 28, sous la III^e dynastie). On peut même dire que les idées grecques s'en accommodaient assez bien. Non seulement le système des *ἐλθροι*, qui réservait à l'État la propriété théorique, fonctionnait à Sparte ; mais les Grecs, philosophes et historiens, ont toujours cru que la propriété privée avait été constituée à l'origine par

même soin de la formuler en termes exprès et de lui insufler une autorité rajournée par un pacte conclu soi-disant entre les dieux de l'Égypte et le fondateur de la dynastie. Une inscription hiéroglyphique gravée sur les murs du temple d'Edfou raconte comment livraison officielle fut faite à Horus, c'est-à-dire à l'Horus vivant Ptolémée, des terres cultivées de toute l'Égypte, d'Éléphantine à la mer de Boute, avec titres de propriété en bonne forme, inventaire descriptif, actes d'établissement, rédigés par le « greffier divin » Thot, qui est représenté tenant en main un rouleau de papyrus. En bon notaire, Thot « eut soin de faire enregistrer les titres au cadastre ¹. On voit que, si la construction du temple et la dotation du sacerdoce furent pour le Trésor royal une grosse dépense, les prêtres ne furent pas ingrats.

Mais la pratique n'appliqua jamais à la lettre les théories absolues ². En fait, il y avait un domaine royal (γῆ, βασιλική) proprement dit ³, cultivé par des βασιλικὸν γῶργον, des « biens divins » (soutir *hotpou*) ou « terre sacrée » (ἐπὶ γῆ, appartenant au clergé, et, à côté de ces deux catégories soustraites aux mutations, des tenures ou possessions particulières qui, sans avoir l'assiette fixe et les garanties de la propriété au sens

RÉSUMÉ. Lors de la fondation d'une colonie, l'œciste distribuant les terres. De là l'idée que la propriété fût éternelle et eût la même origine dans toutes les cités. À plus forte raison les Grecs n'étaient-ils point choqués de voir cette théorie appliquée en Égypte. Hérodote (II, 109) est persuadé que la sol de l'Égypte avait été aliénée par Sésostris en parts égales, contre une redevance annuelle. Les Romains ont été seuls à concevoir la propriété privée comme antérieure et supérieure à l'État, et l'imposant foncier comme une marque de servitude. Cf. P. Guiraud, *La propriété en Grèce*, Paris, 1893. Nous attendons du savant auteur une étude parallèle sur la propriété à Rome.

1. À la suite de *Die Schenkungs-Urkunde von Edfu*, texte publié, traduit et commenté par H. Brugsch, *Thesaurus*, pp. 331-337. Cf. Al. Marek, *Royaume pharaonique*, p. 43.

2. L'ancienne féodalité aussi « reconnaissait sans difficulté la fiction d'après laquelle » Pharaon se proclamait le maître absolu du sol et ne conférait à ses sujets que l'usufruit de leurs fiefs, mais, le prince achéménide, chacun des barons se proclamant souverain dans son domaine et y exerçant en petit la plénitude du pouvoir royal » (Maspéro, *ibid.*, *op. cit.*, I, p. 206).

3. Le domaine royal est assez souvent appelé γῆ βασιλική, expression qui signifie aussi dans un sens un peu plus restreint le fisc ou Trésor royal.

juridique du mot, n'en étaient pas moins transmissibles par hérédité et par aliénation. Cette division tripartite passait pour avoir été instituée par le grand Sésostris, type légendaire et idéalisé du roi législateur. Elle fut maintenue par les Lagides et les Romains, et j'entends dire qu'elle subsiste encore de nos jours. Seulement le domaine royal, dont la terre sacrée était censée faire partie, envahissait encore par ses monopoles la part laissée au droit commun, et la majeure partie — pour ne pas dire la totalité — des possessions particulières dont s'occupent nos documents étaient des terres prélevées sur le domaine royal et concédées, à titre de lots (κληροι-γῆ κληρουχική), à des tenanciers ou colons (κληρουχοί-εἰσπαινοί), généralement des vétérans, qui ne peuvent ni aliéner cette dotation, ni la transmettre à leurs descendants qu'à des conditions spéciales, exclusives du droit de propriété¹. L'obsession de l'omnipotence royale, amenant partout l'ingérence de ses représentants, reparait ainsi jusque dans le détail de la pratique et tend à effacer les lignes de démarcation par lesquelles on voudrait séparer des idées perpétuellement confondues. Il vaut mieux dire une fois pour toutes, au lieu de le répéter constamment, que les règles suivies pour l'exploitation du domaine royal et de ses monopoles, — estimation des surfaces et des produits d'après la qualité des terres, surveillance des assolements, comptes et décomptes de fournitures, etc., — s'appliquaient sans doute aussi bien aux possessions et industries particulières, toutes soumises à l'impôt et aux investigations, déclarations, sujétions de toute sorte que suppose l'impôt prélevé sur le revenu. Il n'y a pas de différence sensible dans la condition de ceux qui cultivent les terres du roi ou travaillent dans ses ateliers, et de ceux qui, sans être au service du roi, doivent rendre compte au fisc du produit de leur labeur.

1. A Kerkéouris (Γκάρου) en l'an LII d'Évergète II (119 8 a. C.), plus de la moitié du terroir appartenait au roi, un tiers aux clercs, un treizième seulement au clergé, le reste en jardins, pâture ou jachère (ci-après, p. 229).

§ 1

LE DOMAINE ROYAL.

Nous n'avons pas à rechercher comment s'est formé le domaine royal sous les Pharaons, aux dépens sans doute de la féodalité disparue, et comment se reparaient les brèches qu'y faisaient de temps à autre les libéralités royales. On sait vaguement qu'il pouvait s'élargir tantôt par des reprises sur les biens du clergé, tantôt par des confiscations ordonnées à titre de pénalité, et peut-être aussi — quoique le fait ne soit certain que pour l'époque romaine — par la dévolution des successions en déshérence ¹. Sous les Lagides, le dessèchement du lac Mœris ajouta un large appoint aux terres domaniales ².

L'exploitation du domaine royal par les βασιλικοὶ γεωργοὶ était minutieusement réglementée d'après des habitudes qui dataient du temps des Pharaons ³. Les cultivateurs royaux

1. Lumbroso (pp. 234-240) cite des exemples de confiscations ordonnées contre les rebelles du temps de Philopator et rapportées en partie par Épiphanes (μετελλέθωνας μίαν αὐτὴν τὴν ἑξέσιν ἀνέστην. *Inscr. Raschid.*, lig. 20), et les spoliations décrites par Évergète II (Diod., XXXIII, 6 a), par Ptolémée Aulète (Dio Cass., XXXIX, 58) et par la grande Cléopâtre (Ll, t. Joseph., *C. Apion.*, II, 8). Ces confiscations achevaient de ruiner ce qui pouvait rester encore de l'ancienne aristocratie égyptienne. Nous ne savons pas s'il y avait sous les Ptolémées un fonctionnaire chargé, comme l'éλεγκτὴς de l'époque romaine, τῶν ἀδικημάτων καὶ τῶν εἰς βασιλεὺς πίμπαν ὑπερλεόντων (Strab., XVII, p. 77), mais la caducité des αἰγύπτου εἰς τὴν ποιοῦσαν ἀεὶ τὴν ἀμελείαν tenant amplement lieu des lois julennes sur les *bona vacantia* et *caduca*. Sur l'éλεγκτὴς ptolémaïque, voy. ci-après, ch. xxvi.

2. Sur le dessèchement progressif et les courbes de niveau, voy., après Bohm (pp. 15-22 et Baedeker-Eisenlohr, *Ober-Aegypten*, (1891), pp. 5-17, P. Grenfell, in *Papyrus Towns*, *Introd.*, pp. 1-17.

3. G. Lumbroso, *Recherches*, ch. v, p. 29-100. Je renvoie pour les détails et la presque totalité des références aux commentaires publiés par P. Grenfell, S. Hunt et G. Smyly, dans les *Tebianus Papyri* (I, London, (1922) qui ont fourni une masse énorme de relevés agronomiques, dressés pour la plupart dans le Bureau du νομαρχογεωμετρίου de Kerkassourie, localité du nome Arsinoïte (Fayoum entre 114 et 115 a. C. (*The Limestone*, no. 64-80). Le n. 64 a et b

n'étaient pas précisément des serfs. Ils n'étaient pas attachés à la glèbe, et leur condition, ni héréditaire ni inférieure à celle des autres Égyptiens, était celle de tous les hommes libres; si bien que de petits propriétaires ou même des membres du clergé ne croyaient pas déchoir en se faisant par surcroît cultivateurs royaux, c'est-à-dire en affermant des terres domaniales. Cependant, la terre royale devait être cultivée, et les paysans n'étaient pas tout à fait libres de refuser leurs bras au service du roi. Le prix des loyers n'était pas non plus librement débattu¹, et ni la nature ni le roulement des cultures n'était laissé au choix des cultivateurs. Les intendants classaient les diverses espèces de cultures de façon à maintenir la proportion voulue entre les produits. Environ les deux tiers du sol étaient semés en blé (κυρίς) et orge (κριθή), auxquels s'ajoutaient, pour compléter la catégorie des céréales (σιτάς), le dourah ou sorgho (ἰλῦρα) et les lentilles (ῥαποί). Le reste du terrain était laissé aux petites cultures (ἰλυσσιπλή γῆνα), comme fenugrec (τῆλυ), nigelle (μυλίνθιον), séverolles (ῥάσηλας), ail (σπύροδον), gesse (ἔρακος); aux prairies et pâturages artificiels (χέρπονομαί-χέρπον) ou naturels (νομαί), et aux jachères (γῆ ἀσπερος-γῆ ἐν ἀναπαύματι), qui laissaient reposer le sol en moyenne un an sur trois².

comprend à lui seul 631 lignes de texte. C'est le plus ample document ptoémaïque qui ait été découvert après le célèbre « papyrus des Revenus », qui compte 167 colonnes de texte, dont 72 en état relativement satisfaisant. Les éditeurs ont condensé les résultats acquis dans *Appendix I, titulus The Land of Kerkirasu and its holders* (pp. 538-580), une étude dont je me reconnais largement tributaire. Toutes les questions traitées ici à la fin du volume relèvent de l'administration financière, et je puis encore, au dernier moment, utiliser le livre tout récent de Henry Maspero *Les finances de l'Égypte sous des Lagides*, Paris, 1905), le premier travail d'ensemble, sobre et précis, sur la matière. Cf. *C.-R. de l'Acad. d. Insct.*, 20 oct. 1905.

1. Le système de l'adjudication au plus offrant (voy. ci-après, ch. xxvi) était appliqué aussi à la location des terres domaniales (cf. le *κατάμνηστος*, dans *Tell. Pap.*, n. 183), mais, les loyers étant fixés d'après la qualité des terres, la surenchère devait sans doute atteindre le prix fixé pour une classe supérieure à celle de la terre mise en adjudication (cf. H. Maspero, *op. cit.*, pp. 56-61). Sur la culture des terres domaniales par location forcée ou servée (d'après *Pap. Per.*, n. 14), voy. ci-après ch. xiv.

2. Voyez le tableau des cultures dans *Tell. Pap.*, p. 543. Sur une contenance

La surface des cultures était toujours estimée en aroures d'environ 2,756 mètres \square ², et le produit, quel qu'il fût, en artabes de blé, l'artabe de froment $\pi\alpha\rho\acute{\epsilon}$ étant pris comme unité de valeur ¹. Les Lagides avaient conservé le système du recouvrement en nature, seul usité sous les Pharaons au temps où la monnaie était inconnue en Égypte, mais en le simplifiant, c'est à dire en substituant l'artabe de blé à toutes les autres espèces de produits et se réservant la faculté de substituer à l'artabe de blé sa valeur en monnaie ². Les administrateurs disposaient évidemment de barèmes fixant la valeur relative des divers produits par rapport à celle du blé, qui devenait ainsi le régulateur universel ³.

Ils tenaient compte aussi de la qualité des terres, qui

moienne de 1,128 aroures, taxées à 4,614 artabes, le froment occupé à lui seul 630 aroures et fournît 2,363 artabes les lentilles, à 292 aroures, 920 artabes, l'orge, à 143 aroures, 613 artabes, la gesse, à 84 aroures, 261 artabes, etc. Cf. *Le Livre des Morts*, *Pap. Petrie* (I, n. 1 III, n. 71, prêt sans culture ⁴.

1. L'épousa (un mot d'origine perse?) est un peu plus grande que le jugerum romain (25 à mètres \square) et qu'un quart d'hectare. C'était, d'après Hérodote (II, 168), un carré de 100 coudées égyptiennes de côté (*ισαρία περὶ τὸν Ἀντικύριον*). Sur la contenance de l'ancienne aroure, réduite à 2,623 m \square à l'époque romaine, voy. Fr. Kuntze, *Metrologie*, 2^e éd., pp. 356, 621 seq.

2. L'ancienne artabe ($\pi\rho\tau\acute{\alpha}\nu$ du perse *artab*), quart du cube de la coudée ($\pi\epsilon\tau\acute{\alpha}\nu$), avait une contenance de 36 lit. 43. L'artabe ptolémaïque officielle, pour égaler 36 chéneques ($\chi\epsilon\pi\iota\sigma\iota\kappa\epsilon$) antiques, fut haussée à 39 lit. 30, et l'artabe de l'époque romaine haussée à 39 lit. 3 pour correspondre à 3 1/3 modii (Kuntze, *Metrol.*, pp. 623-625, *Weid. u. Aeg. Monolog* in *Archiv f. Pap.*, II, pp. 97-99, 275-290, 321-328, III, pp. 625-642). L'étude des papyrus et ostraca a montré qu'il y avait en Égypte au moins une douzaine d'artabes de contenance diverse, allant de 24 à 48 ou même 62 chéneques voy. Grenet-Lisot, in *Tell. Pap.*, I, pp. 43-46, 212-223. H. Maspero, *op. cit.*, p. 26, ce qui prouve aux conclusions et malversations. Le lex. a pu permettre l'usage des mesures locales, à la condition de les convertir ensuite en mesures officielles.

3. Sur la relation des volailles en canards, l'oe crandier valant 1 canard, l'oe commune (*terpon*) 4 canards, la grue 2 canards, etc. à l'époque pharaonique, voy. Maspero, *Journ. des Savants*, 1897, pp. 219-220.

4. La valeur du blé était généralement à celle de l'orge comme 3 : 2 ; à celle de l'élusine comme 5 : 2. Les lentilles avaient même valeur que le blé (*Tell. Pap.*, p. 364). Les estimations sont toujours faites au volume, non au poids. L'estimation en argent (*ἀνδραμία*) offre les écarts tels qu'il est à peu près impossible de déterminer la valeur réelle ou puissance d'achat de la monnaie (voy. ci-après). Sur la tendance croissante à substituer l'adramatie à la perception en nature, voy. W. Iken, *Ostraka*, I, pp. 465-481.

n'étaient pas toutes taxées de même et louées aux mêmes conditions. D'exception faite des terres non cultivables en l'état, comme terre sèche *γῆ ἄβυστος* 'ou salée *ἀλμυρὰ ἰσχυρὰ* ¹, ou provisoirement sans culture (*ἀνωστος*), catégorie qui était mise en décompte ou « sous-ordre » (*ἐν ὑποτάξει*) ² la terre arable (*εὐκαταγε*) pouvait être de plein rapport au taux normal, constituant la partie fixe et « cotée » séparément « ἐκτιμώμενη » des revenus du Domaine; ou bien, par suite de circonstances variées, la rente exigée des cultivateurs était susceptible soit de réduction (*ἐν ὑποτάξει*, soit d'augmentation (*ἐν ἐπιτάξει*; *ἀποκρίσιμα*, ³ Le motif ordi-

1 La *γῆ ἄβυστος* (*abu*), par opposition à la *γῆ εὐκαταγε* ou *εὐκαταγε*, est celle qui dépasse en tout temps le niveau de l'inondation et ne peut être arrosée que par des moyens artificiels. À défaut de machines appartenant au propriétaire, il y avait des entrepreneurs d'irrigation, percevant une taxe pour l'eau *ἀνέκτα* de telle année. Revillout *Précis*, pp. 1280-2, 1284 cite une quittance de cette espèce et des bans où est spécifiée l'obligation d'irriguer. Cf. étude assez sommaire de M. Magnien *Quelques recrus d'impôts agricoles décrits en langue démotique au temps des Lagides et des Romains*. Paris, 1902.

2 Location de « terrain marais (*καρ*) » pour 1/10 de la récolte, dans Ros. 1 tout (*Précis*, p. 1273).

3 La terre *ἐν ὑποτάξει* était *ἀποκρίσιμα* *πρόσθετος*, si elle était absolument incultivable par nature (*ἀνωστος*) ou par autre destination (roules, canaux et digues), *ἐν πρόσθετος*, si elle avait été et pouvait être encore cultivée, auquel cas elle était sinon louée actuellement, du moins taxée d'une rente théorique et maintenue au tableau des terres de rapport. Au cas où la terre, quoique irriguée *πρόσθετος* n'était restée semée par la faute du cultivateur le fisc exige la rente sans déduction (*ἀντολογον*).

4. À consulter pour les trop nombreuses références, l'Appendix I des *Tell Papyri*. La classification en six catégories proposée par Grenfell pourrait être simplifiée par élimination de deux rubriques. La 2^e catégorie (*ἐκτιμώμενη* « *ἐκτος ἀποτίμων*), ou terre arable distraite du domaine moyennant le fermage d'un an une fois payé (?), se vise qu'un mode d'investiture des *αἰῶνα*, et devrait figurer comme produit de l'augmentation de parcelles du Domaine. La 3^e (*ἀντιμωμενὴ πρόσθετος*) ou revenu à destination spéciale, probablement affecté comme apanage aux princes royaux, n'intéresse que l'emploi des fonds, et non la condition des fermiers. Les expressions *ἐν ὑποτάξει*, *ἀπολογισμαὶ πρόσθετος*, *ἐκτετακτος*, supposent un taux normal, au-dessus et au-dessous duquel oscillent les exigences du propriétaire. Il semble que l'élaboration estimait d'abord tous les loyers à plein tarif et pratiquait ensuite sur ce revenu hypothétique les décharges et surcharges reconnues opportunes (voy. ci-après, p. 127, 2). De même, elle maintenait au tableau, sous la rubrique *ἐν ὑποτάξει*, des terres domaniales cédées ou aliénées à terme, sans doute en vue de reprises ultérieures.

naire de réduction était l'insuffisance de la crue du Nil, cas de force majeure facile à prévoir et parfois prévu dans les contrats de location ¹.

Les termes techniques concernant les variations du loyer des terres domaniales abondent dans les rapports du comogrammate de Kerkéosiris sous le règne d'Évergète II. Un passage du rapport de l'année 148/7 a. Chr. nous fournit des exemples avec motifs à l'appui ². En l'an XXX (141/0 a. C.), un lot de 231 aroures, cultivé jusque là par l'hipparque Proclès, fut réaffecté à d'autres cultivateurs, à un taux plus élevé et avec obligation pour eux de rembourser les avances de semences qu'ils croyaient probablement avoir reçues à titre gratuit. Aussi, l'année suivante, ceux-ci quittèrent la place et allèrent chercher fortune ailleurs, si bien que la terre resta en friche. Ce que voyant, l'épimélète Ptolémée se hâta de traiter avec d'autres cultivateurs, en les dispensant de la surimposition et leur fournissant gratuitement la semence. Mais ces marchandages avaient fait perdre du temps. Les semailles ayant été faites trop tard et les cultivateurs d'un village voisin ayant retenu l'eau d'irrigation, la récolte s'annonça si mal que les paysans renoncèrent à couper ce blé encore vert et adressèrent une pétition au stratège. Le stratège et surintendant des revenus (ἐπὶ τῶν προσόδων Pharnias vint lui-même sur les lieux, fit faire la moisson quand même et constata alors qu'un dégrèvement était nécessaire. Seulement, il parvint à combler le déficit en prenant sur des cautionnements dont le comogrammate n'indique pas la provenance, de façon que le Trésor eut son compte ³. Le susdit lot de terre resta ainsi en dégrèvement (ἐν συγκατα) jus-

1. Cf. Revillout, *Papyrus*, p. 4261.

2. *Tell. Pap.*, n. 61 b, ll. 351-379.

3. Pharnias réussit à τὰ ἀπολ. κτηνὰ ἀπὸ τῆς κατασκευῆς ἀξάντ[η] μὲν[η]ς συγκατα[187,2], d'après les restitutions des hiéroglyphes. Il y eut toutefois de la peine, ce qui prouve qu'il ne put pas dans une réserve avant de supposer que cette réserve pouvait être constituée par le σιγαλόν, comme dans *Tell. Pap.*, n. 83, l. 91, ce don soi-disant volontaire étant considéré comme une garantie σιγαλόν, en cas de déficit.

qu'en l'an XLVII (124/3 a. C.) et ne fut loué avec augmentation (ἐν ἐπιπλέοντι) que l'année suivante.

Le revenu fiscal ou loyer de la terre variait aussi suivant l'espèce de culture. Le taux normal, fixé une fois pour toutes, allait de 2 à 3 artabes par aroure. Il pouvait monter, et même atteindre 10 artabes pour des terres frappées exceptionnellement d'augmentation (ἐν ἐπιπλέοντι), mais ces hautes taxes au-dessus de 3 artabes ne paraissent pas avoir été maintenues d'une année à l'autre. La rente la plus ordinaire du Domaine, à la fin de l'époque ptolémaïque et sous l'Empire romain, était de 4 artabes 11/12 par aroure¹. La fixité théorique des fermages n'empêchant pas les agents du fisc de proportionner chaque année leurs exigences au rendement présumé (ἐξ ἡμιστάς) ou constant de la terre, en tenant compte des assolements de l'année précédente². Dans la même exploitation et pour la même espèce de culture, les terres ne sont pas toutes taxées au même prix. Le bilan d'une ferme de 17 aroures montre que, en l'an 116/5 a. C., 13 aroures ont été semées en blé, 2 en lentilles et 2 en fougrec. Sur les 13 aroures emblavées, 8 étaient des ἀντιπαραστάς, c'est-à-dire des terres qui s'étaient reposées l'année précédente ou n'avaient produit que des fèves. Celles-ci sont taxées à 68 artabes, soit 8 1/2 artabes par aroure; tandis que les autres, semées sur chaume (πικαλίματα), c'est-à-dire sur une précédente récolte de céréales, ne sont taxées qu'à

1 Grenfell, in *Tebt. Pap.*, p. 561. Voy. le tableau par espèces de cultures à Kerkirasia, avec contenances en aroures et montant des fermages en artabes, pour cinq années différentes, entre 121 et 111 a. C. (p. 562, ci-dessus, p. 183, 2).

2. Si je comprends bien la comptabilité débrouillée avec une patience méritée par les éditeurs, le comogrammate faisait d'abord, au commencement de l'année, une estimation ou jurer ἐξ ἡμιστάς, aussi conforme que possible aux exigences du barème fixe (ἐξ ὁμοστάς); plus tard, au moment de la récolte, il évaluait le γένος ἐκ τῶν σταβῶν, assiette réelle de l'impôt (*Tebt. Pap.*, n. 47). D'après Hérodote II, 109, le fisc avait toujours tenu compte des réclamations justifiées. Cf. Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 110. Dans son édit 68 p. C.), le préfet Tl. Julius Alexandre promet aussi que τὰ πρὸς τῷ δημοσίῳ θύματα ἔσονται πάντοτε ἐκ τῶν ἀποδοτῶν καὶ τῶν ἐπιπλέοντων γίνεσθαι, 49a7, ll. 55-58.

25 artabes, soit 5 artabes par aroure ¹. Les pâturages (*voiaz*) dont le produit ne variait guère, étaient régulièrement taxés à une artabe de blé par aroure. La rente pouvait être abaissée jusqu'à 1,4 d'artabe par aroure pour les terrains pauvres ou récemment conquis sur la lande, incapables de produire autre chose que des herbages ou « verdars » (*λάρσι*), et encore, à condition de les ensemençer tous les ans (*χρόστοι-χρόστοι νομάων*) ².

Le Domaine royal, à la fois producteur et commerçant, avait surtout besoin de blé qui s'exportait par quantités énormes dans le bassin de la Méditerranée. Une bonne partie des approvisionnements servait à l'alimentation de l'armée active et des équipages de la flotte ou à des traitements en nature alloués aux fonctionnaires. Aussi les fermages étaient-ils tous, comme nous l'avons dit, exprimés en artabes de blé, et le fisc n'acceptait d'autre denrée qu'à titre de concession, dont il avait reconnu le nécessaire, mais dont

1. La cote, le ne pouvait, avec variations d'arrosements et de taxes, durant les années. *Yekt. Pap.*, n. 117, pp. 481-483. Lionfelli fait observer que ce sont là des taxes exceptionnelles, et que la ferme au fisc n'était peut-être pas du tout le domaine royal. La part du propriétaire est les 25 artabes ou plus de 37 hectolitres de blé — presque la moitié de la récolte — sur une surface de 420 hectares. En France, le rendement d'un hectare en blé est, en moyenne, de 16 hectolitres pesant 55 kilos, soit 1313 quintaux métriques, au prix moyen de 26 francs le quintal. On l'estime à 22 hectolitres en Égypte (cf. Lumbroso, p. 293). Sur les autres récoltes, le fermage est prélevé en nature, à raison de 5 artabes par aroure, sans être évalué en artabes de blé.

2. Il n'est pas rigoureux de valuer mathématiquement la moyenne des fermages, mais on a des raisons de penser qu'elle équivalait à peu près au dixième du produit brut pour les cultures libres et à 5, 10 ou moitié environ pour le Domaine royal. Mommsen (*R. G.*, VI, p. 573, 1) est tenté de majorer ces fractions, au moins pour l'époque romaine : alors, d'Ullrich, « die Domainallrenten kaum nicht unter der Hälfte betragen haben ». Les tarifs édictés pour les grands domaines impériaux de l'Afrique étaient plus modérés. L'inscription d'Ilfenrich Meiliich, transmise sur le papyrus de la *Lex Monacensis*, exige des colons le 1/3 de la récolte pour le blé, l'orge, le vin, l'huile, le 1/4 pour les fèves, et un sester de miel par ruche. Si l'on veut apprécier par comparaison les charges du fellah égyptien, il est bon de rappeler que le paysan français, avant la Révolution, payait à ses trois censeurs, l'Etat, le clergé et la noblesse, de 40 à 100 0/0 de son modeste revenu. Cf. H. Taine, *Les Origines de la France contemporaine*. — L. Ancien Régime liv. v, ch. 1-2. M. Marion, *État des classes rurales au XVIII^e siècle dans la généralité de Bordeaux*, Paris, 1902.

il avait aussi fixé la limite. Toutes les terres embayées payaient naturellement la rente en blé, les terres à orge et à lentilles dont la rente ne dépassait pas la valeur de 500 artabes de blé étaient autorisées à fournir en orge et en lentilles l'équivalent des artabes de blé stipulés dans la location. Au-dessus de ce maximum, la rente de l'excédent devait être acquittée en blé. Pour les fourrages verts (καλήνικη), notamment la gesse (ῥαβδόχοι), culture qui ne couvrait jamais de grandes surfaces, le maximum était abaissé à 395,12 artabes, chiffre au-dessous duquel la rente devait être acquittée en monnaie de cuivre, et en blé au-dessus¹. Pour les petites cultures, la règle du paiement en blé paraît avoir été appliquée sans exception.

Ce système devait amener dans les greniers royaux la presque totalité du blé produit par le sol égyptien¹, et l'on

1. P. Grenfell, in *Tell*, *Pap.* pp. 565-566. Ces règles sont fondées principalement sur le rapport de Menches, comogramme de Kerkeourou, daté de 118/1 a. G., rapport bourré de chiffres et d'une arithmétique peu sûre (*Tell Pap.*, n. 87). Le maximum, en ce qui concerne les pailles et fourrages, est de 395 12 artabes, autrement dit, à la mode du pays, $3 \times 12 = 36$ *yalmo* 29-3 (*ib.* 3), *yalmo* 200 sans etc. $\times 20 = 4000$ 12 *ly* 44 10, *yalmo* 40 $\times 10$, 40 2 *ly* 66 66, — chiffre rep. b. nn. 61 a, n. 212, 67, l. 10, 10 10 66 78 61; 10 11 48 55, 72 l. 304. La somme de monnaie exigée devait être calculée d'après le prix courant de l'artabe de blé. Cette opération était une opération qui prêtait singulièrement à l'arbitraire, aux larcins comme aux extorsions. Les prix de l'artabe de blé mentionnés dans les papyrus varient de 250 à 2,000 drachmes de cuivre, sans qu'on puisse vérifier quelle part revient dans ces écarta formidables aux cours réels ou à l'inflation des monnaies qui changeait la proportion de la valeur du cuivre à celle de l'argent. Cf. Lambroso, *Rech.*, ch. 1, *Des prix enregistrés dans les papyrus*, pp. 1-2. P. Grenfell, *op. cit.*, p. 584. Pauline Sauer, *Das vord. u. Egypten seit rta totemen* (Rev. di Storia antica, VI, 1, 1901), pp. 9-37. H. Maspero, *op. cit.*, pp. 21-24. On sait qu'à partir de Théséus on eut pour parer aux incalculables produits par l'inflation des monnaies, l'administration égyptienne du Bas-Empire, calquée sur celle de l'Égypte, percuta les terres et les traitements en nature (*nomos = nomos*), et que l'abaissement des taxes donna lieu à des abus contre lesquels les édits impériaux furent impuissants.

2. Hérode est persuadé que le paysan égyptien vit de douleur par goût et qu'il consommerait, « au lieu d'une grande honte *εὐχότο*, *παύρο* de consommer du froment et de l'orge II, 36. » Le premier mot que le collecteur de l'époque pharaonique avait la honte fait. « Γα, le blé » La parole était ensuite au bled. (Maspero, *Stud. égypt.*, 1 p. 331)

comprend que le paysan ait dû le plus souvent demander à l'administration le grain nécessaire pour les semailles. Ce grain lui était fourni à titre d'avance, récupérée sur la récolte et s'ajoutant ainsi à sa dette.

Le roi disposait à son gré du domaine royal : du capital, qu'il pouvait aliéner par des donations, et des revenus, dont il attribuait des parts arbitraires aux divers articles de son budget des dépenses. En dehors d'un impôt spécial dont nous aurons à parler plus loin, l'*ἀπόδοσις* affectée aux frais du culte de la déesse Philadelphie, et de quelques taxes levées sous prétexte de suffire à certains besoins, il n'y a pas trace, dans l'administration des finances égyptiennes, de corrélation prévue entre les espèces de revenus et les espèces de dépenses. Par exemple, il n'est dit nulle part que les dépenses de la cour fussent défrayées par les revenus du Domaine, ou qu'il y eût — avant une époque que nous aurons à déterminer ¹ — une distinction entre le Trésor et la cassette royale, distinction que les monarques absolus ont toujours voulu ignorer.

Cependant, des textes récemment découverts donnent à penser que, si le roi n'avait pas de liste civile, il avait jugé à propos de constituer des apanages aux princes de sa famille. Telle serait, d'après l'exégèse de Grenfell et Hunt, la catégorie des revenus classée sous la rubrique *αρχιεπισκοπικὴν ἀπόδοσιν* dans les papyrus de Tebtynis ². On savait déjà que, sous le régime pharaonique, le revenu des pêcheries du lac Moëris était alloué à la reine pour sa toilette. On peut supposer que Philadelphie avait largement doté princes, princesses et courtisanes, et que les villes appelées Arsinoé et Bérénice, ou quelques-unes d'entre elles, étaient attribuées aux princesses éponymes. Il est à croire aussi que la première Cléopâtre avait une part déterminée sur les revenus de sa fameuse dot. Le système que nous font entrevoir les

¹ Sur l'époque à laquelle pharaonique, voir ci-après, ch. XXVI.

² Voy. *Tebt. Pap.*, Append. I, § 7, pp. 569-570.

textes nouveaux aurait été, dans l'hypothèse, quelque peu différent. Il s'agit de parcelles disséminées, cataloguées sous la rubrique précitée par les agents du Trésor, terres dont le revenu est perçu par eux, sous le contrôle d'administrateurs spéciaux appelés *προστέται*, et « mis à part » pour une affectation spéciale. Cette affectation paraît indiquée par un document datant du règne d'Épiphanes, où figurent, à la suite d'un inventaire de terres sacrées, un certain nombre d'aroures données comme *τῆς ἐν προσόδῳ τῶν τέκνων τοῦ βασιλέως* ¹. Des découvertes futures nous apprendront peut-être si cette conjecture se vérifie, si ces apanages étaient transitoires ou viagers, et s'il s'est formé ainsi un patrimoine particulier de la famille royale distinct du Domaine proprement dit et converti plus tard en *ἰδίας λόγος* ².

§ II

LES BIENS DU CLERGÉ (*ἐπὶ γῆ - neier hotep*) ³.

En vertu de sa divinité et de son sacerdoce universel, le roi était le légitime propriétaire, ou, si l'on veut, le seul gérant des propriétés divines. Celles-ci appartenaient aux dieux, dont le roi était l'unique représentant sur terre, mais

¹ *Pap. Petr.*, III, n. 97, lig. 10. L'expression τὰ τέκνα τοῦ βασιλέως, que nous avons rencontrée à propos d'un roi qui n'avait pas encore d'enfants (ci-dessus, t. II, p. 124, 2.), devait être une formule de style s'appliquant à toute la famille royale, sauf le roi et la reine.

² Le patrimoine de César étant appelé *ἰδίας λόγος* en Égypte, H. Maspero (*op. cit.*, pp. 24-28) conjecture que l'expression γῆ ἰδιόκτητος ne signifie pas « propriété privée », mais est synonyme de γῆ ἐν προσόδῳ ou καχυρυσμένη πρόσοδος. Le postulat délibérément accepté est qu'il n'y a pas de propriété privée en Égypte, et que les individus dits *ἰδιοκτήμονες* (*Tebt. Pap.*, n. 124, 38) sont simplement des tenanciers non cléricaux. Le texte invoqué par H. Maspero est : ἐν ἰδιόκτητον καὶ ἐν ἐπὶ καὶ ἐν κληρουχίᾳ καὶ τῇ ἄλλῃ τῇ ἐν ἀπείᾳ. (*Tebt. Pap.*, n. 3, lig. 111). Mutilé de la sorte, il est insuffisant comme preuve, et on ne voit même pas que ἐν ἀπείᾳ se rapporte nécessairement à toute l'énumération. Cf. ci-après, p. 231, 1.

³ Voy., dans le récent ouvrage de W. Otto, *Priester und Tempel in Ägypten*, I Bd. (1905), le ch. IV : *Beute und Einnahmen der Tempel* (pp. 138-165).

Ptolémée Soter, pour se concilier le clergé indigène confirmait les donations du roi khabbash¹. Nous ne saurions dire si le premier Lagide, une fois qu'il se sentit bien le maître, se montra toujours aussi complaisant. On voit bien qu'il se garda de mécontenter le clergé, mais il n'est pas probable qu'il ait travaillé à l'enrichir². La politique des Lagides à l'égard du clergé national commence à se dessiner à partir du règne de Philadelphie.

Elle fut d'abord un mélange de respect extérieur et de dédain, onctueuse et agressive. Pendant que Philadelphie, au lendemain de la mort de sa sœur Arsinoé, portait ses hommages aux temples et y introduisait, à titre de fondation perpétuelle, le culte de la Philadelphie, ses bureaux préparaient une sorte de petit coup d'État financier, qui devait procurer des ressources, perpétuelles aussi, au nouveau culte, et non seulement dépouiller le clergé d'une partie de ses revenus, mais mettre l'administration des temples sous le contrôle des intendants royaux. Six ans après la mort d'Arsinoé, en l'an XXI de son règne (265/4 a. C.), Philadelphie revend qua pour le Trésor la perception d'un impôt

¹ Cf. ci-dessus, tome I, pp. 145-148 (Stèle du Satrape).

² W. Otto (op. cit., I, pp. 262-278, essaye de calculer la surface des biens-fonds constituant la dotation des temples égyptiens sous les Lagides. Il arrive au chiffre de 12.700 aroures (environ 39 kil. carrés, de terre arable pour le T. d'Horus à Apollinopolis Magna (Edfo), l'œuvre de prédilection des Lagides, au sortir du règne d'Évergète II; et plus tard, d'après l'inventaire dressé par les prêtres eux-mêmes, à 18.336 aroures (plus de 50 kil. carrés), réparties dans les nomes circonvoisins. Les autres divinités de la Haute-Égypte, notamment la déesse de Pathyris, Hathor, le Cnénoum de Latopollis (Esneh) et celui d'Éléphantine (Assouan No. 15), étaient aussi, quoique moins richement, apauvries, si bien qu'on peut évaluer, ensemble, pour une douzaine de lieux et divers animaux sacrés, à près de 59 kil. carrés. Une bonne part de ce domaine avait été, je suppose, enlevée au sacerdoce d'Amon à Thèbes, qui exprimait ainsi son opposition constante à la dynastie. L'hois de Philae, favorite des Lagides et des rois nubiens depuis le temps de Philadelphie, possédait la Décraschmoua, de Syène à Tacommo, c'est-à-dire environ 1.000 aroures. On connaît par la stèle précitée de 311 a. C. les restitutions faites par Ptolémée Soter aux divinités de Bouto dans la Basse-Égypte, et l'on sait que la dotation de la Péninsule pharaonique aux prêtres à Bouhastos en Fayoum représentait 2.270 aroures (Otto p. 276, 2).

levé jusque là par le clergé sur les cultures de luxe, qui devaient à cette époque se développer tout particulièrement dans la nouvelle colonie de Fayoum. Il décida qu'un prélèvement (ἀπόδοσις) de 1/6 (ἕκτα) serait fait sur le produit des vignobles (ἀμπέλωνες-γῆ ἀμπέλους) et jardins ou vergers (παρθεύαιοι), et que le montant de cette taxe, perçue par les agents du Trésor, serait par eux affectée au culte de la Philadelphie, la taxe sur les jardins étant payée en argent pour les sacrifices. Le vin fourni en nature pour les libations. Le prélèvement devait être fait à partir de l'an XXII (261-3 a. C.)¹. Mais en même temps, il cherchait à persuader aux prêtres qu'ils ne perdraient rien au nouveau régime. Il inaugura le système des subventions (παραχρη) et se montra généreux envers les temples dans lesquels il introduisant le culte de sa sœur. Au cours des années précédentes, il avait alloué au clergé une somme de 150,000 deben (environ 625 tal. d'argent), sur laquelle le T. de Pithom reçut pour sa part 950 deben, à prélever sur la capitation et l'impôt des maisons. Au moment où il mettait la main sur l'ἀπόδοσις, il faisait don aux temples de 750,000 deben (3,135 tal. d'argent), et les prêtres, charmés de pareilles largesses, pouvaient

1 Voy. Mahaffy et Grenfell, *Beseneh Laws*, pp. xix-xxvii. 32. 114-115, 119-121, 123 *Tebt. Pap.*, p. 37. Wilken, *Ostr.*, I, pp. 157-161. 615. W. Orl., *op. cit.*, pp. 340-357. Cf. ci-dessus, tome I, p. 234. Le Papyrus comprend des copies d'ordonnances (πρόσταγμα) et de prescriptions (προγράμματα) de dates diverses, échelonnées depuis le mois de Dios col. 37, et Daismon (col. 36) au XXIII, jusqu'en Leios au XXVII (col. 38 et 24, de Philadelphie, toutes relatives aux monopoles royaux. Les parties les plus récentes sont celles qui ont été « rectifiées » par le décret Apollonios. Bien que l'édit principal porte la date de l'an XXIII (263-2 a. C.) la disposition qui ordonne de faire le prélèvement à partir de l'an XXII (ἀπὸ τοῦ αἵτι), c'est-à-dire sur la récolte de l'an XXII (cf. *Pap. Leid.*, Q), fait supposer que l'ordre avait été déjà signé antérieurement, au plus tard avant la récolte ainsi taxée. Une application trop stricte (comme l'admet Grenfell, p. 115) se fût heurtée à des difficultés de toute sorte : ou les contribuables auraient payé deux fois, ou le Trésor aurait dû réclamer aux prêtres ce qu'ils avaient déjà perçu, soit en nature, soit, s'ils l'avaient consommé ou vendu, l'équivalent en argent. Il est donc probable que le Papyrus ne donne pas le πρόσταγμα initial, mais les règlements indiquant les moyens d'exécution, des délais qui purent être précisés après le premier prélèvement fait sur des données moins exactes.

croire qu'elles se répéteraient d'année en année, compensant et au-delà la perte d'un revenu qui, du reste, s'il n'était plus perçu par le clergé, ne cessait pas d'être affecté au culte.

Nous reviendrons plus tard sur le mode de perception de l'*ἀρόμπα*, minutieusement réglé par Philadelphie. Il suffit maintenant de signaler l'équivoque habile inaugurée par le nouveau régime. La culture de la vigne, ainsi que la plantation d'arbres fruitiers, étaient des exploitations de luxe, qui n'étaient pas à la portée des petits cultivateurs. Elles n'avaient pu être essayées avec succès que sur les domaines du roi ou ceux des temples¹. Le vin était une boisson réservée aux prêtres², et les raisins frais une offrande réservée d'ordinaire aux dieux. Les prêtres en avaient sans doute gardé le monopole même hors de leurs propriétés, en ce sens qu'ils concédaient aux particuliers le droit d'avoir des vignobles et vergers moyennant une redevance. C'est le revenu, ou une part de ce revenu, que le roi leur enlevait, sous couleur d'en préciser simplement la destination. Théoriquement, l'*ἀρόμπα* était toujours une dîme sacrée et figurait comme telle à côté des *ἐπαρὰ πόροδοι*, à titre de chapitre spécial formant le budget du culte dynastique égyptien³. En réalité, le roi en dispose à son gré : c'est aux banques royales que l'argent est versé, aux colliers royaux que le vin est convoyé, et nous ignorons quelle part il dai-

1. Revillout (*Précis*, p. 448) cite un document du temps d'Amasis, où il est question de vignes cultivées sur le *meten-âutep* de Mont en Thébaine.

2. Pline (*la. et Oen.*, 6) dit que les prêtres, sauf ceux d'Héliopolis, en usaient, mais modérément, et que les rois ne commencèrent à en boire — en leur qualité de prêtres — qu'à partir de Psammétique.

3. Dans la Pierre de Rosette ou décret de Memphis (ci-dessus, tome I, p. 369 2.6), le budget des temples est décomposé en *κρεταδοὶ τῶν ἱερῶν*, καὶ τὰς ἐφόδων καὶ τὰς ἀνὰ τὴν ἐκκλησίαν συνταξίαις εἰρηαῖς τε καὶ ἀποκριαῖς, ὁμοίαις δὲ καὶ τῇ, καθ' ἑκάστην, τὴν βασιλῆως, τοῦ βασιλῆως, c'est-à-dire, le Philadelphie, Bérénice fille d'Evergète et, depuis Philopator, les autres dieux dynastiques], une τι τῆς ἐκκλησίας, γὰρ καὶ τῶν παραδοσῶν καὶ τῶν ἑλλῶν τῶν ἐκκλησίων τοῖς θεοῖς (l. 14 l. 1). Les prêtres ont soin de signaler comme leur appartenant le revenu de l'*ἐκκλησία* et ils semblent dire qu'il leur était versé en entier sous Philopator. Jusqu'à quel point faut-il les en croire, c'est ce qui se discute (voy. ci-après, p. 199, 1).

gnait en faire aux corporations sacerdotales. Philadelphie s'inspirait de l'exemple des Pharaons, qui s'assuraient un culte posthume en y affectant une rente perpétuelle : seulement, au lieu d'aliéner une partie de son domaine pour perpétuer le culte de sa sœur et le sien, il prélevait la rente sur les revenus du clergé, en vertu d'un droit dont les rois ne s'étaient jamais dessaisis, et il avait soin qu'elle fût surabondante.

L'*ἀπόμιστρον* était donc une partie des revenus du clergé mise en réalité à la disposition du roi, mais non pas un impôt sur la « terre sacrée » (*ἱερὰ γῆ*). Le fisc prétendait respecter la tradition en vertu de laquelle les biens-fonds du clergé étaient exempts de taxes¹. Mais, précisément pour cette raison, les intendants royaux avaient besoin de connaître exactement la contenance du domaine sacré, de façon à ne pas dépasser la limite de leurs droits. Au moment où il institue le nouveau régime, Philadelphie a bien soin de recommander à ses agents le triage des propriétés, pour ne pas violer l'immunité de la terre sacerdotale.

« Les basilicogrammates des nomes, dans tout le pays, devront enregistrer, chacun dans le nome où il exerce, à la fois la quantité d'aroures de vignes et vergers et les produits (*γινόμενα*) qui en proviennent, cultivateur par cultivateur, depuis l'an λλϞ, en mettant à part (*ἑκαστὸν*) la terre sacrée et ses produits, afin que le reste de la terre sur laquelle il faut prélever le sixième (*ἕκτῃ*) pour la Philadelphie soit bien déterminé. Pour tout cela, ils auront à faire un rapport par écrit aux employés de Sa majesté. De même, les clercs possédant des parts de vignes ou vergers dans les lots qu'ils ont reçus en lot, et tous les autres possesseurs de vignes ou vergers, soit qu'ils les aient reçus en don (*ἐν δόματι*), soit qu'ils cultivent à un titre quelconque, devront marquer par écrit, chacun pour soi, l'étendue de la terre et les produits d'icelle, et donner le sixième des produits à Arsinoé Philadelphie pour sacrifices et libations »².

1. *In universa terra Aegypti regibus quanta pars solvetur abique terra sacerdotibus quae libera ab hac contributione fuit*. Herod., *loc. cit.*, 26. Texte manuscrit : « ceux qui depuis pour payer les taxes ont des terres sacrées ».

2. Herod. *loc. cit.*, col. 36. *ἑκαστὸν* est évidemment le « et ».

Plus loin, le roi ordonne de faire le relevé de ce que les possesseurs de vignes et jardins ont payé aux temples et à quels temples, à titre d'impôt, de l'an XVIII à (l'an XXI)². Leurs déclarations éntes sont contrôlées par celles des prêtres, qui devront « déclarer de quelle propriété chacun d'eux a reçu et combien de vin ou d'argent chaque année³ ». Le roi, faisant montre de grand respect, se met en mesure de connaître au plus juste l'étendue des propriétés et le montant des revenus du clergé. Cette statistique était nécessaire pour que, en cas d'insuffisance, le roi, zélé pour la religion et protecteur du clergé, pût combler le déficit par des subventions (αὐταξίαι) opportunes. C'est ainsi qu'en fait, une bonne part des revenus des temples alla directement au Trésor, et que la perception et l'emploi du reste furent placés sous le contrôle de ses agents⁴.

¹ *Recueil, Louv.*, col. 37. C'est une enquête rétrospective, qui permettra aux bas rois de connaître ad actum les rôles des bénéficiaires.

² Ce n'est pas là, du reste, une innovation. Sous la XVIII^e dynastie, c'est « le ministre du Pharaon qui administre les biens des temples. Les textes de Bekhmanra sont ou ne saurait plus formels à cet égard » (Reville, *Précis*, p. 48). Depuis, les prêtres ont retrouvé quelque autonomie, notamment sous Ramsès II (*ibid.*, p. 63), mais sans échapper complètement à la tutelle des scribes royaux (*ibid.*, pp. 107-111, 386-387). On sait que, dans le décret de Canope ci-dessus, tome I, pp. 267-272, figure au premier rang de la hiérarchie « ἡ ἐν ἱερῶν τῶν θεῶν ἀρχιερεὺς ἐκτετακὺς αἱ ἀρχιερεὺς (fig. 62), et c'est une question de savoir si l'épistate est distinct du grand-prêtre, auquel cas il pourrait être un fonctionnaire royal, un curateur primant l'ἀρχιερεὺς égyptien. Les égyptologues Lepsius, Ranisch, Rösler, Spiegelberg, d'après les versions hiéroglyphique et démotique, tiennent pour la distinction, les hellénistes (Gutschmid, Dittenberger, Otto) font observer qu'il faudrait pour cela ἡ ἐκτετακὺς αἱ (ἡ) ἀρχιερεὺς et que la taxe dite ἐκτετακὺς (τῶν ἱερῶν), attestée à partir d'Évergète II (*Text. Pap.*, n. 2, lig. 63), indique bien une investiture donnée par le roi à un « président » pris dans la corporation sacerdotale. Mais, précisément dans ce texte, qui fait remonter de l'arrière de la taxe pour tous ἐκτετακὺς τῶν ἱερῶν αἱ τοῖς ἀρχιερεὺς αἱ ἱερεῖς (fig. 62), la distinction contestée est évidente. Étant donné la politique « cléricale » d'Évergète II vers la fin de son règne, on aurait tort de penser qu'il n'a rien changé au régime antérieur. Il est fort possible que Philadelphe ait résolument confié la tutelle de chaque temple à un fonctionnaire royal, qui fût à la fois ἐκτετακὺς αἱ ἀρχιερεὺς, et qu'Évergète II ait concédé aux corporations sacerdotales (contre redevance) sauvegardant les droits de la couronne, le droit de choisir leurs chefs, après avoir pris la précaution de partager l'autorité entre l'administrateur (ἐκτετακὺς) et le chef spirituel

Les corporations, êtres perpétuels, et surtout les corporations religieuses, d'institution divine, ne cèdent jamais de leurs droits qu'avec l'espoir de les reprendre. Ptoémée III Évergète, au dire des prêtres réunis au synode de l'an 238, se montra libéral envers les temples, et on peut croire qu'il paya largement l'apothéose de sa fille Berénice ; mais on ne voit pas qu'il soit revenu sur les mesures décrétées par son prédécesseur. Il a pu seulement élargir la part faite aux temples sur le revenu de l'*ἀπέραρτα*. Cependant, sous le pieux Philopator et le « gracieux » Épiphanes, le réveil du patriotisme égyptien se manifestant par des révoltes et des troubles incoercibles fit sentir au gouvernement le besoin de rechercher la faveur du clergé, dont on avait peut-être estimé trop bas l'influence politique. Ce fut évidemment un acte significatif, une sorte d'amende honorable, que le sacre du jeune Épiphanes à Memphis. Le décret rédigé à cet occasion par les prêtres constate que le revenu des temples se compose des revenus de la terre sacrée (*πρόσδοχοι τῶν ἱερῶν*) et de subventions annuelles en blé et en argent allouées par le Trésor (*αἱ διδόμεναι εἰς αὐτὰ [sc. ἱερὰ] κατ' ἐνιαυτὸν συντίθεσθαι καὶ τὰ καὶ ἀργυρίαι*) ; mais il ajoute, en termes vagues et d'une obscurité peut être voulue, que le présent roi a maintenu sur le même pied *ἐπὶ μέρει*, parmi les recettes des temples, « les parts équitables (*τὰς κατὰ λόγον ἀπομοίρας*) assignées aux dieux sur les vignobles, les jardins et sur les autres terrains qui appartenaient aux dieux sous le règne de son père »¹. Sur la foi de ce texte entortillé, on pourrait supposer qu'une partie ou la totalité de l'*ἀπέραρτα* réclamée pour le Trésor par Philadelphes avait été restituée aux temples par Philopator, ou même, que l'*ἀπέραρτα* tout entière, bien que perçue par les collecteurs royaux, n'avait jamais cessé

ἀπέραισθαι. Sous Philomator, dans les documents relatifs à l'affaire des Juives (cf. ci-après, p. 210, on rencontre au Serapeum de Memphis un *εὐεργέτης* d'auté d'un contrôleur (*ἐντολεπαιστής*), qui doit être un eunuque royal (*Pap. Bor.*, n. 22, etc.).

¹ Voy. ci-dessus, p. 498, 2, et tome I, p. 372.

d'appartenir aux temples¹. Philadelphie aurait simplement repris, pour cette taxe spéciale le système déjà appliqué sous Darius, dont les agents percevaient la *ἑσπέρη* ou *ἐκπίλησιν* sur le domaine sacré (*hier-hotep* d'Amon pour le compte des prêtres²).

C'est une question qui ne peut être résolue avec le seul secours des textes : il faut recourir à des considérations historiques. On sait que les trois premiers Ptolémées ont dû chercher à affaiblir l'influence du clergé national et qu'ils ont adopté envers lui une attitude respectueuse, bienveillante et libérale même à l'occasion, mais ferme. On ne saurait douter que Philadelphie, en s'emparant de la gestion du produit de l'*ἐκπίλησιν*, sous prétexte de doter le culte de la Philadelphie adjointe comme *εὐχέραι* aux dieux nationaux dans les principaux temples de l'Égypte, n'ait eu l'intention de réaliser des bénéfices sur les revenus du clergé. Il se réservait de faire la part réellement destinée aux frais du nouveau culte, et il entendait bien que l'excédent profitât au Trésor, ce trésor proverbiallement riche, qui était son instrument de règne et un valet le plus clair de sa renom-

1 Cf. Wilcken, *Ostraka*, II, p. 615, 1. Wilcken revient ici sur l'opinion qu'il avait d'abord partagée avec Mahaffy, Grenfell, Strack, etc. W. Otto (p. 314 sqq.) abonde dans le même sens. Il croit aussi que Philadelphie a voulu seulement séculariser la perception de l'*ἐκπίλησιν*, mais qu'il était trop sûr qu'elle pourrait recueillir les prêtres en rognant leurs revenus. Il va même, cette fois contre l'opinion de Wilcken, jusqu'à affirmer que les subventions énormes allouées par Philadelphie (ci-dessus p. 194) étaient « une contribution annuelle », all. une en dédommagement d'une perte que lui-même déclare à peu près nulle. Il enseigne de plus (pp. 301 sqq.) que le produit de l'*ἐκπίλησιν* allait qu'à ix temples dont un seulement ou principalement à la Philadelphie, et non pas à ceux dans lesquels elle avait que *εὐχέραι* etc. C'est le contraire de l'opinion que j'estime la plus probable. À mon sens, l'*ἐκπίλησιν*, affectée d'abord au culte égyptien de la Philadelphie par suite des deux milles ans, a servi par la suite à defrayer le culte d'isotique dans les temples égyptiens, où ces cultes étaient aussi nombreux.

2 Cf. Revillout, *Pap. Ox.* pp. 57-1286. Cf. pp. 617-621 sur le même ouvrage la singulière intervention des rois entre Philadelphie qui faisait payer l'impôt aux prêtres, et Ptolemaïus qui la percevait à « son propre bénéfice ». Revillout pense que la consécration des *ἐκπίλησιν* fut étendue par Philopator aux terres des temples qui d'abord n'y étaient pas soumises et qu'Épiphane « supprima » cette usurpation.

mée. Mais, par la suite, l'institution d'une quatrième classe de prêtres en l'honneur de la jeune Bérénice sous Ptolémée III, l'organisation du culte dynastique égyptien, confiée à cette même classe de prêtres par Philopator, durent augmenter la dépense et accroître les « parts convenables » allouées par le fisc aux temples sur le revenu de l'ἱερόλογον. L'expression discrète employée par les prêtres dans le décret de Memphis indique bien, ce semble, que les caisses sacerdotales ne reçoivent pas la totalité du produit de πτωμοῖα, mais que les parts sont devenues plus larges sous le très pieux Philopator. Les prêtres se gardent bien de rappeler le temps où le fisc était plus avare ; ils souhaitent que les choses restent sur le même pied et se déclarent satisfaits. Un texte antérieur de quelques années au décret de Memphis dit expressément, à propos d'un fermier de l'ἱερόλογον, que le produit de la taxe revient « à la Philadelphie et aux dieux Philopators », c'est-à-dire, en somme, aux cultes dynastiques défrayés par le trésor royal¹. Il est possible que, la liste des cultes dynastiques s'allongeant de règne en règne et les rois recherchant de plus en plus la faveur du clergé, les allocations régulières faites sur l'ἱερόλογον et les subventions (πρωταΐα) éventuelles qui formaient dans la comptabilité un chapitre distinct soient allées croissant. Mais le point sur lequel il faut insister, c'est que le régime institué par Philadelphos n'a jamais été aboli. L'État a toujours conservé l'administration et la libre disposition du produit de l'ἱερόλογον transformée en monopole royal². On sait qu'à la

1 Dans les *Demot. Inschr.* de Spiegelberg (n. 31038 pp. 4-50) les prêtres se louent des Israélites de Philopator, en vantant aussi ses victoires et la guerre d'Assour rapportée les images des dieux nationaux et non de ses prédécesseurs. Tout est fait dans le style des papyrus d'Élé de Pithoum et de Canope.

2 Un papyrus de l'an 204 a. C. mentionne un fermier de ἱερόλογον καὶ πτωμοῖα τῶν θεῶν Φαλαδίου καὶ τοῦ Φιλοπτολέμου θεοῦ, τῶν πτωμοῖα καὶ λαβῶν αὐτοῦ (Pap. Petr., II, n. 16 et III, n. 51 b). Voy. ci-après, ch. xxv. Les « dieux Philopators », récemment décédés, sont entendus toute la série qui les précède dans le protocole.

3 En louant Épiphanos d'avoir maintenu les πτωμοῖα ἀποδοῦναι αὐτῷ même

d'un Apis. D'après Ptolémaïde¹, tous les Égyptiens, sauf ceux de la Thébaine, contribuaient à la dépense, et il paraît bien que ces contributions, peut-être volontaires de la part des simples mortels, étaient obligatoires pour les prêtres des autres temples. L'abstention de leur part eût été d'un fâcheux exemple, comme impliquant un certain dédain — celui que Ptolémaïde prête aux habitants de la Thébaine — pour les cultes rivaux. Le roi, chef de la religion, était moralement plus obligé que personne à délier les cordons de sa bourse. La Pierre de Rosette n'oublie pas de mentionner, à l'éloge d'Épiphane, que le roi a donné largement et noblement ce qui était nécessaire pour la sépulture des animaux sacrés². Évergète II, toujours aimable et libéral envers le clergé, prit à sa charge, vers la fin de son règne, les frais de sépulture de tous les animaux sacrés, et il alla jusqu'à l'extrême limite de la complaisance en assimilant leurs funérailles à l'apothéose des rois défunts, dont les frais étaient naturellement supportés par le Trésor³.

3 Plut., *Is et Osir*. 21 Les manuscrits donnent $\alpha\iota\tau\epsilon\iota$, $\alpha\iota$, $\alpha\alpha\alpha\alpha$, $\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha$, leçon recueillie soit en 1904, soit plutôt comme l'indique évidemment le contexte, en 1926. L'expression $\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha\alpha$ montre qu'il s'agit non pas de collectes ad libitum, mais, comme le fait observer Wilcken, d'une obligation. Si seulement, cette obligation n'a guère pu être imposée qu'aux prêtres. Cf. le fait relevé par Wilcken, la fermeture de 18 anses le byzans par les prêtres de Si Knopion pour la sépulture de l'Apôtre mégalote en 150 p. Chr. Il est fort possible que ceux d'Aïson, orgueilleux et jaloux, aient manifesté leur mépris pour une zoolâtrie qui ne satisfaisait pas à ce degré, en refusant de contribuer aux funérailles des animaux « chers ».

2. *Index Positif*, [3] CF et design. to no 1 p 474

3 Ézéchiel de 118 a. C. : *κατατάσσονται ἐν αὐτῷ θύματα*; καὶ τὰ ἐκ τῆς καρδίας τοῦ ἄνθρωπου καὶ τὰ ἐκ τῆς γυναικὸς καὶ τὰ ἐκ τῆς βοῦς καὶ τὰ ἐκ τῆς αἰγῆς καὶ τὰ ἐκ τῆς ἀγέλης θύματα. — *Ἐκκατατάσσονται ἐν αὐτῷ θύματα καὶ τὰ ἐκ τῆς καρδίας τοῦ ἀνθρώπου καὶ τὰ ἐκ τῆς γυναικὸς καὶ τὰ ἐκ τῆς βοῦς καὶ τὰ ἐκ τῆς αἰγῆς καὶ τὰ ἐκ τῆς ἀγέλης θύματα* autrement que des sacrifices humains est cependant permis, car la sépulture des animaux sacrés était bien une apothéose. Le mot est en toutes lettres dans le texte visé par Wilcken. Les auteurs, *Ar. 26*, et Philarque (*loc. cit.*) dit aussi que, suivant la doctrine des prêtres, les âmes des dieux, une fois dégagées du corps encrouté, brillent en ciel, le culte s'incarne étant de son temps à forme normale de l'apothéose. Les Égyptiens d'ancien ne vivaient pas si haut; ils multipliaient les hommages au dieu sorti

Pour les deux sources de revenus précitées, l'*ἀπόμυρξ* et les *εὐραγῆς*, le clergé dépendait absolument du bon plaisir du roi. Par contre, les *πρότερος τῶν ἱερῶν* devaient être perçus directement et employés par les prêtres. Mais, là encore, il faut distinguer entre la théorie et la pratique. Le recouvrement des taxes et redevances était une opération douloureuse, qui exigeait souvent l'intervention de la courbache pour vaincre la résistance du patient¹. C'était une tâche à peu près inexécutable pour qui ne disposait pas de la force publique. Les prêtres eux-mêmes trouvaient donc avantage à se reposer de ce soin sur les agents du fisc, qui, par pure complaisance tournée en habitude et bientôt en règle, leur assuraient la paisible jouissance de leurs prébendes². Il leur eût été, du reste, impossible d'agir autrement là où les biens des temples, accrus par de petites donations particulières, se composaient de parcelles enclavées dans des lots et disséminées sur le territoire de plusieurs villages³. A Kerkéosiris, la terre sacrée était partagée entre les temples de premier et de second rang, assez nombreux pour que les reliquats laissés aux petites divinités fussent réduits à quelques aroures⁴.

de son enveloppe animale pour l'engager à se reincarner dans une autre. Les empereurs romains montrèrent pour la mortuaria le même respect que les Lagides. Titus coiffa le diadème pour assister à la « consécration », c'est-à-dire à la sépulture d'un Apis *de more quidam ritumque privata religionis* (suét. *Tit.*, 3). Cf. W. Lieke *op. cit.*, p. 390.

1. Ammien Marcellin XXII, 46, 21, dit, en parlant des Égyptiens : *embascit apud eos si qui non inflicto cruenta plurimum in corpore vulnera ostendat*. Il paraît que le caractère du fellah contemporain n'a pas beaucoup changé (cf. Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 313).

2. On voit, par exemple, un *σιωλογὴς τῶνα* délivrer reçu de 20 artabes de blé pour la nourriture des ibis (Pap. Reinach, n. 40^b).

3. C'était le cas précisément dans le Fayoum, où « l'habitude de consacrer de la terre aux temples paraît avoir été très répandue parmi ceux qui avaient eux-mêmes reçu des lots de la Couronne. Mais nous soupçonnons que la donation n'était qu'une moitié volontaire et que le bienfaiteur réel du temple était le roi, qui était le propriétaire de toute la terre donnée aux clercs jés et qui faisait de l'entente avec le clergé un des pivots de sa politique » (Grenfell, in *Pap.*, p. 543).

4. Voy. ci-après, p. 216.

Dans le nome Arsinoïte, terre neuve assignée soit aux temples, soit aux particuliers, par l'Etat, il n'y a pas de différence sensible, au point de vue administratif, entre les divers genres de possession. « En dépit des décrets royaux ordonnant que l'administration de la terre sacrée et la perception de ses revenus fussent laissées aux prêtres ou à leurs agents, sans ingérence des fonctionnaires du gouvernement, nous trouvons la rente de la $\lambda\epsilon\gamma\alpha\ \gamma\tau$, à Kerkéosis comprise dans les roles officiels de taxes, et la situation d'un cultivateur de la terre sacrée semble avoir été peu différente de celle d'un $\beta\alpha\pi\lambda\alpha\sigma\ \gamma\tau\omega\gamma\gamma\epsilon\varsigma$ »¹. On voit qu'il avait pratiquement les mêmes taxes à payer, sauf peut-être le $\pi\epsilon\tau\alpha\gamma\omega\varsigma$ ², et la terre sacrée, indemne en principe, n'en était pas moins soumise à un impôt foncier, réduit au taux moyen d'une 1/2 artabe par aroure de terre cultivée. Cet impôt, levé également sur les lots des cléricaux, n'était pas seulement ni principalement une taxe fiscale : il attestait le droit de propriété éminente que le roi conservait sur les terres assignées aux dépens du Domaine. Il était, du reste, facile de sauver le principe de l'immunité pour les biens du clergé, soit en considérant l'impôt comme une aule volontaire, soit en le disant levé sur les cultivateurs et non sur la terre elle-même, soit plutôt en

¹ Grenfell-Bant-Smyly, in *Tebt. Pap.*, pp. 533-545. Les décrets cités sont ceux de Ptolémée et d'Évergète II. En l'an 140-39 a. C., sur plainte des prêtres d'un temple inconnu, le roi ordonne à ses agents de prêter main-forte aux percepteurs des revenus sacrés (*Tebt. Pap.*, n. 6, lgg. 40-47). De même, en l'an 118, il doit vouloir prêter le flanc les revenus des temples et veut qu'on en laisse l'administration aux prêtres, $\epsilon\lambda\theta\epsilon\ \delta\epsilon\ \delta\epsilon\ \gamma\alpha\varsigma\ \alpha\gamma\epsilon\iota[\sigma\upsilon\sigma\iota\varsigma]\ \delta\epsilon\ \gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha\ \zeta\iota\omega\tau$, n. 5, lgg. 57-61. Les décrets consistent en usages qu'ils reprennent, et qui sont probablement laissés subsister, les agents sachant le roi intéressé à les maintenir et libéral surtout en promesses.

² $\pi\epsilon\tau\alpha\gamma\omega\varsigma\ \gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$, exprime un mot calendaire *annuum circensium* sur le type du $\gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$ annuel à provenir cf. p. 234 et ci-dessus, p. 186, 3, le $\pi\epsilon\tau\alpha\gamma\omega\varsigma\ \gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$ est au contraire volontaire. Le $\gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$ peut être levé sur les terres ou sur les personnes. Évergète II a fait le lever sur les « revenus sacrés » prêt au roi $\alpha\lambda\ \alpha\tau\epsilon\lambda\ \pi\epsilon\tau\alpha\gamma\omega\varsigma$, $\alpha\tau\ \delta\epsilon\ \gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$ *Tebt. Pap.*, n. 15, lgg. 39. Strabon, on voit la 1/2 artabe $\alpha\gamma\alpha\sigma\tau\epsilon\sigma\alpha$ pour vers 152 a. C., sur la terre sacrée (*ind.* n. 98) et 1 vers 41, *ibid.* p. 298, 410. L'impôt était même de 1 artabe par aroure de terre sacrée et 4 keraimon de vin par aroure de vignes des sacerdes la avant l'exemption accordée par Épiphane (*Journ. Asiat.*, lgg. 30-31).

le qualifiant indemnité allouée au fisc pour les frais de perception des revenus sacerdotaux¹.

Il devait en être à peu près de même partout. Les prêtres, comme on le voit par les ordonnances rendues pour les protéger, avaient besoin du roi pour assurer leurs rentrées, et il était inévitable que, en pratique, l'administration royale substituée leur fit payer ses services.

Le revenu de la terre sacrée n'était pas la seule source de bénéfices pour les temples. Ils possédaient aussi, au moins un certain nombre d'entre eux, des esclaves sacrés (*ἀποκρίται*, de l'un et l'autre sexe, dont le travail profitait à leurs maîtres. Les temples prêtaient des portefaix au commerce, des ouvriers aux manufactures², et ne dédaignaient pas l'immonde produit de la prostitution des hiérodules femmes dans les *ἀποκρίται*, un métier dont ils prétendaient même s'arroger le monopole³. Les grands temples étaient aussi des lieux de

1 Il est, du reste, fort possible que ce régime ait été appliqué seulement aux terres consacrées par les cléricaux et non pas aux anciens domaines sacerdotaux. Les cléricaux n'avaient pas le droit d'aliéner leurs lots, et le domaine ne pouvait leur permettre ces libéralités envers les temples qu'il a coutume de garder sur les terres consacrées les mêmes droits que sur les *κλήροι*. Les prêtres eux-mêmes distinguent entre la *κλήρος* et la *γῆ ἀποκρίτων*, et on trouve sur les rôles de contributions la mention de terres consacrées par tel à telle date (par ex. *μὲν τῆς ἐπισκοπῆς τῆς γῆς τῶν ἀποκρίτων* à *ἡ ἐπισκοπὴ* *παλαιά*, *Top. Pap.* n. 10 lig. 10-11, 12, lig. 19-20, 181 *γῆ* *ἐκ τῆς παλ.*, sous-entendu *ἐκ τῆς* *κλήρος*, n. 12, lig. 9). Cf. ci-après p. 2 & 2.

2. Les temples avaient aussi des manufactures — moulins à huile, ateliers de tissage, etc. — exemptés, par tolérance spéciale, des monopoles *ἐν τῷ* (cf. ci-après, ch. xiv), où ces ouvriers pouvaient apprendre leur métier.

3. Dans la pétition à laquelle répond l'édit royal de 139/30 a. C., (*Top. Pap.* n. 6), les prêtres énumèrent les sources de revenus à défendre contre les usurpations et la concurrence : 1° le revenu de la *κλήρος* et des terres consacrées par les cléricaux; 2° le produit de la colation des divers emplois dans les temples; 3° le produit d'immeubles divers (*οἶκα* — au peut être *οἶκα*, au sens de maisons de rapport ou d'uberges et boutiques).

4° les sautes des hiérodules, 5° les collectes pour offrandes, 6° *τὰ ἐκ τῶν ἀποκρίτων*. Il y avait de ces lupanars au Sérapéum de Memphis, à côté de « l'uberge des Arsinoïdes » (*Top. Pap.* n. 11). On sait que l'usage des prostitutions sacrées fut importé en Grèce avec le culte d'Aphrodite, notamment à Corinthe, où il y avait plus de mille *ἀποκρίται* *ἱεραῖαι* (Strab., VIII, p. 138 — sans compter celles qui étaient de condition libre *παρ' ἀποκρίταις* — *ἀποκρίται* *καὶ* *ἐκ τῶν ἀποκρίτων* *ἀθηναίων* XIII, p. 574 a). Les dieux en plusieurs met-

pèlerinage : outre les *ἱεροδῶται* susnommés, ils avaient des auberges ou « relâches » (*καταλύματα*), généralement tenues par des pastophores, pour recevoir leur clientèle, et on peut penser qu'ils en tiraient de beaux bénéfices. Le Serapéum de Memphis, agrégat de temples associés était comme une ville pourvue de tous ses organes¹. Les malades allaient chercher des cures miraculeuses à l'Asklépiéon T d'Imouth ou Imhotep), les gens d'affaires trouvaient un bureau d'enregistrement et un poste de police à l'Anoubiéon. Les temples acceptaient aussi en dépôt les objets mobiliers que les gens prudents voulaient mettre à l'abri des mésaventures, et ce service — qu'il ait été rendu au nom de la corporation ou sous la garantie particulière de tel prêtre² — n'était sans doute pas tout à fait gratuit. La mention fréquente de mesures de capacité à l'étalon de tel temple — par exemple, du *ἱερός* d'Ammon — indique que les marchés se tenaient aux abords des sanctuaires, dans des espaces libres où les prêtres devaient faire payer la location des boutiques et l'usage des mesures. Certains temples jouissaient du droit

tout à leurs barons » à la disposition de leurs fidèles. W. Otto (op. cit., p. 316) ne veut pas que les *ἱεροδῶται* soient des « Tempelskaven », ni surtout des prostituées. Ce sont, suivant lui, des prêtresses de classe inférieure, en dehors des cinq tribus. Il songe surtout aux célèbres « Jumeaux », dont nous aurons à parler plus d'une fois (voy. ci-après, p. 310). Cependant, il convient que les *ἱεροδῶται* supposent des « Tempelbetreuer ». Sur les introduites des introduites d'Abydos, exemptées de toute corvée gratuite par les Pharaons : voy. la charte de Siferkara, de la VI^e dynastie (Maspero, in *Recueil de travaux*, XXVI [1904], pp. 236-238).

1. Revalboul (*Précis*, p. 493) la compare à « l'abbaye de Saint-Germain dans l'ancien Paris ».

2. *Top. grecq.*, I, n. 14 : inventaire d'un dépôt *ἱεροδικῆς* de meubles, marchandises diverses, loutres et flacons de parfums, etc., fait dans un temple de la Thébaine (iv ἱερόν κατὰ Ἡρακλῆα παῖδ). à la date du 23 Phaophi au XXXIII^e de Philometor = 21 nov. 140 a. C., ou d'Évergète II = 15 nov. 149 a. C.). On peut sans doute supposer que ce dépôt était un nantissement garantissant un prêt fait par le temple ou par le prêtre Patoûs au déposant (W. Otto, p. 419). Peu importe : c'est toujours une affaire au pliquant un bénéfice. La présumption qui résulte de ce document est corroborée par ce que nous savons des temples grecs, qui faisaient office de dépôts et de banques. En Égypte, les magasins royaux *θεσάυροι* et banques royales *οἰκονομίαι* faisaient, à ce point de vue, concurrence aux temples.

d'asile (*ἀσυλία*), un droit qui les mettait hors de pair et rehaussait utilement leur prestige. On connaît, par une liasse de documents, les reclus (*κίτροχοι*) du Sérapéum de Memphis, qui s'y étaient réfugiés « en temps de troubles », dans les premières années du règne de Philométor, et y trouvaient la sécurité à l'abri de leur vœu. Tous n'étaient pas pauvres comme le reclus Armais, qui vivait du produit de ses quêtes ; le plus connu d'entre eux, le Macedonien Ptolémée fils de Glaucias, était même riche pour l'époque et en état de reconnaître le bienfait qu'il était venu chercher¹. On voit un de ses confrères, le reclus Héroïos, fonder à ses frais une rente perpétuelle d'une barrique d'huile de kiki par an pour l'entretien des quarante-deux luminaires de l'Asklepiéon². Le Sérapéum servait aussi de refuge à des malandrins moins intéressants. Dans une lettre en date du 4 Phaophi an XXVI de Philométor (3 nov. 156 a. C.), adressée à un Apollonios qui doit être le reclus frère du reclus Ptolémée, des policiers demandent à Apollonios de les aider à mettre la main sur des malfaiteurs (*ἀποπαῖς*) réfugiés dans l'établissement. « Surveille-les », écrit le correspondant, « et, s'ils s'enhardissent à sortir de l'asile, fais-le moi savoir : je me trouverai là, de compagnie avec toi, et nous ferons quelque chose. Il y aura une gratification (*παρατίμω*) de 3 talents, que tu toucheras comme pour affaire personnelle, et tu nous auras fait grand plaisir »³. Nous ne savons pas si Apollonios, dédaignant la prime, a conseillé aux intéressés d'entrer en religion pour

1. L'histoire des reclus du Sérapéum intimement liée à celle des Juives et connue par une soixantaine au moins de papyrus, serait ici un hors-d'œuvre. Il suffit de renvoyer à la bibliographie concernant la culte de Sérapis et dessus, t. I, p. 413, 1), en y ajoutant les commentaires de B. Pervon (*Papiri greci*, de Bern. et de Presc. *Pap. Paris*) et le numéro spécial de Rev. Egyptol., I, pp. 50 sqq. II, pp. 113 sqq. Le doute nécessaire sur le sens de *κίτροχοι* — reclus ou possédés — est étranger à notre sujet. Si j'ai pu convaincre Dieterich (*Berl. Phil. W.*, 1904, pp. 13-19, Wicken et Otto tiennent toujours avec Preisachen pour les possédés).

2. Voy. la traduction de *ἡ κατασκευὴ τῶν λαμπρῶν* démotique dans Rev. Egyptol., I, p. 78-83. *Preis.*, p. 121. Cf. ci-après, p. 260, 3.

3. *Pap. Par.*, n. 42.

être définitivement libres des poursuites ¹. Le droit d'asile fut confirmé d'une manière générale par ordonnance d'Évergète II descendant « d'arracher des asiles reconnus et violenter qui que ce soit, sous aucun prétexte ² ». Le roi connaissait bien sans doute un prétexte dû à l'esprit inventif de ses agents, qui, pour tenir les cultivateurs royaux à leur discrétion, leur faisaient jurer de ne pas recourir à la protection d'un « temple divin, autel ou statue, comme font des compagnons s'appuyant sur les temples ³ ». Évergète assagi faisait de son mieux pour que son sermon ne fût plus un euphémisme.

4. Je ne puis qu'indiquer ici, sans en les restreignant à l'épave glorieuse, les questions qui se posent à propos des hiérolules et les distinctions à introduire entre les esclaves nés et les esclaves volontaires, gens qui se sentent liés par des vœux diversement contractués, depuis les citoyens qui ont tout momentanément leur liberté personnelle jusqu'aux pères de famille qui copient avec eux, sans en mesurer véritablement, leurs biens et leur descendance. Pour les esclaves réfugiés, comme ceux qui, cherchant asile au T. d'Héraklès (Chousen) à Canope, « servaient les augures divins et se donnaient » (Herod., II, 113, mal doute), ils échangent la condition d'esclaves privés contre celle d'hérotes. Mais Revaldout cite des documents démotiques dont le sens est assez singulier. Un certain Hor, en l'an XIII d'un des derniers Ptolémées, se dit esclave de Serapis et autres divinités, en s'engageant à payer une dîme 50 0/0 de ses biens au temple (Revaldout, *Mémoria*, p. 180, *Précis*, pp. 433-4). C'est peut-être un fermier qui entendait le laïque le plus naïf, une dîme dans son bail. Tel autre (Précis, p. 433, 4) se déclare esclave d'Athena en son cœur, par amour sous réserve, Spiegelberg (*Pap. dem. Strassb.*, n. 47) donne à ce document une interprétation assez différente. Ptolémée fils de Gléon est-il un hiérotape à temps, et les jumelles des hiérolules à temps ou à vie, ou *katopoi* et jumelles se n'ont à classer en dehors des hiérolules? Faut-il prendre pour des hiérolules ces légataires qui, à l'âge de 46 et 60 ans, sont sous la tutelle d'un *kyrios* (Revaldout, *Précis*, p. 786, 1 ? Itap, à Revaldout, en seraient des hommes libres qui « avaient consenti à être pour le temple un *kyrios* à vie appartenant au templeur *kyrios* ». Enfin, W (91) pp. 233-240 oppose une négation radicale : il ne connaît, en fait d'esclaves dans les temples, que des domestiques *Hausklaven*, obéissant au service particulier des prêtres, comme les *δούλοι των ἀσίων τοῦ Ἀγαίου* (Itap. Turc., VIII).

2. *Yeb. Pap.*, II, 3, lig. 83-84. Le droit d'asile finit par être accordé à la plupart des temples, se ou en juge par ceux d'Éphéméria (ci-dessus, p. 86). Le statut du Serapeum était le type de ce genre de privilège. Ptolémée Alexandre concède l'asile au T. de Horus à Athènes *κατέπερ τὴν, τῶν Μουσῶν καὶ ἑστῶν τῶν Σωτηρίων* (Spiegelberg *Demot. Inschr.*, p. 22).

3. Document monarchique, du 21 Mécoren ou XXXII (10 sept. 133 a. C.), dans Revaldout *Précis* pp. 659-660.

Enfin, les taxes pour exercice du culte, consultations des dieux, dispenses de certaines observances rituelles, les dons, ex-votos et autres pieuses offrandes ¹, devaient former une partie notable des revenus du clergé. Nous ignorons s'il y avait des tarifs pour l'eau lustrale et autres moyens de purification placés généralement à l'entrée des temples ², mais nous savons qu'il fallait un pentédrachme pour faire fonctionner le distributeur automatique d'eau bénite inventé par Héron d'Alexandrie ³, et que, à Ptolémaïs, on ne laissait entrer les personnes impures que moyennant paiement d'une taxe, tarifée de 2 à 60 dr. d'argent selon les cas ⁴. Dans un pays où la préoccupation obsédante des gouvernants était de rechercher des matières imposables, les prêtres devaient être de dignes émules des administrateurs royaux. Du reste, ils n'étaient pas retranchés de la société laïque et confinés dans leurs offices religieux. Les spéculations lucratives que nous avons attribuées en bloc aux corporations étaient le plus souvent peut-être des entreprises particulières de prêtres qui se faisaient industriels, commerçants ou même fermiers du Domaine, et ajoutaient leurs bénéfices à leur prébende ⁵.

1. Dans la pétition (*Test. Pap.*, n. 6) relatée plus haut (p. 205, 2), les prêtres signaient à Evergète II comme leur appartenant des *πύλας καὶ πύργους, εσπέραις καὶ τειχεῖς* (ἑρμαῖαι, remparts, à Alexandrie et en province, *ἐν τῷ αὐτοῦ καὶ γυναικῶν*. Cf. W. Otto, p. 396, 2.

2. Par exemple, des anneaux de bronze que l'on faisait tourner à titre de lustration (Héron. *Pneumat.*, II, 32 p. 298 Schmidt).

3. Héron. *Pneumat.*, I, 21, p. 316 Schmidt. Cf. W. Otto, p. 396 et ci-dessus, p. 12, les vases à libations.

4. St. le de Menchieth (*Rev. Archéol.*, 1863, II, p. 181, cf. 1889, I, p. 70 sq., règne de Trajan). Comme un malade est impur par définition, la taxe pouvait être exigée de tous les consultants. A Ptolémaïs, il s'agit de cultes Asclépiens et Hygie) et prêtres grecs, sur lesquels on sait fort peu de chose.

5. Les prêtres de Soknopaiou Nesos sont *παροῦντες γινώσκοντες τὰς τῶν θεῶν θέσεις* (*Pap. Amherst*, II, n. 35), c'est-à-dire pour le compte de la corporation ; mais il est d'autres cas où l'on ne saurait dire si les prêtres agissent pour le temple ou pour leur propre compte (cf. W. Otto, p. 381). Ils peuvent évidemment cultiver eux-mêmes les terres sacrées, ordinairement louées à des *γινώσκοντες*. Je ne crois pas cependant que le texte allégué comme preuve *Test. Pap.*, n. 63, lig. 13. Cf. n. 84, l. 93, doive être entendu dans ce sens. Menchieth veut dire que la terre consacrée par les cavaliers a été attribuée à *αὐτοῖς*.

Nous ne saurions dire si l'État intervenait dans l'emploi de tous les revenus sacres et s'il en fixait lui-même la répartition entre les différentes classes de prêtres. Le décret de Canope nous apprend que les corporations sacerdotales étaient organisées en tribus (φύλαξ) et avaient un Conseil central pour prendre des décisions collectives. Elles étaient donc capables de s'administrer elles-mêmes; mais, d'autre part, l'État, maître des subventions, s'arrogeait le droit de contrôler l'ensemble du budget sacerdotal. La Pierre de Rosette montre jusqu'où allait cette ingérence. Le roi fixait le tarif des ordinations (παισισκευόν)¹, exigeait des manufactures installées dans les enclos des temples des fournitures pour la marine, des toiles de lin, et s'arrangeait de façon que les prêtres, endettés envers le Trésor, lui fussent reconnaissant de les décharger de temps à autre d'un arriéré dont la remise passait pour une subvention. Enfin, l'affaire des Jumelles du Sérapéum de Memphis, insignifiante en son temps, célèbre aujourd'hui, nous permet de suivre jusque dans l'infime détail le contrôle exercé par l'autorité royale sur la gestion et la comptabilité à l'intérieur des temples. L'État, en allouant des subventions, se réservait le droit de vérifier l'emploi de ses libéralités. Les Jumelles, entretenues sur les fonds d'une *ἐὐχρη* perpétuelle, se trouvaient frustrées par les employés du temple des rations auxquelles elles avaient droit. C'est au roi lui-même que ces servantes finissent par adresser leurs réclamations. L'affaire met en branle toute une série de bureaux, depuis le gouverneur et le sous-dicrète de Memphis jusqu'à l'inspecteur des magasins, en passant par le principal intéressé, le curateur (ἐπιμεταστάτης) du temple, dont l'incurie ou la mauvaise volonté était la cause première de tout cet émoi. Tout cela pour

insérer au grand dieu Bokachtyas, qui jouissait en plus d'une taxe sur les coquilliers de Kerkéost (cf. chap. x, p. 116, 2).

1. Sur le παισισκευόν ou tarif de l'ordination des colliers sacerdotaux, voy. ci-après, ch. xxv.

arriver à régler l'arrière et assurer la fourniture de rations montant ensemble à douze miches *πολῶνται* de pain de mal par jour, un peu plus de trois litres d'huile de sesame et autant d'huile de ricin par mois ¹.

Cet exemple suffirait à montrer que la distinction entre le domaine royal et les biens du clergé ne subsistait plus qu'en théorie, et que l'ingérence du fisc dans l'administration des revenus des temples réduisait à bien peu de chose l'autonomie des corporations sacerdotales.

La moisson de papyrus sortie de la terre d'Égypte au cours des vingt dernières années — le Papyrus des Revenus une fois mis à part — n'a pas notablement ajouté à ce que nous savions sur la condition du clergé au temps des Lagides. On voit seulement apparaître des cultes locaux dont les uns pouvaient être d'institution ancienne, les autres, surtout dans la province du Fayûm, de création récente. Le contact des deux races provoque des combinaisons ou associations entre les divinités indigènes et les dieux grecs introduits par des colons. L'association est la première étape du syncrétisme; l'identification, la seconde, la fusion complète sous un nom nouveau, la dernière. L'association, comme on l'a vu, a été la soudure ordinaire employée pour l'apothéose familière aux cultes dynastiques ². L'identification, qui laisse reconnaître l'apport des religions composantes, a laissé des traces dans les inscriptions et les papyrus. Les officiers tenant garnison à Syène, sur la frontière d'Éthiopie, qui ont rédigé une dédicace aux dieux Philométors et à leurs enfants, s'adressent « à Ammon qui est aussi Ginnoubis, à Héra qui

1 Sur l'affaire des *Δόξα*, voy. ci-après, au chapitre xxx, traitant de la Juridiction. W. Otto (p. 173-179) estime le traitement annuel des familles à environ 60 dr. d'argent par tête et le juge triple de celui des soldats appartenant à l'État, *κατακοι* de Memphis, qui reçoivent 350 dr. de cuivre par mois ci-après ch. xxv.

2 Cf. ci-dessus, pp. 32, 1-34, 53-55 et pour Arsinoë-Aphrodite (tome I, pp. 181-233, 234, 3, 237-42, 241-44), p. 450, 3. Dedicace au dieu Souchémophis et aux dieux Ephraïm, *Bechis f. Dpf.*, I, p. 207. Rappelons que, dans les temples égyptiens, les dieux eux-mêmes étaient *θεοὶ*, des divinités indigènes.

est aussi Satis, à Hestia qui est aussi Anoukis, à Dionysos qui est aussi P'tempamentôs¹ ». Quelques années plus tard, ce groupe, constitué en confrérie de « Basilistes² », adresse de nouveaux ses vœux pour les dieux Évergètes aux mêmes divinités, en renversant l'ordre des noms doubles et ajoutant à la liste « P'tensetôs qui est aussi Kronos, P'tensènes qui est aussi Hermès³ ». Le rédacteur de ces dédicaces, Hermès fils de Démophon⁴, fait évidemment étalage d'érudition. Lui qui a été « prophète de Chnoubis et archistatiste des sanctuaires d'Éléphantine, d'Abaton et de Philæ⁵ », il tient à faire savoir que Chnoubis est non pas l'Âmonrâ des Égyptiens, mais le Zeus Ammon des Hellènes. Il aurait bien dû se montrer plus exact encore en donnant au grand dieu d'Éléphantine son titre complet, Chnoubo ou Chnoumo Nébich, plusieurs fois répété dans l'inscription d'Assouan⁶. A Ombos, l'Haroëris égyptien était pour les Grecs Apollon⁷.

1. Strack, n. 2.

2. Sur les βασιλιστῆς et ἐκκλησιασταὶ, voir ci-dessus, pp. 173-174.

3. Letronne, *Revue*, I, pp. 99-100. Strack, n. 108, ne fait aucune remarque que les trois premiers ont leurs noms propres en égyptien, tandis que les autres n'ont que des qualifications, *P'ten-p'Aménès* « dieu de l'Amén », *P'ten-sen* « de l'île de Sen », *P'ten-sen* « de l'île de Sen ». Cf. table votive d'Edfou à Héraclès (BCH, 1898, p. 100) du an XXXV (ue Philomètor ou l'Évergète II, 147 G ou 126 v. s. C.), dédiée par un gouverneur de la garnison d'Éléphantine, qui, moins savant, n'a pas reconnu au *P'tensènes* le dieu Hermès (Letronne, *op. cit.*, I, p. 100. Inscription du temps d'Évergète II, [147 G ou 126 v. s. C.] au Haroëris : 3. 111, 5073. Strack, n. 110. Letronne, *op. cit.*, n. 101, provenant de Philæ, *Ammon*).

4. Il ne s'agit d'Évergète, de son lieu d'origine Strack, n. 92 et plus tard Brugsch, Strack, n. 108, comme dénote de Philomètor, mais c'est bien le même personnage nommé en grade, de diaconique et phararque devenu archisomatophylaque et stratège.

5. C'est comme le fait observer W. Otto (p. 43), un indice de féodalité entre ces trois temples. Par contre, je ne crois pas que, comme le veut Otto (p. 224), Hérode ait été prêtre égyptien, et même de haut rang, avant d'être militaire. Les prêtres ont pu lui conférer, *hominis causa*, des titres dont il est assez fier tant qu'il n'est que commandant, et qu'il ne s'imprime quand il est stratège.

6. Strack, n. 140. Cf. ci-dessus, tome II, pp. 36, 291, 1. Nébich — *Magnus*.

7. Letronne, *Revue*, I, p. 98. Strack, n. 88, miset plus du temps de Philomètor Apollon Haroëris associé au dieu-crocod le Souche à Koptos (BCH, XX, 1896, p. 100) ou Sakh à Ombos Apollon étant l'orus le jeune à Edfou (*Apollinopolis Magna*), Horus l'aîné (*Horoëris* ou Haroëris), à Koué (*Apollis*).

grecque, ni tout à fait égyptienne. L'explication proposée par les explorateurs qui ont exhumé les ruines du temple, c'est-à-dire l'assimilation à un dieu thrace, est admissible, mais ne nous dit pas ce qu'on avait ajouté aux attributs de ce héros cavalier pour en faire un « grand dieu ». Étant donné que Souchos était le plus riche propriétaire de Magdola et que le comogrammate du bourg ne parle pas du dieu Héron, mais d'un sanctuaire appelé Héroon (Ἡρών¹), il se pourrait que cet Héroon eût été quelque succursale du temple de Crocodilopolis, ainsi appelée par les Grecs du lieu, lesquels auraient ensuite créé le dieu Héron par dérivation étymologique, en l'assimilant au dieu solaire Toutm, mis à cheval pour mieux combattre les puissances des ténèbres.

Pour nous donner une idée de la place que tenait la religion, une religion mixte, dans les bourgades du nome Arsinoïte et des revenus affectés au culte, il n'est pas inutile de revenir sur des textes indiqués tout à l'heure en passant : les rapports du comogrammate de Kerkéosiris sur la répartition des terres et des récoltes dans les années 446/3 et 445/4 a. C. Un de ces rapports vise « la terre sacrée, la cléruchique et autres mises en séparation (ἐν ἀπέσει) », c'est-à-dire distraites du domaine royal² : le second exclusivement consacré aux revenus et au personnel des fondations religieuses, donne « la liste des temples, des offices de prophètes et des jours de corvée ou service gratuit (ἐμπρὸν λειτουργικῶν), appartenant au bourg³ ».

Le premier rapport indique nettement que tous les biens-fonds possédés par les temples ou les particuliers ont été prélevés sur le domaine royal, celui-ci comprenant en entier, à l'origine, le sol neuf de la nouvelle province. Le roi avait dû doter tout d'abord les cultes principaux, les grands temples (πρωτὰ ἱερά) du nome. Aussi, le dieu du chef-lieu et

¹ *Tebt. Pap.*, no. 82, l. 37; 83, ll. 29, 83; 133.

² *Tebt. Pap.*, n. 63.

³ *Tebt. Pap.*, n. 108.

patron de la province, Sebkh dit Souchos, avait eu partout la plus grosse part. A Kerkéosiris, sur 291 7,8 aroures de terre sacrée, il en possédait 141 1 2; à Magdola, la proportion était encore plus forte, 150 sur 170¹. Après lui venait son hypostase Soknebtynis, le Sobk de Teltynis, dont le lot, fondé une quinzaine d'années auparavant par des donations des « cavaliers de Cloménios » et autres militaires égyptiens *πάριμα*, était de 130 aroures à Kerkéosiris². Les dieux réputés les plus puissants sont ceux dont la protection s'achète à plus haut prix. Les libéralités des fidèles affluent moins volontiers aux petites divinités de village. Kerkéosiris ne possédait pas de temples de première classe, mais quantité de petits temples (*θεῖατρα*, *ἐλαιοῖνα* *ἐκτά*³) d'autant plus mal pourvus, comme revenus et comme personnel, qu'ils étaient plus nombreux. Il n'y en avait pas moins de treize, et quinze en comptant deux sanctuaires de culte purement grec, le *Διὸς ἐκόν*⁴ et le *Διοσκουριδῶν*⁵.

Parmi les treize de culte égyptien ou gréco-égyptien, cinq possèdent quelques parcelles de terre (20 3.8 aroures en tout)⁶ les autres n'ont aucun revenu. Les cinq temples pourvus d'un domaine sont celui du dieu-crocodile Pélésouchos,

1. *Tebt. Pap.*, n. 62, ll. 5, 26; 62. A l'époque romaine, une *ἐλαιοῖνα τοῦ Σοχίου*, surtaxe de *ἐλαιοῦ*, était prélevée au nom et profit du Souchos du Fayoum (*BtU.* n. 718 III). En Thébaine, une dîme proportionnelle était due au clergé à l'époque ptolémaïque (ci-après, p. 212).

2. A savoir n. 63, ll. 18-21, 140 aroures de sa terre en l'an XI (140-39 a. C.) et 19 en l'an XI II (129-8 a. C.). Soknebtynis avait encore droit au tiers du produit de la taxe sur les colons (sa de Kerkéosiris n'est pas connue avant A. 140, *ἐν τῇ πόλει Σοκνεβτύνος ἡμεῖς ἐπέλαβον, ἀπὸ τῆς*) *Tebt. Pap.*, n. 64, ll. 9-10. rapport de Menchès, de l'an L III = 114 a. C.) Par des rapports et comptes de comogrammes, à peu près de la même époque (*Tebt. Pap.*, n. 62, 61, 60, 58, 114, 115), on voit que, comme le Sobk de Crocodéopous, le Sobk de Teltynis avait des rentes en divers lieux. Dans un vi. ago où le dieu local Soukésabonthis a 4 aroures 1 4 de terre, des versements annuels sont faits *Σοκνέβτύνος* et *ἐκ τῆς Σοκνέβτύνος ἐκτῆς Τελτύνος* *Tebt. Pap.*, n. 115.

3. Dans une ordonnance d'Évergète II, le roi classe parmi les sacristans de deuxième catégorie *τοὶ ἐν ἐλαιοῖναις καὶ ἐν ἐλαιοῖς καὶ ἐν ἐλαιοῖς καὶ ἐν ἐλαιοῖς καὶ ἐν ἐλαιοῖς καὶ ἐν ἐλαιοῖς* (*Tebt. Pap.*, n. 5, ll. 70-71).

4. *Tebt. Pap.*, n. 39, l. 21.

5. *Tebt. Pap.*, n. 14, l. 11.

avec un tombeau pour les momies divines $\Sigma\omega\gamma\acute{\iota}\tau\omicron\varsigma\ \kappa\alpha\iota\ \kappa\rho\epsilon\kappa\alpha\delta\ \lambda\acute{\iota}\tau\acute{\alpha}\rho\iota\omega\upsilon$), celui d'Orsénouphis et les trois Έσμαια consacrés à Thot, le dieu-ibis identifié à Hermès, avec autant d'ιδιοκτήται. Le culte de Pélésouchos est le mieux renté. Les cultivateurs royaux lui donnent 5 artabes de b é pour « les sacrifices l'allumage des lampes et l'huile de cèdre » son domaine, terre sacrée non pas franche d'impôts comme celle des grands temples, mais à taxe réduite ($\epsilon\acute{\iota}\rho\acute{\alpha}\ \gamma\eta\ \epsilon\tilde{\iota}\sigma\pi\acute{\alpha}\tau\omicron\upsilon\omega\iota\ \epsilon\acute{\iota}\rho\acute{\iota}\omega\iota\ \epsilon\tilde{\iota}\nu\ \acute{\omicron}\pi\omicron\lambda\acute{\omicron}\gamma\omega\iota$), d'aut de 5 3 8 aroures ¹. Enfin, la famille Marrès et frères lui doit 30 jours de corvée ($\tau\acute{\iota}\mu\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}\ \lambda\epsilon\iota\tau\omega\rho\gamma\kappa\omega\tilde{\nu}$), c'est-à-dire de service au temple. Chacun des treize sanctuaires a ainsi une famille chargée de vaquer au culte, et le nombre des jours de service est uniformément de 30, ce qui fait 390 jours par an pour l'ensemble. Cet office sacerdotal équivaut une charge, héréditaire ou acquise, qui donnait droit au titre de « prophète » et a une part du revenu fixe ou casuel assigné au temple ². L'Orsénouphicéon ne possède qu'une aroure de terre sacrée, mais les Hermæons de Thot en ont 14 à eux trois. Les huit autres temples ou chapelles, à savoir, deux consacrés à Thoteris, deux à Isis, un à Harpsénésis (Horus fils d'Isis), un à Anoubis, un à Boubastis et un à Ammon, n'ont droit qu'àux jours de service. Le comogrammate dit expressément qu'ils n'ont pas de revenu $\pi\rho\acute{\omicron}\tau\epsilon\rho\omicron\tau\epsilon\tilde{\nu}\ \mu\eta\delta\epsilon\ \epsilon\tilde{\iota}\sigma\tau\epsilon\tilde{\nu}$. Il entend par là absence de revenu fixe auquel devait suppléer la piété des fidèles ³.

1. Grande l. in *Tebt Papy*, p. 51 v. La fraction $\frac{2}{3}$ $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ est, comme celle de 3, 12 et 48, p. 149, 1 v, une des plus employées dans ces comptes (cf. p. 63, l. 26; 88, l. 14).

2. Marrès et frères ont acheté leur charge au Trésor le 18 Phaophi an II (7 n. v. 315 a. C.). Polosaris et frères, desservants du second Thorticéon, ont acheté la leur $\pi\rho\acute{\omicron}\tau\epsilon\rho\omicron\tau\epsilon\tilde{\nu}$. Les on du 1 v, les uns et les autres, au 1-5 du revenu. Un certain Horos possède le 1-6 du Δουκισσαίου. Tous les desservants des temples égyptiens du Fayoum paraissent avoir le titre de prophètes, car le comogrammate utilise son rapport $\kappa\alpha\iota\ \epsilon\tilde{\iota},\ \epsilon\tilde{\iota}\rho\acute{\omega}\nu\ \kappa\alpha\iota\ \pi\rho\omicron\tau\epsilon\rho\omicron\tau\epsilon\tilde{\nu}\ \kappa\alpha\iota\ \tau\acute{\iota}\mu\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}\ \lambda\epsilon\iota\tau\omega\rho\omega\tilde{\nu}\ \kappa\alpha\iota\ \tau\acute{\iota}\μ\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}\ \pi\rho\acute{\omicron}\tau\epsilon\rho\omicron\tau\epsilon\tilde{\nu}\ \tau\acute{\iota}\μ\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}\ \tau\acute{\iota}\μ\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}$ *Tebt Papy* n. 88.

3. Dans un compte d'Anubis an C^o *Tebt Papy* n. 490 figurent des comptes pour les $\kappa\alpha\iota\ \kappa\rho\epsilon\kappa\alpha\delta\ \lambda\acute{\iota}\τ\acute{\alpha}\rho\iota\omega\iota$ l. 70 et $\kappa\alpha\iota\ \kappa\rho\epsilon\kappa\alpha\delta\ \lambda\acute{\iota}\τ\acute{\alpha}\rho\iota\omega\iota$ l. 24 $\kappa\alpha\iota\ \kappa\rho\epsilon\kappa\alpha\delta\ \lambda\acute{\iota}\τ\acute{\alpha}\rho\iota\omega\iota$ l. 27, $\tau\acute{\alpha}\ \kappa\epsilon\ \tau\acute{\iota}\μ\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}$ (l. 80-82), mentionnées suivies le nom de particheers, $\epsilon\tilde{\iota}\ \Delta\omicron\upsilon\kappa\iota\sigma\sigma\alpha\iota$, $\epsilon\tilde{\iota}\ \epsilon\tilde{\iota}\rho\mu\omega\iota$, etc. Les tentes concernant les collectes pour les prêtres $\epsilon\tilde{\iota}\ \tau\acute{\iota}\μ\epsilon\rho\omega\tilde{\nu}$

A Magdola, la part du grand Suellos de Crocodilopolis une fois faite, il ne reste aux cultes locaux que 20 aroures : 10 assignées au patron du bourg, Orsénouphis, et 5 à chacune des deux nourriceries (*Sioua tpepi*) de Tlot-Hermès¹. L'Héron n'y figure pas comme terre sacrée, mais comme un mou-dit, une région du terroir comprenant des lots de cléroutiques à lani jusqu'à 20 et 50 aroures².

La plupart des renseignements que nous possédons sur le bourg de Soknopaiou Nesos (*Dimeh*), au nord du Fayoum, datent de l'époque romaine, mais nous savons que son dieu possédait au moins quelques aroures au temps des Lagides³.

Les desservants des temples païens ne sont évidemment pas les prêtres vivant de leur prébende. Les Lagides n'ont sans doute pas laissé se constituer dans la nouvelle province des corporations religieuses pareilles à celles qui leur donnaient tant de souci en Thébaine, des congregations de prêtres voués à la vie religieuse par fonction héréditaire et soumis aux observances de la cléricature, comme l'interdiction des vêtements ou aliments impurs, la circoncision et la tonsure⁴. Nous avons affaire à ces gens chargés d'un office re-

lourde sont de l'époque romaine (Wilcken. *Opusc.* I, pp. 253-256). Voy. le paragraphe consacré par W. Otto, p. 381-401 aux contributions des particuliers. La plupart des textes sont de l'époque romaine. De l'époque ptolémaïque sont restées des sentences, des dépenses à pour le deuil de Maïvra, des dons d'huile pour les lampes, encens, bois à brûler (p. 392, 3).

1. Voy. les quatre rapports au cornogranate de Magdola *Tebt. Pap.*, n° 80-83, dont le plus important pour notre sujet n° 82 est daté du 15 Pharmouthi an 11 (3 mai 115 a. C.).

2. *Tebt. Pap.*, n° 83, l. 74-8.

3. *Pap. Anst.*, II, n. 40 ci-après, p. 220, l. 11 s'agit de 25 aroures, qui pouvaient n'être qu'une fraction du domaine. Cf. la monographie de G. Wenig, *Kavaria und Soknopaiou Nesos* citésant, p. 124, 6).

4. Sur la différenciation dans l'un et l'autre sexe cf. B. Peyron *Pap.* XV (du Serapéum de Memphis — Wilcken *Die ägyptischen Beschriftungsurkunden* (l'époque romaine), in *Archiv f. Pap.* II pp. 4-13. Discussion sur le caractère exclusivement sacerdotal de cette pratique, thèse soutenue par Heitzinger, combattue par H. Grunke et P. Wendland *ibid.*, p. 123, auxquels se rallie W. Otto, p. 213). Les vêtements comprennent les habits de lin et la tonsure (Hérod. II, 36) sont encore maintenus à l'époque romaine, comme le montre une enquête concernant un prêtre du T. de Soknopaios, en l'an 150 a. p. Chr. (*Bolet.*, n. 16 Cf. W. Otto, p. 61).

ligieux, à des espèces de marguilliers qui s'étaient engagés à consacrer au culte, en dehors de leurs propres affaires, une part fixe de leur temps, mais qui peuvent être en même temps commerçants ou agriculteurs. Cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas imité dans une certaine mesure les corporations sacerdotales et que ces desservants de village n'aient pas formé une association municipale groupée sous la présidence de quelque dignitaire. Pour Kerkéosiris et Maglola, nous n'avons aucune indication de ce genre, mais on rencontre à Soknopaiou Néos des « prêtres » agissant en corps pour se plaindre au stratège d'extorsions commises à leur détriment par Pélésouchos, un fonctionnaire ou dignitaire dont ils appellent la fonction *ἀρχιερέας* et qui pourrait être le président ou curateur des temples de la bourgade¹. Un chef exploitant ses subordonnés n'était pas chose rare en Égypte. En tout cas, cette *ἀρχιερέας* paraît avoir été un office annuel conféré par les prêtres ou en vertu d'un contrat passé avec eux².

Le clergé de Soknopaiou Néos avait l'œil à ses affaires. Il tirait tout ou partie de ses revenus fixes de la terre sacrée qui lui était attribuée par le domaine royal. Des révisions du cadastre pouvaient lui faire perdre ou gagner sur la contenance, et il était bon d'y veiller. Une lettre adressée aux prêtres de Soknopaiou Néos par un certain Épiodore

1. Cf. ci-dessus, p. 240. 2. A Kerkéosiris, si la rente du domaine sacré de Soknopaiou Néos est servie *ἐκ τῶν ἀρχιερέων* (?), ces prêtres ont des *γαστράς* pour le travail matériel (*Tebt. Pap.*, n. 63, ll. 18-23).

3. *Pap. Amh.*, II, n. 35 du 22 Éphéat XXXVIII (2 août 132 a. C.). Ils accusent le *ἀρχιερέας* d'un détournement de 225 arabes de blé et ils invoquent auprès du stratège la reconnaissance que celui-ci doit « au dieu Soknopaios et à Isis Néphrouras » pour sa guérison. Sur la *ἀρχιερέας* et le titre de *ἀρχιερέας* voir aussi un *ἰατρίον* en demyotique (*Pap. Amh.*, II, nn. 35, 40-41), rapproché de celui de *ἀρχιερέας* (*Beckh.*, Abh. VI, inser. gr., n. 349 = CGZ 1031) voir, Si *Zeitschr. f. d. Wiss. d. Klass. Phil.*, XXV (1902) pp. 187-189, Wilcken in *Aegypt. Z.*, II, pp. 129-133; W. Otto, *op. cit.*, pp. 39-40 238-3. A l'époque de Vespasien, des *ἀρχιερέας* le sont pour un *ἀν.* à un *κοινοῦ* de *ἰατρίον* *πρὸς τὸν ἀρχιερέαν καὶ τοὺς ἀρχιερέας καὶ τοὺς ἀρχιερέας καὶ τοὺς ἀρχιερέας* (*Bt. P.*, n. 216). Siopolis était sur la limite S.-E. du Fayoum.

4. C'est à peu près la même chose que peut inférer de l'expression *καὶ τῶν ἀρχιερέων καὶ τῶν ἀρχιερέων καὶ τῶν ἀρχιερέων* (*Beckh.*, Abh. VI, inser. gr., n. 349 = CGZ 1031).

Les Ptolémées lui avaient suscité de redoutables concurrents en comblant de leurs faveurs les cultes de la Haute-Égypte, dans les villes échelonnées le long du Nil, depuis Hermonthis (*Ermont*) jusqu'à Pselchis (*Dakhkeh*), par delà la première cataracte. Il est probable que les desservants des magnifiques temples de Latopolis (*Esnah*), d'Apolinopolis Magna (*Edfou*), d'Onchos (*kôm Ombo*), d'Éléphantine et de Philæ, pour ne citer que ceux-là, furent dotés d'une façon convenable et qu'ils le furent aux dépens de la grande corporation thébaine¹. Là, les prébendes étaient plus grasses, et les jours de service, au lieu d'être des corvées, étaient payés à un tarif rémunérateur. A Hermonthis, par acte notarié du 18 Chouak an XLIII (9 janv. 127 a. C.), Psentothès, « isiorome » d'Isis, lègue à sa fille Tasémis, outre des immeubles avec leur mobilier, une part des revenus de son canonicat, à savoir : le 1/7 des indemnités à lui dues pour les 120 jours (*ἡμερῶν ἁγαστικῶν*) consacrés chaque année au service d'Isis Nemetis, soit 17 jours 1/7; plus, le 1/7 du produit des cinq jours épagomènes; plus, le 1/7 de ce que lui rapporte l'isiéon de Imoutmenibis². Sans doute, ces parts devaient être prélevées sur les honoraires de son successeur, les offices sacerdotaux étant assimilés à des propriétés partielles, aliénables et transmissibles à titre onéreux³.

1. On sait que les Lagides, durant plus d'un siècle, ont englobé des sommes énormes dans la construction du T. d'Edfou. Aux prêtres d'Éléphantine, Ptolémée Soter II assigne une subvention annuelle *sovere* de 200 artabes de blé à prendre sur les confins de l'Éthiopie (Strack, n. 110 : *riton d'Assouan*). Les Ptolémées ont fait étalage de zèle religieux partout, excepté à Thebes, à qui ils ont même enlevé son nom glorieux (*Τὰς θεῶν ἱερὰς πόλιν*), remplacé par « Diospolis la Grande ». Il y avait en Égypte quatre autres *Διοσπόλεις* (Steph. Byz., s. v.) dont « Diospolis la Petite » (*ἡ μικρὴ*).

2. *BGE.*, n. 203. En général, les prêtres étaient de service à tour de rôle durant un mois. Le tour de Psentothès revenait donc tous les trois mois. *Ἀγαστικὸν* est le terme technique pour qualifier le service religieux, accompagné de punitions par jeûne et continence. Cf. W. Otto, p. 25.

3. Il y avait là matière à abus signalés dans l'ordonnance d'Évergète II (*Tébé. Pap.*, n. 5). Aux prêtres qui ont acheté aux temples des charges comme celles de prophète et de sergent, le roi défend de les céder à d'autres *παρχαριστὸν τοῖς ἑλλοῖς*, lig. 80-82. Sur les prébendes et rations sacerdotales

Pour les revenus des temples de Thèbes et de leur sacerdoce, nous avons admis, sur de fortes présomptions d'ordre historique, qu'il y eut déchéance et spoliation progressive; mais nous n'avons pas, que je sache, de renseignements nous permettant d'estimer, même à peu près, ce qui leur restait. En fait de dîmes ou prélèvements distincts de la rente de la terre sacrée, neuf quillances deivrées par les magasins royaux (*ἑρμῶν*) de Thèbes pour livraison de grains soldant l'impôt foncier en nature permettent de conclure qu'un 1/10 de cet impôt était réservé aux temples. Les percepteurs royaux mentionnent, en effet, à la suite de la somme totale d'artabes livrées, une fraction de cette somme équivalant en moyenne au dixième, sous la rubrique *ἑρμῶν* (*πυρρῶν* ou *ἑρμῶν κρῖνῶν*)¹. Le sacerdoce lui-même avait même, semble-t-il, le droit de prélever une dîme sur les revenus de temples qui, comme succursales des mêmes cultes, étaient sous sa dépendance. C'est ainsi que, sur une livraison de 50 artabes destinées au temple d'Amon *εἰς τὸ Ἀμωναῖον*) dans l'île de Psoanounis, une 1/2 artabe est mise à part comme *ἑρμῶν πυρρῶν*².

Puisque nous sommes en face de questions dont les données même ne sont hypothétiques, usons en toute liberté des conjectures pour comparer et peut-être assimiler dans une certaine mesure à la catégorie de la « terre sacrée » un genre de propriété qui paraît avoir été artificiellement détaché soit de la terre sacrée elle-même, soit du Domaine royal, d'où, en fait de propriété foncière, tout part et où tout

dans la vieille Égypte, voir Bernardt, *Beziehungen zwischen von Priestern im mittleren Reich*, Z. f. Äg. Spr., XI, 1903, pp. 13-117.

1. Wicken, *Oste.*, I, pp. 221-223 du 1^{er} siècle a. C. De même, à Thèbes, reçu de 300 dr. d'argent, *εἰς τὸν ἑρμῶν*, p. 224.

2. Wicken, *Oste.*, I, pp. 116-117, 223, cinq quillances du 1^{er} siècle a. C. C'est une sorte de cens ou redevance pour investiture autorisant à pratiquer le culte d'Amon ou se rendre à ce point, ou peut-être l'effectif du personnel des grands temples, quand on voit le temple de Sakhmpani Nésis, une simple bourgade, compter, à l'époque romaine, 31 prêtres dans une seule des cinq tribus sacerdotales (W. Otto, p. 35).

aboutit. Il s'agit de domaines particuliers pouvant comprendre des villages entiers qui sont dits ἐν δωρεᾷ, c'est-à-dire concédés à titre de don gracieux, ou ἐν συντάξει, c'est-à-dire grevés d'une « contribution » ou « subvention » dont la nature n'est pas définie. Cette contribution ne doit pas aller au Trésor royal, car le Papyrus des Revenus range dans la même catégorie « ceux qui sont exempts de taxes (ἀτελεῖς) dans le pays ou possèdent des villages et de la terre, soit en don, soit en contribution »¹, tous étant dans une condition privilégiée à l'égard du fisc.

L'expression en δωρεᾷ ne peut guère avoir dans la langue administrative un sens autre que l'expression courante ἐς δωρεάν ou δωρεάν tout court, qui signifie « gratis »². Pour limiter le problème, remarquons d'abord que — à part une exception sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure — l'on n'a pas rencontré jusqu'ici de terres ἐν δωρεᾷ en dehors de la Thébaine et même de l'ancien terroir de la ville de Thèbes, découpé en deux nomes, le nome de Périthèbes et le nome Pathyrite³. Une autre remarque non moins significative, c'est que les vignobles et vergers ἐν δωρεᾷ ne sont pas exemptés par Philadelphie de l'ἀπόμοιρα, c'est-à-dire d'une taxe de 1/6 de la récolte (ἐντα), taxe perçue sur des plantations longtemps monopolisées par les temples et dont le produit doit être affecté au culte⁴. C'est dans le voisinage de Thèbes que se trouvait le lot de δωρεῖαι γῆς conféré, apparemment à titre précaire, à Dorian ancien toparque de Périthèbes, et dont l'ἰδιωτισμὸν géré par une famille d'Illobosques possédait la moitié en l'an XXXI de Philadelphie (234 a. C.)⁵.

1. οἱ αὐτῶν ἐκτὸς τῆς γῆρας (c'est-à-dire en dehors des terres grecques, Alexandrie, Ptolémaïs, etc.), ἢ ἐν δωρεᾷ ἢ ἐν συντάξει ἑκουσίῳ) κώμας καὶ γῆν col. 43, ll. 41-42) — plus loin, δωρεᾷ καὶ ἐν δωρεᾷ κώμας αὐτῶν (col. 44, l. 3).

2. Cf. *Pap. Petr.*, II, n. 13, l. 1 et 4. *Fest. Pap.*, n. 5, l. 187, 250.

3. Cf. Pau. M. Meyer, *Hermopolis*, pp. 55-57.

4. *Heeren. Leves.* col. 36, l. 15. Cf. ci-dessus, pp. 193-197.

5. Voy. les textes *Berl. Mus.*, 5849 *Berl. Mus.*, 4131 dans Wilcken (*Ostr.*, I p. 6). 1) Le premier, déjà publié par E. Revillout, porte la date Ε' λ' α' Ε' π' ε' ζ' = 18 sept. 234 a. C.

C'est à la banque de Thèbes qu'est enregistré, le 4 Tybi au XIII de Philopator (13 févr. 209), un acte de vente pour lequel le trapezite a perçu, en sus du décime (*δραστη*, le droit commun, un minime supplément de taxe (4 triobole), sous la rubrique *προς ἁγιαίαν*, le terrain vendu étant qualifié dans l'acte demotique *ἁγία ἡτορ* ou terre sacrée d'Amon¹. Enfin, dans une correspondance administrative entre agents du fisc, dont le texte est malheureusement très mutilé, il est question d'un certain Arendotes, fils de Nech-hénabys, qui paraît être propriétaire d'un domaine privilégié (*τῆς ἐν ὁρίωνι γῆς* situé dans la tojarchie en aval (*κάτω*) d'un nome de la Thibaïde². Le sens des instructions données à son sujet reste énigmatique. Les mots *πρὸς τὴν τραπεζίαν* lig. 14), suivis à distance de *πρὸς τὴν* lig. 18 et *ἐπεὶ* (lig. 19), indiquent qu'il s'agit d'un recouvrement en nature, qui pourrait être considéré comme dû au temple ou perçu sur un sol sacré, et le cas doit être litigieux, puisqu'il donne lieu à consultation. On suppose qu'Arendotes, invité à payer une redevance qu'il ne doit pas, ait invoqué son privilège de propriétaire *τραπεζαίης* et que son bon droit ait été reconnu par un fonctionnaire supérieur. Celui-ci écrit à un subordonné : « Envoie à l'intéressé un laissez-passer³, qu'il présentera au sitologue chargé de percevoir le froment sacré,

1 Papyrus Bédague, publié par Heydout en 1831, et en dernier lieu par L. Gruth (1904), dans les *Proceed. Soc. Publ. Arch.*, XIV et XXIII; voy. ci-après, chap. xxvii. Ce *προς ἁγιαίαν* est si commun qu'il semble réduit à un pur symbole comme l'achat *ἁγίου αἰῶνος*. Wicken (*Ostr.*, I, p. 352) n'y veut voir que le cout des feux du bureau, les honneurs de *εὐλασίου*. Cependant, pour un fait qui devait être commun, une mention bien rare et si inusitée, jusqu'ici. W. Otto (p. 218, 2), rejette la thèse de P. Meyer sur la *πρὸς τὴν* et sur celle de *ἐν ὁρίωνι* mais approuve, contre Wilcken, son interprétation symbolique de *πρὸς τραπεζίαν*.

2 *Revue*, n. 1610. La lettre est datée de Philopator au XXIX, date que l'éditeur du texte Schubart a prise comme pouvant correspondre à déc. 219 a. C. L. Gruth que Ptolémée III a régné que 26 ans. Si l'on ne veut remonter jusqu'à Ptolémée phé. 2576 a. C., il faut descendre au moins au règne de Philopator 2524 a. C. ou d'Évergète II 1424 a. C.

3 Le sens d'*ἀφ' ἧς ἐκδοῦναι* ou laissez-passer pour *πρὸς τὴν τραπεζίαν* est d'usage courant dans les *Decretes Laus.* col. 2. 32. 89. 94. 95.

attestant ainsi qu'il est dispensé de la taxe ». Il y a là, d'après ces indices, un lien quelconque, communauté d'origine ou similitude de condition juridique, entre la terre *ἱερά* et la terre sacrée.

Tout bien considéré, il me semble que les faits constatés et les conjectures de détail pourraient se grouper d'une façon plausible dans l'hypothèse suivante. Les premiers Lagides, résolus pour bien des raisons, politiques et économiques, à morceler et « laïciser » une bonne part des domaines du sacerdoce thébain, ont cherché les moyens de déguiser cette spoliation par divers procédés. Ils durent être aidés en cela par les usurpations des familles sacerdotales elles-mêmes, qui avaient depuis longtemps, conformément aux coutumes de l'Égypte féodale, converti en fiefs héréditaires des domaines appartenant au grand dieu Amonrâ, autrement dit à la corporation de ses prêtres ¹. Les Ptolémées n'eurent qu'à transformer cette tenure féodale en propriété franche d'impôts, propriété octroyée par mesure gracieuse, en pardon (*ἱερά*) ², au profit soit des bénéficiaires actuels, soit de Gréco-Macédoniens substitués; et cela, sans enlever expressément à ces fiefs leur caractère de « terre sacrée » exempté d'impôt par définition, mais en réduisant les obligations envers le temple à l'*ἀποδοχή*, perçue d'ailleurs par le fisc et n'appartenant au temple que par fiction légale.

Comme on vient de le dire, le caractère sacré attaché à la

1 W. Otto (§ 286) signale l'existence de propriétés laïques dans les domaines de divers temples, notamment des *παιδοποία*, probablement converties en propriétés privées par des familles sacerdotales. Au temps de Ramsès II, d'après Revillout (*Précis*, p. 103), il y avait sur les *metier-hotep* trois degrés de possession : d'abord, celle du dieu propriétaire, puis, celle du prêtre qui percevait le produit de son lot contre une redevance au temple, enfin, celle du tenancier ou cultivateur. On rencontre des domaines individuels de prêtres ainsi dotés sur les terres des temples dès la XII^e dynastie.

2. Le domaine de Ptolémée de Telmessos, visé dans les traités comme une sorte de petit État souverain (cf. ci-dessus, tome I, pp. 153, 3. 206, 2. 363, 3. 393, 1), pourrait avoir été constitué de cette façon et être un type de ce genre de propriété, dont l'inviolabilité ne se comprendrait pas sans le caractère sacré.

ἡ ἐν δώδεκα est accidentel et dû à des circonstances particulières. S'il n'a pas été complètement effacé pour les fiefs royaux de la Thébaine, c'est parce que les rois ont voulu, en dépouillant le clergé, déguiser dans une certaine mesure la vérité sous la fiction. À leurs yeux, ils ont pu considérer comme des concessions royales les domaines qu'ils voulaient bien ne pas enlever aux grands propriétaires indigènes ¹, débris de l'ancienne féodalité, qu'ils étaient censés investir à nouveau. Enfin, la rubrique « terre en pur don » convenait à plus forte raison aux domaines privilégiés qu'ils constituaient à nouveau et à leurs frais, pour récompenser le mérite ou l'habileté de personnages bien en cour ². C'est ainsi que, sur les terres neuves du nome du Lac, nous voyons, au temps de Philopator, un certain Chrysormos, sans doute un favori du moment, posséder une δώδεκα que cultivent des fermiers. Nous connaissons le fait par une pétition d'un de ces cultivateurs, un Grec, Idoménée, du bourg de Kamini, lequel se plaint d'avoir perdu sa récolte de gesse par le fait de deux voisins, deux Égyptiens du même village, Pélobastis et Horos, qui ont mondé son champ et l'ont mis par là hors d'état de payer le fermage (τὰ δώδεκα) de ses deux aroures au dit Chrysormos. Il veut que le stratège mande les délinquants à Crocodilopolis et les force à rembourser la semence, à remplacer la récolte perdue et à servir la rente de l'année au propriétaire ³. Le

¹ Voy. dans les inscriptions hiéroglyphiques réunies par K. Sethe, le prince d'Hérakléopolis, contemporain d'Alexandre le Grand (n. 1), et ce prince de Koptos, chambellan de la reine Arsinoë I (2), qui était assez riche pour agrandir le T. de Min à Koptos et faire exécuter des travaux dans d'autres sanctuaires, notamment à Kads *Apollinopolis Parva*, où il offrit une chapelle monolithique en basalte vert à Harakésis (nn. 14, 18). Une inscription du temps de Ramsès II. découverte en 1899 par V. Loret, nous a conservé l'histoire des débats relatifs à la propriété d'un fief concédé par Ahmôsis I à un certain Neshî près de Memphis (Al. Moret, *Un procès de famille sous la XIX^e dynastie*, in *Z. f. Aeg. Spr.*, XXXIX [1901], pp. 11-39).

² Cf. Diod., II 72, 6. Les rois — il s'agit des Pharaons — τὴν πᾶν δώδεκα-
κατασκευάσαντες τὸν οὐκ ἐν τῇ πόλει ἀλλ' ἐν τῇ ἐκκλῆσιᾳ.

³ *Sup. Magdala*, n. 23. La pétition (ἐννόμιον) est adressée au roi, mais desti-

lief de Chrysermos comprenait sans doute tout le bourg de Kamini et paraît même s'être étendu au delà.

Nos textes ne permettent pas d'établir la condition juridique de ces propriétés, de savoir si elles étaient aliénables et héréditaires ou simplement vagues, si le Roi concédait la propriété du sol ou seulement la jouissance des revenus. Peut-être est-ce là, sur ce dernier point, qu'il faut chercher la distinction entre les terres *iv šwꜣꜣ* et les possessions *iv wꜣꜣꜣ* sur lesqueles nous sommes encore moins renseignés. On n'a essayé de répondre à ces questions que par des conjectures reposant elles-mêmes sur un premier postulat, à savoir que tous les biens compris dans chacune de ces deux catégories étaient soumis au même régime¹. S'il est vrai, comme nous l'avons admis, que les terres concédées *iv*

nées en réalité au stratège. L'apostrophe du stratège est datée *ⲉⲓ ⲁⲓⲙⲉⲗⲟⲩ ⲙⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* = 13 janvier 216 a. C.

1. Déjà les éditeurs des *Revue des Langues*, qui ont été les premiers à proposer des solutions, en ont proposé de sensiblement divergentes. Pour Mahaffy, la *šwꜣꜣ* est une possession non héréditaire d'une partie des revenus d'un bourg ou du produit d'une seule taxe, la *wꜣꜣꜣ* comprenant tout le revenu. P. Grenfell pense, avec Lumbruso, que la *šwꜣꜣ* emporte la possession et administration du sol, la *wꜣꜣꜣ*, la jouissance de tout ou partie du revenu. Paul M. Meyer fait valoir contre eux le caractère d'*ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* primitivement attaché à ces concessions et le sens spécifique de *wꜣꜣꜣ* — allocation au clergé — dans la pierre de Rosette. Il définit la *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* une terre jadis sacrée, conquise par l'État et distribuée par lui à des vétérans, comme les *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* du Fayoum. Ainsi, que la *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* serait une terre sacrée concédée à des particuliers en vue d'un service ; annuelle à payer aux prêtres du dieu qui en avait été le propriétaire. En somme, il efface à peu près toute distinction entre la *šwꜣꜣ* et le *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ*, entre la *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* et les biens du clergé. Il ne reste que la marque d'origine, et, sur ce point, le papyrus de Magdola, qu'il ne connaissait point encore, montre que la *šwꜣꜣ* ne provenait pas partout du démembrement d'un domaine sacré. Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas ici de la *šwꜣꜣ* en général, mais de la *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ*. La *šwꜣꜣ* peut être un privilège quelconque. Ainsi, le Pn.-Callistène, après avoir énuméré les privilèges des prêtres d'Amandre (ci-dessus, p. 44, 1), ajoute *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ*, *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ*. De même, dans une lettre en date du 4 Gorpiaïon ou 12 Chouah en 231 (J. Egypt. 10 = 23 janv. 231 a. C., le directeur²) avertit que, par droits royaux, un 1/3 des droits à percevoir sur la rédaction des contrats égyptiens a été octroyé au *ⲙⲓⲛⲓ ⲙⲓⲁⲓⲛⲓ* (Pap. Petr., III, n. 57 r). C'est une *šwꜣꜣ* comme l'entend Mahaffy. Mais quand le roi concède la terre, il concède la propriété — temporaire ou non — du sol, avec l'immunité qu'implique le droit de propriété complète.

ῥωρεῖς étaient de provenance diverse, rien n'empêche de supposer que ces concessions de faveur étaient faites à des conditions diverses le caractère commun étant la franchise à l'égard de l'impôt. Celles qui étaient simplement la confirmation d'un droit antérieur ont dû rester à l'état de propriété complète, aliénable et héréditaire; celles qui, prélevées sur la terre sacrée, restaient terre sacrée par fiction légale et celles qui étaient détachées du Domaine royal gardaient la marque d'origine, le caractère de propriété précaire et révocable, soit comme dotation viagère, soit comme bien de famille, analogue de tout point, sauf le privilège fiscal, aux lois des cléricaux.

Quant aux possessions dites ἐν συντάξει, la question se simplifie si l'on en élimine, comme on en a parfaitement le droit, l'élément perturbateur qui y a été arbitrairement introduit, le sens étroit de συντάξις entendu comme subvention au clergé. Le mot signifie allocation quelconque de la part du Trésor, et notamment allocation constituant tout ou partie du traitement des fonctionnaires¹. Dès lors, la terre ἐν συντάξει, terre concédée par le Domaine avec les mêmes privilèges que la terre ἐν ῥωρεῖς, a pu être affectée à des destinations diverses ayant pour caractère commun de remplacer une allocation en argent ou en nature comme capital mis aux mains soit des prêtres, soit des particuliers, à titre précaire ou perpétuel selon les cas; capital dont le revenu servait soit de subvention aux temples, soit de traitement aux fonctionnaires. La franchise à l'égard de l'impôt était ici parfaitement justifiée, l'État ne voulant pas retenir d'une main une partie de ce qu'il donnait de l'autre. Ce privilège constitue la différence spécifique entre la γῆ ἐν ῥωρεῖς d'une part, la γῆ ἐν συντάξει d'autre part, — deux espèces assimi-

¹ Voy. les textes cités par W. Otto (p. 368-4) et par Smyly dans les *Pap. Petr.*, III pp. 219-220 v. g., *Athen.*, XI, p. 494 n. *Diad.*, I, 75, 4. *Pap. Oxyr.*, I, n. 167. *Fayûm Towns*, n. 202, etc. Cf. Revillout, *Précis* pp. 464-5. Nous rencontrons même plus loin συντάξις (p. 203, 1) au sens de contribution collective.

lables aux biens du clergé, — et les lots plus modestes dont il nous reste à parler, ceux qui ont été prélevés sur le domaine royal pour être distribués, contre obligations définies, aux « clérouques ».

§ III

LA DOTATION DES CLÉROUQUES.

A côté du domaine royal exploité directement par des cultivateurs royaux (γῆ βασιλική - γεωργοὶ βασιλικοί) et de la « terre sacrée » (γῆ ἱερὰ) figure sous une rubrique spéciale, dans la comptabilité financière, la terre allotie (γῆ κληρουχική) et détachée du Domaine (ἐν ἰρίσει) ¹, c'est-à-dire assignée par l'État, qui en garde la nue propriété, à des bénéficiaires (κληρουχοί), lesquels appartiennent ou sont censés appartenir à la milice sédentaire et à la police. En l'an LI d'Évergète II (120/19 a. C.), il y avait à Kerkéosiris 101 de ces clérouques, possédant ensemble 1,564 aroures sur 4,700, soit environ le tiers du terroir de la commune (χώμη) ². Sur

1 Sur le sens de cette expression, sens très discuté, voy. Grenfell-Bont (Test. Pap., ad n. 3, lig. 36, pp. 34-36), qui proposent avec hésitation l'opinion adoptée ci-dessus. Lumbroso (p. 90) considère les terres « en rémission » (ἐν ἱρίσει) comme déchargées de tout ou partie de l'impôt foncier. E. Revillout (Cours de droit égyptien, p. 437) est tenté de les comparer aux *fundi derivati* du Bas-Empire. P. Meyer (p. 42) entend par ἰρίσις l'inondation artificielle (ἔδατος ἔρισις Pap. Petr., II, nn. 13, 31, 42 et traduit γῆ ἐν ἰρίσει par « Land das künstlich zur Zeit der Nilüberschwemmung durch Öffnen der Schleusen unter Wasser gesetzt ist ». Mais ἔρισις est aussi employé au sens de « permission de récolter » (Pap. Petr., II, n. 2, l. 11-10 Pap. Amherst, n. 43, l. 7-8) et on ne rencontre, en fait de terres ἐν ἰρίσει, que des terres théoriquement domaniales ou sacrées.

2. D'après le rapport détaillé (310 lignes) du nomegrammate Ménches (Test. Pap., 42. En comparant divers rapports allant de 120 à 111 a. C., P. Grenfell (p. 538) établit comme suit le cadastre de Kerkéosiris (je ne modifie que l'ordre des articles) :

γῆ βασιλική	2,137 $\frac{19}{32}$	aroures	γῆ ἐν ἰρίσει γεωργική		
— κληρουχική	1,564 $\frac{27}{32}$	—	— σιωτή	175 $\frac{3}{4}$	aroures.
— ἱερὰ	211 $\frac{7}{8}$	—	— ἀπολογον ἔργον	169 $\frac{1}{16}$	—
παραδόντες	21 $\frac{1}{4}$	—	— κωμή (habitations)	69 $\frac{1}{2}$	—

ces 101 bénéficiaires, 29 sont des colons proprement dits (κττοικοι), vétérans retraités ou fils de vétérans, 55 sont des miliciens (μάχιμοι), pourvus chacun de 7 aroures (ἐπάρουροι), Égyptiens pour la plupart. Les 8 cavaliers adjoints à cette milice (Χοιρῆνιοι ἱππῆς) ont des lots montant à 15 aroures, et les agents de la police locale (1 χειρῆρικπος, 3 ἐρημοφύλακες, 3 φυλακῆται, 2 ἑρῶοι) sont encore mieux pourvus, leur dotation allant de 24 à 34 aroures.

La distinction de ces différentes catégories intéresse surtout l'administration militaire, et nous y reviendrons à propos de l'armée. Ici, nous nous bornerons à indiquer les caractères généraux de ce genre de propriété ou de tenure conférée par l'État, et la prise qu'a sur elle le droit retenu par le véritable propriétaire.

Dans l'Égypte pharaonique, au dire d'Hérodote et de Diodore, une tierce partie du sol appartenait à la classe des guerriers (μάχιμοι) qui n'exerçaient pas d'autre profession que le métier des armes, devenu héréditaire dans leurs familles. Hérodote estime leur nombre maximum (ὅτι ἐν πλείστοις ἐγένοντο) à 410,000 hommes, pourvus chacun d'un lot de 12 aroures en terres de choix (εἰσίματα) exemptes d'impôt (ἀτελείς). Cette armée sédentaire fournissait au roi, en tout temps, une garde de 2,000 hommes (1 000 Calasirites et 1,000 Hermotybes) qui étaient relevés tous les ans par des remplaçants, et, en temps de guerre, les contingents exigés par les circonstances ¹. La domination persane avait dû s'attacher à détruire cette organisation de la défense nationale : en tout cas, les Lagides, installés par la conquête et ne voulant à leur service que des Macédoniens et des mercenaires étrangers, jugèrent imprudent de laisser des armes aux mains des Égyptiens. On n'entend plus parler de μάχιμοι sous les premiers Ptolémées. Mais le système pratiqué

¹ Herod., II, 166-168 (160,000 Hermotybes et 250,000 Calasirites). Cf. Diodore (I, 27. 54. 73) et les chiffres formidables (624,000 hommes et plus de 1700 officiers supérieurs) qu'il donne pour l'armée de Sésostris.

par les Pharaons fut repris par eux lorsqu'ils songèrent à se créer, eux aussi, une armée permanente et à retenir à leur service des mercenaires, en leur assurant une dotation suffisante pour leur permettre de fonder une famille et de transmettre à leurs fils, avec le lot (*καταξες*) qui leur avait été attribué, leurs obligations militaires. Ainsi se forma une catégorie de clérouques (*καταροχοι*), intermédiaire entre les paysans ou serfs du Domaine (*βασιλικὰ γασφρὰ*) et les propriétaires libres, s'il en restait encore¹. Le terme choisi pour désigner les colons de race étrangère, dotés par le domaine royal, avait déjà un sens très précis, qui suffisait à définir leur condition. Il était emprunté au droit public des Athéniens, qui avaient déjà pratiqué la système de la colonisation militaire en pays étranger dans le double but de donner des terres aux citoyens pauvres et de les employer à défendre

1 La majeure partie de nos papyrus provenant du Fayoum, c'est-à-dire d'un nome où le sol, acquis sur le lac Marie par des travaux publics, avait été d'abord par cela même «*basilic*», ou n'y rencontre que rarement des expressions d'où l'on puisse inférer qu'il y existait des propriétaires, ou tout au plus du mot, par ex *καταροχοι*, dans *Tebt. Pap.*, n. 3, lg. 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

leurs conquêtes ou leur hégémonie. Ils avaient ainsi installé des clérouques sur le territoire de Chalcis en Eubée et à Salamine au temps des Pisistratides. Plus tard, Périclès sema par milliers les clérouques, organisés en communes de citoyens athéniens, en Chersonèse de Thrace, à Lemnos, à Imbros, à Samos, Scyros, Naxos, Andros, enfin, dans le pays des Bisaltes thraces, où fut fondée la ville nouvelle de Brœa (entre 444 et 440 a. C.). Durant la guerre du Péloponèse, des clérouques furent encore installés à Égine, à Polidée, à Lesbos, Torone, Skione, Mélos, jusqu'au jour où la chute de l'hégémonie athénienne mit fin à ces entreprises. Les Athéniens, qui rompaient par cette nouvelle méthode avec l'ancien droit international avaient fixé par une législation spéciale la condition juridique des clérouques et de leurs descendants. D'abord, ils restaient — et c'est là l'innovation caractéristique — ils restaient citoyens athéniens en pays étranger et obligés au service militaire dans l'armée athénienne. Les terres distribuées aux clérouques appartenaient à l'État, et celui-ci en conservait la nue propriété, non pour se réserver le droit d'en partager le revenu ni pour en interdire la transmission héréditaire, mais pour empêcher les colons d'échapper à l'obligation de la résidence en aliénant ou affermant leur lot. Cette clause fut formellement imposée, sous peine de confiscation et d'amende, aux clérouques de Salamine¹, et il est probable qu'il ne fut dérogé que par exception à cette règle fondamentale².

- 4 Ptolémée Philadelphe, si c'est bien à lui qu'il faut attribuer les premiers essais du système en Égypte³, paraît avoir

1. Voy. l'exposé et la bibliographie du sujet dans G. Busolt, *Griech. Gesch.*, II², pp. 453 sqq. III, 1, pp. 414-418. À comparer la colonisation romaine ou « latine », régie par les mêmes principes.

2. *CIA.*, IV, 1, n. 1 a, p. 57. P. Foucart, in *Rev. H.*, XII (1888), pp. 1-5.

3. Les clérouques de Lesbos furent autorisés à louer leurs lots, qui leur rapportaient 200 dr. de fermage (Thucyd., II., 50).

4. P. Meyer (p. 28) fait dater la première clérouchie au Fayoum de la fin de la première guerre de Syrie (374/3), date que nous avons reportée en 271. Le plus ancien document qui y fasse allusion (*Pap. Pér.*, II, n. 8, 1 à, III,

importé, avec le nom de clérouques, une partie du code athénien, allégé des clauses inutiles, comme la défense d'affirmer¹, et adapté aux préoccupations fiscales de tous les gouvernements égyptiens. Les κλῆροι, détachés du domaine royal et généralement prélevés sur les terres encore incultes², étaient conférés à titre individuel et précaire, mais avec certains caractères de la propriété, notamment la faculté de louer les terres allouées³ : ils devenaient héréditaires et même aliénables par consentement tacite de l'État⁴, à la condition pour le nouveau possesseur d'assumer les obligations imposées à son prédécesseur, c'est à dire l'obligation du service militaire et le paiement de certaines taxes. Mais, à la moindre infraction, le κλῆρος pouvait être confisqué (ἀναλημμένος) et retourner au Domaine⁵.

Ces taxes — sauf τὸ κρόμμυς pour les vignobles et jardins compris dans certaines tenures⁶ — n'affectaient pas tout

1. 20 p. 41) date de l'an XIV (332/1). Sur les variations dans les États des Séleucides et Attalides, colons enrôlés dans l'armée achève, voy. P. Ghironi, *I Comuni del regno di Pergamo* (Mem. di R. Acad. di Torino, 1901), p. 98.

2. P. Meyer affirme p. 42 que les clérouques du temps de Philadelphe n'avaient pas le droit de louer leurs terres, mais qu'Évergète I^{er} convertit les κλῆροι en propriété légitime (ci-dessus, tome I, p. 364, 2), ce que Schubart *Quæst.*, p. 6, 4, nie formellement, et avec raison, à mon sens. En tout cas, les règlements concernant les attaches du clérouque à sa patrie d'origine, la vie politique et la juridiction dans les communes des clérouques, n'avaient plus de raison d'être, sauf pour les clérouques « Macédoniens » qui sont inscrits dans les tribus et démos d'Alexandrie et de Ptolémaïs.

3. Des textes discutés par F. Grenfell (pp. 347-349), ce savant conclut que pour les terres arabies allouées contre la règle, qui est de ne concéder que de la terre à défricher (κῆρος et non σαρπηρ; γῆ, le clérouque devait payer une année de revenu (ἀποδοῦναι « τρεῖς ἀποδοῦναι). Cf. ci-dessus, p. 145, 4.

4. Cf. *Fap. Petr.*, II, n. 38 a. — Sosibios, Macédonien τῶν ἐκὸς Φυλῆς, possesseur de 30 aroures, en loue les 2/3 et cultive le reste.

5. P. Meyer admet la *libera testamentis actio* pour les clérouques, à partir du temps d'Évergète II, p. 43, Schubart p. 21 la nie, le κλῆρος devenant alors nécessairement au Dio nîmê, ou, à défaut d'héritier, retourner au Domaine. L'opinion moyenne est que c'était la coutume, sinon le droit (Revillout, *Mélanges*, p. 376). La défense ne porte pas sur le σαρπηρ (ci-après, ch. xxvii).

6. Cf., dans *Fap. Petr.*, III, nn. 104-106, des conventions en vertu desquelles la rente *ισοπένη* d'un lot confisqué doit être d'ormais payée à l'État par le τεικτοῦς, actuellement localaire. Cf. ci-après, p. 297.

7. Philadelphe exige la taxe de tous ceux qui en possèdent ou en exploitent

d'abord et en principe le caractère de redevances permanentes. En prenant possession de son lot, le clérouque devait un cadeau soi-disant volontaire, une « couronne » (προσλήγουσ στέφανος — χρυσὸς στέφανος — *aureum coronarium*), au Trésor. C'était, du reste, un usage général, qui obligeait aussi les fonctionnaires nouvellement promus et que les rois exploitaient en multipliant les occasions de se faire offrir ce genre d'actions de grâces et de félicitations, plus lucratives pour eux que spontanées de la part de leurs sujets. Le versement de la « couronne » devint si obligatoire, que, au cas où le bénéficiaire négligeait de s'en acquitter, son ἀλγος était mis sous séquestre (ἀρτόμια) jusqu'à ce qu'il eût payé, et finalement, s'il demeurait insolvable, transféré à un autre¹. Le στέφανος était dû encore par le clérouque qui obtenait de l'avancement et passait dans une classe supérieure, et il prenait la forme d'un droit de mutation quand le lot était transmis par hérédité au fils du bénéficiaire. Ce n'était pas le seul impôt levé sur les clérouques, sous divers prétextes qui conservent encore aux taxes exigées un caractère accidentel. Ainsi les clérouques achetaient la dispense de certaines corvées ou prestations en payant un ἀντιπορχικόν annuel soit en blé, soit en argent²; ils payaient pour l'entretien des

à un litre quelconque, clérouques, acheteurs ou bénéficiaires à privilège (τοὺς ἀντιπορχικοὺς τοὺς ἀντιπορχικοὺς ἀντιπορχικοὺς ἢ παρὰ τοὺς ἢ ἐν ἑσπερίᾳ ἔχοντες ἢ ὑποχρεωμένους κατὰ δυνάμειν τρέποντες *Lucas*, col. 36).

1. Voy. *Tebt. Pap.*, n. 61 b, lig. 234, et le commentaire de P. Grenfell *ibid.*, p. 224. L'épithète χρυσικός ou χρυσός dans *Tebt. Pap.* n° 60, ll. 142, 144, 12, l. 237, 104, l. 5; 121, l. 14 στέφανος χρυσεός, trad. de *aureum coronarium* à l'époque romaine (cf. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 299). Cet adjectif est de nature décorative, comme le substantif στέφανος : στέφανον γὰρ λέγουσι πᾶν τὸ ἐν χρυσῷ λέγεσθαι στέφανον (Suidas, s. v.); la couronne pouvait être acquittée en argent ou en blé (on rencontre encore un impôt qualifié στέφανος ἀπὸ αὐγῶν (*Tebt. Pap.*, n. 99, lig. 53, de l'an 146 a. C.), qui est payé par le cavalier tréas, taxé à 50 artabes de blé pour la couronne de l'an 134 a. de Ptolémée). Il s'agit probablement d'une souscription en commun pour une couronne offerte au roi en 138/7 a. C., souscription à laquelle tréas devait depuis dix ans sa quote-part. Cf. ci-dessus, p. 204, 2.

2. Voy. *Petr. Pap.*, II, n. 29 a III, nn 140-141 *Tebt. Pap.*, n° 3, lig. 49, 142. Wilcken I, p. 242) constate que la taxe était ordinairement payée en

dignes (δίαρχον γυμνασιών), pour la gendarmerie (φυλακισ-
των) et la batellerie (τριηραρχίας), pour le salaire d'em-
ployés de bureaux (γραμμασιών) qui étaient peut-être le
greffe d'associations particulières, autorisées moyennant le
paiement d'un droit annuel (συνωνμία) ¹. Enfin, une taxe qui
paraît avoir été universelle, payable à titre d'impôt foncier
par tous les possesseurs de terres royales, sacrées ou allodiales,
s'appelait ἀρταβία ou, au pluriel, τὰ ἀρταβία. Elle était en
moyenne d'une artabe de blé par aroure de terre ensemen-
cée en céréales, les terres pauvres pouvant être dégrevées
et les autres surchargées ². L'ingéniosité du fisc avait allon-
ger la liste des taxes extraordinaires. Nous ne savons pas au
juste ce qu'était l'ἐκτιμωρή et l'ἐκτιμωρι, deux mots dont on est
tenté de faire deux synonymes, applicables à toute espèce
d'impôts ³. Ils ont pour caractère commun de désigner des
taxes ou réquisitions exceptionnelles, visant soit la bourse,

blé. Mais un reçu atteste que Mélas, clérouque de Tebtynis, a versé 8 dr.
d'argent et 1,200 dr. de cuivre pour une année. *Tebt. Pap.*, n. 182. Sur le genre
controversé du travail en corvée appelé ναυδία (*Pap. Pap.*, n. 88. *Petr.*, I,
n. 22. III, n. 37. *Tebt.*, n. 5, 76, 110. *Oxyrh.*, II, pp. 296-7), voy. Wilcken,
I, pp. 252-253, Sanyal, in *Pap. Petr.*, III, pp. 326-347, et ci-après, ch. xxv.

¹ *Tebt. Pap.*, n. 5, 100, 119. ci-dessus, p. 169. Il va sans dire que l'inter-
prétation est conjecturale. Voy. les comptes rangés sous la rubrique « Milli-
tary Taxes » dans les *Pap. Petr.*, III, nn. 106-112, pp. 263-290. L'ἐκτιμωρή, le
γυμνασιών et le φυλακιστων sont les plus fréquentes, avec le φόρος χτήων
τοισιων. Nous aurons occasion de revenir, au ch. xxv, sur ces taxes.

² Voy. *Tebt. Pap.*, n. 5, 61, 119. P. Grenfell, *ad loc.*, p. 37-40, se prononce
contre l'opinion de Wilcken, qui considère l'ἐκτιμωρή comme l'impôt fon-
cier permanent, ce titre contenant mieux à l'ἀρταβία. D'autre part l'ἐκτιμωρή
ne peut pas être identifiée avec l'ἀρταβία, car les deux taxes sont mention-
nées séparément dans le *Tebt. Pap.*, n. 99, où l'ἐκτιμωρή est payée en argent.
Le taux de l'artabe par aroure était connu comme le tarif des ἀδρυνοί encore
à l'époque romaine. ἔρουνι ἐκδοῦσι ἑκά πρὸς ἀρταβίαν μ.ον ἀδρυνοί
(*Pap. Bruxell.*, I, in *Musée Belge*, VIII 2 [1904], pp. 404-417).

³ L'ἐκτιμωρι est à Athènes le nom du tribut ou impôt de guerre levé, à titre
exceptionnel, sur les citoyens. Le terme apparaît dans les *Tebt. Pap.* (nn. 26,
80, 90, 145, 124, 232) et désigne un impôt de 1/2 artabe ou 1 artabe par
aroure, annexé aux ἀρταβία et à l'ἐκτιμωρή, et levé « par occasion » (τὰς
παρὰ πρὸν γενόμενας ἐκτιμωρίας) < καὶ > ἐκτιμωρίης, (*Tebt. Pap.*, n. 124, lig. 35),
même sur la terre sacrée. Cf. P. Grenfell, *op. cit.*, pp. 39-40. 431. Nous
verrons plus loin, au ch. xiv, l'ἐκτιμωρή synonyme dans le *Pap. Petr.*, n. 63)
de « surcharge » ou *συνέθε*.

soit la personne même des contribuables. En revanche, le mot *ἐνυμία* est tellement spécial qu'on a peine à tirer de l'étymologie une explication plausible. On rencontre un clérouque qui paie une taxe sur les chevaux (*ῥόπος ἔκτωρ*) et qui est taxé aussi pour *ἐνυμία*¹, de sorte qu'on hésite à traduire ce dernier terme par « manque de chevaux ». Il se pourrait qu'il s'agît d'une dispense de service militaire effectif dans la cavalerie, — sur deux contribuables *ἐνυμιοί*, l'un étant réellement, l'autre officiellement et parerreur, un *ῥόπος*, — et que la taxe dite *ἐνυμία* fût, comme la *laes hordearium* des Romains, une taxe de remplacement².

Bref, la tenure du sol obligeait le clérouque à payer l'impôt foncier sous toutes ses formes — ce qui ne lui était pas imputé directement était payé par les *γεωργοί* qui cultivaient sa propriété. La terre allodiale n'est séparée que pour la forme du domaine royal, auquel nous allons retourner pour en dénombrer les monopoles.

1 *Petr. Pap.*, II, n. 29 e III, nn 110 a 111 b. Il s'agit de versements successifs, mentionnés deux fois pour *ἐνυμία* (col. a, lig. 15 — col. b, lig. 9), et une fois comme *ῥόπος ἔκτωρ* (col. b, lig. 1). L'autre clérouque mes. taxé que pour *ἐνυμία*.

2 Quant à l'*ἐνυμία*, les *Text. Pap.* (n. 40, lig. 55-57) n'ont pas résolu le problème posé par les *Petr. Pap.*, II, n. 29 e. Du même texte d'Hérodote devant que, depuis les travaux d'irrigation, *Ἀργεῖος τόπος* = 12, 2222 *ῥόπος* ou *ἄνυστατος γέρον* (18,184, Wilcken *Ostr.*, I, p. 343 et Lambroso (*Memorie d. R. Accad. dei Lincei*, XI [1903], p. 584, émet des conclusions inverses. L'*ἐνυμία* serait une taxe employée à rendre la *πέδη δέντρος* praticable pour la cavalerie (Wilcken), ou à faciliter les transports par eau pour supprimer les transports par chevaux (Lambroso). Savvy (*in Pap. Iver* III, pp 377-8) suppose que l'*ἀνυμία* est un cavalier incapable de monter à cheval, qui paie à la fois une taxe *ῥόπος ἔκτωρ* et une sorte d'arrende pour son incapacité (voir a) H. Maspero (*op. cit.*, pp. 418-4) propose de considérer le *ῥόπος ἔκτωρ* comme une taxe sur les « chevaux de ferme » (ou plutôt « de trait » — explication plausible voy. ci-après, p. 302), et l'*ἐνυμία* comme une restitution (partielle) à l'État de l'*ἐκταραπνέον* fourni pour le cheval de guerre que devrait avoir le *ῥόπος*. On ne sait pas davantage ce que pouvait être la taxe dite *ἀνυμία*, *ῥόπος* et Wilcken, I, p. 35.

CHAPITRE XXIV

LES MONOPOLES ROYAUX

Définition des monopoles, absolus, restreints, de production ou fabrication, de vente ; droits regaliens

§ I. — MONOPOLES DE PRODUCTION OU DE VENTE. — Saunes : monopole du sel (ἀλάς) et du natron (νιτρικόν) — Mines et carrières (μέταλλα). — Matières premières de parfumerie (αρωματα), droguerie et épices : le sulphure ; monopole de la myrrhe (ζμύρη), du miel. — Autres monopoles théoriques, rachetables par redevances : de la pêche (ἰχθυή) ; de la bière (ζύθη), des produits des vignobles ἀμπέλων et vergers (παράδεισος), rachetés par la redevance de l'ἵκη ou ἀπόμνημα.

§ II. — MONOPOLES DE FABRICATION — Le monopole des huiles. — Règlements concernant la culture en régie des graines oléagineuses, relatifs aux surfaces et à la répartition des cultures entre les divers nomes. — Achat des récoltes au tarif — Fabrication surveillée de l'huile dans les moulins de l'État et des temples à privilège. — Salaire des ouvriers et gratifications supplémentaires. — Vente de l'huile, aux enchères pour le gros, au tarif pour le détail. — Le régime spécial d'Alexandrie. — Règlements concernant la fraude et la contrebande. — Autres monopoles absolus ou mixtes : fabrication du papier ; droits sur les toiles (ὀθονή), ateliers royaux de tissage pour étoffes de laine et de teinturerie.

§ III. — LE MONOPOLE DE LA MONNAIE. — Le système monétaire des Ptolémées : les types adoptés. — Fluctuations des rapports de valeur entre les métaux : valeur réelle et valeur nominale des monnaies, le change (ἀλλάγη) — Altération progressive des monnaies et complication du système monétaire.

Outre la terre labourable, le domaine royal comprenait des propriétés diverses, dont les unes, comme des palmeraies, des vignobles, des maisons, auraient pu être des propriétés particulières, tandis que d'autres appartenaient au roi par

leur nature spéciale. Même dans les pays où la législation reconnaît aux particuliers le droit de posséder en toute propriété la surface du sol, l'État se réserve la propriété des richesses minérales contenues dans le sous-sol, comme aussi des cours d'eau navigables ou flottables, des lacs et du rivage de la mer. Les produits de ces possessions inaliénables appartenaient naturellement au roi et ont dû être les premiers objets compris dans le système des monopoles.

Monopole signifie droit exclusif de vendre, lequel suppose le droit exclusif soit de produire les articles monopolisés, soit d'acheter la production obtenue par d'autres moyens. Mais le monopole n'est pas toujours et nécessairement aussi complet que l'exige le sens étymologique du mot. Nous rencontrerons au cours de cette étude des monopoles imparfaits, pour lesquels le roi retient en principe le droit exclusif de produire ou d'acheter et de vendre mais en concède une partie à d'autres privilégiés, ou encore se fait producteur et commerçant dans des conditions qui suppriment en fait la libre concurrence. Enfin, nous appellerons encore monopoles les droits régaliens abandonnés en échange de taxes, comme le droit de pêche auquel nous faisons allusion tout à l'heure en parlant de la propriété revendiquée par l'État sur les fleuves et lacs.

D'après ces motifs de classification, il me paraît logique de recenser en premier lieu les monopoles qui supposent l'État producteur unique, exploitant directement ou par l'intermédiaire de la ferme son propre domaine, c'est-à-dire les parties du sol ou du sous-sol qui sont par définition propriété d'État.

§ I

MONOPOLES DE PRODUCTION OU DE VENTE.

I L'Égypte produisait en abondance du sel comestible, extrait soit de mines de sel gemme, soit de lacs et marais

salants. Pline signale une mine de sel découverte aux environs de Péluse par « un roi Ptolémée » qui campait dans la région¹ : mais la principale exploitation était celle des marais salants. D'après le même auteur, qui n'est pas une autorité très sûre, car il ne distingue pas très bien entre le sel et le nitre, on extrayait du sel par évaporation d'un lac situé près de Memphis : ce sel impur était de couleur rougeâtre². La majeure partie du sel consommé en Égypte devait provenir des lagunes bordant la mer³.

Nous sommes insuffisamment renseignés sur la façon dont l'État exploitait le monopole du sel. L'exploitation devait être affermée et le sel vendu à des marchands de gros (ἀγοπῶλαι) qui le revendaient au détail. Mais nous avons des quittances de versements faits en paiement de l'ἐλική ou taxe du sel, taxe donnée comme annuelle (εἰς τὸν ἐνιαυτόν) et qui, vu la modicité des sommes versées, ne semble pas représenter soit la redevance d'un fermier, soit la licence d'un marchand en gros. Il se peut que l'ἐλική ait été une taxe supplémentaire perçue sur les consommateurs, d'après la quantité de sel qu'ils devaient consommer dans l'année, à l'estimation du fisc⁴.

1. Pline, XXXI, § 78. Quel Ptolémée, c'est pour Pline chose indifférente.

2. Pline, XXX, § 76 : *rubet Memphis* § 86) Pline appelle *sal* le sel « hammoniaque » (§ 79), les sels de potasse extraits des cendres de végétaux (§ 83, et diverses substances, comme le *flex salis*, *rubigo salis*, que *Aegyptus* invente (§ 80), substance *evocri coloris aut rubi*, peut-être identique à la *salicra* noirâtre (XXXV, § 99) en qui on croit reconnaître des sulfates métalliques (cf. H. Blunnet, *Technology*, IV, p. 417), etc. Sur le sel et les salines de l'oasis d'Ammon *ἵλας αὐτῶμασι ἐμυτοῖ*, voy. Arrien., III, 4, § Dionn ap. Athén., II, p. 87 B. Ces auteurs disent que les prêtres en envoyaient au roi, à titre de cadeau — peut-être de tribut.

3. Pline assure qu'on n'avait pas besoin, ni en Égypte ni en Crète, d'ouvrir des rigoles pour amener l'eau de la mer, *et circa Aegyptum ipso mari influente in solium, ut credit, Nilus servavit* (XXXI, § 81); mais il dit ailleurs : *salinae mare infundunt, Nilum autem modo nitratum* (§ 109).

4. Voy. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 141-144. L'expression εἰς τὸν ἐνιαυτόν, dans *Ostr.*, n. 312. D'après le *Pap. Peir.*, II, n. 39 f. III, n. 109, col. 5, Olymperichos, un bouquier qui ne peut être un petit épicière paie en moyenne 3 dr par an pour ἐλική. Des femmes aussi paient la taxe. L'ἐλική τοῦν (*Ostr.*, n. 1227) me paraît avoir été une taxe payée par les temples plutôt qu'aux temples.

Un article que l'Égypte produisait et exportait en grande quantité était le nitre ou natron (égyptien, *hsmn*), étiquette sous laquelle on confondait divers sels de soude et de potasse¹ employés dans une foule d'industries, notamment par les embaumeurs, les teinturiers et foulons, les verriers, les apothicaires². On le tirait des étangs du nome Nitriote et des deux nitrières de Memphis³, par le procédé d'évaporation usité pour le sel marin. Le produit, au dire de Pline, était de qualité inférieure, comparé au nitre de Macédoine et de Lydie, — surtout celui de Memphis, — mais très abondant. Il n'est pas douteux que le nitre ait été comme le sel, et autrefois comme aujourd'hui, objet de monopole⁴. Nous connaissons par les « papyrus de Zoïs » un fermier de la *νιτρική* pour le nome de Memphis⁵, et nous avons encore d'autres comptes où figurent des sommes importantes versées pour la *νιτρική*⁶.

II La vallée du Nil, terrain d'alluvion, ne renfermait ni minerais métalliques, ni carrières; mais les confls de l'Égypte et de l'Éthiopie, et surtout le littoral rocheux qui borde la mer Rouge, fournissaient en abondance du granit, des basaltes, des marbres, de l'albâtre, du jaspe, des pierres

1. Cf. H. Blümmner, *Technologie* IV, p. 383, 1. Dans ces sels divers doit être compris l'alun (νίτρον, *alumen*) *laudatissimum in Aegypto* Plin., XXXV, § 184.

2. Voy. l'énumération de Pline (XXXI, §§ 106-122, XXXVI, § 191, etc.). Sur la verrerie de luxe, fabriquée à Alexandrie, voy. Strab., XVI, p. 738.

3. Cf. Strab., XVII, p. 803.

4. En 1893, le monopole du sel — sel marin et natron — a produit plus de 3 millions de francs de bénéfices net à la régie égyptienne (Wickon, *Ostr.*, I, p. 142, §).

5. A. Peyron, *Pap. de Zoïs*, pp. 5-17 21. Cf. ci-après, ch. XXVIII.

6. *Pap. Par.*, n. 67. *Pap. Petr.*, II, n. 27 a. Les *Ostraka* no. 329 et 1497 portent *νιτρική κλίνοω*, c'est-à-dire une taxe sur le natron employé au lessivage par les foulons et les teinturiers (Wickon, *Ostr.*, I, pp. 204-205). Il y aurait donc eu, comme pour le sel, des taxes supplémentaires accroissant les bénéfices du monopole. Mais je soupçonne qu'il s'agit peut-être d'un impôt sur la potasse obtenue par lessivage des cendres, en dehors du monopole. Cf. Plin., XVI, § 31 : *crenati quoque reboris cinerem nitrosam esse certum est*, et XXXI, § 83, où il est question encore de cendres *harundinis et juncti* et usées en Ombie. Les joncs et les roseaux ne manquaient pas en Égypte, et le fisc a dû songer à étendre son monopole aux lessives.

précieuses et des métaux. Diodore nous a conservé, probablement d'après Agatharchide, la description des procédés et du personnel employés à l'extraction de l'or dans une mine située « à l'extrémité de l'Égypte, entre l'Arabie et l'Éthiopie », c'est-à-dire dans les montagnes dites aujourd'hui *Djebel Allaki* ¹. Les mineurs travaillant pour le roi (εἰς τὴν βασιλικὴν χρυσίαν) étaient des forçats à la chaîne. L'État fournissait les ouvriers et les soldats qui les gardaient, le matériel de l'exploitation devait appartenir aux entrepreneurs, car il est à présumer que, suivant son habitude constante, l'État avait préféré le système de la ferme contrôlée à la régie directe. Les mines de cuivre de l'île de Chypre ajoutaient un appoint considérable aux produits métalliques exploités par le Domaine ².

Mines et carrières, au point de vue du régime et même du nom (μεταλλὰ-metalla), c'est tout un. Les carrières de porphyre (πορφύρεας ou πορφύρεοι λίθοι) n'ont été exploitées que sous l'Empire; mais celles de Syène continuaient à fournir le granit (πυρροποικίλος λίθος-Syenites lapis) prodigué dans les monuments de l'époque ptolémaïque, et celles de Myos-Hormos, Alabastronpolis, Ancyronpolis, étaient aussi en activité ³. L'État monopolisait de même non seulement l'extraction des pierres précieuses tirées du sol de l'Égypte, mais

1. Diod., III, 11-13. Cf. Lombroso, *Rech.*, pp. 117-119. Robiou, *Mémoire*, p. 129. H. Blümmner, *Technol.*, IV, pp. 7-8, 13-14, 126-130.

2. Il y avait des mines de cuivre en Libye, en Thébaïde, dans la péninsule du Sinaï. Cf. Lombroso, p. 287, 4. Blümmner, IV, pp. 57-58. On sait maintenant, par les papyrus du Fayoum (*Pap. Petr.*, III, n° 43, 3 cf. BGGl. p. 151, 3), qu'on en exploitait aussi aux environs de Philotéris, dans la province d'Assiout. Sur l'exploitation des mines du Sinaï à l'époque pharaonique, voy. R. Weil, *Recueil des inscr. égypt. du Sinaï* (Paris, 1901 et la recension de Maspero (*Rev. Crit.*, 1903, 2, pp. 347-309).

3. Sur les procédés d'extraction employés dans les carrières, notamment à Syène, voy. H. Blümmner, *Technol.*, III, pp. 75-86. En ce qui concerne le porphyre, voy. Lefronne, *Recueil*, I, pp. 138-144. Cf. J. de Morgan, V. Bouriant et G. Legrain, *Les carrières antiques de Ptolémaïs* (Mém. de la Mission archéol. du Caire, t. VIII [1894], pp. 353-379). Sur les dénominations et distinctions incertaines des espèces de matériaux, granit, syénite, basalte, etc., voy. Blümmner, III, pp. 11-26.

luxe antique faisait une consommation prodigieuse d'aromates, huiles, pommades, opiate, etc. Ce goût était encouragé, à Alexandrie particulièrement, par les reines, qui, en paraissant ne songer qu'à leur plaisir, stimulaient du même coup la clientèle d'une industrie nationale ¹. Pline ne cesse de déplorer ces goûts dispendieux, qui n'étaient pas restés confinés dans le monde féminin. Il raille ces parfums à 400 deniers la livre, que ne sentent pas les personnes qui les portent, mais qui donnent aux autres des distractions malsaines ². Il calcule que l'empire romain s'appauvrit chaque année de cent millions de sesterces au profit de l'Arabie, de l'Inde et de la Chine ³.

En Égypte, l'État s'attribuait le monopole de la vente des parfums ou épices importés du dehors et réglementait à son profit la production indigène. Strabon n'a peut-être pas pris garde à ces usages lorsqu'il raconte qu'Eudoxe de Cyrène, revenant de l'Inde avec une cargaison de parfums et de pierres précieuses, « se vit déçu dans ses espérances, car le roi retint pour lui le chargement tout entier ». Percille déception lui fut infligée au retour d'un second voyage par le successeur d'Évergète II. On lui appliquait le règlement, et, comme l'État avait fait les frais de ses deux expéditions, il n'y a pas lieu de le plaindre d'avoir été de nouveau « dépouillé de tout »; d'autant qu'il avait été convaincu

soit indigènes ou acclimatés, soit importés : le *ladanum*, per *Ptolemaeos tractatus plantis* (XII, § 78, le *cinamonum*, in *Aethiopia Trogodytis connubio permixta* (§ 86, le *myrobalanum Trogodytis et Thebaidi et Arabiae commune* (§ 100), le cypres, *aprium a Canopica in ripa Nili nata* (§ 110), le *malobathrum*, *fertiliora quaedam Aegypto* (§ 119), une certaine résine de mûle, *Ammoniac Hammoniacae nazume, max Aegyptia* (§ 34). Il cite, parmi les parfums composés qui ont été à la mode, l'*oenanthinum* in Cypro, *deinde in Aegypto propositum*; le *cyprium* in Cypro, *deinde in Aegypto, ubi Mendacium et metopium subito gratius factum est*, le *metopium* ayant pour excipient l'huile d'amandes amères *expressum in Aegypto* (§ XIII, §§ 5-8).

1 Commerce développé ἐν πλεόντων καὶ διὰ τῆς Ἀραβίας καὶ Βαρυναρίας ἐξουσίας (Athen., XV, p. 688 a).

2 Summa commendatio eorum et transiente femina odor innotet etiam aliud apertius exceduntque quadrigenus denarius libras (XIII, § 20).

3 Plin., XIII, § 84.

d'avoir détourné quantité d'objets, autrement dit, qu'il avait voulu faire de la contrebande ¹.

Pour justifier les assertions qui précèdent, nous ne disposons pas de nombreux exemples. Les auteurs qui vantent le fameux *silphium* de Cyrénaïque, valant son poids d'argent ², oublient de nous dire s'il était matière à monopole. Cependant, Solin attribue la disparition du *silphium* au fait que les Cyrénéens en ont arraché les plants « à cause de l'excès intolérable de l'impôt » ³, et il est à présumer que cet impôt, forme atténuée du monopole, ne datait pas seulement de l'époque romaine. Mais les papyrus nous fournissent un exemple topique de monopole appliqué à un article d'importation qui était de première utilité comme requis pour les cérémonies du culte et entrant dans la préparation de quantité de parfums, notamment dans les ingrédients antiseptiques employés par les embaumeurs ⁴. Le myrrhe, parfum naturel, venait d'Arabie et du pays des Trogydies, et c'est

¹ Strab., II pp 98-99. Cf. ci-dessus, tome II, pp 84, 94, 1

² Plin., XIII, § 20

³ *De intolerantiam vectigalis nimietatem* (Solin., c. 27, 49). Cf. A. Naudé, *De natura Cyrenensis Pentapolis* (Paris, 1894), pp. 114-131. Il est possible que le *silphium* ait échappé au monopole au temps où il n'était pas cultivé et où il fallait aller le recueillir sur la frontière du désert, en affrontant le danger de rencontres avec les Nomades. En tout cas, le *silphium* était grevé de droits de douane très lourds, car les Carthaginois encourageaient la contrebande qui se faisait à Chatax (Strab., XVII, p. 836), et le commerce s'approvisionnait de préférence chez eux (Pollux, VI, § 47). Cf. Lambroso, p. 312. Il se peut aussi que, comme l'a cru jadis Lambroso p. 312, le prix exorbitant des bois de thuya, qui étaient un produit de l'Oant et du S. de la Cyrénaïque (Plin., XIII, § 103), ait été dû « à des droits onéreux imposés par les Lagides à la sortie soit de la matière première, soit du bois travaillé ». Mais cette conjecture ne peut plus s'appuyer aujourd'hui sur les textes qui l'ont suggérée, le *τελὸς ἐκείν* étant reconnu maintenant pour un impôt sur les pressoirs voy ci-après, p. 264, 2). Cf. la *ῥυλὴ* perçue en Lycie *Telē Pap.*, n. 8, lig. 26. La défense faite aux particuliers de couper du bois sur leurs propriétés « à l'encontre des règlements existants » (*Telē Pap.*, n. 8, lig. 20) ne me paraît pas constituer un monopole, mais une précaution contre le déboisement d'un pays où les arbres ont toujours été rares et où « c'était un crime capital de couper un arbre appuyant une digue » (Revilleut, *Obligat.*, p. 144). On a peut-être affaire à des « bois sacrés » (Revilleut, *Précis*, p. 4) dont les particuliers auraient eu la jouissance, non la propriété.

⁴ Herod., II, 86. L'encens en est exclu (*κατὰ λιβανωτῶν*).

en Égypte que s'en approvisionnait le commerce méditerranéen¹. Le Trésor avait le monopole de la vente. Une circulaire d'Apollonios, — évidemment un fonctionnaire de l'administration centrale, — adressée en l'an 111 a. C. « aux épistates du district de Polémon (dans le nome Arsinoïte) et autres préposés aux finances », fixe le prix de la myrrhe (ζαύρη) répartie entre les villages à 40 dr. d'argent ou 3 tal. 2,000 dr. de cuivre la mine (environ 450 gr.), plus les frais de transport, à raison de 200 dr. pour un talent (environ 32 kilog.). Le tarif doit être affiché par ordre (ἰντολή) dans chaque village et contresigné par le comogrammate — ce sont des précautions prises contre les agents du fisc, qu'Apollonios menace de peines sévères s'ils s'avisent de majorer les prix². Ceux-ci étaient d'autant plus tentés de le faire qu'ils devaient verser au κράτος le prix total de la marchandise et le récupérer par la vente au détail. On est fondé à croire que le régime auquel nous savons qu'était soumis le commerce de la myrrhe était appliqué à des articles analogues, par exemple, à l'encens (λίβανωταὶ φορτία)³ et, en général, à toutes les matières premières de la parfumerie et de la droguerie, ou du moins à toutes celles qui venaient de l'étranger⁴. Nous rencontrerons plus loin le système de la vente tarifée adopté par le monopole des huiles.

1. Plin., XII, §§ 81, 82-84. Athen., XV, p. 584 a. *Per se iniquentem facit sine olco* (Plin., XIII, § 17. *Προσφύτικα εὐκρεστέρων πρὸς, ἡρώτης Μοισαίου*, XII, § 69. Dans un tarif de l'époque impériale, le μύρον ἐκ Τρωαδουτικῆς est taxé à 47 dr. 1 ob., le μύρον ἐκ Κιναρίας (Arabie), au tiers seulement (Wilcken in *Archiv f. Ppf.*, I 1, 2 [1901], pp. 135 sqq.).

2. *Tell. Pap.*, n. 35. Apollonios envoie des appariteurs (μαγαροποροὺς pour surveiller l'apparition de son ordonnance.

3. Cf. Grenfell, in *Tell. Pap.*, p. 139.

4. Cf. une liste de parfums, quantités et prix malheureusement illisible (liste commerciale ou fiscale ?), dans *Pap. Petr.*, II, n. 34. On y rencontre un *νεύρων* inévit et un *ἑσπεριον*. À l'époque romaine, il semble que l'État ait remplacé le monopole de la vente par la concurrence de fabrication. Les cachets à la marque *ἀρωματικῆς τῶν κυρίων ἐπιστάτης* doivent provenir des officines impériales. Le fisc percevait des taxes d'importation et de transit sur les marchandises premières. Ce tarif commenté par Wilcken (in *Archiv f. Ppf.*, loc. cit.), qui rejette le monopole admis par Mostowszew.

Pour les produits nés en Égypte, l'État ou bien en laissant la culture libre, en prélevant sur eux un fort impôt, ou bien se réservait le monopole de la culture et de la vente. Je croirais volontiers que ces cultures spéciales sont comprises dans les produits des jardins et vergers (παρθέια - κήποι) ¹, — palmeraies (περσικαί) et, en général, toutes les terres dont la récolte consiste en fruits d'arbres ou plantes arborescentes (ἀρπορὰ - ξύλοι κήποι), — jardins assimilés aux vignobles (ἐμπικλῶναι) comme soumis à la taxe de l'ἀπόμειψις ². Le Domaine possédait une palmeraie de grand rapport dans une île de Thèbes qui était encore propriété réservée sous l'Empire ³. On a vu que Cléopâtre s'était fait transférer par Antoine la propriété des jardins de Jéricho, qui produisaient le célèbre baume de Judée, monopole royal par excellence ⁴. Les jardins, royaux ou privés, devaient être les lieux d'élection de l'apiculture. Le miel, qui dans l'antiquité remplaçait le sucre, était une denrée également indispensable aux pharmaciens, fabricants de sirops et d'hydromel, pâtisiers, parfumeurs, etc. La cire n'était pas moins demandée : elle entrait dans une foule de préparations médicales, indus-

1. Sur la distinction entre κηπίαι, περσικαί, κήποι, etc., voy. les opinions divergentes de Mahaffy *Rev. Lancs.*, pp. 222 et 223 et de Grenfell (*ibid.*, pp. 94-96). Mahaffy pense que les κηπίαι-αι étaient plantés — exclusivement ou principalement — en vignes portées par des treilles ou des arbres (ἐν ἀνδράσι). Il fait rentrer les ἐμπικλῶναι dans les κηπίαι-αι, dont il élimine les κήποι et les περσικαί. Pour Grenfell, tous les arbres à fruit sont compris dans les κηπίαι-αι, sauf la vigne, ce qui paraît tout à fait d'accord avec les textes (cf. ci-dessous, pp. 194-195). Wilcken, *Ostr.*, I, p. 137, 2).

2. En Judée, sous les Séleucides, les ξύλοι κήποι étaient taxés à la moitié de la récolte (I Macc., 10, 30).

3. L'île était περσικαί, ἡνὶ ὧν ἦν περσικαί καὶ οὐκ ἔργον ἔστι (Strab., XVII, p. 819). Cf. le jardin à palmiers de Babylone : *hortus ille nunquam nisi dominantis in aula fuit* (Plin., XII, § 41). Le fruit du palmier dit ἄψος était employé en parfumerie à peu près aux mêmes usages que le μυροδάκτυλον (Plin., XII, § 193). À l'époque romaine, il était grevé de taxes comprenant à la fois un impôt foncier de 30 dr. par aroure et un tiers de la récolte (Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 258-259).

4. Ci-dessus, tome II, p. 233. *Omnia odoribus praefertur balsamum, uni terrarum Iudaeae concessum, quondam in duobus tantum hortis, utroque regio* (Plin., XII, § 141). Le fisc romain le vendait 346 deniers le setier (1 2 litres), et les vendeurs trois fois autant (§ 123).

crielles et artistiques¹. On ne saurait affirmer que la production du miel et de la cire fût monopole royal ; mais, en fait, le Domaine était à peu près seul en état d'en approvisionner le commerce. Nous rencontrons des *παλιεργαί* mentionnés dans des édits royaux, à côté d'autres ouvriers qui paraissent être pour la plupart au service du roi².

IV. Le monopole de la pêche appartenait théoriquement au roi, non seulement sur le lac Mœris, incorporé au Domaine, mais sur tous les cours d'eau dont il avait, comme chef de l'État, la propriété éminente. Ce monopole s'était converti en une taxe de 25 0/0 (*τιτάρη ἀλαων - ἰχθυαῖ - ἰχθυαῖ*), affermée à la manière ordinaire et payable en métal argent. Cette taxe ne rapportait pas moins de 25 talents par an pour le seul nome de Périthèbes, sous le règne d'Évergète II³. Il n'est dit nulle part que la vente du poisson fût réservée aux fermiers ; la fixité même de la taxe indique qu'elle était prélevée simplement sur les pêcheurs. La majeure partie des produits de la pêche se consommait sous forme de

1. Cf. H. Blümmel, II, pp. 151-163. IV, pp. 642-664.

2. *Tell. Pap.*, n. 5, ll. 116, 137, 172. Avec les *βασίλ* soit *γαστροί*, les ouvriers des manufactures royales : *τοῦτοι, τανυάται, ἰαμαγοί, αἰμοποῖ* (voy. ci-après) les brasseurs *ζυτινοί*, les fleuriers de papyrus *σαπφοί* et d'oies (*γχοδοῖ*)¹ se ne refuse à admettre, avec Grenfell, que tout ce personnel soit au service du monopole. Nous reviendrons plus loin sur la *ζυτις*. Les *βασίλ* *γχοδοῖ* qui se plaignent à l'économiste Phala des lourdeurs indument exigées d'eux (*Pap. Petr.*, II, n. 16, l. vers 240 a. G.) sont des fermiers du domaine, taxés pour leur industrie spéciale : de même les *ασσοί*. Nous savons qu'on élevait aux oies dans les domaines sacerdotaux, et rien n'indique qu'il y eût monopole, soit du roi, soit des temples. La chair d'oie était le régal des prêtres (Hérod., II, 37) et des fonctionnaires qui prélevaient des oies comme *έξου* (voy. ci-après). Sur l'incubation artificielle pratiquée par les *γχοδοῖ* égyptiens, voy. Diod., I, 74. Les pores, dont on ne mangait pas la chair (sauf dans des sacrifices rituels, Hérod. II, 47), étaient employés à piler et enterrer les os ences.

3. Reviviani, in *Des Egypt*, VII, p. 36 sqq. *Mélanges*, pp. 300-304. Voy. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 137-141. Les objections de Wilcken contre le monopole ne me paraissent pas infirmées par les observations de Grenfell (*Tell. Pap.* p. 69), qui suppose les bénéfices de la vente du poisson par l'État s'ajoutant à la *τιτάρη ἀλαων*. Les pêcheurs payaient encore une taxe pour leur barque (*πλοῖον ἀλατισμῶν* : voy. ci-après, p. 301, 2) mais ce pouvait être un prix de location.

poisson salé (*ἀπυρρό*) ¹. Le Trésor y avait double bénéfice, en ce sens qu'à la taxe de 25 0/0 s'ajoutait le prix du sel, dont il avait le monopole.

Il n'a été question jusqu'ici que des monopoles fondés en principe sur l'exploitation du domaine royal entendu au sens large et comprenant le surcroît fourni par l'importation des articles dont le Domaine devait être le seul producteur. Il faut maintenant passer en revue les monopoles plus ou moins complets portant sur la production ou la manipulation industrielle de matières qui n'appartiennent pas par leur origine au domaine royal.

V. Pour être lucratifs, ces monopoles devaient s'adresser aux objets de grande consommation. Le fisc dut songer tout d'abord aux boissons. La boisson nationale des Égyptiens était la bière obtenue par la fermentation de l'orge (*ζυθος* ou *ζύθος*, égyptien *hēt*). La difficulté de conserver et d'entreposer une liqueur aussi facilement altérable rendait à peu près impossible le monopole de la fabrication ou de la vente. Le monopole fut remplacé par des taxes sur les brasseurs (*ζυτονομοί*) et sur les débitants de bière (*ζυτοπωλῆαι*). La taxe sur les débitants (*ζυτοπωλικόν*) n'a rien qui la distingue des autres formes de patente : c'est la taxe sur les brasseurs qui constitue la forme spéciale de la *ζυττά* ². On doit supposer que

1 Sur la fabrication des conserves de poisson au lac Mœris, qui rapportait au roi un talent par jour, au moment du reflux de l'inondation (Hérod., II, 149. Cf. III, 91), voy. Diod., I, 52. Il est question de la *πρὸς τοῦ τριπύου* dans un papyrus de l'an 235 a. C. (*Pap. Petr.*, I, n. 28, 2. 111, n. 58 c. Wilcken, I, p. 397). Il s'agit toujours de poissons d'eau douce : les Égyptiens orthodoxes s'abstenant des poissons de mer et les prêtres, de toute espèce de poissons (Plut., *Is. et Osir.*, 7). D'après un bonnetreau de taxes avécs sur les « flets » (*παπίων*) employés au canal de Ptolémaïs (Horion) (*Pap. Petr.*, II, n. 29 c. III, n. 101 a, sans date) le tarif paraît avoir été de 28 ou même 74 0/0. Il s'agirait alors d'un monopole (?)

2. Voy. la discussion dans Wilcken (*Osir.*, I, pp. 369-372), qui réserve le nom de *ζυττά* (*νέμ*) à l'impôt sur la production, impôt qu'il appelle parfois *πένος* (*Pap. Grenf.*, II, B. 39) au lieu de *τέλος*. P. Grenfell (*Tebt. Pap.*, p. 49) ne ose pas affirmer que la *ζυττά* fut un monopole, mais il trouve que « there is not the least difficulty in supposing that the beer-manufacture was a government monopoly », et c'est la solution qu'il esime la plus probable (*ibid.*, p. 152).

les brasseries étaient soumises à l'exercice et l'impôt levé au prorata de la production. L'État acceptait des fermiers les paiements en cuivre sans agio (επεκ χαλκὸν ἰσονομεν) : seulement, il les obligeait à faire leurs versements mensuels (ἀνα-
παρῆαι) en comptant les mois à 35 jours en saison d'hiver et à 25 jours dans le semestre d'été ; sans doute parce que la consommation — et par conséquent, la production — était plus forte en été qu'en hiver ¹. Il pouvait y avoir des brasseries royales sur les terres du Domane ou destinées à fournir des rations aux fonctionnaires et aux soldats, et il est probable que les temples fabriquaient aussi la bière consommée par leur personnel ². Le système des redevances ou taxes était, à ce point de vue, plus élastique et plus commode que celui du monopole. Le produit de la ζυμπά paraît avoir été assez considérable. Il est fait mention dans les papyrus de sommes élevées, comme 45 tal. 5,100 dr (pour une région et un laps de temps inconnus ³, et de 8 tal. de cuivre payés par deux brasseurs associés pour le mois de Phaophi ⁴, ce qui porterait leur redevance annuelle à 60 talents.

Le vin, boisson de luxe, offrait une prise plus facile au monopole. La vigne, quoique connue de temps immémorial en Égypte, y était assez rare pour qu'Hérodote ait cru qu'il n'y en avait point et que la bière était le seul breuvage fabriqué dans le pays ⁵. En fait, la culture de la vigne était

Le fait qu'un fermier de la ζυμπά monopolisée est au même temps fermier de la ζυμπά (Tebé Papy., n. 40) ne prouve ni pour ni contre. En tout cas, Wilcken ne paraît avoir démontré, contre Wessely, que la ζυμπά n'est pas un impôt sur la consommation de la bière, mais sur la fabrication.

1. Papy. Par., n. 62, col. iv, lig. 4-7. Wilcken (p. 371) déclare qu'il ne croit pas à cette explication, donnée par Lumbroso p. 306, mais qu'il n'en a pas d'autre à proposer. Il n'est cependant pas impossible que les bureaux aient imaginé d'égaliser les versements en faisant varier les échéances.

2. Wilcken (p. 371) se demande si la somme portée en décompte par les prêtres de Soknopaeos ἐκ τῆς ζυμπᾶς Σοκνοπαίων Νέσου BGU., n. 1, l. 2) était une taxe payée par eux comme brasseurs, ou, au contraire, une taxe levée par eux sur leurs paroissiens et reversée au Trésor.

3. Papy. Par., n. 47.

4. Papy. Grenf., II, n. 39. Cf. Wilcken, p. 172.

5. Herod., II, 77. Cf. Plut., *Is. et Osir.*, 5 (ci-dessus, p. 195, t. 2).

restée confinée dans les dépendances des temples, et une bonne partie des raisins était offerte en nature aux dieux. Les vins consommés en Égypte — du moins, les vins fins, qui pouvaient supporter et rémunérer le transport — étaient importés de la Syrie et de l'Archipel par les marchands grecs, qui avaient leur principal entrepôt à Naucratis¹. Les vignobles plantés principalement dans le Delta et le Fayoum paraissent dater des Lagides. Ceux-ci, après avoir respecté d'abord la coutume en vertu de laquelle cette culture, monopolisée par les temples, n'était autorisée que moyennant une redevance d'un sixième du produit versée aux corporations sacerdotales, s'approprièrent cette redevance (ἀπομύματα), sous couleur de l'affecter au culte d'Arsinoé Philadelphie². Du même coup, la viticulture, sans devenir un monopole d'État au plein sens du mot, fut soumise à la surveillance des agents du Trésor et la taxe affermée par leurs soins.

Nous sommes amplement renseignés sur le mode de perception de l'ἀπομύματα par le célèbre Papyrus des Revenus, qui est une codification des règlements édictés par Ptolémée Philadelphe en l'an XXIII de son règne ou plutôt un extrait d'une législation générale sur l'ensemble du système des formes et tarifs fiscaux (νομός τιμωτικός³). La taxe sur les vignobles, ἀμπέλωνες, et celle sur les vergers (παράδεισος)⁴ l'une et l'autre assimilées sous le nom commun d'ἀπομύματα

1. Herod., III Voy. D. Mallet, *op. cit.* (ci-dessus, p. 144, 1) pp. 345-354.

2. Cf. ci-dessus, tome I, pp. 233-234 III, pp. 193-197. L'ἀπομύματα se rajoute à l'impôt foncier et à un εἶσος τίλος. *Pap. Per.*, n. 67 l. 12, qui frappait sans doute les 5/4 restant au producteur (cf. Wilcken, I, pp. 210-211). Le versement relatif pour εἶσος τίλος par le papyrus susdit monte à 13 tal. 5.000 dr.

3. Cf. Wilcken, in *Archaeol. Pap.*, III, 2 (1901), pp. 194-195. Le document lui-même est une copie datée de l'an XXVII (219/8 a. C.). Cf. ci-dessus, p. 194, 1. On avait d'abord pensé que l'ordonnance en question avait été rédigée spécialement pour les étérèques du Fayoum (Shahaff, *ib. id.*, p. xxxviii), mais on s'accorde maintenant à la considérer comme une loi générale, applicable à toute l'Égypte.

4. Les arbres à fruits παράδεισος connus par d'autres textes, sont assimilés aux παράδεισος. Wilcken, I, pp. 134-135 ci-dessus, p. 216, 1. Voy. des specimens des modalités de la taxe en nature pour la vigne, en argent pour les παράδεισος. *Pap. Petr.*, II, n. 27, 1. III, nn. 69 et 117 g.

— sont fixées au même taux, le sixième (εἰς) de la récolte. La taxe sur les vignobles peut être abaissée, pour des clercs militaires ou pour des plantations encore jeunes, à des taux inférieurs¹. Elle est payée en nature (ἀπὸ τῶν καρπῶν), soit au fermier, soit à l'économe royal exceptionnellement en argent, et en ce cas, à l'économe, qui en fait l'estimation². La taxe sur les vergers était toujours payée en argent, l'État n'ayant pas l'emploi des fruits³. Au moment de la vendange, le cultivateur était tenu de la « voir inspecter » sa récolte par le fermier; il ne devait faire le vin qu'en présence du suet⁴ officiellement invité et ne se servir pour le mesurer que des mesures contrôlées par les agents du Trésor, sous peine de payer le double de la taxe normale⁵. En cas de contestation entre le vigneron et le fermier, l'éco-

1. De 1/6 à 1/12 (Bastyr), d'après Wilcken (*Ostr.*, I, p. 160) interprétant comme deux fractions distinctes la rubrique $\epsilon\iota\varsigma \alpha\iota \delta\omicron\upsilon\delta\epsilon\tau\alpha\iota$ (*Pap. Petr.*, II, n. 43 b) et après, p. 301, 1, que Grenfell traduisait par 1/6 soit 5 1/6 pour 100 L. La taxe normale serait pour les palmiers 7, la taxe pour les vignobles mentionnés à la colonne précédente $\pi\iota\omicron\varsigma \epsilon\upsilon\pi\alpha\iota\sigma\iota\omicron\upsilon\sigma\iota$ n. 43 a). Le règlement d'Hierarch Metlich, cité plus haut, p. 189, L. exempte de redevance durant cinq ans les vignobles et figuiers nouvellement plantés pendant dix ans les oliviers. Voir la note de l'arrêté de l'évêque par Evergète II *Journ. Pap.*, n. 5, fig. 11.

2. L'exception devait peu à peu la règle, si bien que la perception en nature semble tombée en désuétude après le règne d'Épiphane (Grenfell, in *Rev. Lons.* p. 121 Wilcken *Ostr.* I p. 179). Je confirme l'interprétation de Grenfell (*Rev. Lons.*, p. 163) qui suppose l'estimation en argent (*aidmēmatia*) substituée de droit à la livraison en nature, quand la livraison n'a pas été effectuée dans les délais voulus. Le fait est que des prix comme 5 à 6 dr. par mètre cube de 8 chéts (un peu plus de 26 litres), inférieurs à la valeur courante du vin, seraient bien d'être une pénalité. Wilcken pense, avec raison, à tort me semble-t-il, que c'est le prix du transport effectué aux frais du contribuable négligent. La taxe pour l'an XXII, exigée dans des conditions imprévues, dut être le plus souvent payée en argent, avec un $\delta\omicron\varsigma \epsilon\upsilon\pi\alpha\iota\sigma\iota\omicron\upsilon\sigma\iota$ en son lieu et place d'estimation. Un vigneron s'en acquitta en l'an XXVI (260/59 a. C.) et paie 20 dr. pour $\alpha\gamma\alpha\pi\iota\omicron\upsilon\sigma\iota \tau\eta \phi\iota\lambda\alpha\beta\acute{\eta}\gamma\omega\iota$ (*Pap. Lond.*, Q).

3. *Rev. Lons.*, col. 24, 25, 27, 31. L'ἀβονχία des vergers s'appelle aussi $\epsilon\iota\varsigma \alpha\iota \delta\omicron\upsilon\delta\epsilon\tau\alpha\iota$, quand il n'y a dans les jardins que des arbres fruitiers (Wilcken, I, pp. 134, 161).

4. *Ibid.*, col. 25. C'est, je suppose, la raison pour laquelle un vigneron, à la date du 4 Pnyx au VII (d'Evergète I^{er} = 22 juillet 346 a. C.), écrit : « Mon frère à Théodore. Sache que je vendangerai le 3 Pnyx. Tu feras donc bien d'envoyer quelqu'un pour surveiller le moût qui te revient, ou feras-moi connaître la t'arranges » (*Pap. Petr.*, II, n. 43 b).

nome, dûment renseigné par les déclarations et serments des parties, servait d'arbitre. Si le fermier se refusait encore à un accommodement, le Trésor se substituait à lui et percevait le montant de la taxe sans le porter au crédit du fermier récalcitrant ¹. Le vin prélevé sur la récolte était entreposé dans les celliers (*συνέχεια*) que l'économe avait dû aménager dans chaque village. Les vigneronne devaient le livrer dans un délai fixe, passé lequel le transport se faisait à leurs frais; ils avaient dû se pourvoir de jarres en poterie de bonne qualité, dont l'administration leur avait avancé le prix, sans doute pour le compte du fermier ². L'économe, après vérification, leur délivrait des reçus en bonne forme, puis, assisté de son greffier, en présence du fermier, il procédait à la vente publique, encaissait l'argent et apurait les comptes ³. S'il y avait bénéfice (*ἐπιγύνημα*) pour le fermier, sa dette à l'État une fois payée, la banque royale lui versait le surplus; s'il y avait déficit, le fermier et ses cautions avaient pour s'acquitter un délai qui ne dépassait pas le premier trimestre de l'année suivante ⁴.

1. *Ibid.*, col. 26-28

2. Ce sont ces jarres (*αἰσάμοι*) qui servaient de mesures, si bien que, dans la langue courante, on évalue toujours les quantités de vin en *αἰσάμοι*. Le fait singulier que le Papyrus des Revenus adopte pour mesure exclusive le mètre et ignore le *αἰσάμοι* s'explique, suivant Wilcken I, pp. 754-761), par l'identité du *αἰσάμοι* et du *μετρήτης ὀκταύρου*. Ce *αἰσάμοι* ou normal (autres *αἰσάμοι*, ci-après, p. 279, 2) à 8 choûs correspond exactement à l'amphore romaine à 8 rangs 26 lit 25 que les Romains ont dû emprunter à l'Égypte.

3. L'État aurait pu fournir à l'armée le vin de ses celliers, mais il préférait en acheter (cf. Wilcken, I p. 676). Il fournissait de même aux officiers l'argent nécessaire pour acheter le sel au prix coûtant (*πρὸς ἰσὺς*). Cf. Wilcken I, p. 144. C'était une simplification d'écritures et économie de transports.

4. *Ibid.*, col. 24-24. Il y a discussion à propos du texte mutilé *ἐπεὶ μὲν ἐπιγύνημα κ[αὶ] ἐπ[ι]τή, ἐπιγύνημα* entre Mahaffy-Grenfell, d'une part, et Wilcken (p. 523) de l'autre. D'après le *Pap. Par.*, n. 62, col. 8, 9, les fermiers *ἐπελόμενοι* *τὰς ἀνά* auront droit à une gratification (*ἐπώνιον*) supplémentaire de 600 dr. par talent (10 0/0), en sus de l'*ἐπιγύνημα* éventuel. Wilcken soutient que *ἐπελόμενοι* *τὰς ἀνά* signifie remplir toutes les obligations du cahier des charges, et que, tel étant ici le cas, il faut lire *ἐπελόμενοι*, sous-entendu *ἐπώνιον*. Mais il aurait dû suffire, dans l'hypothèse, que le fermier eût rempli ses obligations : l'*ἐπιγύνημα* est ici de trop (cf. ci-après, ch. xxv).

La perception de la taxe sur les vergers était régie par des dispositions analogues. Comme il était plus difficile d'estimer la valeur de la récolte, l'administration laissait un peu plus de latitude aux intéressés. En cas de désaccord persistant, le fermier était autorisé à saisir toute la récolte et à rembourser le cultivateur, au fur et à mesure de la vente, jusqu'à concurrence du prix auquel celui-ci l'avait estimée, en gardant pour lui le surplus réalisé; mais si le produit de la vente n'atteignait pas l'estimation du fermier, l'économe obligeait celui-ci à combler la différence à ses dépens¹.

§ II

MONOPOLES DE FABRICATION.

Sur les vignobles et vergers, l'État se contentait de percevoir un droit fixe, sans prétendre limiter la production et contrôler les procédés de culture, et de faire concurrence par la vente au commerce libre. Il en est autrement pour le monopole de l'huile (έλαιον), la production et la vente de cette denrée étant complètement soustraites à l'initiative privée.

Le monopole absolu, établi ou en tout cas réglementé définitivement par Philadelphie, ne portait pas sur l'huile d'olive, qui n'était pas encore un produit indigène et payait au fisc les droits de douane ou d'entrepôt², mais sur les huiles de grande consommation : huiles de sésame (σησαμον = *sesamum orientale*, *Indicum*), de croton ou ricin

1. *Ibid.*, col. 39. C'est une sorte d'ἀντίδοσις. Le cultivateur, une fois remboursé, payait l'État à l'économe. Spécimen d'estimation de ce genre (καταλίστωσιν ἀντιδόσεως) dans *Pap. Petr.*, III, n. 76 a col. II.

2. Comme le vin, l'huile d'olive étant importée par les Grecs. Plutarque (*Solon*, 2) raconte que Platon « vendit de l'huile en Égypte pour payer les frais de voyage ». En exemptant du monopole l'huile d'olive, peut-être l'État voulait-il encourager la culture de l'olivier en Égypte (Wilcken, *Ostr.*, I, p. 163, 5), but visé aussi par la défense d'importer l'huile étrangère dans les nomes ci-après, p. 265. Du reste, le nome Arsinoïte seul put fournir de l'huile d'olive (ἡ δὲ ἄλλη Αἴγυπτος ἀνέλαός ἐστιν. Strab., XVII, p. 309).

κρότων - *crētus communis*)¹, dénommée k k (κκ) en égyptien, de κνήκας, safran bâtard ou carthame, de graines de cucurbitacées (καλοκύβιστον [ἔλαιον] et de lin (ἐκ τοῦ λίνου στίγματος). L'huile de sésame était l'huile fine; celle de croton, que Hérodote trouvait puante et bonne seulement pour l'éclairage, servait à toute espèce d'usages, même à la cuisine des gens du commun². L'huile de lin ne servait qu'à l'éclairage, et c'est elle que le Papyrus appelle de temps à autre ἐπιλλύχνιον. Il n'est pas question de monopole pour les autres espèces d'huiles, qui se trouvaient sans doute taxées d'autre façon, notamment les huiles employées en parfumerie³.

Le Papyrus des Revenus nous initie aux combinaisons imaginées par une fiscalité oppressive, à présentons économiques, pour répartir et limiter dans chaque nome la production des graines oléagineuses, en tenant compte de la qualité des terrains, pour combler l'insuffisance prévue dans certains nomes avec l'excédent également prévu de certains autres; pour assurer par des dispositions spéciales l'approvisionnement des capitales comme Alexandrie et Memphis, pour surveiller la récolte, la fabrication, la

1. Ne pas confondre ce croton, appelé *crētus* par les Latins et *similitudinæ semina* (Plin., XV, § 25), parce que la graine ressemble à la lique, espèce d'anguille sanguine (*crētus*), avec le croton médicinal (*croton Tiglium*), qui produit une huile purgative et réulsive très énergique. L'huile du *crētus communis* est aussi purgative. On se demande si, pour la consommer (sic εἶλαιον τοῖς παντοῖοις, Strab., XVII p. 424 les Egyptiens savaient, comme les Chinois, la débarrasser de son principe médicinal. Grenfell, in *R. Lewis*, p. 125).

2. Le croton ou kiki était appelé aussi στίγματον εἶλαιον, στίγμα ou στίγμα στίγμα Herod., II, 94 Plin., XV, § 25 Dioscor., IV, 16, 4). Huile στίγματον, τὴν ἀγροῦ προσηύς, ὅθεν ἐκί βραχὺν παρὶεναι (Herod., loc. cit.). — *Cibis foedum, lucerna exilis* (Plin., l. c.). « Les fellahs de la Haute-Égypte et les Nubiens se frottent encore aujourd'hui le corps de l'huile qu'ils extraient du ricin commun : elle les préserve contre les moustiques et empêche leur peau de se gercer au soleil » Maspero, *Égypte anc.*, I, p. 341.

3. Sur les diverses espèces d'huiles, aromatiques et autres, voy. Plin., XV, §§ 26-32. Les huiles de cèdre (κίβρις) et de railfort (τοῦμακί-καρυνάκιον) servaient aux embaumements. Au temps de Pline, le railfort payait moins d'impôt et rapportait plus que le blé, *nullumque copiosius oleum* (XIX, § 79). *Oleum plurimum in Aegyptio raphani semine sui gramine herbasque quod choriton appellunt, oleum e ses-ma et urtica quod enidinum (cracinum?) appellant* (XV, § 30).

vente, par le contrôle mutuel des agents du Trésor et des fermiers ¹. Le rôle presque passif de ces fermiers serait une superfétation si l'État n'avait voulu rejeter sur eux les risques de perte et simplifier le mécanisme qu'exige la régie directe en traitant avec un petit nombre de débiteurs solvables. Nous allons essayer de donner un aperçu sommaire de ces règlements compliqués, sans nousastreindre à signaler à tout propos les précautions de toute sorte, déclarations sous serment rédigées en double et scellées, les formalités minutieuses et contrôles superposés, ainsi que les pénalités édictées, en cas de contravention, contre les cultivateurs, les fermiers et les agents du Trésor ². Ce sont des applications de règles générales sur lesquelles nous reviendrons à propos du système des fermages.

La providence du dieu-roi, instruite par une longue expérience, sait tout ce qu'il faut savoir pour équilibrer la production et la consommation, de sorte que l'Égypte se suffise à elle-même. Étant donné la quantité, par espèces, des huiles nécessaires à la consommation, elle sait combien chaque aroure de terre, suivant les lieux, peut produire de ces graines ³. Elle fixe, en conséquence, nome par nome, le

1. Le Bas Empire, ayant emprunté à l'Égypte le système des redevances en nature (*annone*), a été aussi préoccupé d'assigner certaines régions à l'approvisionnement de Rome, de Milan et de Constantinople.

2. On a vu plus haut (p. 194, 1) que l'ordonnance de Philadelphe, sorte d'Édit perpétuel, a été revêtue par les bureaux du diocèse et porte des corrections de détail qui, en général, aggravent les charges des cultivateurs et fermiers au profit du Trésor. Il n'y a pas à tenir compte, dans une analyse aussi succincte, de ces remaniements qui pouvaient varier d'une année à l'autre, la taxe étant affermée tous les ans.

3. D'après les estimations du *fr. Wright*, reproduites par Grenfell (*R. L.*, p. 125), la graine de sésame donne, au poids, le 49 à 54 0/0 d'huile, le ricin, environ 25 0/0. Mais le papyrus ne connaît que les volumes et ne dit pas à quelle proportion il estime le rendement par artabe, pas plus qu'il ne nous apprend quel rendement en artabes — rendement moyen, tout au moins — il a tiré des surfaces ensemençées. Il y avait évidemment des estimations préalables toutes faites, car les quantités requises sont évaluées tantôt en aroures et tantôt en artabes (cf. Grenfell, p. 171). *Wileken* (*Oste.*, I, p. 740) conjecture qu'il fallait, pour produire 1 mètre d'huile, 5 artabes de croton, 8 de carthame, 7 de graine de lin, 12 de coloquinte.

toire étant, en somme, une espèce de corvée, il semble que les cultivateurs qui en étaient chargés étaient groupés par équipes de dix (*deutep/xt*), sous la direction d'un diocmier¹. Au moment de récolter, le cultivateur doit avertir les autorités, qui convoquent le fermier et font avec lui l'inspection des champs. Un état est dressé en parties doubles, signé, certifié, scellé, qui spécifie la contenance des diverses cultures². Les agents du Trésor sont intéressés à vérifier si le cultivateur a bien ensemencé toute la surface à lui assignée, car, en cas de déficit, ils sont frappés d'amendes à l'État et de dommages-intérêts à payer au fermier³.

La récolte une fois faite, le fermier l'achète au cultivateur, au tarif fixé par le gouvernement, à savoir : 8 dr. l'artabe de 30 chennices pour le sésame; 4 dr. pour le croton; 1 dr.

pas besoin d'être cueilli tous les ans en Égypte. On se demande pourquoi la distribution doit être faite au moins 60 jours avant la récolte (col. 43). Il eût été plus simple de prélever la graine sur la récolte prochaine, comme le font les propriétaires privilégiés (*avrit*) et bénéficiaires du *hep* ou en *oued*, qui sont invités à garder par devers eux la provision nécessaire pour les semences.

1. Voy., dans un papyrus de Fayû (juillet-oct.) au XXIV (d'Évergète I ou d'Épiphane?), des cultivateurs du nome Athénaitis, *et* *de* *deutep/xt* *et* *de* *deutep/xt*, parlant de leur récolte et de celle faite *in* *et* *de* *deutep/xt* (*Pap. Oizeh Mus.*, n. 10271, in *Archiv f. Pp.*, II, p. 81). Suivant l'usage égyptien (cf. Revillout, *Précis*, pp. 3, 22, 29), les ouvriers et cultivateurs des grands domaines travaillaient par brigades de 10 hommes sous un chef (*Xep*) et un sous-chef (*mentu*) commandant à 5 hommes. Les *deutep/xt* sont ici évidemment des cultivateurs royaux. Cependant, dès cette époque, le Domaine trouvait son compte à cultiver de préférence les céréales (ci-après, p. 267, 1). Un siècle plus tard, il avait à peu près renoncé à la culture des graines oléagineuses. Bien que le « nome du Lac » dût fournir un nombre respectable d'artabes de sésame et de croton pour la consommation de Memphis (*Rev. Luv.*, col. 69, 71), les nombreux relevés des cultures domaniales fournis par les *Told Pap* (cf. ci-dessus p. 18) ne mentionnent ni sésame, ni croton. On n'y rencontre même la rubrique (*et* *de* *deutep/xt*) que pour des parcelles appartenant aux temples (nm. 82, II, 12, 19, 20; 87 l. 4) ou aux clercs (*et* *de* *deutep/xt*, n. 82, II, 74, 76) de Migdola. De même pour les *et* *de* *deutep/xt* ou *et* *de* *deutep/xt* sur les terres des temples (nm. 64 n. 1 2; 82, II, 4 10) ou des clercs (*et* *de* *deutep/xt*, nm. 66, II, 22, 32; 82, l. 73-75, 240), sauf peut-être une exception du bas-époque (n. 121, l. 132 Remise d'arrière pour *et* *de* *deutep/xt* (n. 2, l. 135).

2. *Rev. Luv.*, col. 42.

3. *Ibid.*, col. 41. Le fermier reçoit le montant de la taxe qu'il aurait perçue sur la récolte des terrains qui auraient eu des *et* *de* *deutep/xt*.

2 ob. pour le cnécos; 4 ob. pour la coloquinte et 3 ob. pour le lin. Ces prix s'appliquent aux graines épurées et prêtes pour le moulin (*καθαρὴν εἰς ὄλυν*). Si le cultivateur ne veut pas épurer lui-même sa récolte, il doit ajouter (*προσμετρεῖτω*) au tout venant, simplement passé au crible, 7 0/0 pour le sésame et le croton, et 8 0/0 pour le cnécos¹. Mais, par une disposition singulière, les prix d'achat portés au tarif sont diminués d'une taxe de 2 dr. par artabe de sésame et de 1 dr. par artabe de croton, taxe que le cultivateur doit reverser au fermier, de sorte que le prix réel de sa récolte se réduit pour lui à 6 dr. l'artabe de sésame et 3 dr. l'artabe de croton. Il est bien entendu qu'il n'a pas le droit de vendre à d'autres qu'au fermier et qu'il ne peut par conséquent espérer de surenchère². Les privilégiés exempts de la taxe (*ἀτελεῖς*), comme possesseurs de terres *ἐν ἑργείῳ* ou *ἐν οὐραγείῳ*, ne profitent guère de leur immunité, car le fermier ne leur achète leur récolte qu'au prix réel ou très légèrement majoré: soit 6 dr. l'artabe pour le sésame, et 3 dr. 2 ob. pour le croton. Les paiements sont faits en monnaie de cuivre *πρὸς μελίστον* acceptée au pair, pour sa valeur nominale de 24 oboles au statère³. Les fermiers ne peuvent faire enlever

1 *Ibid.* col. 39. Si le fermier achète toute la récolte, le cultivateur n'a pas d'excédent à ajouter. C'est une façon, jugée plus intolérable pour le peuple, de dire que le prix sera diminué de 7 à 8 0/0. Il y avait une partie de la récolte que l'État s'appropriait à titre d'impôt foncier, impôt qui pouvait aller jusqu'à 3 artabes de sésame par aroure (Wilcken, *Ostr.*, I, p. 189).

2 *Ibid.* col. 39. Le texte ajoute : ἀρροτὸν δὲ μὴ κατεστέλλων. Je ne pense pas que, comme le veut Grenfell, p. 127, la taxe soit ici payable en nature. Le cultivateur aurait dû, dans l'hypothèse, prélever sur sa récolte, qui est vendue en entier, une part qui lui servirait à payer la taxe? Ce serait un calcul bien compliqué. Le texte veut dire que, payé en monnaie de cuivre, il a le droit de s'acquitter aussi en monnaie de cuivre au taux de 24 oboles pour 1 statère (col. 50, lig. 6-5; 64 lig. 14-15).

3. *Ibid.*, col. 43. La distinction entre les produits taxés et non taxés doit avoir eu pour but d'établir « une distinction nominale entre les *ἐμμελὲς* et les *ἀτελεῖς* » (P. Grenfell, p. 127). Ce serait une façon de ne pas laisser croire à un fellah égyptien qu'il pût jamais être exempt de taxe. Or le lui, sans lui comprendre en lui retenant le tiers du prix d'achat. Mais il était encore utile de spécifier le montant de la taxe pour les décomptes et transferts de la dite taxe, dont il est si souvent question.

les récoltes qu'après en avoir donné reçu (παρράγισμα) au comarque du village ¹.

C'est alors que la providence gouvernementale, qui n'a pas cessé un instant de contrôler toutes les opérations précédentes, intervient pour opérer la répartition des graines entre les nomes, combler le déficit des uns avec l'excédent des autres et prélever la part faite aux capitales. Il est entendu que les graines transportées par les soins de l'administration paient la taxe non pas aux fermiers des nomes auxquels on les emprunte, mais aux fermiers des nomes qui les reçoivent, et par l'entremise des agents du Trésor ². Quant aux produits spécialement destinés à la consommation des capitales, ils sont exemptés de la taxe et soustraits à l'ingérence des fermiers ³.

La fabrication de l'huile s'opérait dans les ateliers de l'État. Il y en avait dans chaque village, sauf dans ceux qui constituaient des bénéfices ἐν δωρεῇ ⁴. Les libertés précédemment accordées sont supprimées. Les particuliers qui possèdent des meules ou mortiers (ὄλμοι) et des pressoirs (πιεστήρια) sont invités à les déclarer, dans un délai de trente jours, aux fermiers et agents du Trésor, qui les feront transporter aux manufactures royales et de fortes amendes sont édictées en cas

1 *Ibid.*, col. 46. Ils ne payaient les cultivateurs qu'après διαλογισμὸς ou διαπραγμασμός avec les magasins royaux. On a une requête (υπόμνημα) de cultivateurs demandant une avance d'argent pour pouvoir continuer la récolte, à savoir le prix de 240 artabes de croton à 4 dr. après en avoir fourni déjà 2530 (*Pop. Gazet.*, n. 10271 : ci-dessus, p. 357-4).

2 *Ibid.*, col. 43-57. Grenfell (pp. 132-165) pense qu'il y a là innovation datant de l'an XXVII (date des corrections du dicécète Apollonios), et que, « sous l'ancien régime, chaque nome produisait assez pour sa propre consommation ». La répartition ne porte que sur le sésame et le croton. Les autres produits en excédent ne circulent qu'à l'état d'huile manufacturée par les soins de l'économos. Il y a là des questions de détail à débattre, le texte étant loin d'être clair.

3 Τὸ ἐκ επιπλέον ἐν τῇ ἀπορρομῇ παραλήμμενα ὁ οἰκονομὸς καὶ χορηγῆσαι ἐκ τῶ ἐλαίουργίων τὸ ἐν τῇ Ἀλεξανδρείᾳ (col. 58, lig. 4-8.).

4 *Ibid.*, col. 44. Sans doute parce que les bénéficiaires s'étaient pas obligés de cultiver pour le compte de l'État. On a vu plus haut que leurs produits leur étaient achetés néanmoins, à leur gré, et probablement transportés à l'huile ou voisine.

de contravention ¹. Les huileries installées dans les domaines sacerdotaux (ἐν τοῖς ἱεροῖς) pourront continuer à fabriquer l'huile nécessaire aux temples, à la condition de faire inspecter tout leur matériel par les fermiers et les agents du Trésor, qui les mettront sous scellés et n'en permettront l'usage qu'en leur présence. Ces huileries ne peuvent manufacturer que la quantité d'huile que les prêtres ont déclarée nécessaire pour la consommation de l'année, et la fabrication doit être achevée dans un délai de deux mois à partir de la déclaration. La tolérance précitée ne s'applique pas à l'huile de croton, qui devait cependant être consommée en grande quantité, ne fût-ce que pour l'éclairage des sanctuaires ². Celle-ci sera fournie aux temples, à prix fixe, par les fermiers ³. Défense expresse est faite de vendre au dehors de l'huile fabriquée dans les temples, sous peine de confiscation de l'huile, aggravée d'amendes énormes, qui peuvent aller jusqu'à 100 dr par mètre ⁴.

Les précautions que prend le fisc contre la fabrication clandestine s'étendent à ses propres ateliers, où les instruments fournis par l'administration doivent être sous scellés

1. *Ibid.*, col. 49. Le fermier a le droit de faire des perquisitions chez ceux qu'il soupçonne de détenir des instruments ou de l'huile, pourvu qu'il soit accompagné des agents du Trésor dûment avertis par lui (col. 50). Pour éviter les perquisitions abusives, la loi permet aux personnes soupçonnées à tort un recours contre le fermier (*ibid.*).

2. Il y avait 42 huileries dans l'Asklépiéon de Memphis. Cf. Γένεσις τῶν λαμπῶν : *Pap. de M. Louvre*, n. 2423 ci-dessus, p. 207, 2). Le roi ou le hiérophante veut assurer à perpétuité l'entretien de ces lampes par une rente au capital de 20 deben, soit 200 dr égyptiennes.

3. *Ibid.*, col. 54-55. Le τίλος, τοῦ ὧν τίλος, οὐκ ἐστὶν πᾶσι τοῖς ἐν τῷ ἱερῷ, paré sous l'Empire par les prêtres de Σακκιστοῦ Νικητῆς et ὁ δὲ τίλος, τοῦ ἐν τῷ ἱερῷ, καὶ τῷ τίλῳ τῶν ἐν τῷ ἱερῷ, καὶ τῷ τίλῳ τῶν ἐν τῷ ἱερῷ, textes cités par Wessely, *Korollar*, p. 3) était non pas une taxe sur les bois de thuya, mais une taxe sur les mortiers de l'huile du temple, soit pour usage, soit pour inspection de ses engins. Wilcken, qui s'y était trompé (*Ostr.*, I, p. 374), en est convenu depuis (*Archiv f. Papyr.*, I, p. 302. Cf. ci-dessus, p. 244, 3).

4. *Ibid.*, col. 46-47. On voit, par les requêtes des Juvelles, que les temples devaient fournir à leurs employés des rations d'huile de sésame et de ricin. F. Robiou (*Mém. sur l'économ. polit. des Lagides*, p. 476) traduit à tort τανος (sous-entendu ἐνταῖονον — exprimé *Pap. Per.*, n. 31 par « huile d'olive ».

en temps de chômage (τὸν ἄργον τοῦ γέροντος) Les ouvriers (ἐργατοὶ) doivent être des gens du pays : défense est faite d'enrôler ou même de loger des ouvriers venus d'un autre nome. ceux qui auraient été recrutés de cette façon doivent être renvoyés chez eux, sans quoi ils seraient arrêtés et les patrons frappés d'une amende de 3,000 dr. par ouvrier ¹. Le gouvernement, qui avait fixé la répartition des cultures dans les divers nomes, entendait aussi disposer de la main-d'œuvre sur laquelle il avait compté. Il ne voulait pas que des migrations inopportunes dérangeassent ses calculs. Peut-être faut-il chercher une raison accessoire dans l'article qui défend à l'économe aussi bien qu'au fermier de faire une convention quelconque (σύνταξις), sous aucun prétexte, au sujet du rendement (ῥύσις) de l'huile ² c'est-à-dire, de s'entendre pour s'approprier le surplus, qui appartient au Trésor ³, ou même accuser un déficit sur le rendement normal. Les administrateurs auraient pu embaucher au rabais et tenir à leur dévotion des ouvriers recrutés dans d'autres départements. Les ouvriers doivent travailler sous la surveillance des fermiers et des agents de l'administration, sans chômer un seul jour, et ils sont tenus de traiter, par journée de travail et par mortier, au moins 1 arabe de

1. *Ibid.*, col. 44. C'est une mesure spéciale, et peut-être nouvelle, car, sous les Pharaons, « il n'y avait fellah ni citoyen qui ne pût à son gré quitter son travail et son village, passer du domaine où il était né dans un domaine différent, voyager d'un bout du pays à l'autre. Il n'avait de châtiment à redouter que s'il sortait sans autorisation de la vallée du Nil pour séjourner quelque temps à l'étranger » (Maspero, *Hist. anc.*, I, p. 368). On rencontre ailleurs des règlements semblables, mais édictés pour protéger des industries locales. Par exemple, au xviii^e siècle, dans le Hampshire, il était interdit à la corporation des couteliers « d'embaucher d'autres ouvriers que ceux du district » (P. Mantoux, *La révolution industrielle au xviii^e siècle*, Paris, 1905, p. 219).

2. *Ibid.*, col. 47.

3. Ἐν δὲ ταῖς 4 ῥύσις ἑκάστη, ἐπάρηι τὸ ἔλαον καὶ αὐτὸς εἰς τὴ βασιλικὴν (col. 50, lig. 15-17. Cf. col. 58, lig. 8-9). Cette règle, édictée à propos de l'huile destinée à Alexandrie, devait être générale et figurer ailleurs dans quelque lacune du texte. Grenfell p. 112) pense que c'est une « real correction, altering the previous law », le surplus devant primitivement profiter au krouer.

tétame, 4 de erolon et 4 de onécos. Cependant, ils ne sont pas payés à la journée, mais à la tâche ¹.

Le salaire (μισθός - κέρμα) était médiocre, sans doute, mais il était alloué plus tard aux ouvriers sur les bénéfices de la vente (à μεμεριζμένον ἀπὸ τῆς πρᾶσιω), un supplément de solde de 2 dr. 3 ob. par mètre de d'huile contenant 12 choûs, et au fermier une indemnité de 1 dr., également par mètre, pour le temps passé à surveiller la fabrication. Ces gratifications ont été abaissées par les corrections du dicécète à 1 dr. 4 ob. pour les ouvriers et 5 ob. pour le fermier. L'argent des recettes et dépenses passe toujours par les mains de l'économe, qui encourt de fortes amendes et des dommages-intérêts au cas où il frustrerait de leur dû les travailleurs ou les fermiers : 3,000 dr. au Trésor, la solde convenue aux ouvriers, et à la ferme le double du dommage causé ².

L'huile fabriquée dans les ateliers de l'État est vendue par ses agents pour le compte du fermier. Afin d'assurer un prompt écoulement du produit, l'État ne s'adresse pas directement aux consommateurs, mais aux marchands (ἐλλαιοκράτηται) et revendeurs (μεταβολοὶ-παλιμπρατοῦντες), qui se chargeront du commerce de détail. Les noms de ces intermédiaires et les quantités d'huile, par espèces, qui

1. *Ibid.* col. 48. Les lacunes du texte ne nous permettent pas de restituer le tarif par artabe de graine traitée : on voit seulement que les prix étaient différents pour chaque espèce.

2. *Ibid.*, col. 43. Les bénéfices égalent la différence entre le prix de vente et le prix de revient, déduction faite de la fourniture des jarres, du transport et autres menus frais : οὕτω τῶν [κερμ]ῶν καὶ τοῖς λοιποῖς ἀναλωμασι (col. 53). Le texte dit que ces suppléments (diminués par le correcteur) seront alloués à l'ἐλαίουργος et aux πόνοι. Pour Grenfell p. 139, *ωστὶς* comprend les moissonneurs (the men who cut the crop) le passage d'Hérodote (II, 91) auquel il se réfère (οἱ γὰρ κούρηντες ἀπικνύουσι) donne cependant bien le sens de « broyeurs ». L'ἐλαίουργός est le maître-ouvrier et les πόνοι les servants du moulin. Le salaire des moissonneurs a été compris dans le prix d'achat de la récolte. Sur le sens de ἐπ' ἔνδεμα (surplus, excédent), qui signifie on peut signifier tantôt le surplus du rendement, tantôt le bénéfice ou excédent du prix de vente sur le prix de revient, voy. Grenfell, pp. 131, 132, 153, 158, 167-168. Cf. ci-dessus, p. 252, 4.

doivent leur être fournies sur leur demande, dans un délai de moins d'un mois, sont enregistrés dans les bureaux des économes. La vente en gros a lieu tous les mois aux enchères, celles-ci étant ouvertes pendant dix jours et les offres affichées dans la métropole et les villages. Si les marchands étaient lésés d'office pour les quantités à soumissionner, le seul intérêt qu'il eussent à enchérir était de ne pas attendre le moment où ils auraient été forcés d'acheter à n'importe quel prix. Les quantités vendues étaient transportées aux frais de la ferme et débitées contre remboursement tous les cinq jours ¹. Le bénéfice que peuvent espérer les marchands ne saurait être prélevé sur leur clientèle, car l'État a fixé les prix de l'huile revendue au détail et ses agents avaient ordre de ne pas tolérer d'infraction au tarif officiel. Le 16 Panyr au V d'Évergète (2 août 242 a. Chr.), Horos adresse une admonestation à Armats, qui, paraît-il, laissait vendre de l'huile à des prix supérieurs au tarif (καίτοι οὐκ ἐν τῷ πρὸς τὸν νόμον) et n'en avait pas averti ses chefs. Il exige un rapport, qui sera soumis au dicrète Théogène ². Limité de ce côté, le revendeur n'a de marge

1. *Ibid.*, col. 47-49 55. Ces marchands peuvent sans doute spéculer sur les cours et hâter ou différer leurs achats, bien qu'obligés à acheter les quantités pour lesquelles ils ont soumissionné. Les textes sont ici assez énigmatiques. Il est dit d'abord que l'économe et son contrôleur débiteront l'huile (aux enchères), tous les cinq jours, dans chaque village, et en recevront le prix (col. 48, lig. 3-12) ; plus loin, il est question d'enchères publiques poursuivies durant les dix derniers jours de chaque mois ἐν τῇ πεντηκήμερᾳ (sc. τοῦ μηνός) καὶ ἐν τῇ ἡμέρᾳ (lig. 13-18). L'économe ne peut cependant pas être partout à la fois, et il semble bien que le régime des enchères n'était pas le même pour les petits marchands de province et les commissionnaires (τροπωλῆται) qui approvisionnaient Alexandrie (cf. col. 47, lig. 11, 35, lig. 15). Les questions pour τὴν ἑλπίδα [W. Lohs, *Ostr.*, I, p. 199, 1] ont trait à ces achats. Une certaine provision devait rester en magasin (ci-après, p. 264).

2. *Pap. Petr.*, 31, n. 38 b. Le tarif est au état de 40 dr. pour le mètre d'huile de sésame, et de 30 dr. pour les autres espèces (col. 49). Le correcteur a mis ces espèces au même prix que l'huile de sésame, soit une majoration d'environ 36 0/0. Cette mesure doit avoir eu un but non seulement fiscal, mais protectionniste pour la culture du sésame. En admettant (d'après col. 55, 3) que 5 artabes de croton à 3 dr. donnent un mètre d'huile à 30 dr. ci-dessus, p. 264, et en tenant compte des frais de fabrication, on a

variable que sur les cours de la vente aux enchères. Il en est de même, en sens inverse, du bénéfice du fermier, égal à la différence entre la somme fixe qu'il s'est engagé à verser au Trésor et le prix de vente. L'État est ainsi garanti contre tout risque de perte. Comme tout est tarifé par lui, il peut augmenter ses propres bénéfices de diverses façons, dont la plus simple est de hausser le prix de la vente au détail et par là le taux des adjudications soumissionnées par les fermiers de l'huile.

Un régime particulier est institué pour les fournitures destinées à la consommation d'Alexandrie (εἰς τὴν ἐν Ἀλεξανδρείᾳ δόξαν). Dans les nomes chargés d'approvisionner la capitale (nomes Saïte, Libyque, Prosopite, Sébennyte, Thèbaïde), une surface déterminée était mise à part (ἄνωριμὴν) dont le produit était convoyé directement à la manufacture d'Alexandrie et ne payait aucune taxe aux fermiers du lieu de production. Si la récolte réservée à la consommation locale était insuffisante, l'État se chargeait de combler le déficit, et, suivant la règle, les quantités importées par ses soins payaient la taxe aux fermiers des nomes susdits¹.

Le monopole royal de production et de fabrication ne portant pas sur les huiles d'olive, le règlement prévoit l'importation d'huiles étrangères (ξενὸν ἔλαιον) entrant par Alexandrie ou par Péluse, et il en surveillait de très près la vente. Les habitants d'Alexandrie avaient le droit d'introduire sans payer de taxe une provision d'huile suffisant à leur consommation personnelle durant trois jours, à condition de la

calculé que la ferme rapportait au Trésor, en moyenne, 1/3 de bénéfice net, et cette proportion, qui équivaut au taux moyen de la location des terres arabes, peut être considérée comme un minimum.

1. *Ibid.*, col. 38. 64-65. La règle est répétée à chaque article dans le tableau des cultures réparties entre les nomes (col. 65-72). On voit, par un article précédent (col. 53. lg. 17-26, que l'État achetait aussi pour Alexandrie des huiles fabriquées dans les nomes, à des prix fixés d'avance et inférieurs aux prix de revende. C'est sans doute le système qu'il appliquait aux nomes éloignés, pour éviter le transport plus coûteux des matières premières. Le tarif est de 31 dr. 4 ob. 1/4 pour l'huile de saïsme 21 dr. 2 ob. pour le k. k., 18 dr. 4 ob. pour le cadoa, et 12 dr. pour la coloquinte.

déclarer ¹. Les huiles importées par les marchands devaient être emmagasinées et mises sous scellés dans les entrepôts (*προδόξια*) de l'État ². En thèse générale, ces huiles étaient destinées à la consommation de la capitale, et elles n'étaient exemptes de taxes qu'à cette condition. Il était interdit d'en importer dans l'intérieur du pays. Cette défense pouvait néanmoins être levée — pour les particuliers (*αἰς ἰδίαν χρῆσιν*), non pour les commerçants — moyennant le paiement d'une forte taxe de 12 dr. par mètre (c'est-à-dire 25 0/0), encaissée à Alexandrie ou à Péluse pour le compte des fermiers des nomos où devait être importée l'huile étrangère. La contrebande était punie de la confiscation de l'huile et d'une amende de 100 dr. par mètre ³.

Ingénieux à prévoir et à poursuivre la fraude, le fisco ne préoccupait aussi d'empêcher que l'huile ne fût altérée par des mélanges ou remplacée dans la consommation par des substances analogues ⁴. Il prétendait contrôler jusqu'à

1. *Ibid.*, col. 50. Le surplus payait la taxe de 12 dr. par mètre, comme l'huile emportée hors la ville pour consommation particulière (col. 52).

2. *Ibid.*, col. 51. Il s'agit surtout des huiles importées en Egypte par Péluse, pour la consommation de Péluse et d'Alexandrie. Elles étaient déclarées à Péluse et acheminées sur Alexandrie sans payer de taxe, avec un *συμφέρον* ou laissez-passer (col. 52). Je suppose qu'elles étaient vendues par l'État, qui les achetait aux marchands et était lui-même son bénéficiaire, étant seul acheteur et seul vendeur en gros.

3. *Ibid.*, col. 52. P. Grenfell (p. 149) fait remarquer que l'État a dû importer lui-même des huiles étrangères dans l'intérieur du pays, car la banque royale de Thèbes a payé 800 dr. pour le transport de 80 mètres d'huile. En 1855 Wilcken, *Aktenstücke*, pp. 59-60. On voit, dans un compte de rations pour carriés, figurer des fournitures d'huile d'Egypte (*Pap. Peir.*, III, n. 47). La répression de la contrebande n'allait pas évidemment sans visites domiciliaires. Hieronius, au temps de Ptolémée III, parle du commerce clandestin et de la frayeur qu'inspirent les traitants : κατ' οἴκων δ' ἐγρεῖται ἐνταλάων λαβὴν, τοὺς γὰρ πάλιν αἱ πρὸς αὐτὸν θύραι σπῆσται (VI, 63-64. Cf. ci-après ch. xxix, les poursuites intentées pour contrebande, notamment par le fermier des huiles à Kerkéoumis, Apollinodore, contre un certain Thrace et le receveur Pédésotichos, chez qui perquisition a été faite (*Tebt. Pap.*, n. 38, non. 113 a. G.), et contre d'autres fraudeurs, qui ont reçu les enquêteurs à coups de trique (*Ibid.*, n. 39, non. 114 a. G.).

4. La falsification des huiles par mélanges avec des qualités inférieures était chose courante et prévue dans les contrats. Cf. l'acte du 21 Tybi an III de Soter II (4 févr. 114 a. G.), par lequel un cultivateur s'engage à fournir à un

l'usage de la graisse (*στῆας*), non pas sans doute dans les cuisines particulières, mais dans les auberges et casernes, et surtout chez des commerçants qui auraient pu falsifier l'huile avec des graisses animales. De là l'article suivant : « Les cuisiniers emploieront la graisse chaque jour en présence du fermier de l'huile, et ils n'en vendront à qui que ce soit sous aucun prétexte ni n'en feront fondre : sinon chacun d'eux paiera au fermier pour chaque jour, 50 dr. ¹ ».

Enfin, le code du monopole règle l'emploi des huiles ou graines restées en magasin au moment où le Trésor met les fermes en adjudication. Le nouveau fermier doit acheter ce stock à son prédécesseur dans un délai de trois jours. Au cas où il y aurait un excédent en sus de la quantité normale, ce surplus est acheté par le Trésor au tarif prévu pour les achats faits en vue d'approvisionner Alexandrie ².

Telle est, en raccourci, cette législation despotique, qui mérita largement d'être impopulaire, car on n'y voit poindre aucun souci des classes pauvres : c'est au contraire, sur les articles les plus communs qu'elle fait peser les plus lourdes taxes. A ce point de vue, le diocète Apollonios, qui aggrave encore l'impôt levé sur le pauvre, peut passer pour un agent zélé du fisc, mais on ne lui doit point d'autre éloge. Il faut dire que l'ordonnance de Philadelphé représente très

marchand du blé et des h. lies de *tekem* v. r. « pures, sans mélange de mauvais liquide, d'aucun mauvais liquide au monde » Revi tout, *Précis*, p. 1102. Il semble qu'en ne soit plus sous le régime du monopole.

1 *Ibid.*, col. 50, lig. 14-19. Le correcteur a modifié le texte, en remplaçant *καθ' ἑκάστην ἡμέραν* par *καθ' ἑκάστην ἡμέραν πρὸς τὸν πρῶτον*, c'est-à-dire, par chaque quantité vendue.

2 *Ibid.*, col. 53, lig. 4-57. On ne dit pas quelles quantités de graines et d'huile devaient rester en magasin (*τὸ πλεονεκτήσιον ἐκ τῶν ἐλαιοῦν, σπέρματι, σπέρματι, σπέρματι*), et, les prix payés par le nouveau fermier ayant disparu, nous ne pouvons les comparer à ceux payés par l'État. Ceux-ci (par mesure à 12 choûs de sésame, 31 dr. 4 1/4 ob.; de croton, 31 dr. 2 ob., de enécos, 18 dr. 4 ob., de coloquinte, 12 dr.) étant probablement les prix de revient, on voit que l'écart entre les prix de revient et les prix de vente au détail ressort à environ 31 0/0 pour le sésame, 30 0/0 pour le croton (et même 50 0/0, d'après le nouveau tarif : ci-dessus, p. 263, 2); 31 0/0 pour le enécos 60 0/0 d'après le nouveau tarif).

probablement une tentative faite pour accaparer la production et le commerce des huiles en Égypte, dans le but d'exclure l'importation étrangère, qui avait pour conséquence une exportation de numéraire. C'était une expérience économique improvisée avec une certaine brutalité et qui ne fut peut-être pas poursuivie longtemps. Il y a lieu de croire que, par la suite, le gouvernement se ravisa et, sans abolir le monopole, rouvrit la frontière à l'importation des huiles pour rendre à la culture du blé les terres occupées, avec moindre profit, par la culture des graines oléagineuses¹.

En dehors de ses monopoles proprement dits, l'État tirait encore des bénéfices soit de la tolérance qu'il accordait à des monopoles autres que les siens, soit de la concurrence qu'il faisait à l'industrie privée.

La fabrication du papier (πάπυρος - βύβλος ou βύβλος - γάρπη, ou γάρπη-charta) avait dû être jadis un monopole des temples, et il semble bien qu'elle soit devenue un monopole royal. En tout cas, les dimensions fixes des différents formats supposent des règlements précis², et la défense d'exporter le papier, édictée, dit-on, pour entraver l'accroissement de la bibliothèque de Pergame³, se comprend mieux, soit comme

1. Cf. ci-dessus, p. 257, 1, et Sanyis, in *Pap. Petr.*, III, n. 72 : répartition des cultures dans le nome Arsinoïte pour l'an XIII d'Évergète I (235/4 a. C.). Sur 160 000 aroures, 316 seulement sont destinées au sésame et au coton.

2. Le grand format, de 12 doigts (= 16) de haut, s'appelait précisément *πρωτὴ ἡ charta regia* ou *πρὸς αὐτὴν*, plus tard *Augusta*, qualité *quæ hieratica appellabatur, antiquitus religionis tantum voluminibus ducta*. Puis venaient des formats de dimension et de qualité décroissantes : la nouvelle *hieratica*, l'*amphithetrice*, et *confecturae locæ* (l'amphithéâtre de Neopolis près Alexandrie), la *Saitica*, la *Tarsiotica*, fabriquée dans la banlieue d'Alexandrie, l'*emporica* ou papier d'emballage, de 8 doigts (= 12) seulement (Plin., XIII, §§ 74-76 cf. Strab., XVII, p. 800). Les *chartæ Thebaïcae* de Siaca (Sais, IV, 9, 28) ne sont que synonymes de papiers d'Égypte. Alexandrie garda, même sous l'Empire, le monopole industriel — non officiel — de la fabrication du papier. Le papetier romain Varro ne faisait que retravailler la *charta amphithetrice* (Plin., XIII, § 76). Un contemporain de Constantin vante Alexandria *quod omni mundo sola chartas emittit* (ep. Mai, *Class. Auct.*, III, p. 396) Auxélien *vertigat ex Aegypto ubi Romæ vixit chartas hinc stuporem concludunt* (Varruc., *Aurel.*, 45).

3. Plin., XIII, § 76 : d'après Varro, auquel il impute, quelques lignes plus

fait, soit comme légende, si le roi avait le monopole de cette industrie. Ne fût-ce que pour assurer l'approvisionnement de la grande Bibliothèque et de leur bureaucratie papyrassière, les rois n'ont pas dû compter uniquement sur l'industrie privée. Du reste, le papyrus étant devenu un article du commerce international, il fallait, pour suffire à l'énorme développement de la consommation, de grandes manufactures et un outillage que peu de particuliers sans doute eussent été en état d'installer ¹. En l'absence de documents, il n'y a place ici que pour des hypothèses.

Nous ne sommes guère mieux renseignés sur la part que revendiquait l'État dans la fabrication des étoffes : mais nous savons au moins qu'il existait des manufactures royales placées sous la direction d'un haut fonctionnaire. On a vu comment un sénateur romain, Q. Ovinus, fut mis à mort par César Octavien, sous prétexte qu'il s'était déshonoré en acceptant de la reine Cléopâtre le poste de directeur des alouiers de filature et tissage de la laine ². D'autre part, il est question, dans des fragments mutilés du Papyrus des Revenus, d'*ôvνοα* ou toiles de lin, de laines et flasses, évidemment comme matière à taxe ou à monopole ³; et l'on sait par la Pierre de Rosette que les temples devaient livrer annuellement au Trésor, à titre d'impôt, des fournitures de

haut ⁴ 69', une erreur grossière, en faisant dater l'invention du papier de la fondation d'Alexandrie.

1 Sur les procédés de fabrication du papier, voy. H. Blümner, *Technol.*, I, p. 348-352. Lambroso (p. 90) assimile le monopole du papyrus au monopole du tabac chez les modernes. Si la fabrication fut monopolisée, la culture du papyrus ne dut pas l'être, car le roseau servait à une foule d'usages, même alimentaires : on en faisait des barques, des nattes, des cordes, etc. (Plin., XIII, § 13. Cf. Diod., II, 80), et Strabon (XVII, p. 800) dit que certains spéculateurs restreignaient la production pour faire monter les prix.

2 *Quod obcecuquaque lanificio textilique reginacervator P. R. percessit non evadens ut* Oros., IV, 10, 2. Cf. *crucians*, tome II, p. 342, 4.

3. *Τὴν ὀβνοῖαν... τὸ βροῦλον* col. 98, lig. 9-10. Cf. co. 99, 5) *τὴν (τιλ)ν τὴν [βροῦν] καὶ τὴν] στυπιδίων καὶ ἱπικῶν* (col. 103, lig. 1-2). Parmi les dons faits par Ptolémée III aux Rhodiens éprouvés par un tremblement de terre figurent 3.000 pièces de grosse toile et 3.000 de toile fine (*στυπιδίων 3.000 καὶ ὀβνοῖαν ἱπικῶν 3.000* Polyb., V, 88, 3).

toiles de lin (*βυσσίνων ὀθονίων*), un impôt dont l'arriéré est remis au clergé par le « gracieux » Épiphanos ¹. Les papyrus de Tebtynis nous montrent Évergète II passant aussi aux profits et pertes, comme son grand-père, l'arriéré des taxes sur les toiles dues par le clergé (*προστιμῆσαι τῶν ὀθονίων*) jusqu'à l'an L du règne (121/0 a. C.) ². Enfin il est question, dans les *ostraka*, d'un impôt sur les toiles (*ὀθονιόρα*), payé en argent à la banque de Thèbes, au 11^e siècle avant notre ère, par le fermier Apollonios, en plusieurs versements montant à la forte somme de 17 tal. 2080 dr. ³.

De ces faits réunis, on peut conclure, avec une vraisemblance approchant de la certitude, que l'on se trouve en présence de deux monopoles superposés : un ancien monopole des temples pour la fabrication des toiles de lin ⁴, toléré moyennant un prélèvement en nature à fournir au Trésor, et un monopole royal, englobant le premier, qui accaparait la fabrication des autres étoffes, notamment des étoffes et tapis de laine (*ἱμα*), c'est-à-dire une industrie nouvelle. On sait, en effet, que les traditions sacerdotales attachaient l'idée de pureté aux vêtements de lin et considéraient comme impurs les tissus de matières animales. Les prêtres ne portaient que des habits blancs en toile de lin, et les profanes eux-mêmes n'endossaient un manteau de laine que par dessus une tunique de lin ⁵. Les fragments du Papyrus des

¹ *Inscr. Rosett.*, lig. 47. 29 Cf. ci-dessus, tome I, p. 372-373.

² *Tebt. Pap.*, n. 5, lig. 63-64.

³ Wilcken, *Ostraka*, I, pp. 266-269. Dans un acte de vente démotique de l'an XXXV de Philométor (147/6 a. C.), un des contractants est dit « receveur du tribut sur les étoffes » (Revallout, *Le procès d'Hermias*, p. 76).

⁴ Surtout, on peut-être exclusivement, des toiles destinées à envelopper les momies : conjecture d'Amethon, adoptée par Letronne (*Reck*, I, p. 281) et Lombroso (p. 109). En effet, la « pureté » du tissu, qui était ici de rigueur (Herod., II, 81), se trouvait garantie par les fabriques sacerdotales, et les embaumeurs eux-mêmes se rattachaient aux corporations sacerdotales (Diod., I, 91). Cf. dans l'inscription d'Abydos, la donation de Ramsès II au temple, dans laquelle sont compris des « têtes de vasaux, obligés à travailler les étoffes et les vêtements » (Revallout, *Précis*, p. 131, 1). Sur la fabrique d'étoffes du T. d'Amon à Thèbes et la culture du lin, voy. *Précis*, p. 403 sqq.

⁵ Herod., II, 81. Plut., *Is. et Osir.*, 4. Apul., *De Magia*, 56. Cf. *εργασία*

Revenus permettent de reconnaître çà et là des règlements tout à fait analogues à ceux qui établissent le monopole des huiles. On devine que la régie fixait le nombre d'aroures à ensemençer en lin, ce qu'elle eût fait quand même si le lin n'avait été utilisé que pour son huile ; que la vente libre et l'importation étaient interdites, et que les prix soit des matières premières, soit des tissus, étaient tarifés par l'administration ¹. Il s'agit donc ici d'un monopole complet, sauf une concession faite à l'industrie des prêtres, auxquels le monopole des huiles reconnaît aussi un privilège à peu près équivalent. Parmi les filateurs et tisseurs, dont nos documents relatent plusieurs variétés, on peut croire que les *λινυροί* et *βυρροργοί* travaillaient dans les ateliers sacerdotaux, les autres (*τινυφάνται* - *ἐριυφάνται* - *πτελωροί* - *πόκνυροι*) ², dans les manufactures royales ou dans des ateliers privés, mais soumis à l'exercice et rigoureusement surveillés. Telle était sans doute la fabrique de toile de lin (*λινυφαντεῖον*) dont les propriétaires demandent au roi la permission de remplacer leur matériel en mauvais état ³.

Dans un papyrus qui paraît dater du règne d'Épiphane, il est question de la ferme de la pourpre (*ἡ πορφυρεὶς*) en Lycie⁴ ; mais rien n'indique qu'il s'agisse d'un monopole royal. La quittance pour *τέλος βασιλέων* délivrée en Égypte à l'époque

λινυλὸς γλῆψα (Ion ap. Athen., X, p. 451 d). Cet usage s'est transmis de proche en proche jusqu'au rituel catholique, qui exige l'aube (*alba*) en toile de lin pour le prêtre officiant. La chemise moderne, qui fut jadis en toile de lin, a pris la place de la *καλίσκη* égyptienne.

1 Voy. les fragments des *Res. Laws* (col. 81-107) commentés par Wilcken (*loc. cit.*), dont j'adopte les conclusions. Comme la fabrication du papier celle des toiles de lin resta, sous l'Empire, le monopole industriel de l'Égypte. Cf. Treb. Poll., *Gallien.*, 6, 4.

2 Tous ces noms, dans *Treb. Pap.*, n. 1. Cf. Grenfell, *ibid.*, pp. 44-45.

3 *Pap. Magdola.* n. 36. Cf. P. Jouguet et G. Leclercq, *ad loc.*, in *BCE.*, XXVII (1903), p. 201.

4 *Treb. Pap.*, n. 8, ll. 36-37 (*τέλος ὑπελάθοντος τῆς κατὰ Λυκίαν πορφυρεῖς ἐν [τῇ] α*). Le revenu affermé est qualifié *φάρσι*. Il est bon de rappeler que le Bas-Empire, qui a tant emprunté à l'Égypte, monopolisa les mêmes industries et eut ses *procuratores synæctorum*, *luniflorum*, *baphiorum*, *brandæriorum* ou *argentariorum* (Voy. la *Notitia Dignitatum*).

ptolémaïque¹ montre qu'il s'agit simplement d'une taxe sur l'industrie des teinturiers. Nous ignorons si cette industrie y avait pris une grande extension ; mais Pline assure qu'elle pratiquait la teinture en impression sur étoffes², tandis que la pratique courante était partout ailleurs de teindre les filés avant le tissage. Il est possible que, sans prohiber la concurrence, le Trésor ait eu des ateliers de teinture et que cette invention, qui tranche sur la routine familière aux petits fabricants, ait été faite par ses ouvriers. Ce serait, en tout cas, une façon d'expliquer que le procédé soit resté ce qu'il semble être aux yeux de Pline, un secret industriel. Il ne pouvait être nulle part mieux gardé que dans les manufactures royales.

§ III

LE MONOPOLE DE LA MONNAIE.

Enfin, il est un monopole qui, en tout pays, échoit à l'État et reste inséparable de la souveraineté : c'est la fabrication de la monnaie, commune mesure de toutes les valeurs³.

1. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 171 (n. 1316, de 141/0 n. C.).

2. Le procédé décrit par Pline (XXXV, § 155) produisait des étoffes multicolores par immersion dans un seul bain, grâce à l'impression préalable de mordants divers : *mirumque, cum si unus in cortina color, ex illo alius atque alius fit in veste accipientis medicamenti qualitate mutatus*. Sur les procédés et couleurs de teinture dans l'antiquité voy. H. Blümner, *Technologie*, I, pp. 215-253.

3. Une bibliographie complète concernant la numismatique gréco-égyptienne, envisagée au point de vue métrologique et économique, serait fort ample, la question étant de celles qui se posent à chaque pas dans l'exégèse des documents. Après Leiroupe et Lombroso, E. Reville y est revenu à maintes reprises, notamment dans ses *Lettres sur les monnaies égyptiennes*, publiées dans la *Rev. Égyptol.*, II-III (1881-1882), réunies depuis en volume (1893) et dans ses *Mélanges* 1895. Ses thèses ont été visées et révisées dans quantité d'études spéciales, parmi lesquelles nous citerons : J.-G. Droysen, *Zum Finanzwesen der Ptolemäer* (SB. der Berlin. Akad., 1882, pp. 207-235. E. P. Grenfell, *The silver and copper coinage of the*

Pendant une longue série de siècles, les Égyptiens se contentèrent de peser les métaux — or, électrum, argent, cuivre — employés comme instruments d'échange. On voit, sur les monuments pharaoniques, des lingots en forme de barres, d'anneaux ou de disques troués, placés dans un des plateaux d'une balance, tandis que sur l'autre des poids en forme d'anneaux font équilibre. La pratique du commerce dut amener nécessairement à comparer la valeur des métaux et à établir, sinon à fixer, le rapport des poids acceptés comme équivalents d'une espèce à l'autre¹. Mais la monnaie proprement dite, — c'est-à-dire, des unités de poids métalliques garanties, comme poids et comme titre, par l'État, façonnées et poinçonnées dans ses ateliers, — a monnaie, dis-je, ne fut introduite en Égypte qu'au v^e siècle par la conquête et la domination des Perses. En Égypte, devenue province perse, circulèrent, comme en Asie et dans les pays helléniques, les

Ptolemies in Persia, Append. xiii, pp. 193-210). Oxford, 1896. Grenfell-Montgomery, *The ratio of silver and copper under the Ptolemies* (in *Texts Pap.*, A, papyrus II, pp. 580-603), London, 1902. Fr. Bartsch, *Die Geschichte des Alterthums* (Abh. d. Sachs. Ges., XVIII, 2 [1898], pp. 1-985). *Die ptolemäischen Münz- und Rechnungswerte* (ibid., XXII 3 [1903], pp. 1-48). Art. *Drachme*, dans la R.-E. de Pauly Wissowa (1906). M. G. Soudas, *Nouvelles recherches sur le système monétaire de Ptolémée* (Soc. Numism., 1904, pp. 313-327). A. N. Svoronos, *Les monnaies de l'Égypte hellénistique* (Rev. de géogr. Numism., 1901, pp. 3-57). *Ἡ ἐκ τῶν ἀρχαίων νομισμάτων τῶν Πτολεμαίων*, Athènes, 1904, ouvrage historique et descriptif, embrassant toute la matière : I. Εἰσαγωγή, ἀπολογὶ, καὶ κατατάξις, paginé en chiffres grecs, de 1 à 57 (1-596), introductions pour tout le monde. I. Μεταγραφαὶ τῶν νομ. χαρτῶν, pp. 1-322 III. 64 ἀναγὰς τῶν νομ. χαρτῶν. La découverte récente de 108 pièces de monnaies des premiers Ptolémées à Toukh-el-Garamous apportera peut-être des données nouvelles, mais cet apport n'est connu jusqu'ici que par la communication de M. Maspero (*C.-R. de l'Acad. des Ins.*, 29 sept. 1905, pp. 535-547). Je m'aventure à regret, je l'avoue, dans un sujet où les spécialistes n'ont éblouissant et que cependant je n'ai pas cru devoir éliminer tout à fait d'une étude générale sur les institutions ptolémaïques.

1. Pour l'époque pharaonique, Hallsch (*Mérol.*, 2, pp. 277-278) estime le rapport de cuivre à l'argent à 1 : 80 et donne comme tout à fait problématique le rapport de 1 : 13 1/3 pour l'argent et l'or (1 : 13, d'après Hérodote, dans l'empire perse : cf. *Ἡ ἑλληνιστὶς τριμνημιναστήτης ἀρχαῖος νομ.* III, 35). Revdlout (*Précis*, p. 72 sqq.) appelle abusivement pièces de monnaie les disques ou barres métalliques en usage au temps des Amoyli et parle même de deux étalons monétaires en circulation.

dariques du Grand Roi en or pur, et, concurremment avec les sicles royaux en argent, des monnaies d'argent que le satrape d'Égypte, comme les autres gouverneurs de provinces parait avoir été autorisé à frapper¹. Néanmoins, les Égyptiens, fixés dans leur routine, n'acceptaient qu'avec dédai la monnaie ou ne l'acceptaient qu'au poids, comme les lingots indigènes. On a trouvé en Égypte quantité de monnaies étrangères coupées avec des cailles, dont les fragments étaient mêlés à des morceaux de métal brut, tous évidemment destinés à passer par la balance².

La première monnaie nationale fut frappée en Égypte par Cléomène de Naucratis et à Naucratis même, entre 336 et 323, au type d'Aphrodite et au poids macédonien. La réputation de rapacité faite au satrape n'était pas de nature à recommander sa monnaie aux Égyptiens.

1. Voir les monnaies attribuées par E. Babelon (*Les Perses Achéménides* (Paris, 1891, pp. 52-55, et introd., p. lxxv) au satrape d'Égypte Bagos. Le fait rapporté par Hérodote IV, 164), à savoir, que le satrape d'Égypte Aryanès fut tué à mort par Darius pour avoir usurpé le privilège royal en frappant de la monnaie d'argent, a été expliqué d'une façon plausible (Mommensen-Bonow II, 1, 107) Riba ou Svoronos dans un sens un peu différent. Aryanès aurait pu légalement émettre des monnaies locales; mais, en frappant de la monnaie d'argent *ἐν τῷ ὀνόματι βασιλέως καὶ ἀποδοτέον ἐκ ἀποδοτέου*), Aryanès se fit soupçonner de vouloir évincer la monnaie royale et encourager le nationalisme égyptien. Dans les documents de l'époque perse, il est très souvent question de « katus fondus dans le T. de Ptah » à Memphis, où devait être la Monnaie. Cette habitude persista sous les Lagides. Revillout (*Précis*, pp. 1284 sqq.) cite un contrat enregistré le 30 Épiphé au XV de Ptolémée II (4 sept. 232 a. C.), où les sommes sont stipulées en *deben* « fondus des parts de la double maison de Ptah », ou « du temple de Ptah ». Je suppose que la frappe des monnaies indigènes resta, à Memphis, annexée au temple de Ptah, comme celle de la monnaie à Rome au temple de *Juno Moneta*.

2. Cf. Svoronos, *Ti voprosata ust.*, I, p. 47. Les monnaies importées en Égypte par le commerce international, aux vi^e et v^e siècles, ne circulaient qu'entre commerçants et mercenaires étrangers. Elles provenaient des principaux ports du bassin de la mer Egée et paraissent avoir été molées par les Grecs de Naucratis. Le roi Takhsos notamment, dut en faire provision pour paier ses auxiliaires : après p. 461-2. Sur les trouvailles monétaires faites en Égypte voy. A. de Lantieri, *Rev. Numism.*, 1891, pp. 447-428 (*Géog. et Hist.*, t. II, p. 508-326); W. Greenwell, *Num. Chronicle* X, (1894), pp. 4-12. H. Weber, *ibid.*, XIX (1899), pp. 269-287. E. Babelon, *op. cit.*, pp. lv-avii. H. Dressel, *Zeitschr. f. Numism.*, XXII 1909, pp. 231-258.

L'organisation d'un système monétaire égyptien¹ date des Ptolémées. Le premier Lagide, préoccupé de développer les relations commerciales de l'Égypte, avait adopté le système attico-macédonien, et il le conserva tant qu'il ne fut que satrape. Devenu roi indépendant, il se rallia au système phénicien, déjà en usage à Chypre, qui avait l'avantage d'être connu dans tout le bassin de la Méditerranée.

Les monnaies ptolémaïques ne commencent à se distinguer des autres monnaies aux types d'Alexandre émises par les divers satrapes de l'empire que sous le règne d'Alexandre IV (317-311). Ptolémée frappa des tétradrachmes d'argent sur lesquels l'effigie d'Alexandre défilé est coiffée non plus de la peau de lion, mais d'une peau d'éléphant, peut-être en souvenir de l'assaut donné aux éléphants de Porcieus par Ptolémée en 321². On voit apparaître sur le revers le foudre et l'aigle, symboles qui, combinés, formeront le blason de la dynastie. Après la mort d'Alexandre IV (311), Ptolémée s'essaya au rôle de roi et de dieu en frappant de grands bronzes, des médailles plutôt que des monnaies, à son effigie diadémée, et il signala la vacance du trône en laissant les monnaies anépigraphes, en supprimant l'inscription traditionnelle ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥ. Il revient cependant bientôt³ au système prudent qu'il avait un instant abandonné, et le nom d'Alexandre reparait sur ses monnaies : mais la proue de navire qui figure au revers rappelle les succès de sa flotte et le protectorat qu'il exerce sur les Cyclades.

Enfin roi en 306/5, Ptolémée n'hésite plus à mettre son effigie diadémée, son nom et son titre de roi sur les mon-

¹ La Cyrénaïque conservait son système local : la drachme cyrénéenne ne valant que 4/10 de la drachme ptolémaïque.

² Cf. Diodor., XVII, 33-36.

³ Au bout d'un an, suivant Svoronos (l. p. 37). Monnaies d'Alexandrie avec ΑΛΕΞΑΝΔΡΕΙΩΝ ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ (ibid., p. 38), de Cyrène avec ΚΥΡΑΝΩΝ ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ (pp. 45-46). Après ces essais, Ptolémée s'efface jusqu'en 305. Monnaies des rois de Chypre et de Ménélaos qualifiés ΒΑ(σιλεύς), ibid., pp. 64-76. Indices de protectorat ptolémaïque et d'hommages sur les monnaies des villes grecques (Corinthe, Sicione, Cos, Rhodes, etc.), ibid., pp. 77-102.

nales, frappées désormais au poids de l'étalon phénicien. Cependant, il ménage encore la transition. Sur les monnaies d'or qui portent son nom, il place au revers un char monté par Alexandre, et sur celles qui sont à l'effigie d'Alexandre figure au revers la signature ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ou ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΒΑΣΙΛΕΥΣ avec l'aigle kéraunophore. Ptolémée tient à rappeler qu'il est le successeur d'Alexandre et qu'il règne par droit de conquête. Du reste, les espèces frappées à l'effigie d'Alexandre paraissent avoir été surtout destinées à circuler hors d'Égypte, de façon à ne pas déranger les habitudes du commerce international¹. Enfin, Ptolémée adopte pour la monnaie du royaume d'Égypte les types qui resteront invariables comme le nom dynastique, l'effigie du roi à l'avant et l'aigle kéraunophore au revers. On sait que ses successeurs, trouvant l'esprit conservateur des Égyptiens d'accord avec l'intérêt dynastique, laissèrent à demeure sur leurs monnaies — sauf de rares exceptions² — l'effigie de l'ancêtre et la légende impersonnelle ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΒΑΣΙΛΕΥΣ³. De temps à autre, ils ravivaient les souvenirs d'une façon plus précise, en émettant des monnaies ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΣΩΤΗΡΟΣ et de magnifiques octadrachmes d'or au type d'Arsinoé Philadelphie pour célébrer le dixième anniversaire du mariage des reines, l'επέτ. γάμος inauguré par la grande Arsinoé⁴. S'ils ont préparé par là des embarras inextricables

1. Svoronos. I pp. 103-104. Comme exemple de la ténacité de ces habitudes, Svoronos (p. 141) cite le fait qu'aujourd'hui encore, dans les régions au S de l'Égypte, les indigènes préfèrent à toute autre monnaie les thalers autrichiens à l'effigie de Marie-Thérèse!

2. Il faut ranger parmi ces exceptions les monnaies ou médailles des reines notamment la série assez nombreuse à l'effigie d'Arsinoé Philadelphie — et celles qui portent les effigies accolées du couple régnant. Mais la monnayette, le tétradrachme, est toujours à l'effigie de Ptolémée Soter (Svoronos, I, p. 440).

3. Le prédicat divin figure parfois, à la suite du nom royal, sur les monnaies frappées en dehors de l'Égypte. L'effigie peut être remplacée par celle d'une divinité (Ammon, Dionysos, Sérapis, etc.).

4. Svoronos, I, pp. 338, 340, 344, 333-336, 390, 406, 426, 440. L'effigie de la souveraine régente est simplement substituée à celle de la Philadelphie, la légende restant ΑΡΣΙΝΟΥΣ ΦΙΛΑΔΕΛΦΟΥ. Svoronos pense que les Romains

aux numismatiques futures, dont ils n'avaient nul souci¹, ils ont habitué leurs sujets à révéler en eux l'immuable et perpétuel dynaste. Ils ont pu, à l'abri et sous le sceau du vénérable ancêtre, altérer le poids et le titre des monnaies : c'était toujours la monnaie « du roi Ptolémée », et sa valeur était censée aussi immuable que le type.

L'organisateur du système monétaire égyptien, Ptolémée Soter, dut fixer, d'après des habitudes prises, la valeur relative des trois métaux, or, argent et cuivre, monnayés au même poids. L'étalon du système, la drachme d'argent du poids d'environ 3 gr. 57, fut considéré comme équivalant à 120 dr. de cuivre, tandis que la drachme d'or valait 12 1/2 drachmes d'argent². La frappe de différents métaux à égalité

ont emprunté à l'Égypte l'usage des *decemalia*, dont le premier exemple à Rome est le vote de 112 a. Chr. (Liv., XLII, 20).

1. Je ne puis que renvoyer au grand ouvrage de J. H. Svoronos pour la discussion des problèmes chronologiques qui se posent à propos des différents types employés pour la datation des monnaies, soit en Égypte même (ère des Lagides, de Ptolémée Philadelphe, d'Antoine Philadelphe : cf. ci-dessus, tome I, pp. 49, 2. 54, 3. 93, 4. 99, 1. 107, 2. 263, 2), soit en Syrie, à l'Épire et dans les autres possessions égyptiennes (ci-dessus, tome I, pp. 48, 1. 54, 3. 110, II, p. 251, 1). On sait que les Lagides, après quelques essais, ont renoncé à se servir d'ères quelconques et ont simplement daté les monnaies d'après leurs années de règne, ce qui à défaut de titre personnel dans l'épigraphie, rend extrêmement laborieux et discutable le classement chronologique des émissions. En tout cas, un principe affirmé avec énergie par Svoronos, c'est que le droit de battre monnaie n'a jamais été partagé — sauf une exception pour Ptolémée Alexandre I usurpant le privilège de son aîné Ptolémée Soter II — entre les rois successeurs, entre le roi d'Alexandrie et le roi de Chypre ou de Cyrène.

2. Les Grecs ayant ignoré l'homonymie des poids et des monnaies, il en résulte des équivalences que les Romains et les monétaires ne sont attachés à éviter. La drachme-monnaie égyptienne était un peu inférieure en poids à la drachme-poids (3 gr. 73) phénicienne, et même à la drachme-monnaie sicilienne (2 gr. 65). Cf. Hultsch, *Metrol.*, p. 178. Le rapport des métaux argent et cuivre avait été évalué par Lelonne, *Rep. Par.*, pp. 188-192, à 1 : 90 estimation encore acceptée en 1882 par Hultsch *Metrol.*, p. 61¹). Mais, comme il est certain que ce rapport fut, bientôt après la période initiale, de 1 : 120 (ainsi qu'il apparaît des nombreux contrats demotiques publiés par Revillout, dont quelques-uns cités *in extenso* ci-après), on n'admet plus qu'il ait pu y avoir sur le cuivre une baisse de moitié. Le rapport 1 : 120 lui-même est aujourd'hui contesté par Gressel Smyly (*Tebt. Pap.*, pp. 593-597), en raison des équivalences anormales et instables rencontrées dans les papyrus des II^e et III^e siècles avant notre ère (voy. ci-après, p. 281). Le débat n'est pas

de poids obligés à chercher des multiples et sous-multiples qui, d'un métal à l'autre, fussent aisément comparables. A partir du règne de Philadelphie, l'octadrachme d'or ($\tau\psi\psi\omicron\upsilon\varsigma$ $\sigma\tau\alpha\tau\acute{\iota}\rho$ - $\mu\upsilon\alpha\sigma\acute{\iota}\omicron\nu$ - $\mu\upsilon\alpha\acute{\iota}\omicron\nu$ νόμισμα χρυσίου ἐπιστήμου) ¹, fut, en espèces, l'équivalent des monnaies de compte, de la mine (100 dr) d'argent, et de deux talents de cuivre : le tétradrachme valait une demi-mine d'argent ou un talent (6000 dr) de cuivre. Pour le métal argent, l'étalon ($\sigma\tau\alpha\tau\acute{\iota}\rho$) du système fut le tétradrachme, équivalent un peu diminué du *shekel*, sicel ou tétradrachme égyptien. Pour le cuivre, il semble qu'il y ait eu dès le début des tâtonnements et qu'on se soit décidé à diminuer le poids, c'est-à-dire la valeur réelle de cette monnaie encombrante, destinée principalement ou exclusivement au commerce intérieur. Les grosses pièces de 94 à 102 gr. frappées par Philadelphie représentaient sans doute la valeur de la drachme d'argent. Plus tard, on rencontre des octadrachmes (32 gr. 7 à 30 gr. 3), et tétradrachmes de cuivre qui, à moitié poids environ, devaient avoir une valeur nominale de 1 obole et 1/2 obole d'argent ². C'était déjà abandonner le principe de la comparaison des valeurs réelles et entrer dans le système de la monnaie fiduciaire.

La monnaie devant être un instrument d'échange, l'État,

peut être clos. Fr. Hultsch, *Die Ptolemäischen Münz- und Rechnungswerte* (ci-dessus, p. 271, 3), admet le rapport initial de 2 : 120 au début de l'ère des Lagides. Il établit comme suit les rapports qui indiquent une dépréciation progressive du cuivre comparé à l'argent. De 1 : 120 à 1 : 333 1/3 jusqu'au vers la fin du IV^e siècle, puis, sous Soter II, baisse rapide qui fait monter le rapport à 1 : 375 et même 1 : 500, étape dépassée encore sous Empire (de 1 : 480 à 1 : 560). Les causes économiques sont d'ordre international et hors de notre sujet.

1. L'octadrachme d'or, à poids faible (27 gr. 90 au lieu de 29, était un peu moindre que notre pièce de 100 fr. (32 gr. 29).

2. La drachme d'argent (2 gr. 57) valant 120 fois son poids de cuivre (624 gr.), l'obole d'argent aura à valu six fois moins, soit 71 gr. de cuivre, et le χαλκοῦς ou 1/6 de l'obole, 9 gr. de cuivre. Letronne (*l'op. Cit.*, p. 190) pensait que l'obole alexandrine était divisée non plus en 6 chalques, comme à Athènes, mais en 10, et il alléguait un passage de Pline, *efficit obolus X chalcos* (XXI, § 183), qui, appliqué au système attique, est une erreur.

qui se réserve le privilège de la fabriquer, ne doit pas fausser cet instrument en essayant de donner artificiellement à la monnaie une valeur notablement supérieure à la valeur commerciale du métal. Une légère majoration suffit pour couvrir les frais de fabrication et le rémunérer du service qu'il rend à la société en garantissant le titre et le poids des espèces. Il opérerait généralement ce prélèvement en diminuant le poids des espèces-monnaies par rapport aux poids de même nom. C'est ainsi que la drachme-monnaie pesait environ 16 centigr. de moins que la drachme-poids. Mais la valeur commerciale des métaux est sujette à des fluctuations perpétuelles, et il n'est pas de système monétaire polymétallique qui puisse rester d'accord avec le cours des marchés ¹. Il est inévitable que tantôt l'une, tantôt l'autre des espèces métalliques ait une valeur réelle supérieure ou inférieure à sa valeur nominale, auquel cas le désordre se fait sentir, à la longue, par la disparition progressive de la monnaie forte, remplacée par la monnaie dépréciée. Lorsque l'écart entre la valeur nominale et la valeur réelle est devenu notoire, la compensation s'opère d'elle-même par le fait que la monnaie dépréciée n'est plus acceptée pour sa valeur nominale, ou l'État intervient pour rétablir l'équilibre, et l'histoire enseigne qu'il le fait toujours en diminuant soit le poids, soit le titre de la monnaie forte.

On voit déjà la désorganisation se manifester durant le règne de Philadelphe. Si il est vrai que le rapport de valeur entre l'argent et le cuivre ait été de 4 : 120, et le rapport des poids réduit à 4 : 60 c'est sans doute que la monnaie de cuivre, comme aujourd'hui la nôtre, devait rester une monnaie d'appoint, représentant simplement les fractions des espèces en argent. Mais, admise dans le commerce interna-

1. On sait qu'aujourd'hui la dépréciation de l'argent, qui en un siècle a perdu moitié de sa valeur comparée à celle de l'or, est un gros souci pour les États boursiers, et que la monnaie de bronze ou de nickel, exclus du commerce international, a une valeur nominale absolument fictive.

tional, comme il semble qu'elle le fut ¹, elle ne pouvait manquer d'expulser du royaume la monnaie d'argent, échangée contre une valeur inférieure en cuivre. Sans doute la valeur du métal argent avait diminué par le fait des conquêtes d'Alexandre, mais l'exploitation des mines de Cypro avait aussi abaissé la valeur du cuivre. En tout cas, l'exagération de la valeur nominale du cuivre se fit bientôt sentir dans l'intérieur du pays, et Philadelpho ne voulut plus accepter le paiement en cuivre, pour certains impôts spécifiés, quo moyennant une soulte ou change (ἄλλαγή) de 9 à 10 0/0. Dans le Papyrus des Revenus, le roi dispose que l'adjudication du monopole de l'huile sera faite πρὸς χαλκόν, et qu'il acceptera 24 oboles de cuivre pour un statère d'argent ². De même pour la ferme de l'ἐπόμερα. D'autres taxes, en revanche, comme la τετάρτη ἀλίων et la νιτροτή κλίνου, étaient affermées πρὸς ἀργύριον, et, payables en argent, ne pouvaient être payées en cuivre qu'avec une soulte ou change. Une quittance, délivrée au milieu du III^e siècle pour un versement de 80 dr. d'argent provenant de la τετάρτη ἐχθυσίων ἀλίων ³, montre que le trapézite a exigé 87 dr. 1/2 de cuivre, c'est-à-dire une soulte de 9 1/3 0/0. Dans le vocabulaire du siècle suivant, le cuivre accepté pour sa valeur nominale est dit « au pair » (χαλκός ἰσόμενος), et l'autre, « cuivre pour argent » (χαλκός πρὸς ἀργύριον) ou, en termes plus clairs, « cuivre dont le change » (χαλκός οὗ ἀλλαγῆ) ⁴.

1. Ptolémée III Evergète envoie aux Rhodiens entre autres cadeaux, χαλκοῦ νομίσματος τέλωντες γύλις Polyb., V, 89, 1) Ptolémée V Épiphanes accorde aux Achéens une subvention de διακόσια τέλωντα νομίσματος πεντήκον χαλκοῦ (XXIII, 9, 3). Le rapport de valeur commerciale entre le cuivre et l'argent est aujourd'hui d'environ 1 : 200, tandis que le rapport de valeur nominale pour la monnaie est de 1 : 20.

2. Voy. ci-dessus, p. 258, 2. Les banques prélevaient encore, pour frais de change, des suppléments énumérés dans un fragment de papyrus : «δ ἀνέβατο ἀπαλλαγῇ — ἀνταργίον — ἀναυτεταίνε» (Pap. Peir., III, n. 67, p. 101).

3. Ostr., n. 331. Wilcken, I, p. 726.

4. Sur le sens de l'expression χαλκός πρὸς ἀργύριον, qui ne s'en pas rencontré jusqu'ici avant le règne d'Épiphanes, voy. la réédition de Grenfell par Wilcken, Ostr., I, pp. 720-722. À part les arguments tirés des textes, il est

Au ⁱⁱ siècle, un changement de système était intervenu qu. date du règne de Ptolémée V Épiphanes ou peut-être de la fin du règne de Ptolémée IV Philopator. Tandis qu'auparavant l'étalon monétaire était la drachme ou le statère d'argent, la monnaie courante et mesure ordinaire de la valeur est la monnaie de cuivre. C'est en drachmes et talents de cuivre que sont faites les estimations officielles ¹, la monnaie d'argent, de plus en plus rare, n'est plus pour ainsi dire qu'une marchandise dont le prix reste flottant ². Dès lors, il devenait inutile de frapper la monnaie de cuivre au même poids que la monnaie d'argent; et, en effet, la drachme de cuivre devient peu à peu une fraction infinitésimale, comme valeur effective (environ 1/5 de notre centime), de la drachme d'argent, et, en même temps, la valeur nominale du métal cuivre s'exagère au point que le rapport des deux métaux, en poids, s'abaisse à 1,28 ou même 1,21 ³. Une

évident que, entendue avec Grenfell au sens de γαλῶς ἰσχυροί, l'expression serait d'une langue barbare. Sur γαλῶς ἰσχυροί opposé à γαλῶς οὐ αἰσθητοί, voy. Lumbroso (*Rech.*, pp. 43-46), Revillout (*Rev. Égypt.*, 11 [1882], pp. 80-82), Mahaffy (*in Pap. Petr.*, I, n. 27. 5. III, n. 67).

1. Il n'y a pas à dissimuler que les résultats obtenus par Revillout, au cours de ses nombreuses études numismatiques et métrologiques, sont fortement contestés, et que toutes les solutions proposées de divers côtés sont encore provisoires. Mahaffy ne peut pas croire qu'un acte de prêt de l'an XIII d'Épiphanes (juil. 192 a. C.) contresigné par six témoins, ait porté que sur une somme insignifiante de 360 dr., si la monnaie était la dr. de cuivre (*Pap. Petr.*, II, n. 47). Mais on est aussi en droit de soutenir que, à une époque où il pouvait au moins y avoir eule, les contractants n'aient pas écrit ἰσχυροί. Un moyen de concilier les opinions en conflit serait d'admettre que l'Etat usait de l'estimation en dr. de cuivre, mais que les particuliers ont conservé durant quelque temps les vieilles habitudes.

2. Dans un même document, datant du règne de Ptolémée Aulète (*Tebt. Pap.*, n. 128), on trouve trois tarifs différents pour la dr. d'argent variant 456, 487 l. 3, 493 dr. de cuivre. Au dernier siècle avant l'ère chrétienne, le tarif varie de 375 à 546 dr. (*ibid.*, p. 546). Cf. ci-dessus, p. 274, 3.

3. Voy. les calculs de Smoly (*Tebt. Pap.*, pp. 592-597). Il a commencé par récuser l'opinion courante (Lefronne, Revillout, Brugsch, Griffith), qui établissait entre l'argent et le cuivre un rapport fixe, en valeur et en poids, de 1 : 128. Partant de ce fait que l'on ne trouve pas dans les papyrus de somme inférieure à 3 dr. de cuivre, et supposant que les plus petites pièces connues, du poids de 1 gr. environ (comme notre centime), soient des pièces de 3 dr., il conclut que si, par exemple, 500 dr. de cuivre, pesant

série de pièces émises par la grande Cléopâtre, au poids de 15 à 20 gr. de cuivre pour la grosse pièce, et de 7 à 10 gr. pour la petite (la grosse pièce valant 80 dr. et la petite 40), ne sont plus guère que des jetons ¹. En somme, la monnaie de cuivre n'était plus comparable à la monnaie d'argent : c'était une monnaie fiduciaire, dont la valeur intrinsèque contrastait étrangement avec les noms empruntés à l'échelle pondérale des monnaies d'argent.

Nous ne saurions dire si les rois, en abaissant ainsi la valeur réelle de la monnaie de cuivre, avaient cru pouvoir lui conserver sa valeur nominale et la même puissance d'achat, ou s'ils avaient voulu simplement mettre à la disposition du paysan une monnaie commode pour les transactions portant sur des valeurs minimales, transactions faites jusque là par troc et en nature. Il n'était pas en leur pouvoir d'empêcher le jeu des lois économiques. Aussi voit-on la valeur des denrées alimentaires, la plus stable qui soit en tout pays, s'exprimer en sommes énormes de monnaie de cuivre. Au milieu du ^{iv} siècle, le prix de l'artabo de blé, qui était jadis d'environ 9 oboles d'argent, va de 250 à 400 dr. de cuivre; il monte plus tard à des sommes doubles, quadruples, quintuples ², ce qui ne peut guère s'expliquer que par une altération progressive des monnaies. Un *χοῦς* de vin (3 lit. 1/4) pouvait coûter de 250 à 800 dr.; une pareille

100 gr., ayant échangées contre une drachme d'argent de 3 gr. 37 le rapport des poids avoisine 1 : 28. Le rapport serait 1 : 21, si la drachme d'argent est estimée à 315 dr. de cuivre, pesant 75 gr. Comme poids de métal noble « sou » ou pièces de 5 centimes aurait valu 35 dr.

1. Voy. K. Hegling *Zeitschr. f. Num.*, XXIII (1901), p. 113, qui interprète les marques H et M par les chiffres 84 et 40. Ses conclusions sont adoptées par Grenfell-Savely et Hultsch.

2. Cf. *Trbt. Pap.*, p. 384. Sur la question des prix abordée en passant par la plupart des érudits, je ne puis que renvoyer aux études signalées plus haut (p. 159, 1). Il ne faut pas trop se fier à l'estimation des artabes de blé dans les contrats de prêt, les prix à payer par l'emprunteur qui ne rendrait pas le blé à l'échéance pouvant être majorés à titre de pénalité. Ainsi, dans un contrat du 22 déc. 104 a. C., Dionysios emprunte du blé « 50 à 6 pour six mois », et, faute de s'acquiescer à l'échéance, il paiera 3000 dr. de cuivre par artabe (*Pap. Bernack*, n. 26).

mesure de bière, 40 dr.; d'huile de ricin, 660 dr. Au temps de Philométor, une vache est payée 3 talents $1/2$, autrement dit 21,000 dr. de cuivre ¹; une maison est estimée 120 talents ².

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de se représenter l'état chaotique d'une circulation monétaire dans laquelle roulaient pêle-mêle les anciennes pièces et les nouvelles: les anciennes pièces d'argent fin et les nouvelles plus ou moins altérées ³; les anciennes pièces de cuivre, dont la valeur nominale, vu le poids des nouvelles, devait être au moins doublée; enfin des pièces de systèmes différents et concurrents, la drachme ptolémaïque ne valant que les $4/5$ de la démotique ⁴. Ajoutons que les indigènes ne comptaient point par drachmes, mais par *drben*, *shekels* et *kats* ou *kites* (4 2 *shekels*), fidèles à un système décimal qui était, au fond, supérieur au système officiel. Il est plus malaisé encore de comprendre comment les particuliers et surtout l'État, qui a besoin de règles fixes pour sa comptabilité, pouvaient débrouiller ce chaos, à moins qu'on n'eût recours, comme

1. *Pap. Par.*, n. 58 (Τριακτα τῆς βόνι καλῆς τῶν ἑκαστοῦ, sic), soit environ 12 francs (² 245 fr. suivant Lebouche *Pap. Par.*, p. 191), qui raisonnie d'après l'ancien talent de cuivre, estimé par lui à 75 fr.

2. *Pap. Par.*, n. 22, lig. 12-13, soit 120,000 dr., et la maison appartenait aux Jumelles et à leur belle-mère Nephthys qui n'étaient pas des gens riches. Comme valeur en métal, ce chiffre formidable se réduirait à 1440 francs de notre monnaie.

3. Dans un contrat de 15 oct. 110 a. C. (*Pap. Brissac*, n. 14), l'emprunteur s'engage éventuellement à payer au fisc 60 dr. sacrées τοῦ βασιλεὺς νομισματός. Il semble que le fisc ne voulait plus recevoir la nouvelle monnaie. Les drachmes d'argent ptolémaïque circulaient encore sous l'Empire, assimilées comme valeur au denier romain (ἀργύριον δισχάρακον καὶ Πτολεμαίου νομισματός: ἐπ'αγῶν). Cf. Th. Mommsen, in *Archiv f. Pp.*, I, p. 273.

4. Il y a là une question de haute importance pour les numismates et intéressante pour l'histoire, mais dans laquelle il serait imprudent de s'aventurer ici. De même que chez nous, l'habitude de compter par sous, deniers ou liards, écus, pistoles, etc., a bravé même les interdictions légales, en Égypte, la coutume a obligé les rois à émettre une série de monnaies « démotiques », série très ample en monnaie de cuivre, bornée pour l'argent au drben (ci-devant autem) de 20 dr. et au shekel de 4 dr.; toutes espèces ayant, comparées à la drachme ptolémaïque, une valeur majorée de 250 0. Voy. la devise Fr. Hultsch, *Die Ptol. Münz- und Rechnungswerte* (ci-dessus, p. 276, 2).

jadis, à la balance. Cela paraît d'autant plus probable qu'à l'époque romaine la balance n'a jamais cessé d'être en usage, au moins pour les gros paiements. Il semble, en tout cas, que, la monnaie de cuivre étant la mesure courante des valeurs, l'État aurait dû cesser de stipuler des paiements en argent et de prélever un change sur la monnaie de cuivre. Or, c'est précisément l'époque où l'on rencontre à tout propos les expressions techniques χαλκὸς ἰσόνουμος et χαλκὸς οὐ ἀλλαγῆ. Il est impossible, d'autre part, que le change exigé par les trappézites royaux ait suivi les fluctuations énormes signalées plus haut. La monnaie de cuivre n'est pas non plus arrivée brusquement aux valeurs infimes de la fin du régime ptolémaïque. Il a dû se produire une dépréciation croissante par rapport à l'argent, dépréciation compensée dans une certaine mesure, et irrégulièrement, par l'abaissement du titre de la monnaie d'argent.

Il faut espérer que de nouveaux documents jetteront plus de lumière sur ces questions épineuses aujourd'hui encombrées de conjectures discordantes.

CHAPITRE XXV

LES IMPÔTS

Exploitation fiscale du peuple égyptien par les Lagides. — Les charges de l'État et le budget des dépenses. — Les recettes : définition de l'impôt et multiplicité des taxes.

§ I. — **IMPÔTS UNIFORMES.** — Les déclarations écrites (ἀπογραφαί) exigées des contribuables ; recensement des personnes et des propriétés. — Le cadastre et les révisions des matrices cadastrales. — Établissement des rôles de contribution pour la propriété foncière ; l'impôt proportionnel au revenu. — Impôts sur la propriété bâtie. — Taxes sur les animaux et les esclaves. — Impôts sur les personnes en raison de leur profession, licences, patentes, capitation. — Impôts collectifs levés sur les communes et associations. — Requisitions gratuites au bénéfice des fonctionnaires et de la cour en tournées (παρουσιαί). — Les corvées (ἀντιποσειδά) pour travaux publics : estimation en τάλαντα, le papyrus 63 du Louvre.

§ II. — **IMPÔTS INÉGALISÉS.** — Impôts de circulation : les douanes frontières et intérieures, les octrois. — Les transports ; droits d'usage des routes et canaux. — Droits sur la circulation des valeurs ou droits de mutation : sur les ventes (τέλος ὑπαρχλασίου), cessions et donations ; sur les successions (παράκλησις). — Les successions en déshérence.

§ III. — **REVENUS EXTRAORDINAIRES.** — Les surcharges d'impôts ; les « couronnes » (στεφάναι) et les dons assimilés des possessions coloniales. — Amendes et confiscations.

Si l'on cherche dans l'histoire des Lagides le point de vue duquel on puisse embrasser le plus commodément l'ensemble de leurs actes comme de leurs institutions, on n'en trouvera pas de plus favorable que l'étude de leur régime fiscal. Les Lagides ont été, dans le sens le plus prosaïque et le plus commercial du mot, des « pasteurs des peuples ».

Les meilleurs d'entre eux ont mêlé à leurs calculs un peu de sollicitude, qui était encore de l'intérêt bien entendu : les autres n'ont songé qu'à tondre le troupeau, et ils l'ont fait avec d'autant moins de scrupule qu'ils n'ont jamais cessé de se considérer comme des conquérants de race supérieure exploitant un pays barbare au profit de la civilisation hellénique.

Aussi le mécanisme fiscal, perfectionné de façon à atteindre toutes les sources de revenus, est-il des plus compliqués et met-il en jeu l'activité d'innombrables serbes embrigadés dans une savante hiérarchie de bureaux. Pour mieux dire, tous les fonctionnaires, du petit au grand, appartiennent à l'administration financière ou collaborent avec elle, soit pour la répartition et la perception de l'impôt, soit pour le contrôle, soit pour l'ordonnancement des dépenses, soit pour la juridiction en matière fiscale¹. Si l'on songe que, par les taxes sur les mutations et ventes, par les taxes sur les professions, la fiscalité s'insinue dans le détail de la vie privée ; que, par les monopoles et par le droit illimité qu'elle attribue à la personne du souverain, elle a fait à peu près disparaître la notion de propriété privée, on s'aperçoit qu'elle détermine la forme même de la société égyptienne, qu'elle règle la condition, les droits et devoirs de toutes les classes, et qu'à vouloir la suivre dans tous ses détours on risque de ne plus savoir où poser la limite entre l'administration financière et les autres formes de l'ingérence gouvernementale.

Avant d'examiner de près cet outillage il est juste de faire observer que, par une conséquence inévitable de la centralisation, le budget de l'État avait à supporter de lourdes charges. Les historiens et surtout les collecteurs d'anecdotes ne parlent guère que de la cour et du faste des rois² ; mais

1. Dans une circulaire adressée à l'hypodécète Dorian, il est dit que « tous les fonctionnaires doivent s'occuper des affaires », c'est-à-dire de la production de la matière imposable (ως ἡ πρὸς τὸν βασιλῆα τὸν ἐπόρον [ἐπὶ] τοῖς νόμοις καὶ ἐκδίδαι τοὺς τὸν πρὸς τὸν βασιλῆα ἐπιδόμους (Pep. Pap., n. 63, lig. 10-11).

2. Ils ne nous renseignent aucunement sur ce que nous appellerions la liste

l'entretien d'une armée de mercenaires et d'une flotte de guerre, d'un personnel administratif extrêmement nombreux, d'un clergé à grasses prébendes, de travaux d'art destinés à mettre l'agriculture à l'abri des caprices du fleuve ou à ouvrir des voies au commerce, tout cela devait absorber des sommes plus considérables encore que n'en exigeaient les prodigalités de quelques monarques imprévoyants ou obligés d'acheter à prix d'argent leur sécurité menacée par des intrigues politiques. Les Lagides ont surveillé de près la réfection ou construction des levées canaux, écluses, qui étaient les organes vitaux de l'Égypte. Chaque colonie fondée par eux représentait ou un port creusé, ou une voie établie, enfin des aménagements de toute sorte, un accroissement d'activité et de dépenses utiles ¹.

Ce n'est pas à dire que toutes ces dépenses fussent imputées directement sur les revenus annuels du Trésor. L'armée territoriale était entretenue par des concessions de terres (κλήροι). Le clergé avait, lui aussi, pour subvenir aux frais du culte et assurer la subsistance de ses membres, des dotalions en biens-fonds assignées aux temples et à leurs desser-

civits du rois, voy. ci-après, ch. XXVI, l'ἱεὺς λόγος, et (p. 190) la νεχρηματίζουσα πρόεδρος), les spanagis, le domaine des reines, ce qui leur était attribué pour leurs dépenses particulières. Diodore (I, 52) dit seulement que le roi Mœris, un roi légendaire, avait donné à sa femme, « pour ses parfums et sa toilette », les pêcheries du lac Mœris rapportant un talent par jour. Cf. les villages de Syrie, qui ἑκαστοὶ ἐξέτερον εἶδος ἐπέσποντο (Xenoph., Anab., I, 4, 9). Les rois de Perse avaient alloué aussi τοὺς γαστραὶς καὶ ἡμέρας la ville d'Antylla près Alexandrie (Athen., I, p. 33 f, d'après Herod., II, 99, - καὶ ἐκαστοῦ). Avec ou sans la règle de Dittenberger (ci-dessus, p. 12, 3), on peut croire que les villes avaient des ἐπίσποντοι à leurs éponymes p. 190.

1. Cf. Lombroso, ch. XVI, *Des dépenses de l'État* (pp. 275-283). On trouvera plus loin, à propos des adjudications de travaux publics, des banques et magasins royaux, quelques indications sur le mécanisme financier concernant les dépenses (ἐξόδοι), mais nous ne nous occuperons, en fait, que des recettes (ἐσόδοι-κόροι-τέλη). Observons seulement que, — sauf exception (ci-dessus, pp. 185, 1 190-191, — les Égyptiens ne semblent pas avoir affecté des recettes spéciales à tel chapitre particulier des dépenses. Je considère comme une exception anormale le fait qu'en l'an II d'Évergète I (246/5 a. C.), au moment où la guerre de Syrie a pu jeter le désarroi dans les finances, l'administration décide que les travaux publics seront payés sur les recettes de l'huile (πρὸς τιμῇ τῶν ἑλαιῶν ποσίων. Pap. Patr., III, n. 43, col. 5).

vants, sans compter le casuel et les cadeaux des gens pieux¹. Mais, en théorie, ces biens eux-mêmes appartenaient au roi, qui percevait en moins ce que les prêtres consomment; et, en outre, les rois Lagides, une fois assurés de la soumission du clergé, ont montré pour la religion nationale une sollicitude qui se traduisait par des libéralités de plus en plus larges. Les décrets de Canope et de Memphis louent la munificence du roi envers les dieux, les temples, les prêtres, et les ruines des temples ptolémaïques témoignent encore aujourd'hui du zèle avec lequel les Ptolémées ont veillé à l'entretien et à l'embellissement des édifices sacrés. Dans les dépenses faites pour travaux publics, — dépenses allégées pour le Trésor, mais non pour les indigènes, par la pratique des corvées, — il faut sans doute compter pour beaucoup la construction d'Alexandrie. Alexandrie était l'orgueil des Ptolémées. Chaque règne ajoutait à la série de palais, de temples, de théâtres, de gymnases et hippodromes, de monuments votifs, qui faisaient de la ville une des merveilles du monde². Il ne fallait pas qu'Alexandrie cédât la palme à Antioche, où les Séleucides mettaient aussi leur amour-propre à bâtir de beaux quartiers ornés d'œuvres d'art. Stimulés par la rivalité des rois de Pergame, les princes les plus crapuleux songeaient à accroître les collections de la Bibliothèque et du Musée. En même temps la construction du Phare et de la grande digue de l'Heptastade, des quais, des arsenaux et magasins, montre que les intérêts commerciaux de la capitale n'étaient point oubliés.

En regard des dépenses incombant au fisc, il faut faire état de ses recettes, en examinant les sources de revenus et les moyens employés pour les capter. Le sujet est si vaste que nous avons dû en répartir la matière entre plusieurs chapitres où elle s'est insinuée d'elle-même, comme un ciment qui pénètre dans tous les interstices. Tout ce qui a

1. Voy. ci-dessus, ch. XXIII, §§ II et III (pp. 191-236).

2. Cf. Strab. XVII, p. 791.

été dit sur le Domaine royal, les biens du clergé, les dotations des cléroques, les monopoles royaux, visé à la fois les recettes et les dépenses : dépenses par aliénation pratique de parties du Domaine, recettes par recouvrement des taxes qui maintiennent la notion de propriété éminente du souverain et par les bénéfices des monopoles. Les chapitres concernant l'administration générale du royaume et particulièrement l'administration des finances, l'organisation et l'entretien de l'armée, visent des charges incombant au Trésor, autrement dit, le budget des dépenses. Pour le moment, nous n'avons à nous occuper que des recettes comprises sous la dénomination globale d'impôts, défalcation faite des revenus que le Trésor tire de l'exploitation de ses propriétés et de ses droits réguliers. Encore devons-nous replacer çà et là dans cet exposé, pour mémoire, quelques-unes des taxes mentionnées antérieurement à propos de la condition sociale et du statut personnel des contribuables.

Comme on vient de le dire, l'énumération des revenus (ἐσθόδοι) du Domaine et des bénéfices réalisés par les monopoles nous a montré une partie des sources qui alimentaient le Trésor royal. Les autres sont les impôts proprement dits ou tributs (ἐόροι - φορολογίαι - τέλη - *vectigalia*)¹, c'est-à-dire des contributions obligatoires levées sur les particuliers considérés comme propriétaires ou devant à l'État une part des produits de leur travail en échange de sa protection. Ces impôts sont en nombre tel qu'on se demande comment le contribuable égyptien pouvait suffire aux exigences tracassières du fisc. Il semble que l'État ait taxé toutes les matières imposables à mesure qu'il les découvrait, sans méthode, sans principes économiques d'aucune sorte, sans nul souci des incidences et répercussions de l'impôt, s'ingéniant à superposer des taxes sur le même objet ou la même

¹ Φορολογία dans *Res. Larva*, col. 33; *Mon. Rosett.*, lig. 32 - φορος, expression courante. Les termes spéciaux abondaient mais aucun n'a pas encore pu être rattaché au sens à la fois général et exclusif d'impôt.

personne, comme pour dissimuler le total, ainsi perçu par fractions.

C'est dire que, si nous voulons établir une classification, nous n'avons pas à la chercher dans les textes. Nous aurons même quelque peine à faire entrer les diverses espèces de textes dans la classification usuelle des impôts en directs et indirects ¹. Le souci de la clarté étant plus impérieux que l'ordre logique, nous nous permettrons parfois de rapprocher des taxes qu'une analyse plus exigeante distribuerait dans des compartiments différents.

§ I

IMPÔTS DIRECTS.

L'impôt direct est celui qui est prélevé sur les personnes nominativement désignées et sur les propriétés privées, capital ou revenu. L'impôt sur les personnes peut être et est généralement gradué d'après l'âge, le sexe, la condition sociale et la profession. L'impôt sur les propriétés est proportionnel à la valeur du capital ou du revenu : valeur indiquée par la qualité et la surface du sol possédé, s'il s'agit de l'impôt foncier ; par estimation en argent, s'il s'agit de taxes sur les propriétés bâties ou mobilières.

Pour calculer le produit probable de l'impôt ou pour le répartir, si le total exigible est fixé d'avance ², il faut dis-

1. La classification d'après les textes serait en *αὐτοὶ* et *ἀπὸ τῶν προέσβι* (Mon. Rosell., lig. 11), mais, comme certains impôts peuvent être payés soit en nature, soit en argent, elle n'est même pas utile, sensible. Il en était déjà ainsi sous la domination des Perses, qui avaient introduit leur monnaie en Egypte (Herod., III, 91.).

2. Wülfen (*Ostr.* I p. 196) trouve peu probable que les Ptolémées, avec le système des adjudications annuelles des fermes de l'impôt et l'aléa des récoltes, aient eu un budget arrêté à l'avance. Mais les bureaux du dicastère et de l'écologiste devaient calculer approximativement les recettes probables et formuler en conséquence la moyenne des sommes à exiger (*ἐπιστήματα*) pour chaque espèce d'impôt. Cf. la mention *τῶν ἀρχαίων ἀποδοτῶν αὐτοῦ διὰ τὰς ἀρχαίας*.

poser de statistiques où soient inscrites les personnes et les propriétés, avec les indications d'après lesquelles se règle le tarif des cotes individuelles. Ces statistiques ne peuvent être tenues au courant que par des retouches constantes, et le moyen le plus simple, sinon le plus sûr, d'obtenir les renseignements nécessaires est d'obliger les contribuables à les apporter eux-mêmes aux agents du gouvernement. Ainsi avait raisonné le Pharaon Amasis quand il avait enjoint à tout Égyptien, sous peine de mort en cas de désobéissance et de fraude, de faire chaque année aux autorités déclaration de ses moyens d'existence ¹. Cette loi, qu'Hérodote, Diodore et Plutarque ont cru dirigée contre les saints dangereux, était avant tout une loi de finances, ordonnant le recensement annuel de la population et des fortunes.

Il est infiniment probable que les bureaux n'avaient pas laissé tomber cette prescription en désuétude quand les Lagides réorganisèrent l'administration des finances. On pourrait aussi affirmer à priori que le système du recensement en vigueur dans l'Égypte romaine n'y avait pas été importé par les Romains, dont on peut dire qu'en matière de finances ils ont été les disciples des Ptolémées. Mais le hasard a voulu que, pour le recensement ἀπογραφή des personnes à l'époque ptolémaïque, la preuve de fait, le témol-

1. Εἰρηνοῖον τοῦ ἐπιλαγιστοῦ (*Tell. Pap.*, n. 32, l. 415) — τὰ κεκοινωνησμένον, πάλιν παρθέτων εἰναι, ἡ ἀρχαὶ (ib., n. 61 b, l. 37). En somme, tous les impôts étaient des impôts de quotité, et les surcharges des impôts de répartition.

2. Ἀποδιδόντες ἴσως ἴσμεν τῇ κοινῇ πάντες τὸν ἀπογεγραμμένον βίον βίον, loi inscrite par Solon (*Hered.*, II, 177). Diodore (I, 77, 5) ajoute la déclaration par écrit (c'est-à-dire écrite sous la dictée du déclarant, ἀπογεγραμμένον καὶ, tous ὄντες, ἀπὸ πινυ πρὸς τὸν βίον. D'après Revillout (*Quirites*, pp. 51 seq.), Amasis établit le « cens quinquennal », qui servit par surcroît à constituer l'état civil, à légaliser les mariages, etc. Mais ce recensement « se paraît plus avoir été pratiqué depuis la réforme du droit opérée par les rois Égyptiens révoltés contre les Perses (*Précis*, p. 1061, 3). Les *Hieratic Papyri from Akhm and Gurob*, edited by F. L. Griffith. London, 1896, nous ont rendu des états de personnes ou déclarations *onaphts*, de la XII^e et XIII^e dynastie, comprenant toute la famille, femmes, enfants en bas âge, servantes et serfs, et indiquant les fonctionnaires devant qui la déclaration est faite. Cf. Maspero *Journal des Savants*, 1897, pp. 16-23.

gnage écrit, ait échappé longtemps aux recherches et n'était encore représenté l'an dernier que par une seule cédulo de date incertaine, connue seulement depuis 1894. On lit sur ce papyrus extrait du pectoral d'une momie : « De l'an VII, 4 Chouk. Asklépiade; Femme, Patrophila; Fils, Apollophean, d'environ 15 ans; Apollodore d'environ 13 ans; Artemidore, d'environ 10 ans; Ptolémée, d'environ 5 ans. Nourrice Cosma. Cultivateurs salariés : Chazarus, Rhageriohaal, Iteb, Cratéros, Sitalcès, Natanbaal Berger, Potamon. Ouvrier, Haros. (Total) 15 personnes (σώματα) ». Suit une déclaration dans laquelle Asklépiade détaille ce qu'il possède d'artabas de blé, orge, olyre, fèves, lentilles¹, etc. Le papyrus, un peu tronqué à la fin, n'aurait pas suffi à contenir l'estimation des terrains, bâtiments, bétail, appartenant à l'exploitation; mais on doit supposer que cet inventaire était rédigé sur une autre feuille.

De la déclaration concernant les personnes, il résulte que chaque famille ou groupe de personnes soumises à un même chef avait son dossier administratif. D'autre part, la déclaration portant sur les denrées en magasin permet de conjecturer que ce dossier était remanié tous les ans, et non plus, comme sous la domination romaine, tous les quatorze ans.

1. Mahafy, in *BCH*, XVIII [1894], p. 115 seq. Cf. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 436, 456-7, 832. Il est probable que la date au VII se rapporte au règne d'Évergète I^{er} et correspond ici au 23 janv. 346 a. C. Les noms égyptiques sont en majorité dans le groupe des γυναικες πατριων. En 1903, les *Pap. Petr.* (III, n. 59 a-d) ont fait connaître diverses listes de recensement dressées pour la perception de quelque taxe ἀναγεγραμμένον ou ἀναγεγραμμένα, listes sans date dont une (n. 59 d) enregistre les noms des habitants de six maisons. C'est peut-être, au jugement des éditeurs, le plus ancien exemple connu d'une τριτογενής ἀναγραφή. Cf. les ἀναγεγραμμένα, terme impropre pour ἀναγεγραμμένα τριτογενή, à Alexandrie Diod., XVIII, 59. On poss. de un certain nombre d'ἀναγεγραμμένα τριτογενή de l'époque impériale (cf. *BCH*, nn. 68, 115-118, 120, 126, 128-129, 138, 430), notamment le *Pap. Bezaeck*, n. 44, du 23 août 180. La déclarante, Stotobis, de Soknopa. ou Néos, fait enregistrer sur place les personnes et les biens de la famille, en l'état de l'année précédente, année du recensement; et le bulletin est transmis au bureau du basilicogrammate par le comogrammate, qui en garde copie τὰ τοῦ. Autre bulletin de recensement, très mutilé, de 2156 p. C., avec serment d'Aurélia déclarante par la voix de l'empereur Caracalla (*ibid.*, n. 49). Cf. ci-après, p. 294, 1.

par périodes d'« induction ». Cette espèce de recensement annuel de la population suppléait à l'absence probable de registres officiels de l'état civil à l'époque ptolémaïque¹.

Quant aux déclarations concernant les propriétés meubles ou immeubles, l'administration égyptienne en faisait un usage constant et en exigeait à tout propos. On a vu que le papyrus des Revenus les multiplie et les place sous la double garantie du « serment royal » — serment consigné par écrit — et d'un contrôle exercé par tous les intéressés, le contribuable et l'État envers le fermier, le fermier et l'État envers le contribuable. Tous les impôts de quotité, proportionnels au revenu, nécessitaient des déclarations de ce genre : l'impôt sur les successions notamment (ἱμπαρχία) était dans ce cas², et auss. les taxes douanières. En outre, comme il a été dit plus haut, le recensement des personnes

¹ Cf. Wilcken, *Ostr.* I, pp. 437-438. *Archiv f. Pap.* II, p. 701. On verra plus loin p. 303, à quelle incertitude règne sur le sens de ἀπογραφὴ, à l'époque ptolémaïque. Ce n'est que de p. 175-180 qu'il devient agt. des recensement de la population, designé à l'époque romaine sous le cap. de ἀπογραφὴ (cf. *Bevölkerung*, p. 2-5 admet l'existence de registres constatant les naissances et les décès. Wilcken ne borne à constater qu'on n'en a pas la preuve. La preuve nous la donne pour l'époque romaine, par exemple, dans *Papyri. Taver.*, no. 28 et 29 : déclaration de naissance (n. 28, de dec. à n. 29, de l'an 21 p. C.). Mysther annonce que son frère est mort (n. 29, de 350 p. C.). (un cosmopolite) τὸ ὄνομα αὐτοῦ, ὅπως ἐγγύ, τὸν αὐτὸν ὄνομα ἐστὶν ἡ ἀπογραφὴ αὐτοῦ. κατὰ τὸ νόμον. Il est évident que la famille royale, les corporations sacerdotales ou autres au service des temples, devaient tenir registre des naissances et décès. Dans le roman de Setna, la princesse Ancha fait inscrire son fils nouveau-né « sur le registre de la dou. de maison de vie ». De même, « en l'an XX de Cléopâtre tante à Ammon » 132 a. C., la naissance de Ptoptab, fils du prophète Ptah Psœanien et de Sôphro Revilhouf, *Préface*, p. 146. On a un fragment d'un pareil registre tenu par les chonchytes, du temps du roi Tryphon (Tryphon), c'est-à-dire Évergète II, années 132-130 a. C. (Spiegelberg, *Berl. den. Pap.*, inf. 26, p. 12). A Rome et dans l'empire romain il n'y eut pas de registres officiels des naissances avant Marc-Aurèle, qui, pour reconnaître la condition sociale des individus, *primus junxit apud praefectos aerae Saturni nomenque civium natos liberos profertis ultra tricesimum aetate nomine impoſuit. Per provincias infulcris publicorum nomina instituit, apud quos idem de originibus fieret* (Capitulum, *Ant. Phil.*, 9). Du reste, l'état civil chez nous ne sert pas au recensement, qui se fait par déclarations périodiques.

² L'héritier qui négligeait de faire la déclaration était déchu de son droit et condamné à une forte amende. *Pap. Taver.*, I, p. 7; Voy. ci-après, § 51.

était accompagné d'un inventaire des propriétés. C'est un inventaire de ce genre que nous a conservé un papyrus du II^e siècle avant notre ère. Un Hellénomémphite, obéissant à un édit royal (ἐκ προτάγματος), déclare posséder une maison (οἶκος) avec dépendances (αὐλή), dont il donne les dimensions exactes, l'orientation par rapport aux propriétés voisines et l'usage, spécifiant qu'un des bâtiments est sa « boulangerie » (πτερόσιον); le tout évalué par lui 40,000 dr. ¹. Il est évident que ce minutieux inventaire devait servir à établir le rôle des contributions à exiger du déclarant, et que celui-ci n'aurait pas distingué entre sa boulangerie et la maison habitée ou louée par lui, si l'une et l'autre avaient dû être taxées au même tarif. Des papyrus du II^e siècle a. C. nous ont conservé des fragments de déclarations et estimations de propriétés dont quelques-unes au moins rentrent dans la catégorie précitée ².

Les déclarations enregistrées (πρωτογραφαί) devaient être centralisées dans les bureaux du basilicogrammate, spécialement chargé de tenir au courant le cadastre (καταγραφεύς) ³.

1. *Pap. Brit. Mus.*, n. 30 la *Kenyon Catal.*, I, p. 49. Cf. Reville, *Rev. Égyptol.*, III, pp. 184 sqq. *Priou*, p. 631, 1 (traduction). Wilcken, I, p. 447.

2. Description de la maison de l'embaumeur Pétosiris (cour, entrée commune avec les voisins, le tout mesuré en πηγαι et orienté *Pap. Petr.*, I, n. 41, sans date). Déclarations de Pasis et de Pétosiris (*Pap. Petr.*, III, n. 72, a e, du règne d'Évergète I). Le déclarant emploie la formule ἀπογράφω. Wilcken fait remarquer que, au temps des Romains, l'administration n'accusait plus d'estimation faite par le contribuable; elle veut savoir seulement si les propriétés déclarées sont ou non hypothéquées. Contre les fraudes et dissimulations, l'État avait prévu des sanctions pénales, d'autant plus sévères que, après ὅρκος παλαιός, le parjure était un crime de lèse-majesté. Sur le « contrôle des déclarations » voy. Wilcken, I, pp. 470-477. À noter le droit pour enregistrement de ὁρκός. Le contribuable paie, par exemple, τὴν πρῶτην αὐτῷ καὶ τὴν ὑπόθεσιν τῶν ὁρκῶν Dittenberger, *OGIS*, n. 44, 12). Sur les formules de serment royal, voy. ci-après, ch. xxv.

3. La déclaration susvisée de l'Hellénomémphite est enregistrée par un ἀρχαῖος. Les autres sont faites au basilicogrammate, à l'économe, au stratège par un μέντωρ (*Pap. Petr.*, III, n. 72 d), ou même au τειλών. J'imagine que la plupart étaient faites aux πρωτογραμματεῖς ou τετερογραμματεῖς, et transmises par eux aux bureaux du cadastre. Celle de Pétosiris (ci-dessus, note 2) est adressée en double à l'économe et au topogrammate. Dans un papyrus de Psa 112 a. Chr. (*Féb. Pap.*, n. 42), le basilicogrammate mande le

L'Égypte, où la tradition place le berceau de la géométrie, avait de temps immémorial un cadastre, qui paraît avoir été soigneusement tenu à jour par l'administration fiscale. On en rapportait l'institution au légendaire Sésostris. Ce roi, dit Hérodote rapportant ce que les prêtres lui ont appris, « parlogen la contrée entre tous les Égyptiens, donnant à chacun un égal carré de terre, et il établit en conséquence ses revenus, fixant la redevance à payer annuellement. Si le fleuve entamait le lot d'un habitant, celui-ci allait le trouver et lui signalait le dégât. Le roi envoyait alors des agents pour inspecter le champ et mesurer de combien il était diminué, afin que l'impôt fût perçu au tarif fixé en proportion de ce qui restait. Il me semble que la géométrie a été inventée à cette occasion et qu'elle passa de là dans l'Hellade »¹.

Le cadastre était l'œuvre capitale de l'administration et l'objet de ses constantes préoccupations. Du haut en bas de l'échelle hiérarchique, tous les fonctionnaires travaillaient à faire de ce régulateur universel de la machine fiscale l'image exacte du pays, terres et habitants. Pour les terrains, les géomètres en avaient fixé la contenance, et les résultats de leurs opérations y étaient consignés, soit en chiffres, soit peut-être, ce que nous ne saurions affirmer², en figurations

cartogrammatiques *Menches ydous vi, i chourou, vi; nou; sal tch ydous*. Il y a discussion sur le point de savoir si la révision du cadastre immobilier avait lieu tous les ans (Wilcken) ou, comme sous l'Empire, par périodes ou indictions de 14 ans (Rudorff, Marquardt, Gaidighausen. *Mittheil. in Archiv f. Pap.* I, p. 181). Il est infiniment probable que les Romains ont emprunté et non pas imposé à l'Égypte leur indiction, qui ne procédait pas d'habitudes romaines. Le déclinant *écartoutou* d'I bien, *écartoutou* de *é* us *é*, mais il s'agit d'un troupeau de montons et non d'immuables (*Pap. Petr.*, III, n. 72 b du 30 Tybi an XXV = 18 mars 222 a. C.). De plus, il semble qu'il y ait eu, après des époques de troubles, non plus révision, mais refaçon du cadastre. L'an XII I de Philométor et Évergète (176-169 a. C.), souvent invoqué comme point de repère, paraît avoir été une année critique de cette espèce (cf. Grenfell, in *Tell. Pap.*, n. 61 b, p. 218, et ci-après, p. 286).

1. Hérod. II, 109. Cf. Diod., I, 81, 2.

2. Cf. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 449. Un papyrus de Turin nous a conservé un pain des mines d'or d'Éthiopie au temps de Seti I^{er} et de Ramsès II (Lepsius, *Auswahl*, pl. 22).

graphiques. Sur ce premier fonds s'amassaient des retouches incessantes : le classement des terrains d'après leur condition juridique (terre royale, sacrée, cléricale) et leur capacité de rendement; l'enregistrement des mutations de propriété et des hypothèques, qui servait par surcroît à les authentifier et à leur donner une valeur légale; enfin le recensement des personnes, avec mention de leur condition sociale, jointe à celle de leurs propriétés et tenures¹.

Des extraits, copies ou minutes, du cadastre général, divisé en circonscriptions ou *επαρχίδες*², se trouvaient à la disposition des agents du fisc, des fermiers, et sans doute de tous les intéressés, dans les bureaux des comogrammates et topogrammates³, qui avaient constamment besoin d'y recourir pour établir les rôles des contributions et pour fournir les renseignements nécessaires à la solution de toutes les affaires contentieuses. Les retouches faites d'après les déclarations annuelles auraient évidemment amené peu à peu le cadastre à l'état de chaos, s'il n'y avait eu de temps à autre des révisions faites pour le remettre en harmonie avec la répartition actuelle des propriétés et fournir au contrôle ultérieur un point de repère nouveau, mis au net par élimination des surcharges accumulées. La question est de savoir si ces révisions étaient annuelles ou périodiques ou opérées, suivant les besoins, sur ordonnances spéciales; si elles portaient en même temps sur les registres des biens-fonds et sur les listes

1. Cf., pour Alexandrie, les *ἀναγραφὰς τῶν κατοικούντων* (Diod., XVII, 48 ci-dessus, p. 291-1). Sur la statistique des personnes, voy. W. Levison, *Die Bevölkerung des Cäsariens im Altertum*. Bonn, 1898, pp. 53-52. Wilcken, *Opusc.* I, p. 452 sqq. Sur l'enregistrement des contrats, voy. ci-après, ch. XVIII.

2. Cf. Wilcken, I, p. 210, 1. F. Mayence et S. de Ricci, *Pop. Bruttii*, I, (in *Monés Beige*, VII, 2, 1914), pp. 191-197, de l'époque impériale. Wilcken se demande si les *επαρχίδες* ne seraient pas des catégories de terrains taxés au même tarif. Ces terrains pourraient former des surfaces continues de même niveau, la fertilité dépendant, en Égypte, du niveau qui les faisait participer plus ou moins aux bienfaits de l'inondation annuelle.

3. Je ne vois pas pourquoi J. C. Naber (in *Archiv f. Pp.*, I, p. 322), après avoir mentionné les registres du comogrammate, semble contester qu'il y eût un « *tertium exemplar* » chez le basitogrammate (cf. ci-dessus, p. 293, 3).

des personnes, ou si les modifications plus lentes de la propriété immobilière permettaient d'espacer davantage la refec-tion du cadastre territorial ¹.

Ces problèmes ne comportent pas actuellement de solu-tions certaines. On rencontre souvent, dans les papyrus de Tebtynis, une date prise comme point de repère pour l'éta-blissement des rôles de contributions : l'an XII/I, c'est-à-dire l'an XII de Philométor et l'an I d'Évergète, correspon-dant à l'an 170/69 avant notre ère ². Si l'on songe aux troubles et insurrections qui se prolongèrent à travers les règnes de Philopator et d'Épiphanie, au désarroi général que dut pro-duire l'agression d'Antiochos Épiphanie, entraînant la capti-vité de Philométor et une révolution à Alexandrie; si l'on met en ligne, d'autre part, le fait que, vers cette époque, un tribunal accepta le témoignage des « Anciens » d'un village comme tenant lieu de titres de propriétés brûlés par des insurgés (ἀπὸ τῶν ἀρχαίων ἀρχαίων ³, on est en droit de conclure que, sinon partout, du moins dans certains nomes, il y eut celle année-là une refec-tion du cadastre, sans doute motivée par la perte de documents indispensables. C'étaient là des circonstances exceptionnelles, et il n'est pas probable qu'il y ait eu des époques fixées d'avance pour des révisions périodiques, comme il y en eut plus tard sous la domination romaine. C'était aux directes d'en ordonner quand le besoin

1. Voy. sur ces questions épineuses les opinions quelque peu divergentes de Wücker, ἀναρχαία in *Hermes*, XXVIII [1893], p. 230 sqq. *Ost.* 1, pp. 436 sqq.), et de L. Mitteis (in *Hermes*, XXX 1895, pp. 522-605, XXXIV [1899], pp. 31-98, *Archiv f. Pfl.*, I 1901, pp. 183-199). La discussion porte principalement sur les documents de l'époque impériale et dépasse ainsi notre sujet. Il y avait au chef-lieu de chaque nome, sous l'Empire, une βιβλιοθήκη ἐντάκτων, tenue par des βεβλῆται, qui était à la fois cadastre, bureau d'enregistrement et des hypothèques pour les propriétés immobilières, et des succursales et de la biblio-thèque (γραφεία-βιβλιοθήκη dans les principales localités. Wücker tient pour la révision annuelle, et Mitteis soutient la thèse opposée, en ce qui concerne le cadastre des immuables. Cf. ci-dessus, p. 293, 3.

2. Cf. Grenfell, in *Tebt. Pap.*, no. 41 b, l. 195, 72, l. 111.

3. *Pap. Amherst*, II, 30. Cf. L. Wenger in *Archiv f. Pfl.*, II, pp. 43-44. La date est, en gros, du II^e siècle a. Chr.

s'en faisait sentir, et là où il y avait urgence. Au temps où le Fayoum était peu à peu conquis sur le lac et n'avait sans doute pas encore de cadastre, on consultait, pour taxer les tenures, les baux dressés par les « rédacteurs de contrats » (συγγραφεύλαις), et on exigeait du contribuable le serment royal écrit ¹.

C'est sur le cadastre et ce que nous appelons aujourd'hui les matrices cadastrales, c'est-à-dire sur l'évaluation des terres en surface (πρὸς γεωμετρικῶν) et l'estimation en qualité (πρὸς τὰ τιμήματα), qu'était établi l'impôt foncier ².

Suivant la méthode, d'ailleurs assez confuse, indiquée plus haut, cet impôt foncier était divisé et déguisé sous des formes et des noms divers, si bien que l'on ne rencontre pas ou ne reconnaît pas de nom commun qui désigne l'impôt foncier en général. On est toujours en présence de taxes spéciales, dont aucune n'épuise les exigences du fisc en ce qui concerne les contributions à lever sur le sol et ses produits ³.

Nous savons que l'impôt foncier était une quote-part du revenu présumé de la terre et que l'administration fixait le

1. Voy. *Pap. Petr.*, II, n. 29, i-d. III, nn. 104-106 (début du règne de Ptolémée II) Il s'agit de lots conflués (ἀλλεῖροι ἐνελυγμένοι) et de substitution des γεωραι aux bénéficiaires ci-dessus, p. 233-5.

2. L'arpentage des récoltes sur pied est εἰς τὰ ἐπὶ τὸ ἄλιν γεωμετρικῶν (*Tell. Pap.* nn. 39, 3. 61 A, 5, 24-75, 5). Taxe de 168 dr. pour un τὴ, οὐρανός (*Pap. Petr.* II n. 12, col. 7).

3. Wilcken (I, pp. 191-215) propose comme nom générique de l'impôt foncier ἡ ἐκγεργή, et comme espèces les taxes ἐπὶ γεωμετρικῶν, ἐπὶ τόποις, ἐπὶ ἀμπελωνῶν, ἐπὶ βοσκείων. Grenfell (in *Tell. Pap.*, pp. 36-40), se fondant sur les nouveaux documents, rejette l'opinion de Wilcken, et, restituant à ἐκγεργή le sens étymologique d'impôt supplémentaire, estime que le nom générique de l'impôt foncier, payé d'ordinaire en nature, serait plutôt ἡ ἀποτὴ εἰς οὐ τὴν ἐργασίαν. Nous avons dit (ci-dessus, p. 233, 3) et répéterons encore plus loin que, dans le papyrus 63 du Louvre, ἐκγεργή a bien nettement le sens de surcharge ou corvée. Il n'y a pas non plus de termes distincts pour désigner le Domaine royal ou biens-fonds, d'une part, et le Trésor ou caisse centrale, d'autre part : τὸ βασιλικὸν comprend les deux et encore l'État, au sens moderne du mot. Βασ. λ. τὸς θεσιτορὸς s'applique aussi bien et mieux aux magasins destinés à recevoir les contributions en nature — par opposition à βασ. λ. τὸς ἐπὶ τὴν — qu'au Trésor central. Tous les impôts sont βασ. λ. τὸς πρόσδοι, et tous les fonctionnaires sont εἰς τὸ βασ. λ. τὸς πραγματευόμενοι, encore que l'expression s'applique plus spécialement aux agents des finances.

montant de l'impôt d'après la qualité des terres, sauf à les dégrever lors de la perception, si, par suite de circonstances accidentelles, le revenu réel était trop au dessous de l'estimation préalable. Mais nous ne pouvons que deviner les règles suivies pour l'assiette de l'impôt. Il n'est pas possible que l'estimation de la qualité du terrain, et par suite, le taux de l'impôt, ait varié pour chaque parcelle et pour chaque année : le fisc dut établir des catégories fixes de sols d'après des caractères constants et communs à chaque espèce. En Égypte, la fécondité du sol dépend avant tout de l'irrigation : les terres recouvertes annuellement par l'inondation du Nil se distinguaient à première vue de celles qui, situées à un niveau plus élevé, avaient besoin d'irrigation artificielle ¹. Il est donc probable que, pour les terrains de grande culture, à récolte annuelle (γῆ σπορέα), la classification était surtout topographique ou régionale ². Les terrains plantés en arbres fruitiers, vignes, palmiers, ou voués à la culture maraîchère, étaient classés à part et taxés d'après la nature de leurs produits. De quelque façon qu'ait été faite l'estimation du revenu probable, l'impôt fixe et était proportionné à la surface, et l'unité imposable était l'aroure.

Sur le domaine royal, il ne saurait être question d'impôt foncier : les fermages ou loyers dont nous avons parlé plus haut en tiennent lieu et sont taxés d'après les mêmes principes. Cependant le fisc imposa par surcroît aux cultivateurs royaux des taxes qui ont le caractère spécifique de l'impôt foncier, c'est-à-dire proportionnelles à la surface, comme la τριπαραυροῦσι (τ' αῶ) ou 1/24 d'artabe de b é par aroure, concurremment avec le τριπολύρον ou taxe de 3 chœnes, soit 1/12 d'artabe par aroure ³. Enfin, le Domaine tirait

1. Les locataires de ces terrains s'engageaient sur le bail à irriguer le sol soit par leurs propres moyens, soit en payant une taxe à des entrepreneurs (ci-dessus, p. 183, 1).

2. Cf. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 209.

3. *Tél. Pap.*, n^o. 36, 61 b, lig. 319, 93 etc. • Grenfell, *ad loc. cit.*, pp. 227-8, 413. L'emploi de diverses artabes, à 36 et à 40 chœnes, donne lieu à des

encore un revenu de ses pâturages, en prélevant un droit (το ἐνόμιον κτηνῶν) sur le bétail qu'il permettait aux particuliers d'y faire paître¹.

Les biens des temples ou terre sacrée (ἐκτὶ γῆ), administrés le plus souvent par les fonctionnaires royaux, étaient soumis au même régime. En principe, la terre sacrée était franche d'impôts; mais, comme elle était théoriquement détachée du domaine royal, elle était assimilée aux terres ἐν ἀγίοις, aux lots des clercs ou, comme telle, devait payer une redevance constatant le droit de propriété inhérent à la souveraineté, à moins qu'elle n'en fût expressément dégrevée².

L'impôt foncier proprement dit paraît avoir été assez modéré, au taux de 1 2 à 3 artabes par aroure (ἀρταβὴν) suivant la qualité du sol. Mais, à cette assiette, uniforme pour chaque catégorie de terrains, pouvaient s'ajouter, sur le rapport des agents locaux, des majorations que l'administration avait le droit de décréter au même titre que les

difficultés qui jadis ont pu se traduire par des exactions. Les γαστρὴν avaient encore à payer, tout comme les clercs ou, d'autres taxes qui étaient proportionnelles ou à la surface, ou au revenu de leur culture, comme l'ἀλεγεινὴ pour l'usage des aires à battre *Tebt. Pap.*, nn. 46, 17, 195, 22, ou ἀναμνηστῆρ (Tebt. Pap., nn. 61, 73, 92) pour criblage dans les magasins royaux; le θησαυροφυλάκειον, pour l'entretien des magasins; le τρυφαντικόν pour les bureaux, la τριμνηστία pour l'arpentage annuel, et même le ἐνέχυρον ou pourboire de prise de possession τοῦ Tebt. Pap., nn. 30-33, et ci-dessus, pp. 180, 3, 231, appelé aussi, ce semble et peut-être exclusivement sur le domaine royal, droit d'entrée τὸ τοῦ ἐκδομένου. Wilcken, I, pp. 190-191. Enfin, les βασιλικαὶ γαστρὴν pouvaient être grevées de redevances spéciales, comme ceux de Kerkeouris, qui payaient 5 artabes de blé au culte des crocodiles « pour les sacrifices, l'allumage des lampes et l'huile de cedre », sans préjudice des jours de service gratuits (ἡμερῶν δωρεάν) au conseil sacré *Tebt. Pap.*, n. 89, ann. 115, 4 a. G. Cf. ci-dessus, p. 217.

1. Wilcken, I, pp. 191-192 Saizly in *Pap. Petr.*, III, p. 274 Cf. la *scriptura* romaine.

2. Cf. ci-dessus, pp. 190, 204, 215. La Pierre de Rosette (lig. 39-40) relate l'exemption accordée par Épiphane de la taxe de 1 artabe par aroure de terre sacrée, et de 8 k. rambon de vin par aroure de vignoble sacerdotal. Wilcken (pp. 758-762) avait cru pouvoir identifier le ἀρταβὴν avec le μετρητὴς ἐκταγῶς (20 lit. 26), mais on rencontre dans un document nouveau (*Pap. Petr.*, II, n. 79) des mesures de contenance variable (de 5 à 4 γοῦς) et un métré de 4 γοῦς, moitié du métré ordinaire. C'est, comme pour l'artabe et pour les monnaies, l'anarchie métrologique Cf. ci-dessus, pp. 204, 2, 251, 2, 252, 2.

dégrèvements, de sorte que la fixité théorique de l'impôt était pratiquement illusoire. Le fisc avait la prétention de proportionner très exactement ses exigences au revenu du contribuable, et l'échelle de ses tarifs comprend des nombres fractionnaires allant jusqu'aux minimas fractions de l'artabe ¹. L'impôt foncier perdait ainsi son caractère fixe et devenait en réalité un impôt variable sur le revenu. Il n'était pas sans exemple que l'impôt absorbât le revenu tout entier, ou même au delà. On rencontre tel contrat de location dans lequel le bailleur s'engage à supporter les exigences éventuelles du fisc même si elles dépassent la rente de laquelle il consent à les déduire ². En pareil cas, le propriétaire se déclarait responsable de l'impôt, qui, perçu en règle générale sur le locataire, était toujours, en fin de compte, supporté par le propriétaire, sauf les risques que pouvait faire courir au cultivateur une mauvaise année ³.

L'impôt sur les terres arables était, sauf exception, payé en nature. Celui que supportaient les cultures spéciales, palmiers, vignobles, jardins, était payable en argent et beaucoup plus lourd. Le maraîcher qui cultive des concombres paie 40 dr. par aroure ⁴. Dans les nombreuses listes de taxes

1 Cf. Wicken, l. pp. 207-210. Les fractions vont jusqu'au 1/4 de charice ou 1/16 d'artabe. Les comptes des *Tebt Paps.* offrent des sommes de fractions bizarres, par ex. 39 1/8 et 31 3/8 d'artabe sur le calcul des fractions dans l'arithmétique égyptienne, qui opère toujours par addition de fractions ayant pour numérateur invariable l'unité (voy. Fr. Hultsch, *Die Elemente der ägyptischen Theilungsrechnung* Arch. d. Sachs. Ges. XVII 1 [1897] pp. 1-192).

2 *Tebt Paps.*, n. 165, l. 48-50 : contrat du 10 nov. 103 a. C.

3 « Du temps d'Amasis, c'était contractuellement qu'on déclarait si les impôts devaient être payés par le quasi propriétaire, par le locataire ou par les deux » — Revillout, *Précis*, p. 1288.

4 *Pap. Pet.*, I, n. 45, l. 3. Il n'est pas évident, comme le reconnaît Wicken (p. 207), qu'il s'agisse de l'impôt foncier, et non du fermage. Peut-être la somme de 40 dr. comprend-elle le fermage et l'impôt foncier, dont le propriétaire était responsable. Les taxes mentionnées par Wicken (de 20 à 180 dr. par aroure pour les palmiers, de 20 à 300 dr. pour les vignobles, de 20 à 7 dr. pour cultures diverses) diffèrent de la époque romaine et en outre écart signalé entre les taxes pour palmiers et vignobles s'explique par la qualité des crûs. Il semble, du reste, que le montant des taxes, soit à établir, soit à recouvrer, pouvait être évalué à l'avance. Un certain Tholus écrit à

et de versements que nous possédons figurent des impôts sur les vignobles (ἀμπέλαι - σοφοὶ ἀμπέλωνων) qui sont payés en argent et ne se confondent pas, par conséquent, avec l'ἀπομοίρα ou prélèvement du sixième (ἕκτη) sur la récolte. On y rencontre aussi mention des arbres fruitiers (ἀγροδόρυα) et des palmiers¹; mais comme, pour eux, l'ἕκτη était exigible en argent, il est moins facile de discerner à quel genre de taxe on a affaire. D'après la Pierre de Rosette, comme on l'a vu plus haut, les vignobles des temples acquittaient la taxe en nature à raison d'un kéraimion par aroure, et il se pourrait que ce fût là le tarif moyen, le kéraimion étant remplacé par sa valeur en argent pour les profanes.

La propriété bâtie avait échappé à l'impôt, paraît-il, jusqu'au temps du roi Taklos, qui, obligé d'entretenir à grands frais une armée de mercenaires, s'avisa, entre autres expédients, de taxer les maisons d'habitation et les barques de pêcheurs². L'impôt sur les habitations était assis non directement sur la surface, ni sur les portes et fenêtres, mais, comme notre contribution mobilière, sur le revenu ou loyer. Un certain Ptozérate, contemporain de Philadelphe ou d'Evergète I^{er}, écrivait à son père : « Je suis allé chez le géomètre et

Apeloniou. « J'offre (ἡ δὲ τιμή) de ma palmeraie... pour l'an XXVI 222,1 et l'... en outre... après le 1000... » *Pap. Petr.*, III n. 68 b. Cf. n. 60 d.

Pap. Petr., II, n. 13 col. 47 a verso: τὸ πρῶτον πρὸς τὰ ἑμπέλαια de l'an XXV de Philadelphe, 28 p. 97-29 a; 43 a lorsque liste de contributions, sous le rubrique qu'ἑὸς ἀμπελῶνων. La seconde colonne (43 b), intitulée ἕκτη καὶ ἀφ' αὐτῆς, a été abrégée ci-dessus (p. 251-1) à l'ἀπομοίρα, soit à plein tarif (ἕκτη), soit réduite au 1/10 (ἑκάστη). Le *Pap. Petr.*, II, n. 27, col. 1, a trait à l'ἕκτη, en nature pour les vignes, en argent pour ἀγροδόρυα καὶ παρ' ἑτέροις. Cf. Wilcken, I, p. 135. Sur l'impôt foncier ἑὸς ἑὸς ἀμπελῶνων, voy. Wilcken, I, pp. 34-319.

2. P^{er} Aristote, *Oeconom.*, 2, 2, 25 (ἀν' οὗ καὶ ἑκάστη ἀλλοτρίαν ἵππην; ἰ πλοῦτα, ἑκάστη οὐκ αἶψ' Cf. ci-dessus, tome I, p. 150. D'après Ptozén III, 12, 5 Taklos, pense, le par Chabrias aurait pris tout l'or et l'argent que possédaient les gens aisés, le titre d'avance ou d'emprunt forcé, qui fut remboursé par la suite. Évidemment, il voulait convertir ces impôts en monnaie ou les troquer contre des espèces métalliques pour payer les mercenaires et ci-dessus, p. 273, 1. En tout cas, les nouveaux impôts devaient être transitoires ou devenir définitifs. Nous avons encore des quittances (de l'époque romaine) πληρωσθαι δέοντων, Wilcken, I, p. 391 : ci-dessus, p. 247, 3).

je suis inscrit au bureau de la ferme (τελώνιος) pour un terrain d'habitation (εὐαίσιον) rapportant 17 dr. 1/2, afin que nous payions le vingtième de cette somme, et non plus de 30 dr. comme auparavant ¹. » D'après ce texte, l'impôt était de 3 0 0; mais il s'agit ici d'un terrain propre à l'habitation ou des dépendances d'une maison; la maison elle-même pouvait être taxée à un tarif plus élevé.

Le fisc n'avait garde d'oublier le matériel d'une exploitation agricole, particulièrement le bétail, gros et menu, depuis les chevaux et les bœufs jusqu'aux pigeons. Le *πρῶτος ἴσκιος*, payable en argent, existait certainement au III^e siècle avant notre ère ², et c'est par hasard sans doute que le *πρῶτος βοῶν* n'est attesté qu'à l'époque romaine ³. Le *τίλος ζευγῶν* ⁴ pouvait être une taxe sur les attelages, ou plutôt sur les voitures. Les moutons payaient un *πρῶτος προβάτων*, à tant par tête ⁵; de même les volailles (*τίλος τῶν πετεινῶν*) ⁶, à moins que l'estimation n'en ait été faite en bloc comme pour les colombiers, taxés au tiers du revenu présumé (*τρίτη περιτρίπύων*) ⁷. Ce tarif élevé était motivé sans doute par le fait

1. *Pap. Petr.*, II, p. 11, col. 2. Cf. Wilcken, I, p. 363. Le terme *νοίκιον* signifie loyer, et on ne le rencontre avec le sens de taxe sur les loyers que sous l'Empire; il est alors réservé pour les maisons proprement dites (εὐαίσιον), la taxe sur les dépendances étant cotée à part, comme taxe (*ὅκιο*) *προσέδων* *ἐπισπίλων* (Wilcken I pp. 192-163-190. Le produit de l'impôt sur les maisons est mentionné dans la stèle de Pithon (lig. 26 comme ayant été donné au temple par Philadelphos (ci-dessus, p. 354).

2. *Pap. Petr.*, II, n. 39 a, p. 120. Sur l'*ἴσκιος*, voy. ci-dessus, p. 336. Les chevaux, je suppose, comme bêtes de trait, les bœufs pour le labour.

3. Cf. Wilcken, I, p. 352. Le *ἐκλογὴν βοῶν*, ou permis de circulation sur les routes pour les ânes (Wilcken, I, p. 368-3), peut être d'invention romaine, comme l'impôt sur les chameaux, *κατάκταν* ou *συμφοδὸν καμήλων* (pp. 374, 395) et le tarif d'escorte (*ἀστυάκιον*) sur la route de Koptos à Bérénice (pp. 347-351). Cf. ci-après, § 1.

4. Cf. Wilcken, I, pp. 219-220. L'unique référence est *Ostr.*, n. 1028 de Thèbes, quittance de l'époque ptolémaïque.

5. Wilcken, I, p. 284. époque romaine. — Déclaration de *προβάτων*, ci-dessus, p. 353, 3.

6. Wilcken, I, p. 279. quittance du III^e siècle a. C. Sur la taxe des volailles et l'estimation en canards pris comme unités, à l'époque pharaonique, voy. ci-dessus, p. 184, 3.

7. Wilcken, I, p. 270. époque ptolémaïque et romaine.

que les pigeons vivent sur la commune et peuvent même commettre des dégâts, notamment à l'époque des semailles, sur des terres qui n'appartiennent pas à leur maître. Du reste, la fiente de pigeon était un engrais très recherché, qui procurait aux propriétaires un supplément de bénéfices.

Les esclaves, comme propriété comparable au bétail, étaient aussi matière à « taxe de corps » (*σωματικόν*), mentionnée et à l'époque ptolémaïque et à l'époque romaine¹.

Le capital agricole et l'exploitation de la terre étaient, comme on l'a vu, taxés de diverses manières. Les autres professions et industries étaient aussi mises à contribution par le fisc, au moyen d'un impôt levé sur tous les métiers, à titre de licence ou autorisation d'exercer la profession pour laquelle l'artisan, l'industriel ou le commerçant était inscrit.

Il faut mettre à part le clergé, qui a son régime spécial, peut-être aussi rigoureux, mais autre que le droit commun. Au lieu de payer une licence ou patente unique, les prêtres en payaient plusieurs. D'abord, un droit d'ordination ou

¹ *Petr. Pap.*, II, n. 39 b-c. Wilcken (I, p. 301) éprouve quelque scrupule à appeler *σωματικόν* l'impôt sur les esclaves, parce qu'une quittance *σώφισμα* est délivrée par des *ἀπογραφῆς* ou recenseurs de la population; que la capitation introduite comme tribut de guerre, à titre exceptionnel et provisoire, par Takhas était perçue *ἀπὸ τοῦ σώματος* (p. 313), et que les mots *σωματικόν*, *σωματικῶς*, ne semblent pas se rapporter nécessairement aux déclarations de possesseurs d'esclaves (p. 465, I). Mais il n'est pas douteux qu'il y ait eu un impôt sur les esclaves et que ceux-ci aient été qualifiés *σωματα*. Wilcken (I, pp. 234-242) a démontré que les documents alors connus, concernant l'impôt de recensement (*ἀπογραφὴ*) ou capitation (*ἐπιμαρτυρία*) à taux variable suivant les régions, impôt levé sur toute la plèbe égyptienne des deux sexes, dataient de l'époque romaine. Mais il reconnaissait que les Ptolémées, pratiquant le recensement, pouvaient bien avoir aussi établi la capitation, et que les documents nouveaux nous renseigneraient peut-être sur ce point. Les *Oxyr. Pap.* (II pp. 207-211) ont fait que confirmer son opinion, mais les *Tebt. Pap.*, parmi lesquels trois (nos 103, 111, 119) mentionnent la *ἀπογραφὴ*, fournissent un nouvel aliment au débat (cf. Grenfell-Hunt, *ibid.*, pp. 445-446). Ils ne suffisent pas cependant pour le trancher. La *ἀπογραφὴ* ptolémaïque, payée en forme de *σίστις* (n. 103) et versée *τοῖς ναυτοῖς ἐπὶ τῶν ἀπογραφῶν* *ὑπὲρ ἀπογραφῆς*, paraît être une « cotisation » imposée pour couvrir les frais de recensement, et non pas une capitation générale et permanente. Cf. la taxe (capitation ou *ἀπογραφὴ*) dont sont exemptés les *ἐπί τῶν ἱερῶν* (*Petr. Pap.*, III, n. 36 b). Sayly opine pour la capitation (poultier).

d'investiture (*ἐλειτουργίον*, , probablement gradué d'après le rang occupé dans la hiérarchie par le récipiendaire et d'après la classe à laquelle appartenait le temple. Peut-être même le roi faisait-il acheter les dignités sacerdotales et l'avancement dans la hiérarchie en mettant à prix la candidature (*τιμή, ἱερταίος*), bénéfice indépendant du droit fixe appelé *τεῖς τεταίος* ¹. Pour les prêtres ou sacrilains de catégorie inférieure, comme les pastophores, le *ἐλειτουργίον* paraît avoir été remplacé par un droit d'examen *εἰσπρακτικόν*) dont le nom donne un peu, appliqué à des choix de cette espèce ². L'État faisait acheter aussi l'autorisation d'exercer divers offices lucratifs, comme celui de prophète, l'entretien et la sépulture des animaux sacrés (*εἰς τὴν τιμὴν τοῦ ἱδωταρίου καὶ εἰς τὴν προφητείαν — ἱδωτῶν προφήτων — κροκοῦλλοτακτίου*, etc.) ³. Sous un nom ou sous un autre, c'était toujours la main mise de l'État sur la collation des dignités et offices, l'usurpation de pouvoirs et de revenus dont les prêtres disposaient autrefois à leur gré. S'il leur laissait la liberté de choisir leur chef, c'était encore à titre onéreux. On rencontre une taxe quadrice *ἱερακτικόν, ἱερίων* ⁴, et une autre *ὕπερ λατρευμάτων* ⁵, qui, de quelque façon qu'on les interprète, étaient

¹ *Inscr. Rosett.* lig. 16.

² Voy. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 391-4. Cf. pp. 62-66 *Archiv f. Pp.*, II, p. 13. Il y eut, à, je suppose, influence des mœurs grecques. Cf. H. Herbrecht, *De sacerdotibus apud Graecos electione et venditione*. Argentorati, 1885. E. F. Buechler, *Kauf und Verkauf von Priestertümern bei den Griechen* (Rhein. Mus., LIV 1899), pp. 9-17. Depuis les *Tebt. Pap.* ont fourni un certain nombre de textes concernant la vente des offices dans les temples voy. n. 5, lig. 10-12) et les *Amolionensia* (*αμολίωνες* des prêtres chargés des *ἱδωτῶν προφῆται* et *ἱερακτικῶν* (n. 5 lig. 69-70), les *Εσπαρτιάς* et *κροκοῦλλοτακτῆς* (Voy. l'Index VII b). Le gouvernement se réservait le droit, en cas de pénurie du Trésor, de prélever une part de ces *αμολίωνες* Grenfell, in *Tebt. Pap.*, p. 41.

³ Wilcken, *Ostr.*, I, p. 163. *Archiv f. Pp.*, III, p. 226. W. Otto, p. 143.

⁴ Wilcken, *ibid.*, pp. 65-6. *Tebt. Pap.*, Index VII b-c.

⁵ *Tebt. Pap.*, n. 9, lig. 42 sqq. Pour l'époque romaine, voy. les textes cités par W. Otto, p. 236 *SGU.*, nn. 337, 471, etc.).

⁶ La taxe *ὕπερ λατρευμάτων* n'est attestée que pour l'époque romaine (*SGU.*, n. 337, lig. 17, , mais on sait que le T de Soknopaiou avait déjà un *λατρεύς* au temps des Lagides (ci-dessus, p. 219, 2) et on peut conjecturer d'une époque à l'autre. Il y a discussion sur la nature de ces taxes. D'après Wilcken

prélevées sur la bourse des corporations sacerdotales. Enfin, le fisc obligeait les prêtres à lui payer des taxes sur les victimes (*ἐνὰ ὑπαίαις*)¹ et sur les autels (*τόπος βωμῶν*), probablement à propos de chapelles particulières ouvertes au public².

On voit que la profession sacerdotale n'était pas précisément libre et qu'il n'entraînait pas que du respect dans le régime spécial auquel elle était soumise. Toutes les autres étaient frappées d'une taxe spéciale à laquelle on peut donner le nom générique de *χρυσοναξίον* (*chrysargyrum*) ou taxe sur les professions « manuelles ». Le tarif était naturellement différent pour chaque profession ; mais pour chacune d'elles il paraît avoir été fixe, c'est-à-dire indépendant du chiffre

(Ostr., I, p. 386, dont l'opinion est adoptée par Grenfell Hunt, ce sont des sommes prélevées par l'État sur les prêtres pour faire un traitement à leur président (*ἀρχιερέας* = *ἀρχιερεῖς*) W. Otto pp. 238-240 estime que par les taxes susdites, les prêtres achetaient le droit de nommer eux-mêmes leur président. On ne voit pas en effet pourquoi le fisc se serait chargé de servir un traitement, comme intermédiaire officieux. Le plus simple serait de considérer ces taxes comme le prix de l'investiture, un *vilasv* ad de grand-prêtre : mais il paraît bien que les sommes ainsi désignées ont été payées par la corporation, et non par le titulaire, et il y a lieu de rechercher pourquoi la communauté les prend à sa charge.

1. Wilcken, Ostr., I, p. 373. Taxe de 20 dr. 3 ob. sur une victime dans un papyrus du 2^e siècle a. C. (Mahaffy in *Petr. Pap.*, II, p. 37 d. I I, n. 112 a, col. II). Sous l'Empire, on rencontre une quittance (*ἐνὰ ἀφ' ἡμετέρου*) *πρόσθεν* *θεοπέριον*. Le rituel exigeant des victimes sans tare, celles-ci devaient être examinées et marquées du sceau après examen (Hérod., II, 38. Plut., *Is.* et Ostr., 31. Clem. Alex., *Strom.*, VI, 34, p. 738). Cf. le rapport d'un *ἐπιπομπόστατος* dans *Pap. Grenf.*, II, n. 64 et *BGU*, n. 254, l. 4. Le vétérinaire sacerdotal payait alors un droit qui était peut-être compté dans l'impôt au temps des Ptolémées (Wilcken, I, pp. 385-6).

2. Wilcken, I pp. 352-3. La preuve n'est faite que sous l'Empire ; mais il est question, dans un document de l'an 241 a. C. (*Pap. Petr.*, II, n. 1211), de *φύλας* que certains propriétaires ont adossés à leur maison pour s'affranchir de l'obligation de loger des soldats (*τοῖς τοῖς μὴ ἐκαστομάχοις*). C'est sans doute ce privilège des autels — ou tel autre analogue — que l'État faisait payer. Quant au *θεοπέριον* contribution pour les fêtes dont les 2/3 auraient été payés par le clergé (Wilcken I, pp. 373-4) il me semble que c'était plutôt le prix de la tolérance romaine qu'une taxe imaginée au temps où les Lagides multipliaient hommages et subventions à la religion nationale. Le clergé contribuait aussi aux dépenses de police, particulièrement nécessaire, comme on l'a vu (ci-dessus, pp. 205-206), dans les grands temples (*φυλακιστὴν ἀπορεῖν. Pap. Petr.*, III, nn. 100 a, col. IV, 113 a, col. 1).

des affaires, en quoi il se distingue d'un impôt sur le revenu¹. On savait déjà par Strabon que les rois d'Égypte tiraient leurs revenus des travailleurs pacifiques « cultivant la terre et les industries »²; mais c'est aux papyrus et ostraka que nous devons des renseignements précis sur la question. Les plus précis datent de l'époque romaine et il serait imprudent de transporter les tarifs qu'on y rencontre au temps des Ptolémées³, mais on ne saurait douter que l'impôt sur les métiers ait eu son échelle de tarifs croissant des métiers infimes aux industries de luxe, à l'époque des Lagides. Le *γερωναίον* était payable par acomptes mensuels; les nombreuses quittances que nous possédons vont du II^e siècle avant notre ère jusqu'au IV^e siècle après J.-C.

Taxés en tant qu'individus, les professionnels payaient encore en tant que membres d'une association ou syndicat (*κοινωσία*). Ces associations avaient des scribes auxquels elles allouaient sans doute des honoraires à l'amiable⁴; mais elles

1. Voy. la démonstration de Wilcken (I, pp. 331-332), que rien n'est venu infirmer depuis. La taxe analogue était la « litre d'espérance transitoire, par le roi Takhes des *εὐν κλεινὸν καὶ καὶ ἐπαγγελίαν καὶ εὐν ἄλλαν καὶ ἐπαγγελίαν ἐγὼναι* » était, au contraire, un impôt fixé à 1/10 du revenu (*τρεῖς ἑκατὼντα πέντε καὶ ἑκατὼν*). Liste des professions dans l'annuaire (p. 10) et beaucoup plus complète (179 espèces, dans Wilcken (pp. 648-695). Wessely (*Koranis*, pp. 26-28) a dressé la liste des artisans de Soknopaiou Nesos et Karanis (une quarantaine de métiers à l'époque romaine. Les prostituées (italian) n'y figurent pas; mais il est plus que probable que l'*ἐταίριον* ou *πορνείον* existait en Égypte, comme à Athènes et à Syracuse, avant l'époque romaine, et que ce qu'on l'importa de l'Égypte à Rome. Suét., *Calig.*, 40. La taxe était, suivant une coutume attestée ailleurs, *quantum quæque uno concubitu merore* (cf. Wilcken, I, p. 217). Alexandre Sévère *lenorum sectigal et meretricum et exodeterum in sacrum meritorium inferri voluit* (Lamprid., *Al. Sev.*, 24). Cf. Ch. Lécirval, *L'origine de l'impôt du lustrum collatio ou chrysargyre* (Mét. Boussier, pp. 231-232). En tout cas les *ἐταίρια* ou revenus des prostituées sacres faisaient partie des revenus des temples. C'était un monopole que reconnaît et protège un édit d'Évergète II (ci-dessus, p. 203, 3).

2. Strab., XVII, p. 247 (*τῶν καὶ τῶν ἐργαζομένων*).

3. Le tarif le plus élevé est celui des parlements (*μυροῦλα*), qui paient 120 dr. par an. L'État participait encore à leurs bénéfices en leur vendant les matières premières *μυροπολίδες*. Les teinturiers sont taxés à 200 dr. et les drapiers (*μυροπολίδες*) à 144 dr.; mais il s'agit de drachmes du temps de Diocétien.

4. Cf. *γερωναίον γερωνίον* (*Epist. Touss.*, n. 10 a, lig. 1), *εὐν νεοταίον* (*Annuaire*

devaient en outre acheter le droit d'exister en payant annuellement à l'État des *συνωνία* en nature, qui servaient peut-être d'appoint au traitement des fonctionnaires de l'impôt¹.

Nous entrons ici dans la série des impôts collectifs, qui servaient à rétribuer les services locaux et dont le produit est ainsi consommé sur place. Tels étaient les frais d'opérations cadastrales (*ὀπέρ γεωμετρίας*), qui paraissent avoir été uniformément répartis à raison de 1/2 artabe de froment par propriétaire², le *θησαυροφυλακτικόν* ou *θησαυροφυλακτικὸν* pour l'entretien des magasins, caves et greniers royaux (*θησαυροί*)³, taxe pour laquelle Kerkéouris payait 2½ artabes d'orge, équivalant à 14 3/12 artabes de froment; le *γραφματικόν* pour les frais de bureau⁴; le *ιατρικόν* ou abonnement aux soins médicaux, à raison de 2 artabes par personne et par an⁵. L'existence d'une taxe spéciale pour la police (*φυλακτικόν*) à l'époque ptolémaïque⁶, de taxes pour l'entretien des postes de vigies

Tebt. Pap., n. 32, lig. 13-16. Strach. n. 105), *φυλακῶν* (*Fay Touna*, n. 42 a, lig. 1-15), etc. Cf. ci-dessus, pp. 199, 2. 335.

1. Sur les *συνωνία*, cf. *Tebt. Pap.*, n. 5, lig. 59 Grenfell, *ad loc.*, p. 18. Ce n'en est pas moins au roi que l'impôt est payé *ἵππας βραδὶ ὀπέρ ἀργυρίου καὶ σισίτου καὶ πυρραυῶν*, tant d'artabes de blé (*Tebt. Pap.*, n. 412, lig. 11-12. Cf. n. 100, lig. 11).

2. *Tebt. Pap.*, n. 92, lig. 3, 5, 13, etc. Ce document est une liste de contribuables, en l'évaluation royaux, et à chaque nom reviennent les mêmes taxes *τὸ γεωμετρικόν, θησαυροφυλακτικόν γραμματικόν, ιατρικόν, σισίτου*. Cf. *Index X*.

3. *Tebt. Pap.*, n. 61 b, lig. 311 : taxe payable après la récolte (*ἔρ νύιν*). Les contribuables sont encore les *βασιλικὸι γεωργοί*. Ce document 161 a et 61 b qui comprend 619 lignes (le plus long papyrus connu, après le papyrus des Revenues), est un rapport dressé dans les bureaux du romogrammate Menches sur l'exploitation agricole de Kerkéouris en l'an 118/7 a. C. De même, c n. 93, vers 112 a. C.).

4. Le *γραφματικόν* est souvent mentionné, mais non défini dans les *Tebt. Pap.*, cf. *Index X*, et Grenfell, *ad n.* 61 b, lig. 342-3, p. 210. L'impôt est payé en nature par des clercs ou scribes (ci-dessus, p. 169). Peut-être est-ce la taxe qui s'appelle *γραφία* ou sous l'Empire (Wilcken, I, p. 313).

5. *Pap. Petr.*, II, p. 36 et n. 39 a III, n. 410 b. 111. Cf. *Diod.*, I, 22, II, 44, 45. Wilcken, I, pp. 375-377. Le tarif ci-dessus n'est attesté que pour les colons militaires. Le *συνωστιστικόν* ou abonnement à l'assistance judiciaire n'était sans doute payé que par la clientèle des tribunaux. Wilcken, I, p. 302.

6. Wilcken, I, p. 402. *Pap. Petr.*, III, nn. 22, 54, 79, 108, 109, 112.

ἀπὲρ σκοπέλων)¹, pour la police des marchés (τέλος ἀγορανομίας)², pour les percepteurs (πρακτορικόν)³, sous l'Empire; l'appoint exigé en sus de l'ἀπόμορζα pour les εἰσολόγοι⁴; tout cela donne à penser que tous les agents locaux, commissionnés soit par l'État, soit par les communes, sitologues, arthrologues, auxiliaires (βοηθοί), scribes et gardes de toute espèce, particulièrement les gardes des récoltes (γινιματοφύλακται), recevaient soit des rations (ὀψώνια), soit des suppléments de traitement aux frais des communes.

Parmi les taxes collectives, il en est qui sont accidentelles, encore que prévues par des règlements : ce sont les frais de déplacement, de réception et d'hospitalité nécessités par les voyages du roi, des fonctionnaires ou des militaires en service actif (ἐντα-δῶν ou ἐφ'ὅδω [viaticum]-κοίτη-παραουσία)⁵. Naturellement, ces frais étaient en raison de la dignité du personnage à héberger. Un papyrus du III^e siècle avant notre ère nous donne le compte des préparatifs faits pour la visite et le voyage d'un ciwécète ou ministre des finances au Fayoum. Chrysippe, le haut personnage en question, aura pour sa table 10 λευκοματώπους, 5 oies grasses, et 50 volailles. Il emportera comme viatique (ὅδω) 50 oies, 200 volailles (ὄρνυδες) et 100 pigeonneaux (περιστερινίδεις). Il aura besoin pour cela de 5 ânes de selle (βαδιστάς, et 40 ânes pour porter les bagages. On n'a pas oublié de réparer les routes pour la circonstance⁶. Le domaine royal lui-même pouvait être mis à contribution : un économe s'attire une dénonciation de quatre éleveurs d'oies au service du roi βασιλικοὶ, χηνοβοσκοὶ pour

1. Wilcken, I, pp. 252-3. Cf., sous l'Empire, des taxes κυνηγετικῶν δολῶν et κυνηγῶν pour la chasse à l'hippopotame², et υπὲρ καταμεσολακτικῶν Wilcken, I, pp. 228-230, 282-283.)

2. Wilcken, I, p. 121 (époque romaine)

3. Wilcken, I, p. 304 (époque romaine)

4. Wilcken, I, pp. 262-270. *Opusc.*, n. 311, du III^e siècle a. C.

5. Cf. *Tebt. Pap.*, nos. 121, 122, 179, 180, 182, 253. Grenfell, (*ibid.*, p. 30).

6. *Pap. Grenfell*, II, n. 146. Lettre du 4 Chouak au XXII (d'Évergète = 20 janv. 223 a. C.), reçue le 1 Chouak par le destinataire. Faut-il traduire à rebours, λευκοματώπους par culs-blancs ou bécassines?

avoir exigé d'eux 12 oies, c'est-à-dire plus que, à leur sens, ils n'étaient obligés de donner *εἰς τὰ ξένα* ¹. Nous avons encore un fragment de correspondance échangée, sous le règne de Ptolémée Soter II (142 a. Chr.), entre de hauts fonctionnaires égyptiens, à propos de l'excursion que doit faire au Fayoum un sénateur romain, L. Mummius, et de la réception qu'il convient de préparer à un personnage aussi considérable. Des instructions partent d'Alexandrie à l'adresse de l'Intendant des Revenus ou administrateur général du nome, qui les communique à ses subordonnés. Il faut que le sénateur trouve des véhicules et des appartements tout préparés; qu'on lui rende les honneurs et fournisse les *ξένα* spécifiés dans la circulaire; qu'on lui montre les curiosités du lieu, le Labyrinthe et le repas des crocodiles sacrés; enfin « que l'on déploie sur tous les points de la ville la plus grande sollicitude et tout l'empressement possible pour que le visiteur soit satisfait » ². Il est probable que, cette fois, le domaine royal y mettait du sien.

Les voyages de la cour ne devaient pas être moins coûteux. L'ingénieur Cléon, informé que Philadelphie va venir au Fayoum, se hâte de parachever les écluses et de faire égaliser les terrassements aux alentours, comme nous avons vu travailler aux routes que devait suivre le diocète ³. C'étaient là du moins des dépenses utiles. Une quittance sur ostrakon, du ^{iv} siècle avant notre ère, a trait aux frais occasionnés par la *παρουσία τῆς βασιλείας* ⁴. Les déplacements et tournées des fonctionnaires entraînaient des frais analogues; comme les

1. *Pap. Petr.*, II, n. 19, l. III, n. 32 a (sur siècle a. Chr.).

2. *Tebt. Pap.*, n. 33, du 17 Méchir au 4, 5 mars 112 a. C.). Cf. P. Foucart, *Un sénateur romain en Égypte sous le règne de Ptolémée X*, Mém. Boissier (Paris, 1903), pp. 197-207. C'est à propos d'une visite du roi Sathapharnès à Ombé et des *ἔξτρα τῆς παρουσίας* par lui réclamés *CIG*, 2058, que nous connaissons le nom, devenu si célèbre depuis, de ce potentat.

3. *Pap. Petr.*, II, n. 13, col. 18 a.

4. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 276. II, n. 1481 (de Thèbes, en date du 16 Payni an X, probablement de la reine mère Cléopâtre = 1^{er} juillet 107 a. C.). Vers 113 a. C., le bourg de Kerkéosiris est taxé à 80 artabes de blé en supplément *πρὸς τὴν τοῦ βασιλέως παρουσίαν* (*Tebt. Pap.*, n. 48 : cf. n. 116, l. 57).

dieux, tous les détenteurs de l'autorité dimaient sur leurs administrés. On voit figurer sur les papyrus des comptes de dépenses de cette nature : tant « pour le coucher de l'archyphylacite », tant pour ses appariteurs, l'huissier, les éphodes, les mastigophores, tant pour les soldats réservistes (μάχιμοι), « lorsqu'ils sont venus de la part de l'épistate des phylacites pour l'affaire les moulons ¹ ». D'autres ont donné de l'argent « pour le coucher d'Eurémon, venu de la part du stratège », par sommes de 120 à 150 dr., jusqu'à concurrence de 4 tal. 150 dr. ². On pense bien que les militaires, officiers et soldats, n'étaient pas plus discrets; ils savaient ajouter aux droits que leur donnaient leurs billets de logement ³. Une inscription bien connue ⁴ nous a conservé les doléances adressées à Évergète II par les prêtres d'Isis à Philæ. Ils ont été rançonnés par des légions de pèlerins gradés, qui trouvaient moyen de faire ainsi leurs dévotions sans bourse delier, « stratèges et épistates et thébarques et basilicogrammates et épistates des phylacites et tous autres fonctionnaires (ἐπιστάται), avec leur escorte et le reste de leur domesticité ». Tous ces gens-là obligent les prêtres à leur fournir des « présences » παρουσίαι, si bien que les desservants risquent de ne plus avoir de quoi offrir des sacrifices pour les rois et leurs enfants. En réponse à la pétition, les rois (Évergète II et les deux Cléopâtres) chargent Lochos, stratège de la Thébaine, de veiller à ce que « personne ne moleste plus » les plaignants.

Évergète II paraît avoir entrepris sérieusement — et peut-être inutilement — de réprimer ces abus et, en général, toutes les exactions commises par les fonctionnaires au

¹ *Tebt. Pap.*, n. 179 fin du II^e siècle a. Chr.

² *Tebt. Pap.*, n. 180 (an xxii de Ptol. née XI^e ou XIII^e). Dans les villages ce sont ces autorités locales, le comarque et les *πρόδρομοι*, qui recueillent ces dons soudainement volontaires. Ils reçoivent parfois des horions et *Tebt. Pap.*, n. 43.

³ Je ne parle pas ici des cantonnements à demeure (κατοικία), imposés aux propriétés des maisons, dont il sera question plus loin, au chap. xxvii.

⁴ *IGT.*, n. 4896. Strack, n. 103. Dittenberger *OGIS.*, no. 132-133.

détriment des contribuables. Ses bonnes intentions s'étalent tout au long dans les quarante-six décrets (*νομοθεματα*) qui se trouvent réunis sur une copie faite dans les bureaux du comogrammate de Kerkéosiris¹. Amnistie pour les délits passés; remises d'arriérés d'impôts, précautions de toute sorte et défenses répressives pour la protection des taillables et corvéables; instructions réglant la perception des taxes, les monopoles, la juridiction applicable aux deux catégories de sujets, Égyptiens et Hellènes; rien ne manque à ce document, qui fait honneur à Évergète II et suffirait à le réhabiliter aux yeux des historiens, si l'on pouvait tenir pour pures calomnies les témoignages accablants des auteurs anciens qui ont à jamais flétri sa mémoire².

Les contribuables n'étaient pas obligés seulement de donner à l'État une part de leur capital ou de leur revenu: ils lui devaient encore, le cas échéant, une part de leur temps et de leur travail. La corvée ou travail non rétribué (*δασευγία*)³ est une des formes de l'impôt direct, forme négative au point de vue de la comptabilité, en ce sens qu'elle représente une économie de dépenses pour le Trésor. Les prêtres ont raconté à Hérodote comment les Pharaons constructeurs

1. *Tebt. Pap.*, n. 3, de l'an 118 à Chr. Ce document, largement et savamment commenté par les éditeurs, ne compte pas moins de 264 lignes en 16 colonnes, plus quelques fragments (cf. l'édit antérieur de 140-39 à Chr., rendu sur la plainte des prêtres d'un temple inconnu (*Tebt. Pap.*, n. 6 ci-dessus, p. 205, 3)).

2. Les apologies tentées par Mahaffy (*Égypte*, pp. 385 sqq.) et Grenfell (*Tebt. Pap.*, pp. 20 et 534) ne m'ont pas décidé à récusar, en invoquant les *ἀνέκδοτα*, tous les témoignages (même Polybe et Mr. Revillout!) relatifs aux forfaits d'Évergète II (cf. tome I, pp. 62-3, 63, t. 73, 4). Elles ont rendu Niese (III, p. 266, 4) fort perplexe en ce qui concerne le meurtre d'Eupator, à propos duquel Laqueur (*Quæst. epigr. et papyrol.*, p. 52) réfute le principal argument de Grenfell, tiré de la place d'Eupator dans le protocole. La psychologie n'exige pas que les hommes, les despotes surtout, soient tout d'une pièce. Constantin ne passe pas pour un monstre. Il n'en a pas moins mis à mort son fils Crispus et sa femme Fausta. Ses fils ont fait disparaître leurs oncles et n'ont épargné qu'à regret leurs cousins, Gallus et Julien.

3. Il n'y a pas de mot propre pour la corvée en général, qui rentre dans la catégorie des *δασευγίαι* (*Pap. Par.*, n. 66, col. 1, lig. 15), mais seulement des mots particuliers pour chaque espèce de travail. Cf. Revillout, *Documents relatifs aux travaux publics*, dans les *Mélanges*, pp. 378-395.

des Pyramides avaient écorcé leur peuple de corvées durant six cents ans, et comment 120,000 Égyptiens périrent en creusant le canal de Nécho¹. Les Lagides, sans limiter théoriquement leur pouvoir, paraissent avoir pris pour règle de ne recourir à la corvée que pour la construction, réfection et entretien des canaux d'irrigation, et pour le labourage des terres royales lorsque l'opération devait être menée avec rapidité et que les cultivateurs royaux n'y suffisaient pas. Ils ont, en tout cas, maintenu le principe que l'État seul a le droit d'exiger la corvée pour un service public, et non pas les fonctionnaires pour leur service particulier².

Étaient exemptés de la corvée personnelle les fonctionnaires ou officiers royaux, y compris les employés des monopoles, les citoyens des villes grecques, et en général tous ceux qui n'étaient ni Égyptiens de race ni exerçant une profession manuelle. Mais cela ne veut pas dire qu'ils fussent dispensés de fournir en argent l'équivalent du travail que d'autres exécuteraient à leur place. Les nombreuses quittances délivrées pour les canaux (ὑπὲρ διώρυγος)³, pour les digues (ὑπὲρ χωράτων ou χωματινῶν)⁴, pour le cube de terrassement (ὑπὲρ κυβισμοῦ)⁵, doivent être en majeure partie des

1 Herod., II, 124-126, 158. C'est encore la corvée obligatoire qui, il y a un demi-siècle, a fourni la main-d'œuvre au percement de l'isthme de Suez.

2 Évergète II défend aux stratèges et à tous fonctionnaires, entre autres exactions, de ἑλαίην τινα; τῶν ἀποικιστῶν ἐν τῇ γῶνι εἰς ἀνταρρίαν εἶς (Febl. Pap., n. 5, lig. 178 seq.). Sur les ἀνταρρίαι — volontaires ou même payées — dans les temples, voy. ci-dessus, p. 27.

3 Wilcken, I, pp. 180-181 (époque impériale).

4 Wilcken I, pp. 333-342 *Fayum Towns*, nn. 42-77 etc. Pap. Reinach, n. 43 (documents d'époque impériale, sauf *Ostr.*, n. 1021 de Tyhi au IV d'un règne inconnu). On rencontre encore un δῆγμα, de sens inconnu mentionné à n. 46 (et, par conséquent, distinct) du χωματινῶν (Smiley, in *Pap. Petr.*, III, p. 377, ci-dessus, p. 235).

5. Wilcken, I, pp. 358-362, *Pap. Reinach*, n. 57 (fp. rom.). Le mot *vaûey* est rencontré pour la première fois dans le *Pap. Par.*, n. 46, et il reste énigmatique comme sens et comme étymologie. On y a vu une fraction du talent (Brunet de Presle, ou une somme quelconque (Mahaffy). Revillout (*Mélanges*, p. 378-393) affirme que *vaûey* est la mola quotidienne ou ration assignée en nature aux corvéables et prélevée peut-être sur des réserves de blé appartenant à l'État (p. 386). Wilcken avait pris d'abord *vaûey* pour une transcrip-

reçus de sommes versées pour dispense de travail personnel. Nous possédons d'autre part des estimations et relevés de travaux faits pour les digues et canaux, où les *vaûtes* sont comptés par milliers pour chaque tâche et payés à raison de 4 tétradrachmes pour 60 *vaûtes*. En pratique, le remplacement des prestations par un rachat en argent (*ἀνταργυρία*), étant un système plus commode, qui permettait de mettre tout le monde à contribution et de faire exécuter les travaux par des salariés. Le *vaûtes* put devenir ainsi une taxe comme une autre, à tarif fixe et imposée également à tous, ou du moins à tous les propriétaires¹, et la question est de

savoir de l'égyptien *nû* (corbeille ou coffre à transporter les gravats), mais les comptes donnent des fractions du *vaûtes*, et il ne peut que le dénomique *nû* soit une transcription de *vaûtes*. On rencontre des textes qui fixent au même prix 4 dr. pour 60 les *vaûtes* et les *hûtes* ou *hûts* (cf. *Pap. Petr.* II, n. 4 (11), ceux-ci étant des volumes mesurés en trois dimensions par les géomètres. De là la conclusion à laquelle arrive Wiedemann, à savoir que *vaûtes* et *hûts* sont synonymes. Les *Tebt. Pap.*, n. 5, 13, 76, 8, 119, 32, mentionnent simplement le *vaûtes* comme taxe, sans le définir. La question a été reprise et résolue d'une façon plausible par Smily, *On the meaning of Nûbia and Aouia* (in *Pap. Petr.*, III, Appendix, pp. 329-341). Il conclut que le *vaûtes* représente un volume défini de remblais (of material built up), peut-être un cube de 3 coudées de côté, soit 27 coudées cubiques. Les *hûts* seraient alors des volumes, mais de déblais, curages, excavations, dont le prix variait considérablement, de 10 à 15 pour un salaire de 4 dr., l'*hûtes* étant un cube de 3 coudées (coudée royale à 7 palmes = 0m,525) de côté. L'objection que me suggère un compte d'époque romaine, où on lit que des travaux d'entretien ont été mesurés en *vaûtes* s'explique fort bien. *Pap. Reinach*, n. 32 bis), se tourne en confirmation si *ἀνταργία* est le tantum de *ναυπηγία*. Dans les travaux payés (et non corvées), le prix est en général de 4 dr. pour 60 *vaûtes*, et le travail moyen, de 3 1/2 *vaûtes*, correspondant à un salaire de 1 ob. par tête et par jour.

1. *Pap. Petr.*, I, n. 22 et III, n. 37a (en 33 VIII de Philadelphe, 134/33 A. C.). Revillout, *Mé.*, pp. 375-38. Dans le *Pap. Petr.*, n. 64 (*P. Petr.*, III, pp. 346-347), les travaux faits pour l'habitation de Straton ont demandé 3 760 *vaûtes*. Ce document, d'époque incertaine romaine ou IIIe de l'époque ptolémaïque, est adressé à l'écumène de Ptolemaïdes. C'est un résumé de travaux et dépenses pour canaux, digues, déblais (*ἐκκαθάριαι*) et terrassements divers. Sur la surveillance des digues par les *γυμνασιάρχαι* et les travaux d'entretien dirigés par les ingénieurs (*ἐγγεινάρχαι-ἐκκαθαριστῆραι*), les plus anciens documents sont les *Petr. Pap.*, II, n. 4 (11) et 6, du temps de Philadelphe.

2. La taxe *ἐστὶν γυμνασιῶν* paraît avoir été sous l'Empire (I et II s. p. Chr.), de 6 dr. 4 ob. par tête, sans distinction de riverains ou non, propriétaires ou non (Wilcken, *Geb.*, I, p. 325). En revanche, il semble que le *vaûtes* de

savoir si l'administration n'a pas trouvé plus commode encore de maintenir la corvée pour les indigènes, tout en faisant payer le *vabûs* qui devait la remplacer. Les relevés de travaux ne disent pas, en général, si les ouvriers étaient payés ou non, et il y a là une marge pour les conjectures. En tout cas, le papyrus le plus anciennement connu, la *charta Borgiana* ¹, qui date du règne de Commode (191 p. Chr.), donne les noms de 181 habitants de Ptolémaïs Hormou qui ont travaillé, du 10 au 14 Méchir, à la digue de Teplumis, de 69 autres qui ont travaillé, du 11 au 13, au canal Phogénis. Deux autres équipes comprennent respectivement l'une 92 hommes, l'autre 35. Toutes les professions y étaient représentées : on y rencontre jusqu'à des barbiers. Les prêtres avaient fourni des esclaves pour les remplacer. La corvée à exécuter n'était plus estimée par *vabûs*, mais par journées de travail : la mesure étant de cinq jours pleins (*πενθεμερία*). Il s'agissait sans doute de ménager l'irrigation en temps utile, car les travaux étaient dirigés par un « inspecteur des semailles » (*ἐπιμετρητής, ἀντισποράς*)². A Soknopaiou

l'époque ptolémaïque ait été proportionnel au nombre d'ancrees possédées par le contribuable. *Tell. Pap.*, n. 76¹, peut être à partir d'un minimum de 30 *vabûs* ou 2 dr. par tôle. *Pap. Par.*, n. 66.

1 Publié par Nicolas Schow à Rome en 1788 (*Charta papyracea genecae scripta Mus. Borg. Vallis - et lex legum de Wicken*, I, p. 329-340).

2 En 191 p. Chr., Méchir correspondait — s'il s'agit de l'année vague — au mois de décembre, et, s'il s'agit de l'année fixe, au mois de février, qui est bien l'époque des semailles pour les céréales. Wilcken (I, p. 342) fait observer que la taxe de 8 dr. 4 obol. représente assez bien les cinq jours de travail dont elle dispensait, au taux de 1 dr. 2 ob. par jour. Cf. les certificats de livrés aux corvéables qui ont accompli leur tâche de cinq jours (*ἑξήκοντα ἡμέρας, 3. 13. 600, 4000* n. 25 : 191 p. Chr.). Estimation de travaux pour *εὐχέραι* et *εὐχέραι*, d'après *εὐχέραι* et *εὐχέραι* en *εὐχέραι*, dans *Pap. Petr.*, II, n. 36 II, n. 45. Sur les travaux publics et spécialement l'entretien des canaux, la manœuvre des vannes. Sur les transports de matériaux, les adjudications aux entrepreneurs, les différends avec les ouvriers, les grèves, on trouve des indications intéressantes, encore qu'énigmatiques à cause de la mutilation des textes, dans la correspondance de l'ingénieur Cléon, contemporain de Ptolémée Philadelphe, et de son successeur ou auxiliaire Théodore (*Pap. Petr.*, II, nn. 4, 5, 6, 9, 13, 14, 15, 12 b-c), en tout, une cinquantaine de fragments. Ordres et rapports concernant l'irrigation *ibid.*, n. 37 sept pièces provenant peut être du même bureau. Ces textes ont été groupés

Nésoi, une localité riveraine du Lac, où les variations du niveau de la nappe d'eau rendaient les travaux d'endiguement particulièrement nécessaires, les corvées avaient lieu d'ordinaire au début de la montée et de la descente du Nil, c'est-à-dire (à l'époque romaine) dans les mois d'Athyr-Choiak, et surtout de Pachon à Mésori¹. Le caractère d'utilité publique, qui justifie la corvée, paraît avoir été reconnu aussi à des travaux exécutés au profit de temples, sans doute en vertu de droits seigneuriaux concédés aux corporations sacerdotales².

La corvée n'était pas toujours absolument gratuite ou payée des deniers des corvéables. Les travailleurs en service gratuit recevaient des rations alimentaires, et l'État pouvait compenser les prestations exigées par des réductions de taxes sur d'autres chapitres. Ainsi, en 254/3 a. Chr., le canal de Tebetnos à Kerkéssis s'étant trouvé engorgé, l'inspecteur Alexandre conseille à son chef l'ingénieur Cléon de rabattre 200 dr. sur l'*ἀλυσίς* des habitants de Kerkéssis et de leur faire exécuter le travail nécessaire³.

En échange de la corvée, l'État accordait sans doute aux riverains l'usage gratuit de l'eau amenée par les canaux. Les taxes payées à des entrepreneurs d'irrigation⁴ ne gre-

révisés et augmentés de fragments inédits, dans les *Pap. Petr.*, III, pp. 78-144 nn. 27-42 A-G (*Public Works*); 42 H (*Corresp. of Cleon*), 43 (*The Affairs of Theodoros*); 44-45 (*Irrigation*), 46-48 (*Bricks, Stone-cutters, Carpenters*). Il est à désirer qu'ils soient mis en œuvre dans une monographie, à laquelle on joindrait la nomenclature des canaux connus à l'époque ptolémaïque (*Pap. Petr.*, n. 66. BGU., n. 793, etc.). Sur les *γυναικῶν ἔργα* de l'époque romaine, entre 49 et 191 p. Chr. au Fayoum, voy. Wessely, *Karanis und Soknopaiou Nesos* (in *Denkschr. d. Wien. Akad.*, 1902, pp. 7-10).

1. Wessely, *Karanis*, p. 10. L'irrigation commence en juin et se relève en novembre, Pnyx et Athyr de l'année fixe.

2. Cf. Wilcken, I, p. 338, d'après l'expression ἐπὶ ἑαυτοῦ ἐκνομήσει, qui figure sur plusieurs quittances de Soknopaiou Nésoi.

3. *Pap. Petr.*, II, n. 4 (41), cf. Smayly, in *Pap. Petr.*, III, p. 214.

4. Cf. ci-dessus, pp. 185, 1. 298, 1. Il est possible que l'État ait affermé les entreprises d'irrigation artificielle (compagnies de *καλῶσι*, suivant Revillout, *Précis*, p. 1281, et créé ainsi un impôt qui retombait par incidence sur les cultivateurs de *γῆ ἀσπογῶν*.

vaient que la *τὴν ἀνάγκην* et ne remunéraient que le travail des machines élévatoires.

Sur la corvée appliquée à la culture du domaine royal nous sommes renseignés par une longue ordonnance qui date du règne conjoint de Philométor et d'Evergète II ¹. C'est une circulaire du diocète Hérode, commentant un édit *ὑποτάγμα* antérieur et en réglementant l'application. A travers les ambages d'un style redondant et ampoulé on

¹ *Pap. Par.*, n. 43. Le papyrus contient, sur 7 colonnes (214 lignes), — décalation faite de la suite ou mal été copié d'autres documents : 1° Lettre d'envoi d'Hérode à Théon, épiméle de la partie basse du nome Saïte, datée du 24 Mésoiré an VI (24 sept. 164 a. C.); 2° Copie de la circulaire adressée à l'hypothécète Dornon II (20-152), sans date; 3° Représentation à Théon, en date du 20 Thoth an VII (22 oct. 164 a. C.). Cf. la traduction de Lambrose, *Papiri del Louvre* [Act. d. R. Acad. di Torino, 13 dec. 1863, pp. 207-214], les retouches au texte de la circulaire et traduction de Revillout (*Mélanges*, pp. 253-263, *Presis*, pp. 618-623), et la publication nouvelle du texte avec traduction — et un peu trop de polémique — par Mahaffy, dans *Pap. Petr.*, II, pp. 1-14. L'hypothèse de Letronne, qui rapportait le document à l'an VI de Philométor-Soter II (112 a. C.), a été définitivement réfutée par Brunet de Presle, *Ép. d'Ég.*, pp. 42-43. Les souverains sont bien les trois Philométors (Πτολεμαῖος, Πτολεμαῖος, Πτολεμαῖος ἑταῖρος; ou Πτολεμαῖος ἑταῖρος).

Pourtant, les dates an VI et VII posent une question litigieuse, non plus de chronologie, mais de droit monarchique. On me permettra d'insérer ici les explications que j'ai eu tort de supprimer plus haut (p. 29-31). Nous savons que, une fois l'association dissoute, Philométor compte ses années de règne à partir de son avènement, c'est-à-dire, du 1^{er} Thoth an I (7 oct. 181 a. C.), et que Evergète I les succédant compte les siens à partir de l'association, officiellement 1^{er} Thoth an XII de Philométor (5 oct. 170 a. C.), son règne autonome commençant en l'an XXV de son règne officiel (29 sept. 164 a. C.). Le débat porté sur la période de règne éminente. Il s'agit de savoir si, durant l'association, les deux frères eurent un comput commun, l'aîné adoptant en fait celui du cadet. Pour cette période nous n'avons pas de documents datés en partie double, comme sous Soter II et Alexandre. Par contre, nous possédons, outre ceux du *Pap. Par.*, n. 43, la stèle d'un Apis mort le 6 Phamenoth an VI (Brugsch, in *Zeitschr. f. ägypt. Spr.*, XXII [1884], p. 126), c'est-à-dire le 6 avril 164 a. C. La démonstration serait faite, si les troubles monarchiques qui amenèrent l'expulsion de Philométor en 164 (ci-dessus, t. II, pp. 26-28) ne constataient pas la valeur de ces preuves, et si, d'autre part, on ne rencontrait pas dans un contra. (Revillout, *Mélanges*, p. 276) et dans une pétition (*Pap. Par.*, n. 23) mention des années XV et XVII de Philométor au lieu de an IV et an VI des rois associés. Il se pourrait donc que, vers la fin de l'an VI, le second Philométor et futur Evergète, seul maître en fait, n'eût conservé de l'union commune que la forme et eût imposé son comput à lui et à celui qu'employait Hérode et le rédacteur de l'épitaque d'Apis, inscription gravée après les funérailles, peut-être même assez longtemps après.

sont l'embarras du haut fonctionnaire qui veut revenir sur des instructions devenues inopportunes et cependant n'avoir pas l'air de se déjuger. L'édit qu'il s'agit d'interpréter avait pour but d'assurer l'ensemencement des terres royales par les réquisitions et des corvées imposées à tous les habitants des régions où, paraît-il, cette culture avait été délaissée. Les fonctionnaires chargés de l'appliquer avaient pris à la lettre le mot « tous » et prétendu contraindre jusqu'aux familles des militaires en service et des matelots des brigades fluviales (φολακίδας), sans épargner ni les petits bénéficiers à 5 et 7 aroures qui n'arrivaient pas à cultiver leurs lots et s'endettaient pour vivre, ni les prolétaires. Ils avaient requis également les employés chargés de la perception des taxes affermées ¹, au risque de désorganiser le service. Hérode le prend avec eux sur le ton dédaigneux ². Il reconnaît que, absorbé par la direction suprême (τῶν ὀλῶν), il a pu donner des instructions trop sommaires (ὀλοσχεπέστερον) mais il dégage sa responsabilité en déclarant qu'un peu de sens commun aurait suffi pour comprendre que « tous » voulait dire tous ceux qui, pourvus d'une aisance relative peuvent supporter les prestations exigées par l'édit et dans la mesure de leurs moyens. Aucun de ceux là ne doit être exempté; mais, en revanche, aucun de ceux qui ne peuvent pas cultiver (τῶν ἀδυνατούντων γεωρεῖν) ne doit être personnellement requis. Il n'y a de réquisition générale que pour les animaux (τὰ κτήνη) qu'ils appartiennent aux bénéficiers, aux cultivateurs des terres sacrées, aux fonctionnaires, voire au stratège lui-même, tous doivent être mis au service du

1. L'expression τοῖς ἀποτέλεισι καὶ ἐγθρησὶ καὶ ζωοφάει καὶ ταῖς ἄλλαις ὁμαῖ (H. 97-98) est assez obscure. La traduction « débiteurs de taxes pour la ferme de » (Revdlout) ou « subject to the fish tax, etc. » (Mahaffy) est littérale, mais ces fermes étaient si nombreuses — et ici on les comprend toutes — τὰς ἄλλων, etc., — que si l'on entend par ἀποτέλεισι ceux qui paient les taxes on ne voit pas quels seraient les ἀτέλεισι. Il me semble que, dans sa langue amphigourique Hérode veut désigner ceux qui sont « responsables » des taxes, c'est-à-dire les agents de perception au service des fermiers.

2. Ils sont ἐπεδερσέντες, παντάπασιν ἀλόγγοι, etc. On n'est pas plus poli

roi, sauf, une fois la tâche accomplie, à rendre le même service aux cultivateurs qui auront besoin d'aide.

Il semble bien que nous avons affaire ici non pas à une constitution établissant un régime permanent, mais à une mesure exceptionnelle motivée par des circonstances spéciales. Ces circonstances n'étaient pas sans précédent, car Hérode invoque l'exemple donné en pareil cas (κατὰ τὴν ὁμοίαν περίστασιν) par Hippias, un de ses prédécesseurs ¹. Pour qu'il y eût une telle urgence à réquisitionner tous les habitants d'une région ², il faut que les terres du Domaine aient été délaissées par ceux qui avaient l'habitude de les cultiver, et cela, probablement par suite des exigences du fisc. Afin d'éviter le retour d'une pareille grève, le gouvernement avait voulu en faire sentir les inconvénients à la population tout entière, et il avait décrété la corvée (ἐμπύραγν) sans exemption ³. Mais les réclamations des militaires en garnison dans les villes l'avaient fait réfléchir, et l'on trouverait aisément dans les troubles de l'an 464 des raisons qui ont dû décider l'administration fiscale à se radoucir ⁴. C'est le moment où la mésintelligence des deux rois aboutit à une rupture. Une rédition dans l'armée, gagnant peut-être la population des campagnes, eût singulièrement compliqué les choses. Il est permis de supposer que la rupture était alors consommée ou bien près de l'être, et que la transaction

1. Ἱππίας ὁ ποτὶ προκαθήμενος τοῦ χωρίου (fig. 165) était évidemment un direct. Hérode emploie la périphrase pour faire valoir sa dignité, comme plus haut : ἡμεῖς αὖτε ἡ τῶν ὅλων ἐπιστάταις πρῶτος (I 30).

2. Les lettres du directe sont adressées à un administrateur du nome Saïte, mais la mesure est plus générale, car Hérode dit avoir adressé les mêmes instructions τοῖς ἑλλοῖς ἐπιμεληταῖς καὶ ἐπολεμισταῖς (I 212).

3. Wilcken *Ostr.*, I, p. 702), revenant sur une opinion (cf. Lombroso, p. 89) qu'il avait lui-même partagée, trouve que les expressions employées s'appliquent aussi bien à des locations forcées qu'à la corvée. Il ne me paraît pas qu'on puisse interpréter ainsi l'ἐμπύραγν II 71 (135, 153, 200), mais on devine l'arrière-pensée de forcer désormais les habitants, surtout ceux ἃς ἔθελον γινώσκοντας τὴν βασιλίστην (I 135), à affermer les terres domaniales pour échapper à la corvée. Sur le sens protéiforme d'ἐμπύραγν, voy. ci-dessous, p. 233.

4. Cf. ci-dessus, I II, pp. 28-30. En avr. 464 a. C., on voit des cultivateurs réquisitionnés se réfugier dans un temple *Tebt Papi*, n. 26, ci-dessous, p. 204).

ordonnée par le diocète avait été suggérée par Ptolémée cadet, resté maître de la place, mais inquiet des suites de l'aventure. Le début de la première lettre d'Hérode à Théon dissimule mal l'intention de ne pas ébruiter un éclat tout récent, qui n'était peut-être pas irréparable. « Le roi Ptolémée se porte bien, ainsi que Ptolémée le frère et la reine Cléopâtre la sœur et les enfants », et leurs affaires vont comme d'habitude. On n'éprouve le besoin de rassurer les gens que quand ils sont alarmés. Hérode, dans l'hypothèse, ouvrirait par un mensonge officiel la série des raisonnements louches et des oburgations artificieuses dont est rempli le document tout entier. La première circulaire n'ayant pas suffi à apaiser les garnisaires de la capitale, qui protestaient contre les saisies déjà opérées, Hérode revient à la charge un mois après et apostrophe vertement Théon, le fonctionnaire stupide qui n'a pas encore compris : mais, cette fois, son indignation le dispense de parler des rois, dont il devenait difficile de masquer les discordes.

En résumé, les autorités sont invitées à procéder au recrutement des travailleurs en s'inspirant de l'esprit de justice et d'humanité. Le roi entend ne contraindre que « ceux qui peuvent, mais ne veulent pas » travailler pour lui. Les faveurs arbitraires et les vexations illicites seront punies. Enfin, le Trésor fera, à titre de prêt gratuit (?), les avances nécessaires à ceux qui en feront la demande. Ce langage

1 La mention *καὶ φίλων* est la raison qui avait décidé Letronne à placer le document en l'an VI de Ptolémée Soter II — mais on sait aujourd'hui que, en 164, Philomélor était marié depuis une dizaine d'années, et, au surplus, c'était une formule d'usage (ci-dessus, p. 191, 1).

2 Il y a ici une difficulté qui avait fortement embarrassé Lumbroso. Dans une phrase de dix-huit lignes, passablement désarticulée, le diocète dit que, si l'on se met à l'œuvre avec le même zèle et le même ensemble (*συνέψει* 2) qu'au temps d'Hippalos, il restera bien peu de terre en friche, et que la tâche sera facilitée aux travailleurs par les avances du Trésor : *ἥτοι καὶ πάντως ἀγρονομίας περιληφθέντα, καὶ ταύτης (sc. συνεισφοράς) ἕκδωκεν οἱ δὲ τοῦ προεργαστοῦ προσηλωμένοι δυνήσονται παραστήσει, χορηγήσιν τε τοῖς προσκομίταις καὶ ἑαυτῶν ἐκ τοῦ βασιλικοῦ* (II. 168-72) Lumbroso — avec l'approbation de A. Peyron — faisait de cette fin de phrase une phrase indépendante et

tranche singulièrement avec le ton de la plupart des documents administratifs : il a fallu un vif désir ou un besoin urgent de popularité pour rudoyer, au lieu des contribuables et corvéables, des fonctionnaires de haut grade comme des hypodwécèles et des épimételes.

§ II

IMPÔTS INDIRECTS.

Tandis que l'impôt direct frappe les personnes et leur avoir personnel, l'impôt indirect pèse sur les objets de consommation et les atteint généralement à certaines étapes de la circulation qui va du producteur au consommateur. Nous avons vu que bon nombre de ces impôts étaient perçus soit au moment de la production, soit au moment de la vente, en vertu de monopoles d'État. Il nous reste à examiner les impôts indirects qu'on peut appeler impôts de circulation, et dont le type le plus commun est fourni par les douanes, péages et octrois ¹.

Un réseau de postes douaniers enserrait toutes les frontières de l'Égypte et s'échelonnait aussi le long du Nil. La configuration du pays, borné de tous côtés, sauf au midi, par la mer ou le désert, permettait de l'isoler facilement et

entendait par là qu'une partie du Domaine serait laissée expressément à l'état de pâturage, où les gens pourraient, en dédommagement de leur peine, conduire leurs troupeaux. Levallant, rapportant aussi, *ταύτα* à la γῆ, ἀγρωγῆτος, traduit « et de ce peu on pourra facilement charger ceux qui sont appelés, etc. ». L'interprétation de Mahaffy, « and thus the persons summoned by the decree will be able to accomplish with ease », ne paraît conforme — si c'est le soit-elle — à celle que j'adopte.

1. Le grec n'a pas de mot spécifique pour cette sorte d'impôt. Il emploie d'ordinaire le mot *τελώνιον*, ou simplement *τέλος*. Le latin a le terme *portorium*, traduit étymologiquement en grec par *ἀγρωγῆον* (CIL., III, 447). L'idée de transport, circulation, se retrouve dans le latin *vectigal*, qui a un sens aussi peu précis que *τέλος*. Cette idée nous permettra d'englober dans les impôts indirects les droits de mutation, qui chez nous sont classés à part sous la rubrique « enregistrement ».

de en faire un entrepôt étroitement surveillé. Parlant du commerce de l'Égypte avec l'Inde et la Troglodytique, commerce auquel la domination romaine avait imprimé une activité nouvelle, Strabon ajoute : « Comme les marchandises les plus précieuses viennent de ces régions en Égypte et de là sont réexpédiées dans les autres contrées, on en tire double taxe, droit d'entrée (εἰσχωμαξ, et droit de sortie (ἐξχωμαξ), et ces droits sont d'autant plus élevés que les marchandises ont plus de valeur. Et cela constitue des monopoles, car Alexandrie est à peu près le seul entrepôt pour ces espèces commerciales, et c'est elle qui les fournit aux consommateurs du dehors »¹.

La douane frontière, installée dans les ports de la mer Rouge et sur la Méditerranée, aux bouches du Nil², avait des tarifs très élevés. Nous ne connaissons guère que les tarifs d'importation. On croyait jusqu'ici, sur la foi du *Périple de la mer Érythrée*³, qu'un bureau des douanes romaines, protégé par un poste militaire sous les ordres d'un centurion percepteur (ἑκπροντάρχης παραλμπτης), levait à Leuké-Komé, sur la côte arabique de la mer Rouge, une taxe montant au quart de la valeur des marchandises importées (τέταρτη τῶν εἰσπεπομπῶν φορτίων). On supposait donc que les Romains continuaient un régime datant des Ptolémées, lesquels auraient installé à Leuké-Komé, entrepôt des produits de la Péninsule arabique et de l'Inde, la perception de cette taxe énorme de 25 0/0 sur les marchandises devant être importées en

¹ Strab., XVII p. 798. Cf. Lumbroso, p. 312, et ci-dessus, pp. 262-265.

² *Event omnibus artibus Viti custodiæ exigendi portorum causa dispositae* (Caes.) Bell. Alex., 13. Il y avait naturellement des postes militaires dans ces stations. A plus forte raison sur le rivage de la mer Rouge. La perception des taxes y était surveillée par de hauts fonctionnaires sous les Ptolémées (ci-dessus, p. 161, 1) ; à l'époque romaine, un στρατιῶγ τοῦ Ὀμείνου καὶ τοῦ ποτὶ Ἐλεφαντίνου καὶ Φίλας καὶ παραλμπτης τῆς Ἐρυθρῆς θαλάσσης. CIG., n. 3073. Dittenb., OGIS, n. 202). Cf. Wilcken, *Oxyr.* I, pp. 397-381.

³ *Périple*, § 19 écrit au temps de Vespasien. Dernière édition, avec traduction et commentaire par B. Fabricius, *Der Periplus des Erythräischen Meers* Leipzig, 1883. Cf. Améilhac, *Hist. du Commerce et de la Navigation des Egyptiens sous le règne des Ptolémées*, Paris, 1766.

Égypte, et même, pour protéger le commerce égyptien, sur celles à destination de Pétra et de la Syrie. Mais cette hypothèse passée en opinion courante¹, résiste mal aux objections d'ordre historique. On sait que Leuke-Komé faisait partie du royaume des Nabatéens, et rien n'indique qu'elle ait jamais été au pouvoir des Lagides. Il n'est pas certain non plus que la douane de Leuké-Komé ait été romaine: l'ἑκτεταρχὴς du *Périple* pouvait être un officier indigène, et non pas un « centurion » romain. Le texte allégué se comprend fort bien, sans exégèse forcée ni conjectures arbitraires, si la taxe de 25 0/0 était perçue sur les marchandises importées à Leuké-Komé — et non pas à importer en Égypte — pour le compte du roi nabatéen de Pétra. Il faut donc rayer de la liste des taxes d'importation en Égypte le tarif de Leuké-Komé. La douane égyptienne pour les marchandises venant de Leuké-Komé devait être à Bérénice, et nous ignorons à quel tarif elles étaient soumises ou si peut-être elles n'étaient pas occupées par un monopole royal.

→ Pour les marchandises venant d'Éthiopie, la douane était à la frontière S., c'est-à-dire à Syène². En sus des droits que prélevait sur les importations la douane proprement dite, on rencontre à Syène des taxes spéciales, comme

1. Représentée, entre autres, par Amellhon (*op. cit.*), Letronne, Lambroso, Meck, p. 312, Wilcken, *Ostr.*, I, p. 399 qui fait observer que l'huile importée pour Alexandrie ou Péluse était taxée de même à 25 0/0. Restorzew (in *Wochenachr. f. Klass. Philol.*, 1900, p. 116) veut que la τεταρχὴ ait été levée sur les marchandises exportées vers Pétra, et non sur celles importées en Égypte. Leuké-Komé, douane romaine, à τετρακονταρχία (*quadraginta*) au lieu de τεταρχία, d'après O. Hirschfeld, *Untersuch.*, p. 20, 2, et Th. Mommsen, *N. G.*, V², p. 479, 1, douane nabatéenne, d'après Schwanbeck, C. Müller, B. Fabricius, cités par Wilcken, maintenant convertis à leur opinion qu'il justifie par une discussion approfondie des arguments contraires in *Archiv f. Pfl.*, (61, 2, pp. 196-200). Dans la nouvelle édition de son livre *Die Kaiserl. Verwaltungsbeamten* (Berlin, 1913), p. 10) Hirschfeld maintient sa correction et son interprétation.

2. Il importe peu que sous l'Empire, au temps où Syène n'était plus sur la frontière, les πρῶτοι καὶ ὑστέρη Εὐνοῖα n'aient été ni fermiers ni douaniers, comme on le croyait depuis Letronne (Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 411-413). Il a dû y avoir une douane à Syène aussi longtemps que la ville fut place frontière.

l'ἐνὸρμων ἀγωγῶν pour l'usage du port, quelque chose comme un droit de quai, et la πεντηκοστὴ ἐξαγωγῆς ou taxe de 2 0/0 sur toute marchandise sortant du territoire de la ville ¹. Même tarif, dit πεντηκοστὴ εἰσπαγωγῆς, pour Thèbes ². Nous sommes ici en présence de taxes locales, qui rentrent dans la catégorie des octrois. Suivant un système néfaste, qui fut jadis universel, l'Égypte avait aussi des peages qui formaient à l'intérieur des barrières fiscales arrêtant au passage et exploitant le transit des marchandises. Rien n'était plus facile que d'en établir sur la grande artère fluviale qui était le grand chemin de l'Égypte. Strabon signale un de ces postes de publicains et de garde-fleuve (παραπορύλας) à Schédia, lieu ainsi nommé du pont ou barrage établi tout exprès sur le bras du fleuve. On y faisait payer indifféremment les bateaux qui remontaient et ceux qui descendaient le canal ³. A Hermopolis, à l'endroit où s'amorce le bras qui alimentait le lac Mœris, il y avait une *schedia* ou barrière du même genre, où l'on prélevait un droit sur les marchandises qui descendaient de la Thébaine ⁴. Ainsi, une fourniture importée par la mer Rouge à destination du Fayoum aurait payé, en sus des frais de transport, d'abord peut-être 25 0/0 de sa valeur à Bérénice, ensuite, un droit d'escorte (ἀποστόλιον) pour la traversée du désert, puis une série de taxes de 2 0/0 à Syène ou à Koplos, à Hermopolis, et enfin, au lieu d'arrivée, à Crocodilopolis Arsinoé, où la marchandise avait affaire à la fois à la douane et à l'octroi.

1. Wilcken, I, pp. 273-4, 276-8 (époque romaine).

2. Wilcken, I, pp. 278-9 (id.).

3. Strab., XVI, I, p. 549 (τελώνιον τῶν ὁδοῦν καταργημένων καὶ ἀναγεμμένων). Cf. A. Schiff, *Inskriften aus Schedia* (Festschr. O. Hirschfeld, [Berlin, 1903], pp. 373-394). Schedia paraît avoir été fondée en même temps qu'Alexandrie, au point où se détache du bras Canopique, du μέγας ποταμός ou Ἀγαθὸς Σαῖμων, le canal qui mettait Alexandrie en communication avec le Nil. On y a trouvé des dédicaces de garnisaires (Διὸς Σωτῆρος, Ἀθηνῶν Μελιτῆος) remaniant au IV^e siècle a. C. Deutscher d'un Κλιστευόμενον (de Cléopâtre I.) par les ἰκονταγυμνοὶ καὶ ἑξαδὶκ στρατιῶται au temps de Ptolémée Soter II (Strack, n. 31, in *Archiv f. PpA.*, I, p. 553).

4. Agatharch. in Phot. Bibl., p. 447 § Bekker.

Les villes et même les bourgs pouvaient, en effet, prélever sur le transit des marchandises un octroi (*διαπύλιον*) qui, comme les douanes et péages, grevait aussi bien les exportations que les importations. Des quatorze quittances délivrées à la porte du bourg de Soknopaiou Nesos (*Dimeh*) dans le Fayoum, — à l'époque impériale, — Wilcken a conclu qu'un marchand voulant transporter du blé à dos de chameau de ce bourg à Memphis devait payer à l'octroi du lieu, d'abord 2 0/0 de la valeur de la marchandise; ensuite 1 0/0 de la valeur des chameaux, plus une somme pour escorte dans le désert (*εξημοφυλακία*); et finalement une somme « pour le port de Memphis » (*λίμενος Μέμφιως*), sans doute une part de l'octroi de Memphis, sorte de prime concédée par la capitale aux régions qui l'alimentaient¹. Nous ignorons, du reste, si ces mesures fiscales ou économiques dataient de l'époque des Lagides, ou s'il faut en attribuer l'invention à l'administration romaine. La taxe sur les marchés *τελος ἀγορανομίας ἀγίων*, qui paraît avoir été affectée au salaire des agoranomes², devait être une taxe fixe pour location des places et droit de vendre au marché, taxe distincte de l'octroi et de l'impôt sur les ventes, dont il sera question plus loin.

Le transport des marchandises était affaire privée; mais, les routes et canaux étant la propriété de l'État, celui-ci prélevait des droits sur ceux qui en faisaient usage pour leur commerce. La route ouverte par Philadelphie entre Koptos et Bérénice, à travers le désert, était loin d'être sûre, surtout pour des gens dont le bagage pouvait tenter la cupidité des dévoueurs de grand chemin. Des postes militaires installées à chaque extrémité fournissaient aux caravanes des escortes dont le service était rémunéré au tarif

1. Wilcken, I, pp. 334-360. Le *διαπύλιον*, à tarif variable suivant la nature des marchandises, existait aussi à Athènes (Hesych. s. v.).

2. Wilcken, I, pp. 131-132 (époque romaine). À Athènes, on percevait un *ἀγορᾶς τέλος*, mais, à ce qu'il semble, seulement sur les ménéques et étrangers (cf. Demosth., *In Eubulid.*, 31-32). C'est à un Bécien que Dicéarque réclame un anchois pour ἀγορᾶς τέλος (Aristoph., *Acharn.*, 896).

(*πρόμων*) fixé par l'administration. En outre, les voyageurs payaient des taxes également variées pour l'usage de la route et des citernes échelonnées sur le parcours. Ces deux espèces de taxes formaient ensemble le droit d'expédition (*ἐκπομπήιον*). Pour l'escorte, le tarif variait suivant la qualité des personnes; pour le droit d'usage, suivant la nature des moyens de transport, voitures, ânes, chameaux. Ainsi, un matelot ne payait que 5 dr., tandis qu'une hôteire n'était escortée qu'au prix de 108 dr. Une voiture était taxée à 4 dr. Un chamelier entrepreneur de transports devait être muni pour chaque bête d'un ticket (*πιστάριον*) d'une obole, estampillé moyennant un droit de 2 oboles, et il avait à payer pour chaque voyageur transporté une taxe fixée au tarif de 1 dr. pour un homme, de 4 dr. pour une femme. Nous devons ces renseignements à une inscription de l'an 90 p. Chr., qui reproduit une partie du tarif arrêté par L. Antistius Asiaticus, préfet de Bérénice. Comme la pierre a été trouvée à un endroit qui était probablement la limite du terroir de Koptos, il est à présumer qu'il y avait un tarif semblable à Bérénice et que les mêmes taxes étaient exigées; de sorte que les frais se trouvaient doublés, au bénéfice de l'une et l'autre tête de ligne. La perception des taxes était affermée, et le contrôle appartenait à l'arabarque, fonctionnaire de l'administration des finances qui avait autorité sur toute la région désertique bordant la mer Rouge ¹.

Les tarifs ont dû varier avec le temps, mais on ne saurait

¹ Inscription publiée par G. Hogarth dans *Fl. Petrie, Koptos* (London, 1896), pp. 27-33, et par P. Jouguet (*BCH.*, XX [1896], pp. 169-177, datée du 15 Pachon 10 mai de l'an IX de Domitien. Nous adoptons ci-dessus les conclusions de Wuckert (I, pp. 347-351), qui n'admet pas que les moyens de transport aient été fournis par l'État et que les taxes sur les animaux et véhicules aient été des prix de location. En effet, 4 dr. pour location d'une voiture de Koptos à Bérénice eût été un prix dérisoire. Il est encore question dans un édit de Gordien du *vectigal Arabarchion per Aegyptum et Augustamniam constitutum*, et de la défense de circuler gratuitement. *Super translatione antiquitatum, quae sine praedictorum solita* (c'est-à-dire, l'*ἐκπομπήιον*) *minime persolvenda est* (Cod. Theod., IV, 12, 9. Cod. Justin., IV, 61, 9).

douter que les droits de circulation sur la grande route de Koptos à Bérénice aient été établis en même temps que la voie elle-même et qu'ils remontent au temps des premiers Lagides. Il en allait de même — on peut presque l'affirmer, surtout où se rencontraient des conditions analogues, des voies publiques traversant les régions désertes. Nous avons signalé déjà des taxes d'ἐρημοπολιμία entre le nome Arsinoïte et Memphis à l'époque impériale. Un papyrus de la même époque fait mention d'une taxe pour bulletins de chameaux (ὑπὲρ συμβόλων καμήλων), qui paraît avoir été exigée, par les fermiers de l'ἐρημοπολιμία, des voyageurs circulant sur la route allant du nome Prosopite au nome Arsinoïte ¹.

Enfin, l'État se faisait lui-même entrepreneur de transports par eau, surtout en temps d'inondation, alors que les villages se trouvaient isolés par des espaces submergés. Il prêtait aux habitants des bateaux et percevait de ce fait un ναύλον πλοίου. Cet usage est attesté pour l'époque des Ptolémées, où la dite taxe était affermée, et pour l'époque romaine, où elle paraît avoir été mise en régie ². Enfin, bien que les canaux fussent entretenus par des taxes spéciales comme le χωματικόν et la corvée, le roi faisait encore payer un droit d'usage en prélevant sur les transports par eau la moitié du bénéfice, si les bateaux appartenaient à des particuliers, et les 3/4 s'il en était le propriétaire ³.

Le fisc égyptien, fertile en idées lucratives, rejetait même sur les contribuables les frais de transport des produits de l'impôt. Pour les contributions en nature, il ne les acceptait que convoyées à ses magasins et avec un ἐπιμαρτυρον de 2 0/0 ⁴,

¹ *Pap. Grenf.*, II, n. 58 de 175 p. (Chr.). Wilcken, I, pp. 394-5. Les propriétaires d'ânes et chameaux devaient déclarer ces animaux aux autorités par ἀπογραφή et payer pour eux une capitation. Wessely, *Karavia*, pp. 33-36.

² Wilcken, I, pp. 336-337. *Acfenstucke*, n. x 1.

³ Fait attesté par *Pap. Petr.*, III, n. 107 c-e 'et Smyly, *ad loc.*, p. 262), pour les canaux entre Crocodilopous du Fayoum et Ptolémaïs.

⁴ *Tell. Pap.*, nu. 91-92 (vers la fin du 1^{er} siècle a. C.) Transport des

pour les contributions en argent, il frappait ses quittances d'une surtaxe « pour le coût des corbeilles » (εἰς τὴν σπυρίδων ¹), c'est-à-dire des paniers à transporter le numéraire, et d'une autre pour la « descente » (καταγωγίον), autrement dit le transport des dites corbeilles à la caisse centrale d'Alexandrie ². L'existence de ces surtaxes, perçues sur les fermiers, est attestée pour l'époque ptolémaïque.

On pourrait faire rentrer cette espèce dans la catégorie des droits prélevés sur les écritures officielles, contrats, pièces de procédure, autorisant tous divers droits que représente assez bien, ce semble, dans la fiscalité moderne le papier timbré. Aux frais de justice proprement dits ³, comprenant la taxe pour assistance judiciaire (συνγορεύον), s'ajoutait, autant qu'on en peut juger par un renseignement insuffisant, une surtaxe d'un décime additionnel (ἐπιδήκτων ⁴). Les frais de bureau en général ou frais d'administra-

grains au magasin royal de Karkésiris, et de 14, par bêtes de somme (βύ προσωγίων), à Alexandrie. Cf. ci-après, p. 374.

1. Wilcken, I, p. 394, d'après le *Pap. Patr.*, n. 92, col. v, 17, vi, 2 (règne d'Évergète II, publié à nouveau et commenté par Grenfell dans l'Appendix I des *Rev. Laws* pp. 177-186).

2. Wilcken, I, p. 379, d'après le même texte τῶν δὲ πρὸς ἀντρίων ὡνὴν ποσὶς ἐκρίβουσαν ἑλλὰγιον ὡς εἴς μὲν 1 = 6 [10 dr. 2 ob. 1/3] καὶ καταγωγίον [1 ob.] καὶ τοῦτο σπυρίδων καὶ ἑλλὰς ἀνάλωμα. Ces ἑλλὰς ἀνάλωμα étaient une formule commode et finale. L'ensemble des surtaxes diverses montait à 12 ob. ou 2 dr. par mine, soit 2 0/4, l'équivalent de l'ἐπίμικτον ajoutée au mesurage des grains (*Tell. Pap.*, n. 92). Sur ceux-ci, l'État percevait encore un droit pour usage banal de l'aire à battre (ἐλαγνέον *Tell. Pap.*, n. 48, lig. 17).

3. Je suis tenté de croire que Caligula emprunta à l'Égypte, entre autres mesures fiscales, la taxe de 2 1/3 0/4 sur les procès : *pro litibus aliquo jure ubiunque conceptis, quadragennis summas de qua litigaretur* (Suet., *Calig.*, 49. Cf. Dio Cass., LIX, 28).

4. Conjecture de Wilcken (I, p. 392-394), fondée sur le *Pap. Leid.*, F, où il se lit la leçon συνγορεύον (au lieu de ὡνητικόν : cf. Lambroso, p. 310) καὶ ἐπιδήκτων (lig. 3), et plus loin (lig. 17) πρὸς τοῦ ἐπιδήκτου τ. ε. [πρὸς τῶν]. Du reste, le mot ἐπιδήκτων n'est pas réservé à cette surtaxe : il comporte d'autres applications. En général, toutes les formes d'enregistrement entraînaient des frais supplémentaires : par exemple, la prestation de serment (τὸ γράψιον τῶν ὅρων, Dittenb., *OGIS.*, n. 46, lig. 13 ci-dessus, p. 293, 2). Les Pharaons, au dire de Diodore (I, 76), ne voulaient pas d'avocats ; ceux-ci étaient tolérés par les Lagides, mais à la condition que leur éloquence ne

mercenaires grecs¹. Peut-être ne fit-il que généraliser à son profit un système que les prêtres appliquaient déjà sur les *meter hotep* ou biens du clergé. Le droit était perçu, sous forme d'enregistrement, sur les actes de vente, lesquels n'étaient valides qu'à cette condition, et payé, en règle générale, par l'acheteur². Les Lagides maintinrent le tarif du dixième, avec exemption pour les contrats et quittances concernant les biens sacrés³, jusqu'au jour où Ptolémée Épiphane, en quête de popularité, le réduisit de moitié et en fit un vingtième (*εἰκοστή*,⁴. Évergète II, vers la fin de son règne, remit en vigueur l'ancien tarif⁵. Le nom énigmatique donné à ce droit d'enregistrement (*εἶδος ὑπαχλῆος*)⁶, nom que l'on a voulu expliquer par la périodicité de la forme *y* afférente⁷, — c'est-à-dire par un caractère commun à toutes les formes d'impôts, — signifie peut-être tout simplement impôt de « circulation », le mot grec étant ici formé comme le mot latin qui a donné le terme français, mais avec le sens spécial

1. Revillout (*Précis*, pp. 219, 229 sqq.) pense que la vente fut peut-être autorisée déjà par Borchoris; Psammétique aurait « imaginé ou renouvelé » le droit de mutation. C'est en l'an XXX de Psammétique (vers 636 a. Chr.) que « nous trouvons pour la première fois la mention d'un droit de transmission du domaine à payer au temple d'Amon, propriétaire éminent de la terre » (*ibid.*, p. 229 et p. 317).

2. Nous verrons cependant plus loin (ch. xxviii) un contrat de vente dont le dixième est payé à trois communs par le vendeur et l'acheteur. Des documents du temps d'Amasis montraient que la *ἑσπέρη* était alors payée par le vendeur « qui d'ordinaire se faisait rembourser par l'acquéreur » (Revillout, *Précis*, p. 420).

3. *Περὶ τῶν εἰς τοὺς θεοὺς εὐχαριστῶντων καὶ* (Res. Lince, col. 20. Cf. J. G. Naber, in *Archiv f. Pp.*, I, p. 20).

4. *Pap. Petr.*, II, n. 46 c, 113, n. 57 b (de l'an IV d'Épiphane, 202/1 a. Chr.).

5. En l'an XLIV (127/6 a. Chr.). Cf. Revillout, *Mélanges*, p. 323. Wilcken, *Ostr.*, I, p. 184. Revillout soupçonne que le relèvement de la taxe a été décrété par Cléopâtre II au cours de ses deux ans de règne et maintenu par Évergète. Voy. entre autres documents, *Pap. Per.*, n. 5, de 114 a. C. *BGU*, no. 994-998.

6. Sur l'*εἶδος* ou *εἶδος ὑπαχλῆος*, voy. Wilcken, I pp. 162-163. Cf. Lumbroso, pp. 349-353, 322.

7. Les explications embarrassées de A. Peyron (*redemptio annua tributi*, in *Pap. Taur.*, p. 134), de Lumbroso « annuité, périodicité » : *Rech.*, p. 322), de Revillout (« période de location » : *Proceed. of Soc. of Bibl. Arch.*, XIV, p. 61), ne sont soutenables qu'au point de vue philologique. Il n'y a rien de périodique dans la taxe, perçue au jour le jour, au hasard des ventes.

qui est resté au latin *circulator*. Les ventes aux enchères, sujettes aux droits, étaient faites, on peut le supposer, par des agents en « tournée », qui, comme nos officiers ministériels notaires, huissiers, commissaires-priseurs, se transportaient sur les lieux et faisaient ainsi pour le compte de l'État ce que les marchands forains et « charlatans » faisaient pour leur propre bénéfice¹.

La cession (απαγγελία) de lots de terre, par arrangement à l'amiable ou contrainte, entre cléricouques était naturellement assimilée à une vente et entraînait la perception d'un droit d'autant plus justifié que la transaction nécessitait, tout comme une vente, des retouches au cadastre². De même les donations entre vifs sans quoi, il eût été facile d'échapper à l'impôt en déguisant les ventes sous forme de donations³.

Il arrivait parfois, peut-être même souvent, que le Trésor faisait vendre, pour se couvrir, les biens de fermiers d'impôts insolvables ou de leurs cautions. On s'est demandé si, en

1. Wilcken I, p. 184-185 propose de traduire τίλος ὑποθήκας par « impôt sur la circulation des valeurs » Verkehrsteuer. Un autre Wert. Je ne crois pas que cette abstraction économique se soit venue à l'idée des administrateurs égyptiens. Il se trouve précisément que le plus ancien exemple du mot *circulator*, employé par Aulus Pollion dans une lettre à Lucrèce (*Ad Fam.* X, 32, 3), est complété par le mot *auctionem*. Il s'agit d'un honorable citoyen romain, *circularem auctionem notissimum hominem Hapali*, que Mallon a fait illégalement « jeter aux ventes » (p. 18). On a peut-être cru, en un anologue au port ou argon administratif d'Alexandrie. Du vendeur à la crie au charlatan, la transition est naturelle. Seneque (*Epist.*, 29, 5) parle de *circulatore philosophi* qui dissertent du haut de leur véhicule. Lucien mentionne un notaire de campagne, battu et en plein air une vente mobilière, debout sur sa voiture pour donner le « cri » des valeurs, à la façon d'un charlatan.

2. Cf. Wilcken, I, p. 183. Même « l'abandon de l'usage par le tenant et au locataire nécessaire, au temps d'Auguste, un droit de mutation de domaine » (Reybaud, *Précis*, p. 410, 1).

3. Voy. *BGU*, n. 993, acte de donation *in mortis causa* (ci-dessus, p. 321, et ci-après, p. 333, 2), du 9 janv. 127 A. C., enregistrée à Hierakonpolis le 17 sept. Au point de vue fiscal, la différence entre vente et donation est si insignifiante que le droit sur la vente d'une censive en rechoachytén est appelé par le trapézite τὸ αὐτὸν ἔσται. *Pap. Par.*, n. 5, col. 30, lig. 4). La constitution de dot par le mari, suivant un usage égyptien que nous étudierons ci-après (ch. XXIX), était une véritable *donatio propter nuptias*. Il paraît bien qu'un des derniers Ptolémées institua un droit proportionnel sur ce genre de donation (cf. *Fayûm Teichis*, II, n. 22).

pareil cas, il avait intérêt à percevoir sur les acheteurs un droit dont le montant se serait trouvé, par la force des choses, défectueux du prix de vente. Il semblait avoir abaissé, pour ces licitations, le droit d'enregistrement à un tarif bien inférieur. C'est du moins la conclusion que l'on a cru pouvoir tirer des papyrus dits de Zoïs¹. Il y est question de ventes (?) de biens sur lesquels le Trésor avait pris hypothèque et de droits de 1/60, plus une surtaxe de 1 0/0, payés par la dame Zoïs, qui a racheté (?) au prix de 10 talents 5.000 dr., payables en 4 annuités, un jardin appartenant à sa mère. Mais il est possible aussi que Zoïs n'ait fait que louer pour quatre ans le susdit jardin, devenu propriété de l'État, et que les taxes précitées, à tarif réduit, aient été le coût de l'enregistrement du contrat de location². Quoi qu'il en soit, nous possédons maintenant un acte de vente de biens hypothéqués pour caution par le répondant (ἑγγυος) d'un fermier en déficit, et il y est dit que l'acheteur a payé le vingtième et autres frais, tout se passant comme à l'ordinaire (καθὼς ἐστὶν ἔθος)³. Le vingtième a été également payé pour la vente d'un bien confisqué au profit de la cassette royale⁴.

Les petites ventes de gré à gré non pas toutes, mais celles qui portaient sur certaines marchandises sujettes à l'impôt (ἐνταῦθα ὑποκλιτῆς), étaient frappées de taxes diverses, dont la plus connue est le cinquantième (πεντηκοντὴ ὥριον), soit 2 0/0. D'après le Ps-Aristote, le roi Takhos avait établi une taxe

1. Publiés par A. Peyron, *Papyrus grecs-égyptiens de Zoïs*. Ces deux documents sont datés des années XXXI et XXXII, probablement de Philométor (151 0 et 149/8 a. C.), peut-être d'Évergète II (140/39 et 138/7 a. C.).

2. Voy. les commentaires de Letronne, Peyron, Franz, Lambrose (pp. 343-345). Wilcken (I, p. 523, 3) conteste qu'il s'agisse d'une vente, καυαθῆναι ὁ τί τί. ἐνίσθαι εἰς 4' ne pouvant signifier qu'une location pour quatre ans. Naber (in *Archiv f. Pap.*, II, pp. 37-38) s'attache à réfuter les arguments de Wilcken au profit de l'opinion courante. Les deux thèses ne sont peut-être pas inconciliables. Le prix de location (10 tal. 5.000 dr.) étant presque égal au montant de l'hypothèque prise par le Trésor, j'imagine que la location était une vente à terme et que, au bout de quatre ans, Zoïs devait être propriétaire du jardin.

3. *Pap. Petr.*, II, n. 46 c. II, n. 57 b. ann. 201 a. C. (ci-après, p. 367).

4. *BGU*, n. 992 cf. ci-après, p. 366, 2.

sur les ventes de blé, au taux de une obole par artabe¹. Comme il était pratiquement impossible de contrôler le commerce de détail, il est probable que les commerçants possibles de l'exercice se libéraient de la surveillance en payant au Trésor une redevance annuelle calculée approximativement sur leur chiffre d'affaires, redevance qui s'ajoutait à leur patente et se confondait peut-être avec la taxe donnant droit de vendre au marché (*τέλος ἀγορανομίας ἐνίων*)².

Le même raisonnement qui avait fait établir l'impôt sur les ventes, considéré comme le prix d'une faveur octroyée, s'appliquait aussi bien, sinon mieux, à la transmission de la propriété par héritage. L'hérédité peut être un droit naturel, mais un droit qui ne s'exerce nulle part sans la protection de l'État. Pour des possessions dont l'État gardait théoriquement la propriété éminente, ce n'était même pas un droit, mais une tolérance qui pouvait être mise à prix. Il est possible cependant que le fisc égyptien n'ait pas usé de cette logique, c'est-à-dire, n'ait pas eu occasion d'en user, avant l'époque des Lagides. La loi ne reconnaissant pas aux Égyptiens le droit de tester, ceux-ci avaient pris l'habitude de partager leur succession de leur vivant, et il n'y avait plus addition d'hérédité à leur décès³. Que le partage fût fait avant ou après la mort du père de famille, le fisc perce-

1 Arist., *Oecon.*, 2, 2. Nous ne connaissons pas assez bien le rapport de valeur entre l'obole et le prix de l'artabe pour fixer la proportion adoptée par le fisc. Le tarif athénien était de 1/80 (*ἀποκομὴ-ἐκαστοῦ*), et de même la taxe romaine (*centesima rerum venalium*) établie par Auguste sur les ventes aux enchères (*auctiones*).

2 Cf. Wilcken, *ἐπιτὰ ὄντων*, *Ostr.*, I, pp. 342-344, et, pour le *τέλος ἀγορανομίας*, ci-dessus, p. 324. Les textes pour la *πεντημερία* sont d'époque romaine.

3. Revillout (*Précis*, pp. 12 sqq.), cite des contrats de transmission sous forme d'inventaire (*ampa*) remplaçant le testament, lequel « n'a jamais existé en droit égyptien ». Les *ampa* devaient être validés par un fonctionnaire royal (*hgr*) et payer les droits de mutation. Plus tard, l'*ampa* fut remplacé par la vente fictive, soumise aux mêmes droits. Le même auteur signale (*ibid.*, pp. 126 etc.) comme une habitude chez les Égyptiens, habitude inaugurée par les nobles de la III^e dynastie et imitée plus tard par les tenanciers, de se dépouiller de leur vivant au profit de leurs enfants, leur cédant la nue propriété et ne retenant pour eux-mêmes que l'usufruit.

vaient les droits de mutation sur les donations, échanges ou ventes fictives que comportaient les arrangements entre cohéritiers. Il le percevait même plus avantageusement sur quantité de contrats séparés que sur une succession dévolue en bloc ¹. Le droit prélevé en bloc sur les successions a dû s'introduire dans la législation fiscale en même temps que le testament dans les coutumes importées par les Gréco-Macédoniens ². On appelait ce droit *ἐμπροχὴ*, c'est-à-dire les « prémices ». De même qu'un colon nouvellement installé ou un fonctionnaire nommé devait offrir au maître une « couronne » (*στύρανος*) en guise de remerciement, de même l'héritier devait acheter le droit qu'il n'avait pas en abandonnant à l'État les prémices de son héritage. Les Lagides ont pu emprunter le mot *ἐμπροχὴ* aux souvenirs d'Athènes, qui, au v^e siècle, prélevait sur la caisse fédérale des Hellénotames une *ἐμπροχὴ* de 1/60 pour le Trésor d'Athènes ³. Peut-être même ont-ils prétendu, en leur qualité de rois-dieux, lui conserver son sens religieux et considérer la taxe comme destinée à défrayer les cultes dynastiques ⁴.

1. Certains actes de partage du temps de Ptoémée mentionnent l'exemption du dixième à payer au T. d'Auion (Herilout, *Précis*, pp. 289, 293, 294, 301, 302, 303). Ce sont, d'après Revault, des échanges d'immeubles exactement compensés. Cette condition prêtait aux chicanes, et l'on voit le fisc exiger la limpe de gens qui avaient cru pouvoir contracter « en dehors du dixième ».

2. La taxe n'est pas prélevée seulement sur les successions testamentaires, ce n'est pas un impôt sur les testaments. À propos de l'acte déjà cité (Bél., n. 593 ci-dessus, pp. 121, 130, 3), qui porte au bas un reçu de la banque d'Hermontia pour droits de mutation (*ἐγγραφὴν*) P. Jouguet (*Rev. des Ét. anc.*, 1905, p. 273, se demande s'il n'y aurait pas eu « dans la manière de lever l'impôt, un changement dû aux troubles de ce temps », parce que le bordereau a été établi par l'économe et le logogrammate, et non par le *ἐπίτοπος*. Le fait n'est pas nécessairement exceptionnel. Enfin, l'acte n'est pas un testament (*ἐκθήκη*), mais une *ἐγγραφὴ βουλοῦς* (col. iv, lig. 2), valable après la mort du donateur (*μετὰ τῆς αὐτοῦ τελευτῆς*, col. ii, lig. 12) et qui paie les droits à l'échéance.

3. Cf. l'*ἐμπροχὴ* du 1/12 de la récolte en orge et 1/6 de la récolte en blé allouée à la Dèmetre d'Éleusis (Isocr., *l'Anag.*, 31. *CIA.*, IV, nn. 27 à etc.).

4. Il y a là une question embarrassante. À propos de la succession du Lyrtènes Florimè, ses filles, plaçant contre leur oncle, Callimède, *Pop. Grecq.*, I, n. 11, invoquent comme preuve de leur droit le fait qu'elles ont payé les « droits revenant à la déesse Hérène » (*τὰ καθήκοντα τῆς θεᾶς Ἡραινῆς, κυρίας*),

Parmi les documents qui nous renseignent sur l'ἐκτεταγή, un papyrus de Turin nous apprend que le droit de mutation était exigible, sous peine d'amende et de déchéance, même sur les successions en ligne directe, du père au fils. Au cours du procès intenté par Hermias aux choachytes de Thèbes, ceux-ci invoquent contre Hermias un cas de déchéance, alléguant qu'il n'a pas payé les droits sur la succession de son père et a encouru de ce chef une grosse amende¹. Mais on ne nous dit pas quel était le tarif de l'ἐκτεταγή, ni si elle était prélevée sur toutes les successions ou seulement sur les héritages régis par le droit grec². Nous savons, d'autre part, que l'héritier devait faire reconnaître son droit en déclarant sous serment la valeur globale de la succession dans un délai déterminé (ἐν τῷ τῶν ἐπιτάφιαν ἡμέραις³), et n'était envoyé en possession qu'après avoir payé la taxe.

Il est hors de doute qu'Auguste a pris dans son domaine d'Égypte l'idée d'importer à Rome la taxe en question, fixée par lui, au tarif de 5 0/0 (*centesima hereditaria*). Mais, comme il a modifié la portée de l'institution en exemptant des droits tous ceux qui, d'après la loi romaine, auraient pu

lorsqu'elles sont arrivées à l'âge de puberté. Il s'agit très probablement d'un cadéme plus ou moins volontaire, de quelque dévotion particulière aux femmes de Cyrène envers sa déesse Bérénice de Cyrène, fille de Nagaa. Mais ce pourrait être une première forme ou un équivalent de l'ἐκτεταγή fiscale, auquel cas on en conclurait que la taxe fut introduite par Philopator et théoriquement affectée — comme l'ἐπιτάφια de Philadelphe — au culte qu'il venait de fonder en l'honneur de sa mère Bérénice. Cf. Naber, in *Archiv f. Ppfl.*, III, I, p. 9.

1. *Pap. Turin*, I, p. 7 (de l'an 117 a. Chr.) Cf. Peyron, *ad loc.*, pp. 184-186. Lumbroso, pp. 307-310. Wilcken I, pp. 343-346. Ce papyrus ayant été publié en 1829, on n'est pas peu étonné de lire dans Rabou (*Mém.*, p. 154) « rien n'indique un droit de mutation sur les héritages ».

2. De la comparaison entre les procès de Callimède et de Hermias, Naber in *Archiv f. Ppfl.*, III, pp. 8-10) tire les conclusions suivantes. En droit égyptien, l'héritier entre en possession sans formalités (donc, sans d'avoir payé la taxe ?) : en droit grec, il devait attendre l'envoi en possession (ἐπιτάφια), qui n'était accordé qu'après déclaration (ἐκτεταγή) et versement du montant de l'ἐκτεταγή. L'argument invoqué par les filles de Ptolémée de Cyrène contre leur oncle Callimède est précisément qu'il a pris possession avant d'avoir payé les droits.

3. *Pap. Amherst*, II, n. 72 (époque romaine).

hériter ab intestat, nous ne saurions affirmer qu'il a adopté le taux usité en Égypte¹. En tout cas, la résistance que lui opposa longtemps l'opinion dut le porter à abaisser plutôt qu'à hausser les exigences du fisc.

On ne rencontre pas, dans l'Égypte ptolémaïque, de disposition analogue aux lois d'Auguste qui adjugèrent au fisc les successions tombées en déshérence (*bona vacantia-caduca*). Mais ces lois ne firent que multiplier, à titre de pénalité, les cas de déshérence, et il n'est pas douteux que les rois d'Égypte, propriétaires de tout le pays, laient été à plus forte raison des biens sans maître.

§ III

REVENUS EXTRAORDINAIRES.

Nous avons déjà rencontré çà et là quantité de taxes et impôts qui pourraient être classés sous la rubrique des revenus extraordinaires, en ce sens que l'État, tout en multipliant les occasions de les percevoir, affectait de leur conserver un caractère exceptionnel. Telles sont les surcharges de l'impôt foncier connues sous les noms d'*ἐπιγραφή*, d'*εὐεργεσία*², et surtout les dons soi-disant volontaires offerts au roi, à titre de « couronne » (*στέφανος*) et sous divers prétextes, par tous ceux qui bénéficiaient des faveurs royales : cultivateurs du domaine, clercs, prêtres et fonctionnaires. Il faut

¹ Depuis que Rabirius Postumus avait été ministre des finances de Ptolémée Aulète (ci-dessus, tome II, pp 468-471), les Romains devaient connaître à merveille les méthodes fiscales des Lagides. En l'an 50 a. C., les triumvirs voulurent imposer les successions testamentaires, mais le peuple se fâcha (Appian., *B. Civ.*, V, 67). Plus tard, en l'an 6 p. C., Auguste déclara qu'il avait trouvé ce projet d'impôt év τοῖς τοῦ Καίσαρος ἐπομνήμασι et fit passer la loi (Dio Cass., LV, 24-25). La taxe ne frappait que les citoyens romains, exemptés de l'impôt foncier. En Égypte aussi, l'*εὐεργεσία* τῶν κληρονομιῶν (Wilcken, I, p. 363) ne s'applique qu'aux citoyens romains : ce n'est pas l'*ἐπιγρᾶ* locale.

² Cf. ci-dessus, p. 235. Évergète II recommande de ne lever sur les biens

dire que les hauts fonctionnaires prenaient leur revanche sur « des » des contribuables en se faisant allouer non seulement, comme on l'a vu, des frais de tournée, mais des « couronnes » recouvrables par les agents du fisc, et on ne doute bien que les petits employés imitaient de leur mieux leurs supérieurs¹. Tout retombait, en fin de compte, sur le fallah.

Le système des « couronnes » servait aussi à ménager l'amour-propre des dynastes et villes autonomes alliés de l'Égypte et à déguiser en dons volontaires le tribut qu'ils payaient à leur suzerain. On n'appelait tribut (τέρος) que les contributions fournies par les possessions coloniales administrées par des fonctionnaires égyptiens, comme Lebus, la Thrace, la Lycie, probablement la Carie et Cilicie².

Une source de revenus proprement extraordinaires,

consacrés aux dieux par les particuliers, sont les *εὐαγγέλια* ou *εὐαγγέλια* (Tebt. Pap., n. 3, lig. 59 ci-dessus, p. 204, 2). Le *εὐαγγέλιον* était particulièrement obligatoire pour les bénéficiaires de la couronne (*ἀλτρεῦχοι-αἰτέματα*) et, en général, les privilégiés. Nous avons déjà rencontré ci-dessus (pp. 126, 3-30; 220, 224, 225, 2-200, 2-201, 1) la qualité de *εὐαγγέλιον*, outre le *εὐαγγέλιον παλαιόν* (Ostr., II, n. 353). On peut assimiler un *εὐαγγέλιον προσηχόν* (Tebt. Pap., n. 6, à 64 à 72) à un *πλῆθος* ex *ἐκτενόν* — restitution proposée par Wilcken pour Ostr., II, n. 358 (cf. ci-dessus, p. 220, 3) — perçu comme taxe fiscale (*τέλος*), à l'instar de l'*ἐκτενὸν* (Ostr., II, nos. 1024-1044, 1227, 1292, 1298) que les locataires de propriétés privées versaient aux propriétaires en sus de la rente (*ισότιον*). Pour les prêtres, le *εὐαγγέλιον* des *Ἀλεξανδρίων* annuel était évidemment l'occasion d'une offrande de ce genre (cf. Leubsdorf, p. 214).

1. Cf. les *εὐαγγέλια* ou *εὐαγγέλια* *Νουμίου* *εὐαγγέλιον* en 124 a. C. (Fayum Towns, II, n. 14, et Tebt. Pap., n. 35, l. 2, où les *εὐαγγέλια* proposent de lire [*εὐαγγέλιον*] *ἐκτενόν* n. 101, *εὐαγγέλιον* de 1 à 4000 dr., versé par des citoyens de Kerkéouiris et encaissé en banque pour le compte du stratège Parthénios en 126 a. C. Cf. ci-après, p. 397, 1.

2. Cf. Tebt. Pap., n. 3-201 à C⁷). Les Rhodiens par exemple, envoyaient un cadeau annuel aux Romains *ἡς ἐκ τέρος ἐκτενὸν μέλλουσιν εὐαγγέλιον πλοῦτος ἐκτενόν* (surd. a. v. *ἱερωνίαν*). Cf. les Libyens allant « couronner » Alexandre le Grand à Babylone (Arrian., VII, 13, 4) : le béleuade Ménétrios I^{er} faisant remise aux Juifs de divers tributs et des « couronnes » (I Mac., 10, 20, 11, 33, 12, 37-39). Les 2229 lb. et 30 mines d'argent encaissés par les *ἐκτενόν*, lors de la grande *εὐαγγέλια*, devaient être des « couronnes » offertes à Philadelphie (Wilcken, 1, p. 128). Celle du roi de Sidon et des Némotes pesait 1400 stateres d'or (Strack, in *Archiv f. Pp.*, I, n. 3, p. 281. On sait que, chez les Romains aussi, l'*aurum coronarium* devint un cadeau obligatoire, au profit des généraux et gouverneurs sous la République, de l'empereur sous l'Empire.

quoique prévus, provenait de l'exercice de la juridiction pénale. Les amendes et confiscations ont dû fournir en tout temps, et surtout aux époques troublées par des discordes intérieures, un appoint notable aux recettes du Trésor. Les rébellions qui agitérent le pays, depuis le règne de Philopator et durant plus d'un siècle, entraînèrent une série de proscriptions et de confiscations. On a vu comment Ptolémée Aulète et sa fille Cléopâtre firent autre, au besoin, des occasions d'exercer ces vengeances lucratives. Le roi rendait parfois, par décrets d'amnistie, les biens confisqués. L'inscription de Rosette fait valoir les mesures gracieuses prises en ce sens par Ptolémée Épiphane, remises d'arriérés d'impôts et restitution aux bannis de « leurs biens propres ». Philométor, et surtout Évergète II, lui qui avait si rudement écrasé ses adversaires et brisé toute opposition, se montrèrent assez prodigues de ces actes « philanthropiques ». Cependant, le roi avait parfois la rancune tenace. On voit Évergète II excepter de l'amnistie générale octroyée à la fin de son règne (118 a. C.) les gens de Panopolis, pour des méfaits qui n'étaient peut-être pas de date récente ¹.

Les amendes édictées par décision administrative au profit du Trésor (πρόστιμον) étaient distinctes des dommages-intérêts alloués à titre de pénalité (ἔτισιμον) aux personnes lésées. Lorsque l'État était lui-même la personne lésée, — ce qui, vu l'étendue de ses propriétés et monopoles, devait être assez fréquent, — il encaissait à la fois l'amende et les dommages-intérêts ². Si l'auteur du délit ou contravention

1 *Tebt. Pap.*, n. 5, l. 133. Cf. ci-dessus (tome II, p. 30) la prise de Panopolis par Philométor en 166 a. C. (Diéd., XXII, 17 à Dindorf). Comme Philométor avait octroyé des *ἐλάττωμα* par la suite (tome II, p. 33, 4), il est probable que les Panopolitains avaient de nouveau pris part aux troubles qui prolongèrent la guerre civile en Thébaidé vers l'an 123 a. C. (t. II, p. 78, 4).

2 *CX. Pap. Amherst*, II, n. 26 : amende de 10 tal. de cuivre par arroure de *χίτρος* usurpé sur le Domaine, de 112 a. C. : texte traduit ci-après, pp. 366-7. L'expression « dommages-intérêts » rend mal *ἐτίσιμον* (que Wilcken traduit par « Bussgeld »), d'autant que l'on rencontre souvent *ἐτίσιμον καὶ τὸ βλάδιον*, ou même *ἐτίσιμον* au sens de *πρόστιμον* (*Tebt. Pap.*, n. 156) : mais je n'en trouve pas d'autre pour distinguer entre le fisc et les contractants.

était un de ses bénéficiaires, il commençait par saisir et mettre sous séquestre le lot du délinquant. Un cultivateur royal, Horos fils de Connos, dénonçant au comogrammate de Kerkéosiris un vol de moutons « sacrés » confiés à sa garde, lui donne les noms des voleurs, qui sont des clérouques de Bérénicis Thesmophoros à 7 et 20 aroures, et il termine sa pétition en disant : « Je demande que copie de la présente soit envoyée à qui de droit, afin que, après enquête sur les coupables, les animaux soient restitués et eux punis comme il convient, et, avant tout, que leurs lots soient mis en séquestre par le domaine royal »¹. Les lots ainsi saisis comme gages (κατόχησις) jusqu'au paiement des amendes pouvaient être définitivement confisqués, c'est-à-dire repris au possesseur actuel et transférés à un autre, qui avait alors à payer un στέφανος. Il est question dans plusieurs documents de ce genre de punition : par exemple, dans un rapport de l'an 148/7, où l'on voit que des lots de 7 aroures étaient séquestrés depuis trois ans en raison d'un incendie de récoltes imputé à leurs possesseurs². Un autre document³ contient une liste de κατόχηται κατὰ, retirés depuis trois et quatre ans à leurs titulaires qui avaient commis divers délits, comme d'avoir détourné des moutons appartenant à la ἀρχιεπισκοπή πρὸς αὐτοῖς, ou, tout simplement, n'avaient pas versé au Trésor l'or coronaire.

La plupart de ces cas délictueux étant prévus par les règlements, il suffisait à l'administration de les constater pour être en droit d'infliger les amendes, souvent tarifées d'avance. Les règlements concernant les monopoles abondent en prévisions et tarifs de ce genre, soit pour l'amende simple, soit pour amende et dommages-intérêts⁴.

1. *Tébé. Pap.*, n. 33 (vers 110 a. Chr.). Les moutons étaient peut-être des animaux destinés aux sacrifices (Grenfell, *au loc.*) ou de même qualité.

2. *Tébé. Pap.*, n. 61 b, lig. 285-293.

3. *Tébé. Pap.*, n. 73, lig. 325-294 (cf. 44 b, lig. 6-29).

4. Par exemple, à la col. 46, 6 du Papyrus des Revenus, l'amende est de 1000 dr. pour le Trésor, et les dommages-intérêts pour la ferme, quintuples.

Les papyrus nous renseignent d'un peu plus près sur les amendes et dommages-intérêts relevant de la juridiction civile. L'amende est bien ici une surtaxe (πρόστιμον prélevée par le fisc proportionnellement à l'indemnité (ἔπιτιμον) convenue par arrangement à l'amiable entre les parties et prévue dans les contrats. Pour intéresser le roi à l'exécution des clauses y énoncées, les contractants ont soin de fixer d'avance le montant de la surtaxe ou amende en même temps que l'indemnité; si bien que le tout est exigible même sans jugement παρ'αρχῆμα) et que, en cas de litige, les juges n'ont qu'à faire appliquer les conventions intervenues¹. Le tarif de la surtaxe était fort élevé: d'après les textes dont nous disposons, il allait à 40 0/0 du principal, et le roi exigeait le paiement en argent, tandis que l'ἔπιτιμον était payable en monnaie de cuivre². On rencontre même telle obligation dont le signataire s'engage, en cas de retard dans la restitution d'un prêt, à verser au Trésor une somme égale à l'ἔπιτιμον. Il faut dire que l'acte date probablement du règne de Ptolémée Aulète³.

Le bénéfice réalisé par le Trésor sur les justiciables n'était pas, tant s'en faut, une garantie de bonne et loyale jurisprudence.

1. Tous les documents visés contiennent des clauses précisant d'abord l'ἔπιτιμον et ensuite ἀπὸς βασιλέως ἀντιστοιχίου ἐπιτίμου ἀρχμαί. Sur ἔπιτιμον au sens dérivé de « contrebande » (devant des dommages-intérêts au fermier?), voy. *Text. Pap.*, nn. 35-39. Nous reviendrons sur ces questions au ch. xxviii.

2. Wilcken, I, pp. 289, 366-368. Les textes de l'époque ptolémaïque sont *Pap. Taur.*, iv, l. 25 vult, ll. 35, 37 *Pap. Grenf.*, II, nn. 25, 26, 29, 30, 33 *Text. Pap.*, nn. 5, II, 132, 243 (remise τῶν ἐπὶ ἐκτελέσειν πρόστιμον), 105, 110, 156. *Ortr.*, nn. 342, 351, 4231, 1515. Amende fiscale sans mention d'ἔπιτιμον dans l'*Pap. Leid.*, C et Q. La proportion dépend du rapport de valeur entre la monnaie d'argent et la monnaie de cuivre (2 tal. de cuivre d'une part, 100 dr. d'argent de l'autre), rapport supposé ici 1 : 120. Elle serait plus que doublée avec le rapport 1 : 315 ou même 1 : 500, et dépasserait alors l'ἔπιτιμον, ce qui, même en Égypte, est invraisemblable.

3. *Text. Pap.* n. 106.

CHAPITRE XXVI

L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Les deux systèmes de perception, la ferme et la perception directe ou régie, le plus souvent combinés, la ferme étant soumise au contrôle et la régie procédant aussi par adjudications.

§ I. — SYSTÈME DE LA FERME. — Mise à prix par édit royal et adjudications annuelles des fermes générales, à Alexandrie et dans les nomes. — Procédure des adjudications : les enchères et surenchères. — Les sous-locations. — Les sociétés de traitants : leur organisation ; le chef responsable (*αρχωνης*), ses associés (*μέτοχοι*) et ses cautions (*ἔγγυα*). — Garanties offertes à l'État : hypothèques sur les biens des traitants vendus en cas de déficit ; contrôle sur la nomination des employés de la ferme. — Moyens de contrainte mis à la disposition des fermiers. — Les adjudications de travaux publics.

§ II. — SYSTÈME DE LA RÉGIE. — Le système de la perception directe limité à la rente des terres domaniales et à l'impôt foncier, éventuellement au recouvrement par les *ἐπίτροποι* de l'arrière des taxes affermées.

§ III. — LES BANQUES ET MAGASINS ROYAUX. — Les banques (*τράπεζαι*), bureaux des recettes en argent (*ἀργυρικαὶ πρόσδοχοι*). — Les banquiers, fonctionnaires de l'État, trésoriers receveurs et payeurs. — Les règles de comptabilité et le personnel des employés. — Les magasins (*θησαυραὶ*), bureaux des recettes en nature (*αὐταὶ πρόσδοχοι*). — Les sitologues, trésoriers receveurs et payeurs. — Contrôle des livraisons et transport des denrées. — Les magasins spéciaux pour les vins et huiles (*ἐπιδοχιαὶ*) et pour la menue paille (*αχυροθήκη*). — Les apanages et la cassette royale (*ῥῶας λάφυς*).

§ IV. — LA HIÉRARCHIE ADMINISTRATIVE. — Le *διοκῆς*, chef suprême de la hiérarchie, et ses délégués immédiats, hypodiecètes et écloquistes. — Les fonctionnaires de l'ordre financier dans les nomes, auxiliaires du stratège : le nomarque ; l'intendant des Revenus (*ὁ ἐπὶ τῶν προσόδων*) ; les économes à fonctions spécialisées (*ἀργυρικῶν* et *σιτοκῶν*) ; le basilicogrammate. — Les fonctionnaires de districts et bourgades ;

les toparques et comarques; les topogrammates et comogrammates.
— Exactions et vénalité des fonctionnaires — le despotisme bureaucratique. — Estimation approximative des recettes du Trésor.

Nous avons passé en revue jusqu'ici les sources de revenus qui alimentaient le Trésor royal, dénombré ses propriétés, ses monopoles, et les droits qu'il s'arrogeait sur tout ce qu'il consentait à ne pas considérer comme étant sa propriété pleine et entière, hommes et choses. Il nous reste maintenant à analyser les organes de la machine fiscale, à recenser les diverses catégories d'agents qui recueillent sur toute la surface du territoire le produit de l'impôt et l'acheminent, d'étape en étape, à travers des monceaux d'écritures et de pièces comptables, jusqu'à la caisse centrale d'Alexandrie.

Aucun État, dans l'antiquité ¹ et presque jusqu'à nos jours, n'a entrepris de percevoir lui-même, par des agents directement commissionnés par lui et jusqu'au plus intime détail, les taxes imposées par ses règlements. Cette tâche, jugée impossible alors, n'est devenue exécutable dans les États modernes que par la constitution d'un corps de fonctionnaires exclusivement voués à cet office, lequel était adjoint jadis à d'autres compétences. Le régime ordinaire autrefois, celui que nous rencontrons dans l'Égypte ptolémaïque, était celui de la ferme contrôlée par des officiers royaux. Ce système était appliqué aux monopoles et, en dehors des monopoles, à toutes ou presque toutes les taxes payables en argent (*πρότοκος ἀργυρίου* — *πρὸς ἀργύριον*), la perception directe ou régie étant usitée de préférence pour la rente du Domaine, l'impôt foncier et, en général, pour les contributions payées en

¹ Je ne parle ici que du monde gréco-romain, ne connaissant pas les régimes adoptés dans les monarchies orientales et notamment dans l'Égypte pharaonique. « Tout ce que nous savons sur la perception des impôts dans l'ancienne Égypte », dit Erman (ap. Wilcken I, p. 512, 3), « c'est qu'elle était faite par des soldats » Wilcken (I, p. 538) pense que le système de la ferme, général en Égypte (Ziebarth), a été importé en Égypte par les Ptolémées.

nature (*πρότος σιτική-πρός γενήματα*)¹. Celles-ci, en effet, effectuaient pour la plupart la forme de locations de terres domaniales ou de prélèvements sur le revenu de possessions particulières, et l'État, seul détenteur du cadastre, c'est-à-dire de la base officielle de l'impôt, avait seul qualité aussi pour fixer et modifier au besoin, par des dégrèvements ou des surcharges, les conditions et mesures de ses exigences. En outre, le produit des contributions en nature était le plus souvent consommé sur place, et l'État seul pouvait ordonnancer les dépenses imputées sur les recettes. Il était donc au moins inutile d'interposer entre le contribuable et le Trésor des traitants qui n'auraient pu remplacer les administrateurs ou agents du Trésor et n'auraient fait qu'aggraver les charges du contribuable².

On peut même constater que ni le système de la ferme ni le système de la perception directe n'ont jamais été appliqués dans l'Égypte ptolémaïque à l'état autonome et nettement distingués l'un de l'autre. La bureaucratie héritée des régimes antérieurs était si puissante et les fonctionnaires si nombreux que le contrôle exercé sur les traitants par cette armée de scribes fut dès le début une ingérence perpétuelle et tracassière, guettant pour ainsi dire les occasions de substituer à l'autorité précaire concédée temporairement aux fermiers l'action directe des agents de l'État sur les contribuables. On a vu plus haut comment les fermiers des monopoles n'étaient, à vrai dire, que des garants sur lesquels l'État rejetait les charges de perte, en leur mesurant parcimonieusement les

1 Cf. dans Willeken (I, pp. 575-582) la liste des impôts affermés et celle des impôts perçus directement, à l'époque impériale, alors que le système de la ferme supplante peu à peu celui de la ferme.

2. Le troisième mode de perception particulier aux corps autonomes soumis à la suzeraineté, c'est-à-dire aux villes libres qui gèrent elles-mêmes leurs finances et payaient tribut au suzerain, n'a pu être appliqué en Égypte qu'aux villes grecques pourvues d'une charte, comme Naukratis et Ptolémaïs, et peut-être Alexandrie (cf. Willeken, I, pp. 433-434, 514). Nous ignorons, du reste, si ce régime, normalement pour les villes libres des possessions coloniales, a été ou royé aux dites villes égyptiennes.

chances de bénéfice. De même, la perception directe, au moins pour ce qui concerne les revenus du Domaine et les offices mis aux enchères, ne s'exerçait que sur des contribuables préalablement transformés en fermiers ¹. Il y eut comme une pénétration et contamination réciproque des deux systèmes, l'un vraisemblablement importé par les Lagides, l'autre légué par la tradition et ancré dans des habitudes séculaires que le corps des fonctionnaires avait intérêt à conserver.

Aussi, le départ entre ces régimes concurrents n'est pas toujours facile à faire. Disons, comme règle générale susceptible d'exceptions, que toutes les taxes régulières, à tarif fixe ² et perçues ordinairement en numéraire, étaient affermées par voie d'adjudication. Le système de la ferme était employé de même pour les travaux publics à exécuter aux frais de l'État, avec cette différence que l'adjudication avait lieu au rabais, et non au plus offrant.

§ I

SYSTÈME DE LA FERME (ὄνη) ³.

Tous les ans, dans le courant du mois de Thoth, premier

1. Même des *γενοὶ* ont parfois des associés. Cf. un reçu de *ἐπίτροποι* à *Περσέωτος γενοῦντος καὶ ἐν αὐτῷ* (Pap., n. 400, de 417/8 a. C.).

2. La fixité des tarifs au moins dans le cours d'une année, est une condition essentielle pour que l'affermage soit possible. C'est la raison pour laquelle le produit des charges ou pénalités mises aux enchères comme les *τυπὶ* des prophètes, *ἰθιόβοσκας*, etc. (ci-dessus, p. 304) n'était pas affermé. Les arriérés d'impôts même affermés, qui étaient matière à contestation, étaient aussi perçus par les officiers royaux (*ἐπίτροποι*).

3. Voy. Lumbroso, pp. 329-339, et l'étude beaucoup plus complète de Wilcken (I, pp. 515-535). Nous possédons deux documents d'une importance capitale sur la question, le papyrus des Revenus et le *Pap. Par.*, n. 62, publié à nouveau par Grenfell dans l'Appendix I des *Rev. Laws*, pp. 177-186. Il y a au moins un siècle d'intervalle entre ces deux règlements, et on ne doit pas les combiner sans tenir compte des modifications apportées par Évergète II aux édits de Philadelphe.

de l'année égyptienne, l'État mettait en adjudication dans les divers nomes la ferme des divers impôts qu'il renonçait à percevoir lui-même¹. On ne voyait pas d'inconvénient à conclure avec un léger retard des traités valables à partir du 1^{er} Thoth, sauf à régler le mode de perception intermédiaire, et on y trouvait l'avantage d'être mieux renseigné sur les résultats de l'exercice précédent. Une ordonnance royale (δέρματα - πρόγραμμα - προτάγμα - δώρημα - χρηματισμός) portait à la connaissance du public la liste des impôts à affermer, l'étendue des lots à adjudger en détail ou en bloc, les conditions générales exigées des soumissionnaires, et le délai à l'expiration duquel aurait lieu l'adjudication.

En dehors des fonctionnaires royaux, qui, devant être chargés du contrôle, ne pouvaient être intéressés à aucun titre dans ces sortes d'affaires et probablement des esclaves², il était loisible à quiconque, régnicole ou étranger, de prendre part à l'adjudication, pour une ou plusieurs fermes, pourvu qu'il pût fournir les garanties nécessaires. Les illettrés même n'étaient pas exclus. On a une quittance signée par un certain Dellus pour le compte du fermier juif Simon, « parce que

1. Il n'y a pas de doute sur ce point pour le ^{iv} siècle a. C., le calendrier macédonien étant alors régi sur le calendrier égyptien et le ^{xv} Dios correspondant au 1^{er} Thoth. Mais, dans le papyrus des Revenus, l'année fiscale était comptée πρὸς τὸν αὐτὸν ἑξαμήνην ou il s'agit de savoir si l'on a affaire à l'année lunaire, mesure variable du temps et particulièrement incommode pour cette raison, ou si l'expression offre le signifiant simplement « d'un bout de l'année à l'autre », c'est-à-dire, en pratique, de Thoth à Mésoi. Wilcken opte pour cette seconde interprétation, qui ne paraît tout à fait vraisemblable. L'avantage d'une mesure fixe, en usage depuis des siècles sans aucun yens, et Ptolémée Soier, organisateur du système, n'était pas aveugle. Tant que le calendrier macédonien fut le calendrier officiel, — c'est-à-dire jusqu'au règne d'Alexandre II, — il put y avoir des différences entre le comput des années de règne et le comput égyptien des années fiscales. C'est ainsi que dans la *Pap. Petr.*, I, n. 28 B., III, n. 54, c.-d., l'an de règne XI de Ptolémée III est compté XII comme année fiscale (πρὸς 2 et ὑπέρ 2). Cf. Smijly, in *Hermathena*, X (1899), pp. 432-433.

2. *Res. Laws*, col. 15. L'état du texte ne permet pas de décider si l'interdiction vise les esclaves en général ou seulement les esclaves des fonctionnaires, qui auraient pu se servir d'eux comme d'hommes de paille et tourner ainsi la loi.

celui-ci ne sait pas écrire » (ὅτι τὸ μὴ εἶέναι αὐτὸν γράσειν) ¹. Sans aucun doute, les fermiers de l'année précédente pouvaient concourir comme les autres et renouveler leur pacte sur nouvelles offres. Il devait arriver souvent que la ferme restât ainsi longtemps dans les mêmes mains.

Durant le délai imparti entre l'édit royal (πρῶτον ἔκθεμα) et l'adjudication, ceux qui se proposaient de soumissionner (ὑποτάττειν-ὑποπράττειν) prenaient leurs renseignements auprès des bureaux compétents ou des contribuables eux-mêmes, ils calculaient les chances de bénéfice et faisaient leurs offres en conséquence. L'État entendait leur faciliter cette enquête : fonctionnaires et contribuables étaient nviés à fournir des indications exactes et loyales. Philadelphie, dans sa célèbre ordonnance de l'an 203, inflige une amende de 5,000 dr. d'argent (1 tal.) au basilicogrammate qui aurait induit le fermier en erreur ². Le projet de soumission (ὑπόθεμα) de chaque enchéreur devait être adressé par mémoire écrit (ὑπόμνημα) à l'administration ³. Sur le vu de ces pièces, celle-ci, renseignée de son côté par les rapports de ses agents et les pièces comptables, fixait la mise à prix (ἐκθεὶς εἰς πρῶτον ἔκθεμα), et, au jour dit, les conditions et tous détails utiles étant spécifiés et proclamés par le héraut (προκήρυγμα), on procédait à l'adjudication (ὑποπραγμός) au chef-lieu du nome.

1. Wilcken, I, p. 323. *Orfr.*, n. 1233 (de 143/2 A. C.), Liste de 16 fermiers juifs, ou en tout cas sémites du 12 siècle A. C. *ibid.*, pp. 324-326.

2. *Res. Laws.* col. 33, 9-18. Le règlement concernant l'ὑπόθεμα col. 35) invite les vigneronn à indiquer le montant de la précédente récolte et à montrer au besoin, leur cave et leur vignoble. La durée de cette période d'enquête n'est pas déterminée. Il était, du reste, loisible aux intéressés de se renseigner avant l'ouverture de la dite période.

3. On possède un type (unique) d'ὑπόμνημα, de l'an 46 p. Chr. (*Pap. Grenf.*, II, n. 41. Wilcken, I, pp. 567-568), offrant 250 dr. et deux brocs de vin pour les ὑποπράττειν (sur l'ὑποπράττειν, voy. ci-dessus, p. 346, 1).

4. Pour plus de précision, Wilcken distingue entre la procédure suivie pour l'affermage des revenus du Domaine et celle de la ferme des impôts et monopoles. Les différences sont minimes, et se portent guère que sur des détails insignifiants, peut-être sur la qualité des fonctionnaires chargés de la vente. On concevrait que le basilicogrammate, dépositaire des archives cadastrales, fût plus compétent pour les fermes domaniales, l'économe pour les autres.

Mais cette victoire était loin d'être assurée encore. Elle pouvait lui être enlevée par le retour offensif d'un concurrent, soit dans un délai de dix jours, soit même séance tenante (ἐν αὐτῇ τῇ συνεσίῳ), pourvu que cette dernière surenchère fût au moins de 1/10¹. Utile dans tous les cas, ce mode de rescision avait surtout pour but de déjouer les calculs des coalitions à la baisse, en provoquant au dernier moment la trahison de quelque un des coalisés. Ensuite, l'adjudicataire ne pouvait prendre possession de sa ferme qu'après avoir fourni au Trésor les garanties nécessaires, sur ses biens, sur ceux de ses associés et sur ceux de ses cautions ou répondants.

Les fermes pouvaient être de valeur très variable, comprendre les recettes d'une espèce de taxe dans toute l'étendue d'un nome², ou seulement la perception dans un simple bourg³. C'est une question non résolue encore de savoir si

1 *Pap. Par.*, n. 62, col. 3, lig. 14-15 (τὸς δὲ βουλόμενος ἐπαρτέλλαι πρὸς τὸν τῶν αὐτῶν ἐσθίου, ἔστωσαν αὐτῷ τὰ πέντε, ἢ οὐκ ἐθέλωνας δὲ τὸν [ἐπὶ ἐκείνῳ]). Dans un autre texte, cité par Wilcken (l. p. 327, 1), il y a un délai (ἡμερῶν ἐπὶ πέντε) fixé pour la surenchère. C'est ce délai de dix jours (ἐπὶ δέκα) pour surenchère (ἐπαρτέλλαι) que vise le *Pap. Par.*, n. 63, col. 8. Et dans nos codes, en cas de mise immobilière : « Toute personne pourra, dans les huit jours qui suivront l'adjudication, faire, par le ministère d'un avoué, une surenchère, pourvu qu'elle soit du sixième au moins du prix principal de la vente » (Code de Procéd. art. 768. Tout tenancier hypothécaire après la vente d'une propriété hypothéquée, « peut requérir la mise aux enchères et adjudications publiques, à la charge que cette réquisition contiendra sommation du requérant de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé » (Code civil, art. 2185. Je ne crois pas que, comme le pense Wilcken *loc. cit.*), la surenchère de l'ἐπαρτέλλαι ne soit prévue que pour la revente (ἀναπώσις), et qu'elle puisse être offerte alors par n'importe quel. Étaient seuls admis à surenchérir ceux qui avaient soumissionné préalablement par offres écrites (ἔστωσαν οὖν τὰ πρὸς ἐκείνῳ, ἐπαρτέλλαι, ἀπὸ ἐκείνου, *Athenische*, I, 25, III, 14).

2 C'est le mode ordinaire pour la ferme des monopoles dans le Papyrus des Revenus : ὁ τῶν εἰσπλημάτων col. 64, 23 etc., voy. en textes cités par Wilcken (p. 526), *Pap. Leid. P. Ostr.*, nm. 1687-1696. Dans le récit bien connu de Joseph (*A. J.*, XII, 4, 2-4), le juif Joseph afferme en bloc à Alexandrie toutes les recettes de la Cœlé-Syrie, Phénicie et Judée. Une fiction n'est pas nécessairement absurde, surtout quand elle veut être de l'histoire. Qu'il ait doublé la mise à prix de 8.000 tal., et que le roi, adjudicant en personne, lui ait servi de caution, ce sont là des enjolivements suspects (cf. ci-après, p. 461).

3 *Τὸν παρισχεμένων τῇ τιμῇ* (*Rev. Pap.*, col. 54, 12). Théorique cautionne

les fermes étaient ainsi détaillées en parcelles lors de l'adjudication, ou si l'adjudicataire, ayant soumissionné en bloc, partageait ensuite son lot entre ses associés ou même en revendait des portions à des sous-traitants¹. Quoi qu'il en soit, il est certain que, en Égypte comme en pays grec ou romain, les perceptions étaient affermées le plus souvent par des sociétés financières organisées dans ce but, ce que les Romains appelaient sociétés de publicains. Elles offraient à l'État plus de garanties que de simples particuliers, et elles pouvaient assour leurs calculs sur de plus larges bases, en soumissionnant pour plusieurs fermes à la fois, avec faculté de combler éventuellement le déficit de l'une avec les bénéfices de l'autre². Il va de soi que les dites sociétés étaient formées d'ordinaire avant l'adjudication et par des engagements précis contractés entre leurs membres; autrement, il pouvait arriver qu'un concessionnaire présomptueux, comptant recruter des associés et trouver des cautions après coup, se trouvât hors d'état de fournir dans le délai voulu les garanties exigées par le Trésor. En pareil cas, la ferme à lui adjudgée était remise en vente à la folle enchère, et, s'il y avait déficit (*ἀπρόσπερα*), c'est-à-dire, si la nouvelle adjudication (*ἐπανάπραξις*) n'atteignait pas le prix auquel il avait soumissionné, il devait verser immédiatement la différence³. De

Philippe τῶν ἀπὸ ἀρχῆς τῆς ἐπιστολῆς τῶν Φαλασκίων καὶ τοῦ Βουβαστίου (*Pap. Petr.*, II, n. 46 b-c ann. 200 à C. — ci après p. 362).

1 W. Ecken I, p. 520 est pour l'adjudication parcellaire, contre Grenfell partisan de l'adjudication en bloc et de la répartition après coup. En tout cas le droit pour les fermiers de se substituer des sous-traitants par ventes (*ἀποσπάσεις*), sous contrôle des officiers royaux, n'est pas douteux, et le *Pap. Petr.*, n. 63, col. 3, 47, l'affirme nettement (cf. W. Ecken, I, p. 547).

2 *Iber. Lat.*, col. 19.

3. Ἐάν δέ τις τῶν πωλητῶν τῶν ἐκεί, μὴ ἀγγέλλῃεν ἐν τῷ ὁρισμένῳ χρόνῳ, ἡ καταπραΰνεται αὐτῶν αἱ ὁδοί, καὶ εἰ εἴη τι ἀπρόσπερα γίνηται, πρὸς ὅσῳ πωλητῆς (*Pap. Petr.*, n. 62, col. 3, l. 9-13). Je suis persuadé que ce n'était pas le moment d'exiger la surenchère du 1/10, et que la phrase suivante (τοῖς δὲ βουλομένοις ἐπιβάλλειν πάλιν), citée plus haut p. 347, 1, se rapporte à la πρῆξις normale, passible de l'impôt du dixième, comme toutes les ventes. En tout cas, l'économe qui avait laissé rabattre 3 lat. sur 20 en ἐπανάπραξις ci-dessus, p. 346, 2 ignorait que la surenchère fût obligatoire.

même, en sens inverse, pour les adjudications de travaux publics : si l'adjudicataire ne pouvait pas exécuter le contrat, l'État faisait appel à de nouveaux entrepreneurs, et si ceux-ci exigeaient un plus haut prix, l'adjudicataire déchu devait payer la différence ainsi que tous les frais occasionnés par la nouvelle adjudication et restituer l'argent déjà reçu avec un ἡμίολιον en sus, à titre d'amende ¹.

D'une étude très documentée sur la constitution des sociétés de traitants ², Wilcken a tiré les conclusions suivantes :

1° En fait, les perceptions sont toujours ou presque toujours affermées par des sociétés ³ : mais l'État ne traite qu'avec le représentant ou chef (ἀρχώνης - *manceps*) de la société. C'est lui seul qui est adjudicataire (ὁ ἡγορακῶς τὴν ὥνν) ⁴ lui seul est proprement τελώνης, lui seul est responsable envers le Trésor, et non pas ses associés (κοινῶνες - μέτοχοι - μετέχοντες). Ceux-ci ne sont que des bailleurs de fonds ; ils n'ont pas qualité pour faire en leur nom les perceptions et donner ou recevoir quittance ⁵.

2° Les associés s'engagent, non envers l'État, mais envers le fermier, par un contrat de participation (μετοχή), où sont

1. *Pap. Petr.*, III, n. 42 (2), pp. 417-429 (col. 2).

2. Wilcken, *Ostr.*, pp. 538-548. La procédure se retrouve à peu près identique dans les adjudications aux publicains de Rome, pour lesquelles on pourrait renvoyer à une ample bibliographie. Voy. dans les *Indices* du L. II des *Ostraka*, la liste des fermiers de l'époque ptolémaïque, environ 170 noms (pp. 451-454).

3. Wilcken pp. 536, 547 laisse ouverte la question de savoir si la constitution d'une société était juridiquement obligatoire, bien qu'il réfute les arguments des partisans de l'obligation (ci-après, p. 350, 2) et enseigne que le fermier seul est tenu de fournir des cautions.

4. Les synonymes sont nombreux : ἀγορίστας, ἡγέτης, πρόεδρος ou ἡγέτης, λαμβάνων, ἔργων, διοικῶν, πραγματούμενος, μετ' ἐθνικῆς τῆς ὥνν. Grenfell *Rev. Litter.*, p. 97) applique indifféremment ces expressions à l'ἀρχώνης ou au μέτοχος. De même, Ziebarth.

5. Comme on rencontre dans les *ostraka* des quittances délivrées soit par les fermiers aux contribuables, soit par les banques royales aux fermiers, qui portent plusieurs (deux ou trois) noms, Wilcken (p. 545) pour maintenir sa théorie sur le rôle passif des μέτοχοι, est obligé d'admettre, contrairement à sa théorie sur l'unité de direction, qu'il peut y avoir association de plusieurs fermiers ou membres actifs (τελώνες et non μέτοχοι), dont un peut être ηγεὺς ou πρόεδρος.

stipules les droits et obligations des contractants, l'apport de chacun et la part, soit de gain, soit de perte, qui doit lui revenir. Mais c'est l'État qui veille à l'exécution de ces clauses, et notamment qui se charge de répartir les profits et pertes entre les associés ¹.

3° En conséquence, le fermier est tenu, sous peine d'amende, de faire connaître à l'administration, de lui « présenter » ses associés et de lui communiquer les stipulations du contrat passé entre eux. Si sur la liste des associés figurait une personne disqualifiée pour ce rôle, — par exemple, un fonctionnaire ou un esclave, — le fermier et l'intrus seraient frappés chacun d'une amende de 30 mines ². La contravention serait plus grave et l'amende beaucoup plus élevée (20 tal) si le fermier introduisait après coup dans l'association un sociétaire non inscrit sur la liste présentée à l'administration et dans le contrat passé avec elle ³.

4° Si le fermier pouvait à la rigueur se passer d'associés, il n'était pas admis à soumissionner sans constituer une ou plus leurs cautions, répondants ou fidéjusseurs ἑγγυοί, ἑγγυεῖς-τάι-*prædes*), et cela dans le délai de trente jours à partir de l'adjudication : faute de quoi, celle-ci était annulée ⁴. L'éco-

1. *Res. Laws*, col. 34, 14 sqq. L'économe doit même donner à chacun des associés copie des comptes (trimestriels) ἀπὸ τοῦ ἀπολογισμοῦ, entre le Trésor et les fermiers (*ibid.*, col. 17, 17).

2. *Res. Laws*, col. 14, 15 sqq. De ce passage, rapproché d'autres expressions tirées du *Pap. Par.*, n. 62, où il est question de ἀναπληροῦν τὰς ἀνὰ, Mahaffy et Grenfell ont conclu que les fermiers étaient obligés de se procurer des associés, et autorisés à imposer d'office des gens capables de supporter cette charge (supposée onéreuse). Jusqu'à ce que la liste fût remplie Wilcken (l. pp. 332-336) proteste contre cette interprétation et maintient, après Lambroso et Revillout, que ἀναπληροῦν τὰς ἀνὰ signifie bien « remplir les conventions du contrat ». Le passage de *Pap. Par.*, n. 62, col. 3, 3, qui destine une gratification (ὀψωνιον) de 10 0 0 tal. ἀναπληροῦσθαι τὰς ἀνὰ, en expliquant que ceux-ci doivent avoir payé les paiements et fourni les cautions convenues, ne paraît décisif en ce sens. Cf. ci-après, pp. 351, 1. 351, 1.

3. *Pap. Par.*, n. 62, col. 6, 19 sqq. En pareil cas, en effet, il y avait lieu de soupçonner une manœuvre frauduleuse en sus de l'illégalité.

4. *Res. Pap.*, col. 34, 2 sqq. *Pap. Par.*, n. 62, col. 1, 13. II, 1. III, 11. VI, 1 sqq. Grenfell (*Res. Laws*, p. 81) croit que le régle était un répondant par fermier. Ce serait plutôt une exception dont il n'y a pas d'exemple certain.

nome et le basilicogrammate examinaient la valeur de ces cautions; ils avaient à vérifier si les répondants n'étaient pas disqualifiés par quelque empêchement légal, et si leur avoir suffisait à garantir le paiement de la somme que le fermier s'était engagé à verser au Trésor, plus le vingtième ou dixième à percevoir, comme *τελοῖ ἐγκυκλιῶν*, pour enregistrement du contrat ¹. Cette enquête était obligatoire : si les intéressés cherchaient à l'esquiver, les cautionnements (*ὑποθήματα*) non vérifiés étaient retenus quand même, et le fermier était obligé d'en fournir d'autres par surcroît ².

Chaque répondant spécifiait pour quelle somme et sur quelles propriétés il donnait hypothèque, en déclarant par « serment royal » que ces propriétés étaient libres de toute autre hypothèque. Ces déclarations devaient être mises par écrit, et l'acte *συμβολῶν* contresigné était déposé à la banque royale. Le dépôt était obligatoire et l'omission punie d'une

(Wilcken, I, p. 550). Le système des cautions, inconnu « en droit national égyptien » (Reville, *Précis*, p. 608), était d'importation grecque.

1. Voy. les textes précités. Il y a là deux points en discussion. Lumbroso (p. 325) pense que les cautions ne garantissaient que le surplus de la somme garantie par l'avoir du fermier et de ses usures, et n'étaient pas indispensables au cas où celui-ci était suffisant. D'après Wilcken (*Ostr.*, I, p. 549), les cautions étaient toujours nécessaires, et le total des engagements devait garantir la somme globale en entier, plus un excédent de 5 ou 10 0/0, prévu comme gratification éventuelle au fermier qui avait rempli tous ses engagements. Il est évident que s'ils garantissaient un excédent, ils garantissaient à plus forte raison la somme globale. Mais on peut trouver singulier que l'État songe à puiser dans la bourse des contribuables, et, au besoin, des répondants, pour procurer un bénéfice supplémentaire au fermier. Ce prétendu excédent doit entrer dans la caisse royale, à titre de droit d'enregistrement : on reconnaît à ces taux de 5, plus tard, 10 0/0, le *τελὸς ἐγκυκλίων*, J. G. Naber (in *Archiv f. Papyr.*, I, p. 88) va même plus loin. Il fait observer que le Trésor, percevant le revenu des fermes pour le compte du fermier, ne risquait jamais de tout perdre et pouvait se passer de cautions pour une partie de la somme globale, l'*ἐπίτιλλον μέρος τῆς ὀντῆς* *Rev. Lams*, col. 17, 3. Ce texte reste « énigmatique » pour Wilcken (p. 550, 1), trouve ainsi une explication plausible. Quant à l'épigramme de 10 0/0 (*τὸν ἐπιπλέοντα*, *Pap. Par.*, 62, I, 1, 5, 3), ce ne peut être qu'une restitution de l'impôt, prévue à titre de mesure gracieuse par Evergète II, peut-être au moment où il relevait le tarif de *ἐγκυκλίῳ* à 10 0/0 ci-dessus, p. 329-3. Il n'est pas question de cette gratification dans les *Revenue Lams*, à propos des « vingtièmes » (*τὸν ὀκταεκάστου*, Col. 34, 3, 36, 15).

2. *Pap. Par.*, n. 63, col. III, 2-5. Précaution prise à la suite d'abus.

amende de 1 talent par chaque répondant ¹. Enfin, il semble que parfois, sinon toujours, l'État ait exigé encore — à l'instar des contrats privés — une contre-assurance, fournie par des βεβιωτάι, qui certifiaient les déclarations des répondants ². Quant aux conditions auxquelles les uns et les autres prêtaient leur assistance au fermier, le Trésor n'avait pas à s'en préoccuper : c'était affaire de conventions privées entre les intéressés ³.

La responsabilité des cautions entrainait en jeu lorsque le fermier était insolvable en fin d'exercice. Les papyrus du Fayoum nous ont conservé trois actes qui nous montrent comment se contractait un engagement de cette espèce et la prise qu'avait le Trésor sur les signataires ⁴. Au début du règne d'Épiphané, un certain Philippe soumissionnait pour la ferme de l'ἀρόμπος à percevoir en l'an II (204, 3 a. Chr.) dans les districts de Philadelphie et de Boubastis, et il s'était fait cautionner par un militaire à 80 aroures (quelque chose comme un capitaine), qui avait souscrit l'engagement suivant :

« Moi, Theotime fils d'Euphron, Thrace, des cavaliers non encore enrôlés sous un hipparque, doté à 80 aroures, je reconnais avoir cautionné pour le paiement Philippe, qui prend la forme de l'ἀρόμπος, l'an II, sur les vignes et vergers environnant Philadelphie, et cela pour 1 tal. 3,000 dr. Je reconnais aussi l'avoir cautionné pour la soumission des vignes et vergers environnant Boubastis, et cela pour 3,000 dr.,

1. *Pap. Par.*, n° 62, col. III, 6-8. Le cautionnement et l'hypothèque étaient aussi d'usage dans les contrats entre particuliers (ci-après, ch. XXVIII), mais non l'ἐπίσ, βεβιωτάς. Cependant le serment royal est inséré dans des contrats entre Égyptiens (Reville, *Préc.*, p. 113 ; ci-après, p. 353, 1).

2. Wicken, *Catr.*, I, p. 553, d'après *Pap. Par.*, n° 62, col. III, 7-8.

3. L'État, qui se charge de répartir les bénéfices entre le fermier et son associé, ne s'occupe des ἔγγραφα qu'en cas de déficit (*Rev. Lince.*, col. 34, 15). Nous ignorons comment les ἔγγραφα étaient être rémunérés. Il n'en est pas question — non plus que de βεβιωτάι — dans le συμβόλιον de Théotime, qui est bien un engagement envers l'État et non une convention entre lui et le fermier.

4. *Pap. Petr.*, II, n. 46, a b. c. III. n. 57 a-b. Voy. les corrections et traductions de Reville (*Mélanges*, pp. 306-310. *Préc.*, pp. 774-776). Dans le texte, l'ἐπίσ précède le cautionnement. Autres formules de cautions dans *Pap. Petr.*, III, n. 53, pp. 167-173.

soit au total 3 talents. Pour cela, j'hypothèque la maison m'appartenant et la cour et ses dépendances, le tout situé à Évergétis. Et j'ai juré le serment royal tel qu'il était dans la pièce (σφύλλον) ci-jointe ».

Le serment prêté par Théotimée est des plus solennels ¹ :

« Mo Théotimée fils d'Euparon (Thrace, etc.), je jure par le roi Ptolémée, fils de Ptolémée et d'Arsinoë, par les dieux Philopators, les dieux Évergètes, les dieux Adelpheis, les Soiers, et par Sérapis, Isis et tous les autres dieux et déesses, que ce que j'ai hypothéqué pour Philippe sur mes terres d'Évergétis est bien à moi, net et que je ne l'ai hypothéqué pour rien d'autre. Si j'ai bien juré concernant la caution précitée, que tout me soit prospère, si j'ai mal juré, tout au contraire ».

Il paraît que Philippe fit de mauvaises affaires et que le Trésor se rabattit, pour combler le déficit, sur le répondant Théotimée, car le bien que celui-ci avait hypothéqué fut vendu l'année suivante, ainsi qu'en témoigne une pièce de comptabilité émanant de l'administration des finances et datée du 24 Choiak an IV (3 fevr. 201 a. C.) dont voici la teneur :

« Choiak 24. A Python. Ci joint copie du mémoire qui nous a été remis par Narmos, fils de Ptolémée, colon à 100 aroures. Il a acheté de nous, en l'an III, 10 Épiph (17 août 202 a. C.) la maison, cour et dépendances appartenant à Théotimée le Thrace, colon à 80 aroures : le tout sis à Évergétis et vendu pour la caution par laquelle il a cautionné Philippe fils de Peucaliès, qui a perçu l'ἀπώμοιρα revenant à Arsinoë Philadelphie et aux dieux Philopators sur les territoires avoisinant Philadelphie et Boubastis, le tout pour l'an II. Le reliquat de la dette étant de 1 tal 516 dr., et 1 1 2 ob. de cuivre pour argent (χαλ-

¹ Cf. la formule semblable, sauf la variante thébaine « Isis et Osiris » ou « Osiris Hapi » au lieu de « Sérapis-Isis », dans des serments dématiques du 30 Phamenoth an XVII d'Évergète I^{er} = 17 mai 239 a. C. (Revilleout, *Précis*, p. 716 et du 21 Mésori an XXXVII d'Évergète II = 10 sept. 133 a. C., Revilleout, *Précis*, p. 1213. Spiegelberg, *Berl. dem. Pap.*, Taf. 21, p. 13). Sur l'ἑβριος βασικισ, toujours écrit, voy. *Rev. Lats.*, col. 42. *Pap. Petr.*, II, no. 46 a, 47. III, no. 50 51 a. *Pap. Per.*, no. 62, col. 14, 12, μετά χειρογραφίας ὀρκου βασικισ, 63, l. 44 ὀρκος κατὰ βασικισ τραπευός. Wilcken, *Alexandricae*, n. xi. *Tebt. Pap.*, n. 27, l. 53. *Pap. Amherst*, I, n. 35. Sous l'Empire, l'ἑβριος κατὰ τὸν νόμον (*Pap. Reinach*, n. 44) se prêtait par la Τύχη de César. Cf. L. Wenger, *Der Eid in den griech. Papyrusurkunden* (in *Zeitschr. f. Rechtsw.*, XXII, 2 [1902], pp. 158-274). Sur le serment des fonctionnaires, voy. ci-après p. 354, 3.

αὐτὸ πρὸς ἀεὶ ἔσθ' ὅσον), somme pour laquelle il a été taxé immédiatement : ci, 1 tal. 216 dr. 1 1/2 ob. Cela a été versé à la banque royale de Crocodilopolis, gérée par Euronax, l'an IV, le 12 Thoth (24 oct. 202 a. C.), à savoir : 1 tal. 516 dr. 1 1/2 ob., plus le vingtième pour l'ὑπὸνάμιον, 328 dr. 5 ob., et les autres frais. Que la vente soit ratifiée? selon l'usage ».

Le fisc s'étant borné à récupérer le montant exact du déficit, augmenté des frais de mutation, sur le cautionnement de Théotime; mais la propriété hypothéquée avait été vendue en entier, et peut-être, comme il arrive dans les ventes forcées, au-dessous de sa valeur ¹.

4° De même que le fermier était obligé de présenter ses associés, ses répondants, et de faire connaître les stipulations contenues dans le pacte des sociétés, de même il devait fournir à l'administration la liste nominative des agents qu'il comptait employer. Cette liste était révisée par les fonctionnaires royaux, qui, après entente avec le fermier, fixaient le nombre et les émoluments (μισθός) du personnel. Les employés recevaient l'investiture, à l'exclusion de tous autres, par le fait qu'ils étaient mentionnés dans le contrat final, signé après accomplissement de toutes les formalités. « Si l'économe et le contrôleur », dit le Papyrus des Revenus, « surprennent fonctionnant un individu qui n'aurait pas été signalé sur la liste, qu'ils l'amènent au roi avant qu'il ait fait tort à quelqu'un » ².

1. Pour les ventes ainsi ordonnées par le Trésor voy. les papyrus de Zossitides, p. 331. Ces ventes publiques « ne pouvaient être allouées par personne, sous aucun prétexte, et n'avaient pas besoin pour cela de στυγισμός ni de βεβαίωσις » (Rev. Louv., *Précis*, p. 409), c'est-à-dire, de la garantie d'un tiers. La restitution βεβαιώσῃς τῶν πωλῶν αἰθῆρας ne veut donc s'entendre d'une ratification usuelle *ipso facto*, spéciale à ces ventes.

2. *Rev. Louv.*, col. 12. Aucune précaution ne paraît excessive quand on songe au jugement porté par Polybe (VI, 56. 13, sur les fonctionnaires grecs de son temps qui ont le maniement des fonds publics « ἢ τὰ κοινὰ χρηρίζοντες » « Pour un talent qu'on leur confierait dit-il, on mettrait dix contre-sings, autant de cachets et le double de témoins, qu'ils ne pourraient s'empêcher de frauder » (οὐ δύνανται τιπεῖν τὴν ἀλυσιν). Ici, le Trésor était confié à des Grecs doublés d'Égyptiens. Le fermier n'était même pas sûr de ses associés. Apollonios, fermier du πολαιτάειον dans le district de Thémistès au Fayoum, se plaint à

5° Le fermier était autorisé à sous-louer des parties de son lot, sous le contrôle des fonctionnaires, mais à la condition que les sous traitants fourniraient également des cautions en la forme accoutumée et que leur responsabilité ne déchargerait pas le fermier de la sienne ¹.

6° En retour des engagements contractés par le fermier, l'État s'engageait de son côté à lui fournir les moyens de contraindre au besoin le contribuable; soit par des moyens de droit, en l'autorisant à pratiquer des saisies, soit en mettant à sa disposition la force publique, ou encore, en se chargeant de percevoir lui-même les arriérés pour le compte de la ferme ².

7° Durant les délais nécessités par l'accomplissement des formalités légales, — délais qui pouvaient être assez longs au cas où surgissaient des difficultés obligeant à recommencer l'adjudication, — il est probable que l'ancien fermier continuait à percevoir pour le compte du nouveau ³. D'ailleurs, comme il a été dit plus haut, la ferme restait souvent dans les mêmes mains, et il n'y avait de changé, s'il y avait lieu, que les tarifs.

Le personnel aux ordres d'un fermier se compose, en général, d'abord, des percepteurs proprement dits (λογισταί ⁴,

l'économe Héraclide des agissements de son associé Philon, qui perçoit pour son compte personnel à l'insu des bureaux (Pap. Pér., III, n. 32 f).

1 Pap. Par., n. 62, col III, 17-18, 4. Il est dit expressément que la garantie offerte par les répondants de seconde ligne ou λογισταί τοῖς πάλωσις ἐκ τῆ δὲ πύλων κατασταθρομένα δυνάμει.

2 Pour la *pignoris capio* à l'époque ptolémaïque. Il n'y a d'autre texte que Joseph (A. J., XII, 4 § 176 Nicée : καὶ γὰρ τοῦτο συνεισπράττει), mais la ferme ne se comprend pas sans ce droit. De même, en Égypte, l'emploi de la courbache (cf. Ann. Mère., XXII, 16, 23) Le fermier juif dont Joseph raconte les exploits (ci-dessus, p. 246, 3) emmène des soldats et met à mort sans scrupule les contribuables récalcitrants pour intimider les autres. Sur la perception des arriérés par les *πύλωνες*, voy. Wilcken (I, p. 566) et ci-après, p. 363.

3 Cf. Wilcken, I pp. 560, 516. Cela n'est que probable, et il reste encore à savoir si la perception se faisait d'après l'ancien tarif ou d'après le nouveau, que le δ-ἔργα royal pouvait faire connaître avant le 1^{er} Thoth.

4 Cf. Tebt. Pap., n. 180, de 117 à n. G (compte de sommes et de pièces perçues par des *λογισταί* et des *πράκτορες*).

dont les appointements étaient, au temps de Philadelphie, de 30 dr. d'argent par mois; ensuite de domestiques ou appariteurs (σηγέαι), appointés à 20 dr. par mois, de gardiens des quittances (συμβολογράταις), à 15 dr., et, au besoin, d'auxiliaires βουτοί ou secrétaires particuliers¹. Enfin, le fermier avait un chef de bureau ou inspecteur (ἐφοδός, qui touchait 100 dr. par mois, et un contrôleur (ἐντιγραφεύς), sorte de surveillant imposé sans doute par l'État aux fermiers comme à ses propres agents, le contre seing de l'ἐντιγραφεύς étant obligatoire pour les actes importants². Il va sans dire que les percepteurs étaient tenus de délivrer aux contribuables des quittances (ἀποχρί) en bonne forme³.

L'argent perçu ne faisait que passer par les mains des employés du fermier : celui-ci était obligé de le déposer par versements mensuels (καταβολαὶ κατὰ μῆνα)⁴ aux banques royales, qui lui en donnaient quittance⁵. Pour les impôts perçus en nature, comme la perception n'avait lieu qu'en certaines saisons et dans un laps de temps assez court, les denrées acheminées sur les magasins royaux (θησαυροὶ) étaient portées en compte, jour par jour (λογεύματα καθ' ἡμέραν)⁶, par les σιτολόγοι et οἰνολόγοι. Le bilan (διηλογισμός) était ainsi constamment à jour.

1 Conjecture de Wilcken, I, pp. 171, 558, d'après la taxe τὸ τοῦ βουτοῦ [sic] τίλος (Ostr. nn. 1044. 1089; de Koptos, 137/6 et 135/4 a. Chr.). Il est assez singulier que le fermier ait été autorisé à lever une taxe spéciale pour payer ces auxiliaires. Les silologues ont aussi des βουτοί (Wilcken, in *Archiv f. Pap.*, III, I, p. 124. Tarif des appointements dans *Rev. Laws*, col. 12.

2 Les banques royales n'acceptent que ces versements κατὰ διαγραφὰν τοῦ τιλῶν, ὡς ἐν ὑπογράφῃ τοῦ ἐντιγραφεύς (Zois Pap., ap. Wilcken, I, p. 639. Les économes ont aussi chacun un ἐντιγραφεύς, et il n'est pas toujours aisé de discerner à quelle espèce de contrôleur on a affaire.

3 Types de quittances dans Wilcken (I, pp. 60-63-97). Cf. ci-après p. 368.

4 *Rev. Laws*, col. 24, 2 sqq., avec restitution de καταβολὰς ποσὶ ποσῶν (Wilcken) au lieu de καταγραφὰς (Grenfell). Cf. *Pap. Per.*, n. 62, col. 5, 13 (τῶν δὲ καταβολῶν εὐμβόλα λαμβανόμενα κατὰ τοὺς τραπέζιαν).

5 Sur la forme des quittances délivrées par les banquiers ou fermiers, voy. Wilcken, I, pp. 63-80, 118-119. Cf. les *Actenstücke* et les « Accounts of the Royal Bank » dans *Pap. Petr.*, III, nn. 62-66, pp. 183-190.

6 *Rev. Pap.*, col. 24, 14 sqq. Il s'agit de la ferme de l'huile. Formules de quittances délivrées par les θησαυροὶ dans Wilcken, I, pp. 98-103. 125.

Le système de la ferme comporte nécessairement pour le fermier des chances de gain ou de perte : il n'a même été imaginé que pour mettre les récoltes du Trésor à l'abri de ces fluctuations aléatoires. On a vu plus haut par quel luxe de précautions l'État assurait le solde intégral de sa créance. Le règlement de comptes définitif pour l'année écoulée devait être fait avant le 10 Thoth de la nouvelle année, et, en cas de déficit, l'État avait trois mois pour saisir et confisquer les gages surabondants dont il était muni. Comme compensation aux risques encourus, les fermiers avaient droit, leur dette une fois payée, aux bénéfices constatés par leur bilan en fin d'année, bénéfices partagés entre les membres de la société, au prorata de leur mise, et, en outre, à une gratification personnelle de 5 ou même 10 0/0 du prix d'adjudication ¹.

Nous n'avons pas de renseignements particuliers sur le système de la ferme appliqué au budget des dépenses, autrement dit, sur l'adjudication de travaux publics à exécuter par des entrepreneurs. Ce que nous savons de la corvée donne à penser que l'État seul était en mesure d'exiger l'obéissance des travailleurs ainsi recrutés et n'entendait pas remettre ce pouvoir de coercition aux mains d'un fermier qui n'aurait pu l'exercer sans son assistance. Il en était

1. Il reste des points obscurs dans la thèse de Wilcken (ci-dessus, pp. 252, 4, 350, et 351, 3). Il n'est pas douteux que l'excédent (*ἐκπλεονεξία*) ait été reversé par la banque à l'ἑργασίας et à chacun de ses associés dans la proportion prévue par leur contrat (*ἐκδοται κατὰ τὴν μετοχὴν. Rev. Laws, col. 34, 14 sqq.*). On sait, d'autre part, qu'au III^e siècle une gratification (*ἐψώνιον*) de 10 0/0 est promise τοῖς ἀνακληρωσέουσιν τὰς ἀνὰ (*Pap. Par., n. 62, col. 5, 3*), et que Philadelphie exigeait des cautions la garantie d'un vingtième ou 5 0/0 (*τὸν ἐπὶ μιστόν*) en sus de la somme stipulée par le contrat d'ἐγγύησις (*Rev. Laws, col. 24, 3 ; 56, 13*). Ce vingtième devait probablement servir d'ἐψώνιον. Mais il n'est pas évident que ἐκπλεονεξία s'ajoute à l'ἐκπλεονεξία (Wilcken, I, p. 532, 2). On ne comprend pas bien non plus que l'État, pour ne pas prélever l'ἐψώνιον sur son revenu, prit ces 5 ou 10 0/0 sur les répondants auxquels il ne garantissait aucun bénéfice, même en cas d'excédent. Il me semble que l'ἐκπλεονεξία exclut l'ἐψώνιον et réciproquement. L'ἐψώνιον intervient quand il n'y a ni déficit, ni excédent, et les cautions, légalement obligées de le fournir, pourraient très bien avoir obligé, par convention particulière, le fermier à le leur restituer.

de même, et à plus forte raison, des travaux de mines, exécutés par la main-d'œuvre des forçats. On peut donc tenir pour certain que, d'une façon générale, les travaux publics exécutés par des corvéables ou par la main d'œuvre pénale étaient mis en régie, et que contre-maitres *εργασίαι*), vérificateurs (*ἐνμετρηταί*) et tâcherons (*ἐργάται*), étaient directement au service de l'État. Mais, comme on l'a vu, les corvéables pouvaient se racheter par des taxes substituées aux prestations, et d'ailleurs il restait encore nombre de travaux, exigeant moins de forces et plus d'intelligence, que l'État trouvait avantage à confier à des entrepreneurs employant la main-d'œuvre libre.

Les momies de Gourou nous ont rendu un certain nombre de papiers provenant des bureaux de l'ingénieur (*ἐργασίαι*), Cléon, qui paraît avoir été directeur des travaux du nome Arsinoïte durant quelques années au temps de Philadelphie, et d'autres fragments de la correspondance de l'ingénieur Théodore, probablement successeur de Cléon. Ce sont des pièces comme on en trouverait par centaines dans les bureaux de nos ingénieurs des ponts et chaussées : indications de travaux urgents à faire aux canaux, digues et bâtiments, de vannes (*θύραι*) à ouvrir ou fermer; de mesures à prendre pour obvier à diverses dégradations; mandats à ordonnancer, doléances d'ouvriers libres qu'on oublie de payer, etc. Dans le nombre, il en est qui font allusion à des entreprises (*ἐργασίαι*) à mettre en adjudication, « pour alléger le roi », autrement dit, pour diminuer la dépense incombant au Trésor en adjugeant les travaux au rabais¹.

1. Archistrate, subordonné de Cléon, à propos de travaux dans des carrières de pierres, en une *ἐν τῇ ἀποστολῇ τῆς ἐργασίας*. Le texte mutilé porte à l'avant-dernière ligne *βασίλει* *κοιμήσας* (*Pap. Petr.*, II, n. 13, 6). Proposition d'inviter τοὺς βουλευμένους *ἐργασίαι* à Crocodilopolis et Ptolémaïs à faire des offres au rabais, *εἰ τις βούλεται ἐν εὐχεστον ἐργασίαι*, et cela, *ἵνα ὅσον τὸν βασίλει* *ibid.*, n. 13, 13 b. Un certain Dionysios a entrepris la démolition et la reconstruction en employant pour les fondations les vieilles briques utilisées d'une auberge si jule à Ptolémaïs *ibid.*, n. 14, 1 b. charroi des briques par les *πλοῦτοι* *οἱ ἐκτετακτοὶ ἐκέρται* *ibid.*, 1 c). Entrepreneurs de tra-

Nous n'avons pas bien entendu, les règlements sur la matière : mais les textes parlent d'entrepreneurs associés et d'engagements avec cautions exigés d'eux comme condition préalable, avant qu'ils puissent toucher les mandats délivrés par le Trésor ¹.

§ II

SYSTÈME DE LA RÉGIE

Le système de la perception directe n'était appliqué qu'à défaut du précédent, lorsque l'intermédiaire des traitants eût été onéreux sans être utile. On a même pu dire qu'il était tombé en désuétude à l'époque ptolémaïque et n'a été remis en vigueur que par les Romains ². Cela est vrai en ce sens — mais en ce sens seulement — que les cultivateurs du domaine royal sont aussi des fermiers, lesquels avaient, dans chaque village, loué leur lot aux autorités locales ³. Mais c'est aussi à ces fonctionnaires qu'ils versaient le montant de leur redevance, et c'est un abus de langage que de faire rentrer ce mode de perception dans le système de la

raux — pose de fascines (παρασκευασμός) — à la « grande digue » de Psennarys *ibid.*, 1 d) les trois fragments réunis, avec corrections, dans *Pap. Petr.*, III, n. 46, 1 : cf. ci-après, p. 365, 2.

1. Des entrepreneurs associés ont fourni des cautions (ἵδ) ἱγγυκαται, *Pap. Petr.*, II, n. 14, 1 c), invitation à réclamer d'abord les cautions, συντάξι, ἐκφυγῶν *ibid.*, 1 d), et ordre de ne payer que « ἱγγυκαται (1 d).

2. Wicken, I, p. 572 : cf. p. 516 (avant la publication des papyrus de Tebtynis, qui nous montrent la régie à l'œuvre).

3. Il semble que les locations aient pu être faites, suivant les cas, par nombre de fonctionnaires, depuis le comarque jusqu'à l'économe, le fisc ayant intérêt à simplifier les formalités. Cf. la pétition d'un γεωργός au πωρο-υ φάρμας (probablement un délégué de l'économe ou de l'épimélète : cf. *Tebt. Pap.*, n. 61 b, lig. 23, 45) chargé de faire les locations sur place. Il se plaint d'avoir été forcé par le comarque et le comogrammate de fournir au βασιλικῶς ὁικονομῶς plus de blé qu'il ne devait, et peut-être exproprié *Tebt. Pap.* n. 181). Il n'a pas affaire à des traitants, mais aux administrateurs officiels. Un rapport de l'an 114/3 a. C. fait mention de terres louées à trois pastophores par un suppléant du stratège et de l'intendant, οὗτος τοῦ διατάγοντος τὰ κατὰ τὴν στρατιάν τε καὶ τὴν πόλιν, *Tebt. Pap.*, n. 72. Cf. ci-après, p. 391, 2.

ferme. Les papyrus de Tebtynis nous ont rendu quantité de rapports officiels, inventaires de récoltes, listes de redevances avec mention des à-compte payés, etc., rédigés par le comogrammate de Kerkosî is, sans qu'il soit fait nulle part mention de traitants interposés.

Au surplus, la location des terres domaniales ou des biens de mainmorte appartenant aux temples n'a de commun que la forme avec l'adjudication annuelle des fermes d'impôts. Une partie du domaine royal était louée à bail emphytéotique à des particuliers aisés qui pouvaient fournir caution et qui, des lors, considéraient cette tenure héréditaire comme leur patrimoine (μεταβωχέου εἰς τὸ πατρικόν)¹. Ces quasi-propriétaires n'étaient probablement pas le plus grand nombre, et, en général, les baux à longue échéance n'étaient guère employés que pour les « terrains nus » (ἐῖλοι τόποι), sur lesquels les locaux ne pouvaient évidemment construire ou planter sans être garantis contre une éviction prochaine. Il n'en allait pas de même des terres arables, dont l'État entendait esimer chaque année le revenu et régler l'assolement. Les baux à court terme et renouvelables étaient mis en adjudication au plus offrant, et on retrouve là, sauf peut-être en ce qui concerne les cautions², les formalités usuelles, notam-

1. *Tebt. Pap.*, n. 5, lig. 12 Εὐεργέτις ἡ ἐμὲ τὴν ἐμὴν ἀποδοὺν ἐν ἀργύρῳ καὶ ἐν πυρί, à tous les lemmes, καὶ τῶν μετ' αὐτῶν ἐν τῷ πατρικῷ, ἐπὶ τῷ οὐδ' ἀποδοὺν ἀποδοῦν. Bail pour ἐῖλοι τόποι, à terme de 99 ans : τὰ ἅ ἐστιν. *Pap. de Maydoia*, n. 29, de l'an 218 a. C., in *BCH*, XXVI (1902) pp. 189-191. On rencontre aussi l'expression ἔγχεος ἀποδοῦν. *Pap. Amh.*, II, n. 31 et après p. 67 dénotant le bail héréditaire (ἐπὶ γενεῇ). Sur ces questions à l'époque romaine, voy. L. Mitteis, *Zur Gesch. der Erbpacht im Altertum* (Abh. d. Saalburg, XX, 4 [1901], pp. 1-66), *The Ancient Papyri*, Nr. 68 (*Z. f. die Wiss.* XXII [1901], pp. 151-160), M. Rostowicz, *Gesch. des Sklavenrechts in der römischen Kaiserzeit bis Diokletian* (Philol. Suppl., IX, 2, 1902, pp. 125-128), W. Wessely, *Erbschaften*, p. 231, 1.

2. On ne pouvait de voir de tels colvateurs royaux, simples paysans pour la plupart, des cautions comme celles qu'on exigeait des traitants. Cependant un texte cite plus haut (p. 188, 3) une fait hésiter sur ce point. J'ai supposé que l'État pouvait exiger des garanties (εὐρυπαρία) sur le ἀποδοῦν de l'individu ou d'une collectivité. Il en trouvait peut-être de meilleures dans la responsabilité de gros fermiers qui sous-louaient à des

ment des offres (ὑποτάσεις) préalables. Il arrivait que des terrains dépréciés par manque ou excès d'irrigation se louaient à des prix inférieurs au taux du précédent bail, ou même ne trouvaient pas preneur et étaient déclassées, mis ἐν ὑπολόγῳ, à moins que l'on n'en fit des κλῆροι pour catorques, ou que l'administrateur local, voulant faire parade de zèle, ne les prit à son compte ¹.

Un rapport entre autres, daté de l'an 118/7 a. Chr. et déjà utilisé plus haut ², nous met au courant des fluctuations, parfois considérables, de la rente domaniale. Tel lot fournissant précédemment une redevance de près de 100 artabes est détaxé de moitié, tel autre, après avoir été loué au tarif de 1 1/2 artabe par aroure, a été reloué pour dix ans à 1/2 artabe par aroure, après quoi le tarif a été relevé à 1 artabe. En revanche, il arrivait que des terres louées à un bon marché relatif étaient sous-louées avec bénéfice : en ce cas, le fisc haussait ses exigences à la prochaine adjudication, mais c'était là le cas le plus rare à l'époque. Parfois le ministre des finances ou διοικῆς, inquiet du fléchissement de la rente et soupçonnant peut-être quelque connivence entre ses subordonnés et les cultivateurs, révoquait les concessions faites et donnait ordre de reprendre les anciens tarifs ; mais, personne ne couvrant la mise à prix, l'adjudication ne pouvait avoir lieu et le fisc en était réduit à laisser cultiver sans bail, taxant seulement la récolte en proportion de sa

γρογγί, soit des fonctionnaires qui avaient fait les locations. Une circulaire du dioécète de l'an 113 a. C. fait mention d'αρχὶ κλῆροι déposés en banque *Tebt. Pap.*, n. 27, l. 18.

1. Pour être de nouveau nommé κομογραμματεὶς de Kerkosiris, en l'an 119 a. C., Menchès a promis de faire don au village de 50 artabes de blé et autant de légumes «ερπύρα». De plus il doit cultiver «à ses frais» 40 aroures de terre classée comme improductive et payer pour cela une redevance annuelle de 50 artabes. Le basileogrammate a soin d'avertir le topogrammate que la redevance sera exigée intégralement ἐκ πλεονός et que Menchès comblera le déficit, s'il y a lieu, de ses propres deniers (*Tebt. Pap.*, no 9-10).

2. *Tebt. Pap.*, n. 61 b et, ci-dessus, pp. 183-186. Pour le détail, nous ne pouvons que renvoyer au texte, qui est fort long (430 lig.) et au copieux commentaire des éditeurs.

valeur. En général, l'administration évitait de recourir à la contrainte, qui eût aggravé le mal en provoquant l'exode des fellahs. Les baux réguliers étaient transmis aux fonctionnaires spécialement chargés de tenir le cadastre au courant, le topogrammate et le basilicogrammate. De même, toutes les modifications apportées à la distribution des terres par jonction, séparation, aliénation de lots immobiliers.

On peut donc affirmer que nul traitant ne s'interposait entre le Domaine et ses locataires : l'impôt était taxé et perçu par les fonctionnaires royaux. L'impôt foncier, établi d'après les mêmes données que la rente domaniale, c'est-à-dire proportionnellement aux surfaces et au revenu présumé de la terre, et soumis aux mêmes fluctuations, était perçu par les mêmes moyens ¹. Mais l'impôt foncier est si difficile à reconnaître sous ses divers déguisements et nous sommes si mal renseignés sur la question, qu'on ne saurait préciser davantage pour le moment.

En dehors de l'administration des domaines de la couronne ou des biens du clergé et de l'impôt foncier, le système de la perception directe n'était employé que dans des cas exceptionnels quoique prévus, et pour suppléer à l'insuffisance de l'autorité conférée aux traitants des fermes générales, ou pour protéger contre eux le contribuable. Nous avons relaté, à l'occasion, un certain nombre de ces cas. L'économe royal intervient toujours et s'attribue la perception quand il y a contestation entre le contribuable et le fermier ². C'est toujours lui aussi qui perçoit le mon-

¹ Rostowzew (in *Archiv f. Pap.*, III, 2, pp. 206-7) se demande si peut-être il n'y avait pas un impôt foncier affermé, celui qui aurait été levé sur les propriétaires libres. Mais il doute fort qu'il y ait eu de ces propriétaires, — en quoi je pense qu'il exagère (cf. dessus, pp. 191, 2, 231, 1, — et il voit aussi, avec raison, un obstacle à l'adjudication dans l'instabilité des tarifs susceptibles d'être réduits ou majorés en cours d'année par l'administration, suivant l'état des récoltes (cf. ci-dessus, pp. 185-186).

² Wicken (I, p. 563-4) propose de supprimer l'anomalie impliquée par le passage des *Rev. Lays* (col. 29, 11) qui charge l'économe de percevoir l'impôt sur les *zaptéchi*, au prix convenu entre le contribuable et le fermier, en ad-

tant des amendes, soit pour le compte du fermier, si l'amende est au bénéfice de la ferme, soit pour le compte du Trésor, si elle frappe le fermier lui-même. Enfin, c'est l'État qui se charge de percevoir, aux lieu et place des fermiers, les arriérés d'impôts ou les reliquats d'amendes, désormais exigibles en argent. Il y emploie ses πράκτορες, espèce d'huissiers auxquels l'économe délègue ses pouvoirs et qui ont le droit de saisir les biens ou la personne des débiteurs de l'État¹. L'économe avait, du reste, intérêt à stimuler leur zèle, car il était, en certains cas tout au moins, personnellement responsable du déficit, et dans un délai très court². Pour la saisie et mise en vente des gages hypothéqués lors de l'adjudication de fermes générales, il avait un délai de trois mois à partir de la fin de l'exercice en déficit³.

§ III

LES BANQUES ET MAGASINS ROYAUX.

Quel que soit le mode de perception, ferme ou régie, les règles de comptabilité étaient les mêmes, c'est-à-dire que les percepteurs devaient verser l'argent dans les banques royales et les contributions en nature dans les magasins royaux.

mettant soit une exception dont les motifs ont disparu, soit une erreur du scribe, qui aurait écrit *ἐκπενόμενος* pour *ἐκλόμενος*.

1. Les πράκτορες opéraient aussi le recouvrement des créances particulières (cf. πράκτορες ξενικῶν) par autorité de justice, ou en vertu d'« exécution parée » (κατάπαρ ἐν δικῇ). Voy ci-après, p. 389, 2 et ch. xxviii.

2. Dans le cas prévu par les *Rev. Laws*, col. 19, — quand on traitait pour plusieurs fermes on peut mettre son compte en régie par des virements de l'une sur l'autre, — l'économe est tenu de combler provisoirement le déficit dans les trois jours, sous peine de payer le triple. D'après un texte déjà visé plus haut (p. 316, 2. Wilcken, I, p. 563), il aurait été tenu de parfaire de ses deniers tous les chapitres des rôles en fin d'année (ὡς καλίστη συμπληρωθήσεται τὰ τοῦ παρελθόντος ἔτους κεφάλαια). C'est la peut-être une menace, plutôt qu'une règle.

3. Cf. ci-dessus, pp. 353, 357. Τὴν δὲ [πρὸς τῇ] πρὸς τὸν ἐν τῷ ἐργοῦντι ἐν αὐτῷ ἐν τῇ [πρὸς τῇ] τριμηνίαι *Rev. Laws*, col. 34.

La Banque royale (ἡ βασιλικὴ τράπεζα) est un rouage essentiel de l'administration financière en Égypte. Elle est instrument de contrôle et d'enregistrement, en même temps que le réservoir où afflue par les recettes, d'où reflue par la voie des dépenses, l'argent de l'État. La banque royale, au sens abstrait du mot, se compose d'une multitude de banques particulières, disséminées dans le pays, jusque dans les villages ¹, et reliées entre elles, les banques communales à la banque du chef-lieu ou métropole du nome, celle-ci à la banque ou en ses centrale d'Alexandrie, directement ou par l'intermédiaire d'une banque royennant sur un groupe de nomes ². C'est dans ce réseau continu que circule le numéraire mis à la disposition du gouvernement. Il est depuis longtemps reconnu que les banques n'étaient pas des bureaux de perception, mais des caisses où les fermiers et les agents de la régie venaient verser les sommes perçues par eux sur les contribuables ou faisaient verser à leur compte par les contribuables le montant des sommes inscrites sur un bordereau (ἑξ-ραρτί) portant leur signature. Non seulement les banques étaient chargées de payer les dépenses ordon-

1. (αἱ ἐν ταῖς) πόλεσιν ἡ νομοῖς, ἐπὶ ταῖς βασιλικαῖς (Rev. Laws, col. 75, 1). Les banques de villages étaient des succursales de la banque du nome, gérées par un délégué (ὁ παρὶς) du trapezite (Top. Petr., II, n. 20, III, n. 64 = huit pièces datant de Ptolémée II et III. Cf. Wilcken, Ostr., I, p. 633, et ci-après, p. 365, 1.

2. La Thébaine, qui apparaît toujours comme une province à part, avait un τραπεζίτης, τῆς θεβαιοῦ, ministre du banquier de la ville de Thèbes (Wilcken, I, p. 616, 3). Sur les banques royales ou autres, voy. Lombroso, *Recht*, ch. xix : *Die Bankiers royaux*, pp. 330-331. Wilcken, *Aktenstücke aus der k. k. Bank zu Theben* Abh. d. Berl. Akad. 1886, pp. 1-68. Ostr., I, pp. 630-641. Dans les *Index* de Ostr., II, liste de trapezites de l'époque ptolémaïque une trentaine de noms p. 416 et liste plus longue pp. 447-448 pour l'époque romaine. Revillout, *Textes relatifs aux banques royales dans les Mélanges* (1895) pp. 280-353. E. Mûller, *Trapezitika* in Zeitschr. f. Rechtswiss., XIX (1887), pp. 220 sqq. Sur les banques en Grèce et pays grecs, voy. Isocrate, Ostr., xvii Τραπεζίταις et E. Drexler *Storia delle banche e dei banchieri nell'età classica* (Riv. di Stor. antica, VII 1902), pp. 107-132, 283-309. C'est sur la banque centrale d'Alexandrie que nous assumons le moins renseignements. L'existence même en est hypothétique, en ce sens que les τραπεζαῖοι du Trésor remplissaient peut-être les trapezites.

nancées par le gouvernement, mais on est fondé à croire qu'elles étaient autorisées à faire fructifier leurs capitaux en faisant des avances d'argent à des particuliers, ce qui est la fonction propre des banques modernes ¹.

Ainsi, comme caisse de recettes, une banque royale recueillait tout le numéraire produit par la perception de l'impôt dans les limites de son ressort : ceci est surabondamment démontré par plus d'un millier de quittances. Comme trésorier-payeur, le trapezite soldait tous les mandats tirés sur sa caisse pour dépenses incombant à l'État dans le même ressort, traitements de fonctionnaires, salaires d'ouvriers, subventions au clergé, solde et entretien des troupes, etc. Les textes sont ici beaucoup plus rares, mais ceux que le hasard nous a conservés nous autorisent à convertir en règles générales les exemples dont ils apportent le témoignage ².

1. Voy. Lambrose, pp. 316-317. Wilcken, I, pp. 419-420, 669. Cf. chez les Romains, les prêts (gratuits) consentis par Tibère aux sénateurs (Dio Cass., LVIII, 21 et les propositions de Pline à Trajan (X, 54-55, ne pecunias publicas otiosas faciant. Les arguments (Diod., I, 84, Appian, *Sicil.*, I, *Pap. Petr.*, n. 62, col. 4, 171) ne sont pas probants. Ils le deviendraient davantage s'il était démontré que le roi avait monopolisé le commerce de l'argent. Il semble que les Lagides y soient arrivés, au moins à partir du règne de Philadelphes, — Wilcken suppose que Philadelphes a pu faire ainsi des bénéfices énormes, — on ne tolérant, à côté des banques royales, que des banques autorisées et affermées par l'État. La mise en adjudication des banques est nettement attestée par le Papyrus des Revenus (col. 73, 1; 75, 1); mais la question est de savoir si l'affermage ne s'appliquait pas précisément aux banques royales (cf. τῶν τῆς ὑποτάξεως ὑποτάξεως venant après τῆς τῆς, col. 10, 1-4), et, dans l'autre hypothèse, tout commerce libre de l'argent était interdit, si les banques affermées n'avaient comme fonds de roulement que le capital de la société fermière ou manquant aussi l'argent de l'État etc.; toutes questions encore obscures. L'État ne peut affermer que ce qui lui appartient, et les banques privées n'avaient rien à percevoir ou à prélever pour son compte, il leur vendait simplement (ἐπολύμα) τὰς ὑποτάξεως) le droit d'exercer leur négoce : c'était une patente spéciale qu'il leur faisait payer. On sait maintenant, d'après les *Oxyrh. Pap.*, III, n. 513, 37 sqq., que les banques d'État étaient encore affermées sous l'Empire, mais qu'il existait nonobstant des banques privées (ibid., n. 303).

2. Cf. Reville, *Mélanges*, pp. 317-336. *Rev. Laro.*, col. 22, 12. *Pap. Grenf.*, II n. 22. *Pap. Petr.*, II, n. 14, 1, b-d. III, n. 46 (1) (cf. ci-dessus, p. 358, 1), II n. 26, 1-4, 31, n. 64 a. Wilcken, *Actus*, v-vii, ix-x. *Ostr.*, I, pp. 633-638. *Tell. Pap.*, n. 180, pp. 183-3. Voy. ci-après, pp. 370-371, 373, 1.

L'État n'avait pas manqué d'imposer des règles de comptabilité propres à prévenir les détournements et fraudes quelconques. Nous ne connaissons d'assez près que les usages du *ii^e* siècle avant notre ère, et il est infiniment probable que ces règlements ont subi des retouches successives, en vue de multiplier les contrôles et de ne pas laisser passer par plusieurs mains l'argent acheminé vers la banque. Pour les recettes perçues en régie, le trapézite n'encaissait que sur bordereau (δυναστή) libellé par l'économe ou tel autre fonctionnaire de rang égal ou supérieur, contresigné par son ἀντεγραφεύς et par un ou plusieurs de ses subordonnés, ceux sur le rapport desquels le mandat a été établi. C'est au contribuable que le trapézite donnait quittance du versement fait en numéraire argent ou cuivre, après avoir calculé, s'il y avait lieu, l'agio à prélever sur le cuivre.

Il est bon de citer au moins un de ces documents, où se trouvent réunis dans l'ordre habituel, inverse de l'ordre chronologique les pièces comptables. Il s'agit d'une surcharge d'impôt avec amende édictée le 24 décembre de l'an 112 a. G., par l'Intendant des Revenus en personne, et payée d'urgence le 26 à la banque d'Hermonthis ¹. Les formalités ont été accomplies avec une rapidité exceptionnelle, tous les rapports étant datés du même jour, et le cas est intéressant, parce que l'on y rencontre quantité de détails relatifs à l'administration du Domaine, et notamment que l'argent est versé au compte particulier (ἰδίος λόγος) du roi, dont nous aurons à nous occuper plus loin, au titre des amendes dont il a déjà été question plus haut.

L'an VI Choïak B, a été versé (τίταται) à la banque d'Hermonthis par Dionysios, pour le compte particulier du roi, d'après l'ordre (δυναστή) d'Hermias l'intendant des Revenus (οἰκὸς τῶν προσόδων) et de Phibis le basilicogrammate, dont la copie est ci-jointe, par

¹ *Pap. Amherst*, II, n. 31. Parmi les exemples antérieurement connus et « classiques », cf. les papyrus de Zoia (droits de mutation) et les *Actenstücke*, I-IV.

Senpoëris fille d'Onnophris, pour surtaxe (ἐπερτάριον) sur une palmeraie de 2 coudres, 1200 dr. de cuivre c., pour frais, 180 dr.

Dionysios banquier.

Hermias à Dionysios, salut. — Dès notre arrivée dans le nome Pathyrie, nous avons envoyé nos agents dans les toparchies pour veiller à la rentrée des créances concernant la rente en nature et le revenu en argent, et, comme ils procédaient au recouvrement dans les Memnonia, il leur fut signalé que certains lieux avaient été enclos pour plant (ἐπεφυττω) de palmiers. Je fis venir alors Totoès le comogrammate et nous allâmes au terrain de Senpoëris fille d'Onnophris, lequel, mesuré par nous, dépassait 2 coudées. Nous fîmes venir la susdite et, grâce à la contrainte employée (καθαρὴν καὶ ἀναγκαστικῶς) au sujet de l'amende convenable, étant donné que le terrain avait été pris sur sol inculte (γῆρος), le taux fut fixé à 10 tal. d'argente, soit au total 1200 dr. de cuivre, ce que celle-ci accepta. En conséquence, vu le sous-seing de Phibis le basilicogrammate et le rapport signé du topogrammate constatant les mesures et aboutissants et certifiant qu'il n'y a aucune omission, veuillez encaisser à la banque d'Hermionthis la somme de 1200 dr. de cuivre pour argent et la porter aux recettes pour amendes, avec celles que nous avons fait rentrer comme il convient; moyennant quoi la personne aura le terrain à fin de plant (ἐπεφυττω) ¹ pour palmiers et n'aura aucune contestation avec nous sur n'importe quel point. Percevez aussi les frais d'usage au double et autres suppléments, s'il y a lieu.

Portez-vous bien. An VI, Choiak 6.

Recevez 1200 dr. de cuivre pour argent et suppléments y afférents

Phibis. Si le topogrammate certifie sous sa signature que tout est ainsi, que rien n'a été omis, et joint les mesures et les attenants (ὑπομνήματα), recevez douze cents dr. de cuivre pour argent : ci, 1200, et autres frais accessoires (ἐπιδομαγιστήρια). An VI, Choiak 6.

Pamonthès. Recevez de Senpoëris, pour estimation des lieux susdits, douze cents dr. de cuivre pour argent : ci, 1200, et les autres frais d'usage. Les attenants sont, d'après le rapport de Totoès le comogrammate : au midi, la maison de Senpoëris elle-même; au nord, l'esplanade (ἐπίστασις) du corps de garde, au levant, la maison de Ha[...]; au couchant, un sentier.

An VI, Choiak 6.

¹ Ce qui suppose un bail indéfini, emphytéotique (ci-dessus, p. 364, 1).

Pour les sommes perçues en banque sous le régime de la ferme, vu la défiance qu'inspirait le traitant interposé entre le contribuable et le Trésor, les règlements ont dû être plus compliqués dès l'origine et plus souvent retouchés. Le régime le plus simple était de laisser le fermier percevoir les taxes, dont il apportait ensuite le montant par versements (απταβολαί) successifs à la banque. On rencontre, en effet, un certain nombre de quittances (ἀπογραί) délivrées par les fermiers aux contribuables¹, et un nombre beaucoup plus grand de quittances officielles (σύμβολα) délivrées par les banquiers aux fermiers². Mais pour que le contrôle fût possible avec ce système, il fallut que le fermier dût être dans le bordereau (δικογραφία) présenté à la banque les sommes perçues par lui sur chaque contribuable et la nature de la taxe payée. Avec un contrôle sérieux, les traitants n'avaient plus intérêt à percevoir eux-mêmes le montant des taxes; ils pouvaient se dispenser d'avoir des caissiers à eux et de les surveiller en adressant directement les contribuables à la banque, où ils avaient leur compte courant et où s'établissait leur bilan à la fin de chaque mois. Aussi, les quittances délivrées par la banque aux contribuables munis d'un bordereau individuel se multiplient dès le III^e siècle. Mais, de cette façon, le fermier n'était plus garanti contre les négligences possibles de la banque par les quittances restées aux mains des contribuables. C'est à cet inconvénient que remédiait un troisième système, qui est, peut-être le plus ancien des trois : le versement fait, au nom du contribuable nominativement désigné, par le fermier ou un de ses employés également nommé sur la quittance qui lui était remise. Par exemple, — un exemple qui date du III^e siècle a. C., — πίπτωκεν ἀλλοτῆς διὰ Πτολεμαίου

1 Cf. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 60-63 'de Thèbes et Hermonthis' : quittances avec la formule *ἔγω* ou *ἐπέχω*. Cf. H. Erman, *Die Habs-Quittung bei den Griechen* (in *Archiv f. Pp.*, I, pp. 75-81). Dans Tebt., *Pap.*, n. 300 relevé de quittances diverses délivrées par des *λογισται* de fermiers (ci-dessus, p. 355).

2 Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 62-80 : quittances avec la formule *τίναται* ou *πίπτωκεν*, ou, exceptionnellement *Ostr.*, n. 1528, *ἐκτέλειται*.

Titres Ἀρχαῖος (4 ob. 1/2) ¹. En somme, ces divers modes paraissent avoir été pratiqués concurremment au gré des intéressés : la banque ne courait aucun risque en aucun cas. Elle ne craignait pas la multiplicité des écritures et ouvrait complaisamment ses guichets pour des versements de quelques oboles en échange desquelles elle remettait un reçu sur lesson (ὄστρακον) donnant décharge soit au collecteur, soit au contribuable, mais toujours sur ordre et au compte du fermier. Régulièrement les bordereaux apportés à la banque devaient porter, outre la signature du fermier, le contre-seing d'un ἀντιγραφεύς ², et les quittances signées du banquier ou d'un de ses scribes (γραμματεῖς) devaient être contresignées de même par un « acolyte » ³ (ἐπηκολουθῶν) ou assistant (παρὼν ὃ κατὰ) qui se déclarait témoin oculaire du versement : mais, pour les petites sommes, sans doute les fermiers et certainement les banquiers se dispensaient de la formalité de la double signature. On observait mieux les règlements pour les affaires plus importantes, surtout lorsque les acquits, comme dans l'exemple cité plus haut et dans les papyrus de Zoïs, sont joints à la διαγραφή qui motive le versement ⁴.

1. Wilcken, *Ostr.*, II, n. 314.

2. Quittance de la banque d'Hermouthas, pour ἱκανῶν, κατὰ διαγραφήν Πτολεμαίου τοῦ πρῶτου, ἐφ' ἣν ἐπαγράψε. Ἀσκληπιάδης, ὁ ἀντιγραφεύς, κτλ. (*Pap. Par.*, n. 5, du 12 sept. 113 a. C.). L'année suivante (8 mars 112 a. C.), quittance de la banque de Thèbes, également pour ἱκανῶν, κατὰ διαγραφὴν Ψευχανίου, bordereau contresigné par le même Ασκληπιάδης (*Pap. Amherst*, II, n. 54).

3. Sur la forme ἡ ἐπηκολούθημα, voy. Wilcken, I, pp. 16-17. 610. Régulièrement la signature de l'acolyte, qui joue le rôle d'un ἀντιγραφεύς, devait doubler celle du banquier. Cf. les papyrus de Zoïs. Dans les deux exemples que fournissent les *Ostraka* ptolémaïques (an. 1362-1325), la signature de l'acolyte remplace celle du banquier.

4. Le terme διαγραφή est employé en sens divers — au moins divers en apparence — qu'il n'est pas toujours facile de distinguer. Sur cette question depuis longtemps controversée, voy. A. Peyron, in *Pap. Tur.*, I, pp. 144-148. *Pap. di Zoïs*, pp. 21-22. Franz, in *CIG.*, III, p. 298. Droysen, *El. Scarsflen*, pp. 40 sqq. Lambros, *RecA.*, pp. 89-91. Wilcken, *Aktenstücke*, p. 30. *Ostr.*, I, pp. 89-91. 423. Naber, in *Archiv f. Pp.*, II, pp. 24 sqq. H. Kriem, *ibid.*, pp. 450-462. Gradenwitz, *Einführung in die Papyrskunde*, pp. 130-142. Eine

Pour les mandats à payer, les formalités étaient plus minutieuses encore. Les hauts fonctionnaires de l'administration des finances ne les ordonnaient que sur le vu d'un compte détaillé des dépenses faites ou à faire *surveut*, et le mandat était contresigné par les organes de transmission en suivant la voie hiérarchique. Le banquier payait alors contre reçu (*avryvavé*) du créancier de l'État¹. Les formalités étaient ici aussi minutieuses pour les petites sommes que pour les mandats importants. La trépublique Apollonios ne verse les

avec *avryvavé* aux *Hermapolies* (Mélanges Nicole, pp. 191-210). Étymologiquement, *avryvavé* est une « description », un exposé des motifs pour lesquels l'argent doit être perçu. Pratiquement, *avryvavé* paraît avoir eu le sens propre de « *ordonneau* » *avryvavavé* ou *avryvavé* les ordres de mandat, ordres de versement à faire, soit à la banque, soit, plus souvent peut-être, par la banque. Les deux aspects sont libérés ou par un *avryvavavé* ou par un *avryvavé*. Mais il en est une autre, résumant les deux et d'origine différente, celle des avis adressés par la banque à tel client pour l'avertir que le banquier a encaissé telle somme portée à son compte et la tient à sa disposition. Enfin, il est des *avryvavé* appelées telles par celui qui les mentionne; mais leur nombre ne se recompose pas à leur contenu approuvé d'après des dénominations rigoureuses, et c'est ainsi que se perpétue le débat. Peyron entendait par *avryvavé* un *avryvavé* par *avryvavé* dressé par les employés (*avryvavé*) du banquier considéré comme fermier et receveur des droits, et enregistré (*avryvavé*) par lui à titre de constat officiel pouvant remplacer en besoin les contrats eux-mêmes. Revillout (*Projet d'Hermapolies*, pp. 14, 20-21), résumant Lumbroso, qui lui-même avait réfuté Peyron, cite des quittances domotiques desirées au temps d'Éphèse pour l'impôt du *avryvavé* *avryvavé* par le *avryvavé*, sans mention ni de l'*avryvavé* ni du banquier, et veut en conclure que la banque n'avait pas à intervenir, jusqu'à ce qu'une réforme accomplie entre l'an VI et l'an XIII de Philométor lui donnât un droit de contrôle. À partir de ce moment, la queue ou *avryvavé* (*avryvavé*) du *avryvavé* aurait été contrôlée par l'*avryvavé* et soumise au *avryvavé*, lequel affirmait que la taxe avait été légalement fixée. C'était ensuite au publicain à se faire payer de cette somme comme il voulait. Cela ne regardait plus l'État. La trépublique aurait eu simplement pour mission de servir ce que produisait la taxe « sans établir les moyennes » utilisables pour la mise à prix des adjudications futures. C'est encore la confusion, introduite par Peyron, entre la tenue des livres de caisse et l'enregistrement par transcription (*avryvavé*) ordonné sous Philométor (*avryvavé*, ch. 2214, aggravée d'une confusion entre les *avryvavé* et les *avryvavé*).

¹ Wilken, *Actes d'Éphèse*, v-vii. Voir, I, p. 138. Sur *avryvavé*, II, n. 20, III, n. 24 et *avryvavé* pour soumettre *avryvavé* à la banque de Philométor. Récus par des entrepreneurs de travaux publics au temps de Philométor. Récus de sommes payées pour entretien des troupes, dans Revillout, *Mélanges*, pp. 220-221.

7,020 dr. de cuivre allouées au T. d'Amon à Thèbes en mai 134 a. C. que sur ordonnance du dicécète, contresignée par le basilicogrammate Héliodore et l'acolyte Hippalos ¹. Un autre papyrus de Thébaïde nous a conservé un ordre de payer également transmis à la banque par la voie hiérarchique. Il s'agit de soldes et rations à fournir aux équipages de deux bateaux chargés par le dicécète de convoier du blé. Le dicécète Ptolémée écrit à l'hypodicécète Hermonax, à la date du 24 Choiak an IX (10 janv. 108), d'ordonnancer (γρηματίζειν) pour les équipages un salaire mensuel de 8 tal. 3 000 dr. de cuivre et 25 artabes de blé. Hermonax, sans se presser, adresse la pièce à Hermias, que nous supposons être le stratège, à la date du 5 Pharmouthi (21 avril), l'invitant à ordonnancer, pour quatre mois de salaires, des mandats de 34 tal. et 100 artabes de blé à verser, contre reçu en bonne forme (ἀντισυμβολον), par les trésoriers de Latopolis. Hermias fait contresigner le mandat de 34 tal. par le basilicogrammate Phibis, à la date du 16 Pachon (1^{er} juin) et l'adresse le même jour non pas à la banque de Latopolis, mais à celle de Pathyris, sans doute parce que les bateaux se trouvaient alors dans ces parages, en recommandant bien lui aussi, au banquier (²) Démétrios d'avoir les pièces comptables en règle (καὶ σύμβολον καὶ ἀντισύμβολον ποιήσειν ὡς καθεύκει) ³. Recettes (εἰσάματα, et dépenses (ἐκδωματα) devaient être inscrites jour par jour dans le grand-livre ou journal (ἱζημερίδις et le bilan relevé tous les mois (μηνιαίῳ) pour être soumis au contrôle des autorités compétentes ⁴.

On a vu plus haut que, suivant l'opinion de Wilcken, les trapézites royaux étaient non pas des traitants, mais des fonctionnaires. Il me paraît plus exact de dire qu'ils étaient à la fois l'un et l'autre ⁵. Il est évident, en effet, que l'État devait

1. Revillout, *Mélanges*, p. 327 et-dessus, p. 261, 2).

2. *Pap. Grenfell*, II, n. 23. Nous n'avons pas le mandat pour les fournitures de blé. Tout porte à croire que l'an IX est du règne de Ptolémée Soter II.

3. Wilcken, I, p. 141. Cf. ci-après, l'office de τραπεζίτης.

4. C'est aussi comme je m'en aperçois après coup. l'avis de J. Beloch, *Gr.*

prendre avec eux des sûretés et exiger un cautionnement quelconque. On voit, par la circulaire que représente le papyrus 62 du Louvre, quel rôle capital jouait la banque dans la procédure des adjudications et quelle responsabilité encouraient les banquiers qui auraient laissé se glisser des irrégularités dans leurs pièces comptables. Cette responsabilité suppose que l'État ne les nommait pas sans garanties pécuniaires. En tout cas, ce n'est pas en raison de leurs capacités qu'ils étaient choisis, s'il est vrai que le trapézite Diolotos, par exemple — dont la signature est représentée par trois croix au bas des reçus, ne savait pas écrire ¹. Enfin, il paraît bien que le trapézite en titre avait non seulement un chef de bureau (*ἀρχιστράπεζα*) et des scribes, mais des associés ou fondés de pouvoirs, qui accolaient parfois leurs signatures à la sienne ² et partageaient, par conséquent, sa responsabilité. Aussi s'atténue et disparaît presque la distinction proposée plus haut entre les banques royales et les banques affermées ou plutôt patentées. Les unes et les autres devaient être, non pas des fermes soumises à l'adjudication annuelle, mais des offices achetés dans des conditions analogues, et pour un laps de temps plus long ou indéfini ³.

Geach, III, 1 (1904, p. 313, 2, qui compare les *παντράχαι* à nos banques d'État, « entreprises privées, simplement soumises au contrôle de l'État, et obligées envers lui à certains services ». La Banque de France a ses actionnaires, mais le gouverneur est nommé par l'État. Sous l'Empire, les trapézites faisaient fonction de notaires, concurrentement avec les *ἀγοράνομοι* que nous rencontrerons plus loin au ch. xxviii (cf. Naber, in *Archiv. f. Pap.*, II 1903, p. 31 et nous verrons qu'à l'époque ptolémaïque les reçus de la banque ont été la première forme de l'enregistrement).

¹ Wilcken, I, p. 71 *Ostr.*, nn. 329, 331, 333 (époque de Philadelphe ou d'Évergète I). Les croix en forme de *xxx* : au-dessous, la signature du *παντράχης*.

² Wilcken, I p. 336-43. Les grandes banques pouvaient avoir plusieurs caisses — par exemple, celle de l'État et celle du clergé — et plusieurs trapézites comme chefs de service (*ibid.*). Cf. ci-dessus, pp. 364, 1-369.

³ Sur la multiplication des banques privées à l'époque impériale, où même les petites gens avaient un compte courant *πρὸς τράπεζαν*, voy. Wilcken, I, p. 379. Les banques officielles, comme les *ἀγοράνομοι* ci-après, ch. xxviii, ne succèdent aussi rapidement dans le même bureau. Lucubroso (p. 332) constate déjà qu'en cinquante ans environ, on rencontre au moins six titulaires de

Les magasins royaux (βασιλικὰ θησαυροῖ), destinés à recevoir les contributions en nature, étaient gérés de la même façon que les banques et avaient aussi une double comptabilité pour les recettes et pour les dépenses, comptabilité soumise au même contrôle¹. En fait, le régime de la perception en nature ayant été pratiqué des siècles avant l'autre, c'est la comptabilité des magasins qui avait servi de modèle à celle, plus simple, des banques.

Un « Trésor » comprenait des réceptacles (ἀποθήκη) appropriés pour chaque espèce de fourniture, des greniers et des silos pour les céréales, des celliers (οἰναριὰ) pour le vin dans les régions à vignobles, et probablement, comme nous le verrons, un dépôt annexe pour la menue paille (ἀχυροθήκη). La manutention des céréales était le service de beaucoup le plus important ou même le seul dans la plupart des établissements et l'on s'en aperçoit au titre que portent les administrateurs en chef. Le rôle de trésorier receveur et payeur, en tout comparable à celui du trapézite, y était tenu par un ou plusieurs πτωλόγοι, agents commissionnés par l'État². Ce ne sont pas, comme l'a pu faire croire l'étymologie, des percepteurs, ayant uniquement pour mission de lever les contributions en nature³, mais des gérants qui s'acquittent d'une tâche plus compliquée en écoulant les produits emmagasinés par diverses voies, suivant les destinations indiquées

la banque de Diospolis, et cinq de la banque d'Hermionthis. Voy. la statistique résumée par Wilcken avec les nouveaux documents (ci-dessus, p. 364, 2).

1. Recus de antologues, du temps de Philométor ou d'Évergète II, dans *Pap. Amherst*, II, n. 58 signé par ἀντιγραφῆς, n. 60 Ordre de fournir προς τὰ σπέρματα (n. 61).

2. Le θησαυρὸς royal est appelé en démotique la « Porte du Roi » (Revillout, *Précis*, p. 1286).

3. Un rapport de l'an 417 a. C. signale les abus commis par des individus qui, sans nomination régulière, se sont emparés de certains offices incompatibles avec leur profession : ἐν ᾧ μὲν αὐτοὺς ἀνελτχοντων αἰκονομ[αίς] καὶ τραπεζαῖς καὶ πτωλόγ[α]ς καὶ κομμηγ[α]ίς καὶ ἐτέραις χρεῖαις ἐνθάδε τῆς καὶ ταύτης ἐργασίας (*Text. Pap.*, n. 24, lig. 62 sqq.).

4. Wilcken (*Ostr.*, I, pp. 653-654) rectifie sur ce point une opinion qu'il a lui-même partagée.

par l'administration supérieure. Comme recouvreurs, les sitologues avaient à recevoir et enregistrer les denrées fournies par le contribuable. C'étaient les autorités des bourgs qui étaient chargées de la perception proprement dite, y compris le recouvrement des arriérés (*πραπτορία*)¹, qui était une véritable corvée. La part de l'État était faite et mesurée sur place, sur les aires mêmes où avait lieu le battage des récoltes, étroitement surveillé par des *γινυμαιοφύλακες*, assermentés. Le cultivateur n'en pouvait rien emporter avant que le comogrammate, assisté du comarque et de gardes (*φύλακες*) prêts à manier au besoin la courbache, n'eût prélevé le nombre d'artabes prévu par ses calculs et porté sur son registre, soit pour la rente seule, soit avec un surcroît pour remboursement des avances faites au moment des semailles². Le transport même de la part de l'État aux greniers royaux était à la charge du contribuable³. A l'entrée des magasins, les sitologues procédaient à un nouveau mesurage pour vérifier celui qui avait été fait sur place et prévenir les détournements en cours de route; après quoi ils prenaient livraison et délivraient aux intéressés des quittances contresignées par leurs *ἀντιγραφεύς*. Le contrôle des sitologues était une garantie pour l'État, mais non pour les contribuables qui, là encore, en dépit des doubles signatures, pouvaient avoir affaire à de malhonnêtes gens⁴.

1 La *πραπτορία* exercée par le comarque et les *πραπτοριοί* (*Tell. Pap.*, n° 44, 128).

2 Cf. dans les *Pap. Peir.*, II, n° 95), une requête de cultivateurs du 14 juin 239 a. C.) demandant la permission d'enlever leur récolte, probablement sans attendre le vérificateur officiel.

3 Cf. M. Roslowzew, *Kornerhebung und transport im griech.-röm. Ägypten* in *Archiv f. Pp.*, III, 2 [1901], pp. 201-224). Sur le transport ultérieur, des magasins à Alexandrie, par des agences de muletiers et de bateliers, voy. (pour l'époque impériale, Fr. Preisigke, *Kornfrachten im Fayum* *ibid.*, pp. 44-51).

4 Voy. l'ordonnance royale (*Tell. Pap.*, n. 5, lig. 85 sqq.) rendue par Évergète II pour réprimer les exactions que pratiquaient les sitologues à l'aide de fausses mesures. Le roi adresse ainsi tous *ἐπὶ τῇ μετολόγησιν καὶ ἀπομέτρησιν*, sitologues et contrôleurs. Il exige qu'ils se servent de mesures en bronze d'ancien véritable par les autorités du pont. Légalement, ils

Les sitologues avaient des attributions analogues de tout point à celles des trapézites et étaient soumis aux mêmes règles de comptabilité. Ils devaient adresser au basilcogrammate de la région des rapports mensuels dans lesquels ils mentionnaient ce qui avait été versé et ce qui restait dû (*λοισυραγόμενον*) par les contribuables, en spécifiant les diverses espèces de recettes, impôts, loyers des terres domaniales, restitutions de prêts, frais de perception ¹. Comme payeurs, ils portaient au chapitre des dépenses les rations qu'ils avaient dû fournir sur mandat soit adressé à eux directement, soit transmis par l'intermédiaire d'un banquier ². Enfin, ils devaient, suivant les ordres reçus, soit expédier les denrées emmagasinées aux destinations requises (*προς πόλιν*), soit les mettre en vente (*προς ἀγοράς*) ³.

avaient droit d'exiger un *ἐπίμνητον* de 3 1/5 (*Tabl. Pap.*, no. 91, 92) pour compenser les déchets du criblage et un *νεομενικόν* (ci-dessus, p. 296, 3) pour frais dudit criblage, qui servait principalement à séparer le froment de l'orge dans le *πυθμπός* (cf. *Pap. Petr.* III, p. 216). Les autorités du village n'étaient pas moins sujettes à caution. Un cultivateur se plaint d'avoir été victime d'une ruse entre le comarque le comogrammate et le *πυθμπός*, qui ont majoré sa dette (*Tabl. Pap.*, n. 103).

1. Voy. le rapport mensuel du sitologue Collouthos, receveur dans le Fayoum en l'an 214 d'Évergète 1.97 a. C. et l'apostille du basilcogrammate Asclépiade, préposé τῶν θεμιστῶν καὶ πολέμωνι μισθῶν τοῦ Ἀρρινοῦ (ibid., red. n. 1 « Cette pièce nous donne 1° le compte de l'année *λοισυραγόμενον* pour Mésoiri, en blé et en orge; 2° de ce qui est payé en sus comme loyer des terres royales (*προσμεμισθόμενον εἰς ἀδελφὴν*); 3° des frais qui ont été payés pour les frais par le contribuable; 4° une constatation d'arriéré par le basilcogrammate » P. Jouguet, in *Rev. d'Ét. anc.*, 1905, p. 290, 1).

2. On a vu plus haut (p. 371) que le stratège Hermias adresse des instructions pour fournitures mixtes (argent et blé) au banquier de Pithyria. On peut supposer que le banquier se chargeait de prévenir son collègue le sitologue. Du reste, les fonctions de banquier et de sitologue pouvaient se cumuler (cf. *Διπλό[ος κ]ολίγειν καὶ τραπέζι[ον]*, *BCU.*, n. 902).

3. *Pap. Petr.* II, n. 36. III, n. 36 b (correspondance officielle, de 252 a. C., au sujet de bateaux de transport de σίτος ποτίνος du Fayoum à Memphis, II, n. 44. III, n. 110 Reçus de janv. et févr. 187 a. C., délivrés par un patron de bateau, Polystrate transportant du « froment pur » provenant de la récolte de l'an 187 et destiné à être en partie vendu (*εἰς τὴν ἀγοράν*) pour le compte de Dorian, τοῦ πτωχολογιστῆς τῶν ἐκμ. Βολιστῶν τοῦ et, plus loin, τοῦ σιτολογοῦτος ὑπαρχοῦ. C'est une explication plausible de centimes qui semblent former antichrèse. Je crois assez que les sitologues ne manquaient pas d'argent et que le prix du blé vendu était versé à la banque. Pour simplifier

Là se bornaient les opérations faites pour le compte de l'État : mais les sitologues, comme les banquiers, spéculaient pour leur propre compte. Peu de particuliers étaient assez riches pour avoir des magasins à eux. Les sitologues pouvaient entreposer leur récolte et même se charger de tenir leur comptabilité, d'encaisser et de payer en leur nom. Ainsi l'on voit, au premier siècle avant notre ère, le sitologue Ptolémée, sur ordre de Ptolémée, « greffier des cultivateurs » (γραμματεὺς τῶν γεωργῶν), verser au propriétaire d'un κλῆρος la rente (ἐκφοριὴν) que lui doit son locataire. Ici, le sitologue a pris soin d'écrire au dos : « en grain non criblé » (σίτου ῥυπαροῦ).¹ De même, des sitologues font des paiements sur ordre d'un greffier des cultivateurs et d'un « greffier des éleveurs » (γραμματεὺς κτηνοτρόφων)². Ils pouvaient aussi consentir des prêts, soit comme agents du Trésor, soit sous leur propre responsabilité et à leur bénéfice³.

Le rôle des sitologues se restreignit à mesure que s'agrandissait le rôle complémentaire des banquiers. Le système de la perception en nature, hérité des Pharaons, fut peu à peu remplacé par le régime plus commode de la perception en argent. Il ne fut guère conservé, en dehors du domaine royal, que pour l'impôt foncier ou plutôt pour une partie de l'impôt foncier, et il ne fut remis en pleine vigueur que sous le Bas-Empire, au temps où les empereurs l'appliquaient partout. La sitologie, à laquelle l'*annona* romaine avait donné

leurs écritures, ils devaient compter comme dépenses tout ce qui sortait des magasins.

1. *Fayûm Towns*, n. 16.

2. *Fayûm Towns*, n. 18 a-b, à la date des 15 et 16 Thoth de l'an XXI, de Ptolémée Alexandre? = 30 sept. 1^{er} oct. 94 a. C.)

3. À l'exemple unique et douteux (*Pap. Petr.*, II, n. 48, de l'an XVIII d'Épiphane (188 ? a. C.) cité par Wilcken (*Ostr.*, I, p. 653 — ci-dessus, p. 375, 3) — ajoute maintenant le prêt de 15 arithres de froment consenti à Harhéchin par τοῖς σιτολογοῦσιν εἰς τὸ πρὸς Θεῶν δα ἐπιδαστήριον (*Test. Pap.*, n. 111 — le reçu est du 18 Papyri LIV = 5 juil. 118 a. C.). Le sans d'ἐπιδαστήριον — qui se rencontre aussi ailleurs (ci-dessus, p. 375, 3) — est douteux. Grenfell le traduit par « granary ». La manutention d'un grand entrepôt peut bien être, en effet, assimilée à celle d'une usine.

une importance spéciale devint une corvée gratuite (ἀντοργία) imposée, comme aussi la πρᾶκτορις, aux decurions ¹. Au fond, le changement, par comparaison avec le régime ptolémaïque, était moins grand qu'on ne l'a dit : la responsabilité des autorités locales était seulement accrue de celle qui incombait jadis aux sitologues fonctionnaires.

Nous sommes mal renseignés ou pas du tout sur les dépôts annexés aux magasins des céréales et placés sans doute sous la gérance directe ou la surveillance des sitologues. Des celliers pour le vin, que le papyrus des Revenus met à la disposition de l'économe, nous n'avons rien à dire, sinon que les sitologues, subordonnés de l'économe πραιῶν, étaient qualifiés pour en assumer la gestion. Il est bien question d'οἰνολογία dans un reçu d'un magasin de Thèbes, mais le signataire Hermias ne dit pas s'il est σπυλῆρας ou peut-être οἰνολόγος ². En revanche, on rencontre des fonctionnaires spéciaux pour la manutention de la menue paille ou balle (ἄχυρον), dont le vannage opéré sur les aires devait produire les quantités et qui était réquisitionnée, au besoin, à titre d'impôt (ἄχυριὰ τελεῖ), pour la fabrication des briques et le chauffage d'établissements publics, notamment des bains pour militaires. On l'amenait par charges ἀνωγίαι εἰς τὸ βασιλικόν. Ce service était assez important pour avoir ses dépôts (ἄχυροθήκαι) et ses employés rattachés aux, ἄχυροπρακτορες, παραλήμται ἄχ' ἔρου, ἄχυράριοι, titres qu'ils portent sur les quittances de l'époque romaine, alors que la perception était mise en régie. Sous les Ptolémées, cet impôt devait être affermé comme les autres. On lit sur des quittances de cette époque : « a livré (παρὰδῶκεν) un tel et ses associés » (καὶ οἱ μέτοχοι) ³.

1. Sur la sitologie à l'époque impériale, voy. Wilcken, *Ostr.*, I, pp. 655-662. Le Bas-Empire a surtout des *praepositi horrenrum* (Cod. Theod. XII, 1, 49).

2. *Ostr.*, n. 711. Cf. Wilcken, I, pp. 99, 269-270.

3. *Ostr.*, n. 715, 744, 751, 1518. Cf. Wilcken, I, pp. 102, 103, 62-164. Les Orientaux avant l'habitude de ne couper en moissonnant que les épis, les chaumes restaient sur le terrain ἐπ' αὐλῶν ; ci-dessus, p. 187. L'ἄχυρον ne désigne que la balle.

Tout ce qui n'était pas consommé ou réservé pour semences ou vendu (αἶμα ὑπερπλεόν) et converti en argent sur place, s'il s'agit des denrées; l'excédent des recettes sur les dépenses, s'il s'agit d'impôt perçu en argent; était acheminé sur Alexandrie et mis à la disposition du roi ¹.

L'idée de distinguer dans le roi le chef de l'État, impersonnel comme sa fonction, et la personne du roi, entre son intérêt comme individu ou comme père de famille et celui de l'État, et conséquemment de faire dans les revenus dont la totalité était à sa disposition comme souverain une part qui fût sa propriété particulière, cette idée n'est pas de celles qui naissent d'elles-mêmes dans une monarchie despotique et héréditaire. Elle emporte une sorte de déchéance du pouvoir souverain, limité par la résistance de l'intérêt général qui, à un moment et pour des raisons quelconques, a pris conscience de lui-même et s'est senti opposé à l'arbitraire royal. Nous ignorons à quelle époque il fut institué une gérance particulière (ἑὸς λόγος) pour la cassette royale, qui formait dans le Trésor comme un compartiment à part, placé sous une direction autonome, distincte de l'administration générale (διοίκησις ²). On savait que l'ἑὸς λόγος existait sous les

1. De même, en France, sous l'ancien régime, les « charges » étaient réservées pour les dépenses locales et les « revenus bons » centralisés par le « Trésor de l'Épargne » (cf. J. H. Mariéville, *Histoire de France*, de E. Lavisse, t. VI, 2, p. 62).

2. Cf. Paul M. Meyer, *Das kaiserliche und königliche Fiskusrecht*, v. Otto Hirschfeld, pp. 121-163. La majeure partie de cette étude consacrée à l'ἑὸς λόγος sous la domination romaine, l'auteur s'attachant à démontrer que l'ἑὸς λόγος était alors non pas la *res privata*, mais le *patrimonium Caesaris*, distinct du fisc (ἐπιδόσις). Cf. les rectifications de l'auteur dans *Archiv f. Pfl.*, 111, pp. 86-84. Il fait de l'ἑὸς λόγος « nur ein Ressort der διοίκησις » et n'admet plus qu'il y ait eu un domaine particulier distinct du domaine royal, comme la *κατασκευασμένη πρόεδρος* = *οὐρανός λόγος*. A son tour, O. Hirschfeld (*Die kais. Verwaltungsbearbeitung*, pp. 353-356) reprend la première opinion de Meyer; il fait observer que l'ἑὸς λόγος est nommé immédiatement après le préfet d'Égypte et la *juridicus*, et que sa compétence devait s'étendre à l'ensemble des domaines impériaux ressortissant soit au fisc comme la γ' βασιλεία, et les *ἐκτετακτα*, soit au patrimoine de César (γ' αὐτοκρατορίας). On sait même aujourd'hui par Pap. Oxyrh., IV, n. 721 que, comme l'avait présumé Meyer, la 12^e v^e, était aussi administrée par l'ἑὸς λόγος romain.

Romains¹ et on se doutait bien qu'ils n'avaient fait que conserver une institution antérieure; mais l'existence de cette cassette particulière sous les Ptolémées n'est connue que depuis peu et par des documents qui ne remontent pas au-delà du règne de Philométor².

Comme on vient de le dire, les rois absolus n'échangent pas spontanément contre une « liste civile » leur droit de disposer de tout le produit. Aussi est-il probable que la distinction entre les fonds de l'État et ceux de la cassette royale ne s'est pas faite tout d'un coup. La question s'est posée tout d'abord à propos de l'entretien de la famille royale. Les premiers Ptolémées y avaient pourvu à leur gré, soit par des revenus assignés sur le Trésor, soit par des donations³. On a vu plus haut que, sous le règne d'Épiphanes, des portions du domaine royal ont été mise à part comme « revenu des enfants du roi », et que ces spanages

1 Strab., XVII, p. 797.

2. L'événement a été donné par deux prosynèmes de Philé publiés en 1871 par K. Weischer (*C.-R. de l'Acad. d. Inscr.*, 1871, pp. 289 sqq. Dittenb., *OGIS*, n. 184-185). Ce sont des hommages à Isis, portés à Philé par un certain Tryphon, au nom de *Klétopos τοῦ ευρυνομῆος υἱοῦ τοῦ τοῦ αἰῶνος λόγου καὶ εὐνομήου τοῦ βασιλέως*, le 25 Payni en XXV (21 juin 56 a. C.) Tryphon et Castor étaient déjà connus par des prosynèmes datés de l'an 11 et de l'an 61 a. C. (Leironne, *Revue*, II, pp. 47, 63) comme contemporains de Ptolémée Aulète. Depuis sont venus s'ajouter d'autres témoignages, le plus ancien *Pap. Græf.* I, n. 16 de l'an XXXV (Je Philométor = 147/6 a. C., ou d'Évergète = 136/5 a. C.); un autre, de 131/0 a. C. (Wilcken, *Actenstücke*, n. 4, lig. 21); deux autres, des années 112 a. C. (*Pap. Amherst*, II, n. 31, ci-dessus, p. 266) et 95 a. C. ? (*HGU*, n. 992). Dittenberger (*OGIS*, n. 188) fait observer qu'en juin 54, Ptolémée était exilé et qu'il est étonnant de voir Castor qualifié *εὐνομήος τοῦ βασιλέως καὶ τῆς εὐκλείας* à pareille date. Il est tenté de reporter cette date à l'an XXV d'Alexandre I, 89 a. C. Mais je ne trouve pas si étonnant qu'un intendant ait conservé, sous un gouvernement provisoire, ses titres accoutumés, y compris celui d'intendant de la reine, qui, à mon sens (ci-dessus, t. II, p. 145), était alors défunte.

3. En l'an XXXVI de Philadelphes (254-49 a. C.), un certain Théaristhos de Cyrene est au service de Lysimaque et administre ses revenus (*Pap. Petr.*, I, n. 22, 1). Ce Lysimaque pourrait être le fils de Philadelphes (cf. ci-dessus, t. I, p. 283 III, pp. 73, 129). On doit supposer que Philotéra, sœur du roi, était largement pourvue. Les spanages pouvaient se composer de revenus très divers et dispersés. Cf. la dotation de la princesse Nitocris, au temps de Psammétique I, dans Revillout *Précis*, pp. 439-443.

reparaissent plus tard, dans les papyrus de Tebtunis, sous la rubrique *χωρισμένη πρόσοδος*. Ce « revenu séparé » a déjà, non seulement une comptabilité distincte, mais des administrateurs ou préposés *προτεταται* spéciaux, qui relèvent probablement d'un *οικονόμος τοῦ βασιλέως* ¹.

Il restait peu à faire pour transformer la caisse des apanages en cassette royale. Il suffisait d'y inclure les revenus destinés à pourvoir aux dépenses du roi lui-même, considéré non plus comme souverain, mais comme fonctionnaire privilégié de l'État. Le besoin de limiter ces dépenses dut paraître urgent lorsque fut inauguré par accommodement entre Philome ne et Evergète II, le régime de la royauté en partie double ou triple, avec pouvoir indivis et compétence égale. Au cours de cette paix fourrée, sans cesse rompue par des expulsions et des restaurations alternantes, le Trésor risquait d'être dilapidé par chacun des maîtres du moment au profit d'ambitions rivales qui, au lendemain de transactions précaires, se préparaient encore à la lutte. C'est, ce semble, durant ces d'scordes intestines, passés plus tard en habitude, que les Alexandrins, devenus par la force des choses et souvent par l'émeute arbitres du conflit, ont pu imposer aux rois une liste civile et les dessaisir de la libre disposition du Trésor tout entier.

La cassette royale n'était pas remplie par un prélèvement fait sur les recettes de la Trésorerie (*δωδεκαετία*), mais, comme autrefois la *χωρισμένη πρόσοδος*, par les revenus d'un domaine détaché du Domaine royal, revenus perçus à part dans es banques et probablement accrus, de temps à autre par es déshérences et les confiscations ². Il n'est pas sûr que la

1. Cf. dessus, pp. 190-191-379, 2. Cf. Letronne *Recherch.*, pp. 42-413.

2. Les papyrus précités (*Pap. Antik.*, II, n. 31 et *BGT.*, n. 992 — et dessus, pp. 366 et 379, 2, de 112 et 162 [Schubart] ou 93 [Meyer] n. C.) relatent des versements faits à la banque à Hermonthis *εἰς τὸν ἴδιον λογόν τῶν βασιλέων* ou *βασιλ. εἰς τὸν ἴδιον λόγον*, pour usurpation ou location de terres appartenant au domaine spécial. Ils sont faits sur bordereau (*διεγγραφή*) dressé par le chef de l'administration financière de la Thébaine (*ἐκ τῶν προσόδων*) et contre-signé par le *βασιλ. τοῦ γρηγαίου* de la région, c'est-à-dire que, au dessous

création de τῶς λῶς ait été favorable aux finances publiques. Nous verrons que, sous Ptolémée Aulète, la moitié peut être des revenus de l'Égypte allait s'engouffrer dans la caisse où pesaient alors tant de mains ¹.

§ IV

LA HIÉRARCHIE ADMINISTRATIVE.

Nous pouvons maintenant essayer de reconstituer la hiérarchie des fonctionnaires qui consacraient tout ou partie de leur activité à l'administration des finances. L'exposé à chance d'être plus clair en commençant par le sommet et suivant le fractionnement des compétences dans l'ordre descendant.

Le chef suprême de la hiérarchie ou ministre des finances était le diocète διοικητής — ὁ ἐπὶ τῆς διοικητικῆς) résidant à Alexandrie ². On se heurte ici, dès le début, à une question

de l'administrateur général de la cassette (ἀπὸς τῶς ἐφ' ἑλῶς), les fonctionnaires de la διοίκησις gèrent en même temps τῶς λῶς. Le domaine de Sébennytos qui, en 142/3 de notre ère, s'appelait encore βασιλικὸς Πτολεμαίου, devait avoir appartenu à la cassette royale avant de passer dans le patrimoine de l'empereur J. Nicole, *Le domaine du roi Ptolémée*, in *Archiv f. Pap. f.*, III, 2, pp. 225-236). On sait par le *Pap. Lond. Catal.* II, p. 167, que Livy et Germanicus possédaient des domaines ἐν τῇ κατὰ τὸν Πυσοῦν. Cf. M. Rostowzew, *Die kaiserl. Patrimonialverwaltung in Ägypten* (Philologus, LVI [1898], pp. 564-571), O. Hirschfeld, *Der Grundbesitz der römischen Kaiser in den ersten drei Jahrhunderten* (Beitr. z. alt. Gesch. I [1902], pp. 292-293).

¹ En 1601, Henri IV prélevait environ le tiers des revenus sous « pour l'entretien de sa cour et pensions à la noblesse. Maréchal *op. cit.* p. 64. Par exemple de ce roi économe on peut juger de la façon dont ses successeurs usèrent des « acquits de comptant ».

² Le diocète est le successeur du *dya* de l'époque pharaonique (Reinhout, *Précis*, p. 43). Le titre διοικητής prévalut, sous une plus courte, sur le titre ἐπὶ τῆς διοικητικῆς περιεπέμψεως, emprunté à Athènes (ὁ ἐπὶ τῆς διοικητικῆς) et employé concurremment dans le Papyrus des Revenus. Liste provisoire des diocètes de l'époque ptolémaïque, avec les références, dans H. Maspero (*op. cit.*, p. 245), dix-sept noms : Satyros, Apollonios, Théogène, Eutychès (sous Philadelphos), Cléandre (vers 250⁺), Dionysios, Chrysippe sous Ptol. III, Théopompas (sous Épiphanes), Hérodas, Dioscouridas, Dionysios, Archimios, Ptolémée (sous Philométor et Évergète II), Irénée sous Soter II ; Ptolémée

longtemps débattu et qui s'achemine, à l'aide des documents nouveaux, vers une solution définitive. On rencontre si souvent dans les papyrus des ordonnances de diocèse réglant des affaires d'infime détail ¹, que, en vertu du principe de *minimis non curat praeior*, il semblait nécessaire d'admettre l'existence de diocèses provinciaux, représentants directs du ministre alexandrin ². L'objection est de peu de valeur en elle-même, et elle se trouve comme réfutée par le papyrus des Revenus, ordonnance royale rédigée et corrigée par le diocèse qui entre dans les derniers détails sur la procédure des adjudications, le mode de perception des taxes et des amendes et la tenue de la comptabilité. On peut faire observer par contre, qu'admettre — comme le fait Wilcken — un diocèse par nome oblige à multiplier dans la même proportion les subordonnés immédiats du diocèse, l'*ὑπονομάρχης*, et l'*ἐκλογιστής*, ³, et que vraiment, sous prétexte de décharger l'administration centrale, on encombre l'administration locale de fonctionnaires faisant double emploi avec ceux dont nous parlerons tout à l'heure. Dans l'affaire dite des Jumelles, les pétitions parties du Sérapéum de Memphis reviennent du roi à l'hypodiacète sans passer

(sous Phil Alexandre), C. Rabirius Postumus, Polbin (sous Phil Aulète). J'y ajouterais Sosibios, Hapalou (sous Épiphane : ci-dessus, p. 316) et Lycarion (ci-dessus, p. 144, 4). Sur les diocèses de l'époque romaine, voy. G. Brandis, art. *Διοκηνίς*, *Διοικητής*, dans la *R.-E* de Pauly-Wissowa, V, p. 130.

1. Par exemple, il fixe le prix des jarres à fournir pour le transport du vin (ci-dessus, p. 252, 2).

2. C'est la thèse soutenue, contre Lombroso, Robiou, Revillout et P. M. Meyer, par Mahaffy Grenfell, Wilcken, Strack, Dittenberger dans les *Addenda de Orls.*, I, p. 649. Grenfell commentant les papyrus de Tebtynis (p. 43, n. de 27), est tenté de revenir sur son opinion, mais Strack (in *Archiv f. Pp.*, I 1902, p. 559, estime, au contraire, que les nouvelles récentes font pencher la balance en faveur de la thèse de Wilcken, et cela, sans apporter aucun argument nouveau. Brandis (*loc. cit.*) s'en rapporte à Wilcken. En dernier lieu, H. Maspero tient pour la thèse du diocèse unique, et Smily in *Pap. Petr.*, III, p. 452) la juge « très probable ». Qu'un ou deux diocètes aient été simplement *ἐν φθω* cela ne prouve pas que le grade fût insuffisant pour le diocète alexandrin : nos ministres actuels, en France, sont généralement peu décorés, ou pas du tout.

3. Wilcken, I, p. 404.

par un dicrète provincial. De même, dans un papyrus connu depuis, un ordre du dicrète central est adressé directement à l'hypoducète ¹. Cicéron, à coup sûr, ne se doutait pas qu'il pût y avoir en Égypte plus d'un dicrète; il sait que son client Rabirius, une fois pourvu de ce titre, régissait toute « l'administration royale » en matière de finances ². Enfin, il est véritablement inexplicable que, sur une vingtaine de dicrètes connus, aucun ne soit qualifié autrement que « dicrète » tout court, sans mention aucune de noms ou ressort quelconque.

La compétence du dicrète, émanant ou directe de l'autorité royale, était comme illimitée. Il réglait par ses ordonnances toute la matière fiscale, recettes et dépenses, en Égypte et dans les possessions coloniales; il nommait, surveillait, frappait de peines disciplinaires pour négligence ou malversations, révoquait au besoin tous les fonctionnaires de l'ordre financier, c'est-à-dire la majeure partie des fonctionnaires ³. C'est comme dicrète que, au début du règne de Ptolémée V Épiphane, Tlépoème avait exercé une véritable

¹ *Pap. Græf.*, II, n. 33. Cf. ci-dessus, p. 374. Le dicrète Ptolémée a grade de *εὐργετής* et le sous-dicrète Hieronon est *ἐπαρχικός τοῦ εὐργετῆ*. Ce ne sont pas des fonctionnaires de petite envergure.

² *Si curatorem et quasi dispensationem (= διοικητὴν) regium suscepisset. Idem autem facere non poterat, nisi dicretes, hoc enim equum utitur qui a rege esset constitutus* (Cic., *Pro Rabir. Post.*, 10). À Athènes, où il y avait beaucoup de *εὐργεταί*, il n'y eut ordinairement qu'un seul *ἐπὶ τῶ διοικητῆ*.

³ Le dicrète Irénée disait à l'intendant (?) Anclépiade : *ἐφ'ὧντιον ἔχων — τῶς τῶς εὐνομεύων καὶ ἀρχιφύλακων πρῶτοι(στέ)σι διοικῶν* (*Tebt. Pap.*, n. 27, l. 10-21 cf. 28-39) ne prouve pas que les économes — à plus forte raison les archiphylactes — fussent nommés par l'intendant. Irénée demande qu'on ne lui propose que des gens honorables. Nous ignorons dans quelle mesure il déléguait ses pouvoirs pour la nomination des agents inférieurs. Les *πρυτανιστάς* recevaient sans doute leur investiture temporaire de l'économe (*ibid.*). Les *κομογράμματα* — comme Menches, *ὅς τὸν διοικητὴν ἀντιεῖχμας* (*Tebt. Pap.*, n. 10, l. 1-3) — étaient nommés par le dicrète. Un *κομογράμματος* est frappé d'amende par le dicrète (W. Kirhen, *Ostr.*, I, p. 324) — amende collective de *κομογράμματα* (*Tebt. Pap.*, n. 38 ci-après, p. 392, 3). Voy. dans *Tebt. Pap.*, n. 27, l. 18 une ordonnance adressée par le dicrète Irénée à l'intendant (ou aux intendants, ci-après, p. 312, 1) des Revenus au Fayoum mercuriale dont l'effet se transmet de proche en proche jusqu'aux *κομογράμματα*.

régence. Les nominations faites par le ducète étaient libellées en forme solennelle et notifiées à tous les fonctionnaires de l'ordre intéressé. Celle du sous-ingénieur Théodore, auxiliaire de l'ingénieur Cléon et préposé au service des irrigations, est adressée « aux économes, nomarques, basilicogrammates, phylactes à ayant autorité sur ?) 10,000 aroures, comarques et comogrammules »¹.

Les bureaux du ducète, substitut permanent du roi, étant le centre de l'administration tout entière, devaient s'encombrer par reflux de tous les dossiers concernant les questions contentieuses qui n'étaient pas tranchées sur place par les fonctionnaires inférieurs, pétitions et rapports de toute sorte. Aussi un fragment très mutilé et sans date d'une circulaire que je suppose émanée du ducète recommande aux scribes des divers bureaux « de ne pas envoyer au roi de longues épîtres, ni à tout propos, mais sur les choses nécessaires et urgentes et le plus brièvement possible », en expliquant les objections qui méritaient créance : « car tu sais toi-même », ajoute la circulaire, « qu'on nous apporte quantité d'assertions absurdes et mensongères »². Pour les nominations de fonctionnaires, le ducète est censé les avoir toutes connues et approuvées. Un rapport sévère sur des abus à réprimer constate que les délinquants sont des individus qui, pour la plupart, se sont installés dans leur office avec *ἀνευ δυνάμεως χρηματισμῶν* et dont certains ont usurpé les fonctions d'économe, toparque, silologue, comarque, épistate, ou les ont

1. *παράλθων τὴν τῶν χρημάτων ἐξουσίαν* (Polyb., XVI, 21, 6) est l'équivalent paraphrasé de *διοικητής*. Tlepoleme affirme sa compétence en matière de dépenses en dilapant l'argent du roi (*ὁρῶντες τὰ βασιλεὺς χρηματὰ*). C'est sans doute au même titre que Sombrios, Agathocle, et plus tard Pothos, ont joué le rôle de maîtres du palais. Rien ne caractérise mieux un gouvernement dont l'unique affaire était l'exploitation fiscale de ses sujets.

2. *Pap. Peir.*, II, n. 42 a, mi-ieu du ⁱⁱⁱe siècle a. C.

3. *BGU.*, n. 1014. La su te semble contradictoire. *Ἀπορρίψας δὲ τὰς τῶν χρημάτων καὶ τὰς τῶν ἐπὶ τοῖς ὀφεισμένοις ἀρχαῖς τιμὰς*. Mais il s'agit, ce semble, des pièces justificatives provenant des comptables militaires. Au lieu d'un rapport détaillé sans les pièces, la circulaire demande un rapport sommaire, borné aux points principaux, avec les pièces à l'appui.

délégues à leurs fils ou ont élargi indûment leur ressort ¹.

Au-dessous du diocète, la hiérarchie se complique avec le temps. L'édit de Philadelphie connu sous le nom de Papyrus des Revenus, énumérant les fonctionnaires auxquels il est adressé, ne signale dans l'ordre financier que les administrateurs du Domaine, nomarques et tomarques, et les agents du fisc, économes contrôeurs (ἀντιπαραίς) avec les basilicogrammates ². Le roi n'a pu oublier des fonctionnaires subalternes, mais non pas des diocètes et hypodiocètes de nomes. Il est naturel que l'édit lancé par l'administration centrale n'ait pas compris dans ces adresses ses propres rédacteurs, c'est-à-dire le diocète lui-même et son auxiliaire, le chef de la comptabilité (ἐλεγκτής). Ce fonctionnaire de haut rang ³, connu depuis longtemps par d'autres documents, est nommé dans le Papyrus des Revenus à côté du diocète, le roi ordonnant aux économes d'envoyer à l'un et à l'autre, sous pli cacheté, copie des comptes mensuels arrêtés avec les formiers ⁴. Un autre passage, qui parle au pluriel des subordonnés du diocète Satyros et de l'écologiste Dionysodore, a donné occasion de soutenir qu'il s'agit ici de diocètes et d'écologistes provinciaux. On pourrait aussi bien en tirer la

1. *Tebt. Pap.*, n. 24 et dessous, p. 373, 3). Sur l'organisation des bureaux en général, voy. F. Preisigke, *Griech. Papyriakunden und Bureauwesen im griech.-röm. Ägypten*, tirage à part de l'*Archiv f. Post und Telegraphie* (1904, nos 12-13) « esquisse rapide » (8 pp.) des formalités bureaucratiques, rédaction des mandats, copies, annotations, règles sténographiques, ratures, sceaux, adresses aux divers des colporteurs, accués de réception, classement dans les archives, etc. À propos d'une lettre du diocète Irénée, que le basilicogrammate Hieron a fait porter par messagers à ses subordonnés (*Tebt. Pap.*, n. 26, du 3 nov. 114 a. C.), l'auteur conjecture qu'il y avait une poste administrative, transportant aussi, à l'occasion, des lettres privées, contre une taxe ou un pourboire aux messagers.

2. *Rev. Laws*, col. 37 2-5. Cf. le rapport du nomarque du nome Arsinoïte sur les semences de l'an 235, 4, καὶ οὐκ ἐπὶ τῶν ἐλπίδων καὶ τῶν ἀπορροῶν (*Pap. Petr.*, II, n. 30 et III, n. 75, et dessous, p. 267, 1).

3. C'est probablement le même Irénée qui d'écologiste (*Tebt. Pap.*, n. 72, devient diocète (*ibid.*, n. 26, la même année (114 a. C.).

4. *Rev. Laws*, col. 14, 7. Cf. 49, 4-7. Le *Tebt. Pap.*, n. 51 b es, un rapport annuel de 118 7 a. C.) sur les revenus du Domaine à Kerkiras, rapport soumis au diocète Archibios et annoté dans ses bureaux.

conclusion contraire, et, pour le diécète, il n'y a pas lieu de revenir sur l'opinion exprimée plus haut. Mais il n'en va pas tout à fait de même pour l'éclogiste. Le texte ne sert d'expressions très différentes pour désigner « ceux qui fonctionnent près » le diécète, employés anonymes, et les « éclogistes institués près » ou par l'éclogiste Dionysodore ¹. Les premiers peuvent être les nombreux fonctionnaires qui, dans les nomes, relèvent du diécète à un titre quelconque; les autres ont le titre spécifique d'eclogistos. On pourrait soutenir que ces éclogistes sont les comptables employés dans les bureaux de l'éclogiste alexandrin; mais il y a invraisemblance à admettre que les déclarations ne fussent recevables que dans les bureaux d'Alexandrie. Nous savons, d'autre part, qu'il y avait au Fayoum, au temps du premier Évergète, un λογιστήριον, car Ammonios, un scribe de Phlyé près d'Oxyrhynchos, se plaint à son supérieur l'économe Phaiès d'avoir été insulté ἐν τῷ λογιστηρίῳ, alors qu'il y allait rendre ses comptes ². Le même économe reçoit la plainte de γυνεῶντο, royaux, exploités par un économe en voyage, sous prétexte de ξένοι, lesquels demandent que leur requête soit renvoyée pour examen (ἐπισκέψασθαι) au λογιστήριον ³. Évidemment, ils désirent que l'on consulte dans ce bureau les rôles de répartition de l'impôt et les registres de perception, comparaison d'où il résultera que les exigences de l'économe Ischyrius dépassent leurs obli-

¹ Les possesseurs de vignobles et vergers devront faire leurs déclarations τοῖς τοῖς περὶ Σαυπῶν πράγμασι συνεινέον, καὶ τοῖς τὰ περὶ Διονυσιοδωροῦν τεταγμένοις ἰσχυρίσασθαι. *Rev. Loeb*, col. 37, li. Wilcken (*Ostr.*, I, p. 484) voit là des diécètes et éclogistes des nomes.

² *Pap. Petr.*, II, n. 10, 2. Document sans date, classé approximativement vers 210 a. C. Cf. un texte du III^e siècle a. C., où on lit : μετέβην εἰς τὸ ἡγεμιστήριον Διονυσιοδωροῦ τῷ γερμῶντι (P. *Pap. Lond.*, n. 23, p. 41 Kenyon).

³ *Pap. Petr.*, II, n. 10, 1. Sous l'Empire, il y avait dans chaque nome un λογιστήριον, où le stratège venait régler différentes affaires (P. *Pap. Petr.*, n. 59). Les éclogistes continuent, comme par le passé, à vérifier les comptes, en prenant peut-être une part plus active à la répartition de l'impôt, attendu que le tribut de l'Égypte, dont le total est maintenant fixé à l'avance, devient un impôt de répartition (cf. Wilcken, I, pp. 496-504).

gations. La Cour des Comptes d'Alexandrie avait donc des succursales dans les nomes, où des « écologistes » commissionnés par l'écologiste alexandrin vérifiaient provisoirement les écritures.

Au siècle suivant, la hiérarchie s'est complétée et un effort a été fait pour spécialiser les compétences, jusque-là plus ou moins indivises et enchevêtrées. Le diocète, dont la compétence est accrue d'une juridiction spéciale en matière de finances ¹, a pour subordonnés immédiats des sous-diocètes (ὑποδιωκταί), qui paraissent avoir eu autorité chacun sur une circonscription comprenant souvent plusieurs nomes. Les fonctions de ces sous-diocètes sont jusqu'ici assez mal connues et leur rang même dans la hiérarchie n'est pas assuré; mais ils devaient être plus que des agents de transmission ².

Le chef administratif du nome, le stratège, conserve théoriquement sa compétence financière, jointe à ses autres attributions. Il est l'intermédiaire officiel entre les diverses administrations de son département et l'administration supérieure. Mais, en ce qui concerne les finances, il a comme chef de service et suppléant un Intendant des Revenus (ο ἐπὶ τῶν προσόδων), auxiliaire dont il se passe quand il

1 Parémi du 23 Phaenoth an III (11 avril 114 a. C.), Ptolémée Soter II fait défense aux tribunaux ordinaires de recevoir les plaintes portées contre les employés de la διοικησις, plaintes qui doivent être renvoyées au diocète (Tebt Pap., n. 1. cf. ci-après, p. 303, 4). Le diocète avait déjà un droit de coercition, car une circulaire du temps d'Évergète II déclare que tout fermier convaincu de frauder le Trésor sera non seulement puni d'amendes énormes ou de confiscation, mais conduit par les gendarmes au diocète (καὶ πρὸς τὴν διοικητὴν κατασκευάζονται μετὰ φυλακῆς Pap. Par., n. 89, col. 2 et 3). Sous Philadelphe, c'était le roi qui se réservait cette *cognitio extraordinaria*, le délinquant venant ἀπὸ πολλῶν, ὅπως δὲ ἐ βεβαίως περὶ αὐτοῦ δέουσι γινώσι (Rev. Louv., col. 13).

2. Je suis tenté de croire que les hypodiocètes étaient appelés « diocètes » par leurs inférieurs. C'est ainsi qu'une liste d'arriérés d'impôts est remise ἐν Μίμψι τῷ διοικητῇ (Tebt. Pap., n. 72, l. 463). En tout cas, elle a pu être remise à Memphis pour être transmise au diocète d'Alexandrie. Dans sa circulaire, adressée τοῖς ἄλλοις ἐκκεκληταῖς καὶ ὑποδιοκταῖς (Pap. Par., n. 62; ci-dessus, pp. 316-320), Hérode semble classer les sous-diocètes après les curateurs dont nous parlons plus loin.

cumule les titres de stratège et d'intendant, comme il cumule parfois ceux de stratège et d'hypodécète¹. L'intendant aussi peut être en même temps épistate ou sous-préfet du nome², ou épistolographe³, etc. La distinction des offices, maintenue en théorie, pouvait être et était assez souvent annulée en fait⁴.

C'est au-dessous des bureaux de l'intendant que commence la division des pouvoirs. Les fonctions remplies autrefois dans chaque département par un économe unique — sauf dans le nome Arsinoïte⁵ — sont réparties entre deux fonctionnaires de même nom, l'οἰκονόμος ἀργυρίων, qui contrôle la perception des impôts payables en argent, et l'οἰκονόμος τιμῶν, chargé de surveiller la perception en nature. Celui-ci avait une tâche particulièrement ardue, car il devait s'occuper de tout ce qui peut influer sur la valeur des produits du sol, irrigation et entretien des canaux, rotation des cultures, ensemencement, surveillance des récoltes

1. Phannas στρατηγός καὶ ἐπὶ τῶν προέδων *Tebt. Pap.*, n. 61 b, ll. 48-563, n. 72, l. 349. Irénée, de même (*ibid.* n. 72, l. 213), plus tard diocécète (*ibid.*, n. 26) et aussi Lysimachus (Strack, n. 145). Dans le nome Arsinoïte, cependant des plus importantes, Apollonios est στρατηγός καὶ ἐπὶ τῶν προέδων (*Pap. Amherst*, II, n. 35, ann. 112 a. C.). Mais le Papyûm paraît avoir eu plusieurs intendants : on en rencontre deux, Hermias et Asclépiades, en l'an 111 a. C. (*Tebt. Pap.*, n. 87). Le stratège peut être en même temps administrateur des domaines, στρατηγός καὶ νοτάρχης (ci-dessus, p. 131, 2).

2. *Pap. Faur.*, I, 1, lig. 2-3.

3. *CIG.*, n. 4717. Strack, n. 157.

4. On rencontre des cumuls étonnants, par exemple, Theodoros économe et archiphytiacète ou supplant de l'un et de l'autre (*Tebt. Pap.*, n. 21 l. 27).

5. Dans le nome Arsinoïte, divisé en trois *παρτίς* et en *νομαρχίαι* cf. Grenfell, *Rev. Laws*, p. 133, Wilcken, I, p. 356, 412, 2), subdivisées elles-mêmes en *μηρίαι*? (cf. ἐν τῇ Καλιζάρειος *μηρίᾳ* τῆς Βιαιώος *νομαρχίας*, *Pap. Petr.*, I, n. 32 (2). III, n. 37 a, col. 2, de l'an 158/7 a. C.), il y avait au début un économe par *νομαρχία*, plus tard, après la réforme, deux économes par chacune des trois *μηρίαι*. Déclaration de Théogène, débiteur de l'État, οἰκονόμος τῆς Ἀἴας[...] *νομαρχίας* (*Pap. Petr.*, I, n. 15, 2). III, introd., p. 14, de nn 230 a. C.). Paulaios οἰκονόμος ἐνταῦθα τῆς Ἡρακλείδος *μηρίας* (Strack, n. 444 - règne de Ptolémée XI) De même, Anicéion (n. 145). Au temps de Ptolémée III, l'économe de Ptolémaïs est τοῦ ἑκαὶ σάμην δα τὸν γὰρ καὶ κοῦταίς *τοῦτα*, comme l'attestent les reçus du venturier Kephaleon (*Pap. Petr.*, II, n. 24, a v. III, nn. 51-62 a).

par les *νυνταρχαίται*, contrôler le mesurage des grains et autres denrées dans les magasins royaux, vérifier les comptes des dits établissements, etc. Pour l'administration du domaine royal, il semble avoir laissé peu de chose à faire aux comarques, dont les fonctions, du reste, étaient le plus souvent absorbées dans la compétence des stratèges ¹. Il a sous ses ordres, comme administrateur du Domaine, les toparches et comarques; comme responsable de la perception et de l'emploi des recettes en nature, les receveurs des Trisors, autologues et xenologues. Son collègue, de même, dirigeait le personnel de la perception en argent, trapézites et exacleurs des arrières (*παραρταί*) ². On a vu, par ce qui a été dit des monopoles et de la procédure des adjudications, comment était partout requise l'intervention des économes. Le partage des compétences allégeait pour eux la tâche qui

1. Les nomarques n'ont pas disparu, mais c'est à peine s'il est fait mention d'eux de temps à autre cf. *Tell. Pap.*, n. 12, 105. Quant à leurs subordonnés, les toparches et comarques, nous n'avons à peu près rien à ajouter à ce qui en a été dit ci-dessus (pp. 132-133). On voit, au Fayoum, le comarque Horos adresser à son supérieur le toparque Polémon (*Tell. Pap.*, n. 48); mais on ne dit pas que les avances de semences faites sur le rapport du comarque Archibis (*Pap. Peir.*, II, n. 39 a. III, n. 28, ou *ἐκ τοῦ ἀρχιεπιστοῦ*) (II, n. 89), aient été ordonnées par un toparque, et la collaboration des « chefs » et des « scribes » de même ressort ne laisse pas apparaître aussi nettement que le pense H. Mommsen (*op. cit.*, pp. 201, 214) le départ des compétences : l'autorité aux nomarques, toparches, comarques, le contrôle aux basileogrammates, hypogrammates et comogrammates.

2. Il y a une espèce particulière de *παραρταί*, dits *ἑταῖοι* (*Pap. Taur.*, sur fig. 1. 43. *Tell.*, n. 5, fig. 221. *Magdal.*, n. 41), dont le titre reste encore énigmatique. On s'accorde seulement à suppler *ἑταῖοι* (*παροῖοι*), venus parus sur (?) des livres. Mais quels sont ces livres? Les Grecs et autres « étrangers », pour lesquels est institué à Thèbes un *ἑταῖον ἀγορεύειν* (*Pap. Taur.*, viii, fig. 8), d'après Peyron (II, pp. 58-2, 11), les Égyptiens, par opposition aux Grecs, suivant Revillout (*Rev. Egyptol.*, II, p. 140), des étrangers à la localité, grecs ou Égyptiens, pourvus au nom de créances contractées ailleurs (Grenfell-Hunt, Jouguet). Gradenwitz (*Im Archiv f. Pap.*, III, I, p. 30) rejette toutes ces solutions et fait des *παρταί* les seuls des porteurs de contraintes exécutoires contre des débiteurs. On sait qu'Évergète II leur défend de saisir le mobilier des cultivateurs royaux et les outils des vignerons (*Tell. Pap.*, n. 5, fig. 221). Ceux-ci ne sont pas des étrangers à la localité et peuvent être indifféremment des indigènes ou des Grecs mais les créanciers peuvent être étrangers à la localité, et c'est là, ce me semble, l'explication la plus plausible. L'argent est perçu non sur des livres, mais au nom de livres.

incombait autrefois à leurs prédécesseurs. La responsabilité des économes, en se en jeu à l'occasion, autorise à supposer qu'ils devaient fournir un cautionnement au Trésor¹.

Enfin, l'un et l'autre communiquaient, soit directement, soit par l'intermédiaire du scribe ou greffier royal (βασίλειος γραμματεὺς), installé comme eux au chef-lieu du nome², avec le personnel des bureaux chargés de dresser les rôles de répartition et les rapports de statistique ; d'enregistrer les modifications et mutations dans les tenures et propriétés ; de proposer, suivant l'état des terrains, dégrèvements ou augmentations³, en un mot, de tenir à jour le cadastre et de fournir tous les renseignements intéressant l'administration des finances. Le basilicogrammate, qui centralisait tous ces documents dans les archives du département, était de rang égal ou supérieur à celui des économes. Subordonné, comme eux, à l'Intendant des Revenus, il était le chef hiérarchique des topogrammates et comogrammates, qui contrôlaient et convertissaient en écritures tous les actes administratifs des toparques et comarques. C'est lui qui fournit à toute réquisition les détails précis, qui indique les règles à suivre, les solutions à adopter, bref, qui conserve, en même temps que les dossiers, les traditions et la jurisprudence administratives⁴. Enfin, comme il était dans les habitudes de l'administration égyptienne de mêler et surcharger les com-

1 Cf. Rev Hout, *Mélanges*, p. 314.

2. Dans le Fayoum, plusieurs basilicogrammates (par exemple, Asclépiade βασίλειος γραμματεὺς τῶν ὀκμιῶν καὶ ἰσχυμῶν, voir nos Goodspeed, n. 7). Cf. ci-dessus, p. 373-4.

3. Cf. les textes surabondants des *Tebt Papyri*, et ci-dessus, p. 182-189. C'est le basilicogrammate que le directeur charge de faire enquête sur une demande en dégrèvement (δὲ βασιλ.κο. γραμματεὺς) δι' αὐτοῦ ἐπ' ἐπερώσει. (*Tebt. Pap.*, n. 72, l. 197 ann. 114/3 a. C.).

4. Par exemple, le directeur prescrit de demander au basilicogrammate πρὸς ποσὴν καὶ εἰς ποσὴν ἀξίαν τῶν μετασφωμένων τούτων, καὶ εἰς ποσὴν καὶ τίνας, οἱ μετασφωσάντες (*Tebt. Pap.*, n. 51 b, lig. 40 sqq., ann. 116/3 a. C.). Le basilicogrammate, consulté par le directeur, est d'avis qu'on ne doit pas recourir par consultation les années remontant au delà d'une certaine date : εἰ μὴ προσέβωμεν ὡς τοῦ ἀφ' ἡμερῶν αὐτῆς δι' ἡ βασιλ.κο. γραμματεὺς μὴ δύνασθαι ἀναγνίσκας (*Tebt. Pap.*, n. 72, l. 199).

pétences, de façon que les fonctionnaires fussent perpétuellement contrôlés les uns par les autres et pussent, en besoin, être substitués les uns aux autres, les basilicogrammates contresignent aussi comme on l'a vu plus haut, les mandats présentés aux banques.

Nous ne saurions dire, en l'état actuel de nos connaissances, quel rôle était dévolu et sous quelle direction étaient placés les fonctionnaires désignés sous le titre banal d'ἐπιμητάι¹. C'étaient, ce semble, des « curateurs » à tout faire, au service tantôt de l'économe pour procéder à des adjudications de fermes ou terres domaniales², tantôt du basilicogrammate pour recevoir et contrôler les déclarations minutieuses exigées des contribuables tantôt en tournée pour vérifier les écritures des bureaux de perception et d'enregistrement relevant soit des économos, soit du basilicogrammate. Comme il arrive souvent, même de nos jours, l'inspecteur en tournée trouvait prévenus ceux qu'il comptait surprendre. L'épistate de Kerkéosiris, Polémon, prévient son frère le comogrammate Menchès, à la date du 11 Payni, que l'épimélète arrivera le 15 à Béréniciis et passera le 16 à Kerkéosiris. « Tâche, dit-il, de mettre en ordre tous les arrérages à valoir sur le bourg, afin que tu ne le retiennes pas

1. Un texte de l'an 152 a. C. (*Pap. Petr.*, II, n. 20, col. 1-2) semble indiquer que tel épimélète avait rang au-dessous de l'économe. Des matelots employés au transport des grains ayant été arrêtés à Il-rach-pôas par l'archipylate Héraclius, se sont adressés à l'économe Héraclide, qui a donné l'ordre de les relâcher. Mais l'archipylate a refusé d'obtempérer à l'ordre écrit, ἐν μὲν τῷ (l'épimélète Ptoémios) ἔ, ἡ δὲ ἀρχιπύλας ἀνέωρε πύλας. Le Dorian des papyrus Zois (I, lig. 15. II, lig. 1), ἐπὶ τῇ ἀρχιπύλῃ πρὸς τῇ ἐπὶ τῇ ἀρχιπύλῃ τοῦ αἰ. Il y avait des épimélètes commissionnés pour diverses besognes. Ce n'est sans doute pas une fonction permanente. Dans les rôles subdvi-
sés, il y avait probablement un épimélète par subdivision. Cf. *Πένες ἐπιμητάι*, ἐπὶ τῶν κτήτων τοῦ Σαῖου (*Pap. Par.*, n. 63, col. 2).

2. Cf. *Pap. Par.*, n. 62, col. 3, 15. *Euseb.*, I, l. 15 etc. Wicken, I, p. 517. On rencontre des locations faites par des épimélètes (*Tell. Pap.*, n. 61 à II 30, 43 50 57, n. 72, 1. 48, 2. 2) par les épimélètes et les économos, n. 61 à, l. 22, par un non arabe (n. 72 1. 20), par un suppléant du stratège et libérateur (n. 72, l. 21-2), par le stratège et libérateur (n. 73, l. 46). Ce que peut faire l'intérieur peut être fait, à l'extérieur, par le supérieur.

longtemps et que tu évites par là de grosses dépenses »¹.

Nous arrivons ainsi, en passant à côté du topogrammate, considéré comme un représentant local du basilicogrammate, à la cheville ouvrière de tout le système et spécialement de la régie directe, au comogrammate. Le hasard qui a fait parvenir jusqu'à nous les papyrus d'un comogrammate de Kerkiras a mis en lumière les multiples attributions de ce modeste fonctionnaire. Sa principale occupation étant d'établir chaque année les rôles des contributions à percevoir sur ses administrés, en notant la contenance des lots affermés ou concédés par le Domaine, la nature des terrains, leurs assolements, les circonstances qui pouvaient les déclasser et faire varier les cotes fiscales; de préciser dans le dernier détail la répartition nominative des fermages et taxes, de façon à parfaire ou à dépasser les sommes prévues par les projets budgétaires (πρωτοβουλαια) élaborés dans les bureaux d'Alexandrie. Muni de tous ces renseignements, il était le mieux placé pour faire ou contrôler dans son ressort les locations annuelles de terres domaniales. Il pouvait même, suivant une règle générale en matière de finances être rendu responsable sur sa bourse des mécomptes survenus dans le rendement des impôts. En Paphlagonie, tous les comogrammates du nome Arsinoïte, à l'exception de treize qui or avaient appelé au diocèse ont dû fournir à frais communs 4,500 artabes de blé². En outre, comme, en Égypte, les fonctionnaires sont tout à tous, il n'a pas seulement à étudier et à transmettre, au besoin, à ses supérieurs les réclamations des contribuables qui se croient lésés; il reçoit encore les plaintes et dénunciations de toute sorte, avec

¹ *Tebt. Pap.*, n. 17, du 28 juin 115 a. C. Cf. *Tebt. Pap.*, n. 18, où Polemon, chargé localement de quelque revision analogue, avertit Menches dans des lettres semblables : *ἐπεὶ γὰρ ἐπορεύμενος ἐπὶ τοῖς ἀπογραφῶν ἐν μέσσοις ἔστι τι ἀντὶ τῆς ἀφαιρῆς*. Les grands personnages coûtent moins à héberger, et l'empereur était de haut rang. Dornon, épimelète au temps de l'affaire lesdunettes est promu par la suite *ἐπαρχοκρατορ* *Pap. Paphl.*, n. 127, et il n'y a pas confusion entre homonymes (*ibid.*, p. 34).

² *Tebt. Pap.*, n. 58.

mission de saisir les autorités compétentes ¹. Enfin, les hauts fonctionnaires et les tribunaux peuvent à tout moment lui demander les renseignements intéressant les affaires les plus diverses ², ou le mettre lui-même en jugement sur plainte de ses administrés ³. La multiplicité de ses fonctions fait présumer qu'il avait, lui aussi, dans son bureau des employés subalternes, mais sans responsabilité personnelle et d'autant plus à l'aise pour intriguer avec ou contre leur chef. Nous avons atteint le niveau inférieur de la hiérarchie, le niveau au-dessous duquel il n'y a plus de fonctionnaires, mais des manœuvres du calame ⁴.

En somme, toute la machine administrative est montée de façon que ses divers organes, au risque de se gêner et de faire double emploi, collaborent et se surveillent réciproquement. Non seulement nous avons rencontré dans un même ressort deux séries parallèles et concurrentes d'administrateurs, — loparques et topogrammates, comarques et comogrammates, — mais les contribuables lésés par un fonctionnaire pouvaient avoir recours à l'ingérence d'un collègue de compétence identique. Dans un cas déjà cité, deux *γυνόδοκοι*

1. Par exemple, plaintes du *βασίλειος γυνός*, Harpocles, qui a reçu des coups de bâton d'un certain Horos (*Tell. Pap.*, n. 41, — d'autres déralisés par des maraudeurs *ibid.*, n. 46, 47, 126, 127, 129), — au comarque et des *προσφυται* brutalisés par des contribuables (*ib.*, n. 42, 128, d'un fermier maltraité par des fraudeurs (n. 39). Plaintes pour vol (*ib.*, n. 53, 127) : rapport au basilicogrammate sur des violences commises (n. 45), etc. Voy. et après, au chapitre de la *Jurisdiction* ch. xxix).

2. Dans le procès d'Hermias et de son parent Apollonios contre les choachytes, on voit Hermias produire aux débats un *certificat* (ἐννομή) du basilicogrammate, attestant sur le rapport du topogrammate et du comogrammate qu'un certain champ était « inscrit » au nom d'Hermion, grand-père de sa mère d'Hermias (*Pap. Taur.*, I, p. 4 du texte). Plus loin (p. 4, l. 26-27), l'avocat d'Hermias cite encore un *certificat* du topogrammate Panionth concernant un *mon* euble. De leur côté les choachytes demandent aux *fermiers* de l'ἐπαρχία de vérifier sur leurs registres si telle vente a bien eu lieu. Revillon, *Le procès d'Hermias*, pp. 162-165 : cf. ci-après, ch. xxix).

3. Procès intenté au comogrammate Polémon par des contribuables pris au tribunal des choachytes (*Tell. Pap.*, n. 29, vers 110 s.).

4. Le redacteur *ὑπογραφεύς*, qui vend ses faveurs pour 13 dr (ci-après, p. 399, était un *καμωγέ* de cette catégorie.

royaux portent plainte contre l'économe Ischyrius auprès de l'économe Phasida et lui demandent non pas, il est vrai, d'interposer son autorité, mais de saisir de l'affaire la Cour des comptes λογιστῶν ¹. Par contre, le moyen employé pour diminuer la pléthore des fonctionnaires sans simplifier le mécanisme, c'est à dire le cumul des offices, annulant les avantages du système en laissant subsister ses inconvénients ².

Mais les précautions les mieux calculées, les serments ³, les contrôles superposés ou juxtaposés, ne peuvent suppléer à l'honnêteté des agents, contrôleurs et contrôlés. Dépositaires d'une autorité despotique, qu'ils exercent sur une plèbe servile, courbée sous le bâton ⁴, ceux-ci ne pouvaient résister indéfiniment à la tentation d'en abuser. Les fonctionnaires, qui achetaient leur nomination par des pots-de-vin ou présents obligatoires (πίπρα), récupéraient leurs déboursés par des exactions. Ils trouvaient naturel de faire cultiver les terres dont le revenu leur servait de traitement par des corvéables, de troquer des terrains maigres qui se trouvaient dans leur lot contre de meilleurs, par échange forcé ⁵. Ils majoraient les taxes ou en levaient qui n'étaient pas dues. On voit le topographe Marres se livrer à un véritable brigandage à main armée dans le bourg de Kerkéosiris, si bien que comarques et habitants se sont réfugiés dans les environs et

¹ Cf. ci-dessus, pp. 389-413, 386.

² On a déjà noté plus haut (pp. 388-391) 2° divers cas de cumul. Même les suppléants ou délégués nativitaires ἀεὶγενεῖς, exercent plusieurs fonctions à la fois. On peut citer à Kerkéosiris les ἐκτείνοντες καὶ ἀντιπρὸς τοῦ ἐκτείνοντος, *Tell. Pap.*, n. 13 (5-16, 36-61 à lig. 287) dont un exemple aussi ἐκτείνοντες ἀπὸ τοῦ ἐκτείνοντος καὶ ἀντιπρὸς τοῦ ἐκτείνοντος (n. 12, lig. 95). Avec leur compétence à limites flottantes, les fonctionnaires peuvent se doubler ou se suppléer.

³ Serment écrit πῶς μόνον ἐστὶ τῶν θεῶν, ἀλλὰ καὶ κατὰ τῶν βασιλέων *Pap. Mar.*, n. 63, lig. 36-49, et même en double expédition (*Tell. Pap.*, n. 21, lig.

⁴ *Erubescit apud eos, si quis non infligendo tributa plurimum in corvée et thires extendat* (AMM. MARC., IX, 16, 23) cf. ci-dessus, p. 302, 1°. Le fouet faisait partie des attributs royaux. Emploi avoué de la καὶ θανάτου, cf. ci-dessus, p. 367.

⁵ *Tell. Pap.*, n. 3. Défense à tous fonctionnaires τῶν τε ἐπιστῶν καὶ ὁρίων βασιλικῶν γὰρ παρακαλεῖται τὸν νόμον καὶ τὴν ἐκτείνοντος καὶ ἀντιπρὸς τοῦ ἐκτείνοντος 1. l. 102 (67) Interdiction des corvées abusives ci-dessus, p. 312, 2°.

n'osent plus revenir ¹. Nous connaissons ces abus par les plaintes des intéressés et surtout par les ordonnances rendues pour les réprimer. Nous en avons qui datent des temps les plus reculés, attestant que les mêmes causes produisent en tout temps les mêmes effets ². Celles de Philométor et d'Évergète II notamment signalent une lamentable série de méfaits des dépositaires de l'autorité ³. Elles témoignent de louables intentions, mais elles font penser aux menaces perpétuellement répétées que prodigua la chancellerie du Bas-Empire romain : elles ne firent guère que pallier un instant un mal chronique, inhérent au caractère national. La collaboration de fonctionnaires à compétence mixte, l'usage des cumuls et des suppléances, la multiplicité même des écritures, des signatures et contre-seings, rendaient difficile, même pour des supérieurs de bonne volonté, la recherche des responsabilités. En tout cas, le vice était dans les hommes plutôt que dans les institutions : comme remède aux abus de pouvoir, les rois avaient largement ouvert le recours à leur justice, comme en témoignent les nombreuses pétitions retrouvées dans les papyrus, et ils s'étaient gardés d'édicter l'irresponsabilité des fonctionnaires, qui restaient soumis au droit commun ⁴.

1. *Tebt. Pap.*, n. 41 (Pétition à Kronios archiphriscite, vers 117 a. C.).

2. Voir le décret d'Ouchbaos, de la V^e dynastie, interdisant d'imposer des corvées supplémentaires aux hiérodules et vases des temples, pour les canaux et les travaux du Domaine : car dit le roi, « les hiérodules sont sous la protection de mes mains pour l'éternité » (H. Petrie, *Abydos*, II [1903], texte traduit par Maspero, in *Rev. Écol.*, XXXVIII [1904], p. 192-3). Cf. les exactions réprimées, pour un moment, par Horemhebi, de la XVIII^e dynastie Revélot, *Pfeku*, pp. 48-56. Édit de Ramsès II pour la protection des paysans (*ibid.*, p. 115), etc.

3. *Pap. Per.*, n. 63. *Tebt. Pap.*, no 3 et 6. Cf. la circulaire du dicécète Dioncouride, où on lit : « οὐ βασιλεὺς καὶ τῆς βασιλείας, πρὸ πολλοῦ ἐργαμάτων νέμει τοὺς ὑπὲρ τῆς βασιλείας διαμεριζομένους » (*Pap. Per.*, n. 61), et ailleurs (*Pap. Per.*, 63, col. 9) : « ἡγεμονεύοντες γὰρ καὶ μεγίστην ἀγασθὲν ἐν πράγματι τὴν παντ' οἰκονομεῖσθαι καθαρῶς καὶ δικαίως ».

4. L'exception signalée plus haut (p. 387, 1), a dû viser des cas spéciaux, probablement le cas d'inspecteurs délégués par le dicécète qui auraient pu être entravés dans leur mission par des intrigues procédurières. Au surplus, elle a pu être un expédient temporaire, car on voit par la suite les contribuables

Les réformateurs qui, comme Évergète II, ont déployé un zèle louable pour remédier aux abus ne paraissent pas avoir songé à réformer un abus qui engendrait tous les autres, la vénalité — effective, sinon légale¹ — des charges, et cela, parce qu'ils en profitaient eux-mêmes. Ils avaient trouvé bon de multiplier les occasions de soutirer à leurs sujets, en sus de l'impôt régulier, des gratifications (σπερίνοι) soi-disant volontaires. La nomination des fonctionnaires était une occasion toute trouvée et qui se renouvelait à volonté. Autant qu'on en peut juger par nos textes, il n'y avait point en Égypte d'offices viagers et de fonctionnaires inamovibles. Dès lors, il semblait tout naturel que la gratitude du fonctionnaire investi une première fois ou « renouvelé » se manifestât par quelque présent, et le fonctionnaire à son tour jugeait aussi naturel de récupérer ses déboursés en mettant ses faveurs à prix². Ainsi s'établit, en dehors des règlements, une sorte de tarif, qu'on retrouve dans l'empire romain sous le nom d'*aes honorarium - summa honoraria*, en vertu duquel les hauts dignitaires exploitaient leurs subordonnés, et ceux-ci le contribuable.

Ces usages, résultant d'une entente tacite, n'ont guère laissé de traces dans les documents, en ce qui concerne les fonctionnaires. On a vu plus haut qu'une gratification était ex g^o des clercs entrant en possession de leur κλῆρος, sous peine de déchéance, et aussi de ceux qui recevaient une promotion de classe, et même des « cultivateurs royaux » : toute faveur se paie, théoriquement au Trésor, pratiquement à ses agents. Il a été constaté aussi que la collation des

déferer les abus de pouvoir aux chrematistes *Tebt. Pap.*, n. 20, Grenfell, *ad loc.*, p. 65, et deus, p. 393, 2. *Pap. Amherst*, II, n. 33).

1. On a vu plus haut (p. 228, 1) que l'économe Aricélos stipulait l'obligation pour ses successeurs de continuer ses libéralités envers « le temple du grand dieu Soknopaios » (Strack, n. 145 Dittenb., *OGIS*, n. 179).

2. Cf. les dons abusivement prélevés sur les administrés pour des usages, *Tebt. Pap.*, n. 3, l. 180. Il semble bien que les nominations étaient faites pour un temps limité.

sacerdotes entraînait le versement d'un *τελεστικόν*. C'était une sorte de patente payée en une fois par une espèce de fonctionnaires. Le principe admis, il n'y avait pas de raison pour que l'investiture des autres fonctionnaires fût gratuite et nous avons sur ce point des indices utilisables¹. Quantité de quittances pour *στέφανος* ne portent aucune mention de la personne pour qui les sommes sont encaissées, mais on rencontre des cas où certainement la gratification exigée ne va pas au Trésor. Des *πράκτορες* sont commis pour recouvrer le *στέφανος* promis à Nouménios, qui pourrait bien avoir été le stratège : à la date du 30 Tybian XLVI (19 févr. 124 a. C.), ils signifient à Philéas fils de Tryphon qu'il ait à payer sa cotisation de 4 dr.² Nous sommes mieux renseignés par le précieux Menchès, comogrammate de Kerkéouris.

En l'an LI d'Évergète II, Menchès arrivait sans doute à l'expiration de son mandat, et il se préoccupait de le faire renouveler par le *διεκέλευ*. De peur que les autorités du bourg n'y fissent obstacle en donnant sur son compte des renseignements défavorables, il s'engage, le 29 mai 119 a. C., à donner à la commune 50 artabes de blé, et autant de graines et légumes divers (*ἄρτια*). De plus, un certain Dorion ajoute à ce cadeau 50 artabes de blé et 10 artabes de fournitures diverses. Le 20 août, la nomination est faite, mais à des conditions que le basilcomgrammate³ Asclépiade spécifie au topogrammate Marrès, pour être communiquées à Menchès en même temps que sa nomination (*τὰ τῆς ῥητορίας*

1 Sur le *προσληπτικὸς στέφανος*, voy. Grenfell in *Febl. Pap.*, pp. 223-225, et ci-dessus, p. 335. 2. Un *γρουστικὸς στέφανος* de 1 tal. 4840 dr., provenant de 14 clérouques de Kerkéouris, est versé au crédit du stratège Parthénios *Febl. Pap.*, n. 401 du 20 Thoth LI = 12 oct. 120 a. C. : ci-dessus, p. 336, 1. J' imagine que Parthénios s'est substitué au Trésor, suivant une pratique qu'Évergète II interdit en défendant à quiconque d'exiger des paiements ou des services gratuits (*Febl. Pap.*, n. 3, LL 183-6 : ci-dessus, p. 314-315, 3).

3. *Fayyum Towns*, n. 14 (ci-dessus, p. 336, 1). On ne sait à qui un certain Peteuris de Pathyris promet 16 tal. de cuivre pour le lier d'alliage (*Pap. Grenf.*, I, n. 41. Goodspeed, n. 5). La somme est *στέφανος χαλκοῦ τέλινος διασπέρει* dans Grenfell qui y a vu un présent fait au roi, présent dans Goodspeed. Ces deux billets ont-ils été écrits à la même occasion?

μεταλαττ. Menchès devra prendre à sa charge 40 aroures de terre improductive aux environs de Kerkéomris, la cultiver à ses frais et payer au Trésor une rente annuelle de 30 artabes. Un reçu de Menchès à Dorion qui non seulement lui a fourni 100 artabes de blé et 61 de légumes pour l'an LI, mais s'engage à lui livrer chaque année 30 artabes de blé en bonne qualité et juste mesure, nous autorise à penser que Menchès faisait payer ses libéralités par Dorion, en échange de services probablement inavouables ¹. Peut-être Menchès avait-il encore besoin, sept ans plus tard, de quelque faveur, car on trouve sur un compte particulier, où il mélange ses dépenses de ménage et ses frais de bureau, 1,200 dr déboursées en deux fois, pour « volailles blanches » au messager du basilicogramme ².

Enfin, une disposition contenue dans les décrets d'amnistie et d'indulgences d'Évergète II ne s'explique bien qu'en admettant l'application légalisée du système des στρατοί aux investitures de fonctionnaires. Évergète dispense les stratèges de solder ce qu'ils doivent encore de reliquat « pour ce qui leur a été conféré ³ ». Naturellement les subalternes suivaient l'exemple des chefs : ils se contentaient seulement de pots-de-vin plus modestes, chacun suivant son grade. Les brasseurs d'affaires le savaient bien. L'un d'eux, voulant, à ce qu'il semble, connaître les propositions d'un concurrent

1 *Tebt. Pap.*, nn 9-10 ci-dessus, p. 341, 1. On comprend quel genre de services pouvait rendre un scribe chargé de dresser les rôles de l'impôt foncier et des rentes domaniales (cf. le fragment énigmatique *Petr. Pap.*, II, n. 33-4). III n. 33 : « Il rachide avertit Andronothène qu'un supérieur s'est aperçu d'une omission peut-être yours, et qu'il serait bon de la combler en inscrivant sur ces rôles la maison d'Iron au nom du nouvel acquéreur, Asclépiade.

2 *Tebt. Pap.* n. 112, de l'an 112 n. E. (ci-après, p. 399, 2). δαυδας λευκας (cf. λευκοπτερος, ci-dessus), p. 308. Mais Μουστατοι s'arrêchait βραχίαιος γοισματιος (βραχ) ζ ΑΣ (lig 21-22, Preisigke *op. cit.*) soupçonne ici un pot-de-vin et suppose que l'expression ἐκ τοῦ καπιτωῦ, lig. 31, signifie un retrait de fonds à la banque.

3 *Tebt. Pap.*, n. 5, ll. 19-21. On était loin de l'idéal soi-disant réalisé par Philadelphie, qui demandait aux interprètes de la Bible des conseils comme celui-ci : « Qui faut-il nommer stratèges ? » et recevait la réponse : « Ceux qui haïssent l'iniquité et font justice ». Aristeas, *Ep. ad Philocr.*, § 280 Wendland).

afin de l'écartler, écrit à quelque associé, à la date du 26 Pachon an VI (12 juin 111 a. C.), qu'avec l'aide des dieux il a bon espoir de réussir. En attendant que le basilicogrammate se décide, un employé subalterne, l'hypomnématographe qui a la garde des dossiers, moyennant un cadeau de 200 dr. de cuivre, lui a communiqué le mémoire en question, où figure une surenchère de 400 arlabes. Pour supprimer ce pli gênant (*ἐκπύρα, τὸ ἐπιδεδόματον ὑπόμνημα*), il a offert 12 dr. d'argent au dit employé. On touche au but : « Grâce aux dieux, le règlement des comptes (*ὀπίλογος*) aura lieu le 30 Pachon (16 juin) »¹.

En somme, on a l'impression que, dans l'Égypte ptolémaïque, les fonctionnaires, comme les pro-magistrats de la République romaine, avaient permission sous-entendue de récupérer sur leurs administrés les dépenses qu'ils avaient faites pour se hausser à des dignités peu ou mal rétribuées. Il nous manque, pour asseoir plus solidement cette conjecture, un élément essentiel d'information, des données sur le traitement des fonctionnaires². Le Trésor, très ménager de son argent, paraît les avoir pourvus, comme les militaires, de rentes imputées sur des biens-fonds, leur donnant par là même la tentation de pressurer ceux qui cultivaient leurs terres et d'ajouter à leur rente une soule de corvées ou de surtaxes illégales.

Les scribes de l'époque pharaonique se sont chargés eux-mêmes de faire l'éloge de leur profession, commode et

1. *Tebt. Pap.*, n. 54, ci-dessus, p. 393-4.

2. On en trouve, éparpillées dans les comptes mensuels du comogrammate Menches, au 6 Méchir au 6 Phamenoth an V, 22 févr. — 26 mars 112 a. C. (*Tebt. Pap.*, n. 112). Ce sont des allocations, en nature et en argent (*ἐκ τοῦ παροῦτος*), soit pour le traitement (*συνβολή*) du comogrammate lui-même ou de collègues, soit pour rétribution de besognes spéciales accomplies par les employés de divers bureaux notamment *ἐκτελεῖν χρεῶν* (I. 25), *τιμῆς χρεῶν* (I. 51, 118), *εἰς ἕαυτα ἀπὸν χρεῶν* (I. 81), *τιμῆς ἀγοράφων* (II. 104, 121), *εἰς τιμῆς* (ou *τιμῆς*, I. 120) *τοῦ* II. 51, 119. Une mention des plus énigmatiques est celle d'un leurre en argent *τῷ γυναικί, εἰς τι μὲν ἀγοράφου* (II. 48, 59) ou *εἰς ἀπαρχαῶν τῷ μὲν, ἀρχαῶν* I. 48, II. 59, *συντάφωσιν τιμῆς ἀγοράφου* (I. 60).

lucrative, comparée à celle du paysan lai table et corvéable à merci : ce sont les « bourgeois », et à peu près les seuls, du pays. Ils se vantent encore d'être honnêtes ¹, mais on a de fortes raisons de ne pas les croire sur parole. Ceux du temps des Lagides ne valaient ni plus ni moins. Tout a été dit sur la plaie bureaucratique qu'entretenait le despotisme royal, cause et effet d'un mal que le despotisme transporte partout avec lui.

Il y a beaucoup de conjectures, sans compter les lacunes, dans l'exposé qui vient d'être fait. Il en faudrait ajouter d'autres pour calculer approximativement le produit total de l'impôt et la proportion de l'impôt au revenu pour les différentes catégories de contribuables. Cette proportion, nous avons pu l'entrevoir seulement, au bas de l'échelle sociale, chez les cultivateurs du Domaine, et encore, en omettant toutes les surcharges et incidences des contributions indirectes, dans un pays où, comme le dit Willeken, « on se demande s'il y avait un objet imposable qui ne fût imposé » ². Quant au produit total de l'impôt, nous ne pouvons qu'accepter sans contrôle possible les évaluations données en chiffres ronds par les auteurs.

D'après Hérodote, sous la domination persane, l'Égypte, la Libye et la Cyrénaïque ensemble produisaient 700 tal. babyloniens d'argent et 120,000 arlabes de blé, plus 240 tal. provenant des pêcheries du lac Mœris. Le blé était consommé sur place par les troupes d'occupation, et la majeure

1. « Le scribe juge et décide. Il dirige les travaux de chacun. Il tient compte de ces travaux par écrit. Il n'en tire pas profit, tu sais cela ». (Correspondance d'Aménemhat et Pentour. Revillout, *Précis*, p. 91; cf. p. 124). Parlant de la morgue des bureaucrates, Revillout ne distingue plus les temps et les lieux quand il ajoute : « Rien n'est plus commun que le gratie-papier qui a fait que cela, et cependant gouverne tout avec une égale incompétence » (p. 111). Un peu vif, mais non pas tout à fait injuste.

2. Willeken, I, p. 410, à la suite d'un relevé de 218 espèces de taxes.

partie de l'argent allait au Trésor des rois de Perse. De Ptolémée Soter, on sait seulement que, accueilli sans résistance en Égypte, il s'attacha à ménager les indigènes¹. La dynastie une fois affermie, Philadelphes, qui aimait à entendre vanter son opulence, dut renforcer et multiplier les tentacules de la machine fiscale. D'après S. Jérôme, de l'Égypte seule (*de Aegypto*) — sans les possessions extérieures — il tirait annuellement 44,800 tal. d'argent, environ 74 millions de francs, et un million et demi d'artabes de blé², plus que, au dire d'Hérodote, Darius ne tirait de tout son empire, y compris l'Égypte et les dépendances³. Les tributs du dehors, variables comme les limites du protectorat égyptien, ne peuvent être estimés, même approximativement⁴. En tout cas, ils ne comptaient plus dans le budget de Ptolémée Aulète, budget que les Romains devaient bien connaître, car c'était le gage de leurs créances et le compte courant de leurs politiciens. Cicéron estimait le revenu du « roi d'Alexandrie » à 12,500 talents; mais, bien que, plaidant la cause du roi contre les partisans de l'annexion⁵, il n'eût pas intérêt à surfaire la valeur économique du royaume, on l'a soupçonné

1 *de νόμους παραλάβε τῆς Αἰγύπτου καὶ τοῖς μὲν ἑγχώσις εὐλαβήσας προσέειπε* Diod., XVIII, 14, 1). Droysen et Wilcken ont démontré, contre Lambros et Rühl, que la suite du texte (*παραλαβὼν δὲ βασιλευσὶν ἐπὶ ἐλευθερίᾳ*) ne donne pas l'estimation du revenu de Ptolémée Soter, mais la somme qu'il trouva dans la caisse de Cléomène de Naucratis.

2 Hieron., *In Dan.*, XI, 5 : cf. ci-dessus tome I, p. 229, 1, Wilcken (II, p. 413) récusé, comme Droysen, la valeur de l'artabe (*quasi mensura tres medietas et tertium modii pariter habet*) donnée par S. Jérôme, qui substitue l'artabe de son époque à celle du temps des Ptolémées, celle-ci valant 4 1/2 modii. Les 1,500,000 artabes de blé peuvent être estimées de 400 à 500 talents (Böckh-Wilcken, I, p. 645). On peut se demander si l'expression *de Aegypto* doit être prise absolument à la lettre. Sur le montant du « Trésor de Philadelphes » ou réserve en caisse, voy. ci-dessus, *loc. cit.*, et Wilcken (pp. 416-420), qui tient pour les talents d'argent, mais suspend ici son jugement sur la valeur du témoignage d'Appien (*Proem.*, 19).

3 Herod., III, 95 (14,560 tal. dont 1,400 tal. et 120,000 artabes pour l'Égypte, Libye et Cyrénaïque).

4 Böckh proposait 4,170 talents : somme que Rühl trouve trop forte et Wilcken trop faible. Cf. ci-dessus, p. 347, 2, les exagérations de Josèphe.

5 Cf. ci-dessus, tome II, p. 448.

d'avoir exagéré de moitié, parce que Diodore, par ant d'après les comptables eux-mêmes et croyant vanter la richesse du pays, estime le revenu prélevé par le roi sur l'Égypte à « plus de 6,000 talents »¹. Ces deux allégations n'étant pas inconciliables, si l'on veut bien faire porter celle de Diodore soit sur la contribution de la capitale exclusivement, soit plutôt sur la part faite à la cassette royale (ὄσις λόγος), il reste que le revenu du Trésor royal avait notablement fléchi au cours de deux siècles, ce dont l'histoire des Ptolémées, à partir du règne de Philopator, rend parfaitement raison. Aussi Ptolémée Aulète et sa fille Cléopâtre eurent-ils trop souvent recours à des exactions, confiscations et spoliations de toutes sortes, qui ne servirent de ruiner le pays et, dans le pays, le prestige d'une dynastie sans patriotisme comme sans scrupules, duper et complice de l'étranger.

¹ C'est ap. Strab., XVII p. 738 Diod., XVII, 32, 5. On a supposé que Diodore s'est trompé, on a retranché les dépenses. M. Maurel, que les deux sommes, calculées en monnaies différentes, sont équivalentes (Vargès, Böckh, Gutschmidt) — que Diodore se soit contenté le prenant de la dracme alexandrine (Sharpe), — et il a raison contre Cicéron. Rühl. Mommsen, Wücker (pp. 413-416), Hargreaves, la conjecture de Sharpe, pense que les 6.000 talents étaient fournis par la population d'Alexandrie, mais sur les revenus que les capitaux et industriels alexandrins tiraient de leurs propriétés et usines disséminées dans le pays. ἐν τῷ πρῶτῳ τῶν καὶ ἄλλων λαμβάνει τοῦ βασιλῆα παρὰ τῶν εἰσπρατῶν πάλαι τῶν. Mais il faut se mettre que les πρῶτοι καὶ ἄλλοι sont les revenus des particuliers, et c'est une torture infligée au texte. Ce flot de conjectures ne semble pouvoir en porter une nouvelle. Diodore vient de parler de la grandeur, de la beauté d'Alexandrie, et des grosses dépenses qu'y font les rois depuis Alexandre. Les trésoriers alexandrins, dans leur orgueil de citoyens d'Alexandrie, lui ont dit que, pour ces dépenses et l'embellissement de la capitale, le roi prélève sur les revenus de l'Égypte plus de 6,000 tal., qui ont d'abord jaugé à sa cassette particulière (ὄσις λόγος).

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement	pages. 1
Bibliographie	10
CHAPITRE XVIII. — La Royauté égyptienne	2
CHAPITRE XIX. — Le Culte dynastique	31
§ I. — Les sacerdoces dynastiques d'Alexandrie	37
§ II. — Les cultes et sacerdoces dynastiques de Ptolémée	60
§ III. — Les cultes dynastiques non officiels	61
CHAPITRE XX. — Le droit monarchique sous les Lagides	69
§ I. — Les noms et prédicats royaux	69
§ II. — L'hérédité chez les Lagides	87
§ III. — L'avènement et l'association au trône	94
CHAPITRE XXI. — La cour et la maison du Roi	101
§ I. — Les dignités antiques	102
§ II. — La maison du Roi	118
CHAPITRE XXII. — Administration et police du royaume	123
§ I. — Les provinces	126
§ II. — Les villes grecques	143
§ III. — Les collèges grecs en Égypte	164
CHAPITRE XXIII. — Le régime de la propriété	178
§ I. — Le domaine royal	182
§ II. — Les biens du clergé	191
§ III. — La dotation des cléricaux	229
CHAPITRE XXIV. — Les monopoles royaux	237
§ I. — Monopoles de production ou de vente	238
§ II. — Monopoles de fabrication	253
§ III. — Le monopole de la monnaie	271

	Pages
CHAPITRE XXV — Les Impôts.....	284
§ I. — Impôts directs	289
§ II. — Impôts indirects.. ...	320
§ III. — Revenus extraordinaires	335
CHAPITRE XXVI — L'administration financière	340
§ I. — Système de la ferme... ..	343
§ II. — Système de la régie... ..	359
§ III — Les Banques et Magasins royaux	363
§ IV. — La hiérarchie administrative... ..	381



ERNEST LEROUX, ÉDITEUR, 38, RUE BONAPARTE, VI^e.

BIBLIOTHÈQUE ÉGYPTOLOGIQUE

COMPRENANT

LES ŒUVRES DES ÉGYPTOLOGUES FRANÇAIS

dispersées dans divers Recueils et qui n'ont pas encore été réunies jusqu'à ce jour
publiées sous la direction

de M. G. MASPERO, de l'Institut.

- Tomes I et II. — G. MASPERO. ÉTUDES DE MYTHOLOGIE ET D'ARCHÉOLOGIE ÉGYPTIENNES. Deux volumes in-8°, figures. Chaque. 12 fr.
- Tome III. — MARQUIS DE ROCHER-MONTEIX. ŒUVRES DIVERSES. In-8°, avec planches. 13 fr.
- Tome IV. — TH. DEVÉRIA. MÉMOIRES ET FRAGMENTS. — Première partie. In-8°, avec portrait, dessins, planches en couleur et en phototypies. 20 fr.
- Tome V. — TH. DEVÉRIA. Deuxième partie. In-8°, figures et planches. 18 fr.
- Tome VI. — PROSPER JOLLOIS. JOURNAL D'UN INGÉNIEUR ATTACHÉ A L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE, 1798-1802. Notes de voyage et d'archéologie. Avec des fragments tirés des journaux de Fourcier, Jouard, Bellé, Saint Genis, Desrozière, Bahac et Corabœuf. Publié par P. Lefèvre-Pontalis. In-8°, avec 2 portraits. 7 fr. 30.
- Tomes VII et VIII. — G. MASPERO. ÉTUDES DE MYTHOLOGIE ET D'ARCHÉOLOGIE ÉGYPTIENNES. Deux volumes in-8°, fig. Chaque. 13 fr.
- Tomes IX, X, XI et XII. — F. CHABAS. ŒUVRES DIVERSES. Tomes I, II, III, IV. In-8°, figures et planches. Chaque vol. 15 fr.
- Tomes XIII et XIV. — P. JOLY. ŒUVRES DIVERSES. Tomes V et VI. *En préparation.*
- Tomes XV, XVI. — AUG. BAILLET. ŒUVRES DIVERSES. 2 volumes in-8°, avec planches. 2 fr.
- Tome XVII. — DE ROHRACK. ŒUVRES. *En préparation.*
- Tome XVIII. — A. MARIETTE-PACHA. ŒUVRES DIVERSES. Tome I. In-8°, figures et planches. 20 fr.
- Tomes XIX à XXIV. — A. MARIETTE-PACHA. ŒUVRES DIVERSES. Tomes II à VI. In-8°, figures et planches. — (*En préparation.*)
- Tomes XXV à XXIX. — DE ROUGE. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol. in-8°. *En préparation.*

SÉRIE ÉTRANGÈRE

- THE LIFE WORK OF SIR PETER LEPAGE RENOLF. Series I. EGYPTOLOGICAL AND PHILAEANAL PAPERS. Edited by G. MASPERO, HARRY RYLANDS and ED. NAVILLE. Volumes I, II, III. Grand in-8°, avec fig. et planches. Chaque. 30 fr.
- Vol. IV. THE BOOK OF THE DEAD. In-8°, avec planches. *Sous presse.*

ŒUVRES ÉGYPTOLOGIQUES DE WILLIAM V. GROS. Tome I. In-8°. *Sous presse.*

La Parole Vierge — Imprimerie Pionnière. Rue de la Harpe (ancien boulevard) 11.



3 2044 018 921 460

THE BORROWER WILL BE CHARGED
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS
NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON
OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED
BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE
NOTICES DOES NOT EXEMPT THE
BORROWER FROM OVERDUE FEES.

Harvard College Widener Library
Cambridge, MA 02138 (617) 495-2413

NOV 2 1995

WIDENER

FEB 10 1996

WIDENER

BOOK DUE

FEB 10 1997

BOOK DUE

